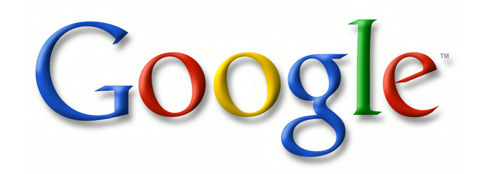




LES CATHOLIQUES RÉPUBLICAINS

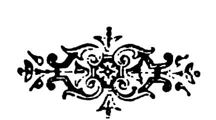
EN PRÉPARATION :

LES RÉPUBLICAINS DÉMOCRATES

L'Abbé Pierre Dabry

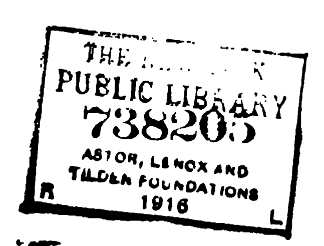
LES Catholiques Républicains

HISTOIRE & SOUVENIRS
1890-1903



PARIS
CHEVALIER & RIVIÈRE
30, RUE JACOB, 30

1905


PUBLIC LIBRARY
738205
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS
1916
R
L

PRÉFACE

Les événements que je présente au public composent l'histoire des catholiques français pendant treize ans, de 1890 à 1903, c'est-à-dire depuis le Toast du cardinal Lavigerie jusqu'à la mort de Léon XIII. Cette période a été marquée par l'effort des catholiques pour faire une évolution politique et sociale commandée par les chefs et impérieusement exigée par les circonstances.

A la fin du dix-neuvième siècle, au moment où les secousses politiques qui, depuis la révolution de 1789, n'avaient pas laissé le pays vingt ans de suite tranquille, paraissaient arrêtées, et où la question de la forme du gouvernement, résolue par l'installation définitive de la République, semblait faire place à d'autres problèmes, les catholiques ne pouvaient rester murés dans une opposition qui les aurait tenus en dehors de la vie du pays et leur aurait interdit toute collaboration à son développement et à ses progrès. C'était leur suicide, en même temps qu'un grave désordre dans l'organisme national et un dommage incalculable pour les intérêts vitaux de la France.

Ce n'était pas non plus sans conséquence

funeste, cela se comprend, et l'exposé fait dans ce livre en fournira la preuve, pour les intérêts généraux de la religion.

C'est le grand mérite de Léon XIII d'avoir nettement vu ce danger dès le début de son Pontificat et, après avoir patienté quelques années, d'avoir résolument entrepris de le conjurer, en commandant aux catholiques français de briser les liens qui les rattachaient aux anciens partis. La liquidation de l'Ancien Régime était faite : il était temps de se préparer à faire remplir à la religion le rôle auquel elle a droit dans les temps nouveaux.

Cette évolution politique, qui entraînait avec elle non seulement une évolution sociale, mais une modification profonde des habitudes et des méthodes, ne pouvait se faire sans difficulté, et il n'est pas étonnant que, malgré la grande autorité de Léon XIII, elle ait été par beaucoup mal comprise, mal secondée et même violemment contrariée. Les obstacles ont été cependant plus grands qu'on ne pouvait légitimement s'y attendre, et il y a eu des manœuvres, des rages et des brutalités telles, qu'elles ont surpris, en l'attristant, non seulement le Souverain Pontife mais des hommes ayant quelque expérience des iniquités des partis.

Ce n'est pas pour rappeler de déplorables querelles que j'ai écrit ce livre. Je les ai même atténuées autant que j'ai pu, et s'il m'avait été possible de les laisser complètement dans l'oubli, je l'aurais fait. Mais ce livre veut être une contribution à l'évolution toujours nécessaire, et les obstacles qui

en ont jusqu'ici ralenti le cours n'ayant point disparu, il faut continuer à les signaler et à les combattre.

Les événements de ces dernières années ayant aussi grandement troublé la situation, et beaucoup de ceux qui voudraient bien faire ne sachant plus exactement de quel côté se tourner, j'ai espoir que de l'ensemble des faits que je rapporte se dégagera quelque lumière.

Les faits attestent que tant qu'on a suivi la politique pontificale, malgré les oppositions avec lesquelles il a toujours fallu compter, l'apaisement s'est fait dans les esprits, la faveur est revenue à l'Église, la situation s'est améliorée. A aucun moment du siècle nous n'avons été ni aussi libres ni aussi respectés que pendant les huit ans que nous avons pratiqué cette politique. Au contraire, depuis cinq ans qu'on l'a abandonnée pour revenir à la politique de récriminations et d'opposition, à la politique de coalition avec tous les adversaires avoués ou déguisés de l'idée républicaine, les animosités sont revenues, les attaques, les violences, la persécution. La conclusion se tire d'elle-même, et tous ceux qui ont quelque clairvoyance n'ont pas le moindre doute que tout ce que font les catholiques en dehors de la République se retourne contre eux-mêmes, et que les meilleures intentions du monde ne peuvent rien contre l'inéluctable puissance des choses.

La République est une conquête définitive, et une des plus glorieuses et des plus bienfaisantes qu'enregistre notre histoire. Cette conquête est liée à l'instinct et à l'amour du peuple, qui se retour-

nera furieux contre quiconque sera seulement soupçonné de vouloir la lui ravir.

Tant que les catholiques ne se décideront pas à revendiquer hautement leur part de cette conquête, à y chercher les conditions, la base, pleine de ressources, de leur existence, tant qu'ils ne rompront pas résolument, au prix de n'importe quels sacrifices, avec ceux qui la contestent encore, leurs affaires n'iront, et ce sera justice, qu'en empirant. Puissè-je contribuer, pour peu que ce soit, à le leur faire comprendre !

Si j'avais voulu écrire une histoire complète, j'aurais fait un volume deux fois plus fort. Celui-ci est déjà bien lourd, et je m'en excuse. J'ai sacrifié bien des détails qui avaient leur importance relative ou leur charme; je crois n'avoir rien omis d'essentiel, sauf peut-être, pour des motifs particuliers, la si intéressante initiative des séminaristes sociaux.

Ceux qui ont été acteurs de ce drame, car c'en est un, se retrouveront dans ces pages, bien froides à côté de l'enthousiasme et de la grande chaleur de zèle qui les animait. Qu'elles les aident du moins à garder leur confiance pour demain, à raffermir leur volonté de reprendre du service dans les batailles qui sont prochaines !

Paris, le 29 octobre 1904.

LES

CATHOLIQUES RÉPUBLICAINS

CHAPITRE PREMIER

A Avignon

I

Le 12 novembre 1890, j'étais dans le réfectoire du séminaire de l'Institut catholique de Paris en train de prendre le petit déjeuner du matin en compagnie de quelques confrères, lorsque l'un d'entre nous, qui avait dit sa messe au dehors, arrive en coup de vent et, un journal à la main, nous annonce la grande nouvelle du toast porté la veille par le cardinal Lavigerie. L'archevêque d'Alger, recevant l'escadre de la Méditerranée en l'absence du Gouverneur général, avait déclaré que quand « la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée », quand la forme d'un gouvernement « n'a rien en soi de contraire aux principes qui seuls peuvent faire

vivre les nations chrétiennes et civilisées », c'est un devoir d'adhérer « sans arrière-pensée » à cette forme de gouvernement ; qu'en l'espèce et actuellement rien n'était possible sans cela « ni pour conserver l'ordre et la paix, ni pour sauver le monde du péril social, ni pour sauver le culte même dont nous sommes les ministres ». Ce serait « folie d'espérer soutenir les colonnes d'un édifice sans entrer dans l'édifice lui-même » ; en conséquence il demandait aux catholiques français de cesser leur opposition systématique au gouvernement que la France s'était donné depuis vingt ans et « l'épreuve étant faite », de se rallier enfin à la République.

La nouvelle fait sensation. Après avoir lu le texte dans le journal qu'on se dispute, on se livre aux commentaires. Quelques séminaristes, un peu surpris, étaient plutôt mécontents et tristes. Mais la plupart rayonnaient et exultaient. On sait que la presque totalité des élèves du séminaire de l'Institut catholique de Paris, autrement dit de l'école des Carmes, sont prêtres. Quelques-uns ont même déjà passé par le ministère des paroisses ou le professorat avant de venir à ce séminaire d'un genre spécial préparer l'obtention de grades canoniques ou universitaires. Leur impression n'était donc pas celle de tout jeunes gens qui ne connaissent encore ni la valeur des termes, ni le sens véritable des choses, mais d'hommes d'expérience, de prêtres qui s'enthousiasment pour une idée, non parce qu'elle est nouvelle, mais parce qu'elle est juste, parce qu'elle répond à leur propre

manière de voir et arrive au moment opportun comme la formule de leurs observations personnelles et de leurs propres réflexions.

Ce qui, pour mon compte, piqua surtout ma curiosité, sans me donner toutefois de sérieuses appréhensions, ce fut de savoir l'opinion du journal. C'était l'*Autorité*. Je fus au bas de l'article ; mais le directeur, M. Paul de Cassagnac, déclarait qu'étant donné l'importance de l'événement, il attendrait au lendemain pour l'apprécier. J'étais un peu moins rassuré. Je remontai dans ma chambre pensif et me demandant en moi-même ce que serait cette appréciation. Je venais de concevoir quelque crainte qu'elle ne fût pas favorable ; je voulais cependant en douter. L'animadversion de Paul de Cassagnac pour la République était le refrain habituel de ses articles et comme la note dominante de toute sa polémique. Mais depuis quelque dix ans il affectait une sorte de préoccupation du bien public qui lui avait dicté bien des appels à l'union de tous les honnêtes gens, et avait laissé croire qu'il en était venu en politique à la doctrine de l'indifférence. « N'importe qui » — « n'importe quoi » était une de ses maximes favorites, et tout récemment il avait été un des plus fougueux parmi les conservateurs à prêcher le salut par le ralliement au programme ou au moins à la campagne du général Boulanger.

Je fus vite tiré de mon incertitude et de mes illusions : le lendemain, comme un soldat qui jette ses armes devant l'ennemi, il refusait de marcher.

Ce fut pour moi un grand coup au cœur. J'étais jeune, j'avais vingt-cinq ans, je ne savais pas bien des choses que j'ai comprises depuis sans les excuser. Néanmoins, je ne fus pas découragé. Après un petit moment de trouble et de tristesse, je relevai la tête et, heureux d'une évolution que mes vœux appelaient depuis si longtemps, je me disposai à faire écho pour ma petite part à la grande parole qui venait de retentir.

Quoique n'ayant quitté le grand séminaire que depuis un an, j'étais mêlé de très près, dans mon pays natal, à Avignon, à un mouvement dont l'adhésion des catholiques à la République demandée par le toast d'Alger devait être la dernière expression et la dernière étape. Quelques-uns de mes amis et moi, nous avions assisté, la mort dans l'âme, aux lamentables batailles électorales des conservateurs toujours infailliblement terminées par des défaites. Que ce fût pour les élections législatives, pour les élections municipales ou les élections cantonales, c'était la même imprévoyance, le même laisser-aller, la même façon enfantine de se préparer, de se leurrer et de combattre. Parfois, comme aux élections législatives de 1885, à la veille du scrutin ou au deuxième tour, on faisait un effort un peu plus sérieux. « Mais c'est qu'on pourrait bien passer tout de même ! », semblait-on se dire, et on finissait par où on aurait dû commencer. Mais ce beau feu était éphémère comme le mouvement d'opinion qui l'avait fait naître. On retombait le lendemain dans l'apathie,

la légèreté et l'insouciance. En réalité, chez les dirigeants il y avait quelque chose de plus fort que leurs bonnes dispositions personnelles ou la pesée de l'opinion ; c'était l'instinct monarchique et la répugnance à adopter les mœurs, les méthodes et les moyens d'action de la démocratie.

S'adresser au peuple pour le persuader, l'entraîner, le discipliner, et finalement le mettre de leur côté, n'était pas leur fait. Ils le sentaient ; en se servant du suffrage universel, ils se servaient d'un instrument dont ils n'admettaient même pas la légitimité, qu'ils maniaient gauchement parce qu'ils ne le maniaient qu'à contre-cœur. En face d'eux, au contraire, chez les républicains, chez ceux que l'on avait habitué les honnêtes gens à regarder comme l'ennemi, quelle dextérité ! quelle souplesse ! quelle habileté consommée dans l'art d'agiter l'opinion, de remuer les hommes, de les organiser, de les mener à la bataille ! Aussi, comme par une marche fatale, pouvaient-ils enregistrer à chaque élection un nouveau succès, et allaient-ils, avec le cours des années, de victoire en victoire !

Bien des nôtres étaient donc navrés. Comme toujours, c'était chez les jeunes gens que s'élevaient des plaintes presque continuelles, que se manifestaient des velléités d'indépendance, de séparatisme, que s'élaboraient des plans de rénovation et de réorganisation. En dehors du *Comité directeur* du parti, une sorte de *Comité d'action* se forma qui eut principalement pour mission de faire de la propagande et de triturer

la matière électorale. Je n'en faisais point partie bien que j'en suivisse avec beaucoup d'attention les mouvements et que je fusse en rapports personnels avec tous ses membres. Mais une circonstance qui décida peut-être de l'emploi de ma vie vint me faire jouer auprès de lui un rôle qui le mit pour un moment au premier plan de la scène et lui permit de concevoir les moins chimériques espérances.

Ordonné prêtre le 15 juin 1889, j'avais passé les vacances à Avignon, puis au mois d'octobre j'avais filé à Paris pour satisfaire à l'école des Carmes, parmi toutes les branches de l'enseignement supérieur, ma soif de savoir. Je ne tardai pas longtemps à aller assister à une séance de la Chambre des députés et, sans songer à rien qu'à faire plaisir à un de mes amis du Comité, je lui écrivis mes impressions.

Trois ou quatre jours après, je les trouvai imprimées dans le *Courrier du Midi*, journal local qui paraissait le mardi, le jeudi, et le samedi, et qui était l'organe du parti conservateur. Cette indiscrétion, qui aurait peut-être déplu à un autre, ne me contraria point. Sans me plaire outre mesure, elle m'ouvrait une voie. Désormais, c'est chaque semaine que je fis l'article de tête du journal, et les jeunes avaient un interprète.

Cette première année de Paris et cette première campagne du *Courrier du Midi* jusqu'au toast d'Alger sont peut-être les plus heureux moments de ma vie. Je sortais de l'ordination sacerdotale, j'aimais de toutes les forces

de mon être l'Eglise que je voulais servir par la plume et la parole, je m'étais nourri au séminaire des exemples des grands lutteurs du XIXe siècle : Lacordaire, Montalembert, Veuillot, comme précédemment, livré à moi-même pendant plusieurs années, j'avais complété mes études littéraires et je m'étais bercé des grands noms de Cicéron, de Virgile, de Jules Favre et d'Emile Ollivier. L'acharnement de ces hommes au travail et le charme de leurs œuvres m'avaient séduit de bonne heure. Je les apprenais par cœur, je les copiais, je n'avais qu'un désir, c'était de leur ressembler. Mais un sentiment dominait tout, c'est que le talent que Dieu pouvait me donner, c'est à son service que je voulais le consacrer. Avant le séminaire comme depuis, la préoccupation de la vérité religieuse à faire connaître et de l'Eglise à défendre m'a toujours et presque exclusivement possédé.

Je viens de relire quelques-uns des articles par où s'échappèrent les premiers feux de cet enthousiasme et de ce zèle. Jamais, me semble-t-il, je n'ai écrit et n'écrirai plus comme cela. A la lettre, je ne doutais de rien. Dieu, les hommes, la vie, l'avenir, l'Eglise, la France, tout resplendissait à mes yeux d'un lustre qui me donnait confiance, m'exaltait, me faisait tout aimer, croire à tout, espérer en tout. Je n'étais pas arrêté par cet « à quoi bon ? », ce « peut-être » qui paralysent la plume et dessèchent la phrase quand les années ont peu à peu soulevé le voile qui cache la réalité des choses.

Je n'avais pas, par exemple, le moindre soupçon que les accusations de cléricalisme portées par le parti républicain contre le parti qui lui était opposé pussent être justifiées. Je ne doutais pas, d'autre part, le moins du monde, que tous ceux qui se réclamaient de la religion fussent sincères. Les républicains avaient tort de s'acharner après les institutions religieuses sous prétexte qu'elles servaient à leur faire la guerre ; les conservateurs avaient l'obligation de s'unir pour défendre ces institutions, de tout employer pour sauver les choses saintes auxquelles je pensais qu'ils ne pouvaient rien préférer : c'est autour de ces deux idées que s'exerça pendant un an mon imagination de néophyte et que roulèrent mes articles.

« Qu'on nous fasse grâce, disais-je, de ces discours suggérés par une coupable faiblesse et qui ne font qu'accroître le découragement de ceux qui les entendent. Le salut ne peut venir que d'un cataclysme, dit celui-ci ; que d'une guerre, dit un second ; que d'un coup d'Etat, ajoute un troisième. On dit cela pour rassurer sa conscience, pour justifier à ses propres yeux l'inaction où l'on vit. Ce sont des propos que pensent quelquefois ceux qui les tiennent, qu'inventent le plus souvent à plaisir les pusillanimes ou les paresseux.

« Voici la vérité : le salut est en vous-mêmes et en Dieu qui vous soutient... Fermement, méthodiquement, l'espérance au cœur, la confiance dans l'âme, mettez-vous à l'œuvre. Si vous ne

pouvez pas arriver, on le verra bien à la fin. Commencez toujours. Faites votre devise et votre ligne de conduite de ces beaux vers que j'aime à me répéter :

> Devant les trahisons et les têtes courbées,
> Je resterai debout, attristé, mais serein ;
> Sainte fidélité pour les choses tombées,
> Sois ma force et ma joie et mon pilier d'airain !

« Avec plus de raison que Victor Hugo, nous pouvons les redire, car ce qui est tombé, ce sont les étoiles du ciel, et elles méritent encore plus que les convictions politiques, quelque respectables qu'elles soient, l'effort qu'on s'impose pour les relever. »

On voit que, dans cette campagne, la question politique était laissée au dernier plan, elle ne paraissait même pas du tout, si ce n'est pour décocher de temps en temps une flèche à ceux qui, à la faveur du boulangisme, s'attardaient à rêver pour le bonheur de leurs concitoyens, d'un bouleversement ou d'un coup d'Etat. Ce qui plaisait aux jeunes, c'étaient mes appels un peu claironnants, mes indignations contre les sectaires, mes élans de foi, mes prophéties d'un avenir qui serait l'œuvre de leur initiative et de leur courage. Ils se sentaient portés par le courant d'opinion que j'avais provoqué, par la sympathie qui gagnait jusqu'aux rangs extrêmes où les pontifes du parti rendaient des oracles et se demandaient d'où venait tout ce bruit qu'ils n'avaient pas créé. Quand arrivèrent les vacances scolaires, l'atmosphère était aussi favorable que possible, les mains se tendaient d'elles-

mêmes vers moi ; comprenant que je pouvais aller de l'avant, j'eus l'idée de frapper un grand coup en organisant une conférence. J'indiquai que la propagande par la parole s'imposait, que la conférence que je donnerais serait la première d'une série, que rien n'était plus capable d'exciter les ardeurs et de remuer la foule, qu'il n'y avait rien de mieux, d'autre part, pour permettre aux militants de se connaître et de s'encourager. La conférence eut lieu le 20 septembre 1890. Elle dépassa tout ce que j'avais pu me promettre. Voici, pour en montrer la signification et la portée, le préambule de l'article que lui consacra le directeur du *Courrier du Midi :*

La Commission de réorganisation conservatrice a inauguré samedi dernier la série des conférences qu'elle se propose de donner pendant la saison d'hiver. Nous sommes heureux d'annoncer que ce premier essai a réussi au delà de nos espérances. En dépit de certaines difficultés d'ordre matériel qui avaient surgi à la dernière heure, plus de cinq cents personnes avaient répondu à l'appel adressé aux membres du parti conservateur.

Disons-le tout d'abord, cet empressement et les marques unanimes d'adhésion recueillies dans une réunion aussi nombreuse sont la plus belle récompense que pussent ambitionner pour leurs efforts les initiateurs d'une œuvre appelée à faire le plus grand bien autour de nous, à maintenir nos forces, à les grouper, à les accroître encore et à les tenir en haleine en vue des combats que nous aurons bientôt à soutenir.

Il nous revient que nos adversaires ne sont pas sans manifester quelque étonnement en voyant cette persistance et cette ardeur à la lutte qui continue à se mani-

fester dans nos rangs. Il est certain qu'au milieu des circonstances difficiles que nous traversons, après les épreuves que nous avons subies, en présence d'une lassitude, d'un découragement contre lesquels on a soi-même parfois quelque peine à se défendre, malgré les intérêts contraires qui sollicitent la masse des électeurs à se retirer sous la tente pour y attendre des jours meilleurs, une telle affirmation, un pareil élan constituent un exemple vraiment admirable au-dessus de tout éloge. Nous ne pouvons nous empêcher d'y voir un effet de la protection du Ciel et un gage de résurrection pour notre malheureux pays.

Nous estimons que c'est pour nous une obligation stricte d'entretenir cette ardeur digne d'un autre âge. Aussi bien, chaque fois qu'il surgit parmi nous un dévouement quelconque, une initiative louable en vue du bien, croyons-nous devoir, en dehors de toute préoccupation personnelle, de tout esprit de rivalité, uniquement préoccupés du but à atteindre, les encourager et les soutenir par tous les moyens en notre pouvoir.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ces réflexions, dont chacun d'entre nous, d'ailleurs, s'est déjà inspiré lui-même et dont il est bien résolu, sans aucun doute, à faire, dans sa sphère d'action, la règle invariable et pour ainsi dire la boussole de sa conduite.

Nous avons hâte de donner ici un résumé de la remarquable conférence prononcée par notre collaborateur, M. l'abbé P. Dabry : c'est à lui en grande partie que revient le succès de cette première réunion, et son discours mérite à coup sûr que nous lui consacrions la meilleure part de ce compte rendu.

L'article se terminait ainsi :

Nous regrettons de ne pouvoir donner que le cadre de cet intéressant discours, de ne pouvoir surtout signa-

ler tous les traits piquants, tous les beaux mouvements dont il a été semé. A chaque instant l'auditoire applaudissait à tout rompre. Quand l'orateur a eu cessé de parler, ces témoignages non équivoques ont redoublé, une immense acclamation a retenti aux quatre coins de la salle et le président de la réunion a pu se faire l'interprète de l'assemblée tout entière en offrant, en son nom et au nom de la Commission, à M. l'abbé P. Dabry leurs remerciements les plus sincères et leurs chaleureuses félicitations.

Qu'il nous soit permis d'y joindre aussi les nôtres. Ce n'est pas encore tant le succès personnel de notre digne ami que nous avons en vue, malgré que nous y soyons extrêmement sensibles, c'est avant tout le succès de l'œuvre qu'il était chargé d'inaugurer, et, en le félicitant principalement à cet égard, nous sommes certains de répondre au plus vif désir de son cœur d'apôtre.

J'avais entrepris de démontrer que la guerre à la religion est une erreur et une iniquité : Une erreur parce que sous une République le frein politique est nécessairement très faible, la liberté, les libres mouvements des citoyens sont la base même du régime, il est donc souverainement imprudent d'y affaiblir aussi le frein moral. Cette première partie qui était très hardie puisqu'elle renfermait un éloge indirect de la République devant un auditoire composé entièrement de royalistes était rachetée et se faisait excuser par la deuxième où un large tableau des iniquités commises par la République contre la religion donnait amplement satisfaction aux rancunes de ces braves gens.

Ils ne m'avaient pas ménagé leurs applaudis-

sements. Quelque temps après, le comité se réunit, me nomma par acclamation président d'honneur et m'envoya à Paris où je venais de retourner, une adresse à titre de remerciement.

Je répondis par la lettre suivante à son président :

« Veuillez, je vous prie, transmettre à nos chers amis du Comité d'Action l'expression de ma plus vive gratitude pour la haute marque d'estime qu'ils viennent de me donner et pour l'adresse qui en est comme le commentaire.

« Je me plais à reporter sur eux-mêmes la plus grande partie des éloges qu'elle renferme... Quand nos amis ont voulu, ils ont pu ; ce qui prouve qu'une cause n'est jamais perdue lorsque, malgré les défaites passagères, elle peut s'honorer encore du dévouement de quelques cœurs courageux.

« Que ce bon vouloir de nos amis persiste. Qu'après avoir si bien commencé et s'être avancés si loin, ils ne perdent pas de vue cette vérité qui peut se formuler dans ces mots : malheur à ceux qui reculent !

« La légitimité et la grandeur de leur entreprise doivent allumer leur zèle.

« S'ils savent par leur prudence et leur énergie se montrer à la hauteur de leur tâche, des concours précieux leur viendront. Assurez-les qu'en ce qui me concerne je vais pendant mon absence momentanée travailler de diverses manières à notre œuvre commune, et qu'ils peuvent, comme précédemment, compter sur mon dévouement dans l'avenir ».

II

Voilà où nous en étions à Avignon au moment où éclata le toast d'Alger. Le mouvement était plus religieux que politique, c'est-à-dire plus catholique que royaliste. Il n'avait même jamais été question de monarchie avec ces gens qui cependant n'espéraient être sauvés que par elle. C'était du moins faute d'avoir jamais réfléchi à autre chose qu'ils attendaient le salut de ce côté. Mais je pensais bien les faire peu à peu changer de sentiment. Quand ils se lamentaient sur l'inaction du parti conservateur, sur son impopularité et sur ses invariables échecs, ils ne voyaient pas au delà des phénomènes, ils ne voyaient que l'impéritie des hommes ou leur paresse ; je ne désespérais pas d'arriver à leur faire voir, derrière les apparences, la cause véritable, le motif secret et irréductible de cette impuissance et de ces insuccès, à leur faire toucher du doigt que la raison vraie de ce qui les faisait gémir était qu'ils tournaient le dos à leur temps et à leur pays, qu'ils ramaient contre un courant, qu'ils agissaient en dehors du flot qui portait irrésistiblement le peuple français vers la République. C'était une opération laborieuse, un chemin assez long à parcourir. L'acte du cardinal Lavigerie venait, me semblait-il, nous faire gagner des années et simplifier la besogne.

Personnellement je n'avais pas d'évolution à

faire. Dès l'âge de quinze ou seize ans, c'est-à-dire depuis que j'avais commencé à réfléchir, l'idée monarchique s'était heurtée chez moi à un sentiment que je ne pouvais arriver à surmonter, le sentiment de l'égalité. Ma raison naissante, peu capable de s'élever à la notion supérieure d'un privilège institué en vue de l'utilité sociale, ne pouvait pas admettre que quelqu'un en venant au monde eût plus de droits que les autres. La République, gouvernement du peuple par le peuple, où l'on s'élève par le mérite, m'apparaissait, en outre, parée de toute l'auréole qu'avaient su mettre autour de ce mot les auteurs de l'antiquité, en particulier Cicéron, dont je faisais mon livre de chevet. Me défiant de bonne heure du déplorable effet que peuvent produire sur l'intelligence les lectures dirigées d'un seul côté, j'avais opposé aux auteurs les plus recommandables la contre-épreuve de leurs contradicteurs, et si ma foi et mon amour de l'Eglise étaient sortis plus forts de cet éclectisme, les quelques lambeaux d'opinions monarchiques qui pouvaient flotter dans mon esprit y étaient restés complètement accrochés. La République me paraissait le gouvernement normal des peuples et, en France, l'aboutissant nécessaire d'un mouvement qui datait de 1789, mais qui avait ses ramifications et ses racines les plus vivaces au cœur même du Moyen-Age et qui, pendant tout le cours du XIX[e] siècle, sans fléchissement aucun, n'avait fait que s'accentuer et grossir. Loin de croire, comme les monarchistes, que la République est un accident, je

pensais, au contraire, que c'est la Monarchie, telle que les cinq ou six derniers siècles l'avaient faite, qu'il faut ainsi caractériser, et qu'un gouvernement national, à responsabilité partagée, à base populaire, est notre gouvernement naturel, le plus conforme à notre tempérament et à nos véritables traditions.

Je pris donc ma meilleure plume et avec tous les ménagements que comportait la situation et surtout la couleur du journal où j'écrivais, je sonnai le premier appel du ralliement.

Le Directeur du *Courrier du Midi* était un royaliste de vieille souche, cependant plus invinciblement attaché à l'autel peut-être qu'au trône. Toute la campagne que j'avais menée dans son journal pour galvaniser le parti conservateur, bien qu'elle se fît abstractivement des idées politiques qui lui étaient chères, ne lui avait pas déplu. En rendant compte de la conférence du 20 septembre, en disant qu'en dehors de toute préoccupation personnelle et de tout esprit de rivalité, il fallait applaudir au bien qui se faisait, il était sincère et il prenait sur lui de prémunir les plus haut placés de son parti contre certains sentiments qui pouvaient venir les surprendre. Ce fut lui pourtant qui empêcha le ralliement d'être compris, d'être accepté et de triompher à Avignon. Sous la pression des journaux de Paris et des mots d'ordre des comités, mal défendu contre ses secrètes préférences par l'autorité archiépiscopale que le ralliement déconcertait, il prit de travers les conseils du

cardinal Lavigerie et fit précéder mon article d'une note qui en affaiblissait singulièrement la portée. Déjà, à Paris, grâce à l'action déplorable de la presse conservatrice, j'entendais des craquements de mauvais augure. Je compris qu'au lieu de cette belle unanimité des catholiques à suivre un appel qui seul pouvait les sauver, il allait falloir lutter. Je me résolus à défendre pied à pied le terrain et à tirer le meilleur parti de la situation.

J'écrivis au directeur du journal une série de lettres qu'il inséra non sans entreprendre de les réfuter.

« Nous nous disputons, lui disais-je, à qui sera la France pendant que l'observateur effrayé se demande si bientôt ce ne sera pas une ombre que l'on se disputera...

« Ainsi en est-il. Et pourquoi ? Parce que les débris des vieux partis subsistent sur un sol profondément remué depuis un siècle par les idées démocratiques. Ces débris ne veulent pas mourir. Comme les tronçons du serpent, ils font même effort, et ils y ont réussi en partie, pour se réunir et s'aider mutuellement à vivre. Pour parler sans figure, les monarchistes ne sont pas entrés dans l'édifice républicain ; ils ont préféré rester à la porte et y faire du tapage. Mais comme de tous les partis c'était celui qui comptait le plus d'hommes probes, compétents, sérieux, la nation a été privée d'autant : la gestion des affaires a été abandonnée aux républicains brouillons et, ce qui est pis, aux républicains sectaires. Libres dans la République,

ils l'ont faite à leur image et à leur ressemblance... »

Je poursuivais un peu plus loin :

« Le clergé, comme la Monarchie, a boudé à la République. Qu'est-il arrivé ? que tout s'est fait sans lui, en dehors de lui, contre lui. Nous sommes, nous prêtres, en dehors de la nation. Est-ce là notre destinée ?

« Cette situation si contraire à ce qu'elle devrait être, si peu digne de nous, a frappé les yeux d'un grand nombre ; rien que dans le courant de l'année dernière six ouvrages ont paru sur cette grave question. Le public n'en a pas eu connaissance parce que les journaux avaient intérêt à n'en pas parler. Tous se disaient et demandaient avec anxiété : mais enfin, au milieu de si graves périls, le clergé ne fera-il rien ? S'obstinera-t-il à assister impassible à la lutte stérile des partis et, prisonnier d'espérances dynastiques irréalisables, ne voudra-t-il pas se décider à participer à la vie de la nation ?

« Voilà ce qui était imprimé, ce qui se disait même plus ou moins à haute voix.

« Le cardinal Lavigerie vient de répondre à ces points d'interrogation. Que les prêtres cessent leur rôle d'ilotes ! Que la question de la forme de gouvernement étant écartée, ils réclament leur place dans la grande famille française, qu'ils ne soient plus zéro dans les causes déterminantes des affaires ! Tel est le sens des paroles du cardinal, elles n'en ont point d'autre.

« Plus de politique, plus de discours vains.

La République est le gouvernement de la France ; rien ne peut faire sérieusement présager un changement : entrons dans la République sans arrière-pensée monarchique pour ne pas éveiller de soupçons, et travaillons hardiment à faire entrer l'esprit chrétien dans les institutions de la France. Au moment où le vaisseau menace de sombrer, n'est-ce pas l'œuvre d'un patriote d'essayer de le sauver, même s'il doit rester peint de rouge ? Tous les défauts de la République, du moins les plus graves, viennent précisément de ce que l'esprit religieux en est absent. L'autorité y étant très faible, tout se désagrège où la religion ne vient pas mettre un peu de respect dans la conscience. Cimentons-la donc avec de la religion, et elle sera solide ».

Ces idées étaient irréfutables, mais l'esprit de parti, quand il ne peut répondre à la question, répond à côté. Déjà tout un arsenal de mauvaises raisons avait été inventé par la presse de Paris. Le bon public, à qui on criait sur tous les tons que ce qui était demandé aux catholiques c'était d'abdiquer devant les francs-maçons, n'était plus libre.

L'opinion était égarée. Le 12 décembre, dans une lettre publique adressée à un des membres de notre comité, je dus me défendre :

« J'ai donc soulevé des tempêtes parce que j'ai eu du courage, et vous qui me connaissez à fond, vous me priez d'écrire un mot pour rassurer nos amis. Je veux vous satisfaire, bien que mon émotion n'égale pas la vôtre et que je voie

d'un œil assez serein ce petit orage se déchaîner. On est exposé à cela lorsqu'on n'a pas fait vœu d'être toujours de l'avis de tout le monde, et qu'on a l'espoir qu'un jour tout le monde sera de votre avis.

« L'épreuve la plus dure pour l'homme qui se trouve dans cette situation est de voir sa pensée mal comprise, malgré la lumière dont ses expressions claires et les circonstances de sa vie peuvent l'entourer. Souffrir pour une opinion qu'on professe est facile et doux à une grande âme ; mais souffrir pour une opinion que la mauvaise foi vous attribue, être méprisé pour des paroles que vos seuls ennemis ont mises dans votre bouche, est une épine dont le cœur sent profondément la pointe.....

« Un sourire amer me monte aux lèvres quand je pense qu'ils ont prétendu me placer parmi ceux qui abdiquent et qui transigent... C'est l'espoir de ma vie et ma consolation que, quoi qu'il arrive, ici ou là-bas, je combattrai toujours pour la bonne cause, non dans les endroits écartés et loin des coups, mais dans l'arène des partis, où il y a du péril.

« J'ai un drapeau autour duquel se sont livrées les plus formidables batailles : c'est la seule préoccupation d'en assurer le triomphe qui a toujours dicté et toujours dictera ma conduite. Comment pourrait-on se méprendre à ce sujet ? »

En réalité je battais en retraite. Le pas vers la République était prématuré ou au moins une opération manquée, il fallait se contenter d'un

bonsoir à la Monarchie. Le toast d'Alger venait si à propos, il répondait si bien à une situation de fait, que les plus malintentionnés furent obligés d'en tenir compte. Ne voulant pas aller à la République, ils ne purent pas faire moins que de sacrifier aussi momentanément l'idée monarchique et d'envisager à part les intérêts catholiques pour les mieux défendre. Donc ni monarchistes, ni républicains, mais catholiques. C'était la concession que, sauf quelques intransigeants, faisait la masse du parti. Toute insuffisante qu'elle fût, elle aurait encore été utile et aurait amené des résultats si elle n'avait pas été illusoire. Plus tard nous la verrons reparaître sur un plus vaste théâtre, avec tous les traquenards, toutes les mystifications et tous les dangers qu'elle renferme.

En 1891, quelques mois après le toast, loyalement entendue et pratiquée, elle pouvait rendre à la religion un réel service.

C'est sur l'idée catholique que je me précipitai pour rallier mes troupes et reconquérir le public. Nous étions arrivés aux vacances. Je fis annoncer pour le dimanche 4 octobre une nouvelle conférence. Mais pour bien montrer qu'il y avait quelque chose de changé, je fis une innovation qui ne paraîtra pas très hardie maintenant, mais qui à ce moment causa la plus grande surprise et presque du scandale à bien des gens. Au lieu de faire une réunion privée, sur convocation spéciale, comme les conservateurs, selon une tradition immuable, avaient toujours fait, je voulus annoncer la confé-

rence par des affiches et faire une réunion publique.

L'effet était immanquable. La salle fut bondée de monde. Le commissaire central, voulant se rendre compte de ce qui se passerait, s'y rendit en personne.

Le président du comité, M. René Pons, avocat, fit une allocution très incisive pour expliquer les motifs de la réunion et du mode insolite qu'on avait adopté. Il fut bien inspiré et prépara bien l'auditoire. Je fis ensuite mon discours. Pendant près d'une heure et demie, je m'appliquai, par toutes les adresses qui étaient en mon pouvoir, à détacher dans ces cerveaux l'idée de la persécution de l'idée du régime. La faute est aux hommes, non aux institutions. Sous ces institutions, d'autres hommes pourraient gouverner autrement. Il s'agit donc tout simplement de changer le personnel gouvernemental. Pour cela il faut s'unir non pas seulement entre nous, mais avec tous les honnêtes gens. Il y en a dans le parti républicain qui gémissent autant que nous. Je rappelai à ce propos le mot récent d'un républicain du centre, M. Bardoux, à un député de la droite : « Nous aussi nous sommes des vaincus ! » Et si l'on veut une idée du diapason auquel un auditoire méridional peut faire monter un orateur, voici l'apostrophe que ce mot m'inspirait :

« Oh ! oui, vous êtes vaincus, vous qui avez cru à la liberté ; et la justice aussi est vaincue, et tous les droits aussi sont vaincus, et toi aussi, France, France aimée et qu'on voudrait voir éle-

vée si haut, — avec ta générosité, tes grandeurs, avec tes vertus séculaires, tu es vaincue parce que tout a été immolé aux basses rancunes, à la haine sauvage d'une poignée de scélérats. »

Le compte rendu marque: applaudissements frénétiques !

Je terminai ainsi : « Qu'on fasse donc l'union ! et qu'on ne cherche pas ailleurs une planche de salut, puisqu'il n'y en a pas d'autre. Qu'on la fasse à l'imitation d'autres peuples, de l'Irlande, de la Belgique, de l'Allemagne, qui ont, au moyen de l'union, surmonté des tyrannies encore plus grandes que celle de la République. Qu'on la fasse pour donner satisfaction aux évêques qui ont en très grande majorité adhéré à la lettre du cardinal Richard. Qu'on la fasse pour obéir à Léon XIII qui, depuis dix ans, dans ses encycliques, recommande cette union. Qu'on s'y mette enfin ! Qu'on se lève ! Que les vrais sacrifices commencent! Que la croix qui planera sur nos têtes pour nous protéger, laisse descendre sur nous ses divines influences pour nous inspirer ! Qu'elle soit le signe du ralliement commun; et que ces paroles qui un jour prophétisèrent la victoire à une armée qui eut confiance en elle, fassent aujourd'hui monter le courage dans toutes les poitrines : *In hoc signo vinces ; par ce signe vous vaincrez !* »

Il y eut une triple salve d'applaudissements. La cause était gagnée. La monarchie était jetée par-dessus bord, au moins comme méthode d'action. Un ordre du jour fut voté demandant la

constitution d'un comité catholique non plus provisoire comme celui qui avait été formé dans le courant de l'année, mais définitif. C'était un acte grave par rapport aux chefs du parti conservateur, dont on faisait passer les troupes à une autre direction.

Alors je vis venir à moi un homme qui n'était pas un « politique raffiné » ni d'une « profondeur d'esprit incroyable », mais qui avait fortement envie d'être quelque chose et qui, sous l'or des chamarrures et la sonorité du nom, se présentait comme parfaitement décoratif : c'était le comte de l'Eglise, officier de la Légion d'honneur, ancien colonel d'Etat-Major. Il appartenait à l'Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers fondée par M. de la Tour-du-Pin et M. de Mun.

A l'époque où deux cercles avaient été créés à Avignon je l'avais entrevu dans son costume à la sortie d'une réunion. Bien pris dans sa taille, la moustache parfaitement ajustée et bien en pointe, il faisait un assez bel effet. On le connaissait peu, mais on prononçait son nom, on comprenait vaguement dans le public qu'il représentait dans la classe dirigeante cet élément qui depuis quelques années tendait à accorder moins d'importance aux questions politiques pour s'occuper plus spécialement de la défense religieuse et de la question sociale. Ses rapports avec les chefs du parti conservateur, je les ignorais. Avait-il été tenu à l'écart ? Était-il trop nouvellement arrivé à la vie publique ? Toujours estil qu'il avait l'air d'un chef sans emploi, et qu'il

trouva l'occasion bonne pour s'en procurer un. Il voulait être Président du nouveau comité. Le dimanche qui suivit la conférence, je le proposai ; il fut nommé à l'unanimité.

On avait donc un comité catholique, un chef, un programme, la popularité, il n'y avait plus qu'à marcher. Hélas! la suite prouva que cette œuvre, fruit d'un effort trop hâtif, n'était pas solide, et que tout cela était artificiel. Il n'y avait de sincère là dedans, il faut avoir le courage de le proclamer, puisque c'est l'histoire de ce qui se passait alors sur presque tous les points de la France, il n'y avait de sincère que le peuple et le prêtre. Sous couleur de parti catholique, tous les autres, les politiciens, les dirigeants, tous ceux qui servaient de cadres, d'intermédiaires et de propulseurs, ne s'apprêtaient qu'à faire plus que jamais de la politique non pas même conservatrice, mais royaliste. Après le premier étourdissement du toast, les passions politiques s'étaient réveillées, avivées, comme piquées au jeu, et l'antagonisme entre les diverses fractions de l'opinion catholique était plus flagrant que jamais. Les chefs du parti conservateur reprirent toute leur importance — au moins celle qu'ils se donnaient. Le Colonel fit pour son compte de la politique royaliste. L'année suivante il eut l'aberration de se présenter sous cette étiquette aux élections législatives. « Soldat, disait-il dans sa proclamation, je bats au drapeau ! » Pauvre drapeau, il était bien défraîchi ! Il eut 3.000 voix sur 20.000 électeurs. Un candidat choisi parmi les républicains modérés

et soutenu par les catholiques sincèrement ralliés à la République en aurait obtenu 10.000. Mais ce n'eût pas été le candidat de ces messieurs et de ces dames, il n'eût pas fait les affaires d'une faction qui semblait avoir pris pour devise : « Périsse tout plutôt que notrc parti ! »

CHAPITRE II

Vingt Ans d'Echecs

I

Quand l'Archevêque d'Alger demanda aux catholiques de se rallier à la République, toutes les expériences avaient été faites, toutes les fautes avaient été commises.

Pendant vingt ans les chefs des partis dynastiques avaient eu carte blanche, avaient eu la direction exclusive, absolue, sans condition et sans contrôle, des forces conservatrices, on pourrait dire, en employant une expression alors synonyme, des forces catholiques; car après la guerre, ce sont les catholiques qui remplirent les cadres à peu près vides de l'armée monarchiste. Qui les avait empêchés de faire ce qu'ils voulaient? Après la guerre non seulement les monarchistes avaient la direction des forces conservatrices, ils avaient celle du pays. Ils étaient les maîtres. Dans l'Assemblée nationale ils étaient la grande majorité. Si la monarchie était si indispensable au salut social, au salut de la religion, de la famille et de la propriété, que ne

la faisaient-ils ? Et si on objecte que leur choix hésitait entre plusieurs monarchies possibles, que ne sacrifiaient-ils leurs préférences au bien commun ? Au contraire, pendant les huit ans où ils furent réellement les maîtres, ils ne s'appliquèrent qu'à deux choses : faire la République, et la faire pour les autres en s'en excluant mutuellement ou en ayant bien soin de s'en tenir volontairement en dehors.

Pour présider leur assemblée ils nomment un républicain, Jules Grévy. Quand il faut donner un titre à M. Thiers, entre cinquante qui n'auraient rien signifié ou qui n'auraient pas engagé l'avenir, ils choisissent le moins équivoque, le plus compromettant de tous, celui de : « Chef du pouvoir exécutif de la République française ». Quand les légitimistes sont sur le point de mettre le comte de Chambord sur le trône, les orléanistes se mettent en travers. Quand il faut nommer les soixante-quinze sénateurs inamovibles, aux orléanistes les légitimistes préfèrent des républicains. Enfin, après avoir perdu la majorité à la Chambre par l'opposition qu'ils se faisaient les uns aux autres, après avoir été complètement exclus du gouvernement, quand en janvier 1879, pour le renouvellement du tiers du Sénat, il ne restait plus à défendre que cette citadelle, orléanistes et légitimistes nomment des républicains pour écarter les bonapartistes.

Dans un pamphlet répandu à profusion ils appelaient Napoléon III un aventurier de carrefour « cherchant d'abord à Londres sa pitance dans l'immonde exécution des basses-œuvres po-

licières, couvert de boue à Boulogne et de sang à Paris; aussi perdu de dettes que de crimes, et réduit à risquer Toulon pour éviter Clichy. » Paul de Cassagnac répondait par des grossièretés sur Marie-Antoinette et concluait: « A aucun prix il ne faut voter pour les royalistes! » Aux orléanistes il avait servi ces aménités: « Ce qui fait la honte de l'orléanisme, ce qui fait que ce parti sera toujours méprisé par tous les partis, c'est qu'il n'a ni principes définis, ni convictions arrêtées, ni opinions nettement limitées... Ils sont parasites de leur état et se pendent à tous les systèmes, comme les pucerons et les chenilles se pendent aux rameaux des arbres ».

Résultat: Sur quatre-vingt-deux élections, les monarchistes ensemble eurent seize élus, ce qui assura aux républicains cinquante voix de majorité au Sénat. En sorte qu'à ce moment-là ils étaient complètement les maîtres: ils avaient le Sénat, la Chambre, la Présidence et le ministère. Aussi, aux élections législatives de 1881, eurent-ils une majorité écrasante et furent-ils au zénith de leur puissance.

Alors s'ouvre une nouvelle phase.

Coup sur coup le Prince impérial, 1879, Gambetta, 1882, le comte de Chambord, 1883, avaient disparu: trois têtes illustres, incarnant sous des traits sympathiques et au plus haut point générateurs d'enthousiasme, les principes politiques en présence. Mais les effets de ces disparitions, des princes d'un côté, du chef des républicains de l'autre, étaient inverses. Quoique les bona-

partistes et les légitimistes fussent atteints au plus profond de leurs affections par la mort du Prince impérial et du comte de Chambord, et précisément à cause de la grande place que tenaient ces personnalités augustes dans leur fidélité et dans leurs espérances, l'union de leurs forces pouvait se faire, et en s'ajoutant à celles du parti orléaniste, mettre fin à la division; au contraire, la mort de Gambetta brisait l'union du parti républicain dont son autorité tenait les forces liées comme en un faisceau, et, au moment le plus dangereux pour ce parti, c'est-à-dire au moment du triomphe, le livrait aux compétitions personnelles et à l'anarchie. Gambetta eut, il est vrai, un successeur capable, sous plus d'un aspect, de le remplacer. Après lui, Jules Ferry exerça une sorte de dictature. Mais ni son prestige, ni son habilité, ni ses services ne pouvaient se mettre en parallèle avec ceux du fameux tribun et ne le défendirent suffisamment contre les formidables passions de quelques-uns de ses adversaires. Après trois ans de pouvoir, ils réussirent à le faire tomber sous une telle impopularité que sa chute fut un effondrement et sembla faire craindre l'effondrement du parti républicain lui-même.

Le comte de Paris comprit tout l'avantage de la situation. Héritier du comte de Chambord, sûr de l'appoint électoral des forces bonapartistes, il organisa une sorte de syndicat des intérêts conservateurs qu'il dota de tous les organes et de toutes les ressources nécessaires pour la bataille électorale de 1885. La France fut divisée

en régions dont chacune eut ses représentants, ses comités, ses journaux.

L'effort fut colossal. Mais il était trop tard. On s'était trop nui mutuellement, trop affaibli. On avait, d'autre part, laissé trop prendre corps à l'idée républicaine, naître trop d'intérêts autour du fait républicain. Le moment monarchique était passé. On échoua, bien qu'en remportant un succès relatif.

Il ne restait plus qu'une politique possible : ou faire un effort suprême aux élections de 1889 en faveur de l'idée monarchique, en maintenant l'organisation électorale de 1885, ou entrer dans la République, comme le demandaient précisément alors quelques hommes clairvoyants et courageux. On ne fit ni l'un ni l'autre. On fut une fois de plus victime de cette légèreté qui semble avoir toujours borné la politique du parti monarchiste aux intrigues et son horizon aux salons où elles se nouent. Dès qu'on vit poindre la popularité non point seulement d'un homme, le général Boulanger, mais d'un nouveau parti d'opposition dans la République, on préféra passer la main, et, après la perte de tant d'espoirs, on eut l'humiliation de perdre, sinon l'honneur, du moins le vernis de l'honneur par l'échec de cette aventure, qui était le dernier des moyens imaginés depuis vingt ans pour essayer de renverser la République que, par ailleurs, on avait faite et qu'on n'avait pas cessé de consolider.

II

Il va sans dire que les républicains rendaient les coups qu'on leur portait. Sur qui retombaient ces coups ? Sur les catholiques étroitement unis aux monarchistes par l'effet d'une situation qu'il nous faut maintenant envisager.

Sans refaire ici l'histoire de la politique religieuse des gouvernements monarchiques pendant le XIXe siècle, on peut dire que tous se sont servis de la religion dans la mesure où ils prétendaient la servir. Ils ont tous été jaloux de son influence, de sa liberté et de ses droits. Les catholiques étaient donc en parfaite situation pour pratiquer vis-à-vis de tous la politique de l'indépendance. Ils avaient été protégés par eux dans la mesure où eux-mêmes les avaient secondés. Il en était tellement ainsi, que pour éviter les représailles des partis que le hasard des événements élevait et abaissait tour à tour, les plus illustres des catholiques avaient résolu dans le courant de la Monarchie de Juillet de séparer les intérêts religieux des intérêts dynastiques par la constitution d'un parti distinct qui prendrait le nom de catholique. On sait que pour avoir fait cela, les attaques et les injures ne furent ménagées par les organes monarchistes ni à Lacordaire, ni à Montalembert, ni à Louis Veuillot.

Or, ce parti qui avait livré à son compte tant de belles batailles et remporté de si grandes victoires, qui avait un passé de gloire de plus

de trente ans, dès que fut proclamée la République, au lieu de rester lui-même, il se livra pieds et poings liés aux partis dynastiques. C'est un phénomène assez curieux, et ce fut une erreur assez funeste dans ses conséquences pour qu'on en examine d'assez près la cause.

Quelle objection de principe pouvaient faire les catholiques à la République ? Aucune. En 1789 il y avait des curés et des moines au Serment du jeu de Paume; en 1848 tous les prêtres étaient républicains et bénissaient les arbres de la liberté. En fait la République de 1848 avait été non seulement correcte, mais bienveillante envers la religion ; on lui devait la liberté d'enseignement et l'expédition de Rome ; il se trouvait précisément qu'en 1871, la République était personnifiée dans l'homme même qui avait prêté son concours le plus actif pour cette grande conquête de la liberté d'enseignement et qui, quelques années après, avait soutenu de sa voix autorisée les revendications des catholiques pour le pouvoir temporel du Souverain-Pontife. Qu'est-ce que les catholiques pouvaient reprocher à M. Thiers, sinon d'avoir été pendant ces quinze dernières années l'interprète le plus éloquent des grandes causes qui leur étaient chères ? Qu'est-ce qu'ils pouvaient reprocher à ses déclarations, à son gouvernement ?

C'est autour de cet homme, qui venait de tirer la France du plus épouvantable cauchemar où elle eût jamais été plongée depuis qu'elle est une grande nation, c'est autour du patriote désigné par vingt-cinq départements, de l'homme

d'Etat consommé, que les honnêtes gens auraient dû se grouper pour fonder dans des conditions harmoniques et sur des bases rationnelles le gouvernement définitif de notre pays. L'accession des légitimistes et des orléanistes aux premiers ralliés qui constituaient le groupe du centre-gauche aurait permis la formation d'une sorte de parti tory qui aurait représenté la tradition et aurait servi de contrepoids aux partis de gauche avancée représentants du progrès et des réformes. Jamais l'occasion ne fut plus propice que sous le principat de M. Thiers pour cette organisation des partis, à laquelle, par la force des choses, il faudra bien que l'on arrive.

Malheureusement les partis dynastiques, comme nous l'avons vu, étaient empêtrés dans des préoccupations personnelles et des entreprises qui les empêchaient de voir que, même s'ils avaient pu faire une restauration, ce n'eût été que provisoirement, et au lieu de fonder quelque chose avec M. Thiers, ils ne s'appliquaient qu'à lui susciter des difficultés.

Quant aux catholiques, ils étaient aveuglés par autre chose, par une sorte d'idéal mystique créé par les publicistes de tout ce qu'ils avaient pu accumuler de grandeur surnaturelle autour de deux personnages presque légendaires : Pie IX et le comte de Chambord.

Les deux figures étaient augustes et imposantes, toutes deux marquées du signe de la persécution et plus grandes de tout le respect qui s'ajoute au malheur.

La nécessité de se défendre contre les révolu-

tionnaires italiens et de défendre la société contre l'invasion des principes les plus pernicieux avait donné à Pie IX une attitude militante et intransigeante qui en avait fait comme la personnification du droit, de la vérité, et le prototype du combattant contre-révolutionnaire. Pour anathématiser le siècle, il s'était de plus en plus mis à distance de lui, et l'ascension dans la pure région de l'immuable, du transcendant et de l'absolu s'était comme achevée, en même temps qu'elle semblait prendre une forme visible, lorsque dépouillé de sa souveraineté temporelle, le Pontife s'était enfermé dans la prison symbolique du Vatican.

L'enthousiasme religieux et la rigueur des principes où la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception, la publication du Syllabus, la définition de l'Infaillibilité pontificale et la croisade pour la défense des Etats du Pape, avaient jeté les catholiques militants était incroyable. La Cité de Dieu était toute reconstruite dans leur programme et dans leurs espérances; rien que d'absolument pur n'y pouvait entrer : tout ce qui ne cadrait pas avec la doctrine intégrale que leur imagination avait rêvée en était rejeté d'avance et ne pouvait en faire partie. Cette doctrine qui ne renfermait pas seulement un système religieux, mais historique et politique, ne laissait pas la moindre prise à la libre interprétation et ne souffrait pas de réserve. Elle était désignée par le terme courant de contre-révolution.

Si encore elle n'avait pas renfermé l'alliage politique, l'expérience, les déceptions, les

défaites seraient arrivées à lui faire perdre ce qu'elle avait d'excessif, de prématuré ou d'impraticable, et à lui faire prendre la cote moyenne de ce qui doit se réaliser dans le temps et dans l'espace. Mais là dedans la liberté du bien, la répression de l'erreur et du mal, la protection officielle de l'Eglise, le Prince chrétien ne faisaient qu'un bloc. Tout cela était l'ordre voulu par Dieu, en dehors duquel il n'y avait qu'illusion, libéralisme, anarchie, et révolution. Pour achever l'édifice, parmi les princes possibles il n'y avait qu'à en désigner un qui fût le seul légitime, le seul pareillement voulu par Dieu, en dehors duquel il n'y eût qu'usurpation et compromis.

Précisément le comte de Chambord était là, l'enfant du miracle, le dernier des Bourbons, dont on avait opposé le droit, pendant la moitié du siècle, aux gouvernements qui s'étaient succédé, et dont les vertus incontestables et la religion de bon aloi offraient aux catholiques ardents tous les traits du modèle qu'ils souhaitaient. Du fond de l'exil il lançait de temps en temps un manifeste dont les formules politiques enveloppées de mysticisme reportaient les esprits sur lès idées de Providence « qui n'a pas besoin de compter sur les hommes », et tenaient la confiance des cœurs aimantée « vers l'heure de Dieu ». De même que sa physionomie avait fini par prendre quelque chose d'extrahumain et par s'illuminer de ces rayons qu'on met à la tête des saints dans les vitraux des cathédrales, ses fidèles, et c'étaient alors presque tous les

catholiques, faisaient l'effet d'une armée de chevaliers tombés en sommeil depuis le moyen-âge, puis réveillés tout à coup au milieu d'une société où tout leur était étranger et où ils ne trouvaient à pourfendre que des mécréants. On sortait justement de la Commune. Toutes les conséquences des erreurs condamnées par Pie IX avaient pris corps et s'étaient étalées dans la plus hideuse réalité. Il n'y avait pas de doute. A l'armée du mal il fallait opposer l'armée du bien, à la Révolution, la Contre-Révolution ; il fallait, en donnant une application opposée à la célèbre formule, par ceci tuer cela !

Les catholiques, persuadés qu'on ne peut vaincre l'erreur intégrale que par la vérité intégrale, croyant trouver la formule de cette vérité dans la monarchie chrétienne représentée par un homme déterminé et, semblait-il, réservé par Dieu pour traduire en fait le plus noble idéal, oubliant que la religion avait toujours eu à souffrir d'une solidarité trop étroite avec un parti politique, et abandonnant la tradition déjà ancienne d'un parti catholique constitué en dehors de tous les autres partis, les catholiques entrèrent donc en masse dans les cadres monarchistes. Fatale détermination, qui allait fausser le jeu naturel de la politique, introduire l'hypocrisie dans tous les partis, l'équivoque dans l'opinion, faire de la religion le bouc émissaire de tous les bas ressentiments et de toutes les haines, entretenir les divisions et les rendre plus vives, et créer au pays assoiffé de paix et de sécurité des troubles sans fin et d'inextricables difficultés !

III

Ainsi, on voulait Henri V, et Henri V c'était comme quelque chose qui n'avait pas d'expression, le superlatif du régime honnête et de l'âge d'or.

Malheureusement, dans le camp opposé, la République ne faisait pas naître de moins beaux rêves et n'excitait pas une moindre ivresse. Gambetta avait claironné les beautés et les avantages du nouveau régime dans des discours d'une poésie et d'un souffle d'éloquence irrésistible. A part les paysans, le peuple dans son ensemble, bourgeois, ouvriers des grandes villes, était républicain. L'Assemblée nationale avait été nommée par une nation fatiguée, épuisée qui, voulant en finir avec la guerre, avait surtout voté contre les bonapartistes qui l'avaient provoquée et, par endroits, contre les hommes du Quatre-Septembre qui l'avaient continuée ; mais le fond des sentiments du pays n'était pas réactionnaire, et dès que la paix fut faite, on vit bien que pour lui le gouvernement républicain était la dernière étape d'un long pèlerinage à travers les expériences politiques, et le lieu de repos d'un peuple qui depuis cent ans essayait et rejetait des constitutions. Pas une élection ne s'est faite depuis février 1871 qui n'ait été républicaine. Ce fait, dès les premières années, aurait dû troubler dans leur opposition les catholiques qui ne voulaient pas compromettre d'une manière

irrémédiable les intérêts qu'ils avaient à cœur de défendre. Entre les républicains et les tenants des anciens régimes le conflit allait être terrible et, en cas de défaite, les catholiques paieraient dans la mesure où ils y auraient pris parti.

Or, cette mesure, hélas ! devait être large, car le zèle religieux, quand il croit qu'il y va de la vie ou de la mort d'un peuple, est sans limite.

Qui racontera l'exaltation, la fièvre d'œuvres que l'intensité de foi fit naître, après nos malheurs, sur notre sol chrétien ? La France avait péché, il fallait expier ; on avait abandonné les traditions, il fallait les ramener; on avait oublié tous les devoirs, il fallait les rappeler, les remettre en honneur et en pratique.

Des comités catholiques furent greffés presque partout sur les conférences de Saint-Vincent-de-Paul ou créés séparément. Le président général de ces conférences fonda avec l'assentiment de l'Archevêque de Paris le Comité catholique central dont M. Chesnelong devait deux ans après prendre la direction pour la garder jusqu'à sa mort. A partir de 1873, chaque année l' « Assemblée générale des catholiques » était comme une revue des travaux de l'année, un recensement des communions expiatrices, des adorations nocturnes, des pèlerinages aux grands sanctuaires, Paray-le-Monial, la Salette, Lourdes, des revendications pour le Pouvoir temporel, des offrandes pour le denier de Saint-Pierre, des brochures, des journaux, des conférences, de tout ce qui était inspiré pour le réveil de l'esprit chrétien et la propagande catholique.

On y entendait des récits touchants et des paroles enflammées. C'est là que M. Chesnelong a eu ses plus beaux mouvements oratoires, ceux, sans doute, qui ont suggéré à Edouard Drumont des réflexions si malignes dans la *Fin d'un Monde*. A l'instar de ces assemblées générales on inaugura des assemblées régionales, dont la plus connue et la plus importante, qui existe encore de nos jours, fut l'Assemblée des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais.

Au même moment, sur les hauteurs du Montparnasse, dans un cercle de jeunes apprentis fondé par Augustin Cochin et qu'essayait de retenir sur la pente de la ruine M. Maurice Maignen, prenait naissance l'Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers. On avait indiqué à M. Meignen deux officiers qui, après leur captivité à Metz et en Allemagne, avaient participé à la répression de la Commune et avaient emporté de ce hideux spectacle la résolution de faire quelque chose pour le bien moral et matériel du peuple. Ces deux officiers étaient le marquis de La Tour du Pin et le comte Albert de Mun. Il alla les trouver, et c'est « dans le lieu même où les retenait leur service », dans une salle du Louvre d'où l'on pouvait voir les ruines des Tuileries encore fumantes, qu'ils eurent avec lui une entrevue décisive.

Comment, dit M. de Mun, en retracer le palpitant intérêt, et quelle plume pourrait rendre ce qu'éprouvèrent, à cette heure marquée dans les desseins éternels, ceux que la miséricorde divine venait de rassembler ? L'homme

de Dieu était là, debout, entre ces soldats qui l'écoutaient tout émus... Le visage enflammé d'espérance et de foi il leur disait que la patrie n'était pas perdue, et que, pour la sauver, il n'y avait qu'à la rendre chrétienne, que le peuple était bon, plus égaré que coupable et plus facile à convertir qu'on ne le pensait, qu'il ne fallait pour cela qu'aller à lui et lui parler à cœur ouvert, mais qu'au lieu de lui tendre les bras, ceux qui avaient la charge de son âme se détournaient de lui avec terreur... Il disait encore que le passé de ces ouvriers, si misérables aujourd'hui, répondait de leur avenir, si on voulait les rappeler à leurs antiques traditions, que la Révolution les avait réduits en esclavage, en détruisant leurs vieilles coutumes et qu'il fallait leur apprendre à la maudire... Alors sa voix devenait plus pressante et on eût dit, tandis qu'il racontait la vieille gloire des artisans français, qu'il en passait un reflet dans ses yeux... Puis il parlait de son cercle, humble fondement, disait-il, d'une œuvre gigantesque qui serait l'œuvre du salut et, enfin, levant les mains au ciel, il s'écriait dans un sublime accent : « Mais je suis seul ! et que puis-je faire ? Ah ! si vous veniez avec moi, si nous trouvions encore quelques hommes nous ferions la conquête de la France, et nous la jetterions aux pieds de notre Dieu !

Ceux qui liront ces lignes, continue M. de Mun, comprendront-ils ce qu'éprouvent encore, après quatre années écoulées, les témoins de cette scène, au souvenir de cet appel désespéré, et quelle profonde impression il dut alors faire sur leurs âmes (1) ?

L'appel fut entendu, et au bout des quatre ans dont parle l'auteur de ce récit, deux cents cercles existaient déjà, la classe dirigeante était secouée comme par une commotion électrique

(1) *Association catholique*, janvier 1876.

qu'avait soulevée dans ses rangs la voix émue et charmeresse de M. de Mun. Le rapprochement des classes s'esquissait, une des lézardes de l'édifice social se fermait, une force, parmi la désorganisation générale, s'élevait qui s'annonçait comme un puissant agent de concorde et d'ordre.

Oui, le spectacle que donnèrent pendant toute cette période les catholiques est admirable. On n'a rien fait depuis qui puisse y être comparé.

C'est pourquoi le cœur se serre en pensant que tout cela fut à peu près en pure perte, que toute cette prodigieuse activité, cet incomparable élan n'allèrent pas au but qu'on poursuivait et se retournèrent même contre, parce qu'ils étaient étroitement liés à un but politique positivement avoué. Tout ce qui était fait pour Dieu était fait aussi pour le Roi. La plupart des députés de la Droite assistaient aux Assemblées générales soit des Comités catholiques soit de l'Œuvre des Cercles. Réciproquement au sein de l'Assemblée étaient apportées des propositions où se traduisait la solidarité de la cause royaliste et de la cause religieuse.

Ce qui était plus grave, c'est qu'au moment d'une élection toute l'organisation catholique était mise en branle pour combattre les candidatures républicaines. Le Père Picard, moins bien inspiré en cela que dans d'autres initiatives, avait institué l'œuvre de Notre-Dame du Salut, qui consistait surtout à répandre à des millions d'exemplaires de petites feuilles où étaient recommandés les bons candidats : les

bons candidats, c'étaient les candidats monarchistes. Invariablement ils échouaient, même là où l'on était notoirement catholique, parce que l'on comprenait, à l'encontre des chefs, que le premier service à rendre à la religion c'était de lui permettre de s'exercer sur un sol solide, dans un pays jouissant de la sécurité matérielle, et non pas dans le trouble, dans la peur, sur un sol miné par les entreprises de changement et par des manœuvres de restauration.

Ainsi commencèrent à tomber en discrédit le clergé et les œuvres catholiques auprès d'un pays qui était profondément religieux, mais qui était républicain. Ainsi surtout fut créée cette arme terrible qui permit aux ennemis de la religion de la combattre plausiblement, de la combattre à outrance, à savoir que la religion était un danger pour la République.

Mais plus les chances des monarchistes diminuaient, plus les catholiques semblaient vouloir se confondre avec eux, et plus le concours qu'ils leur prêtaient était ardent et actif. Il se manifesta de diverses manières pendant les premiers mois de l'année 1877, où depuis un an que le pays avait envoyé à la Chambre une majorité républicaine, on ne savait qu'imaginer pour amener le maréchal de Mac-Mahon à tenter de rendre le pouvoir à ceux qui l'avaient perdu.

L'épiscopat lui adressa une pétition où, sous couleur d'attirer son attention sur la situation du Saint-Siège, on lui donnait bel et bien des conseils de coup d'Etat. Gambetta s'en plaignit

dans un discours très violent où il dénonça le cléricalisme, c'est-à-dire l'ingérence du clergé dans la politique, comme l'ennemi, et que la Chambre, toute modérée qu'elle fût, ne put s'empêcher d'approuver. Le coup d'Etat n'en eut pas moins lieu le 16 mai et, la Chambre ayant été renvoyée, l'assaut le plus formidable fut livré aux institutions républicaines pendant la période électorale qui suivit. Les catholiques donnèrent avec un tel entrain que le Maréchal lui-même crut devoir les désavouer : premier son de cloche qui aurait dû les avertir et leur faire comprendre que les partis voulaient bien se servir d'eux, mais non pas les servir ! Au 14 octobre, hélas ! malgré les *Triduum* ordonnés par les évêques et propagés dans tous les diocèses comme une traînée de poudre par le Père Picard, malgré les candidatures officielles, la pression administrative la plus effrénée, la République l'emporta. Les 363 brutalement congédiés revinrent augmentés de quelques unités. Quelle lumière si les catholiques avaient su voir ! Quelle lumière surtout dans les explosions de colère de ceux qu'ils avaient si âprement et si inlassablement combattus !

Devant les bataillons de l'armée radicale il y avait cependant encore une avant-garde de républicains libéraux, d'hommes modérés, qui réussirent à retenir le pouvoir et qui auraient pu tout sauver s'ils avaient été appuyés. Dans la séance de la Chambre du 4 février 1878, M. de Mun s'adressant à leur chef, M. Dufaure, que le Maréchal avait appelé à la Présidence du Conseil,

ne lui ménageait pas les témoignages d'estime et de confiance personnelle.

« Je n'ignore pas, disait-il, que lui, le Président du Conseil, a des intentions excellentes ; et je le vois encore à cette tribune où, pendant une longue séance, près de succomber sous les coups redoublés d'une impitoyable majorité, dédaigneux cependant d'un pouvoir d'où son courage allait le faire descendre, il défendait éloquemment les droits des catholiques et les intérêts de leur culte... » Il ajoutait : « Je sais aussi que M. le Ministre des cultes, dont j'ai cité tout à l'heure les paroles libérales, arrive aux affaires avec le désir sincère de ne pas froisser nos consciences ! » Et il terminait ainsi : « Je sais tout cela, et cependant je suis inquiet, car vous avez derrière vous, messieurs les ministres, une armée à laquelle vous ne commandez pas, qui demain sera maîtresse de la place... Je vous demande de nous rassurer... »

N'était-ce pas vraiment une plaisanterie de demander à des gens que l'on combattait une protection et des assurances ? Est-ce que la meilleure assurance n'aurait pas été de les soutenir, de les renforcer, de leur apporter le concours de tout ce qu'on avait de ressources et de patriotisme, et de former avec eux une barrière suffisante qui aurait empêché cette armée que l'on redoutait tant de passer ? L'opposition obstinée des catholiques maintint au contraire la lutte des partis à l'état aigu et devait fatalement amener, après tant des prodromes menaçants, l'ère de la violence.

Elle s'ouvrit dans les premiers mois de 1879 avec l'avènement de M. Jules Grévy à la prési-

dence de la République, de M. Waddington à la présidence du Conseil, et de M. Jules Ferry au ministère de l'Instruction publique. Un an ne s'était pas écoulé que les éléments modérés de ce conseil, M. Waddington lui-même, M. Léon Say, M. de Marcère devaient faire place à M. de Freycinet, à M. Cazot, en attendant que moins d'un an après encore, Jules Ferry qui venait de colporter par la France entière son article 7, devînt premier ministre. L'écluse était ouverte, et le pays qui avait été témoin de l'usage abusif qu'on avait fait de l'influence religieuse dans la lutte électorale ne pouvait être choqué de l'irruption des représailles.

Cette histoire est dans toutes les mémoires. Après les scandales de la campagne de l'article 7, la suppression des aumôniers militaires, la laïcisation des hôpitaux, les vastes coupes dans le budget des cultes et l'infinie variété des vexations imaginées par l'esprit de secte, il y eut les décrets de 1880 et la première expulsion des religieux. On fit l'assaut des couvents. Des hommes que l'esprit public était habitué à vénérer furent brutalisés dans la paix de leur solitude et livrés aux insultes de la rue. Tout ce qui d'ailleurs était cher aux catholiques, depuis les instituteurs de leurs enfants et les sœurs de charité jusqu'aux doctrines mêmes qui étaient l'objet de leur foi, était bafoué avec la bassesse la plus cynique et la dernière insolence. Il y avait dans la presse, dans les publications populaires, à la tribune même de la Chambre, un dévergondage de langage qui révélait tout ce

que la corruption humaine peut enfanter de haine et d'aversion pour les devoirs qu'une loi supérieure lui impose. « Ni Dieu ni maître » fut le cri qui sortait comme spontanément des bas-fonds de la nature, qui crut voir la carrière libre devant elle, de la nature que tout frein irrite, qui veut suivre la route de ses seuls instincts et qui veut jouir. A la faveur de la guerre au cléricalisme, c'était l'âme du peuple qu'on pervertissait, c'étaient les principes d'honnêteté, de mesure, de religion et d'ordre que l'on allait arracher des replis les plus retirés de sa conscience où de vieilles traditions de christianisme les avaient précieusement enchâssés. Le rôle politique que l'Église jouait devant ses yeux était habilement exploité pour la ruiner dans son estime, pour discréditer tout ce qui venait d'elle, son prestige, ses pratiques et son enseignement. Aussi toutes les attaques contre elle étaient-elles permises. La loi sur la gratuité et l'obligation de l'enseignement primaire fut votée, en attendant que la laïcité qu'on commençait à appliquer le fût à son tour. La loi sur le service militaire des séminaristes fut amorcée. Les branches des diverses administrations furent épurées, ce qui signifie qu'on en éliminait non point les mauvais fonctionnaires, mais ceux qui étaient suspects de sympathies trop vives pour le clergé.

Or, tout cela avait tellement l'air de n'être qu'une légitime défense et un effet de la lutte entre la République et la réaction, que le pays appelé à réélire la Chambre des députés en

août 1881 donna une sorte de sanction à toutes ces mesures en accordant près de cinq millions de suffrages aux républicains contre un million sept cent mille à leurs adversaires.

Ce fut le plus beau succès du parti républicain. Il n'était pas fait pour arrêter l'esprit sectaire, qui se livra immédiatement à de nouvelles fureurs. Paul Bert, dans l'enivrement du triomphe, jeta les bases de ce fameux projet qui, travaillé et retravaillé, devait exposer dans les plus menus détails, et par une démonstration irréfutable, comment on pourrait arriver aussi sûrement que lentement à étrangler l'Eglise par une sorte d'interprétation judaïque du Concordat.

Il était clair, et il n'était pas nécessaire d'être un grand politique pour le voir, que si les catholiques ne cessaient pas de chercher le salut ou au moins la paix et la sécurité en dehors de l'ordre politique que le pays s'était donné, ils pouvaient autoriser les pires mesures et conduire aux bords de l'abîme la religion et le pays. Aussi le cri d'alarme fut-il poussé, et de divers côtés, pour être aussitôt étouffé, hélas ! par les mêmes clameurs qui devaient empêcher plus tard le plein effet du mouvement d'émancipation entrepris par les catholiques.

IV

C'est de la tête de l'Eglise, du fond du Vatican que partit l'initiative d'un rapprochement avec la masse de la nation, qu'arrivèrent les

premiers accents d'une voix qui devait donner tant de témoignages d'affection à la France et qui, inspirée des seules considérations du bien de la religion et du bien commun, devait faire entendre à tous, avec tant de paternelle sollicitude, le langage du bon sens et de la sagesse.

Léon XIII avait succédé à Pie IX et avait commencé, avec la souplesse qui lui était propre, ce travail d'investissement de toutes les puissances qui devait faire de ce prisonnier le plus redoutable assiégeant.

Il écrivit en mars 1888 au président Jules Grévy pour se plaindre des passions antireligieuses et exprimer l'espoir que la Fille aînée de l'Eglise saurait renoncer à ces luttes si elle ne voulait pas perdre « cette union et cette homogénéité des citoyens qui a fait sa vitalité et sa grandeur propre, et obliger l'histoire à proclamer que l'œuvre inconsidérée d'un jour, a détruit en France le travail grandiose des siècles. »

Comme il fallait s'y attendre, le Président répondit avec non moins de franchise que de dignité : « Votre Sainteté se plaint avec raison des passions antireligieuses, mais ces passions que je réprouve, peut-on méconnaître qu'elles sont nées principalement de l'attitude hostile d'une partie du clergé à l'égard de la République, soit à son avènement, soit dans les luttes qu'elle soutient encore journellement contre ses mortels ennemis ? Dans ce funeste conflit des passions contraires, je ne puis malheureuse-

ment que fort peu sur les ennemis de l'Eglise; Votre Sainteté peut beaucoup sur les ennemis de la République ».

Le Saint-Père qui n'ignorait pas, hélas ! ce qui en était, mais qui avait voulu jeter les premiers ponts entre la République et ceux qui étaient regardés comme ses ennemis, n'eut pas d'application plus constante que de faire évanouir des motifs d'antagonisme qui étaient étrangers à l'ordre religieux. Le respect traditionnel de l'Eglise pour les formes de gouvernement régulièrement établies fut rappelé avec instance dans les Encycliques publiées par lui dans les années qui suivirent, jusqu'à ce que l'opposition invétérée du plus inexplicable parti-pris le poussât à en faire une obligation.

Peu après, et quand Dieu eut facilité aux catholiques, par la mort du comte de Chambord, l'effacement de leurs préférences monarchiques, celui qui était dans les luttes quotidiennes leur champion le plus brillant et leur porte-parole le plus autorisé, le comte Albert de Mun, sentit toute la faute que l'on avait commise en détournant le parti catholique de ses traditions, et par un admirable geste il voulut donner le signal de l'exode, de l'émancipation des cadres monarchiques où l'on s'était emprisonné.

C'est un peu avant les élections de 1885 que l'illustre orateur eut le projet de reprendre l'héritage de Montalembert. On sait qu'il en exposa l'idée et le plan dans une lettre adressée le 8 septembre de cette année à M. l'amiral Gicquel des Touches. Le ton en était très élevé et le fond

révélait des préoccupations auxquelles on n'était pas habitué.

« Le peuple est à la fois l'instrument et l'enjeu des luttes électorales, c'est à lui qu'il faut parler ; les politiciens le trompent pour l'exploiter à leur profit : c'est aux catholiques que leur foi met au-dessus des intérêts personnels à lui dire la vérité. Je voudrais donc ajoutait-il, qu'au milieu des agitations publiques, un parti se levât qui posât franchement la question sur ce terrain, et qui, s'adressant au peuple des villes, des usines et des campagnes, lui montrât, d'un côté, la Révolution, sa véritable ennemie, l'abusant depuis un siècle par des promesses chimériques, ne donnant à ses souffrances ni remèdes ni apaisement, et ne lui laissant contre l'injustice d'autre recours que la haine ; de l'autre, l'Eglise catholique, sa tutrice naturelle et séculaire, lui offrant dans des institutions sociales placées sous son égide, le repos, la concorde et la stabilité, dans une législation inspirée par son esprit, la protection dont il a besoin contre les abus de la force, dans des mœurs gouvernées par sa doctrine, l'exemple et le patronage que lui doivent les classes élevées de la nation.

« Je voudrais que les catholiques, convaincus que là est le véritable terrain du combat, y portassent toutes leurs forces, et que, laissant de côté les conventions et les petitesses de la politique, ils offrissent ainsi aux conservateurs, menacés par les tempêtes sociales, le rempart qui leur fait défaut. »

Le généreux fondateur des Cercles catholiques d'ouvriers se faisait de douces illusions. Après les élections, quand on eut expérimenté une fois de plus que tout ce qui était fait contre l'idée républicaine portait à faux et que, appuyés sur les revendications monarchiques, les meilleurs

efforts des honnêtes gens pour enrayer le radicalisme étaient une agitation dans le vide, M. de Mun précisa son idée et son programme dans une nouvelle lettre adressée à un de ceux qui l'avaient le plus chaleureusement approuvé, M. le vicomte de Bélizal, député des Côtes-du-Nord.

Il énumérait ce qu'il fallait revendiquer pour l'Eglise, pour la famille, pour le peuple ; il s'occupait ensuite de la réalisation du projet.

« Pour soutenir ce programme, il faut nécessairement former dans la nation un parti compact et puissant qui ait dans le Parlement ses représentants autorisés, qui s'appuie, dans le pays tout entier, sur le peuple chrétien, et qui mette au service de ses revendications une active et incessante propagande.

« Ce parti, qui pourrait prendre le nom d'*Union catholique*, aura dans tous les départements, tous les arrondissements, tous les cantons, et toutes les communes, des représentants chargés de répandre son programme, de lui recruter des adhérents, d'assurer la diffusion des brochures et des journaux, et d'entretenir une action constante en vue de la préparation des élections législatives, départementales et communales.

« Il usera de tous les moyens que la loi autorise pour se développer et étendre son influence.

« Des congrès spéciaux permettront à ses membres d'arrêter les résolutions dictées par les circonstances, et des réunions fréquentes offriront aux orateurs catholiques l'occasion de vulgariser les idées qu'il se propose de défendre.

« Enfin, une souscription permanente, ouverte dans tout le pays, lui donnera le moyen de soutenir, avec toutes les armes légales et sur tous les terrains, une lutte politique vigoureuse et ininterrompue.

« La presse catholique ne refusera certainement pas son concours dévoué à cette œuvre patriotique.

« Mais ce ne serait pas assez qu'elle eût ses cadres et son organisation ; il faut aussi qu'elle ait un centre d'où parte la direction du mouvement. La place de ce centre d'action est naturellement dans le Parlement où les représentants des catholiques trouvent, avec une tribune pour exposer leurs revendications dans le pays, l'autorité que leur mandat leur donne pour les faire valoir.

« Un groupe de députés, adhérant au programme catholique et décidés à en poursuivre l'application, peut, demain, sans jeter aucunement la division dans les rangs de la droite parlementaire, mais en s'unissant pour cette œuvre spéciale, annoncer publiquement sa formation et entreprendre immédiatement l'organisation du parti. C'est la marche que je vous propose de suivre. »

Hélas ! huit jours plus tard, dans une lettre de deux lignes, M. de Mun était obligé d'annoncer qu'il renonçait à son projet. Que s'était-il donc passé ? On le devine bien, et nous l'exposerons tout à l'heure.

Il nous faut signaler auparavant une autre manifestation du même genre, plus négative que positive, celle-là, éclatante protestation d'une conscience droite et honnête qui se ressaisissait enfin, qui, devant les désastres occasionnés par la plus inintelligente opposition à la République, conjurait les honnêtes gens, dans le langage le plus pathétique, d'entrer dans la place et de ne pas permettre que les hommes de désordre et les sectaires y devinssent tout à fait les maîtres.

C'est le 6 novembre 1886 que Raoul Duval prononça à la Chambre ce fameux discours qui rendra sa mémoire impérissable. Ce n'est pas comme catholique qu'il s'effrayait, lui ; il n'appartenait pas au groupe des hommes d'œuvres, c'était essentiellement un homme politique : il s'effrayait comme patriote et comme français. Ancien magistrat, ayant naturellement le sens de l'équité et plein d'une robuste expérience, mêlé depuis de longues années à la politique et plus à même que personne de juger de la vanité des efforts des partis ; d'autre part, sentant après la mort du Prince impérial, qui était son maître, comme d'autres, après la mort du comte de Chambord, que les idées dynastiques n'avaient plus de représentant qui, par son prestige personnel, pût leur rendre quelque popularité, il pensa qu'il était temps de pourvoir par un concours loyal à l'état de choses établi, au salut commun.

Qu'on excuse une citation peut-être un peu longue. Tout ce qui a été écrit par la suite sur le ralliement, sur son impérieuse nécessité, sur l'inanité, le non-sens et le péril de tout ce qui se fait en dehors, a été, dès 1886, exposé par Raoul Duval dans les termes les plus magnifiques, et il faut que ces déclarations soient soulignées.

« ...Je demande la permission de m'adresser à mes collègues de la minorité et de leur dire à leur tour ce que je considère comme nous étant commandé par le

patriotisme et l'exacte compréhension de notre situation politique.

La plupart d'entre nous sont venus sur ces bancs avec des professions de foi d'une correction constitutionnelle absolue.

Et cependant il est impossible de nous dissimuler que la fraction de la Chambre qui siège sur les bancs de droite n'inspire pas une confiance absolue à cette fraction de l'opinion publique qui n'est pas satisfaite de la façon dont on la gouverne, mais qui cependant ne veut pas de révolution. C'est un fait ; comment s'est-il produit ? Cela vaut la peine que vous y réfléchissiez parce qu'il serait puéril de le nier et qu'il serait souverainement impolitique de justifier l'interruption qui se produisait tout à l'heure sur les bancs de la gauche. Cela vient, comme je vous l'ai dit, de ce que beaucoup d'entre nous ont peur du mot de République.

Résolus à ne combattre que ce qui leur paraît mauvais et à soutenir ce qu'ils croient bon, à s'abstenir de toute politique d'opposition systématique, de toute volonté d'entraver la marche d'un gouvernement qu'ils n'ont ni désiré ni choisi, mais qui leur a été imposé par le suffrage universel, ils n'osent pas dire publiquement qu'ils se résignent à le faire sous la raison sociale républicaine. Ils en sont empêchés par leurs habitudes, par leurs relations, dans une certaine mesure par ces qu'en dira-t-on des salons qui sont si puissants encore dans notre pays...

Est-ce que la République n'est pas à tout le monde ? Est-ce qu'il vous faut la permission de quelqu'un pour travailler légalement, pacifiquement, sous cette forme de gouvernement, au triomphe de vos opinions en matière politique, religieuse ou économique ? Est-ce que dans un pays de suffrage universel, où les citoyens ont la liberté de parler et d'écrire, d'imprimer leur pensée, où la liberté de la tribune est telle que je puis, à

cette heure, m'adresser successivement à droite et à gauche, pour proclamer ce que je crois être la vérité, dussè-je, — ce que je regretterais d'ailleurs, — froisser quelques susceptibilités personnelles..., tout cela ne permet-il pas à des hommes qui ne craignent pas la lutte, à des citoyens dignes de la liberté, de chercher à conquérir l'opinion publique ? Pour mon compte, je ne demande rien de plus au gouvernement.

S'il en est ainsi, la plus grande faute, à mon sens, que pourrait commettre la droite de cette assemblée pour le succès des idées qu'elle doit avoir à cœur de défendre...

M. Clémenceau. — Très bien ! très bien !

M. Raoul Duval. — ... La plus grande faute serait d'autoriser par son attitude à croire qu'elle ne considère la République que comme un accident transitoire...

M. Cunéo d'Ornano. — Quelle République ? (Bruit à gauche).

M. Raoul Duval. — La République, tout simplement. Elle n'appartient à aucun : elle est à tout le monde, elle est à moi, elle est à vous si vous y voulez prendre votre place ! (Vifs applaudissements à gauche et au centre).

Je n'ai pas qualité pour me poser vis-à-vis de qui que ce soit et surtout vis-à-vis de mes collègues, en directeur de conscience ; ce n'est ni dans mes goûts, ni dans mon éducation ; mais mon droit, je dirai plus, mon devoir est d'indiquer la ligne politique qui me semble la meilleure à suivre...

Pendant toute la première année de notre législature, beaucoup d'entre nous n'ont entendu, je le crains, que le fracas des passions qui s'entrechoquaient dans cette enceinte. Pour mon compte, attristé du spectacle auquel j'assistais, j'ai préféré me retourner du côté du suffrage universel, pour chercher à scruter ses intentions, à comprendre ses leçons. J'ai voulu savoir s'il

fallait dans ce maître souverain de nos destinées ne voir qu'une force aveugle, ou, au contraire, une puissance consciente d'elle-même, sachant ce qu'elle veut et capable d'imposer sa volonté à ses mandataires.

Eh bien, messieurs, je me plais à proclamer ici que ma foi dans l'avenir de notre pays a été fortifiée par la modération, par le bon sens, par la fermeté du suffrage universel. Il s'est montré admirable dans l'ensemble de ses manifestations...

Est-il donc si dur, messieurs, de servir la France comme le suffrage universel entend qu'elle soit servie ? Est-il humiliant pour qui que ce soit de s'incliner devant une volonté nationale ferme et persévérante ? Je ne proposerai à personne de changer d'idées et de manière de voir, et de passer des bancs de la droite sur ceux de la gauche ; il faudrait, pour le faire, manquer au respect des autres et manquer même au respect de soi-même. Mais s'exposera-t-on à une diminution de sa dignité en consentant à s'accommoder du succès de ses idées avec une forme de gouvernement qu'on n'a pas choisie, mais qui vous laisse liberté complète et entière d'en poursuivre le triomphe par la loyale discussion, par la persévérance, par la lutte légale et incessante ? (Nouveaux applaudissements à gauche).

Pourquoi serions-nous plus difficiles que nos soldats ? Est-ce que les Français de toutes les opinions ne font pas aussi vaillamment leur devoir les uns que les autres ? Est-ce qu'au besoin ils ne meurent pas aussi bravement sous l'étendard aux trois couleurs surmonté d'un fer de lance, qu'ils ne le faisaient autrefois avec l'aigle impérial ou le coq gaulois ?...

Je plains profondément ceux qui s'obstinent à ne vouloir tenir aucun compte des manifestations du suffrage universel, par cette raison qu'elles ne se produisent pas dans la forme qu'ils préfèrent. Des hommes politiques qui ne veulent tenir compte de rien de ce qui se passe,

qui mettent leur gloire à rester éternellement figés dans la même attitude, ceux-là peuvent se donner à eux-mêmes un brevet de satisfaction pour cause d'immobilité. Mais qu'ils me permettent de le leur dire : ils sont peut-être moins humains que ceux qui écoutent les événements et s'efforcent d'y apprendre la conduite que conseille un patriotisme éclairé. (Applaudissements à gauche).

Il y a — et c'est par là que je termine — des hommes qui donnent à la droite des conseils bien différents du sentiment que je viens de formuler, qui lui disent : Obstruez, obstruez toujours et quand même !... Je dis que ceux qui vous donnent ce conseil vous donnent un conseil détestable au point de vue français, parce que cette politique ne peut conduire à aucun résultat pratique et avouable. Suivie par vous, par mes collègues de la droite, elle pourrait produire beaucoup de mal : elle serait incapable de faire du bien, même de servir les opinions de ceux qui la conseillent.

C'est la politique du fétichisme, qui veut condamner le pays à la misère, jusqu'au jour où il acceptera la forme de gouvernement qu'on a la prétention de lui imposer. (Applaudissements à gauche et au centre).

M. le vicomte de La Bourdonnaye. — Voyez donc quels sont ceux qui vous applaudissent !

M. Raoul Duval. — Eh bien, mes collègues applaudissent avec raison. (Nouveaux applaudissements au centre et à gauche). Quant ils entendent un citoyen qui, au nom de l'intérêt de son pays, proteste contre les doctrines de ceux qui écrivent de pareilles choses, ils applaudissent et je reçois leurs applaudissements comme un honneur parce qu'ils en sont véritablement un pour moi. (Nouvelles interruptions à droite. — Nouveaux et vifs applaudissements à gauche et au centre).

... Il est des écrivains plus ardents encore dans leur haine contre la République. A ceux-là il faut des hom-

mes d'attaque pour surchauffer la chaudière, car c'est en la surchauffant qu'on la fait éclater.

Une pareille politique n'est pas française, les hommes passionnés pour la conseiller à ceux qui représentent la France oublient que le vaisseau dont ils veulent faire sauter la chaudière porte la fortune de la France. Cette politique serait celle de la scélératesse si ce n'était celle de la folie... (Applaudissements répétés à gauche et au centre).

M. Paul de Cassagnac. — Il n'y a pas un membre à droite qui l'approuve ! (Très bien ! très bien ! à droite).

M. Raoul Duval. Tant mieux ! Il n'en est pas moins vrai que cela s'écrit et se conseille, et c'est au nom de cette politique qu'on surexcite certains esprits, en injuriant ceux qui préconisent une politique qu'ils considèrent comme plus nationale.

Je termine. Je crois avoir rempli tout mon devoir, et suis fermement convaincu qu'il serait, non seulement plus patriotique d'agir comme je viens de l'indiquer, mais que ce serait aussi plus politique, car un jour viendra — jour bien prochain, puisque vous avez déjà accompli plus d'un quart de votre mandat, — où le suffrage universel saura bien discerner ceux qui lui apparaîtront comme les siens, c'est-à-dire ceux qui, par-dessus leurs passions, auront fait passer les grands intérêts vitaux de la patrie. (Applaudissements répétés à gauche et au centre. L'orateur, de retour à son banc, reçoit de nombreuses félicitations).

VI

Ainsi parla Raoul Duval. Politique du fétichisme ! avait-il dit, C'est bien cela, on n'a jamais mieux caractérisé cette politique, on ne l'a

jamais jugée d'un mot plus juste et plus sanglant. Les dieux étaient partis, les prestigieux descendants des familles princières, d'origine antique ou moderne, étaient morts : on les avait remplacés par un fétiche ; les vieilles convictions étaient éteintes, la foi monarchique avait vécu dans les cœurs des Français, dans les cœurs de ceux-là mêmes qui prétendaient s'en réclamer encore : on l'avait remplacée par une superstition. Le fétiche, c'était vaguement et sans plus de précision « la monarchie » devenue tout à coup et par une sorte de défi à l'histoire l'incarnation de toutes les vertus et de tous les bienfaits ; la superstition, c'était l'amulette conservatrice qui suffisait à classer un homme parmi les bien-pensants, qui, douée de toutes les puissances et devenue comme la synthèse authentique de tous les droits, dispensait de voir, de comprendre, d'être honnête même, d'être juste et de travailler. En un mot, la grande église monarchique, l'auguste sanctuaire de droit divin, était devenue une chapelle d'autant plus intolérante et intransigeante qu'elle n'abritait plus que des intérêts particuliers et ne pouvait pas être traversée par ces souffles de générosité qui soulèvent parfois les cœurs de ceux qui défendent une grande cause.

En effet, une fois passés les grands jours de l'Assemblée nationale et perdue la perspective d'une restauration, une fois descendu du pouvoir le maréchal de Mac-Mahon et installée la République dans tous les postes du gouvernement, les partis monarchiques qui depuis dix ans, vingt

ans, et davantage, avaient passé leur temps à se déchirer mutuellement et à se nuire, s'étaient unis, et, se donnant tous les désavantages de gens qui subissent la République sans l'accepter et sans essayer de la remplacer, ils avaient inauguré sous le nom d'Union conservatrice cette politique stérile de persiflage et de protestations qui a causé tant de malheurs. Ils avaient fait avec un certain entrain, nous l'avons vu, les élections de 1885, encore terminées par un échec. Après tant de batailles, c'est-à-dire de défaites, les caractères étaient aigris, les cœurs ulcérés, les ressentiments très vifs, les personnalités, les amours-propres, les intérêts froissés plus jaloux, plus haineux que jamais.

C'est surtout de cela qu'était faite l'Union conservatrice chez ceux qui la dirigeaient, notamment chez celui qui, parmi tous, peut être regardé comme en ayant été le chef, je veux dire le directeur de l'*Autorité*, M. Paul de Cassagnac, qui eut bientôt fait de ramener tout ce qui se rapportait aux plus graves intérêts à des questions de personnes, décorant tous ceux qui se rangeaient derrière lui du titre d'honnêtes gens et appelant tous ses adversaires des canailles.

Aussi Raoul Duval ne fut-il pas écouté et ne pouvait pas l'être. Le milieu dans lequel il parlait était irréductible. Il le savait bien et, ainsi qu'il le disait lui-même, par-dessus la tribune, à travers l'enceinte parlementaire, c'est au pays qu'il s'adressait. Mais les politiciens faisaient bonne garde, et comme par leur incapacité, leurs

compétitions personnelles et leurs savantes intrigues, ils avaient empêché la restauration de la monarchie, ainsi par leur obstruction, une perfidie consommée et une méconnaissance totale d'autres intérêts que les leurs, ils s'appliquèrent à empêcher le fonctionnement normal de la République.

Si quelque chose pouvait enfin procurer la paix au pays, lui assurer le bon emploi et l'utile direction de son activité et de ses forces, c'était la solution de la question politique, la plus irritante comme la plus futile de toutes, c'était le point final mis aux querelles d'un siècle sur la forme du gouvernement. Après tous les essais et toutes les tentatives, c'est à la forme républicaine, selon une évolution aussi logique qu'inéluctable, que le pays se fixait : pourquoi vouloir lui faire la loi, s'insurger, au nom de je ne sais quelle tyrannie individuelle, de quelle prétention exorbitante, contre le droit incontestable de tout peuple de se gouverner comme il lui plaît ? C'est un mélange bien bizarre que la nature humaine, et un amalgame de bien vilaines et repoussantes choses que ce que l'on appelle les passions !

De même que les conservateurs ne voulaient pas donner la paix au pays, ils ne voulaient pas non plus la donner à l'Eglise. Les catholiques avaient commis la faute de se mettre à leur service, de s'embrigader dans l'armée monarchique et de livrer toutes les batailles avec elle, ils étaient prisonniers. Quand le comte de Mun forma le projet dont nous avons parlé, qui con-

sistait à reprendre sa liberté avec ses troupes, le passage lui fut barré.

Les monarchistes n'ayant plus, après quinze ans, d'objection plausible contre la République, ne pouvant donner un motif avouable de leur opposition, quelle aurait été leur raison d'être, s'il ne leur était resté la défense religieuse ? L'Union conservatrice était nécessaire, disaient-ils, pour défendre la religion, sans vouloir faire attention que les radicaux la trouvaient nécessaire pour l'attaquer : quand les catholiques seraient entrés dans la République, comment le pays supporterait-il qu'on les attaquât, et, d'ailleurs, ne seraient-ils pas le nombre pour y faire la loi ? Mais la République ne persécutant plus la religion, quelle raison serait restée aux conservateurs de la combattre et quelle excuse pouvaient-ils invoquer seulement pour exister ?

Voyant l'Eglise, c'est-à-dire la matière exploitable, leur échapper, ils députèrent à Rome les exprès les plus qualifiés pour représenter au Souverain-Pontife que les circonstances ne permettraient pas une pareille défection, que les ennemis de l'Eglise étaient plus puissants et plus acharnés que jamais, que ce n'était pas le moment de la priver de ses meilleurs défenseurs ; que si on avait été vaincu dans les luttes précédentes on serait plus heureux dans celles qui allaient venir, qu'il y avait un travail de la nation indéniable, que, pour vaincre, l'armée des honnêtes gens avait besoin d'être fortement unie, que le Saint-Père aurait des regrets mortels s'il laissait les catholiques se rallier à la République

au moment où le pays allait s'en délivrer. Léon XIII ne se méprenait pas sur la portée de ces déclarations. Néanmoins, pour tenter jusqu'au bout l'expérience et ne pas donner sujet plus tard à des récriminations, il voulut se laisser convaincre. Il fit signe au comte de Mun, qui immédiatement renonça à son projet.

On sait la suite. Le parti conservateur, qui n'aurait plus trouvé à raviver dans le cœur une étincelle de vraie foi monarchiste, qui ne savait plus que jeter aux quatre vents son cri honteux « n'importe qui, n'importe quoi » sauf ce qui est « puisque ce n'est pas nous ! », se galvauda dans l'impudeur boulangiste, fit un devoir à ses fidèles, aux braves catholiques, qu'il trompait et dupait effrontément, il leur fit un devoir de s'attabler dans ce mauvais lieu où trônaient Naquet, Rochefort et Laguerre et que tenait un homme marié acoquiné avec une femme de rencontre sur la tombe de laquelle il devait se suicider !

C'est alors que la mesure fut comble et que le Pape, s'entretenant un jour avec l'Archevêque d'Alger de la façon dont étaient conduites les affaires religieuses de France, lui dit : « Ne trouvez-vous pas qu'en voilà assez ? ».

Eh bien, nous le verrons par ce que nous avons à raconter, ce ne fut pas l'avis de ceux qui avaient amené cette situation, qui prétendirent retenir dans leurs liens la religion malgré le Pape lui-même, qui lui firent, on le sait et nous le verrons, l'opposition la plus misérable.

Quand l'esprit se met en présence de ce phé-

nomène et qu'il réfléchit sur ce qu'il peut bien y avoir de caché là au fond, il est obligé d'en arriver à ce tuf qui se trouve dans les dernières couches de tout : l'homme qui s'adore lui-même.

L'aristocratie monarchiste n'a plus de roi, mais elle-même est reine ; elle a des droits, elle est d'une essence particulière qui doit lui faire accorder une situation politique et même juridique qu'elle n'a pas besoin de conquérir. En République on ne reconnaît de rang à part à personne : ils ne seront donc pas républicains. M. Henri Doniol a bien marqué le fait dans une forte étude parue l'année dernière sous le titre : *Notre politique intérieure, de 1815 à 1900.*

« Du jour, dit-il, où la Révolution détruisit la démarcation et interdit de la refaire, cette fraction entendit la relever, tout au moins en rétablir le plus possible l'esprit et les avantages. Nous traînons avec nous, depuis cent ans, ce qui a persisté successivement de ses prétentions, et les survivants ne se sont pas toujours contentés d'une révolte silencieuse comme celle des derniers réminiscents des Stuarts en Angleterre. Nous avons eu en eux un ennemi déclaré. Actuellement, ils restent des contempteurs permanents qui guettent l'occasion ou se plairaient à la susciter ».

Le malheur est qu'ils se posent en champions du droit et de la religion, qu'ils rendent d'ailleurs à la religion quelques services, et que les catholiques, trompés par les apparences, consentent encore en grande partie à les écouter.

De sorte qu'impuissants à rien établir, contrariés do ne pas vivre selon leurs vœux, ils peuvent et entendent selon l'expression de M. Doniol, « compter encore comme obstacle ».

CHAPITRE III

Le Toast d'Alger

I

On sortait donc de l'aventure boulangiste. En s'y engageant, bien plus, en s'en emparant, le parti monarchiste avait non seulement manqué de dignité, mais il avait fait un aveu. Il avait clairement laissé connaître qu'il ne se sentait plus suffisant pour supplanter le parti républicain, qu'il ne trouvait plus dans le principe monarchique assez de force et en lui-même assez de ressources pour déterminer dans le pays un courant en sa faveur. Il abdiquait. Mais par un effet qu'il n'avait pas prévu et qui était une conséquence inévitable de sa conduite, il se portait à lui-même un autre coup.

C'est sous l'étiquette républicaine que se faisait le mouvement boulangiste. Tandis qu'on avait voulu laisser entendre jusque là que République était synonyme de tyrannie et d'intolérance, il ne fut plus question, dès qu'eut pris naissance l'aventure, que de République tolérante et ouverte à tous. Pour avoir les voix des

catholiques, il fallait bien leur faire des concessions : pour avoir une raison d'être, il fallait bien faire du nouveau. C'est pourquoi il y eut un « Comité national » par opposition à la conception d'une République de parti, et les plus fougueux partisans de la suppression du budget des cultes commencèrent à parler du respect de la liberté de conscience et du maintien du Concordat. Il pouvait donc y avoir une République supportable puisqu'on demandait aux conservateurs et aux catholiques de la faire. La monarchie avouait son impuissance à revenir, mais on pouvait s'en consoler, puisqu'on allait faire une maison habitable de la République.

Ces idées frappèrent les esprits, et on peut dater de cette époque la conversion de beaucoup de conservateurs au système républicain. Si bien qu'après les élections de 1889, la République, loin d'être renversée, était plus affermie que jamais. Elle existait depuis vingt ans; parmi les heurts et les secousses, elle s'était non seulement maintenue, mais fortifiée et enracinée, on pouvait la considérer en France comme définitivement installée.

Aussi, tandis que les violents restaient sur leurs rancunes, que ceux de droite rêvaient de revanche et ceux de gauche de représailles, les patriotes de chaque côté et les hommes du gouvernement songeaient précisément à ouvrir cette ère de pacification et d'union qu'avait fait entrevoir le boulangisme.

On se souvient bien des paroles que M. de Freycinet et M. Constans lui-même, résistant à

certains de leurs amis, firent entendre après leur victoire. Pour eux, une période était fermée, celle de la lutte pour l'existence, celle de la défense *per fas et nefas* contre des adversaires qui disputaient à la République le terrain et la vie. Aujourd'hui qu'elle triomphait sans conteste, elle trahirait ses principes et ferait le malheur de la nation si elle ne changeait pas d'attitude et si elle ne s'appliquait pas à opérer parmi tous les citoyens ce rapprochement qui ferait d'une forme de gouvernement poursuivie à travers tant de révolutions la forme enfin unanimement consentie et de la République le gouvernement de tous.

Ces sentiments étaient partagés par une grande fraction du parti républicain. M. Spuller faisant écho aux paroles prononcées par Jules Ferry lui-même au conseil général des Vosges, menait dans la *République Française*, l'organe doctrinal du parti, une véritable campagne en faveur de l'apaisement et de la réconciliation nationale.

« La France, disait-il, a le sentiment que la stabilité, dont elle a toujours eu le goût, commence à être pleinement assurée, et ce sentiment la charme en même temps qu'il l'apaise. Voilà pourquoi les cœurs sont ouverts à la concorde et pourquoi l'on parle de rapprochement. Les Français comprennent qu'ils sont entrés en possession de leur régime politique définitif, et leur générosité naturelle leur fait un devoir de ne laisser personne en dehors. C'est l'effet nécessaire de la passion nationale pour l'unité. La France veut non seulement que la République soit ; elle veut aussi que la République soit forte de l'adhésion et des sympathies de l'immense

majorité des Français, Nous avons besoin de cette force devant l'étranger, pensons-y bien ».

Et pour qu'on ne croit pas que dans l'esprit du rédacteur de la *République Française*, cette concentration de toutes les forces nationales dans la République dût se faire sans aucun sacrifice de la part des républicains, voici ce qu'il disait à l'adresse de ceux de son parti qui ne comprenaient pas les exigences de la nouvelle situation :

« Aussi longtemps qu'un parti lutte pour l'existence, les passions individuelles de ses membres sont tout en éveil, et ces passions, excellentes en temps de lutte, ne valent plus rien quand l'apaisement s'impose. Que peut-on espérer de faire avec de la défiance, de l'égoïsme, de l'exaltation et de la précipitation ?... La politique de rapprochement, de réconciliation, d'union dans une paix définitive ne comporte pas les résolutions trop hâtives, car il y faut au contraire apporter beaucoup de patience. Il convient de n'y montrer ni défiance à l'égard de ceux que l'on prétend rapprocher de part et d'autre, ni égoïsme exalté et dominateur, puisque l'on ne peut se flatter d'arriver à quelques résultats utiles qu'en ménageant ceux que l'on désire amener à soi et à la condition d'entrer avec eux en transactions et en accommodements. »

Il ajoutait :

« A vouloir continuer la politique de combat, ce n'est plus de la réconciliation que l'on ferait, ce serait une politique d'élimination à outrance, d'extermination déraisonnable, funeste et tyrannique.

Voilà pourquoi dans l'histoire, bien que l'admiration des hommes ne soit pas toujours portée de leur côté, les

grands politiques qui ont terminé les révolutions, pacifié les esprits, consolidé les conquêtes accomplies et mis les peuples en possession de ces grands biens, la paix, la prospérité, l'influence, la grandeur civilisatrice, méritent d'être mis au-dessus des conquérants, qui n'ont été trop souvent que des fléaux dévastateurs et des tyrans oppresseurs de la conscience humaine (1). »

Il eût été tout de même trop honteux pour les catholiques que, pendant que de purs philosophes, des libres-penseurs comme ils se nomment, s'élevaient à ces hautes pensées, il n'y eût eu parmi eux que la persistance des idées mesquines de l'esprit de parti.

Avant même qu'eût retenti le toast du cardinal Lavigerie et s'inspirant des grandes paroles prononcées quatre ans auparavant par Raoul Duval, M. Jacques Piou avait entrepris de réunir en un groupe séparé des anciennes Droites un certain nombre de députés qui avaient donné des gages aux idées nouvelles. A la faveur du boulangisme, quelques anciens conservateurs avaient pris l'étiquette de républicains. D'autres, sans se donner ce titre, avaient fait des déclarations très explicites au sujet du respect de la forme du gouvernement.

Au reste, bien que Raoul Duval n'eût été suivi que par quelques rares hommes d'indépendance et de raison, sa tradition n'avait jamais été complètement interrompue à la Chambre. Le 1er décembre 1888 avait paru dans la *Nouvelle Revue* un manifeste qui n'eut guère moins de retentis-

(1) *L'Evolution politique et sociale de l'Eglise*, pages 46 et sq. Alcan, éditeur.

sement que le fameux discours du député de l'Eure. C'était le plus terrible réquisitoire qui eût jamais été écrit contre les faits et gestes du parti conservateur, l'inanité de sa doctrine, la nullité de ses moyens, et l'affirmation la plus motivée de la nécessité d'adopter enfin un programme positif et de se rallier, si l'on voulait faire quelque chose d'utile, à la forme de gouvernement que le pays s'était donnée. Ce manifeste était signé d'un des plus grands noms de la Droite, d'un ancien membre de l'Assemblée nationale, le marquis de Castellane. Il ne faisait pas partie de la Chambre de 1889, mais on sait que ses fils élus députés dans ces dernières années, n'ont pas hésité à entrer dans le parti républicain.

Voilà où l'on en était, voilà le moment psychologique où tous les éléments se cherchaient pour la grande réconciliation nationale quand le cardinal Lavigerie prit la parole. Les tiraillements qu'éprouvait M. Piou à constituer son groupe, les réticences, les hésitations, les timidités avec lesquelles le public catholique accueillait son initiative, prouvent bien qu'il y avait là un pas qu'on sentait le besoin de faire, mais devant lequel, par on ne sait quel respect humain, on reculait. Il fallait un coup solennel et un grand exemple pour enlever ces scrupules.

Personne ne pouvait mieux remplir ce rôle qu'un prince de l'Eglise, et quel prince ! Est-ce trop de dire que le cardinal Lavigerie était non seulement un des principaux personnages ecclésiastiques de la France, mais du monde ? que

partout où se parlait une langue humaine, son nom était connu, admiré et vénéré comme celui d'un des hommes qui ont le plus fait pour le bien de l'humanité et les progrès de la civilisation ? Que l'opinion publique, fascinée par l'auréole que mettait au front de ce vieillard sa prodigieuse activité, et l'éclat que jetait sur toute l'Eglise la hauteur de ses conceptions et la hardiesse de ses œuvres, le désignait, parmi deux ou trois autres, comme le successeur éventuel de Léon XIII ? Personne ne pouvait mieux que lui se faire l'interprète de la conscience catholique, et rappeler solennellement ce qui pour le grand détriment de la religion et de notre pays avait été trop longtemps méconnu, à savoir que la religion n'est la chose et la propriété d'aucun parti politique, que l'Eglise n'a ni pour principe, ni pour habitude de se tenir à l'état d'insurgé en face des gouvernements établis, et qu'il était temps de briser avec une attitude funeste.

On se rappelle les paroles du toast.

« Plaise à Dieu que l'union qui se montre parmi nous, règne bientôt entre tous les fils de la mère patrie !

« L'union, en présence de ce passé qui saigne encore, de l'avenir qui menace toujours, est en ce moment notre besoin suprême : c'est aussi le premier vœu de l'Eglise, à tous les degrés de la hiérarchie. Sans doute, elle ne nous demande de renoncer ni au souvenir des gloires du passé, ni aux sentiments de fidélité et de reconnaissance qui honorent tous les hommes. Mais quand la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée, quand la forme d'un gouvernement n'a rien en soi de contraire, comme le proclamait dernièrement Léon XIII, aux prin-

cipes qui seuls peuvent faire vivre les nations chrétiennes et civilisées ; lorsqu'il faut, pour arracher son pays aux abîmes qui le menacent, l'adhésion sans arrière-pensée à cette forme de gouvernement, le moment vient enfin de déclarer l'épreuve faite et, pour mettre un terme à nos divisions, de sacrifier tout ce que la conscience et l'honneur ordonnent à chacun de nous de sacrifier pour le salut de la patrie ».

Puis encore :

« Ce serait folie d'espérer soutenir les colonnes d'un édifice sans entrer dans l'édifice lui-même, ne serait-ce que pour empêcher ceux qui veulent le détruire d'accomplir leur œuvre de folie, surtout d'assiéger du dehors, comme le font encore quelques-uns, malgré des hontes récentes, donnant à nos ennemis qui nous observent le spectacle de nos ambitions et de nos haines, et jetant dans le cœur de la France le découragement précurseur des dernières catastrophes ».

Il y avait là un soupir d'amertume, mais un cri d'espérance ! l'Eglise qu'on avait tant accusée d'entretenir les divisions, offrait le rameau d'olivier et saluait le jour où les enfants de la même patrie, réunis dans un sentiment de concorde, allaient travailler à la commune prospérité. Plût à Dieu, pour parler le langage de l'illustre Cardinal, que ce cri d'espérance eût eu dans tous les cœurs catholiques le même écho ! Immédiatement, dans les grandes villes comme dans les recoins les plus perdus de la France, un grand nombre d'entre eux se sentirent comme délivrés d'un cauchemar et d'une chaîne. La *Marseillaise*, que le Cardinal avait fait jouer

à la suite du toast sans intention et uniquement parce que, hors de la métropole et devant les chefs militaires, l'exécution du chant national était de toute convenance et quasi obligatoire, prit dans les imaginations une signification bien tranchée et sembla souligner la pensée de quelqu'un qui brûlait ses vaisseaux et qui ne voulait pas se reprendre. On se regarda, on se recueillit, puis, disant un adieu définitif à la stérile politique suivie jusque là, on se mit en branle pour une action nouvelle.

Dans beaucoup de villes, jeunes prêtres ou jeunes gens, hommes déjà engagés dans la politique ou dans les œuvres, déployèrent le drapeau de la conquête du peuple sous l'égide républicaine, comme j'avais fait moi-même à Avignon. Ils rencontrèrent malheureusement les mêmes oppositions, et il faut bien, puisque pendant dix ans et aujourd'hui encore nous allons les trouver en face de nous pour affaiblir nos efforts et en reculer les résultats, parler des agissements de ce parti qui, ne pouvant rien faire par lui-même, entend au moins compter encore « comme obstacle ».

II

C'étaient les chefs du parti monarchiste qui donnaient l'orientation à la masse conservatrice et qui disposaient de presque tous les moyens de publicité. Comme par un mot d'ordre ils furent unanimes à opposer une fin de non-recevoir au Cardinal. C'était stupéfiant, mais c'était ainsi.

Les documents attestent, à défaut du triste souvenir qu'on a pu en garder, que, déployant un art inouï et une persévérance infatigable à entraver une évolution qui était commandée par la religion non moins que par le patriotisme, ils poussèrent jusqu'aux limites les plus invraisemblables la haine des idées et la haine des personnes.

Ils furent impies, réclamant au Sénat par la bouche du marquis de l'Angle-Baumanoir la suppression du traitement de l'apôtre des noirs mieux traité et plus apprécié par les habitants de l'Afrique que par ses nouveaux adversaires. Ils furent insolents, n'épargnant à cette gloire française, à ce vénérable et auguste front qui était l'orgueil de l'Eglise, aucune raillerie et aucun outrage. Ils furent lâches, refusant désormais à l'ouvrier de la charité pour ses œuvres chrétiennes et humanitaires une part de cet or que le hasard des circonstances avait mis dans leurs mains et que plus d'un d'entre eux eût été incapable de gagner par son travail.

Les sages du parti ne voulant pas se découvrir ou voulant sauver le décorum firent donner la meute. Il y avait précisément parmi eux un boule-dogue qu'ils connaissaient bien pour l'avoir vu tour à tour agir aux dépens de tous les partis et qui ne s'épargnait guère dès qu'il y avait quelque chose à souiller ou à mordre. Paul de Cassagnac n'y alla pas par quatre chemins. Les républicains s'étaient substitués à l'Empire au Quatre Septembre : il n'y a ni religion ni patrie qui tienne, tout croulera plutôt que grâce

soit faite aux républicains ! Tout raisonnement est superflu, et si vous n'êtes pas de cet avis, vous n'êtes qu'un vendu et un mufle ! C'est avec cet atticisme et cette hauteur de vue que, pendant des mois entiers, sous les formes les plus inattendues de l'invective la plus virulente, il traita le Primat d'Afrique, son Eminence le cardinal Lavigerie.

Par ces violences on voulait, et on y réussissait d'ailleurs dans une certaine mesure, étourdir la masse. Bien des cœurs droits n'osaient parler de peur d'être rabroués. Puis comme à violent il y a toujours violent et demi, on parvint à organiser en province et à Paris, autour des adhésions catholiques au toast d'Alger, une sorte de terreur. L'atmosphère favorable qui avait suivi les élections de 1889 étant ainsi dissipée, la vue nette de la situation étant ainsi troublée et faussées les dispositions les plus naturelles et les plus honnêtes du public, il fut facile d'échafauder en faveur du parti-pris et de la résistance une pyramide de sophismes.

La base de cette pyramide large de trois colonnes du journal l'*Anjou* en fut fournie, hélas ! par un homme, par un prélat qui aurait pu employer son talent à une meilleure besogne.

C'est une mémoire universellement respectée que celle de Monseigneur Freppel. De patriote plus ardent que lui, plus prompt à s'enflammer au souvenir seulement effleuré de l'Année terrible, il n'y en eut point. Il n'est pas non plus d'adversaire qui ne rende hommage non seulement à sa grande science, mais à sa crânerie et à la

grande franchise de son caractère. Mais à juger les choses impartialement et sans se laisser éblouir par un rôle plus brillant qu'utile, il n'était pas à sa place dans la politique.

Monseigneur Freppel avait été toute sa vie professeur, toute sa vie il avait tenu haut sous le regard de ses élèves le flambeau de l'idéal et des principes. Féru de théologie, il était tout plein des souvenirs du Concile où, successivement consulteur, puis membre, il avait largement contribué à dégager la doctrine des moindres ombres dont la cachent aux yeux les interprétations humaines, et à la faire resplendir dans l'affirmation de toute son intégralité et de toute sa pureté. Il était mal préparé à figurer dans une assemblée où précisément, tout à l'encontre de ce qui se passe dans un Concile ou dans l'exposé théorique d'une leçon, on s'occupe moins de l'idéal que du réel, de ce qui doit être que de ce qui est, de ce qui est le droit que de ce qui est possible. C'est pourquoi la plupart de ses interventions, toutes justifiables qu'elles fussent en elles-mêmes, portaient à faux et aggravaient la situation plutôt que de l'améliorer. Ce qui l'aggravait surtout, c'était sa présence même dans les rangs de l'opposition, qui semblait personnifier l'antagonisme de l'Eglise et de la République et qui venait d'habitudes de dogmatisme appliquées d'une façon gratuite et arbitraire aux choses de la politique. On peut voir par son exemple dans quelles illusions, dans quelles pauvretés de raisonnement peuvent entraîner le cerveau le plus robuste l'idée fixe et l'esprit de système.

Voici la série d'idées qu'il exposa ou fit exposer dans l'*Anjou* : le cardinal Lavigerie dit que l'épreuve est faite ; en effet, l'épreuve est faite, que la République est persécutrice ; il est constant ensuite qu'elle ne peut pas être autre chose ; troisièmement, qu'elle ne renoncera à rien et mettra à notre adhésion des conditions inacceptables ; quatrièmement, qu'en dehors d'elle, il y a d'autres gouvernements possibles en face desquels il n'est pas sûr qu'elle ait un droit ; cinquièmement, qu'elle n'est pas un gouvernement national, mais un parti ; sixièmement enfin, que le grand parti monarchiste a donné des gages à l'Eglise et qu'acquiescer à ce qu'on demande ce serait « mettre en suspicion sa sincérité et sa loyauté ». Ah ! ce dernier trait est vraiment exquis.

Toute la presse conservatrice se précipita sur ce canevas, qu'elle exploita avec une fécondité de développement indéfinie.

L'argument qui fit surtout fortune, c'est que la République ne peut être qu'athée, qu'elle n'est pas chez nous une forme de gouvernement, mais une doctrine, un système. Comme s'il n'y avait pas trente-six manières de concevoir la République de même qu'il y en a trente-six de concevoir la monarchie ! Comme si chez nous, comme ailleurs, la monarchie n'avait pas eu divers tempéraments et la République diverses attitudes ! Eh, mon Dieu ! nous n'ignorons pas que beaucoup de républicains conçoivent la République comme un ensemble de doctrine et cherchent à en inculquer l'idée au peuple dans un faisceau d'arti-

cles inséparables. Mais d'un côté il y en a peu qui voudraient imposer ce *credo* par la force ; d'un autre côté, l'événement prouve que le peuple n'accepte pas d'un cœur également docile toutes les parties de leur programme. S'ils l'ont gagné à l'idée républicaine, et ils n'ont eu qu'à frapper à une porte qui s'ouvrait d'elle-même, ils ne l'ont pas, grâce à Dieu, gagné à l'idée antichrétienne. C'est précisément pour éviter ce malheur qu'il fallait désolidariser les deux concepts en montrant que l'idée républicaine n'était pas incompatible avec le concept chrétien et en opposant auprès des masses la propagande catholique à la propagande contraire.

C'était d'une simplicité enfantine. Mais on raisonnait sur la République comme sur un régime d'autorité, alors qu'elle est essentiellement un régime de discussion publique et de liberté. De même qu'on la considérait comme un dogme, on la personnifiait dans quelques hommes qu'on considérait comme puissance souveraine. Ah ! si elle nous accordait ceci, disait-on, ah ! si elle nous accordait cela, abdiquant ainsi ses droits, et s'humiliant en reconnaissant des maîtres dans des gens que l'on pouvait remplacer le lendemain si l'on voulait s'en donner la peine.

Il n'avait pas de ces inconséquences et de ces pusillanimités, M. Weiss, un rallié de la première heure, que Gambetta appela au ministère des affaires étrangères, malgré les cris des radicaux. « Dès l'instant que la République existe, disait-il en 1877, elle est le patrimoine de tous

les citoyens jouissant de leurs droits civils et politiques. Aucun français n'a besoin que d'autres français daignent lui en ouvrir les portes. La loi les ouvre toutes battantes. Passe qui veut ! Entrez donc, conservateurs ; entrez avec votre programme déployé, sans vous tenir pour obligés par l'accueil engageant des uns, sans vous laisser intimider par le visage soupçonneux des autres. Nul n'a dans la République aucun droit que vous n'ayez vous-même » (1).

Au fond, il n'y avait qu'une objection sérieuse, et je suis étonné qu'on lui en ait préféré tant d'autres qui étaient absurdes, car elle saute aux yeux, et elle me fut tout naturellement formulée, dans le courant d'une conversation, par l'Archevêque d'Avignon, Monseigneur Vigne. Il me dit : « Supposez que demain nous ayons la majorité, après-demain il peut venir une majorité contraire, et ainsi c'est toujours à recommencer ». Je répondis que c'était vrai, mais d'abord que dans l'état actuel de la politique nous n'avions pas le choix, ensuite qu'il en était de la société comme de l'homme lui-même, qu'il faut tous les jours recommencer notre vie morale, réparer nos déchets, qu'on n'obtient rien ni individuellement, ni socialement que par une lutte incessante, et que si la liberté est un don dangereux fait par Dieu à l'homme, elle est en même temps son honneur.

Mais l'essentiel était de persuader aux catholiques que les républicains ne voudraient pas de

(1) *Combat Constitutionnel*, pages 194 et suiv.

nous, que s'ils en voulaient, ce ne serait pas sans nous demander des gages, sans nous faire passer par des conditions honteuses, que républicain et franc-maçon étaient synonymes et, par conséquent, qu'un catholique ne pouvait pas être républicain.

III

Heureusement, les journaux catholiques firent bonne contenance. Les plus répandus, l'*Univers* et la *Croix,* ne manquèrent pas de crânerie dans leur attitude. Se déclarer républicains, ils ne le voulurent pas : ce n'était ni dans leur tempérament, ni dans leur programme ; mais se déclarer catholiques sans arrière-pensée d'hostilité aucune au régime établi, catholiques dans toute la liberté et l'indépendance que comporte ce terme, ils le firent résolument, fermement, non sans peine au milieu de tant de contradictions, et non sans mérite. Ce qui froissait les monarchistes, ce qui les irritait à ce moment, c'est qu'on pût se déclarer catholique sans eux, c'est qu'on leur retirât cette force catholique dont ils n'avaient rien su faire que l'égarer et la compromettre. Ils parlaient de trahison, de difficulté pour les catholiques à supporter l'attitude de vaincus. Au *Gaulois* qui parlait ainsi, voici quelle était la verte riposte de M. Eugène Veuillot :

« Le *Gaulois* perd aisément dans le feu du combat la notion de l'Église ; il oublie que si souvent elle est opprimée, persécutée, jamais elle n'est vraiment vaincue ;

que jamais non plus elle ne se déclare l'ennemie irréconciliable de ses oppresseurs. Ce que font aujourd'hui nos évêques, à toutes les époques, sous tous les régimes, les évêques l'ont fait. Ils devaient le faire.

« Parler à ce sujet d'*apostasie politique*, c'est manquer de justice et montrer trop de goût pour les mots ronflants. Nos évêques sont-ils donc, à un titre quelconque, les serviteurs du prince Victor ou du comte de Paris? Ont-ils juré fidélité à l'un ou l'autre système monarchique, à l'un ou l'autre prétendant ? En ont-ils reçu une force, un concours qui les obligent, ne serait-ce que par reconnaissance, à les suivre ? Enfin, à quel devoir, à quel principe manquent-ils en refusant de se rendre aux appels des monarchistes ?

« Vous dites qu'ils ont *changé d'avis, effacé leurs discours et leurs écrits*. Prouvez-le, traduisez les textes où ils ont promis d'être avant tout, non les hommes de l'Église et de la France, mais les hommes du roi et de l'empereur. Montrez-les désavouant ce qu'ils ont dit et écrit pour défendre la religion, pour flétrir les tendances et les actes du gouvernement actuel.

« Ni les évêques, ni les laïcs qui, de tout temps, se sont déclarés catholiques avant tout n'ont sacrifié leurs convictions ou effacé quelque chose de leurs protestations et revendications. Englobés dans les groupes d'opposition systématique sans leur appartenir, s'ils s'en séparent, est-ce pour les combattre au profit de la république ? Non, c'est pour mieux servir l'Église ».

M. Eugène Veuillot ne parla pas sur ce ton dès le premier jour. Cet article est du 9 août 1891. Personne n'ignore la dualité de sentiments qu'il y avait dans sa rédaction, le double courant qui devait aboutir à une scission publique et à la création d'un nouveau journal. Les ménagements qu'il devait à l'opinion de rédacteurs anciens le

gênèrent d'abord un peu. Toutefois juste assez seulement pour attendre les nouvelles de Rome. Dès que le véritable caractère et l'origine même du mouvement furent connus, il n'eut plus la moindre hésitation, il entra bravement dans l'arène et, au plus fort de la bataille, pendant plusieurs mois, il fut de ceux qui portèrent sans relâche aux sophismes du jour les plus rudes coups.

La *Croix* menait aussi avec vaillance le bon combat, et c'est incontestablement l'influence déjà grande qu'elle avait acquise sur une bonne partie du public catholique qui contrebalança la pression des feuilles monarchistes et fit accepter dans bien des milieux assez mal disposés le ralliement.

Elle datait de 1883. Elle était fille de ces Pères Augustins de l'Assomption qui, nés en 1850, à Nîmes, par l'initiative de l'abbé d'Alzon, né lui-même en 1810, avaient en ces trente ans atteint les proportions d'une congrégation de premier ordre, rempli non seulement la France mais le monde de leur zèle et de leurs œuvres.

Il est peu de tempéraments aussi ardents, de caractères aussi élevés, d'âmes aussi éprises d'idéal et d'action que le grand seigneur qui donna le jour à cette congrégation singulière. S'échappant du château paternel pour entrer au grand séminaire, il va à Rome pour s'instruire dans les choses de l'Église, se créer des relations et des appuis, revient à Nîmes, prêche, écrit, soutient les œuvres en attendant d'en fonder, se lance avec l'ardeur du chrétien et du

gentilhomme dans la question de la liberté d'enseignement, crée une revue pour la défendre, achète un collège moribond où il appelle des universitaires de premier mérite, qui feront prospérer le collège avant que la loi leur en donne le droit et qui, en s'engageant dans les liens du sacerdoce, seront les premières recrues de l'Ordre qui est déjà en projet.

L'Ordre naît, il se ramifie en alumnats, petites-sœurs, tiers-ordre; il s'irradie en œuvres d'enseignement, de prières, pèlerinages, missions. L'Orient a fasciné le Père d'Alzon. Il s'est rappelé que le Turc a remplacé là-bas les premières communautés chrétiennes et détruit l'œuvre des croisades. Il y a une nouvelle croisade à entreprendre pour mener sous les douces lois chrétiennes ces populations livrées à toutes les misères et à tous les malheurs de l'oppression et du paganisme barbare. Les Pères de l'Assomption l'entreprendront; dans la mesure de leurs moyens ils feront réapparaître dans ces contrées la lumière de l'évangile et par leurs bienfaits réapprendront à bénir le Christ.

Nous avons vu les Pères Assomptionnistes, qui n'avaient pas tardé à établir une maison à Paris, mêlés de près au mouvement de résurrection catholique qui suivit la guerre de 1870. La reconquête du peuple, de la démocratie, comme disait le Père d'Alzon, paraissait alors à tous les hommes clairvoyants l'œuvre urgente. Et voici en quels termes il exposait comment il comprenait l'accomplissement de cette tâche. A la clôture du

chapitre général de 1873, il disait à tous ses religieux réunis, après les avoir exhortés au zèle :

« Nous sommes en pleine crise chrétienne, nous avons déjà beaucoup souffert et nous sentons la victoire venir à nous. Profitons-en pour ne pas repousser ceux qui veulent se rapprocher de nos rangs. Je vois certains hommes tellement convaincus de la perfection de leur ligne de conduite que tout ce qui ne s'y adapte pas est réprouvé ; c'est une sorte de puritanisme moderne qui, à force d'éliminations, tournera à l'égoïsme des coteries. Pour nous, cherchons à attirer, laissons la défiance qui rapetisse ; que la confiance soit un de nos grands moyens de faire triompher la cause de la vérité. Nous n'en sommes pas les propriétaires, nous n'en sommes que les serviteurs ; la cause de la vérité, n'est-ce pas la cause de Dieu ? Et la cause de Dieu, à qui appartient-elle ? qu'à lui seul » ?

Nous verrons par la suite si les fils du Père d'Alzon se sont toujours inspirés de ces sages conseils. Mais à ce moment ils n'avaient d'autres préoccupations que celle du zèle et, dès le début de leur apostolat, ils eurent le rare mérite, sauf quelque participation à l'action électorale, de séparer la cause religieuse des intérêts politiques, auxquels elle était universellement mêlée. Selon la formule de l'*Univers* même, ils étaient catholiques avant tout. Aussi quand ils résolurent d'ajouter à leurs œuvres une œuvre d'apostolat populaire par la presse, est-ce sur le terrain catholique, et celui-là seulement, qu'ils entendirent se placer.

Ce projet de presse populaire revenait invariablement dans les vœux de tous les congrès.

Chaque année, les catholiques ne savaient que redemander un journal à un sou qui s'opposât à la propagande de la mauvaise presse. Le Père Bailly, d'un tempérament batailleur, eut de très bonne heure l'idée de donner satisfaction aux catholiques, et il essaya un commencement de réalisation par la publication mensuelle d'une petite feuille qu'il intitula bravement la *Croix*. Mais ce n'est que lorsque l'abbé Garnier, qu'il avait rencontré dans les pèlerinages et dont il connaissait la surprenante activité, lui eut promis son concours, qu'il se décida, malgré quelque défiance du Père Picard, à le faire paraître tous les jours.

Le premier numéro parut le 16 juin 1883. Le succès fut aussi rapide qu'extraordinaire. Non seulement, le journal se répandit, mais il ne tarda pas à multiplier pour ainsi dire à l'infini ses moyens de diffusion par la création de suppléments locaux, dont la complète installation a constitué dans la suite la plus merveilleuse organisation de presse qui ait jamais existé.

C'est cette organisation, déjà bien en train et déjà puissante en 1890, qui fut d'un précieux secours, bien que d'une manière indirecte, pour la politique du ralliement.

« Le cardinal Lavigerie, disait le Père Bailly, nous demande de nous rallier à la République : nous n'avons jamais rien eu contre. L'avantage de cette proposition consiste à ouvrir le droit d'entrer dans la maison pour travailler au salut. Nos lecteurs ont toujours pu prendre cette voie. Plusieurs l'ont fait. La *Croix*, selon son pro-

gramme, les aidera à titre de républicains catholiques. Toutefois, nous continuerons, en combattant pour l'Eglise, à rester en dehors des discussions de politique proprement dite. » Mais c'était précisément toute la question, ce que ne voulaient ni les monarchistes ni les radicaux. Se placer en dehors de la politique proprement dite, c'était retirer aux monarchistes l'appui des catholiques, c'était contester l'obligation de cet appui, de même qu'admettre qu'on pouvait être républicain sans cesser d'être catholique, c'était reconnaître le fait républicain, en même temps qu'introduire dans la République une force d'une certaine nature dont les extrêmes ni de droite ni de gauche ne voulaient. C'est contre les uns et les autres que dut se défendre le Père Bailly et peut-être parler du droit d'être républicain un peu plus qu'il n'aurait voulu.

« Faut-il vraiment être franc-maçon pour être républicain ? demandait-il à la *Lanterne* ; et, selon vos désirs, faudrait-il être juif ? Ou bien peut-on être républicain et rester honnête et français ?

« Naturellement, la *Lanterne* répond qu'il faut la république juive. Les légitimistes, que nous n'associons point du tout pour cela à la *Lanterne*, pensent comme elle.

« Eh bien, on essayera de résoudre le problème et cela déblaiera le terrain. »

Un journal moins connu que l'*Univers* et la *Croix*, mais dont l'autorité était très grande, fit de la très bonne besogne. C'était l'*Observateur français*, dirigé par M. Denis Guibert, écrivain de race, doué de vastes connaissances, merveil-

leusement habile à la polémique, préférant regarder cependant au delà du point de l'espace et de la minute du temps où les événements se produisent, pour les apprécier sous leur aspect le plus large et par rapport à leurs conséquences les plus lointaines. Ce journal, dont il avait presque toujours eu la direction, avait été fondé en 1885 sous le patronage de quelques évêques, pour défendre les idées déjà bien accusées de Léon XIII. Aussi a-t-on pu dire qu'il n'avait « aucun chemin à parcourir » pour être dans la note du jour et pour répondre à ce que demandaient les circonstances.

Il fut de ceux dont l'adhésion fut nette et sans réserve et qui aidèrent l'Episcopat un peu incertain de la voie à suivre, à prendre position. Il est toujours plus facile, en effet, à un journaliste ou à un homme politique de changer son fusil d'épaule, qu'au chef d un diocèse qui a des responsabilités et des charges et qui, comme tout gouvernement, est obligé de compter avec la majorité. C'est dans ces sphères que s'exerça l'action de M. Denis Guibert, assez heureux pour amener la majorité des Évêques à la moyenne qu'on pouvait leur demander.

Enfin, du seuil même du Vatican, le *Moniteur de Rome* menait une ferme et vigoureuse campagne. Chaque fois qu'il y avait quelque péril pour la saine appréciation de la politique qui convient à l'Eglise ou qu'on essayait d'insinuer que Rome désavouerait le Cardinal, il intervenait. On devinait derrière ces articles si largement brossés un homme qui apporte dans

le journalisme des vues supérieures, qui a au plus haut point le sens de la réalité, qui sait jeter en même temps sur l'ampleur de ses conceptions la poésie d'un style qui leur donne du relief et les rend populaires. Nous le retrouverons dans quelques années à la *Vie catholique*, où il écrira de si étincelantes chroniques sous le pseudonyme de Richeville.

Ainsi la presse catholique tenait tête à la presse monarchiste et faisait vaillamment son devoir. Elle était fortement soutenue d'un côté par un organe conservateur où les courts articles politiques de Francis Magnard créaient un genre; d'un autre côté, par toute la presse républicaine modérée sans exception.

Dans le *Figaro*, Francis Magnard disait que la politique monarchiste « finit par ressembler à des bouderies d'enfant ne voulant pas se consoler parce qu'il demande la lune, qu'elle ne peut pas descendre du ciel et qu'on ne peut pas aller la lui chercher ». Dans la presse républicaine, à côté de la *République Française*, où M. Spuller menait déjà la campagne de « l'esprit nouveau » avec une sorte d'ardeur passionnée, la *Paix*, organe de M. Carnot, président de la République, se faisait remarquer par la netteté de ses déclarations.

« Pour nous qui traitons politiquement les choses politiques, nous saluons sans arrière-pensée, avec une vive satisfaction, un événement qui signifie que l'Eglise romaine, se rendant enfin à l'évidence, veut faire sa paix avec la République Française, et qu'une ère nouvelle se prépare, à brève échéance, pour notre gouvernement enfin

débarrassé d'une source intarissable de difficultés qui avaient le grave inconvénient de restreindre son horizon et de fausser sa marche, quand elles ne paralysaient pas son action ».

Le *Temps* et les *Débats* rompaient des lances avec les radicaux, qui étaient amenés à reconnaître, par l'organe de M. Ranc lui-même, que si l'Eglise changeait effectivement d'attitude, il faudrait aussi changer quelque chose dans la manière de la traiter.

De son côté, M. Piou, criblé par les monarchistes qui, selon leur éternel refrain, l'accusaient de capituler, ne restait pas inactif et il profitait d'un entretien avec l'un deux, M. de Kérohant, rédacteur en chef du *Soleil*, pour préciser ce qu'il voulait. Il indiquait comment pourraient être modifiées la loi militaire et la loi scolaire, dans un sens acceptable pour les catholiques. Il ajoutait que ce qu'il y avait surtout à désirer et ce qu'il réclamait, c'est que « le langage et les actes des représentants du gouvernement ne soient pas inspirés par un parti pris d'hostilité ou de raillerie à l'égard de la religion. Car il y a une question de réforme dans la conduite comme il y a une question de réforme dans la législation. » Il terminait ainsi cette sorte de manifeste :

« Je n'ai pas à dire à vous, Monsieur de Kérohant, qui dans vos polémiques avez si bien compris le caractère de notre politique, je n'ai pas à dire que nous n'abandonnons pas un seul point de notre programme. Si nous poursuivons, en face d'un parti à tempérament et à

allures radicales la constitution d'un grand parti « tory », lui disputant le pouvoir devant le suffrage universel comme le font les conservateurs belges et les conservateurs anglais, c'est pour mieux défendre les idées conservatrices et assurer avec leur succès le rétablissement de la paix religieuse en même temps que la paix sociale.

« Mais la constitution de ce parti n'est possible, vous le sentez bien, qu'à une condition : c'est que la question constitutionnelle, qui d'ailleurs nous divise, soit écartée ; que le principe du gouvernement établi soit accepté, et que la lutte ne s'engage plus, ni directement ni par sous-entendus, sur la forme du gouvernement, mais sur la façon de gouverner.

« Je suis convaincu que le parti conservateur, reconstitué sur ce terrain, accru d'éléments aujourd'hui séparés de lui, reconquerrait la majorité devant le pays et arriverait à la possession légale et paisible du pouvoir ».

En somme, le programme se résumait dans cette brève formule: Acceptation de la République, efforts méthodiques pour en modifier l'orientation.

L'événement a prouvé que ce programme ne pouvait guère être rempli par la génération qui n'avait cessé de combattre la République et d'irriter la situation, que ce serait le fait d'hommes nouveaux, auxquels un de ces anciens, désabusé, au parler peut-être un peu trop franc, souhaitait la bienvenue dans une des remarquables lettres qu'il publia à ce moment dans le *Figaro*. Nous voulons parler de M. Dugué de la Fauconnerie. Il écrivait à M. Jules Delahaye, député d'Indre-et-Loire:

« Le nombre des hommes engagés par des sou-

venirs avec telle ou telle dynastie et compromis par les luttes passées devient de plus en plus rare, et ceux qui leur succéderont n'auront aucune raison pour hériter de leurs passions et pour perpétuer leurs querelles.

« C'est dans l'avènement de ceux-là, des « nouveaux », des « jeunes » comme vous, mon cher collègue, qu'est l'espérance, qu'est le salut, et je l'appelle de tous mes vœux, car si je ne peux pas, et pour cause, dénigrer systématiquement la génération qui finit, je voudrais pouvoir bien voir arriver les fils, espérant, pour mon pays, qu'ils seront moins bêtes que les pères. »

CHAPITRE IV

Le Premier Réveil

I

Ce sont les premiers efforts de cette nouvelle génération, — lesquels firent battre de tant d'espérances mon cœur de jeune prêtre et que j'ai secondés de ma modeste collaboration, — qui font la matière de ce livre.

Pendant que j'essayais, dans Avignon, sur un terrain aussi ingrat, d'implanter l'idée du ralliement ou au moins de discipliner sur leur terrain propre les forces catholiques, j'observais quelle marche suivait ailleurs et surtout à Paris le mouvement. Après plus de huit mois passés, il me semblait qu'on piétinait un peu, qu'on perdait peut-être beaucoup de temps à discuter avec les royalistes, que la nouvelle organisation se faisait attendre. Je traduisis cette impression dans un de mes derniers articles du *Courrier du Midi,* que quelqu'un dut signaler à l'*Univers*, car il le reproduisit en entier, dans son numéro du 17 septembre, en première page. L'article intitulé : *Où nous en sommes*, voulait montrer ce

qu'il y avait au fond de la situation et, en éclairant les sceptiques, stimuler les premiers adhérents de la politique nouvelle.

On pardonnera quelque lyrisme à l'enthousiasme du néophyte :

« ... Le travail qui remue le monde catholique en ce moment est un travail divin. L'esprit de Dieu plane sur nous. Sous son souffle vivificateur des énergies sourdes se réveillent, les éléments contraires se désagrègent, tout s'achemine mystérieusement vers un ordre que dévoilera à tous les regards la pleine lumière et qui fera pousser des cris d'admiration.

« Ce travail tout seul auquel nous sommes malgré nous livrés, ces appels qui nous sont adressés en sens multiples, ne sont-ils pas le symptôme le plus rassurant? Ne marquent-ils pas la fin de cette lamentable politique d'effacement que les catholiques pratiquent depuis 1880? Il vaut mieux avoir de mauvaises passions que de n'en avoir pas du tout, a-t-on dit; il vaut mieux aussi être en proie à la fièvre qu'être tenu immobile sous le doigt de la mort.

« Les catholiques se réveillent, voilà ce qui apparaît clairement, et déjà ce seul fait est immense. La force de résistance paraissait nulle chez les catholiques de cette génération : ils sont en train de prouver qu'elle n'était qu'en expectative.

« Pour que cette force pût se donner libre carrière, il fallait que le terrain fût déblayé. De quoi donc? De la question politique...

« Nous sommes en train de prendre notre

place au sein de la nation. Elle a besoin de nous, comme nous avons besoin d'elle. C'est le divorce de la religion avec la France contemporaine qui est la source de presque tous les malheurs que nous déplorons. Des évêques courageux, des prêtres désintéressés, des journalistes intelligents s'appliquent à le faire cesser : voilà où nous en sommes ; et, Dieu soit loué ! un grand pas vers le salut est fait.

« Mais hâtons-nous d'ajouter que ce mouvement serait une duperie si on en restait aux paroles, si on n'en venait aux actes. Mieux eût valu ne rien soulever que de rester à mi-chemin. Il ne faut pas que chacun attende. Qu'attendrait-on ? Une indication générale ? Mais il n'en peut pas venir qui convienne à la situation particulière de chaque portion du pays. Le branle est donné, cela suffit ; le cri de guerre est poussé, il n'en faut pas davantage. Une responsabilité incombe à tout chrétien, selon sa situation. Mais tous ont le devoir ou de provoquer, ou se diriger, ou d'obéir. Un examen attentif du pays où l'on se trouve indiquera les moyens de guerre à employer. Une conviction ardente donnera du courage à ceux qui ont entendu une fois dans leur vie cette parole que rien n'effacera : *Ayez confiance, j'ai vaincu le monde !* »

Il y avait dans ces exhortations quelque impatience. Pendant longtemps encore on devait plus parler qu'agir, plus agir en tirailleurs qu'en bandes disciplinées, bien que les essais d'organisation n'aient pas manqué, comme nous le

verrons. Sans doute, il n'en pouvait être autrement à l'origine d'un mouvement qui devait introduire des modifications aussi radicales dans la mentalité, les méthodes, toutes les habitudes des catholiques. D'autre part, je ne tenais pas assez compte des difficultés cachées, que je connaissais d'ailleurs imparfaitement, des oppositions déguisées, bien plus redoutables que les oppositions ouvertes, des erreurs même de bonne foi de quelques-uns qui croyaient servir la nouvelle politique tout en la faussant et la compromettant, en sorte que c'était beaucoup et c'était suffisant pour elle de pouvoir dire comme Sieyès, après cette période de confusion et de trouble : J'ai vécu !

II

Il nous faut, en effet, raconter un épisode de l'histoire du ralliement où nous allons le voir, par le fait de quelques catholiques fort respectables, mais mal avisés ou trop habiles, dans une situation autrement délicate que celle que pouvait lui créer l'opposition ouverte des royalistes.

Parmi les journaux aucun, nous venons de le constater, sauf l'*Observateur Français* et la jeune *Concorde* dont nous parlerons tout à l'heure, aucun ne se disait franchement républicain. Il en avait été de même de l'Episcopat. En fait d'adhésion nette il n'y avait eu que celles de Mgr Isoard et de Mgr Fuzet.

Ce qui domina dès les premiers jours, ce fut

que les intérêts religieux couraient, en effet, de grands risques et que ce qui s'imposait à tous comme un devoir, c'était de les sauvegarder. Ce que personne non plus, en dehors de la presse intéressée, c'est-à-dire de la presse dynastique, ne pouvait et n'osait ouvertement méconnaître, c'est que jusque là la politique avait nui à ces mêmes intérêts.

C'est donc comme spontanément que de tous côtés et sans qu'il y ait eu de mot d'ordre on se dit : séparons désormais les intérêts religieux des intérêts politiques, faisons le parti catholique ou plutôt l'union catholique en dehors de tous les partis. Cela parut péremptoire au plus grand nombre, qui ne concevaient pas de bonne foi que le cardinal Lavigerie pût demander autre chose et que la saine raison pût être plus exigeante que lui.

Il est certain que cela eût suffi, car la voie était droite et sûre, à condition de ne pas considérer la République comme un parti. Se placer en dehors des partis, cela voulait dire sortir des errements suivis pendant vingt ans, de la funeste habitude de faire de la politique avec le parti légitimiste, avec le parti orléaniste, avec le parti bonapartiste, et dans la République, gouvernement de la France, sincèrement et loyalement reconnue, s'occuper désormais uniquement des intérêts religieux. La formule « en dehors de tous les partis » signifiait cela pour tous ceux qui voulaient réellement se rallier et qui avaient quelque lumière sur la situation.

Pour quelques âmes simples et pour d'autres

qui ne l'étaient point, elle signifiait autre chose. Cela signifiait qu'une élection étant donnée, et on ne se plaçait guère à un autre point de vue, on ne tiendrait aucun compte de la nuance politique des candidats, on se contenterait d'examiner s'ils offraient des garanties suffisantes au point de vue religieux. Les simples ne voyaient pas au delà. Les autres, c'est-à-dire une bonne partie des chefs, de l'état-major, sachant bien que le soin de choisir les candidats leur incomberait toujours, pensaient qu'il suffirait de continuer à faire leur choix parmi les monarchistes, et comme ils offriraient plus de garantie au point de vue religieux que la plupart des anciens républicains, qu'ils accentueraient au besoin leurs déclarations de dévouement à l'Eglise, les catholiques continueraient à leur donner leurs voix, et il n'y aurait rien de changé.

Ainsi la même expression « l'union des catholiques en dehors de tous les partis » avait sinon trois sens, aux moins trois modes pratiques de réalisation non seulement différents, mais opposés.

C'est dans cette situation que son Eminence le cardinal Richard fonda dans les derniers jours d'avril 1891 l'*Union de la France chrétienne.*

Depuis l'ouverture de la période du ralliement, il avait cherché ce qu'il pouvait faire qui répondît à ce que semblaient demander les circonstances. Pour cela il avait consulté les seuls hommes politiques avec qui il fût en rapport, MM. Chesnelong, Keller et autres personnages aussi capables d'inspirer à la France républicaine une confiance sans borne.

De ces conciliabules était sortie, au commencement de mars, une première consultation où les affirmations du besoin de « stabilité gouvernementale », du respect de l'Eglise pour toutes les formes de gouvernement, ne pouvaient pas laisser de doute sur la sincérité et la loyauté du Cardinal. Mais le ton, qui était celui de la récrimination et de la défiance, quelques formules équivoques comme : « Il ne faut pas restreindre la question à des compétitions de forme politique, de république ou de monarchie » faisaient demander si tous ceux qui avaient collaboré à cette lettre étaient aussi sincères ou au moins voulaient la même chose que celui qui l'avait signée. A la fin d'avril, lors de l'Assemblée générale annuelle des catholiques, ce fut le moment de mettre à exécution ce qui était annoncé à la fin de la lettre, à savoir la constitution d'une union basée sur la neutralité politique et sur un programme de revendications.

Là il fut difficile de se faire plus longtemps illusion. Tout l'état-major des Œuvres était sur l'estrade. M. Chesnelong, en présence du Cardinal, fit un grand discours.

« Le devoir me semble très clairement tracé. Union de tous les catholiques entre eux, sans exception de partis politiques, sur le terrain de la revendication et de la défense des lois et des libertés de la France chrétienne, et par conséquent de l'abrogation ou de la revision profonde des lois qui ont sacrifié ou mutilé ces libertés ; — alliance avec tous les hommes loyaux et sincères qui, sans partager absolument toutes nos croyances, s'associeraient nettement et explicitement,

par amour de la justice, à nos revendications; — pas d'exclusion contre les candidats, quelles que soient leurs opinions politiques, qui s'engageraient à demander les réparations qui sont dues à la France chrétienne et à les soutenir sans défaillance...

Par là M. Chesnelong croyait faire une grande concession, car il entendait que si un candidat républicain inspirait assez de confiance au point de vue de la défense des intérêts religieux, il ne faudrait pas l'exclure sous prétexte qu'il était républicain, alors que la question était de savoir s'il ne faudrait pas désormais, dans l'intérêt de la religion, exclure tous les monarchistes. Il poursuivait :

« Pour que l'action des catholiques soit efficace, il faut des centres d'où elle rayonne. Il est donc désirable que, dans cet objet, des comités se forment partout, soit en profitant de ceux qui existent déjà, soit en en créant de nouveaux, là surtout où il n'en existe pas. Peut-être serait-il désirable aussi qu'à Paris, sous le patronage et sous la bénédiction de son Éminence, il se formât un comité que je pourrais appeler d'impulsion, et qui, sans empiéter sur l'autonomie des comités de province, s'efforcerait de maintenir entre tous l'entente dans les vues comme dans l'action. »

Comme M. Chesnelong avait ouvert la séance, le cardinal Richard la ferma.

« J'ai cru que le moment était venu de s'adresser au peuple chrétien de France. Je l'avais senti au moment des prières faites à Notre-Dame pour la rentrée des Chambres. Je le désirais depuis plusieurs années; et j'hésitais à faire un appel qui, peut-être, n'aurait pas été

entendu. Mais après le vœu exprimé par les congrès de Lille et de Nantes, j'ai compris que le peuple chrétien de France voulait recourir à Dieu par la prière, et que l'heure était venue de le convoquer au pied de l'autel...

« M. Chesnelong exprimait le désir que les catholiques formassent à Paris un comité d' « impulsion » qui, sans avoir la prétention de s'imposer aux autres villes, se mettrait en rapport avec les différents comités catholiques de France. Il me demandait de vouloir bien apporter mon concours à cette œuvre. Je le ferai volontiers ; mais je lui demanderai à mon tour, de vouloir bien, comme président du *Comité de défense religieuse*, grouper autour de lui de nouveaux dévouements, de nouvelles énergies. Et si vous me le permettez, dès ce soir, je donnerai à M. Chesnelong et au vice-président M. Keller, la mission de compléter, en l'agrandissant, le *Comité de défense religieuse*... »

Le nouveau comité, constitué sans grande hâte, publia son premier manifeste le 19 juin. Il y était surtout question d'union pour la défense religieuse et de neutralité politique. Comme garantie de cette neutralité, le manifeste était suivi de vingt signatures royalistes.

Quelque foi que l'on voulût bien avoir à la parole du Cardinal, il était difficile aux catholiques qui sentaient le besoin d'une action nouvelle, qui connaissaient la défiance du pays, qui savaient que Rome, navrée de tant de fautes commises, voulait qu'on brisât enfin sur le terrain politique avec le passé, il leur était difficile de se faire illusion sur ce que *l'Union de la France chrétienne*, sous des formules acceptables, recouvrait d'obscur et de dangereux.

Un autre projet lancé à peu près à la même

époque par Mgr Fava, évêque de Grenoble, le fougueux adversaire de la franc-maçonnerie, éveillait sinon les mêmes suspicions, au moins les mêmes inquiétudes. Il voulait faire un parti catholique dans la République. Entendu d'une certaine manière, cela n'avait pas de quoi offusquer. Mais on voyait bien que l'évêque de Grenoble entendait le terme de parti catholique dans un sens un peu étroit. Pour lui les cathoques étaient dans la nation une entité séparée ayant ses droits, ses intérêts, ses prêtres distincts de tout et, comme représentant un pouvoir divin, supérieur à tout. En poussant la chose à ses conséquences extrêmes, on pouvait arriver, en luttant dans ces conditions et avec ces idées, à faire du christianisme et de tout ce qui le personnifie un fétiche, des catholiques une caste. C'était sortir de la franc-maçonnerie pour tomber dans le paganisme.

Un coup de vent en tempête était nécessaire pour balayer du ciel catholique tous ces nuages. Un homme se trouva à point dans le bureau même du *Comité catholique* pour soulever la bourrasque. C'était M. Jules Bonjean, dont plusieurs de ceux qui me lisent doivent se rappeler la si énergique intervention dans une autre circonstance où il y avait du danger pour la politique pontificale.

Associé à l'œuvre de M. Chesnelong et de ses amis, parmi lesquels lui, jeune, était comme une sorte de Benjamin, il consacrait tout son temps, toutes ses ressources et toutes ses forces, à sauver, avec le concours de son frère, l'enfance

abandonnée, à combattre dans l'âme du peuple, par l'action effective et le spectacle du dévouement, ces instincts mauvais dont son père avait été la si malheureuse victime. Il n'y avait que son amour de Jésus-Christ, de Jésus-Christ Hostie, qui égalât son amour du pauvre. Il n'avait jamais fait de politique, l'estimant une chose secondaire. C'est pourquoi, quand le cardinal Lavigerie demanda aux catholiques de s'en abstenir désormais, il n'eut à se faire aucune violence pour une chose qui lui avait toujours paru toute naturelle. Les œuvres de piété et de zèle étaient sa seule occupation et son souci. Il ne voyait pas bien en quoi la forme républicaine du gouvernement pouvait les gêner. Il voyait fort clairement au contraire combien une opposition politique faite au nom de la religion leur avait jusqu'ici suscité d'entraves et attiré de désagréments. La tentative de ses amis, suggérée par les meilleures intentions et sous les apparences les plus irréprochables, ne lui inspira pas dès le début une grande confiance. Il savait bien ce qu'il pouvait leur en coûter à abdiquer sincèrement et sans esprit de retour ce qu'ils avaient été toute leur vie. Quand il eut entendu M. Chesnelong et vu la composition du Comité de *l'Union de la France chrétienne*, il n'eut plus de doute, et sa résolution fut prise d'avertir les catholiques, que le patronage du cardinal Richard pouvait égarer.

Des abstractions politiques où restaient empêtrés ses amis, des exagérations mystico-guerrières où se perdait Mgr Fava, il descendit sur le terrain de la réalité.

Depuis le toast d'Alger, avait paru un autre document, l'encyclique sur la *Condition des ouvriers*, qui réussissait autant, sinon davantage, à exciter l'humeur des conservateurs et d'une certaine partie des catholiques. M. Jules Bonjean put précisément y trouver un point d'appui pour ramener l'attention de ses coreligionnaires sur une politique pratique, faite de possibilités, d'idées concrètes, vivantes, actuelles, telles que les circonstances le permettaient et le demandaient.

Dans les premiers jours de juillet 1891, annonçant le projet de former un groupement sous le nom d'*Association catholique française* pour l'application des doctrines religieuses et sociales de Léon XIII, à l'appel de M. Chesnelong il opposa un contre-appel qui débutait ainsi :

« Pénétrés d'admiration pour les augustes enseignements contenus dans l'Encyclique sur la Condition des ouvriers, qui sera désormais la charte constitutive des sociétés modernes réconciliées avec l'Eglise par le génie du grand Léon XIII, nous croyons devoir faire appel au zèle de tous les chrétiens pour favoriser en France l'application intégrale des doctrines religieuses et sociales du Saint-Siège apostolique. »

Le salut n'était donc pas à chercher dans la revendication d'un droit chimérique, dans la restauration de formes politiques démodées et inutiles.

« Dans le domaine temporel, disait-on, nous ne reconnaissons d'autre drapeau que celui de la patrie terrestre dont le Pape nous a rappelé dernièrement le caractère divin ».

Il n'était pas possible de mieux exclure toute protestation contre la légitimité et les droits de la République.

« Catholiques et Français, nous avons droit au respect de tous sur ce sol national arrosé tant de fois du sang de nos pères. Ce respect, nous saurions au besoin l'exiger en notre qualité de citoyens...

« Adressons-nous donc au peuple, non pour plaider la cause de notre propre ambition, mais pour nous consacrer au relèvement physique et moral de tous ceux qui souffrent dans leur corps ou dans leur âme. C'est là le rôle qui convient aux disciples de Jésus-Christ, et si nous savons le remplir avec un dévouement infatigable, nos efforts désintéressés trouveront bientôt la seule récompense que nous puissions ambitionner ».

On ne pouvait pas mieux dire : les compétitions politiques sont à mille lieues de nos préoccupations et de nos efforts ; on ne pouvait pas non plus indiquer à l'adresse de Mgr Fava que le peuple n'est pas fait pour le clergé, mais le clergé pour le peuple.

L'appel tomba dans le monde de la rue de Grenelle comme une bombe. Le *Gaulois* terminait un article, d'ailleurs fort sympathique, par ces lignes : « Les membres de l'*Union chrétienne*, très émus par cette conception, auraient délégué un de leurs amis auprès du Pape pour obtenir la désapprobation de M. Bonjean, mais Mgr Ferrata a pour expresse et absolue mission de l'appuyer énergiquement ». Toute la presse de Paris et une quantité de journaux de province s'occupèrent de la nouvelle organisation sans que tous se rendissent bien compte de sa raison

d'être et vissent bien la démarcation d'avec les organisations similaires. Aucun journal n'y vit plus clair et ne souligna mieux la différence que le *Temps* :

« Au point de vue religieux, tous ces hommes sont également de bons et orthodoxes catholiques. Mais il n'en est pas moins vrai que ces trois noms : Fava, Chesnelong, Bonjean, sont trois drapeaux et représentent trois politiques différentes et inconciliables. Sans nous mêler en rien à des choses qui ne nous regardent point, il nous sera permis de dire que, de ces trois associations, la seule qui ait quelque chance d'être accueillie un jour ou l'autre par le parti républicain, c'est celle qui non seulement accepte le mot de République, mais ne conteste pas en fait ni les droits ni l'autorité, dans son domaine, du gouvernement républicain concret et existant. C'est la seule qui fasse dans cette question la séparation nette et franche de la religion et de la politique et rende le conflit plus difficile en supprimant, autant que possible, les points de contact. Les catholiques raisonnables qui redoutent de nouvelles et funestes aventures ne devraient pas, semble-t-il, hésiter. S'ils veulent sérieusement la paix religieuse, ils n'ont quelque chance de la rencontrer que dans la voie que leur ouvre l'initiative de M. Bonjean. Reste à savoir si les conseils de ce dernier trouveront de l'écho et seront suivis. »

De l'écho ils en eurent, et dans les plus hautes sphères. Quand M. Bonjean eut reçu les félicitations non seulement du cardinal Lavigerie, mais du cardinal Gibbons et du cardinal Manning à cause du caractère social de son programme, le *Moniteur de Rome* en enregistrant ces félicitations et voyant se bien dessiner le mouvement provoqué par Léon XIII, était presque lyrique.

« Le cardinal Manning félicite l'*Association catholique française* de s'être placée sur ce terrain ; avec les encycliques du Pape, en dehors et au-dessus de tous les partis, il faut aller au peuple et réorganiser la démocratie victorieuse ou près de l'être. Voilà l'idéal des hommes de prévoyance et de cœur ; voilà le devoir d'aujourd'hui et de demain. Ce que faisaient les martyrs au IIIe siècle, ce que faisaient les évêques et les papes en face des barbares, ce que faisaient les catholiques en face du libéralisme politique, nous devons le faire au milieu de nos contingences particulières ; adapter notre action aux besoins nouveaux et canaliser ce torrent tumultueux qui, s'il n'est dirigé, ravagera les campagnes et détruira les cités ».

Quant à être suivis, les conseils de M. Bonjean le furent au-delà peut-être de ce qu'il pouvait espérer. L'*Union de la France chrétienne* en fut moralement tuée en attendant de se dissoudre effectivement. Le cardinal Richard tout le premier ne consentit plus à recevoir le comité, pour ses séances, à l'Archevêché. M. Eugène Veuillot, après une apparition, n'y retourna plus. M. Thellier de Poncheville, M. de Mun, M. Raoul Ancel et plus de la moitié des membres se détachèrent successivement, ce pendant que les lettres affluaient chez M. Bonjean pour lui dire qu'on marcherait avec lui.

III

Le mal était donc réparé, pour le moment du moins, et le ralliement était, somme toute, au bout de six mois, assez bien en selle. Des jour-

naux, sous son influence, se transformaient, d'autres se créaient. L'opinion était harcelée de toutes les manières, par les conférences privées ou publiques, par les brochures. Des soldats d'avant-garde surgissaient de toutes parts et allaient hardiment en reconnaissance.

La première initiative à signaler est, si je ne me trompe, celle du petit groupe qui, le dimanche 7 décembre 1890, fit paraître le premier numéro de la *Concorde*. C'était un mois presque jour pour jour après le toast d'Alger.

Les articles étaient signés d'initiales, de pseudonymes qui n'étaient pas encore très transparents, mais qui laissaient deviner, sous des talents encore jeunes, de fortes personnalités. Déjà chez eux la question du ralliement prenait d'autres proportions que celles d'une pure attitude politique. Il ne suffisait pas de ne plus bouder à la nation, il fallait se réconcilier avec elle, reprendre contact avec ses éléments, dans la partie intellectuelle comme dans la partie populaire, faire cesser tous les malentendus qui avaient été une conséquence ou avaient reçu une aggravation du malentendu fondamental. De là le nom de *Concorde* qu'ils s'appliquaient à justifier dans un premier article où ils disaient notamment :

« Est-ce une réforme que nous voulons faire ?... Nullement. Nous estimons que les réformateurs religieux perdent leur temps... Nous demeurons d'esprit et de cœur avec l'Eglise et son Chef suprême. Nous croyons le dogme tout entier compatible avec les faits scientifiques et sociaux. La conciliation est d'autant plus facile

que, à notre avis, elle ne nécessite, de part et d'autre, aucun sacrifice radical.

Un prétendant dont les admirateurs ont pleuré la perte irréparable disait : « Si je rentre en France j'organiserai la démocratie ». Cette phrase ne peut avoir qu'un sens : « Je travaillerai à constituer une société éclairée et religieuse ». Nous n'avons pas d'autre but. Enfants du peuple, membres d'une nation qui veut se gouverner elle-même, humbles prétendants à notre tour, nous voulons faire de ces trois pierres cimentées ensemble : religion, science, démocratie, la base de l'édifice social moderne. »

M. l'abbé Dumont, directeur de l'Institution Jeanne d'Arc et prédicateur très en renom, dirigeait le journal. M. de Narfon s'y exerçait déjà, en qualité de secrétaire, à ces chroniques d'un intérêt si piquant, qui lui ont fait une si belle place dans la presse religieuse et où la préoccupation du renseignement ne lui fait jamais oublier ni la dignité du reporter, ni la discrétion du catholique.

Au journal était jointe une Ligue dont les statuts figuraient dans le premier numéro. Une nouvelle éducation était à faire. Il fallait que les catholiques, en acceptant la République et la démocratie, devinssent apôtres, qu'il y eût influx réciproque de la société moderne sur la religion, de la religion sur la société moderne. Aussi la Ligue indiquait-elle que « sans s'interdire l'éloge ou le blâme des principes et des actes du gouvernement, elle s'attacherait plus spécialement à la culture de l'esprit et du cœur des hommes », restant fidèle en cela « à la mé-

thode du législateur de l'Evangile qui rendit possibles les évolutions politiques et sociales les plus profondes par son action immédiate sur la conscience humaine ».

Le moyen auquel la Ligue comptait recourir pour donner à son œuvre l'éclat des choses qui vivent, ou au moins, un organe puissant et essentiellement populaire de propagande, c'étaient les conférences publiques. On en chercherait vainement le compte rendu dans les journaux. L'Œuvre de la Ligue était une œuvre de pénétration lente, de conquête individuelle, qui consistait à se présenter partout où du monde était réuni, dans une bibliothèque, une association d'étude, un cercle de jeunesse, de se faire admettre, puis de se faire inscrire parmi ceux qu'on peut inviter à prendre la parole. Elle acceptait de traiter n'importe quel sujet, pensant bien qu'à propos de tout l'Evangile peut être enseigné et un chrétien peut se rendre sympathique. Peu à peu elle prétendait rendre ainsi la religion l'amie, la mère universellement acceptée et aimée, et non plus l'ennemie ou l'étrangère.

Les prêtres et surtout les jeunes gens, ces normaliens, ces agrégés des lettres ou d'histoire, les Goyau, les Brunhes, car c'étaient eux qui pendant plusieurs années exercèrent cet apostolat, assainirent un sol prodigieusement envahi par les mauvaises herbes et contribuèrent pour une large part à remettre en état le champ du père de famille.

Le journal, malgré son désir de faire surtout

œuvre de propagande intellectuelle, fut entraîné, dans ces premiers mois de discussions ardentes, à descendre à fond sur le terrain de la politique. On pouvait lire, dans son deuxième numéro, cette déclaration où l'acceptation de la République n'est plus un acte de résignation : « Nous allons à la République parce qu'elle nous apparait *en fait* comme le seul gouvernement possible, en *droit*, comme la forme naturelle de la démocratie, — et nous y allons sincèrement, sans arrière-pensée, à telles enseignes que, s'il nous était loisible d'opérer une restauration monarchique quelconque, nous nous y refuserions énergiquement ». L'accent était nouveau. On sentait que ceux qui parlaient ainsi n'avaient pas la tête embroussaillée d'un tas d'objections où avait poussé la mousse des siècles et qu'ils n'avaient pas derrière eux de passé monarchique qui les embarrassât. Ils avaient même une latitude de langage que d'autres leur auraient enviée à ce moment, comme le trait suivant peut l'indiquer.

Le hasard voulut que le jour où je fis à Avignon ma conférence sur « l'Union catholique » Georges Goyau, que je ne connaissais pas encore et qui se rendait à Rome, d'où il devait rapporter ce chef-d'œuvre : *le Vatican*, *les Papes et la Civilisation*, se trouvât parmi mes auditeurs. Mon républicanisme lui parut un peu tiède. Il jugea néanmoins « extrêmement significatif, dans l'article qu'il adressa à la *Concorde*, qu'en présence d'anciens « conservateurs » qui s'unissaient volontiers aux partis extrêmes, radicaux

ou boulangistes, contre les ministères relativement modérés, on soutint aujourd'hui l'opportunité de cette « conjonction » avec le centre gauche un instant réalisée par M. Thiers il y a dix-sept ans, vainement rêvée par Raoul Duval il y a quatre ans ». « Et ils applaudissent, ajoutait Goyau, c'est un excellent symptôme ! » Il terminait en formulant l'espoir que tôt ou tard je serais conduit par la force même des choses à baptiser mon comité catholique du nom de Catholique républicain.

Ce n'était pas de quoi m'effrayer ; je l'aurais même fait immédiatement si je l'avais pu. Georges Goyau a pu voir par la suite si le mot de République me faisait peur et si le loyalisme politique ne me paraissait pas la condition indispensable de tout apostolat sérieux.

Puisque la *Concorde* m'a ramené à ma conférence du 4 octobre 1891 sur l'Union des catholiques, je raconterai ce que faisaient dans le même sens d'autres prêtres, parmi lesquels il faut citer en premier lieu M. l'abbé Garnier qui se dépensait depuis longtemps pour les œuvres, qui au moment où dans le clergé on commençait à sentir le besoin d'élargir les limites du ministère sacerdotal ordinaire et de se mêler davantage au peuple pour l'évangéliser, avait déjà fourni une belle carrière, depuis son début par la fondation d'un patronage, à Caen, et l'organisation des grands pèlerinages, jusqu'à la diffusion de la *Croix* et l'extension de l'Œuvre des Cercles. Depuis dix ans, il s'était surtout

consacré à ces deux dernières œuvres, travaillant, avec l'extraordinaire ardeur de sa nature, à leur développement.

Ce n'est pas une témérité d'affirmer que la moitié des *Croix* de province lui doivent leur fondation. Quant à celle de Paris, elle lui est redevable des proportions tout à fait invraisemblables que prit dès le début sa diffusion, et de la sympathie universelle avec laquelle elle fut accueillie. L'abbé Garnier ne manquait pas un congrès, et nulle part il n'omettait de prendre la parole pour faire connaître, recommander, et le plus souvent, au moyen d'une organisation embryonnaire, implanter l'œuvre de la *Croix*.

Le concours qu'il prêta à l'Œuvre des Cercles ne fut ni moins actif ni moins soutenu. Pour le rattacher par un lien authentique et officiel au Comité de direction, on créa pour lui les fonctions et le titre de Visiteur : il partagea dès lors avec Léon Harmel l'honneur d'être partout l'excitateur heureux dont la parole ardente était goûtée, dont la foi était contagieuse, dont le passage était toujours marqué par la mise en train de quelque entreprise de zèle.

Un peu mystique, il rattachait à des causes surnaturelles les malheurs de la France. Au mois d'avril 1890, il publia dans l'*Association Catholique* un article indiquant comme conditions fondamentales du relèvement la nécessité de faire pénitence, de recourir à la prière, de revenir à l'Evangile et d'universaliser la loi de l'apostolat. Si ce programme ne paraît pas

sortir du thème ordinaire des prédications de cette époque-là, il y a cependant dans le dernier point une vue originale dont l'abbé Garnier lui-même, tout en comprenant la valeur, n'avait peut-être pas encore mesuré toute la portée. Il voulait non pas seulement l'action par en haut sur ceux qui sont en bas, l'enseignement du prêtre à l'égard des fidèles, le zèle de l'apôtre qui s'en va partout porter la vérité dont il est plein, mais l'apostolat mutuel et sur place ; il voulait que tous les chrétiens et tous les hommes fussent apôtres vis-à-vis les uns des autres dans leur milieu, que l'ouvrier évangélisât l'ouvrier, que le petit enfant fût un messager de Dieu dans sa propre famille. C'était républicain et démocratique au premier chef. Par le seul instinct qui le guidait et le poussait dans cette voie, l'abbé Garnier indiquait à la France que le salut était en elle et non dans un sauveur problématique que tant d'autres s'acharnaient à lui promettre. Sans y mettre de la mauvaise volonté, il ne parlait jamais de ce sauveur, ce qui ne laissait pas que de rendre son zèle dévorant un peu suspect aux chefs du parti conservateur. Aussi, quand l'heure du ralliement eut sonné, n'eut-il qu'à descendre en lui-même pour reconnaître qu'il était déjà rallié en fait depuis longtemps et presque sans le savoir.

La forme qu'il donna à partir de ce moment à son apostolat répondit à l'idée élevée qui avait inspiré le cardinal Lavigerie. Il sortit des milieux bien pensants où se mesurait jusqu'ici

le champ d'activité de ceux qui voulaient faire quelque chose et où il était resté lui-même, sauf quelques exceptions, depuis 1887, pour jeter ses filets selon la parole du Maître, en pleine mer, c'est-à-dire dans le grand public, *duc in altum!* L'opposition de principe à la République faisait des catholiques des émigrés à l'intérieur : le coup de clairon d'Alger avait fait tomber cette barrière et restitué aux catholiques leurs droits de famille dans la nation, en même temps qu'il les avait remis en présence de frères qu'ils avaient considérés jusqu'ici comme des ennemis ou au moins comme des étrangers. L'abbé Garnier, comblant de son audace et de sa charité d'apôtre un fossé de malentendus, alla leur tendre la main dans les réunions publiques, où sa soutane parut la première comme le symbole de la bonne foi confiante, de la franchise et du courage.

On a voulu contester l'utilité de ces rencontres. Il semble bien cependant que toutes les époques de conversion les ont connues, à commencer par la première, où saint Paul se rencontrait avec les mécréants dans les salles de réunion ou sur les places publiques. Il était facile, d'ailleurs, de constater les résultats, que signalaient avec dépit les adversaires eux-mêmes, inquiets et jaloux de voir ainsi l'Eglise se lancer dans le courant moderne et s'emparer avec tant de désinvolture de l'opinion publique.

Les conférenciers, laïques ou prêtres, se multiplièrent tellement que l'abbé Garnier, à la suite du premier congrès de la *Croix* en

avril 1892, fut amené et invité à les constituer en « Association française des conférenciers catholiques ».

L'Association eut son siège à l'annexe de la *Croix*, rue Bayard. Elle mit à sa tête un comité général composé de dix-neuf membres. L'abbé Garnier en fut le président ; puis comme ses multiples occupations l'empêchaient d'assister régulièrement aux séances, il céda sa place à M. l'abbé Delamaire, curé de Bercy, aujourd'hui évêque de Périgueux, qui était vice-président. Le comité, en même temps qu'il dirigeait le groupe de Paris, se donnait la mission « de promouvoir dans chaque diocèse la formation de groupes de conférenciers, de seconder leurs efforts, et d'en arriver, avec leur concours, à ce qu'aucune attaque ne se produise contre l'Eglise sans une réponse convenable ». Le but cependant était moins de répondre aux attaques ou aux objections que de répandre la vérité religieuse généralement si ignorée.

« La France étant devenue un pays de mission, disait une circulaire, il s'agit de la christianiser de nouveau. Les conférenciers de l'*Association* se consacrent à cette œuvre, pratiquant l'évangélisation sous toutes les formes possibles, et un peu partout, comme durent le faire les apôtres au commencement. »

Dès le début, un *Comité d'études* composé à peu près uniquement d'ecclésiastiques, fut joint à l'Association pour préparer la matière aux conférenciers.

Les réunions avaient lieu les deuxième et

quatrième lundi de chaque mois. J'avais donné mon nom, j'assistai à quelques-unes. Je remarquai parmi ceux qui paraissaient le mieux seconder les efforts de l'abbé Garnier, l'abbé Patureau, l'abbé Poulin, l'abbé Fonssagrives, M. Griffaton, et surtout Joseph Ménard, le premier collaborateur du Père Bailly à la *Croix*, qui devait conquérir dans les conférences populaires une renommée si éclatante et si bien justifiée. Dans ces réunions chacun apportait sa gerbe d'impressions, racontait ses succès, ses échecs, les dispositions de l'auditoire, les interruptions les plus fréquentes, les réponses par lesquelles il avait « mâté » ses adversaires. On donnait lecture des demandes de conférences, qui venaient de tous côtés. On se les distribuait, on répondait dans la mesure du possible, c'est-à-dire dans une très large mesure, et c'est bien à une résurrection de la foi catholique que l'on croyait assister.

Les échos d'une autre renommée qui devait rapidement grandir commençaient à se répandre. Ils venaient de Bordeaux et ils portaient le nom d'un jeune prêtre jusqu'alors complètement inconnu du public, M. l'abbé Naudet.

Professeur au petit Séminaire, passionné pour l'étude, apôtre dans l'âme, voué dès les premières heures de sa vocation à l'action évangélisatrice et à l'établissement du règne de Jésus-Christ, il dépensait dans la sollicitude de quelques œuvres et dans la prédication ordinaire ses premières ardeurs de jeune prêtre.

C'est pendant la station du carême de 1891 que son esprit s'envola tout à coup vers une idée qui, lorsqu'elle lui apparut, l'attira invinciblement vers un nouveau genre d'apostolat. Pendant qu'il parlait il lui sembla que son église était vide quoiqu'elle regorgeât de monde. Il songea que les ouvriers du port et leurs camarades des autres métiers étaient dehors, dispersés par groupes dans les estaminets ou réunis dans quelque salle à écouter de la bouche d'un orateur de bas étage l'évangile socialiste, tandis qu'il dépensait son zèle à prêcher des femmes converties. Il n'y tint plus. Il organisa une réunion pour les ouvriers, puis une deuxième, puis arriva la grande conférence de l'Alhambra qui était comme le premier acquittement de la promesse qu'il avait faite après les premières expériences et qui, devant Dieu et devant sa conscience, l'avait engagé à changer désormais l'orientation de ses efforts.

En présence du crucifix il avait réfléchi.

« Quand je me relevai, dit-il dans ses *Souvenirs*, ma résolution était prise. Ce qui me possédait, ce n'était pas l'élan du croisé qui met le signe rédempteur sur sa cuirasse et qui part dans un pieux enthousiasme pour délivrer le saint Tombeau. Non, si je disais comme le fier soldat : *Diex el volt*, Dieu le veut, c'était avec une conviction bien ferme et bien réfléchie. Et dans mon âme, alors, je promis de me consacrer à cette cause de l'apostolat du peuple, et d'aller vers lui puisqu'il ne venait pas vers moi, je promis de ne reculer jamais dans cette œuvre que je voulais entreprendre, et tant que je ne verrais pas des preuves manifestes de la vo-

lonté contraire de la Providence, je promis d'aller de l'avant ».

C'était une vocation qui coïncidait avec le ralliement et qui le dépassait. Comme l'abbé Garnier, comme les jeunes rédacteurs de la *Concorde*, il ne pouvait pas voir dans le ralliement un simple changement d'étiquette, mais une rénovation des habitudes ; il y voyait un pont pour rétablir les relations des catholiques avec la société et faire cesser les malentendus avec le peuple. Ce qui le frappait, lui, ce n'était pas le malentendu intellectuel, mais le malentendu social. L'Eglise semblait appartenir à une classe, l'ouvrier à une autre : c'est pourquoi l'ouvrier l'ignorait. Il était averti de ce phénomène non seulement par ses propres observations, mais par l'encyclique sur la *Condition des ouvriers* qui venait de paraître. C'était l'Eglise elle-même qui poussait le cri d'alarme par l'organe du Souverain Pontife et qui demandait à ses fidèles, particulièrement à ses prêtres, de changer de voie. Aussi est-ce à dissiper les préjugés sous ce rapport, au grand jour des réunions contradictoires, et à revendiquer pour l'Eglise le rôle auquel prétendait le socialisme, que s'appliqua l'abbé Naudet.

Les leaders du nouvel évangile ne trouvaient pas devant eux de contradicteur plus brave, mieux armé, et plus tenace que le jeune prêtre démocrate de Bordeaux.

Ses rencontres avec Lafargue sont légendaires. Paul Lafargue promenait partout l'ennui de ses

harangues aussi vagues et pompeuses qu'interminables. Naudet était sa bête noire. Il le trouvait toujours devant lui quand il ne l'attendait pas. A Lille il dut le subir dans une soirée qui fut pour l'apôtre de l'Evangile catholique un triomphe incomparable. L'abbé Naudet était alors réclamé de tous côtés par les comités ou les particuliers, à qui le toast d'Alger et la récente encyclique sur les ouvriers semblaient avoir ouvert les ailes. Il se prêtait sans compter, jetant les bases de cette réputation qui devait le porter si haut dans l'estime des catholiques et le désigner comme un de leurs chefs aux démocrates chrétiens.

Voici un autre lutteur dont on sait vaguement qu'il a souffert, mais dont ceux-là seulement qui l'ont approché de près connaissent la rude existence, le courage héroïque, la foi invincible, le grand cœur. J'ai nommé l'abbé Fesch.

Quoique âgé de trente-cinq ans à peine, il y avait longtemps déjà, une dizaine d'années si on veut bien compter, qu'il mettait au service de la bonne cause, dans les journaux du département de l'Oise, quelquefois du dehors, les étonnantes ressources de sa plume facile. Il raconte dans le plus agréable livre de *Souvenirs* les principaux épisodes de cette première partie de son existence de journaliste.

« Un des premiers, — il n'y a pas à tirer vanité de la simple constatation d'un fait — un des premiers, je me suis trouvé, par un enchaînement particulier de circonstances, lancé comme prêtre dans cette voie du journa-

lisme où plusieurs depuis ont marché. Mais alors c'était un terrain à peu près inexploré, à notre époque du moins, et qui ne manquait pas d'offrir aux pionniers assez audacieux pour en affronter l'inconnu, des surprises et des dangers. Est-il étonnant que plusieurs s'y soient égarés, que d'aucuns y aient compromis leur santé intellectuelle ou physique, que d'autres y aient couru aventures et mésaventures de tout genre ? Ils ont déblayé le terrain ».

Oui, et parmi eux personne n'en peut parler avec plus de compétence que l'auteur même de ces lignes. Ecoutons-le encore :

« Je songe à toutes ces heures qui, dans ces vingt ans de ma vie de journaliste, se sont égrenées une à une, tombant dans le passé, mystérieux abîme, que nul chercheur n'a sondé. Je pense à ce versant de la montagne tôt gravi, quoique péniblement, et qui ressemble singulièrement aux sentiers escarpés des Alpes ou des Pyrénées, rocailleux, flanqués de précipices, aux bords desquels, à travers l'ombre du soir qui s'étend, s'aperçoivent encore çà et là des croix, souvenirs de malheurs.

Les premières années et les combats à visage découvert ne furent cependant pas sans charme. La bonne humeur étant, malgré tout, le caractère dominant de l'abbé Fesch, il gardait toujours la mesure et ne blessait l'adversaire que juste ce qu'il fallait pour se défendre. Les plus grosses injures le laissaient assez froid, il y répondait volontiers par la plaisanterie. A un confrère du crû qui se piquait de matérialisme et n'admettait pas la création de l'homme par Dieu, il écrivait,

ayant été par lui traité d'idiot : « Mon cher petit singe ! » Ce qui, au reste, avait le don de rendre l'autre furieux.

Mais tout condescendant et « bonne nature » qu'il fût, il ne put empêcher deux haines de se coaliser contre lui, celle des francs-maçons dont le chef, maire de Beauvais, catholique renégat, redoutait plus que la peste les traits acérés de l'abbé ; celle des conservateurs, qui goûtaient mal ses théories de catholique avant tout, qui lui reprochaient soit son indifférence politique, soit ses complaisances par trop évangéliques pour la partie humble du peuple, à qui il avait bien osé dire que l'on devait quelque respect ! Pris violemment à partie, pour cette hardiesse, par un journal conservateur, on sait qu'il répliqua par une forte brochure de cent soixante-dix pages qui fit un bruit énorme (1). C'était en 1888. Edouard Drumont lui en écrivit ses plus chaudes félicitations dans une lettre qui servit de préface à la deuxième édition.

« Que de questions actuelles, vivantes, brûlantes, sont touchées d'une main ferme en ces quelques pages pleines d'idées justes et d'aperçus ingénieux !

Combien d'ecclésiastiques pensent comme vous, mais n'osent point parler comme vous ! Ils ont pour les gens bien élevés qui leur témoignent des égards une indulgence qui se comprend ; ils éprouvent devant ce peuple rude qui, égaré par la presse franc-maçonne et juive, insulte ceux qu'il devrait entourer de respect, une sorte de timidité, un éloignement qui se comprend aussi. Ils

(1) *De l'Ouvrier et du Respect*. Paris, 1888.

plaignent le peuple, ils sont prêts à le secourir avec toute l'ardeur de leur infatigable charité, mais ils n'osent l'aborder et discuter avec lui...

Votre vision est plus claire, votre jugement plus équitable, votre conception de l'ordre moral plus élevée. Vous regardez sans parti pris et vous constatez sincèrement ce que vous avez vu... »

La *Revue socialiste*, gagnée par le ton d'absolue sincérité et la bonne foi de l'auteur, y alla de son dithyrambe :

« Ces pages vibrent d'une indignation généreuse et communicative ; écrites *ab irato* en réponse à des attaques violentes et injustes contre les sentiments fraternels, nous allions dire socialistes, de l'auteur indignement calomnié, elles sont à la fois un plaidoyer en faveur de l'ouvrier et un réquisitoire écrasant contre les classes dirigeantes apostrophées avec une virulence tout évangélique, digne des premiers Pères socialistes de l'Eglise... »

En réalité, voici en quoi consistait le socialisme de M. l'abbé Fesch. C'est l'*Univers* qui donne cette juste appréciation :

« Chacun de ces chapitres me semble inspiré par un amour puissant des classes laborieuses et un ardent désir de leur venir en aide. Le pamphlétaire cède souvent la plume à l'apôtre, et c'est tant mieux. M. l'abbé Fesch appartient à cette école de jeunes prêtres qui se sont jetés dans la trouée faite par Mgr de Ségur et par M. de Mun. Il est de ceux qui s'imaginent à raison que le clergé ne peut plus, à notre époque, se cantonner exclusivement dans la science théologique et dans les souvenirs de l'antiquité profane; qu'il a sa place marquée à

côté de ceux qui cherchent dans l'étude des questions économiques, réalisées au point de vue chrétien, le remède à l'indifférence religieuse qui mine les dernières couches sociales. »

Quand sonna l'heure du ralliement, — qu'il n'avait, d'ailleurs, pas attendu pour en prêcher la doctrine, — sonna aussi pour l'infatigable polémiste l'heure de sa plus belle gloire, suivie, hélas ! bientôt du glas de deuil et de la débâcle.

A l'évêché de Beauvais venait d'être promu Mgr Péronne, précédemment doyen du chapitre, en qui l'âge « n'avait pas affaibli la bouillante ardeur » et dont l'intelligence, sans cesse avivée par l'étude, « avait compris que le grand besoin de notre époque était le courage qu'engendrent et entretiennent les vertus actives ». Pour inculquer l'idée de l'apostolat dont il était lui-même possédé, il pria l'abbé Garnier de vouloir bien venir donner quelques conférences dans son diocèse. Comme résultat de cette visite, il fut décidé qu'on fonderait une œuvre de jeunes gens et un supplément quotidien à la *Croix de Paris*, qu'on appellerait la *Croix de l'Oise*. L'abbé Fesch, qui avait déjà la direction du *Bulletin religieux*, fut chargé de la nouvelle feuille dont il fut institué à la fois directeur, rédacteur en chef et imprimeur !

Son activité et son extrême facilité à la besogne lui permettaient de faire face à tout, mais non point d'empêcher la jalousie de monter et la colère des journaux bien pensants, dont il venait

prendre la place, de gronder autour de lui. Cette publication d'un nouveau journal mit le comble aux sentiments de malveillance qui depuis longtemps étaient les leurs, et ce fut presque ouvertement qu'à partir de ce moment, avec la complicité, hélas! de quelques ecclésiastiques, ils firent campagne avec ceux de la Loge pour perdre celui qui les gênait.

Ce n'est pas cela d'ailleurs qui l'arrêtait. Tandis que le journal se répandait, deux mois après qu'il eut enregistré les premiers succès de l'abbé Naudet, il eut l'occasion d'affirmer, lui aussi, publiquement, en contradiction avec la libre-pensée, les droits de la doctrine catholique, et il ne la laissa pas échapper.

C'est le citoyen Gustave-Adolphe Hubbard, suivi bientôt de M. Camille Pelletan lui-même, qui alla dénoncer dans le département de l'Oise le péril du moment et sonner l'alarme parce que les catholiques entraient dans la République.

Bravement l'abbé Fesch se rendit à la réunion, répondit à quelques inepties contre l'Eglise, et sur la question du ralliement, sut indiquer très fermement que les catholiques avaient le sentiment très net de la République et que quand ils disaient qu'ils s'y ralliaient, personne n'avaient le droit de les suspecter.

« Nous disons tout haut : « Oui, nous donnons notre adhésion à la forme actuelle du gouvernement ». Pourquoi ne nous croyez-vous pas ? Vous dites en ricanant que nous voulons embrasser la République pour mieux l'étouffer. Qui vous l'a dit ? Est-ce notre passé ? Mais notre passé est justement un sûr garant de l'avenir,

car il vous dit que le clergé ne s'est jamais préoccupé de la forme gouvernementale et qu'il n'a jamais eu en vue que le bien de la religion et des âmes. On veut nous faire un crime d'avoir prié pour tous les régimes : preuve irréfutable que nous n'en détestons et n'en combattons aucun... »

Un mois après, au théâtre de Beauvais, c'est devant Camille Pelletan qu'il faisait de semblables déclarations, les accompagnant d'une véritable apologie de l'action de l'Eglise dans l'histoire, et forçant le leader radical à déclarer que la société n'a le droit de repousser aucune bonne volonté.

Ainsi bataillait-il de la parole et de la plume, réveillant les esprits, ravivant les méthodes, préparant la régénération du sentiment chrétien, indiquant au moins les lignes d'un nouveau modus vivendi entre l'Eglise et ceux qui jusqu'ici l'avaient obstinément combattue, quand se mit à souffler le vent de la tempête. Trois ans à peine après avoir été élevé au siège de Beauvais, Mgr Péronne mourait.

Alors ce fut de la part de ceux qui avaient paru le mieux seconder l'action du défunt prélat une sorte de sauve qui peut. En même temps la gent conservatrice non moins que la franc-maçonnerie vit se dresser sur le gibet une tête qu'elles avaient voulu faire tomber bien des fois et qu'elles pensaient bien dans cette circonstance ne pas pouvoir leur échapper. Elle leur fut livrée. La *Croix de l'Oise* disparut, et tout l'édifice dont elle n'était que la maîtresse pièce s'écroula sur celui qui, confiant dans la parole de

son supérieur, avait accepté de tout prendre sur lui et de tout soutenir. Dans quelques années nous retrouverons l'abbé Fesch à Paris, encore trahi par les circonstances dans la même mesure où il était servi par ses admirables facultés.

IV

Ces manifestations du zèle du clergé et des catholiques qui commençaient à sortir de leur quiétude, n'étaient pas les seules. Je pourrais montrer aux prises à Orléans non plus avec Camille Pelletan, mais avec le second lieutenant de M. Clémenceau, Stéphen Pichon, ce prêtre si universellement apprécié, qui devait signer tant de contes exquis du pseudonyme de Jean des Tourelles. Mais nous le retrouverons, ainsi que bien d'autres de ses confrères. Signalons plutôt la bataille que menaient quelques vaillants à coups de brochures.

M. Cortis publiait son *Action Catholique en France* chaleureusement accueillie non seulement des journaux ralliés, mais du *Monde*, qui avait gardé jusque là une si grande réserve. Bientôt pour la deuxième édition lui arrivait une lettre très significative du cardinal Rampolla. De la même source arrivaient des félicitations à M. Séverin Icard pour son beau cri : *Catholiques et républicains, rallions-nous !*

Avant peu le Père Maumus, dominicain, avec l'autorité qui s'attachait à sa personnalité et à ses ouvrages, allait formuler dans la forte bro-

chure : *La République et la politique de l'Eglise*, la doctrine du ralliement au point de vue théologique, et dominer de la hauteur des principes toutes les discussions.

Pour couronner le tout, les jeunes rédacteurs de la *Concorde* ne devaient pas tarder à réunir le meilleur de leurs informations et de leurs articles dans un petit volume célèbre : *Du Toast à l'Encyclique,* tirant des événements de cette première période l'enseignement qu'ils comportaient, lumière pour les uns, encouragement pour les autres, pour beaucoup, leçon de sincérité et de patriotisme. .

Un catholique sincère, républicain de la veille, crut alors que le moment était venu d'essayer de mettre quelque unité et de jeter les bases d'une organisation dans ces initiatives qui venaient de surgir de toutes parts. Ce fut l'origine de la *Ligue populaire* pour la revendication des libertés publiques, fondée à Bordeaux par M. Gaston David.

« La Ligue... est une œuvre de concentration de toutes les forces libérales et conservatrices. Dans notre pensée, elle doit être la fédération de tous les groupes déjà constitués pour la défense des libertés politiques, sociales et religieuses.

Tous ces groupes divers, ainsi que les organes qui les représentent dans la presse, étant unis par un but commun, la revendication de la liberté, peuvent être aussi rattachés par un lien commun. C'est ce lien que la Ligue se propose d'établir.

Aussitôt que le permettront les adhésions recueillies, la Ligue provoquera à Paris la formation d'un Conseil

de Direction... Ce Conseil deviendra l'Etat-major général de la grande armée libérale arborant le drapeau de la revendication des libertés publiques. Les Comités départementaux de la Ligue en seront les divisions, et les comités cantonaux, les régiments. Tous les bons citoyens, tous les hommes indépendants qui veulent le respect des droits de tous en seront les soldats...

Nous ne poursuivons pas un changement dans la forme du gouvernement, mais une amélioration dans les actes.

La République n'est pas la domination exclusive d'un parti. La République est le gouvernement de tous, ouvert à tous, équitable à tous.

Nous nous réclamons du principe républicain et démocratique en demandant la liberté pour tous et l'égalité dans la liberté. »

M. Gaston David déploya une très grande activité dès le mois de décembre 1891 pour recruter des adhérents et former des Comités. Il vint à Paris, où il multiplia les démarches, et conquit dans tous les rangs la plus vive sympathie. Il n'atteignit pas positivement, cela va sans dire, le but qu'il se proposait. La tentative était prématurée. Mais il excita dans le public un élan suffisant non seulement pour être récompensé de ses efforts, mais pour permettre à la Ligue de jouer un rôle important dans les élections législatives qui devaient prochainement avoir lieu.

Le moment était, d'ailleurs, très propice au rapprochement de tous les Français.

L'escadre de l'amiral Gervais venait de parcourir, parmi les acclamations des peuples redevenus amis de la France, les eaux de la mer du Nord et de la Baltique. Premier rayon de soleil

qui luisait sur notre patrie depuis 1870 ! La Scandinavie, la Russie, l'Angleterre avaient battu des mains à la vue de notre pavillon et s'étaient disputé le plaisir de donner l'étreinte de l'amitié à nos marins. L'empereur de Russie avait étonné l'Europe dans la rade de Cronstadt par une démonstration qui ne pouvait être que le commencement de quelque chose de grave. Il avait écouté debout, après le cardinal Lavigerie, qui avait peut-être ôté ses scrupules, la *Marseillaise,* que la reine Victoria devait écouter aussi quelques jours après. Il y avait dans tout le pays comme une secousse électrique qui lui donnait depuis la fatale guerre le premier sentiment de fierté. Pour la première fois, aux grandes manœuvres de septembre, on avait pu mettre en présence quatre corps d'armée qui avaient surpris par le spectacle de l'endurance, de la promptitude, de la précision dans l'exécution comme dans le commandement. La force des choses parlait aux plus déterminés adversaires de la République eux-mêmes.

« Si nous sommes des monarchistes, écrivait le *Soleil,* nous ne sommes pas des sectaires. Nous ne fermons pas les yeux à la lumière. Nous ne nions pas ce qui est. Nous reconnaissons que la République existe, qu'elle vit, qu'elle marche et, ma foi ! qu'elle fait de bonnes choses...

Nous sommes heureux des succès diplomatiques du gouvernement de la République, parce que ces succès profitent à la France, à notre patrie bien-aimée, réduite, appauvrie et humiliée à la suite des désastres de l'année terrible.

Nous constatons avec une joie sans mélange que ce

pays, que des vainqueurs arrogants avaient voulu réduire à l'état de puissance de second ordre, a pu, grâce à son intelligence, à son travail, à sa sagesse, panser ses blessures, réparer ses pertes, reconstituer ses forces après une épouvantable saignée, et qu'aujourd'hui il est dans une telle situation que tous les autres lui font la cour et recherchent son amitié...

Nous nous félicitons des succès de la République parce que ces succès profitent à la France... »

Dans ces conditions, il semble qu'il n'aurait pas dû rester dans l'âme d'un seul Français l'ombre d'un préjugé ou d'un parti-pris. Ecoutez cependant la suite :

« Mais ce qui se passe ne modifie pas nos opinions. La monarchie, dans la France de Philippe-Auguste, de saint Louis et d'Henri IV, reste notre idéal... »

C'est un peu déconcertant, mais enfin, s'il ne s'agit que d'un idéal, chacun est libre de le concevoir à sa manière, et le cœur a des raisons que la raison ne comprend pas. Mais ce que la raison ne comprend pas davantage et ce qui est étranger à tous les motifs tirés de respectables sentiments, c'est l'opposition obstinée à l'apaisement des querelles intestines et à la pacification d'un pays.

C'est cependant à cette opposition qu'allaient s'appliquer plus que jamais sinon les rédacteurs du *Soleil,* bien qu'ils ne s'en soient pas tout à fait abstenus, au moins leurs amis, attisant le feu avec les sectaires de gauche pour arrêter cet apaisement et cette pacification, qui pouvaient devenir un fait accompli.

V

Au commencement d'octobre, en effet, venait d'éclater l'incident Gouthe-Soulard.

On se rappelle les faits. Le dernier jour du double Pélerinage Ouvrier et de la Jeunesse catholique à Rome, le cri de : Vive le Pape ! se trouva marqué sur le registre du Tombeau de Victor-Emmanuel au Panthéon. Cette protestation à l'adresse de l'unité italienne, regardée comme un outrage, fut attribuée à trois visiteurs français et immédiatement exploitée dans les feuilles publiques et des placards spéciaux comme un scandale. De là, surexcitation extraordinaire de la population contre les Français, violences, incidents de toutes sortes, puis finalement intervention des deux gouvernements, en Italie, pour réprimer les trop fortes turbulences, en France, pour prévenir les occasions de récidive, c'est-à-dire interdire provisoirement les pèlerinages.

Ce fut l'objet de la circulaire Fallières aux Evêques. Circulaire superflue évidemment, mais enfin rédigée en termes polis et mesurés, auxquels la grande majorité des Evêques répondit en termes semblables.

Ce ne fut pas le cas de Mgr Gouthe-Soulard, archevêque d'Aix, qui écrivit équivalemment au ministre : « Je ferai ce qui me plaît ! ». Sans doute la forme n'y était pas, et peut-être le droit était-il aussi un peu dépassé. Mais il n'y avait pas de quoi fouetter un chat, et les choses en

seraient certainement restées là sans la vigilance des pêcheurs en eau trouble, des fortes têtes, des brouillons et des sectaires de droite et de gauche, qui grossirent et envenimèrent les choses pour rendre inévitable un conflit.

On sait quel rôle fit jouer à Mgr Gouthe-Soulard Paul de Cassagnac, le meneur de toute cette affaire. Il s'empara de l'excellent archevêque pour en faire comme la personnification de l'épiscopat français outragé dans sa dignité et dans ses droits par le pouvoir civil. Il fit un tel vacarme que l'épiscopat lui-même se laissa ébranler et prêta les mains à cette misérable campagne dont le but visible était de retarder sinon de compromettre irrémissiblement la réconciliation qui était en train de se faire.

Il y avait donc une sorte d'insurrection de l'épiscopat ! Quelle aubaine pour les furieux de l'extrême gauche aussi ennemis de la réconciliation que les énergumènes de l'extrême droite ! Aussi interpellation au Sénat, interpellation à la Chambre. M. de Freycinet tient bon. Son langage ferme vis-à-vis des évêques ne s'écarte pas d'un mot, d'une virgule, de la plus stricte déférence, et ne laisse pas que d'affirmer une fois de plus, au milieu de cette tourmente, la politique d'apaisement. Il s'en tire, à la Chambre, seulement avec vingt voix de majorité.

« La parenthèse était close », comme disait le *Moniteur de Rome* ; on pouvait renouer peu à peu le fil des bons rapports et se remettre, de part et d'autre, au travail.

Allons donc! Qu'importe l'Eglise! Qu'importe la France! Deux mois après, nouvel assaut. Dans la séance du 18 février, par la coalition de la droite et des francs-maçons, le ministère Freycinet-Ribot, uniquement parce qu'il voulait mettre un terme à la persécution religieuse, est renversé.

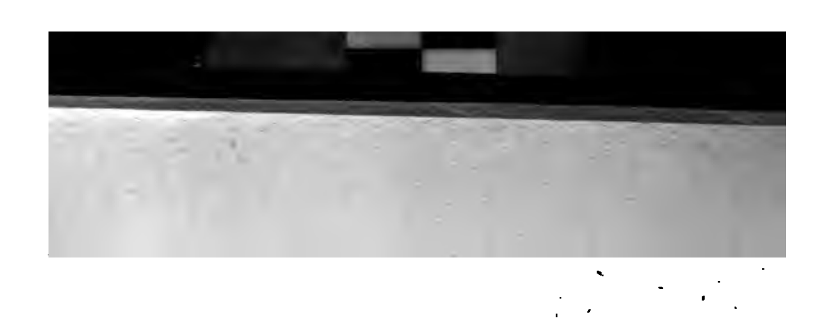
Le beau travail qui venait d'aboutir à ce résultat n'avait pas produit de moindres ravages dans le pays. Le mensonge répandu à pleins bords avait submergé les intelligences. Les journaux à la solde du parti avaient tellement embrouillé la question, dénaturé les faits, que bien des braves gens ne savaient plus à qui entendre. Le comte de Paris mal conseillé demandait à ses fidèles d'affirmer les revendications monarchiques plus haut que jamais. Ils n'étaient pas nombreux ceux qui avaient la franchise et le courage de lui répondre, comme tel président de comité, que c'était absurde, qu'agir ainsi serait faire le jeu des malhonnêtes gens. On se faisait illusion, on se grisait, on vivait dans une atmosphère factice, on s'échauffait dans l'idée qu'il fallait se défendre et qu'il ne fallait pas de capitulation.

Quelques interventions courageuses, comme celle du Père Didon à Bordeaux, permirent aux esprits de se ressaisir et au bon sens de se reconnaître. Mais ce qui, au milieu du dévergondage de paroles, contribua le plus à ramener à ses vrais termes la question et à remettre les saines idées en lumière, ce fut, vers le milieu de janvier, le manifeste des Cardinaux.

« Se défendre, soit ! disaient-ils, mais sur le terrain constitutionnel ! »

Néanmoins, comme la partie critique y tenait une très grande place ; comme, sous l'influence de l'opinion, les éminents dignitaires de l'Eglise avaient fait une longue énumération des griefs des catholiques et n'avaient pas atténué les motifs qu'on avait de se défendre, les journaux opposants, malgré l'évidence, crurent pouvoir l'interpréter et le faire servir contre la doctrine même du ralliement.

Alors, Rome qui avait examiné si elle ne mettrait pas à l'index l'*Autorité*, principal instrument de ce désordre, se mit en mesure de parler ferme et d'une manière pertinente aux catholiques français. C'est vers Rome maintenant qu'il nous faut regarder.



CHAPITRE V

Les Deux Encycliques

I

Pendant les événements que nous venons de raconter, le Pape était déjà intervenu, par l'Encyclique sur la *Condition des ouvriers*, dans une question autrement haute, autrement grave que celle qui donnait lieu à de si puériles et si tenaces controverses.

C'est cette encyclique qui devait véritablement donner son caractère à l'évolution des catholiques, qui devait être désormais, non seulement en France, mais dans le monde entier, la base de leur action, qui fermait une période et en ouvrait une autre, qui faisait d'ores et déjà briller le nom de Léon XIII, parmi les grands initiateurs, au frontispice de l'histoire. C'est elle aussi qui devait, au même titre que la question du ralliement, éveiller tant de susceptibilités. On souffrira que pour la parfaite intelligence de ce que nous avons à dire, nous jetions un coup d'œil rétrospectif sur les circonstances éloignées ou prochaines qui l'ont provoquée.

La Révolution, chacun le sait, avait enlevé aux travailleurs manuels les moyens de se défendre au moment où ils allaient en avoir le plus besoin. Radicale en cela comme en toutes choses, au lieu de réformer des abus, elle avait supprimé des institutions. Les corporations de métier étaient tombées sous les coups de la loi Chapelier malgré les véhémentes protestations de Marat qui, ce jour là, presque seul, s'était montré, selon le titre de son journal, l'Ami du peuple. La société du dix-huitième siècle était si corrompue que tout ce qui tendait ou contribuait à rapprocher les hommes paraissait funeste ; les isoler les uns des autres semblait être l'idéal. L'homme naît bon, c'est la société qui le déprave, disait-on. Il s'agissait donc de briser les liens sociaux, et Dieu sait si on s'en fit faute !

On ne faisait pas attention, du moins les gens superficiels, qu'en brisant les liens sociaux, en détruisant les groupements, en isolant les individus les uns des autres, on livrait le plus faible à la merci du plus fort. Le plus fort le voyait bien, et il n'avait garde de protester. La naïveté des philosophes venait admirablement seconder l'habileté des légistes, qui, depuis qu'ils avaient découvert le droit païen, avaient peu à peu retiré des épaules du faible ce manteau de protection qu'avait étendu sur lui le droit chrétien. La Révolution achevait l'œuvre de Louis XIV, de de Louis XI, et de Philippe le Bel. L'expression culminante du droit païen, comme l'aboutissant d'une société où les hommes sont livrés à eux-mêmes, c'est César d'un côté, un peuple

d'esclaves de l'autre. Lisez la loi Chapelier, vous y verrez qu'il est défendu d'y créer entre l'Etat tout puissant, centralisateur de tous les pouvoirs, et les citoyens, n'importe quel intermédiaire, de s'associer, de se grouper pour n'importe quel motif, pas même, dit-on aux ouvriers, pour défendre de « prétendus » intérêts communs. L'ironie est jolie ! Le troisième Etat, en même temps qu'il détrônait les deux premiers à son profit, prenait ses précautions pour n'être pas détrôné à son tour par le quatrième. La grande industrie, qui allait être le véritable domaine de ce troisième Etat, autrement dit de la bourgeoisie, naissait alors. La création des chemins de fer et le développement du machinisme allaient bientôt lui donner des proportions non point seulement extraordinaires, mais gigantesques, et lui ouvrir des débouchés sur une surface indéfinie. Et comme, pour ouvrir tant de routes et remuer tant de marchandises, il fallait un peuple de manœuvres, il s'agissait de s'établir roi sur ce peuple et, pour le maintenir dans la dépendance, lui faire la portion congrue en lui attribuant dans le travail commun la minime part du bénéfice.

Il y avait précisément une théorie toute faite sur le travail, sur le salaire, sur les échanges, un système d'économie politique sur lequel on versait depuis un demi-siècle, sincèrement ou hypocritement, des torrents d'admiration et qui était le code le plus admirablement conçu pour s'enrichir avec le travail d'autrui. Laissez faire, laissez passer ! Telle était la maxime fondamen-

tale du système. Laissez passer le train doré du nouveau souverain ! Laissez passer les forts ! La carrière est ouverte. Gare aux faibles ! Et si, mus par l'instinct de la conservation, ils s'avisaient, dans un but de salut commun, de s'associer, le législateur est venu au secours de l'économiste, souverain moderne, une loi a été faite tout exprès pour les en empêcher.

Telle était la situation intolérable, legs de l'ancien Régime et de la Révolution, contre laquelle nous allons voir réagir pendant tout le dix-neuvième siècle la saine raison et la justice sous la triple poussée des intéressés c'est-à-dire des travailleurs, des constructeurs de systèmes, et des hommes politiques, habiles ou sincères.

En effet, les ouvriers, par la force des choses, cherchèrent à éluder la loi. Le compagnonnage survécut aux corporations. Les sociétés secrètes furent l'asile où vinrent souvent s'exhaler et s'encourager les plaintes, et se concerter les projets d'émancipation. La terrible insurrection de Lyon en 1834 fut comme la première éruption d'un volcan qui couvait au sein de la société. D'autre part, le spectacle de tant d'inégalité, de tant de servitude et de tant de maux, inspirait aux théoriciens des systèmes d'organisation sociale tirés des seuls éléments que la Révolution avait laissés en présence, l'individu et l'Etat, le second étant considéré comme le protecteur-né du premier ou se confondant avec lui et disparaissant dans les théories du communisme. Enfin, la politique était une trop grande force pour que les ouvriers ne cherchassent pas à s'en servir, et c'est par

cette troisième ouverture que venaient des jets de lumière aux observateurs tant soit peu attentifs et que la voix de ceux qui souffraient pouvait se faire entendre.

Lamartine avait traduit cette voix avec sincérité et émotion à la fin de la monarchie de juillet. Napoléon III à son tour n'y ferma pas l'oreille. A part la courte et décevante expérience de 1848, c'est du règne de Napoléon III que datent les premières lois ouvrières, le premier effort pour arracher les travailleurs manuels à la législation de servitude et à la tyrannie économique qui pesaient sur eux. Il était porté vers l'ouvrier par sympathie ; il cherchait aussi, dit-on, à retrouver dans les classes laborieuses l'appui que les classes dirigeantes lui retiraient. L'abîme de 1870 engloutit toutes ses tentatives et tous ses rêves, et c'est entre les mains d'autres partis que la classe ouvrière allait devenir un instrument redoutable.

Après la Commune, après la répression sanglante et la déportation des principaux socialistes révolutionnaires, l'élément sérieux du monde ouvrier continua son œuvre par la vive impulsion qu'il sut donner pendant les dix premières années de la République à la création des chambres syndicales. Mais ce n'étaient pas les palliatifs obtenus par ces modestes institutions qui pouvaient faire régner la justice dans l'atelier, apporter le nécessaire au foyer domestique, établir dans la société une répartition plus équitable des avantages et des charges, combler l'abîme qui séparait en deux classes ennemies

les possédants et les prolétaires, résoudre, en un mot, ce que tout le monde commençait à appeler la question sociale. En Angleterre, après des tâtonnements, des essais entrecoupés d'échecs, entremêlés de péripéties quelquefois sanglantes, des résultats sérieux avaient été obtenus par l'association, grâce à ces unions de métiers, universellement connues sous le nom de Trade-Unions. Ailleurs également, en Autriche par exemple, il y avait eu par le même procédé bien des maux évités, bien des plaies guéries. N'empêche que, même là, il y avait des mouvements de révolte et des essais d'embrigadement pour la lutte contre une oppression qui était générale et qui était trop profonde.

L'Allemagne avait vu naître un théoricien au cerveau puissant qui, de l'analyse impitoyable de la production, avait tiré le réquisitoire le plus terrible contre l'ordre social établi, et les conclusions les plus capables d'exciter la cupidité et de séduire l'imagination des travailleurs. C'était, selon lui, le travail seul qui produisait la richesse, qui mesurait la valeur des choses, si bien que le capital, entre les mains de ceux qui n'appartiennent pas à la catégorie des manouvriers, ne pouvait être qu'une usurpation, c'est-à-dire du travail non payé. Il s'ensuivait logiquement, qu'il fallait supprimer l'intermédiaire des capitalistes, et mettre à la disposition des travailleurs, pour une exploitation collective et une jouissance sans partage, les instruments de production.

Ces théories de Karl Marx, en donnant un

aspect nouveau au socialisme, imprimèrent un élan plus vigoureux aux aspirations des ouvriers et devinrent bientôt, dans toute l'Europe, la formule et le programme d'organisations qui allaient constituer pour la société endormie le plus formidable péril.

En France, elles furent introduites vers 1876 par Jules Guesde, qui, retournant la formule de 1848, se mit à réclamer pour les ouvriers le droit au capital et non plus seulement le droit au travail.

Elles mirent bien quelque temps à se faire accepter. Elles avaient un air scientifique qui déconcertait les ouvriers. En outre, elles venaient se substituer à d'autres doctrines dont les représentants n'étaient pas bien aises de se voir évincés par de nouveaux venus. La lutte fut même chaude lorsque par l'effet de l'amnistie, les combattants de la Commune revinrent prendre leur place à la tête de leurs troupes et virent que toute la vieille tactique était changée. Mais Guesde avait un tempérament de lutteur avec des airs de prophète. Il les fit céder. Après quelques escarmouches de réunions publiques et de presse, c'est son système qui prévalut. Or, son système, ce n'était plus l'expropriation momentanée de quelques capitalistes, ou l'exploitation de l'industrie et du commerce par l'Etat, mais la suppression même de l'Etat par l'appropriation collective des ressources communes et leur exploitation par le travail de tous, au profit de tous. C'était la guerre déclarée à la classe des possédants par la classe des travail-

leurs. Après les premières hésitations, ces idées firent bientôt, par le moyen des cercles d'études, des congrès, des conférences publiques, des journaux, des progrès effroyables. A la campagne de propagande, succéda la campagne pour la conquête des pouvoirs. Les conseils municipaux furent envahis, en attendant que s'ouvrissent les portes de la Chambre des Députés.

A cette vue, Gambetta qui, par dédain pour les utopistes, et par mépris pour les révolutionnaires, avait nié l'existence d'une panacée, et par conséquent l'existence d'un mal général, jeta son parti dans les réformes.

Un seul homme politique, pendant les grandes luttes républicaines contre les tentatives de restauration monarchique, s'était occupé de questions sociales et ouvrières. C'était M. Lockroy. Il avait, dès 1876, présenté un projet de loi sur les syndicats. Ni cette fois-là, ni depuis, il n'avait pu triompher ni de l'indifférence de la Chambre, ni des violentes critiques de certaines personnalités ouvrières, qui trouvaient le projet insuffisant. Mais l'assaut collectiviste donna du zèle aux plus impassibles et de la lumière aux plus aveugles. Le même projet présenté par le gouvernement, mis à l'étude, longuement discuté à la Chambre et au Sénat, devint la loi de 1884 sur les syndicats professionnels.

II

Que faisaient cependant les catholiques ? Le comte de Mun avait pris une large part à la

discussion de la loi de 1884, et avait eu la satisfaction de voir tomber enfin, en grande partie sous les coups de son éloquence, cette loi Chapelier qu'il poursuivait depuis si longtemps de ses anathèmes. Mais, hélas ! il était parmi les catholiques une exception et, ce qui est plus grave, une exception presque universellement combattue. Nous avons ici de douloureuses constatations à faire. Nous allons trouver les catholiques aussi peu avancés, aussi esclaves de la routine au point de vue social qu'au point de vue politique.

Ils en étaient là que la méconnaissance de la question sociale était chez eux le résultat non point seulement de l'apathie et de la paresse, mais d'une erreur subtilement répandue dans leurs veines et tellement mêlée avec leur sang, qu'ils avaient érigé cette erreur en dogme et qu'ils proclamaient communément entre eux que cette erreur était la vérité. Ils avaient presque tous le virus libéral. En 1872, sur la demande du duc d'Audiffret-Pasquier, l'Assemblée nationale ayant nommé une commission pour faire une enquête sur la condition des ouvriers, cette commission, toute composée de catholiques pratiquants, avait déclaré par l'organe de son rapporteur, M. Ducarre, que la condition des ouvriers était tout ce qu'elle pouvait être et qu'il n'y avait rien à y changer.

Comment en étaient-ils arrivés à cette méconnaissance de la situation, à ce renversement des choses ?

C'est que depuis que les légistes ont fait

dévier notre tradition chrétienne, depuis qu'ils ont persuadé au Prince, c'est-à-dire aux divers gouvernements, qu'il n'y a rien au-dessus de lui, rien qui ne relève de lui, et que le Prince, trop docile à ces leçons, a commencé par secouer le joug du Pape et a ensuite fait fi du droit du peuple avec la complicité de la noblesse et du clergé, la religion a été vidée de sa substance et n'a plus été qu'un vain symbole et une vaine démonstration ; c'est qu'à partir du moment où le clergé, pour avoir une part des honneurs que le Prince distribuait au nom de son bon plaisir omnipotent, a consenti à n'être qu'un rouage politique d'une grande administration, il a perdu le sens évangélique et le sens même de sa vocation, dont il a fait une carrière. C'est cet état de choses bien examiné de près, bien analysé, qui peut fournir l'indication dernière de ce qui se passe sous nos yeux. Qu'on remarque que pour ceux qu'on a si justement appelés les réfractaires, l'ennemi, comme aux beaux temps du gallicanisme, c'est toujours le Pape et le Peuple. Aussi ne faut-il pas s'étonner que quand les choses sont ainsi faussées, quand les dépositaires du pouvoir, quand les privilégiés de la richesse et surtout quand les représentants de la religion, qui n'ont d'autre raison d'être que de protéger les faibles et de faire dans la société le contrepoids à l'égoïsme humain, manquant à tous leurs devoirs, il ne faut pas s'étonner qu'il se produise des catastrophes.

Ainsi le clergé, au lieu de maintenir l'équilibre, a contribué à le rompre. Après avoir

applaudi à tous les abus et participé à toutes les faveurs de l'Ancien Régime, il s'est peu à peu retiré de tout ce qui est réel et vivant pour se confiner dans les cérémonies du culte ; il est resté étranger, pendant tout le cours du siècle, aux efforts des humbles pour s'élever, et il se trouve encore aujourd'hui tout décontenancé devant le désordre social et devant les graves questions qui se posent.

Ce n'est pas que les avertissements lui aient manqué. Sans parler des sommations de Lamennais, qui lui avait indiqué dans la défense des droits du peuple la condition nécessaire de la vie de l'Eglise dans l'avenir, des observateurs sérieux, Saint-Simon, Buchez, Auguste Comte, lui avaient montré toute l'inanité du système individualiste, tout ce qu'il y avait de décevant, d'inconséquent, d'inhumain dans les principes de l'économie libérale, lui avaient rappelé, en même temps que les lois de l'ordre social, le rôle de l'Eglise, la vraie définition du pouvoir et l'idée de l'amélioration du sort du plus grand nombre planant comme la condition et la formule du progrès sur toute l'activité humaine (1). Sans faire de construction sociale, Ozanam avait entrevu que le moment n'était pas loin où toutes les questions s'effaceraient devant celle des conflits économiques, de la lutte entre le capital et le travail, des plaies vivantes creusées sur la chair du peuple par l'aveugle et impitoyable soif de s'enrichir, et il ne s'était pas fait faute

(1) Cf. *Le Droit des Humbles*, par Fidao, chez Perrin, 1904.

d'en avertir ses frères catholiques. Mais les consciences un moment ébranlées par les événements de 1848, s'assoupirent de nouveau dans les délices trop facilement cherchées de la protection sous le régime qui suivit.

Une seule idée avait subsisté, idée qu'on ne pouvait abdiquer sans abdiquer le christianisme même, c'était l'idée de charité. Mais par la force des choses et sous l'empire des erreurs dont on avait adopté le principe, on ne pouvait manquer d'en altérer profondément le sens et d'en garder simplement l'écorce en en perdant toute la substance. Pour nos modernes catholiques, cet amour qui s'exprime en latin par « caritas » et auquel Jésus-Christ a dit qu'on reconnaîtrait ses disciples, n'a plus été ce sentiment d'intérêt profond qui porte un homme vers son semblable et lui fait désirer le bonheur de cet homme comme le sien propre et, en premier lieu, que lui soit reconnue, selon toute justice, la somme de biens à laquelle il a droit, mais une sorte de sentiment hautain de pitié qui porte quelqu'un qui a l'étiquette chrétienne à laisser tomber de sa main condescendante une pièce de monnaie dans la main du misérable dont la situation est inférieure à la sienne. De la sorte la justice n'est certainement pas bannie des relations individuelles, mais elle est bannie de l'ordre social, où elle est remplacée par l'aumône, c'est-à-dire où ce qui doit être la règle est remplacé par ce qui ne devrait être que l'exception.

C'est l'Œuvre des Cercles catholiques d'ou-

vriers qui, en France, poussa enfin le premier cri d'alarme et essaya pratiquement quelque chose pour tirer les catholiques de ces errements.

J'ai raconté les circonstances qui donnèrent naissance à cette œuvre. Il faut en suivre avec quelque détail le développement pour saisir l'origine des conflits ultérieurs entre catholiques et des oppositions qui paralysèrent en partie l'action de Léon XIII.

L'Œuvre du marquis de la Tour-du-Pin et du comte de Mun se présenta d'abord comme une œuvre de préservation, de patronage et de charité. Le retour des vieilles corporations où l'ouvrier avait trouvé aide et protection pour sa faiblesse était leur objectif. Aussi, pendant les dix premières années ne rencontrèrent-ils point de contradiction et eurent-ils, avec le suffrage de catholiques zélés et sincères comme eux, celui de dilettanti que cette façon de comprendre les rapports avec la classe ouvrière ne pouvait effrayer. Bientôt toutefois il ne resta que les premiers, ceux qui avaient ou l'amour de l'étude ou l'amour de l'action, qui avaient surtout l'amour du pauvre racheté par Jésus-Christ. C'est dans la collection de l'*Association catholique* que sont consignés les travaux et les actes de ces bons catholiques, et ce n'est pas sans une profonde émotion que l'on feuillette ces pages, inconnues du grand public, où tant de nobles esprits ont renfermé le fruit de leurs veilles et laissé vibrer les plus pures palpitations de leur existence. Fondations de cercles, conférences,

réunions annuelles, réunions de comités, études, chroniques de toute sorte remplissent ces livraisons où une foi indomptable soutient le dévouement le plus désintéressé.

Mais une surprise les attendait au cours de leurs recherches. Tandis qu'ils étaient tous d'accord pour reconnaître que l'ouvrier souffrait, que dans bien des cas sa situation était mauvaise, que, par conséquent, des institutions étaient à créer pour le défendre contre la maladie, les accidents, la vieillesse, le chômage ; tandis que d'autre part, ils cherchaient tous le principe du remède dans le dévouement de la classe dirigeante et dans l'association, ils s'arrêtèrent un peu interdits quand ils découvrirent que le remède radical était peut-être dans une organisation différente du travail. Le Comité des Etudes, qui travaillait très activement, mit le doigt sur la question sociale.

Si l'ouvrier était souvent en proie à une telle misère, ne serait-ce pas qu'on abuse de lui, du travail de sa femme, de ses enfants ? S'il déserte si facilement son foyer, n'est-ce pas que son foyer n'est pas habitable ? Si son foyer n'est pas habitable, si tout y manque, s'il n'y a ni air, ni nourriture saine, ni feu, ni poésie que les yeux clairs d'enfants qui le regardent presque avec un air de reproche parce qu'il a à peine de quoi les nourrir, ne serait-ce pas parce que son salaire est insuffisant, ne répond ni à ses besoins, ni même à son travail ? Ne serait-ce pas parce qu'il est désarmé dans la lutte pour l'existence et que, prisonnier de sa faiblesse, il est à la merci de

celui qui l'emploie ? Il faudrait donc qu'un peu plus de répit lui fût accordé, qu'un travail moins soutenu lui fût imposé, que sa journée fût limitée à un certain nombre d'heures, qu'un jour sur sept il pût se reposer, que son foyer fût gardé par sa femme, que ses enfants, au lieu d'aller prématurément à l'atelier, pussent y grandir dans la douceur et l'honnêteté des soins maternels ; il faudrait surtout que le chiffre de ses ressources ne pût descendre au gré de lois aveugles qui ne sont pas immuables ou de l'appréciation arbitraire de celui qui le fait travailler. C'est alors le fond même de l'économie politique que l'on touche, c'est la concurrence qu'on limite, c'est la cupidité du plus fort qu'on endigue, la personnalité du faible qu'on envisage, une loi antérieure à tous les contrats qu'on invoque, le marché qu'on moralise, et non pas seulement le marché national, mais international.

On se trouvait loin, on le voit, des remèdes de bonne femme qui étaient alors et sont encore pour beaucoup de catholiques tout ce qu'on peut appliquer à la question sociale. On était même loin de l'idée de la corporation telle que l'avaient conçue les premiers adeptes de l'Œuvre des Cercles. Il était évident que la réglementation du travail, telle que l'observation impartiale de la situation en avait montré la nécessité, ne pouvait être l'œuvre des associations, au moins de longtemps, qu'en tout cas elle exigerait toujours pour avoir force de loi, l'intervention de la puissance supérieure, c'est-à-dire de l'Etat.

Voilà où, entre les années 1880 et 1890, avait

été conduit le Comité des Etudes de l'Œuvre des Cercles. Il était de beaucoup en avant de tous les groupes politiques. Il faisait honorablement figure, par l'organe de M. de Mun, à côté des socialistes les mieux documentés qui, à la Chambre ou dans les conférences publiques, traitaient ces questions. Le nom de M. de Mun, en dépit de ses opinions politiques, devenait populaire. Il commençait à personnifier vaguement une sorte de catholicisme nouveau qui se souvenait qu'il avait été institué pour les pauvres et non uniquement pour les riches, qui revenait s'alimenter aux sources évangéliques et rejetait le venin de paganisme qu'on lui avait si fatalement inoculé.

Il semblait donc tout indiqué qu'on se groupât autour de M. de Mun et de l'Œuvre des Cercles. Mais il n'en était rien, hélas! C'eût été trop beau si vingt ans de propagande avaient suffi à guérir les catholiques d'une maladie qui datait de plusieurs siècles. Au sein même du Comité des Etudes il y avait des effarouchements, des résistances, qui ne dépassaient pas cependant les limites d'une courtoise et quelquefois chaude discussion. Mais c'est du dehors que ne manquèrent pas d'abord les objections, puis les attaques, que le vieux levain libéral et gallican, l'égoïsme bourgeois non moins que les préjugés aristocratiques, entrant en fermentation, déchaînèrent contre le pauvre M. de Mun les critiques les plus acerbes et les plus variées. M. d'Haussonville dans la *Revue des Deux-Mondes*, M. Claudio Jannet, dans le *Correspon-*

dant, M. Lucien Brun, dans la *Revue catholique des Institutions et du Droit*, les *Etudes* des Pères Jésuites, M. Charles Périn, M. Paul Leroy-Beaulieu, les disciples de Le Play, M. Théry, de Lille, et bientôt jusqu'à Mgr Freppel, se disputaient l'honneur de prendre en défaut le fondateur de l'Œuvre des Cercles. Bien entendu, on l'attaquait un peu sur ce qu'il disait, beaucoup sur ce qu'il ne disait pas. On employait même déjà contre lui ce procédé que les réfractaires devaient bientôt après élever à la hauteur d'une institution, qui consistait à dire, quand il recevait un encouragement du Pape, qu'il l'interprétait mal, qu'il tirait trop à lui la doctrine pontificale, qu'il commentait arbitrairement les Encycliques.

Ils n'osaient pas, quelques-uns sincèrement, la plupart par tactique, nier l'existence du mal, et ils ne manquaient pas, en contradiction avec le socialisme, de proposer leur remède. C'était tout bonnement le système économique libéral édulcoré d'une teinte de christianisme. Ils ne voyaient pas que leur remède était aussi mauvais que celui des socialistes parce que leur analyse des causes du mal était aussi défectueuse. Les socialistes voulaient voir l'unique cause du mal dans le libéralisme économique, dans le « laissez faire, laissez passer » qui mettait le plus faible et le plus pauvre à la merci du plus fort et du plus riche : eux ne voulaient la voir que dans l'irréligion et l'oubli de la loi de Dieu. De sorte que les premiers, tout en supprimant la concurrence meurtrière et le mépris des droits d'autrui, voulaient conserver l'athéisme, les seconds, tout

en voulant rétablir la notion des préceptes divins et le respect des droits qui en découlent, voulaient laisser la barrière ouverte à ceux que leur cupidité pousse à violer tous ces droits. C'était une inconséquence de part et d'autre, la peur de la vérité pleine et du devoir intégral. Car ces deux sources du mal se tiennent, elles sont respectivement l'une à l'autre cause et effet. Vouloir supprimer les abus du régime économique libéral sans supprimer l'athéisme qui en est le père le plus authentique, c'est vouloir l'impossible, de même que vouloir ramener le culte de Dieu sans permettre qu'on touche légalement au culte de la matière, c'est s'enfermer dans une contradiction.

C'était le cas des sociologues conservateurs, des adversaires de M. de Mun, dont les connaissances doctrinales étaient viciées à leur source et dont les connaissances historiques ne voulaient pas remonter au delà des deux derniers siècles de la monarchie. Ils ne comprirent rien à la partie qui se jouait sous leurs yeux, ils ne saisirent pas qu'on était arrivé au moment marqué par la Providence pour permettre à l'Eglise de reparaître au milieu des peuples et de reprendre, après trois siècles, les traditions chrétiennes si fâcheusement interrompues.

III

Heureusement le chef de l'Eglise ne s'y trompa point et comprit admirablement, à cette heure

solennelle entre toutes, la tâche qui lui incombait.

Ce chef était alors Léon XIII. Bien qu'il fût monté sur le siège de Saint-Pierre à l'âge de soixante-dix ans, il portait sur tout une attention qui ne se ralentissait pas un seul instant. Après Pie IX dont l'enseignement avait été prohibitif et négatif, il s'était parfaitement rendu compte qu'il fallait à la société un enseignement positif, qui lui indiquât d'après quelles lois elle devait se constituer et s'établir. S'il ne fallait pas se régler d'après ce qui avait fait l'engouement des générations modernes et qui avait été stigmatisé du nom d'erreur par Pie IX, alors à quoi fallait-il s'en rapporter ? C'étaient toutes les règles de la constitution des Etats et de l'ordre social si déplorablement oubliées qu'il fallait exposer. On sait avec quelle maîtrise et quel grand art Léon XIII a élevé ce monument dans ses Encycliques.

Mais de toutes les questions, il va sans dire qu'il n'avait pas échappé à sa perspicacité que la plus urgente à résoudre et sur laquelle il importait le plus de faire la lumière parce qu'il en découlait les conséquences les plus graves et qu'on y avait accumulé le plus d'obscurité, était la question sociale proprement dite et, dans cette question, ce qui en était le côté le plus irritant, la situation des travailleurs.

« C'est dans la question du travail, a dit Lacordaire, que toute servitude a sa racine ; c'est la question du travail qui a fait les maîtres et les serviteurs, les peuples conquérants et les peuples conquis, les oppresseurs de tout genre et

les opprimés de tout nom. Le travail n'étant pas autre chose que l'activité humaine, tout s'y rapporte nécessairement et, selon qu'il est bien ou mal distribué, la société est bien ou mal ordonnée, heureuse ou malheureuse. »

Léon XIII le savait bien, que le travail était loin d'être bien distribué dans la société moderne. Pas une de ses encycliques publiées à peu près régulièrement chaque année depuis son élévation au Souverain Pontificat qui ne portât la trace de cette persuasion.

Aussi l'œuvre des sociologues catholiques non seulement en France, mais dans les principaux pays d'Europe, pour ramener à ses véritables lois la distribution du travail et remettre l'ordre social sur ses légitimes bases, était-elle l'objet de sa plus vigilante attention. C'étaient, en Allemagne, les continuateurs de Ketteler, en Autriche, le baron de Vogelsang, en Angleterre, Manning, en Suisse, M. Decurtins et Mgr Mermillod, en Belgique, Mgr Doutreloux, comme en France, M. de Mun et M. Harmel, qui s'étaient faits les apôtres de cette reprise de possession des idées chrétiennes et qui réjouissaient les regards du Pasteur de l'Eglise universelle. Non seulement il ne manquait pas une occasion de les couvrir de sa bienveillance, mais, sentant bien que le moment allait venir où il faudrait prendre parti, où il faudrait que l'Eglise dit officiellement son mot dans le grand conflit contemporain, il voulut les rapprocher de lui. Ils s'étaient constitués depuis quelques années en une sorte de Comité international d'études connu sous le nom

d'Union de Fribourg: Il voulut que leur Président, Mgr Mermillod, se fixât à Rome pour être leur interprète, en attendant qu'il le plaçât à la tête d'une commission chargée de préparer le grave document qu'il méditait.

Cependant les événements se précipitaient, et à mesure que le courant démagogique ou collectiviste entraînait à leur perte les ouvriers désemparés, le bras de Léon XIII s'étendait toujours plus avant pour les retenir et leur donner des marques toujours plus grandes d'intérêt.

Les années 1884 à 1890 sont le beau moment de la question sociale. Après le vote de la loi française sur les syndicats professionnels qui fut, nous l'avons vu, l'effort du monde politique pour répondre aux besoins du moment, la question sociale était tellement à l'ordre du jour que tout en était plein, que toutes les consciences en étaient remuées. C'est aussi le moment où se dessina à fond l'attitude de Rome, parallèlement au mouvement ascensionnel des catholiques sociaux. C'est alors que le Pape reçut les premiers groupes d'ouvriers venus à Rome en pèlerinage et, par une extraordinaire innovation, leur fit les honneurs souverains au Vatican ; c'est alors que, résistant aux sollicitations contraires, il laissa tomber, au milieu de l'incertitude générale, une sentence favorable à l'ordre américain des Chevaliers du travail ; alors enfin qu'il écrivit à Guillaume II son admirable lettre à l'occasion de la Conférence internationale de Berlin. Quant aux catholiques sociaux, c'est le moment de leurs assises de Liège, de ces fameux Congrès qui ont

laissé une trace impérissable et qui sont une date de l'histoire.

Arrêtons-nous un moment, pour l'intelligence des controverses catholiques, sur celui de 1890. Il fut incomparable par la majesté de l'assemblée, le nombre des notabilités présentes, non moins que par l'importance des idées exprimées et des résolutions prises.

Prince de l'Eglise, évêques, prêtres, publicistes, grands seigneurs, députés, gentilshommes, propriétaires, patrons, hommes d'études et hommes d'action étaient là : toutes les nations, Espagne, Angleterre, Suisse, Italie, France, Allemagne, Autriche, Hollande, Pologne même, étaient représentées (1). On nomma, en effet, présidents d'honneur : Son Eminence le cardinal archevêque de Malines ; le prince de Lœwenstein ; M. le duc d'Ussel, sénateur belge, le comte de Blome, membre de la Chambre autrichienne des seigneurs ; le marquis de la Tour-du-Pin Chambly ; lord Ashburnham, pair d'Angleterre ; M. le Dr Decurtins, député suisse ; le prince Sapieha (Pologne). Vice-présidents : le comte de Kuefstein (Autriche) ; M. Rodriguez de Cepeda (Valence) ; le comte Medolago-Albani (Bergame-Italie) ; Westerwondt (Amsterdam) ; Lecour-Grandmaison, député français ; le comte Félix de Loë (Prusse Rhénane) ; le docteur J. Bachem, membre du Reichtag.

Les personnalités qui n'avaient pu être présentes, comme les cardinaux Gibbons, Manning,

(1) Compte rendu de l'*Association catholique*, octobre 1890.

Mermillod, Langénieux, le comte de Mun, avaient envoyé des lettres d'adhésion très explicites, dont quelques-unes renfermaient tout un programme social.

Le cardinal Langénieux, qui le premier avait conduit à Rome les industriels en 1885 et les ouvriers en 1887, disait en parlant du Congrès :

« Cet acte si glorieux pour nous sera une consolation pour notre bien-aimé père Léon XIII, car ce saint Pontife n'a rien plus à cœur que de nous voir traduire ses pensées intimes et ses fermes volontés de prendre en main la cause populaire d'où dépend le salut de la civilisation contemporaine, qui marche aux abîmes, tout enivrée d'orgueil et de richesse, reniant Dieu après l'avoir ravi aux ouvriers. »

Toute la substance de ce qu'avaient élaboré dans leurs réunions, leurs écrits, les catholiques sociaux, sur l'organisation du travail, la famille, la propriété, le capital, fut exprimée et formulée dans ce Congrès, après les plus brillantes passes d'éloquence, où prirent part Mgr Doutreloux, évêque de Liège, Mgr Korum, évêque de Trèves, Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier, l'abbé Winterer, l'abbé Pottier, M. Léon Harmel, le comte de Kuefstein, M. Hellepute, le marquis de la Tour-du-Pin, le Père de Pascal, Mgr Baghshawe, évêque de Nottingham, le comte de Waldbott, etc.

Ce fut comme la préface de l'Encyclique *Rerum novarum*.

Une telle démonstration et surtout les raisons si solides apportées par les orateurs devaient

faire, semble-t-il, l'unité d'opinion parmi les catholiques. Mais on se bute d'autant plus dans une attitude que la bataille qui se livre autour est plus ardente. L'opposition conservatrice, qui avait son foyer en France et qui depuis quelques années s'exerçait contre M. de Mun, essaya de faire entendre timidement sa voix au Congrès par l'organe des Pères Forbes et Caudron, jésuites, du Père Ludovic de Besse, capucin, et de M. Auguste Roussel. Ils n'eurent, on s'en doute bien, aucun succès.

Mais l'irritation était très grande dans leur parti. A quelques jours de là, elle se traduisit dans un congrès de légistes, autrement dit, de jurisconsultes catholiques, réuni à Angers, sur l'initiative de Mgr Freppel, pour prendre la revanche du Congrès de Liège et apporter les contradictions de l'esprit de système à l'affirmation solennelle du droit social chrétien.

Franchement, quelles objections sérieuses pouvaient faire les adversaires du catholicisme social si les sentiments qu'ils exprimaient pour le peuple étaient sincères ? Etant catholiques, ils protestaient de leur profond amour pour les humbles, de leur ardente sympathie pour les travailleurs. Ils rappelaient volontiers que Jésus-Christ avait travaillé et que cela suffisait pour leur rendre cette fonction du travail sacrée. Mais quand on arrivait au fait, ils parlaient surtout de l'intérêt qu'ils portaient à l'âme de l'ouvrier, du soin qu'il y avait à prendre pour le moraliser, pour lui faciliter l'accomplissement des devoirs de la vie chrétienne. C'est par là qu'a-

vaient commencé les industriels du Nord, et je me garderais bien de dire que ce ne fût rien. Mais quand on passait aux besoins matériels, on changeait un peu d'antienne. On voulait bien être charitable, on voulait bien prêter la main à des institutions d'assistance et de prévoyance : on consentait difficilement ou même pas du tout à aller au delà.

Or, sans examiner pour le moment si même chez les patrons qui seraient animés de cet esprit et agiraient en conséquence, cela serait suffisant, il n'y a pas de doute que cela ne saurait résoudre la question pour l'ensemble des travailleurs et ne serait d'aucune efficacité pour la multitude d'ateliers et d'usines d'où est complètement banni l'esprit chrétien. Il faut donc y suppléer par quelque chose, et ce quelque chose ne peut être que la loi.

C'était là précisément la pierre d'achoppement. Au lieu de l'anarchie de la libre concurrence, de la duperie du libre contrat, les catholiques sociaux voulaient l'ordre, c'est-à-dire la protection du faible par le pouvoir. Le catholicisme des opposants, je le répète, aurait dû, semble-t-il, les faire acquiescer à ce principe. Mais en dehors des cas où il y a abus à réprimer et à exercer le rôle de gendarme, ils ne voulaient pas entendre parler de l'intervention de l'Etat, parce que c'était la violation des principes sacro-saints de l'économie libérale classique et qu'en outre, derrière l'Etat, c'était l'ouvrier qui intervenait dans le règlement des questions du travail, au lieu de jouer le rôle d'instrument

inconscient et passif qui était le seul qui lui convenait.

Un des pontifes de l'économie libérale avait lancé dans la circulation le mot de « socialisme d'Etat ». Chaque fois qu'une mesure équitable était proposée pour arrêter un peu la frénésie d'exploitation dont tant de pauvres gens étaient victimes, pour limiter la durée du travail, par exemple, ou régler le travail de nuit, on criait au socialisme d'Etat. Le mot tenait lieu de tout, répondait à tout. Ce fut le grand dada des légistes d'Angers, qui ne trouvaient pas mauvais qu'on eût fait de la puissance de l'Etat la plus formidable machine d'accaparement et d'oppression au service de l'oisiveté et de la richesse, et qui se voilaient la face à la pensée qu'on pût la faire servir à la protection de la faiblesse indigente et du travail.

Angers ne fut pas la revanche de Liège. Le public y fit à peine attention. Mais il en sortit une petite chapelle, la *Société catholique d'Economie politique et sociale*, qui profita, quelque temps après, de l'assemblée annuelle du comité de M. Chesnelong pour se faire délivrer des lettres de naturalisation.

C'était quinze jours à peine avant la publication de l'Encyclique. Le document était dans l'air. De tous côtés on en parlait, on l'annonçait. Les conservateurs, déjà tout troublés par les atteintes du ralliement, commençaient à craindre que ce qu'on disait ne fût vrai, que Rome, sortant des indications générales fournies au gré des circonstances, n'intervînt par une démarche

directe et spéciale dans la question pendante des rapports entre le capital et le travail. Mgr Freppel, qui avait pris parti avec la fougue qui lui était habituelle et dont l'esprit, dans les controverses, avait plutôt reculé, eut la naïveté ou la présomption de faire le voyage de Rome pour essayer de parer le coup. Il dut à son caractère d'évêque d'avoir une audience. Sans cela, comme d'autres personnages qui allèrent à Rome dans le même but, il n'aurait pas même été reçu.

« Les temps étaient accomplis (1) ». Le libéralisme avait assez fait de ravages. Le 15 mai 1891 éclata comme un coup de tonnerre l'Encyclique *Rerum novarum*.

IV

Elle avait pour objet, selon le titre même, la condition des ouvriers.

Le Pape ne dissimulait pas que la question était difficile à résoudre.

« Il est difficile, en effet, de préciser avec justesse les droits et les devoirs qui doivent à la fois commander la richesse et le prolétariat, le capital et le travail. D'autre part, le problème n'est pas sans danger, parce que trop souvent des hommes turbulents et astucieux cherchent à en dénaturer le sens et en profitent pour exciter les multitudes et fomenter des troubles. Quoi qu'il en soit, nous sommes persuadé, et tout le monde en convient, qu'il faut, par des mesures promptes et

(1) *Le Pape, les catholiques et la question sociale*, par Léon Grégoire, chez Perrin.

efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritée.

« Le dernier siècle a détruit, sans rien leur substituer, les corporations anciennes, qui étaient pour eux une protection ; tout principe et tout sentiment religieux ont disparu des lois et des institutions publiques, et ainsi, peu à peu, les travailleurs isolés et sans défense se sont vus avec le temps livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. Une usure dévorante est venue ajouter encore au mal. Condamnée à plusieurs reprises par le jugement de l'Eglise, elle n'a cessé d'être pratiquée sous une autre forme par des hommes avides de gain, d'une insatiable cupidité. A tout cela il faut ajouter le monopole du travail et des effets de commerce, devenus le partage d'un petit nombre de riches et d'opulents qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires. »

Cette façon de parler n'était pas ordinaire dans la bouche d'un Pape !

La question étant ainsi posée et le mal constaté, Léon XIII ramenait tous les développements de l'Encyclique à trois chefs : la réfutation des faux systèmes proposés comme remède, c'est-à-dire du socialisme, et l'affirmation énergique de la légitimité de la propriété individuelle ; l'action de l'Eglise, avec un large tableau de ce que l'histoire montre qu'elle a fait pour les humbles ; l'action des pouvoirs publics d'un côté, des associations privées de l'autre ; il terminait par un appel au zèle et au dévouement empressé de tous.

Pour faire connaître quelques-uns des détails dans lesquels entrait le document pontifical, je

transcrirai les lignes suivantes prises dans « l'Adresse » que la rédaction de l'*Association catholique* envoya immédiatement au Saint-Père :

« L'Encyclique *de Conditione opificum* ne laisse plus planer une seule ombre sur la doctrine apostolique touchant les points les plus controversés du problème social contemporain. Le rôle tracé à l'action des Pouvoirs publics en ce qui concerne le repos dominical, la juste limitation de l'effort à obtenir de l'homme, le ménagement des forces physiques et des intérêts moraux de l'enfant, le respect de la nature délicate et de la mission domestique de la femme, l'équitable rémunération du travail, les garanties et la protection dues à l'ouvrier dans les accidents, la maladie et la vieillesse, enfin la formation de ces conseils d'arbitrage et mieux encore de ces corporations professionnelles, organes communs des droits et des intérêts des patrons et des ouvriers auxquels incomberait l'établissement des conditions du travail dans les diverses professions, en un mot, cette heureuse conciliation de la liberté individuelle et de la liberté de l'association avec l'intérêt social dans l'organisation chrétienne du travail : tels sont les points sur lesquels Votre Sainteté daigne s'exprimer avec une autorité qui ne saurait pas comporter de doute aussi bien dans les âmes fidèles que chez les économistes et les hommes d'Etat, soucieux de ramener l'ordre et la paix dans notre société bouleversée par les errements économiques et politiques des contempteurs du christianisme. »

L'Encyclique causait aux rédacteurs de l'*Association catholique* une grande satisfaction. Ils ne le cachaient pas dans la suite de l'Adresse :

« Organe pendant quinze ans des Etudes sociales de l'Œuvre française des cercles catholiques d'ouvriers

qu'à plusieurs reprises Votre Sainteté a daigné honorer de Ses bénédictions et de Ses encouragements, la Revue l'*Association catholique*, qui continue sa publication dans le but de tracer pour la France la voie à une réorganisation chrétienne de ses institutions sur la base de la représentation sincère des droits et des intérêts professionnels, dépose aux pieds de Votre Sainteté l'hommage de sa joie et de sa reconnaissance. »

Cette satisfaction fut générale et se manifesta de diverses manières dans le camp des catholiques sociaux. Elle s'étendit aussi à la presque unanimité des catholiques qui avaient acclamé les conseils du cardinal Lavigerie et s'étaient ralliés à la République. Ils furent rares les conservateurs proprement dits qui par sagesse avaient cru devoir cesser leur opposition à la forme républicaine du gouvernement et ne se convertirent pas en même temps aux réformes sociales; de même, petit fut le nombre des monarchistes qui étaient déjà acquis ou se rangèrent au principe des réformes et ne voulurent pas désarmer dans leur opposition politique. Les deux concepts de République et d'amélioration du sort du peuple commençaient à aller ensemble et semblaient n'avoir jamais fait qu'un dans l'esprit de ceux qui acceptaient la politique nouvelle. Leur accueil à l'Encyclique fut donc bienveillant et, chez tous les jeunes, enthousiaste. On l'a vu par ce que j'ai rapporté des initiatives qui suivirent le toast d'Alger.

Mais réciproquement, à quelques rares exceptions près, l'accueil de ceux qui repoussaient déjà l'idée de République fut de glace. Chez les

dirigeants, il fut même irrité et empreint d'une indignation qui, en quelques minutes, fit déchoir en eux la vénération due au Souverain Pontife, de toute la hauteur où tant de luttes pour sa liberté et pour la défense de la cause religieuse l'avaient élevée dans le cœur de tous les fidèles. Seulement on ne pouvait pas traiter le Pape comme on avait traité le cardinal Lavigerie. A lui ce n'était pas de la déférence que l'on devait, c'était l'obéissance, et on ne pouvait s'en affranchir sans scandale. On imagina donc de dire qu'on obéissait, tout en désobéissant. On inaugura cette politique déloyale qui devait faire tant de ravages parmi les catholiques et qui constituera dans l'histoire un épisode si humiliant pour notre foi.

Ainsi on prit le document pontifical et, tout en multipliant les protestations de respect à son égard, on s'appliqua à en diminuer la valeur et l'importance. Etait-ce un document *ex cathedra ?* Le Pape, en l'écrivant, avait-il été infaillible ? Dans ses invectives contre l'exploitation et l'usure, dans ses allusions pathétiques à la condition misérable des travailleurs, y avait-il autre chose qu'un développement oratoire familier aux prédicateurs et conventionnellement empreint d'exagération ? D'autre part, en y regardant de bien près, l'Encyclique disait-elle tout ce qu'on lui faisait dire ? Les catholiques sociaux avaient-ils raison d'en triompher tant que cela ? Toutes leurs doctrines y sont-elles recommandées ? N'y seraient-elles pas plutôt condamnées ?

C'est par cet art savant que les casuistes conservateurs tournaient la Constitution pontificale qu'ils n'avaient pu empêcher et excitaient, surtout par le dernier trait, l'indignation de M. Eugène Veuillot qui avait toujours chaudement appuyé l'apostolat de M. de Mun :

« Il ne s'agit pas de procéder par des insinuations, inductions, généralités, procès de tendance. Nous avons produit des faits : sont-ils vrais ou faux ? Nous avons donné des citations, étaient-elles exactes ? Nous avons indiqué certaines réformes comme nécessaires, dites lesquelles ? Nos textes étaient précis et clairs : s'ils vont à l'encontre des conclusions de l'Encyclique, pourquoi ne pas nous les opposer ?

« On ne nous opposera rien, parce que, nous inspirant de ce qu'avait déjà fait et dit le Pape ; considérant les recherches, les travaux, les œuvres qu'il avait encouragés ; jugeant avec impartialité l'état des choses et des esprits dans le monde du travail, nous ne nous sommes sur aucun point écartés des enseignements, des traditions, des sollicitudes de l'Eglise, sur ces matières. Oui, de tout ce que nous avons dit sur l'école économique classique, sur le caractère de l'intervention de l'Etat, la limitation du travail, les questions de salaire, de morale, de charité, de justice, il n'est rien que nous ne puissions appuyer loyalement, sans forcer, sans solliciter les textes, sur l'Encyclique ».

Cet effort pour tourner les directions sociales du Saint-Père et même, nous venons de le voir, pour les faire servir contre leur but, était à l'adresse d'une élite. Pour la masse, c'était à la fois plus délicat et plus facile. Comment prévenir le peuple contre un document qui était tout en

sa faveur ? Comment indisposer les ouvriers, tout conservateurs qu'ils pussent être, contre un plaidoyer aussi ému de pitié pour leur condition, contre une proclamation aussi solennelle de leurs droits ? Il était évident qu'au bout de peu de temps, grâce à la propagande que le clergé et les laïques zélés n'allaient pas manquer de faire, l'encyclique sur la condition des ouvriers allait devenir populaire, et qu'une fois les premières conquêtes faites, aucun sophisme ne pourrait en arrêter le cours. L'opération était donc délicate, mais par ailleurs elle était très facile. Il n'y avait qu'à faire le silence sur une question généralement ignorée parmi les conservateurs, et à concentrer l'attention sur les inconvénients de l'acceptation de la République. L'éducation sociale n'était point faite : il suffisait d'empêcher de la faire ; sur la question politique, au contraire, tout le monde avait une opinion : il s'agissait de la maintenir au premier plan.

Le calcul était d'autant plus juste que dans l'esprit de la presque unanimité des Français il y avait identification complète entre l'idée de République et l'idée de réformes sociales ; en sorte que combattre l'une c'était barrer le chemin aux autres.

Aussi dans toute la presse conservatrice, qui avait alors accès, il ne faut pas l'oublier, auprès de la grande majorité des catholiques, l'Encyclique eut-elle à peine une mention. Elle ne fut signalée que pour indiquer que dans ce grave document le Pape venait de condamner le socialisme, et pour insinuer, par la plus grossière

tromperie, que les doctrines de M. de Mun, qu'on affectait d'appeler « le socialisme chrétien », étaient englobées dans cette condamnation. Les réformes sociales étaient de cette façon le socialisme et le désordre, de même que la République était la franc-maçonnerie.

Une fois le document pontifical ainsi éludé ou défiguré, on reprit la guerre au ralliement et l'éternel réquisitoire contre la République.

On a vu que ni le désir général d'apaisement, ni les succès extérieurs du gouvernement républicain et l'amitié des nations rendue à la France, ni l'intérêt de la religion et l'appel de tant de voix qui réclamaient en son nom, n'y avaient rien fait. On avait soulevé l'incident Gouthe-Soulard, on avait renversé le ministère : il fallait que tout fût sacrifié à un caprice !

Léon XIII voulant avant tout le salut des âmes et, pour cela, des points de contact entre la religion et le peuple, ne tenait pas plus à l'idée républicaine qu'à autre chose pour refaire entre l'une et l'autre le trait d'union et combler l'abîme qui les séparait. Si les monarchistes avaient voulu revenir à leurs traditions et se faire les apôtres des idées sociales, peut-être n'auraient-ils pas été l'objet d'une si grande désaffection, et le Pape, espérant que par là ils pourraient redevenir populaires et rendre en même temps quelque chose de cette popularité à la religion dont ils se réclamaient, leur aurait-il fait crédit encore quelque temps et aurait-il attendu que le peuple, entre des adversaires qui se seraient disputé la

gloire de le servir, se fût définitivement prononcé. Mais ils étaient loin de compte, on le sait, et au moment où nous sommes arrivés, il était trop tard, le choix était fait.

De même qu'ils rejetaient en bloc les réformes sociales et la République, le peuple ne concevait pas qu'on pût être partisan des unes sans être partisan de l'autre, et qu'on pût lui vouloir quelque bien sans être républicain. Il ne concevait pas qu'il pût y avoir un désir de progrès sincère en dehors de la République, qui était l'aboutissant de tant d'années de lutte contre la réaction ; et si les conservateurs faisaient de l'opposition à la République un moyen d'opposition aux réformes, le peuple faisait de son acceptation une condition *sine qua non* d'avoir le droit de les réclamer.

Cette question de l'acceptation de la République était, en définitive, accessoire, mais, dans le cas, elle avait une grande importance et, n'étant pas résolue, elle arrêtait tout. Toute la vie de l'Eglise, toute l'influence d'un clergé bien intentionné, toute la prospérité d'un peuple était donc suspendue à une formalité ! Tout l'avenir d'une grande nation était compromis par des querelles futiles auxquelles des gens qui se réclamaient de la religion du Christ ne voulaient pas mettre un terme !

Il y avait dans l'esprit de Léon XIII, quand il se représentait cela, de l'étonnement, de la tristesse, et il voulut avoir confiance qu'on ouvrirait enfin les yeux s'il intervenait personnellement.

Il le fit par une série d'actes éclatants et énergiques, qui venaient autant du sentiment de sa responsabilité que d'une pensée longuement mûrie par la réflexion.

V

Le premier et le plus important de ces actes fut l'Encyclique du 16 février 1892 aux « Archevêques, Evêques, au clergé et à tous les catholiques de France ».

Elle débute par ces paroles empreintes des grands sentiments dont le cœur de ce magnanime Pontife était rempli :

« Au milieu des sollicitudes de l'Eglise universelle, bien des fois dans le cours de Notre Pontificat, nous nous sommes plu à témoigner de notre affection pour la France et pour son noble peuple. Et nous avons voulu, par une de nos Encycliques encore présente à la mémoire de tous, dire solennellement, sur ce sujet, tout le fond de notre âme. C'est précisément cette affection qui nous a tenu sans cesse attentif à suivre du regard, puis à repasser en nous-même l'ensemble des faits, tantôt tristes, tantôt consolants, qui depuis plusieurs années se sont déroulés parmi vous.

« En pénétrant à fond, à l'heure présente encore, la portée du vaste complot que certains hommes ont formé d'anéantir en France le Christianisme, et l'animosité qu'ils mettent à poursuivre la réalisation de leur dessein, foulant aux pieds les plus élémentaires notions de liberté et de justice pour le sentiment de la majorité de la nation, et de respect pour les droits inaliénables de l'Eglise catholique, comment ne serions-nous pas saisi

d'une vive douleur ? Et quand nous voyons se révéler, l'une après l'autre, les conséquences funestes de ces coupables attaques qui conspirent la ruine des mœurs, de la religion et même des intérêts politiques sagement compris, comment exprimer les amertumes qui nous inondent et les appréhensions qui nous assiègent ? »

L'Encyclique, assez brève, renfermait deux idées : l'avenir de la France n'est si menacé que parce qu'il y a entre les honnêtes gens désaccord sur la forme du gouvernement ; que l'accord se fasse d'après les enseignements des faits, du bon sens et, pour les catholiques, de l'usage traditionnel de l'Eglise, et l'avenir de la France sera assuré.

« Divers gouvernements politiques se sont succédé en France durant le cours de ce siècle, et chacun avec sa forme distinctive : empires, monarchies, républiques. En se renfermant dans les abstractions, on arriverait à définir quelle est la meilleure de ces formes, considérées en elles-mêmes ; on peut affirmer en toute vérité que chacune d'elles est bonne, pourvu qu'elle sache marcher droit à sa fin, c'est-à-dire le bien commun, pour lequel l'autorité sociale est constituée ; il convient d'ajouter finalement qu'à un point de vue relatif, telle ou telle forme de gouvernement peut être préférable, comme s'adaptant mieux au caractère et aux mœurs de telle ou telle nation. Dans cet ordre d'idées spéculatif, les catholiques, comme tout citoyen, ont pleine liberté de préférer une forme de gouvernement à l'autre, précisément en vertu de ce qu'aucune de ces formes sociales ne s'oppose par elle-même aux données de la saine raison, ni aux maximes de la doctrine chrétienne.

. . . .

« Dans toute hypothèse, le pouvoir civil, considéré

tel, est de Dieu, et toujours de Dieu : *car il n'y a point de pouvoir si ce n'est de Dieu* (1).

« Par conséquent, lorsque les nouveaux gouvernements qui représentent cet immuable pouvoir sont constitués, les accepter n'est pas seulement permis, mais réclamé, voire même imposé par la nécessité du bien social qui les a faits et les maintient. D'autant plus que l'insurrection attise la haine entre citoyens, provoque les guerres civiles et peut rejeter la nation dans le chaos de l'anarchie. Et ce grand devoir de respect et de dépendance persévérera tant que les exigences du bien commun le demanderont, puisque ce bien est, après Dieu, dans la société, la loi première et dernière.

« Par là s'explique d'elle-même la sagesse de l'Eglise dans le maintien de ses relations avec les nombreux gouvernements qui se sont succédé en France, en moins d'un siècle, et jamais sans produire des secousses violentes et profondes. Une telle attitude est la plus sûre et la plus salutaire ligne de conduite pour tous les Français, dans leurs relations civiles avec la République, qui est le gouvernement actuel de leur nation. Loin d'eux ces dissentiments politiques qui les divisent ; tous leurs efforts doivent se combiner pour conserver ou relever la grandeur morale de leur patrie. »

Après avoir donné cet enseignement, le Saint-Père daignait réfuter une objection grossière qui depuis quinze mois remplissait les journaux conservateurs. Accepter la République, c'était, disaient-ils, accepter tout ce qu'elle a fait. Le Pape répondait qu'une forme de gouvernement était indépendante des hommes qui momentanément la personnifiaient, qu'il fallait distinguer entre « les pouvoirs constitués » et la « législation ».

. . . .

(1) Non est enim potestas nisi a Deo. (Rom. XIII, 1.)

Il évoquait, en passant, l'exemple des premiers chrétiens et, s'appuyant sur un texte de saint Augustin, les montrait respectueux du gouvernement d'empereurs tels que Julien, sauf à résister quand on leur demandait de brûler de l'encens devant les idoles.

Après un mot très catégorique sur le péril de la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la nécessité du maintien du Concordat, il concluait en exprimant l'espoir que cette Lettre opérerait l'accord tant désiré, « dissiperait les préjugés de plusieurs hommes de bonne foi, faciliterait la pacification des esprits, et, par elle, l'union parfaite de tous les catholiques pour soutenir la grande cause du Christ, *qui aime les Francs* ».

« Quelle consolation pour Notre cœur de vous encourager dans cette voie et de vous contempler tous répondant docilement à Notre appel ! »

Cette consolation devait lui être donnée, mais hélas ! pas sans mélange, ni pour longtemps !

L'Encyclique une fois promulguée, il restait à donner son vrai sens pratique à la Déclaration des Cardinaux derrière laquelle s'abritaient les turbulents, et à abattre deux organisations capables de dévoyer les catholiques, celle de M. Chesnelong et celle de Mgr Fava.

Le 3 mai, il écrivait aux six Cardinaux signataires de la déclaration :

« .. Le bien commun de la société l'emporte sur tout autre intérêt... Lors donc que, dans une société, il existe un pouvoir constitué et mis à l'œuvre, l'intérêt commun se

trouve lié à ce pouvoir, et l'on doit, pour cette raison, l'accepter tel qu'il est. C'est pour ces motifs et dans ce sens que nous avons dit aux catholiques français : Acceptez la République, c'est-à-dire le pouvoir constitué et existant parmi vous ; respectez-la, soyez-lui soumis comme représentant le pouvoir venu de Dieu...

« L'honneur et la conscience réclament, en tout état de choses, une subordination sincère aux gouvernements constitués ; il la faut au nom de ce droit souverain, indiscutable, inaliénable, qui s'appelle la raison du bien social. Qu'en serait-il, en effet, de l'honneur et de la conscience s'il était permis au citoyen de sacrifier à ses visées personnelles et à ses attachements de partis les bienfaits de la tranquillité publique ?..

« Les hommes qui subordonneraient tout au triomphe préalable de leur parti respectif, fût-ce sous le prétexte qui leur paraît le plus apte à la défense religieuse, seraient dès lors convaincus de faire passer, en fait, par un funeste renversement des idées, la politique qui divise avant la religion qui unit. Et ce serait leur faute, si nos ennemis exploitant leurs divisions comme ils ne l'ont que trop fait, parvenaient finalement à les écraser tous. »

Le 15 mai, M. Chesnelong, à une vague protestation de dévouement faite à l'occasion et au nom de l'Assemblée annuelle de ses Comités, recevait la réponse suivante du cardinal Rampolla :

« Le Saint-Père a accueilli avec satisfaction les protestations d'absolu dévouement des catholiques français étroitement unis pour la défense de la liberté religieuse ; et, dans la ferme confiance qu'ils suivront à cet effet la conduite tracée dans ses dernières lettres pontificales, en se plaçant sur le terrain constitutionnel, il leur envoie, avec une paternelle affection, la bénédiction apostolique. »

Un silence morne accueillit cette lecture. Le soir même, l'*Union de la France chrétienne* annonçait par l'organe de M. Chesnelong que le terrain de neutralité politique sur lequel elle s'était placée ne paraissant pas répondre aux désirs exprimés par le Saint-Père » elle cessait d'exister.

Le 22 juin, ce fut le tour de Mgr l'Evêque de Grenoble, qui, on s'en souvient, avait voulu constituer un parti catholique prétendant, ou à peu près, à l'universalité des droits et réclamant l'universalité des pouvoirs. Le Saint-Père lui écrivit en substance : Les catholiques ne sont pas tout !

Voici ses paroles :

« Tout en se tenant ferme dans l'affirmation des dogmes et pur de tout compromis avec l'erreur, il est de la prudence chrétienne ne pas repousser, disons mieux, de savoir se concilier dans la poursuite du bien, soit individuel, soit surtout social, le concours de tous les hommes honnêtes.

« La grande majorité des Français est catholique. Mais parmi ceux-là mêmes qui n'ont pas ce bonheur, beaucoup conservent malgré tout un fonds de bon sens, une certaine rectitude que l'on peut appeler le sentiment d'une âme naturellement chrétienne. Or, ce sentiment élevé leur donne, avec l'attrait du bien, l'aptitude à le réaliser, et plus d'une fois, ces dispositions intimes, ce concours généreux leur sert de préparation pour apprécier et professer la vérité chrétienne. Aussi n'avons-nous pas négligé dans nos derniers actes de demander à ces hommes leur coopération pour triompher de la persécution sectaire, désormais démasquée et sans frein, qui a conjuré la ruine religieuse et morale de la France.

« Quand tous s'élevant au-dessus des partis, concerteront dans ce but leurs efforts, les honnêtes gens avec leur sens juste et leur cœur droit, les croyants avec les ressources de leur foi, les hommes d'expérience avec leur sagesse, les jeunes gens avec leur esprit d'initiative, les familles de condition avec leurs générosités et leurs saints exemples ; alors le peuple finira par comprendre de quel côté sont ses vrais amis et sur quelles bases durables doit reposer le bonheur dont il a soif ; alors il s'ébranlera vers le bien, et dès qu'il mettra dans la balance des choses sa volonté puissante, on verra la société transformée tenir à honneur de s'incliner d'elle-même devant Dieu pour contribuer à un si beau et si patriotique résultat. »

En même temps, coup sur coup, il adressait des félicitations au comte de Mun, la première fois par le cardinal Rampolla, la seconde fois personnellement, pour ses discours de Lille et de Saint-Etienne où l'illustre orateur avait exprimé une adhésion sans réserve à ce que tout le monde appelait maintenant les directions politiques et sociales du Saint-Siège.

De ces démonstrations successives et si énergiques, l'opposition monarchique reçut un coup sérieux. Beaucoup firent comme M. de Mun. Ils étaient royalistes; mais ils étaient avant tout catholiques et dévoués au bien de la société et à la cause du peuple. Ils étaient donc capables de comprendre et de pratiquer cette vérité que M. Paul Lapeyre traduit quelque part en ces magnifiques termes :

« Quand on est gentilhomme, on doit mettre sa loyauté à rester fidèle à la cause la plus noble. Fidèle au roi,

c'est très bien ; mais il y a deux manières de l'entendre, car il y a dans le roi deux choses à considérer : son individualité privée et son autorité, ou plutôt sa fonction sociale. Etre fidèle à une individualité ne dépasse pas le mérite d'un bon valet. Assurer le service d'une fonction auguste et nécessaire, c'est soutenir l'autorité dans ce qu'elle a de plus utile et de plus vivifiant, c'est s'associer à l'œuvre de la Providence elle-même dans le gouvernement des sociétés. Le mot du duc d'Aumale au maréchal Bazaine : « Après Sedan il restait la France », Léon XIII en a fait une application d'un sens identique à des circonstances autres, mais analogues. Après la Révolution de 1789, après celles de 1830, de 1848 et de 1870, après la mort du comte de Chambord et l'obstination du suffrage universel à conserver la République, il y a autre chose à faire qu'à se croiser les bras et à se lamenter sur des ruines qu'on ne prend d'ailleurs aucun moyen efficace de relever : il reste, en France, la patrie qu'il faut restaurer et servir. L'abandonner serait la pire des infidélités, comme la plus noire des trahisons et le plus sot des calculs...

« Le service éclairé et dévoué du peuple, qui découle à la fois et de nos devoirs religieux et de nos devoirs politiques, nous avons vu qu'il a reçu de nos jours, des circonstances historiques, un nom particulier. Le peuple qui est bien assurément le plus intéressé, appelle cela : la République. Puisqu'il en est ainsi, il faut en prendre son parti, s'incliner de bon gré devant le mot et devant la chose et se dire tout bas, — ou tout haut, — que ce sont nos fautes, celles de nos ancêtres, à nous royalistes, qui nous ont dépouillés du plus beau des titres, celui de défenseur du peuple. Il y a un enseignement qui nous a été donné par Celui qui se glorifie « de faire la loi aux rois et de leur donner quand il lui plaît de grandes et de terribles leçons ». Le Pape a dégagé cette leçon selon son droit et son devoir, et il nous a dit en termes plus

courtois que je ne fais ici, mais non moins nets : Puisqu'en votre qualité de serviteurs de la Monarchie vous avez été infidèles à votre mission divine, vous serez déchus du pouvoir ; mais vous pourrez y acquérir de nouveaux droits en servant avec dévouement les intérêts des classes souffrantes à titre de citoyens de la République.

« Pourquoi, ajoute M. Lapeyre, ne servirions-nous pas la République puisque la République symbolise aujourd'hui l'ensemble de nos devoirs politiques, ce qui fait le fond et le but de tout gouvernement (1) ».

Ah ! pourquoi ? Plus d'un de ceux qui résistaient aurait été bien embarrassé de le dire.

Heureusement, il y en avait beaucoup d'autres, gentilshommes ou non, qui obéissaient avec enthousiasme, qui s'applaudissaient de n'être plus retenus au rivage, de n'être plus captifs des choses mortes, des idées déchues, de pouvoir respirer à pleins poumons l'air pur de la vie qui circule à travers les institutions toujours changeantes des peuples, de pouvoir s'engager enfin sur les larges routes de l'activité et du progrès, que venait de montrer à des catholiques appesantis l'Eglise toujours jeune, par la bouche d'un vieillard de quatre-vingts ans !

(1) Dans le *XXe Siècle*, janvier 1900.

CHAPITRE VI

Le Nouvel Apostolat

I

C'est une belle année que l'année 1892 ! C'est véritablement une année d'aurore. La vigoureuse impulsion de Léon XIII avait jeté le zèle chrétien dans toutes les directions. Le clergé, la jeunesse, les écrivains, les hommes d'œuvres, les ouvriers, pour qui le Pape avait écrit la fameuse encyclique, s'ébranlèrent et, parmi tous ces efforts naquit, comme pour les personnifier dans ce qu'ils avaient de plus caractéristique, la démocratie chrétienne.

Nous allons parcourir les principaux épisodes de cette histoire. Auparavant, puisque j'écris des Souvenirs, on souffrira que je revienne un peu à moi.

Après l'équipée du colonel de l'Eglise, à laquelle Mgr l'Archevêque, ou au moins son entourage, n'avait pas été complètement étranger, je ne pouvais plus rien tenter à Avignon. Je n'avais pour cela ni les moyens matériels, ni la liberté morale nécessaire. Mgr Vigne n'éprouva

aucune difficulté à me permettre de rester à Paris.

Je venais de passer deux ans à l'Institut catholique. Les cours que j'avais suivis avec le plus d'assiduité étaient le cours d'histoire de M. l'abbé Duchesne, le cours de droit civil de M. Jamet, et le cours de théologie du Père Baudier.

Avec le Père Baudier et l'abbé Duchesne, j'étais enfin sorti de l'empirisme du grand séminaire et j'avais vu ce que c'était que la science. L'enseignement du Père Baudier était puissant, logique, lumineux et fort. On sentait, en l'entendant, je ne dirai pas la vérité, mais le bon sens du dogme. M. Duchesne était sobre et pittoresque dans son langage, spirituel, jovial parfois, mais une fois qu'il avait le document en mains, implacable.

L'abbé Loisy faisait le cours d'Écriture Sainte, que je suivais aussi, mais sans goût, parce que la matière de ces deux années manquait un peu d'intérêt : c'était l'histoire du Canon de l'Ancien, puis du Nouveau Testament. C'était une nomenclature et une discussion un peu aride de catalogues, qui ne répondait guère à l'enseignement essentiellement pratique que je désirais. Mais la personne du professeur, par l'extraordinaire subtilité de son esprit, l'étendue de ses connaissances, la probité de sa méthode, sa gravité sacerdotale, la simplicité affectueuse de ses manières, sut m'inspirer autant d'attachement que de considération et d'estime. Mon cœur a saigné plus d'une fois, dans la suite, quand j'ai pensé que, par des coups répétés, on a jeté cet homme dans l'iso-

lement, on a fait autour de lui le vide, on a privé son esprit du contact de la pensée d'autrui, de ce contrôle qu'il appelait lui-même comme tout vrai savant, qui sent, au milieu des difficiles problèmes qu'il soulève, sa propre insuffisance. Peut-être aussi y a-t-il un peu aidé lui-même par ce qu'il avait de sarcastique dans l'esprit et de revêche dans le caractère. Je vois d'ici les trois personnages entre qui durent se résoudre les premiers conflits, le cardinal Richard, Mgr d'Hulst et l'intéressé, l'abbé Loisy : trois natures aussi flexibles que des baguettes de bambou !

L'entre-gens appartenait tout entier au supérieur du séminaire de l'Institut, M. Monier qui, dans tant de circonstances et pour d'autres que pour l'abbé Loisy, remplit le rôle de conciliateur. Il était adoré des élèves, qui lui étaient reconnaissants de ses bontés incessantes non moins que des services que sa grande capacité lui permettait de leur rendre.

Je passai deux ans sous son gouvernement paternel, heureux dans une maison où le présent parlait à mon esprit comme le passé à mon imagination et à mon cœur, où dominait la grande figure de Mgr d'Hulst et où était encore vivante partout l'illustre mémoire du Père Lacordaire. C'est là que le célèbre dominicain avait établi son premier couvent de Paris. Sa cellule, où sont gardés comme des reliques divers objets qui lui ont appartenu, a été transformée en une chapelle où la première année je disais la messe tous les matins. La deuxième année, je descendais à la crypte où un autel a été dressé parmi

les ossements des victimes des fameux massacres des Carmes, et sur le chemin de laquelle se trouve la grosse croix sur laquelle se faisait de temps en temps attacher le même Père Lacordaire.

Je quittai cette maison pour entrer dans une autre où, grâce aux esprits cultivés que je rencontrai, je pus continuer ma formation. Un matin des derniers jours de l'année 1891, le directeur de l'école Fénelon, M. Girodon, vint trouver M. Monier pour lui demander s'il ne pourrait pas mettre provisoirement à sa disposition un séminariste pour être directeur de sa classe de quatrième. Ce séminariste fut moi, et le provisoire en question, comme cela arrive quelquefois, devait durer six ans.

Voici quelles furent mes fonctions : faire chaque soir la lecture spirituelle, et tout le reste de la journée m'occuper, dans un cadre très large, à ma discrétion. En classe, c'est-à-dire au lycée, où on les conduisait, les élèves avaient un professeur, en étude, ils avaient un surveillant ; il me restait la haute direction morale de tout, la responsabilité des études, les rapports avec les professeurs, les répétiteurs, c'est-à-dire plutôt un assujettissement qu'une besogne précise. Les jeudis et les dimanches étaient libres.

Le milieu dans lequel je tombai, intellectuel au premier chef, me conquit du premier coup. Le directeur de l'Ecole, M. l'abbé Girodon, improvisateur brillant, dans la manière de Jules Simon, et homme d'affaires, auteur du remarquable *Exposé de la doctrine catholique* dont

Mgr d'Hulst a écrit la préface; M. l'abbé Boxler, agrégé de grammaire, familier avec le grec comme avec sa langue maternelle; M. l'abbé Sauveplane, assyriologue, collaborateur de la *Revue des Religions*; l'abbé Hébert, passé depuis à l'incrédulité, alors saturé de toute la philosophie contemporaine, curieux de savoir, esprit pénétrant, aussi défiant de la science des autres que sûr de la sienne; l'abbé Rémy, mathématicien, l'abbé Lamarche, l'abbé Gamble, sociologues et hommes d'œuvres ; l'abbé Vignot, l'abbé Ackermann, l'abbé Klein qui n'appartenaient pas à la maison, mais y faisaient des visites fréquentes, ainsi que M. Dibildos, directeur de l'école Gerson, et M. l'abbé Pierre, composaient ce cénacle où se faisait l'échange d'idées le plus varié et le plus véhément.

Dès le début, je rompis des lances avec M. Hébert, qui trouvait bien vieux-jeu le bagage théologique du Père Baudier ; je ne tardai pas à me rendre compte qu'entre sa foi et la mienne il y avait un abîme et que nous n'avions pas du tout le même *credo*. Il avait cependant les mêmes formules, et c'est ce qui rendait avec lui la discussion très difficile. Sous des termes identiques il mettait des idées différentes, et quand j'essayais, ou d'autres de mes confrères, de le faire préciser, il finissait par dire que la différence n'était qu'apparente. Ainsi par « grâce » il entendait un effort d'énergie que les circonstances déterminent, tandis que je disais que c'est en nous ou la vie ou un secours de Dieu; mais la différence n'était qu'apparente si Dieu se confond avec la nature.

Le tort de M. Hébert est d'avoir de bonne heure brisé avec toute donnée antérieure, tout enseignement officiel, toute tradition, et d'avoir voulu par les seules forces de son esprit se rendre compte des choses. On ne s'isole pas impunément dans l'adoration et la culture d'une seule faculté. Au reste, parfait honnête homme dans le sens où l'entendait le dix-septième siècle, élégant, poli, serviable, ayant une teinture de tout et une telle façon de vivre qu'on se trouvait heureux en sa société.

Nous résolûmes à cinq ou six d'étudier en commun les questions sociales, que les progrès du socialisme et l'Encyclique du Saint-Père avaient mises au premier plan de l'actualité. Nous prîmes comme thème le *Socialisme contemporain* de Laveleye, où tour à tour les théories des diverses écoles sont exposées. Nous nous réunissions chez M. l'abbé Lamarche, qui tirait quelquefois de nos discussions la matière d'un article pour la *Concorde,* quand elle fut devenue une revue, et qui, ayant une fort belle voix, les agrémentait assez souvent d'une chanson de Mac-Nab.

Ce milieu de Paris, soit à l'Institut catholique, soit à l'école Fénelon, tout en me rendant service sous tant de rapports, m'avait ôté de mon assurance. Autant je dominais à Avignon, autant ici je me sentais insignifiant. Tous ceux que j'entendais en savaient plus que moi, et leurs conversations me découvraient des domaines non seulement inexplorés pour moi, mais dont je ne soupçonnais même pas l'existence. Je vis com-

bien j'étais en retard, faute d'avoir eu un guide pour diriger mes études; après avoir délibéré quelque temps si je ne laisserais pas les choses pratiques et l'action politique pour refaire à neuf mon instruction, je pris mon parti de continuer dans une voie que je commençais à connaître et de faire mon deuil d'un bagage de science que je ne pourrais peut-être jamais acquérir.

Il y avait alors dans l'air, à Paris, des projets de création de journaux. L'abbé Garnier voulait donner un organe à sa récente fondation de « l'Union nationale ». On disait tantôt qu'il allait créer un journal nouveau, tantôt qu'il allait acquérir le journal *Le Monde*. On attribuait des desseins semblables à M. Piou, à qui je demandai une entrevue. Il écouta avec beaucoup d'intérêt ce que je lui dis sur Avignon. Il me dit : « La situation est la même partout ; il faut faire partout ce que vous avez essayé de faire là-bas ».

La création du journal de l'abbé Garnier devait se faire attendre encore plus d'un an, pendant lequel j'utilisai mes loisirs à faire des conférences aux élèves de l'école Fénelon et à suivre les manifestations du mouvement catholique que l'énergique intervention de Léon XIII venait d'accélérer.

II

Je me fis conduire un jour au siège de l'Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers, qui était alors au 262 du boulevard Saint-Germain.

La porte n'était pas ouverte que je me trouvai en face de Léon Harmel, en tenue de voyage, se disposant à partir. Il me retint un moment, debout, me parla avec volubilité, des ouvriers, des grands séminaires, de Jésus-Christ, du Sacré-Cœur, m'édifia, me charma, et m'étonna.

Nous avons eu depuis des relations suivies. Il n'est point de chrétien dont j'admire plus l'activité, la foi, le désintéressement, le zèle. C'est bien lui qui peut dire à Dieu : *Zelus domus tuæ comedit me*, la soif de votre gloire me dévore ! Et comme la gloire de Dieu se confond avec l'amour du prochain, comme Jésus-Christ s'identifie avec le pauvre, et que le relèvement des humbles est un mouvement parallèle au progrès de l'idée chrétienne, Léon Harmel s'est consacré au service de l'homme du peuple dans la même mesure où il s'est voué à la cause de l'Homme-Dieu qui l'a racheté.

L'organisateur des pèlerinages ouvriers, ce fut lui ; la fondation de plus d'une centaine de Cercles fut son œuvre.

Plus de vingt ans avant l'Encyclique *Rerum novarum*, il avait vu que la question ouvrière est le nœud de la question sociale et par une intuition dont la justesse ne se révéla que très tard, il comprit que la question ouvrière ne serait véritablement résolue que par l'ouvrier. Tandis que MM. de Mun et La Tour-du-Pin faisaient appel au dévouement de la classe dirigeante, Léon Harmel préconisait l'action du semblable sur le semblable, c'est-à-dire de l'ouvrier sur l'ouvrier. Il finit par convertir de Mun, à qui

l'indifférence et l'apathie de la classe dirigeante donnaient des déceptions toujours plus grandes; et c'est cette divergence de point de vue et de méthode, l'apostolat par en haut, d'un côté, l'apostolat par en bas, de l'autre, qui constitue la différence capitale entre l'Œuvre des Cercles et la Démocratie Chrétienne, dont Harmel doit être regardé, aussi bien au point de vue de l'idée qu'au point de vue du fait, comme le principal initiateur.

Son école à lui, ce ne furent ni les livres, ni les maîtres ; ce fut la réalité, c'est-à-dire l'usine du Val-des-Bois, près de Reims, fondée par son père.

« J'ai été élevé, a-t-il dit, au milieu des ouvriers par un père qui, durant sa longue carrière industrielle, s'est autant préoccupé du bonheur de son petit peuple que de la prospérité de son industrie. Dès ma jeunesse, j'ai eu de l'estime et de l'affection pour les travailleurs. Je me sentais attiré vers ces hommes aux mains calleuses, mais au cœur d'or, où l'austérité de la vie, la facile acceptation des conditions pénibles de l'existence, font germer des vertus, banales aux yeux du monde, mais grandes aux yeux de Dieu, d'autant plus héroïques qu'elles sont plus ignorées de ceux qui les pratiquent.
J'étais démocrate par instinct ; sous l'inspiration de Léon XIII, je le suis devenu par raison pour le Christ et pour le peuple. »

Déjà, quelques années avant l'Encyclique, il avait commencé par le commencement, c'est-à-dire par organiser démocratiquement son usine. Parmi ces quinze cents ouvriers, au sein

de son industrie même, il institua une sorte de Parlement qui est devenu une institution classique sous le nom de « Conseil d'Usine. »

« En réunissant quelques hommes délégués par leurs pairs, nous pensions leur ouvrir notre cœur, leur faire comprendre nos pensées, les initier aux affaires et à la marche de notre industrie, pour en faire de véritables coopérateurs. Eux, de leur côté, pouvaient porter parmi leurs camarades le bon esprit dont ils étaient animés et la confiance que nous aurions pu leur inspirer (1). »

En effet, c'est sur le chantier même où il travaille, sur le théâtre de son activité, que l'ouvrier sent le plus rudement sa condition de serviteur et que le pouvoir absolu lui est insupportable. Etablir dans l'atelier une sorte de gouvernement constitutionnel, chose qui paraîtra à plusieurs non seulement chimérique, mais absurde, est le moyen de prévenir bien des conflits, d'empêcher bien des abus et d'apaiser bien des colères.

On ne sera peut-être pas fâché d'avoir là-dessus l'avis exprimé précisément à propos de M. Harmel, par le célèbre professeur de l'Université de Pise, M. Toniolo :

« Constitué par les délégués des ouvriers réunis autour du patron pour proposer et discuter librement, de concert avec l'autorité patronale, tout ce qui touche aux intérêts économiques : les salaires ; aux intérêts professionnels : règlements d'atelier ; aux intérêts moraux : œuvres d'éducation et œuvres sociales, il ne déprime

(1) *Association Catholique*, avril 1903.

point, mais il rehausse l'autorité du chef de l'industrie ; il lui concilie un respect plus profond parce qu'il inspire plus de confiance ; il donne satisfaction à la dignité du travailleur et l'habitue à un sage exercice de sa liberté ; il remplace la suspicion par la confiance ; il réalise une affectueuse coopération qui tourne à l'avantage commun de l'industrie et de ceux qui y sont intéressés. De cette façon, au lieu de la lutte, il crée l'entente spontanée et la paix à l'intérieur de chaque atelier.

« C'est en vain qu'on espérera que la paix s'établisse sincère et durable entre capitalistes et ouvriers, tant qu'elle ne jaillit pas de l'intérieur de l'usine qui est l'organisme élémentaire, le germe vital, le rudiment fondamental de l'industrie d'une nation. La vertu pacificatrice, comme tout travail de régénération, doit venir du dedans plutôt que du dehors ; des fibres intérieures plutôt que de l'ambiance extérieure et par conséquent, du conseil d'usine autant que de tout autre institution économique. »

Et Toniolo concluait :

« Dorénavant, aux industriels trop nombreux qui redoutaient la haine et la lutte des classes, Léon Harmel, en montrant des Conseils d'Usine, pourra dire une fois de plus et bien mieux que Tolstoï : « Le salut est en vous-même ». Et le Pontife des ouvriers pourra répéter son jugement, désormais confirmé par le fait : « C'est par le bas qu'il faut commencer (1) ».

Conformément à ces principes, immédiatement après l'Encyclique, M. Harmel entreprit dans sa région, c'est-à-dire à Reims, un apostolat pratique auprès des ouvriers. Il

(1) *Association catholique*, avril 1903.

s'agissait de porter remède au mal social en rétablissant en leur faveur un équilibre trop arbitrairement rompu au profit du capital. Le salut ne pouvant venir que d'eux-mêmes, il leur fallait prendre conscience de leur valeur, se rendre compte du problème, s'organiser, « joindre leurs forces, selon les paroles de l'Encyclique, pour pouvoir secouer hardiment un joug si injuste et si intolérable ».

L'instrument que Léon Harmel mit dans leurs mains fut le « Cercle d'Etudes ».

Dès la fin de 1891, celui de Saint-Remy était établi. Avec le concours du vaillant curé de cette paroisse, M. l'abbé Baye, et d'un ouvrier serrurier, M. Robert, il avait su éveiller les bons sentiments de quelques travailleurs et leur inspirer le désir d'étudier ces questions que tant d'esprits malavisés ou tant d'ignorants résolvaient pratiquement au plus grand détriment de tous. Il les avait d'abord entraînés au presbytère de Saint-Remy, puis il purent avoir un local, et leur petit groupe fut définitivement constitué.

D'autres cercles se formèrent sur d'autres points de la ville.

Leur fonctionnement était très simple.

« Ainsi que leur nom l'indique, les *Cercles chrétiens d'études sociales* sont avant tout des réunions d'étude et de discussion. L'encyclique sur la Condition des ouvriers est le livre essentiel de la table ou du bureau, celui qui sert de texte à tous les travaux. La présence habituelle d'un prêtre et d'un patron auprès des ouvriers, sans contredire le principe de l'œuvre,

permet à ceux-ci de recourir, s'ils le désirent, à une expérience et à des lumières qui peuvent les aider d'une façon précieuse. Rien de solennel, rien de dogmatique dans ces réunions ; ce sont de libres causeries où chacun apporte ce que les idées et les faits lui ont appris. C'est ainsi que les travailleurs chrétiens, suivant leurs propres paroles, « s'obligent à penser, à se rendre compte, à avoir de la volonté, du caractère, en un mot, à se relever (1). »

Le Cercle d'études rendait accessoirement d'autres services.

« Là est la fonction immédiate du Cercle d'études sociales. Mais il a en même temps un but plus éloigné et plus large. Il veut être un centre de groupement et, aussitôt qu'il le peut, il s'entoure d'œuvres annexes qui développent chez leurs membres l'esprit d'association, tout en leur rendant des services matériels : secrétariats du peuple où des consultations de toutes sortes sont données gratuitement, coopératives de consommation, caisses de loyer, de chômage, de retraites, de crédit mutuel, etc. Dès qu'un cercle est formé et prospère, on voit toutes ces institutions s'épanouir autour de lui comme une floraison naturelle. La plus importante de toutes, — comme aussi la plus difficile à établir et la plus rare encore, — est le syndicat proprement dit (2)... »

Par une opération toute naturelle, les cercles d'études avec leurs œuvres annexes ne tardèrent pas à se rapprocher et à se constituer en Fédérations. C'était une force qui commençait à paraître en face du socialisme.

(1) Paul Renaudin, *La Quinzaine*, juin 1896.
(2) *Item.*

Avec l'audace du bien, Léon Harmel voulut que cette force s'affirmât en face d'elle-même et en face des autres, et il invita les membres des Cercles d'études et de tous les groupements ouvriers à élaborer le programme d'un Congrès pour le mois de mai 1893.

Grande témérité! Folie! Trahison! Il n'y eut qu'un cri dans la presse conservatrice pour réprouver l'entreprise, pour jeter le blâme à celui qui voulait commettre l'innovation scandaleuse de faire délibérer publiquement des ouvriers !

Les Congressistes ramenèrent à quatre chefs l'objet de leurs travaux : 1° Intérêts généraux des ouvriers (éducation, octrois, représentation, propagande, repos dominical) ; 2° usine (organisation et réglementation des usines, conseils professionnels, etc.); 3° syndicats et corporations (syndicats de résistance, grèves, syndicats d'union, etc.); 4° institutions économiques de prévoyance.

L'événement, que Léon Harmel lui-même n'attendait pas sans une certaine appréhension, tourna tout à fait en leur faveur.

« Là, on a vu, écrivait l'abbé Naudet, la différence profonde qu'il y a entre la direction de l'Eglise et la direction des meneurs socialistes. Les compétitions ambitieuses, les haines sourdes ou avouées, les discussions violentes, toutes ces scènes enfin plus ou moins répugnantes dont le dernier Congrès de Zurich nous a donné des exemples si parfaits, n'ont point trouvé de place aux réunions de Reims...

« On a pu voir pendant trois jours les travailleurs

délibérant avec sagesse et dignité, exposant leurs légitimes revendications sans amertume et sans menaces, cherchant l'amélioration de leur sort, non, comme d'autres, dans des révolutions criminelles ou des spoliations injustes, mais dans les ressources d'un travail honnête, appuyé sur le principe de la solidarité chrétienne (1). »

Le succès ne fit naturellement que redoubler les attaques, que Harmel dédaignait en ces termes :

« Ne perdons pas le temps à répondre aux morts ! Allons à la vie ! Multiplions nos cercles chrétiens d'études sociales ! Préparons un nouveau congrès ouvrier qui aura plus d'ampleur et plus de portée que le premier ! Faisons-y venir des représentants de toute la France ! Faisons la cohésion entre ces travailleurs héroïques qui souffrent persécution pour la justice, persécution des pouvoirs publics, persécution des camarades d'atelier, persécution des méchants, et, pour combler la mesure, persécution des bons ! (2) »

En parlant ainsi, il ne faisait d'ailleurs que traduire la pensée et répondre aux vœux de Léon XIII, qui lui avait dit : « Il ne faut pas vous contenter de Reims, il faudrait faire des congrès ouvriers à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, dans toutes les grandes villes ».

Dans trois ou quatre ans nous verrons donner satisfaction à ce désir du Pape. Des Unions démocratiques et d'autres groupements sociaux seront constitués dans les principaux centres. Pour le moment il nous en faut simplement signaler la

(1) *La Justice Sociale*, septembre 1893.
(2) *Lettre* à Victor Berne.

naissance, dans les Ardennes, à Blois, Angers, Nantes, Paris, Bordeaux, Montpellier, et nous transporter dans le Nord, où la démocratie chrétienne prit un développement précoce et s'affirma très rapidement sous son triple aspect ouvrier, terrianiste, et intellectuel ou doctrinal.

Le Nord s'ébranla sous l'impulsion de Harmel, qui se faisait le moniteur des ouvriers après avoir appris à tant de patrons de ces régions à organiser chrétiennement leurs usines, mais aussi sous l'impulsion de la Belgique où agissait avec une ardeur entraînante un des plus puissants architectes de la démocratie chrétienne, l'abbé Pottier.

Il avait frappé l'attention au dernier Congrès de Liège par son rapport sur « l'application intégrale du christianisme à la production, à l'usage et à la répartition des richesses ». Il avait montré dans cet exposé une aussi grande solidité de doctrine qu'une admirable modération et fermeté de jugement pratique. Professeur au grand séminaire, il se livrait, en dehors de l'enseignement, aux occupations multiples qui sont la charge ordinaire d'un homme d'action. Réunissant des aptitudes diverses et même, semblait-il, contraires, il menait avec autant de facilité et de goût un patronage de jeunes filles qu'une coopérative de production alimentaire ou de consommation. Ses aptitudes étaient l'image de son caractère où une fermeté intraitable s'alliait avec une douceur d'agneau. Il avait été dès le début profondément pénétré de sa vocation de prêtre

et des devoirs qu'elle impose. Il ne comprenait le prêtre que comme l'ami des humbles, ainsi qu'était Jésus-Christ lui-même. Il ne le comprenait non plus que penché, comme tout le monde, sur un labeur obligatoire, sur cette besogne sacrée du travail qui est la loi de l'humanité. Aussi cherchait-il toujours à ajouter quelque chose à ce qu'il faisait, et sa soif d'action n'était-elle jamais satisfaite. Dès que l'Encyclique *Rerum novarum* eût ouvert un champ nouveau d'activité, sans renoncer ni à sa chaire de professeur, ni à ses fonctions d'aumônier ou de directeur d'œuvres pieuses ou charitables, il se mit en mesure de fonder des œuvres démocratiques. Il les groupa toutes autour de ce fameux cercle Saint-Alphonse qui, au bout de peu de temps, comptait huit cents membres ouvriers et qui a eu une si grande influence sur les destinées catholiques de la Belgique. L'action de l'abbé Pottier, combinée avec celle de M. Verhœgen et de quelques autres bons démocrates, permit bientôt la constitution de la *Ligue démocratique belge*, qui, seulement à la fin de 1893, embrigadait cent mille travailleurs et défiait même sur le terrain électoral les socialistes, qu'elle délogeait de leurs principales citadelles.

Cet exemple et ce mouvement ne pouvaient pas ne pas être contagieux. Quand les ouvriers chrétiens du Nord se furent groupés et se furent même donné un organe, le *Peuple*, ils se firent un devoir de reconnaître ce qu'ils devaient à leurs voisins.

« Nous ne sommes pas les premiers à marcher dans cette voie, disait le *Peuple* dans son deuxième numéro ; chez nos voisins de Belgique, — pour ne parler que d'eux, — le mouvement démocratique, tel que nous le voulons ici, est mené hardiment et déjà puissamment organisé par des hommes, des œuvres et des organes d'une valeur peu commune... Les programmes sociaux dont ils poursuivent la mise en œuvre nous ont fourni presque à la lettre les formules des nôtres. Nous leur devons et nous leur envoyons, par dessus la frontière, notre salut de loyale reconnaissance et de bonne fraternité. »

Ceux qui parlaient ainsi étaient des ouvriers qui avaient été entraînés pour la plupart et engagés dans l'action pour la défense de leurs intérêts professionnels par un d'entre eux, M. Leclercq, ouvrier mécanicien. Plein d'ardeur, doué d'une grande facilité de parole, sincère et équitable, bien au courant des questions, instruit par l'expérience et éclairé par de judicieuses études, il n'avait pas voulu que ses camarades et lui n'eussent d'autre courant à suivre que le courant révolutionnaire. Il se mit bravement en mesure de créer une organisation basée sur les principes de la démocratie chrétienne. Il commença par la fondation de quelques cercles d'études. Bientôt il pouvait, sous le nom d'Union ouvrière de la métallurgie et de l'industrie textile, mettre sur pied un syndicat qui, au bout de deux ans, comptait six cents membres. A côté de Lille, à Roubaix, sous d'autres influences, surgissait le syndicat des vrais travailleurs; le mouvement s'étendait avec une telle rapidité que, la première

de toutes, pouvait se former, dans les premiers mois de 1894, l'*Union démocratique du Nord*, dont Leclercq était et est encore le président.

Le *Peuple*, organe de l'Union, avait publié son premier numéro le 18 novembre 1893. C'est Leclercq qui avait réuni les ressources nécessaires pour cette publication d'un si grand secours pour la propagande, et qui la rédigeait en grande partie.

« Le programme du *Peuple*, disait-il, est le programme de la démocratie chrétienne. Le *Peuple* ne craindra donc pas de défendre contre le collectivisme révolutionnaire les trois bases essentielles de toute société : la religion, la famille, la proprieté. Mais il saura, en même temps, sans hésitation et sans crainte, défendre contre un capitalisme sans cœur les droits imprescriptibles de l'ouvrier et travailler avec ardeur au relèvement matériel et moral de la classe ouvrière. »

Pour frapper un grand coup et opposer à la propagande des leaders socialistes le prestige d'une grande parole catholique, les deux organisations de Lille et de Roubaix demandèrent à M. de Mun une conférence pour le dimanche 3 décembre. La conférence, présidée par Leclerq, réunit naturellement beaucoup de monde. M. de Mun parla non seulement avec son talent ordinaire, mais avec son cœur. Félicitant les ouvriers catholiques de leur généreuse ardeur et de leur si louable initiative, il leur dit que leur appel le trouverait toujours docile et qu'il était à leur disposition.

Une initiative plus originale et d'une plus haute portée peut-être que tout ce que nous

avons vu jusqu'ici, se produisait au même moment, dans cette même région du Nord, sur la côte.

Un jeune médecin, en préparant sa thèse de doctorat qui avait pour sujet « La population de Fort-Mardick », petite localité de pêcheurs voisine de Dunkerque, avait été frappé d'un fait, se rapportant à l'ordre social, d'une influence singulièrement bienfaisante pour cette population. Ce fait, c'est qu'au moment du mariage chaque jeune couple reçoit de la commune un morceau de terre d'une étendue d'environ vingt-quatre ares et en garde la disposition et l'usufruit sa vie durant. Ce bien de jouissance est insaisissable. C'est la ressource indestructible qui offre à l'homme qui va fonder une famille le point d'appui pour se risquer dans les aléas de l'existence et qui, quoi qu'il arrive, permet de vivre.

C'est en 1890 que le docteur Lancry fit cette découverte. Comme chez lui le médecin était doublé d'un catholique ardent, et l'amour professionnel, d'une véritable passion de prosélytisme, cette découverte devint tout de suite le programme de son apostolat.

Avec son robuste bon sens et son clair jugement, il vit qu'elle pouvait fournir de quoi combler l'effroyable lacune de nos sociétés, où la misère vient, aux trois quarts, de l'incertitude du lendemain, du manque de sécurité et d'indépendance. Tandis que d'autres, à cette époque, leurraient le peuple avec des théories d'expropriation générale et des promesses de bien-être qui se réaliseraient dans le dépouillement

de tous, il crut lui rendre un meilleur service et lui montrer des perspectives moins décevantes en lui faisant entrevoir la propriété non seulement accessible, mais assurée à chacun. Admis dans le syndicat des ouvriers de Dunkerque en qualité de médecin, il manœuvra de façon à empêcher une conférence projetée de Basly ou de Lamendin, et à parler à leur place. A la formule des « trois-huit » il voulait faire substituer la formule des « 24 ares ».

La conférence eut lieu le 4 septembre 1892. Tout catholique qu'il était, on vit dès le début qu'il n'avait pas l'esprit embarrassé de préjugés. Avant de proposer son remède, il parla du mal à guérir.

« Nous souffrons, dit-il, du prolétariat. Qu'est-ce que le prolétariat ? C'est l'impossibilité matérielle ou morale pour sept millions de français d'arriver à l'aisance ; c'est l'état du travailleur considéré par le capital exclusive-ment comme un outil et méconnu dans tout ce qui fait la dignité de l'homme, les aspirations légitimes de son cœur, de son intelligence et de son âme.

« Le prolétaire, c'est l'ouvrier d'autrefois, mais l'ouvrier privé par les difficultés de l'existence de sa maison, de son foyer, de sa famille, de son pays. Le prolétaire, c'est le travailleur d'aujourd'hui relégué dans des caves, des greniers, parqué dans des maisons malsaines, victime du droit du contremaître, privé du repos de nuit, du repos du dimanche, surmené de toutes manières, et, de ce fait, exposé à l'alcoolisme et à ses tristes conséquences : le désordre, l'inconduite, le divorce et la misère.

« Comment, poursuivait-il, comment voulez-vous qu'il en soit autrement dans notre société moderne basée,

comme les sociétés animales, sur la libre concurrence ? Est-ce que le capital impersonnel, comme celui des grandes Compagnies, par exemple, peut avoir des entrailles ? Est-ce que le principe de la libre concurrence, sans le tempérament de la protection des faibles et des petits, peut aboutir à autre chose qu'à l'écrasement des faibles et des petits ?

Ceci dit, aux vifs applaudissements de son auditoire presque entièrement socialiste, il expose quelques réformes de détail par rapport aux besoins des marins, puis il arrive à son affaire. Il raconte l'histoire de Fort-Mardick, dont la situation privilégiée remonte à Louis XIV.

« Le Fort-Mardickois a non seulement sa nourriture assurée, mais encore son habitation, car les 24 ares de terrain sont le centre d'appel de toutes les économies et le remède assuré contre les folles dépenses. Au commencement de son mariage, le Fort-Mardickois bâtit une maison composée d'une cuisine, d'une chambre à coucher et d'une remise. Quelques années plus tard, il complète sa maison par une salle à manger et une nouvelle chambre à coucher. Presque toutes les familles de Fort-Mardick arrivent, après quelques années, à posséder une maisonnette qui vaut 1500 francs, et cela, malgré les enfants qui arrivent toujours très nombreux, car les parents n'ont pas de souci pour leur établissement : la terre et l'Association n'y pourvoient-ils pas ?

« Enfin, avec les années, la maison étant construite, le Fort-Mardickois arrive à l'aisance et quelquefois même, en se faisant armateur, à la richesse...

« Tels sont les avantages matériels assurés par « l'Association » au Fort-Mardickois. Ces avantages produisent la moralité et la noblesse des sentiments. Le Fort-Mardickois vit dans son pays, entouré de sa femme et de

ses enfants, protégé par la sainteté du foyer domestique et par le souvenir des aïeux qui tous ont été d'honnêtes gens. La seule aristocratie qu'il connaisse est celle du mérite et des services rendus. Les seuls parchemins qui aient du prix à ses yeux sont les diplômes de maître au cabotage ou de capitaine au long cours. Aussi ce pays est le plus uni et le plus libéral qui existe. Les mœurs y sont pures, l'alcoolisme ignoré, les divisions politiques inconnues. Les conseillers municipaux y sont nommés à l'unanimité des votants. Le savoir y est en honneur...

« Eh bien, conclut le docteur Lancry, ce résultat mérite de fixer toute votre attention ; il démontre, au point de vue économique, qu'une société philanthropique, une compagnie de chemin de fer, qu'une société houillère qui ferait crédit au travailleur de 24 ares de terrain, pourrait rentrer dans ses fonds au bout de quelques années. Pourquoi les sociétés houillères n'essayeraient-elles pas ce système au lieu de bâtir ces « corons » qui rappellent les cases que les planteurs édifiaient au Brésil pour loger leurs esclaves ! »

Après avoir répondu à quelques objections pratiques et indiqué comment pourrait être généralisé le système de Fort-Mardick, par exemple en permettant aux syndicats de posséder, en rétablissant les biens communaux, le conférencier terminait en demandant aux socialistes de porter cette idée à leur prochain Congrès de Paris, puis en adjurant les marins, « obligés de lutter jour et nuit contre les éléments », de remplacer la réclamation des « trois-huit » par celle des 24 ares.

La proposition fut acclamée et le succès fut très grand.

Tel est le point de départ de cette admirable

campagne que le docteur Lancry entreprit en faveur de la petite propriété insaisissable et qui lui fait tant d'honneur. Il s'adjoignit pour la mener deux professeurs du petit séminaire de Notre-Dame des Dunes, l'abbé Cattelin et l'abbé Cachera. L'abbé Desportes, l'abbé Cappon, vicaire alors à Haubourdin, furent aussi de ses premiers auxiliaires, en attendant qu'il trouvât en l'abbé Lemire un interprète autorisé d'idées qui leur étaient communes et un organe pour les porter au Parlement.

Lancry a consigné cette histoire dans un volume qui la fait revivre par la teneur originale et la physionomie encore toute parlante des documents (1). On était à ce moment-là dans la virginité du zèle, dans toute l'effervescence du noviciat. On improvisait une conférence, on enlevait un article, on fondait une revue comme on aurait sauté dans le premier train. Il fallut donner un nom au programme des 24 ares : puisqu'il avait pour but la possession de la terre et qu'il tendait à appuyer les réformes générales et l'amélioration du sort des humbles sur la participation aux richesses de la terre, on l'appela le « terrianisme » et, pour le répandre, on acquit une revue qu'on intitula la *Terre de France*. La *Croix du Pas-de-Calais*, avec l'abbé Boulinguez, la *Chronique Picarde*, avec M. Croizille, donnèrent un bon coup de main. Puis la *Justice sociale*, qui venait de paraître, offrit ses colonnes à Lancry et lui fournit une tribune où il com-

(1) *Le Terrianisme*, à Dunkerque, chez Delville.

mença de s'adresser au public avec un esprit, une verve qui ne s'épuisent pas, et de dire les choses les plus utiles en intéressant.

Quand la *Terre de France* eut lancé son idée, elle s'effaça pour faire place à une publication d'un intérêt plus général, la *Démocratie chrétienne*, qui parut en mai 1894.

« La revue qui paraît aujourd'hui, lisait-on dans le premier numéro, est une revue sociale, démocratique et chrétienne. Elle voudrait, dans cette région du Nord, apporter sa moisson d'études, de documents et de faits, à la solution de la grave question qui préoccupe tous les esprits... Elle croit à la démocratie qui arrive et dont le règne assurera plus grandiose le règne de Jésus-Christ...

Son objectif précis était indiqué dans les lignes suivantes :

« La *Démocratie chrétienne* a un but, une ambition : grouper dans une vaste unité de vues, d'études et d'action ces multiples éléments du bien qui abondent dans notre pays si industriel et si chrétien et qu'on rencontre dans toutes les classes de la société.

Il y a dans la jeunesse qui travaille, qui étudie et qui prie, tout un monde d'aspirations que nous voudrions préciser, un ardent désir de se dévouer que nous voudrions satisfaire en lui ouvrant largement le champ d'action sociale où la Providence semble l'appeler.

On voit de quoi il s'agit. Ce n'était plus ici l'organe d'un groupement, comme le *Peuple*, ou d'une œuvre, comme la *Terre de France* : c'était l'organe de l'idée démocratique chrétienne. Ce qu'est cette idée, ce qu'elle n'est pas, la nouvelle

revue le dira, cherchant à la dégager des aspirations de ceux qui se sont voués à son service, mais la cherchant aussi à la source de la plus pure doctrine théologique et des enseignements du Souverain Pontife. Elle mentionnera les faits qui traduisent cette idée dans le courant de la vie de chaque jour, montrant en quoi ils en sont la traduction exacte ou en quoi ils la dépassent, maintenant ainsi dans la discipline et l'unité des efforts « l'unité de vues ».

Au point où en était arrivée la Démocratie chrétienne, une revue de ce genre était nécessaire. A tant d'initiatives qui avaient surgi de toutes parts, il fallait une étoile directrice : la *Démocratie chrétienne* fut cette étoile. Sans doute la direction pouvait se puiser dans les enseignements de Rome ; mais ces enseignements ne sortaient pas du caractère général d'instructions données à tout le monde et ne descendaient pas dans les mille détails qui tombent sous l'application des règles posées. De même, dans l'énoncé de ces détails, aucun des programmes exposés jusqu'alors n'était complet. Aussi dès le deuxième numéro la revue se mit-elle en mesure de tirer de tous les documents parus jusqu'alors, de toutes les déclarations, revendications, organisations pratiques, la quintessence des idées démocratiques chrétiennes.

« Un programme est nécessaire, disait-elle, nécessaire... aux journaux, aux conférenciers, aux candidats... Il est nécessaire, indispensable, si l'on veut grouper les forces éparpillées, et opérer entre tous les gens de cœur et de désir cette union qui donne la force et le succès.

Mais pas de demi-mesures ! Que ce programme soit vraiment social ! Qu'il ne se refuse à méconnaître aucun mal social ! Qu'il le dénonce franchement, partout où il le rencontre ! Qu'il applique toujours sans hésitation et sans peur le remède qui transforme au lieu de l'emplâtre qui endort ! Que ce programme soit net, large, complet autant qu'il est possible ; capable de rallier autour de ses formules l'immense majorité, sinon l'unanimité des sociologues chrétiens ; formant pour ainsi dire un tableau à propositions courtes, simples et claires ».

D'après ces principes, « complétant l'un par l'autre les programmes, dégageant des professions de foi des Ligues, revues, journaux, cercles d'études de sociologie chrétienne, les desiderata qui leur étaient communs ; les coordonnant, les formulant d'une manière nette et caractérisée ; en un mot, cherchant à réunir dans un programme unique les principales revendications énoncées par ceux qui s'occupent de réorganisation sociale », la *Démocratie chrétienne* publia le programme qui depuis a figuré à chaque numéro sur sa couverture.

Il se ramenait à trois grands chapitres : 1° Principes généraux : justice sociale, religion, famille, propriété ; 2° réformes économiques : relèvement de l'agriculture, organisation professionnelle, législation du travail, etc. ; 3° réformes politiques : représentation professionnelle, décentralisation, etc.

Nous y reviendrons quand nous parlerons des grandes démonstrations de la démocratie chrétienne et de l'éclat donné par les discours et par les faits à ce programme.

Ceux qui l'avaient rédigé et qui entreprenaient d'en montrer l'application dans de belles études pratiques, aussi bien que de noter au jour le jour ce qui pouvait ou l'éclairer, ou le justifier, ou le compléter, ne s'ingéraient pas témérairement dans une mission aussi délicate que difficile. C'étaient, avec la plus grande partie des rédacteurs de la *Terre de France*, le groupe des abbés démocrates du Nord : Six, directeur de la revue, Tiberghien, Glorieux, Ninke, Bataille, Dehon, Leleu, Vanneufville et quelques autres. Aussi mesurés et prudents dans la conduite que hardis dans les idées, âpres au travail, ils avaient joint de bonne heure la compétence doctrinale à l'expérience puisée dans les œuvres entreprises.

Très jeunes pour la plupart, pleins de la plus haute idée du sacerdoce, désintéressés, absolument dévoués à la cause du bien, ils n'avaient pas le regard offusqué par les mille préjugés qui venaient s'interposer dans l'esprit de tant de leurs aînés entre le droit et le fait, entre l'état social tel que la saine raison et la plus pure doctrine théologique disent qu'il doit être et l'état social tel qu'il est. De là la netteté de leurs déclarations et leur désir énergique que le programme de l'action nouvelle des catholiques qui avait reçu la dénomination de démocratie chrétienne embrassât toute la vérité des choses et allât chercher le mal à la racine. La société à leurs yeux était à refaire par les fondements parce que la notion des devoirs sociaux, à cause de l'envahissement des doctrines païennes, était depuis longtemps à peu près inconnue de tout le

monde. Comme Léon XIII, comme la plupart des catholiques sociaux, c'est aux sources du moyen âge, particulièrement dans les écrits du plus illustre de ses docteurs, saint Thomas d'Aquin, qu'ils étaient allés la retrouver. Mais, prémunis contre les entraînements de l'imagination par un tempérament un peu froid, habitant une région où, parce qu'on travaille beaucoup, on est habitué à se trouver en face des difficultés, ils savaient qu'il faudrait essentiellement compter avec le temps pour la réalisation de leur programme et que ce serait tout compromettre que de vouloir trop se presser. A ces titres, ils avaient tout ce qu'il fallait pour être les modérateurs de la démocratie chrétienne et pour guider les protagonistes de la rénovation sociale à travers leurs redoutables destinées.

Une autre note qui n'était pas, dans les passes difficiles où l'on allait s'engager, d'un moindre prix, c'est qu'ils avaient au plus haut point le sentiment de ce qui est dû à l'Autorité. Parlant du Souverain Pontife, ils avaient dit dans leur premier numéro : « Nous voulons écouter cette voix, nous voulons marcher à cette lumière, nous voulons nous soumettre à cette autorité. Et dans un temps où d'étranges écrivains prétendent donner des leçons au Pape, nous ne voulons qu'en recevoir de Lui. » Cette attention à se tenir étroitement unis au Pape et à s'inspirer fidèlement de sa pensée devait leur permettre d'opposer le rempart d'une doctrine et d'une ligne de conduite inattaquables aux sophismes les plus effrontés, de même que leur parfaite défé-

rence envers l'autorité moindre de leur Archevêque devait les défendre contre les pièges et contre les coups d'adversaires qui, placés immédiatement à côté d'eux, allaient s'appliquer, avec une infatigable persévérance à les contrecarrer.

En tête de leur programme, nous avons vu qu'immédiatement après l'énoncé des principes fondamentaux, ils avaient placé le relèvement de l'agriculture. C'est que parmi eux, aussi bien qu'au sud, à l'ouest et à l'est de la France, l'attention du nouveau clergé avait été fortement attirée de ce côté, et son zèle ne s'exerçait pas avec une moins grande ardeur en faveur des paysans qu'en faveur des ouvriers.

A l'Assemblée des Catholiques du Nord et du Pas-de-Calais de 1893, le regret avait été exprimé qu'un rapport n'eût pas été présenté sur la déplorable situation de l'agriculture et sur les moyens qu'on commençait à employer pour y remédier. L'année suivante, un jeune prêtre du Pas-de-Calais, M. l'abbé Noël, se présenta et pendant près de deux heures exposa avec une éloquence émue et une documentation irréfutable la plaie matérielle et la plaie morale qui s'étalaient dans les campagnes. Là comme dans les villes, au champ comme à l'atelier, l'idée païenne a fait ses ravages. Elle a corrompu les mœurs, développé la cupidité et l'égoïsme, inspiré le mépris du faible, allumé la convoitise du trafiquant éhonté, éteint presque complètement la notion du devoir. Jouir de la propriété, en tirer tout ce qu'on peut sans rien lui rendre, en la né-

gligeant, la méprisant même, au lieu de l'aimer, de l'administrer pour lui faire remplir sa fonction sociale au plus grand profit de tous et tout d'abord de l'humble population agricole qui s'en occupe, telle est la notion courante, le vice général. C'est à combattre ces fausses idées et ce vice que s'appliqua avec force M. l'abbé Noël dans ce rapport, qui fut un acte. Il indiqua quelques moyens pratiques, particulièrement les syndicats, pour remédier à la crise, dont quelques causes étaient dues aux circonstances et tout à fait indépendantes de la volonté. Il ne fit que signaler, quitte à y revenir plus tard, une institution récemment implantée chez nous, déjà vulgarisée par bien des prêtres et des catholiques d'action pour le plus grand avantage des agriculteurs : Je veux dire les Caisses Rurales.

Elles étaient originaires d'Allemagne. Elles étaient sorties de la pensée ou plutôt du cœur d'un protestant pénétré du plus pur esprit chrétien, M. Raiffeisen, qui voulait arracher le paysan à la tyrannie, pour mieux dire, au vampire de l'usure. Il fallait pour cela une institution de crédit qui n'eût pas pour but de s'enrichir, mais de rendre réellement service, qui fût, par conséquent, à bon marché, à long terme, et sans ces conditions féroces qui font ordinairement du prêt la trappe où viennent fatalement s'engloutir la sécurité, l'épargne, la joie, l'existence présente et l'avenir du travailleur des champs et de ses enfants. Cette institution fut la Caisse Rurale.

Ce n'est pas à proprement parler une caisse,

mais une association. On fait appel aux cultivateurs d'une paroisse, tout au plus de deux ou trois paroisses voisines. De cette façon, les associés se connaissent tous ou sont faciles à connaître. On ne prête qu'aux associés.

La garantie du prêt est l'association elle-même, qui est toujours solvable, et qui se prémunit à son tour par les précautions qu'elle prend pour avancer de l'argent à un de ses membres. Elle demande toujours pourquoi on est dans la gêne, et l'usage qu'on veut faire de l'argent ; il faut qu'on soit dans la gêne pour cause de mauvaise réussite dans les affaires, et non par suite de folles dépenses de luxe, par exemple, ou d'inconduite, et que l'argent qu'on demande ait pour but bien déterminé non pas de faire face aux dépenses de la vie quotidienne, mais de se procurer quelque facilité, quelque instrument nécessaire pour le travail. Par ce moyen, le prêt est productif et ne risque pas ou très peu de n'être pas remboursé.

C'est le côté pratique et secourable de l'institution. Par ailleurs, et selon les vues de celui qui l'a conçue, elle est éminemment moralisatrice et chrétienne. Les propagateurs des caisses rurales se sont plu à énumérer les heureux effets de cette association sur ceux qui en font partie. « Elle coupe plusieurs vices dans la racine : le luxe, l'ivrognerie, la débauche, le gaspillage, la paresse. » Elle rend l'homme meilleur, en l'empêchant de tomber dans la ruine, et peut-être dans la misère. « Elle favorise la classe des petits propriétaires et retient au village les

familles dignes d'intérêt en les soutenant. » « Elle restaure l'idée de solidarité chrétienne », opère « le rapprochement des classes », « résout dans les villages la terrible question des partis » en offrant aux citoyens de nombreuses occasions et un terrain où ils peuvent facilement s'entendre. Elle fait surtout circuler dans la petite agglomération qui la constitue, et rayonner au dehors la charité, la confiance, l'honneur, qui sont les bases du bien-être individuel, et qui sont le véritable, l'unique ciment social.

Le clergé, dès que lui eut été faite la recommandation d'aller au peuple, trouva providentiel ce moyen pour répondre à la recommandation dans les campagnes. Il venait de lui être révélé par un avocat de Lyon, M. Louis Durand, fervent catholique, qui avait été frappé des ressources de tout genre, qu'offraient les caisses Raiffeisen. Il résolut de se faire l'apôtre de cette œuvre en France. Tout le monde sait que jamais résolution n'a été mieux tenue. La première caisse fut fondée le 25 avril 1893. Au bout de très peu de temps, elles se chiffraient par centaines. Nous aurons l'occasion de constater que, grâce à M. Louis Durand, à son opiniâtreté, à son zèle inlassable, à sa science juridique jamais prise en défaut, grâce aux nombreux apôtres qui, derrière lui, s'enrôlèrent pour la même cause, aux Noël, aux Quillet, aux Fontan, aux Trochu, aux Milcent, aux Dombray-Schmitt, aux Bernard, etc., tout le pays a connu les bienfaits de cette institution, et il n'y a aucune exagération à la regarder comme un des efforts

les plus puissants tentés à cette époque pour la démocratie.

La démocratie, nous l'avons dit, s'éveillait alors de toutes parts. De même qu'il y avait des ardeurs, des bonnes volontés contenues, qui n'attendaient qu'un signal pour éclater, il y avait des soldats d'avant-garde pour le leur donner.

L'abbé Naudet était un des plus en vue. Depuis qu'il avait pris son essor, il ne connaissait plus le repos, et du nord au midi, c'était une propagande incessante pour la réhabilitation des titres un peu oubliés de l'Evangile. Bientôt, il fut amené à créer, comme une sorte de clairon, la *Justice sociale*. Si la revue de l'abbé Six a été le moniteur de la démocratie chrétienne, le journal de l'abbé Naudet en a été au premier chef l'excitateur. Le premier numéro parut le 15 juillet 1893.

« Nous avons appelé ce journal la *Justice sociale*, parce que nous croyons que le mal présent a sa source dans une violation constante des lois de la justice. Non pas toujours de cette justice stricte, qui exige impérieusement la répression légale, mais de cette justice que les théologiens appellent distributive, et qui se nomme « sociale », lorsque dans la société, elle est chargée d'organiser les institutions, conformément au plan divin...

Notre ligne de conduite, nous l'avons vu, nous est tracée dans les encycliques pontificales. Nous en suivrons les enseignements, nous les suivrons tous, nous les défendrons tous, et nous le ferons avec tout ce que le Ciel a mis de lumières dans notre intelligence, d'énergie dans notre volonté et d'amour dans notre cœur. »

Ces promesses engageaient beaucoup, mais celui qui les faisait était capable de tenir beaucoup. Il groupa autour de lui un bataillon de bons soldats, qui opposèrent un front vaillant aux attaques qui, ne pouvant viser au Souverain Pontife, s'abattaient avec frénésie sur les fidèles qui lui obéissaient.

Presque au même moment, le 6 août 1893, l'occasion lui fut fournie par l'abbé Pottier de proclamer, pour ainsi dire, la charte du parti dans son fameux discours de Liège, où il consacra, par l'emploi qu'il en fit, le terme de démocratie chrétienne, qui commençait à être usité.

Ce discours de l'abbé Naudet eut lieu à la Société Saint-Alphonse, l'œuvre centrale de l'abbé Pottier. Ce fut comme un hymne à la classe ouvrière.

« Une des plus belles pages des saints livres, est celle qui raconte la construction du temple de Jérusalem. Salomon s'était adressé à son voisin, le roi de Tyr. Celui-ci lui envoie des marbres précieux, et les plus beaux des cèdres du Liban. Mais lorsqu'il a fait tout cela, il veut faire quelque chose de plus encore, et comme cadeau royal, il lui envoie Hiram, son premier ouvrier, et le nom d'Hiram restera dans l'histoire, entre les noms du roi de Tyr et du roi de Jérusalem, aussi grand, et impérissable comme eux. »

Après avoir fait l'historique du travail, l'orateur le voit mal considéré et dans une situation misérable. Il recherche les causes de cette situation. Il voit l'égoïsme, qui a produit l'injustice, qui a produit le capitalisme.

« Déjà est né le *Struggle for life*, l'âpre et dur combat pour la vie : je suis plus fort que toi, je te donne un coup d'épaule, et je te jette dans le fossé du chemin. Et avec ce régime nouveau sont enfouies les belles traditions de nos pères, qui ont fait place au culte du succès honnête ou malhonnête, en sorte qu'on voit des hommes trouver abominables certains procédés des ouvriers qui soutiennent la grève, tandis qu'ils saluent bien bas les spéculateurs éhontés qui entassent les ruines, qui détruisent les conditions du travail et arrêtent la vie économique d'un pays. »

Il indique les remèdes dans une série de mesures dont il entrevoit la réalisation.

« Je salue avec enthousiasme le jour où l'ouvrier aura reconquis sa dignité ; où il retrouvera son dimanche et le repos de ses nuits ; le jour où il y aura une limite à la durée de son travail contre l'exploitation de l'avarice, contre « l'usure vorace » dont parle le Saint-Père, et où pour empêcher cette usure d'abuser des faibles, l'homme aura toujours derrière lui une armée de frères prête à le défendre et à le soutenir.

Je salue le jour où des conseils d'arbitrage seront constitués partout, où le salaire minimum sera fixé par le conseil de la corporation ; où la demeure de l'ouvrier lui appartiendra et sera déclarée insaisissable ; ainsi que ses instruments de travail, et une portion de son salaire rendus pareillement incessibles et insaisissables ; le jour où la corporation ayant établi la propriété collective à côté de la propriété privée, sans lui porter atteinte, pourra fonder des institutions économiques qui constitueront non pas une aumône, mais un droit pour le travailleur. L'homme alors pourra fonder une famille, il ne se dira plus : à quoi bon épouser une femme et avoir des enfants, si ces êtres chéris doivent mourir de faim ?

En ce jour que je salue, Messieurs, la femme pourra rester à son foyer ; ayant ainsi la possibilité d'être épouse et d'être mère, et n'étant plus jetée à l'usine, où elle devient inféconde, à moins qu'elle ne donne le jour, comme disait Taine, l'analyste peu suspect de sensiblerie, à « ces enfants au crâne blanc », qui vivent deux mois et qui s'en vont ensuite peupler les cimetières ! (*Applaudissements*).

Il termine par cette ferme parole :

On est toujours vainqueur quand on veut la victoire, et on ne meurt jamais quand on ne veut pas mourir. (*Tonnerre d'acclamations*).

III

Un excitateur qui ne le cédait en rien à l'abbé Naudet et qui, pendant les premières années du ralliement, arriva à une intensité d'action à peine croyable, c'était l'abbé Garnier.

Nous l'avons vu, après une période d'apostolat déjà bien remplie, inaugurer les conférences publiques contradictoires, et grouper en association les laïques et les prêtres conférenciers. A l'Association avait été joint un Comité d'études. Le tout demandait à être complété par un Comité d'action. Cette action elle-même se présenta tout de suite sous son double aspect, social et politique. L'abbé Garnier ne reculera devant aucune de ces besognes : il créera tour à tour l'*Action sociale catholique*, l'*Union nationale*, le *Peuple Français*.

Jusqu'à la fondation du *Peuple Français*, c'est

la *Croix* qui fut le pivot de tout le mouvement. C'est dans son rayonnement que germaient toutes les œuvres nouvelles, non seulement celles qui lui étaient propres, mais celles de l'abbé Garnier et en grande partie celles de M. Harmel. Ce petit journal qui n'avait voulu être tout d'abord qu'un organe de propagande pieuse et de défense catholique, avait vu par le succès grandir son importance et reculer les limites de sa mission. Pour la première fois, dans les derniers jours de février 1892, elle avait convoqué à Paris ses zélateurs de province, les directeurs des *Croix* locales qui étaient déjà au nombre de soixante-dix et représentaient une sphère d'action supérieure à celle de n'importe quelle œuvre et de n'importe quel journal. La *Croix des Comités*, en rendant compte de ces réunions, exultait.

« Le premier Congrès des amis de la *Croix*, sous le toit de la nouvelle Maison de la Bonne Presse, a été une sorte de révélation pour l'œuvre naissante...

Cette maison poussée par enchantement, toutes les provinces de France groupées sans autre appel que les avis de cet humble journal, près de 500 membres en tout, venant au moins quelquefois aux séances, ce vaste réfectoire improvisé, pour lequel une cuisine établie à la hâte assurait suffisamment le service, cet éclairage féerique des lampes à incandescence des noires machines, tout étonnées d'éclairer des nappes blanches, la cordialité, cette atmosphère de foi, tout un ensemble d'heureuses coïncidences faisait dire chaque soir : le doigt de Dieu est là !

Les 70 suppléments rangés en bataille pour la première fois sous le regard de la Vierge de Lourdes qui

présidait les séances, découvraient l'un à l'autre des surprises.

Dans des départements où jamais une feuille catholique n'a eu que 500, 1000, 1200 abonnés, les *Croix* annoncent 3000, 3500, 4000, 5000, 6000, jusqu'à 22500 lecteurs ; bien qu'elles n'aient encore presque aucun moyen d'information, pas de capital...

Tout cela étonne les incrédules, qui sont si crédules pour les choses du siècle ; mais tout cela doit donner confiance aux croyants. »

Aussi commença-t-elle à se considérer non plus seulement comme un organe de propagande, mais comme un instrument d'action. Malheureusement, après avoir suivi pendant quelque temps l'impulsion de M. Harmel et de l'abbé Garnier, qui voulaient l'engager dans la voie d'une action vraiment populaire, elle subit d'autres influences qui la poussèrent presque exclusivement dans l'action électorale et devaient la précipiter à sa perte.

L'abbé Garnier se servit de la *Croix* encore pendant près de deux ans, c'est-à-dire jusque vers la fin de 1893, pour faire connaître ses œuvres nouvelles. L'Encyclique sur la condition des ouvriers avait été un trait de lumière, pour ceux qui étaient au premier plan de l'action catholique comme pour les tièdes ou les indifférents. Si on voulait que le peuple revînt à Dieu, il fallait que Dieu, dans la personne de ceux qui le représentent, ne parût pas indifférent à lui. Il fallait que le peuple aimât ceux qui voulaient conquérir son âme et, pour cela, il fallait qu'ils lui fissent du bien. L'abbé Garnier chercha dès lors

quelles institutions on pouvait créer pour faire vraiment du bien au peuple, non pas aux invalides du peuple, aux malades, aux infirmes, mais au peuple qui travaille, qui, malgré toute sa bonne volonté, a ses misères et a besoin d'être soutenu. S'inspirant soit de ses propres réflexions et de son expérience, soit de ce qui avait déjà été ébauché par d'autres, il groupa dans un ensemble déterminé ces institutions et engagea dans les rangs d'une organisation nouvelle, *l'Action sociale catholique*, ceux qui voulaient s'y dévouer. Ces institutions étaient principalement le Secrétariat du peuple, la Caisse de famille, l'Economat domestique, le Bureau de placement gratuit, la Caisse de prêt également gratuit, la Caisse de loyer.

Cet énoncé suffit à en faire connaître l'objet. La Caisse de famille demande cependant une explication que je donnerai tout à l'heure, et au sujet du Secrétariat du peuple, je ne puis résister au plaisir de citer une lettre piquante et instructive de M. de Mun au *Figaro*, le 16 janvier 1896. A cette date, alors que les secrétariats du peuple fonctionnaient déjà depuis trois ou quatre ans parmi les catholiques, le bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris imagina que les jeunes avocats pourraient peut-être faire quelque chose pour le peuple : ce serait de lui donner des consultations gratuites. L'idée fut trouvée géniale, et le *Figaro* la célébra par l'organe de M. Hugues le Roux. M. de Mun prit la plume pour avertir le *Figaro* qu'il était en train de découvrir l'Amérique, que les catholiques faisaient

depuis longtemps ce qu'on représentait comme une bonne chose à entreprendre.

« Je n'ai pas ici d'autre intention, disait M. de Mun, que de dire comment nous avons pour notre part réalisé le rêve de M. Hugues Le Roux. L'œuvre s'appelle le *Secrétariat du Peuple*. Ses initiateurs, ses fervents propagateurs, ont été avant tous Léon Harmel, l'industriel apôtre du Val-des-Bois que connaissent tous les hommes mêlés au mouvement social de notre temps, et M. l'abbé Garnier, dont Paris pas plus que la province ne peuvent ignorer l'infatigable et féconde activité. L'Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers a fait, des Secrétariats du peuple, une branche importante de son action, et, partout où elle a des fondations et des adhérents, elle cherche à les établir. Elle y a réussi dans plusieurs quartiers de Paris et dans beaucoup de villes de province. Elle compte bien les multiplier partout où il y a des ouvriers; elle commence même à les répandre à la campagne où, sous l'impulsion du clergé des paroisses, ils peuvent rendre aux cultivateurs si éprouvés les plus grands des services.

Qu'est-ce donc qu'un Secrétariat du peuple ?

C'est un bureau permanent où les ouvriers pauvres trouvent gratuitement aide, conseil et secours pour tous leurs besoins : son organisation repose sur le dévouement spontané de quelques jeunes gens et sur le concours gratuit de plusieurs avocats, avoués ou médecins. Mais elle a, en outre, un trait particulier : c'est la participation des ouvriers eux-mêmes à l'œuvre de solidarité sociale. Pensée admirablement juste et féconde dont je voudrais vous bien faire saisir l'application pratique. »

M. de Mun indiquait comment l'ouvrier délégué de quartier faisait connaître à ses camarades qui l'ignoraient l'existence du secrétariat,

et réciproquement faisait connaître au secrétariat les ouvriers qui n'osaient s'adresser à lui. Il terminait ainsi sa lettre :

Si M. le bâtonnier lui-même me faisait l'honneur de parcourir ces lignes, peut-être voudrait-il recommander aux jeunes avocats, que l'exemple pourrait tenter, les Secrétariats du peuple catholiques comme une première application de leur zèle désintéressé.

On nous accuse quelquefois, mes amis et moi, d'être socialistes. Voilà une forme de notre socialisme : il y en a beaucoup d'autres semblables, et vous trouverez peut-être comme moi que ce socialisme-là est le meilleur moyen de combattre l'autre, le vrai, celui dont nous sommes les ennemis pratiques et persévérants. »

Le Secrétariat du peuple est, en somme, une œuvre d'assistance. La Caisse de famille est d'un caractère supérieur, elle est éminemment sociale, demandant le salut de l'ouvrier à l'ouvrier lui-même.

« Ce n'est pas une œuvre d'indigents, dit M. l'abbé Ract, d'hommes pauvres ayant besoin d'être secourus ; c'est une œuvre d'ouvriers, d'artisans, de gens de condition moyenne, de petits employés, de petits négociants, de propriétaires ruraux, qui s'unissent, versent une somme déterminée chaque mois ou chaque année et ont, en échange, droit en cas de maladie à la délivrance gratuite des médicaments, aux soins également gratuits des médecins, et, dans certains cas, à une allocation journalière » (1).

En effet, la marche de l'existence dans une famille d'ouvrier qui gagne honnêtement et

(1) *Les Caisses de famille*, chez l'auteur, 126, rue de Flandre, Paris.

modestement sa vie en travaillant, peut être et est malheureusement interrompue trop souvent de deux manières : par la maladie et le chômage. La caisse de famille, la principale des œuvres économiques instituées pour venir en aide aux ouvriers, remédie au premier de ces deux inconvénients et peut en grande partie amortir le second.

« C'est, dit encore M. l'abbé Ract, une société de secours mutuels privée ouverte à toute personne catholique et française jouissant de ses droits civils, de bonne vie et mœurs, qui déclare, par écrit, n'appartenir à aucune société secrète... Chaque adhérent s'engage à verser la somme de 0 fr. 50 par mois ou 6 fr. par an, payable dès le premier mois... La caisse de famille comprend des membres bienfaiteurs et des membres participants. »

Ceci est pour ainsi dire le corps de l'œuvre, sa partie technique, mais l'œuvre a une âme, elle est un foyer d'influence bienfaisante, comme la caisse rurale. Le jour où sont versées les cotisations, où connaissance est donnée aux sociétaires de la gestion de l'œuvre, est jour de réunion. La séance est ordinairement honorée de la présence de quelque personnage qui adresse à l'assemblée quelque pénétrante allocution. Puis il y a causerie, les rangs se mêlent, les mains se serrent, la cordialité circule.

« L'obligation pour les adhérents d'apporter à des heures et à des jours déterminés la cotisation exigée permet de nouer bien vite les meilleurs rapports entre les directeurs de l'œuvre et la foule des braves gens du

petit peuple : que de bonnes paroles échangées, que de bons conseils donnés alors ! »

Ainsi parle encore M. l'abbé Ract, deuxième vicaire à Saint-Jean Saint-Christophe de la Villette, modeste vicaire à Pantin quand M. l'abbé Garnier commençait dans les faubourgs de Paris son œuvre apostolique. *L'Action sociale catholique* avait fait ses débuts à Aubervilliers. Quelques mois après, quand l'abbé Garnier descendit à Pantin, il trouva pour le seconder un jeune prêtre récemment arrivé du Séminaire Français à Rome, où il avait conquis ses grades de licencié en théologie. Originaire de la Savoie, il s'était mis à la disposition du cardinal Richard pour avoir à Paris un théâtre d'action plus vaste et satisfaire l'ardeur de prosélytisme qui le dévorait. Quand il vit l'abbé Garnier, cette intrépidité, cette foi, cette flamme le saisirent. Il se livra complètement à lui et devint un de ses lieutenants les plus précieux et les plus fidèles. Grâce à son concours, Pantin eut non seulement sa caisse de famille, mais il eut la caisse modèle, la caisse formule, celle qui servit de type à toutes les autres. Bien plus, après avoir prêché d'exemple, l'abbé Ract codifia dans une brochure de grande valeur tout ce qui se rapportait aux caisses de famille, les examinant au triple point de vue théorique, légal et pratique. La deuxième partie était d'une précision et d'une clarté remarquables ; elle fut d'autant plus appréciée qu'on n'avait pas encore la loi sur les associations et qu'on était sous le régime de la législation très embrouillée qui a précédé.

L'*Action sociale* n'allait pas tarder à faire place à l'*Union nationale* et prendre un caractère politique dont jusqu'ici elle était dépourvue.

Le but qu'on poursuivait depuis le toast d'Alger, non moins que depuis trente ans, était le salut de la France. On ne voulait plus la sauver de la République, mais de la législation mauvaise et de ceux qui la faisaient. Il fallait nommer d'autres représentants aux pouvoirs publics. Tout ce qu'on faisait à ce moment-là ne semblait pas pouvoir avoir d'autre raison d'être que d'aboutir à de bonnes élections. Les sectaires perdaient la France : il fallait que tous les bons Français, sans plus se préoccuper de la forme du gouvernement, s'unissent pour la sauver. De là, dans l'esprit de l'abbé Garnier, l'idée de grouper tous les efforts de ces bons Français dans une vaste union qu'il appela l'*Union nationale*.

Elle fut fondée en vue des élections d'août 1893. En dehors des œuvres économiques de l'*Action sociale catholique*, qu'elle absorba, elle comprenait tout un programme de réformes législatives et tout un plan électoral.

Dans une brochure spéciale, reproduite par la *Croix des Comités*, l'abbé Garnier entrait dans quelques détails :

« L'Union nationale peut susciter ou soutenir des candidats qui soient complètement dévoués à son programme. Elle peut aussi se contenter de collaborer au succès d'un candidat simplement favorable. Dans ce dernier cas, c'est l'alliance ; dans l'autre, c'est l'action directe. Dans l'un et dans l'autre, c'est un succès réel, plus ou moins complet pour la cause.

En ce qui concerne l'alliance avec un candidat favorable, on peut traiter avec lui avant le premier tour ou avant le second ; le traité peut être secret ou public, verbal ou écrit...

L'action électorale doit être menée avec une grande largeur de vue, afin de ne refuser aucun concours susceptible de nous aider ; avec une grande intrépidité, afin de faire valoir toutes nos forces ; avec une invincible énergie et une douceur angélique, afin de ne rebuter aucune bonne volonté...

Le groupe très uni de l'Union nationale qui se constituera avec un programme bien défini et une discipline convenable, nous donnera l'organisation nécessaire au triomphe de notre cause. Le nom de *Nationaux*, que les députés de ce groupe prendront sans doute, leur rappellera sans cesse le but même de leur existence. »

La brochure se terminait ainsi :

« Maintenant, vous tous qui aimez la France, vous tous qui avez soif de paix religieuse, de sécurité et de prospérité, vous tous qui êtes fatigués des divisions qui nous paralysent, du chômage et de la misère qui vous accablent, pensez que vous tenez dans vos mains le sort de la France.

En avant !... et aux urnes !... Il faut vaincre à tout prix (1). »

Les catholiques de Paris avaient déjà dans leurs états de service une belle campagne électorale, celle des élections municipales d'avril 1892 où ils obtinrent plus de 120.000 voix pour la réintégration des Sœurs dans les hôpitaux.

(1) *La Croix des Comités*, 21 juin 1893.

L'abbé Garnier y avait pris une part prépondérante. Il avait non seulement donné un nombre incalculable de réunions, mais il avait matériellement organisé l'élection par la fondation d'un grand nombre de comités électoraux. C'est cette organisation qui servit de base, pour les élections législatives du 20 août 1893, à l'Union nationale.

Nous parlerons plus loin de ces élections. Pour la suite de l'action de l'abbé Garnier et des catholiques qui marchaient avec lui, il faut signaler la part qu'il y prit non pas seulement comme organisateur, mais comme candidat.

Jusqu'au dernier mois avant l'élection, le comité de l'Union nationale de Clignancourt, deuxième circonscription du XVIII[e] arrondissement, avait désiré un candidat catholique sans pouvoir le trouver. C'était, selon l'opinion générale, une des plus mauvaises sinon la plus mauvaise circonscription de Paris. A lutter là, il fallait le faire pour la cause, pour l'affirmation des idées, non pour un succès qui d'aucune façon ne pouvait se produire. De guerre lasse, le Comité imposa la candidature au Président même de l'Union nationale, à l'abbé Garnier. Un peu surpris par l'invitation, dès qu'il en eut pris son parti, le candidat-prêtre se jeta à corps perdu dans la bataille. On sait le résultat. Il fut vaincu, bien entendu. Mais au lieu des quatre cents voix qu'on recueillait ordinairement, il en recueillit 3700 au premier tour, et 4500 au deuxième. Ce fut une surprise générale. Le triomphe moral était éclatant.

Il exprima ses remerciements en ces termes :

« Bien chers électeurs :

« Je viens au lendemain de la bataille remercier les 4500 d'entre vous qui m'ont donné leurs voix et surtout ceux qui m'ont aidé avec tant de dévouement dans la campagne qui vient de finir. Nous l'avons commencée trop tard pour qu'il fût possible de remporter la victoire. Il y a un mois nous nous connaissions à peine. D'ailleurs, le quartier est justement réputé pour le plus anticlérical de Paris et de la France, on y trouve de telles montagnes de préjugés qu'il est impossible de les dissiper sans un travail plus prolongé.

Le grand profit de cette campagne sera de vous avoir connus et de pouvoir désormais compter sur vous comme sur autant d'amis et de collaborateurs, dans l'œuvre immense à laquelle j'ai voué ma vie...

Il faut un travail plus profond, il faut l'enseignement mutuel et l'action mutuelle qui forment le fond même de l'Union nationale.

Eh bien, nous allons l'organiser désormais. Ne croyez pas que la lutte soit finie : elle ne fait que commencer. Nous qui aimons la France et qui avons juré de l'arracher aux mains de son ennemie la Franç-maçonnerie, qui l'opprime comme un pays conquis, nous combattrons pour cette cause jusqu'à notre dernier sonpir. Dès maintenant, tous ceux qui veulent nous aider dans cette lutte sont priés d'envoyer leur nom et leur adresse à la permanence de l'Union nationale.

A tous merci et au revoir !

Vive la France ! Vive la République ! »

Je crois que ce fut le plus beau moment de l'abbé Garnier. Immédiatement après, il fut amené à fonder le *Peuple Français*, à bâtir la *Maison du Peuple*, qui, par le côté financier, lui

causèrent des ennuis cuisants et, au lieu d'augmenter sa puissance, ne servirent, à mon humble avis, qu'à la contrarier. Il faut bien dire à sa décharge, qu'il ne se jeta pas dans ces difficiles entreprises de propos délibéré. On le verra par la manière dont fut fondé le *Peuple Français*.

Comme la candidature, le journal lui fut en quelque sorte imposé par le Comité de Clignancourt. Jusque-là, le journal de l'abbé Garnier avait été la *Croix*. Il avait tellement contribué à la fonder qu'il était là comme chez lui. Cependant, pendant sa campagne électorale, quelques-unes de ses communications ne furent pas imprimées. Que se passait-il dans l'esprit du Père Bailly ? La politique de l'abbé Garnier lui déplaisait-elle ? Ou préférait-il désormais se passer des services de cet auxiliaire de la première heure et de toutes les heures ? Quoi qu'il en soit, le Comité se trouvant sans organe pour continuer, après l'élection, la campagne si bien commencée, eut tout simplement l'idée d'en fonder un. On se met en quête de l'argent, on le trouve. L'abbé Garnier annonce alors qu'un journal intitulé l'*Union nationale* paraîtra incessamment. Ce fut une rumeur non seulement dans le public, mais dans le monde des imprimeries. Les jeunes catholiques, les nouveaux républicains nageaient dans la joie. Le moment de l'exécution arrive : double déception ! Le bailleur de fonds impose de telles conditions que l'abbé Garnier ne croit pas pouvoir en conscience accepter l'argent ; une société qui s'appelait l'*Union nationale* lui conteste le droit

de prendre ce titre. Le voilà donc à la veille de publier son journal, sans titre, ni argent!

Le journal parut quand même. Il s'appelait le *Peuple Français*, il avait de quoi vivre un mois, de quelques menues sommes recueillies à la hâte par l'abbé Garnier. Sa rédaction devait toujours se ressentir de ses pénibles origines.

On transféra à la rue Saint-Joseph le petit bureau de la rue Bayard. Il était constitué à peu près par le seul M. de Tourris, qui devint administrateur du journal. C'était une figure aimable, un peu mélancolique, visiblement marquée pour une fin prématurée. Intelligent, aux manières distinguées, il fut un bon serviteur de la cause, et pour l'abbé Garnier un agent dévoué et loyal.

Je lui portai un article pour le premier numéro, qui devait paraître à la Noël 1893. Il y avait déjà plus d'un an que j'avais fait la connaissance personnelle de l'abbé Garnier. De tous les hommes d'action, à Paris, c'était lui qui était le plus en vue. C'est dans son sillage que venaient se ranger les jeunes qui voulaient faire quelque chose. Moi, je voulais continuer à faire du journalisme pour défendre l'Eglise et pousser à l'action les catholiques.

On attendit le 1er janvier 1894 pour faire paraître le journal régulièrement. Je fis pour ce deuxième numéro un deuxième article, le premier s'étant perdu dans le désordre de l'installation, et je fus dès lors un des collaborateurs du journal les plus assidus. Pendant les six premiers mois, j'ai peu passé de jours sans donner

d'article. J'ai mené deux ou trois campagnes que je mentionnerai à leur moment et qui n'ont pas été sans influence sur les progrès de la politique nouvelle, dont le *Peuple Français* était devenu un des principaux organes.

Le premier article qui me fit sortir du rang et produisit un certain mouvement dans la rédaction fut une virulente apostrophe à Clémenceau, parue le 10 janvier. Clémenceau avait la manie, à la Chambre et dans son journal, chaque fois qu'un fâcheux événement rouvrait le jour sur le désordre social et la misère du grand nombre, d'en faire remonter la responsabilité à l'Eglise. Je lui disais dans le titre de mon article : *Soyez donc sérieux* ! et je lui parlais ainsi :

« Vous ne passez presque pas de jour sans prendre à partie les catholiques. Vous leur jetez la pierre à propos de tout et à propos de rien, dans une courte réflexion ou dans deux colonnes d'article. C'est eux que vous chargez de tous les péchés de la société actuelle, appelée par vous la société chrétienne. Lorsque d'en bas, où gémissent tant de malheureux, vous regardez en haut où sont les maîtres de la société, les responsables, c'est toujours l'Eglise que vous voyez, et c'est toujours elle, rien qu'elle que vous accusez.

« Sommes-nous donc au moyen âge ou sous la troisième République ? Est-ce nous qui gouvernons ? Vous nous faites une guerre implacable depuis près de quinze ans. Vous nous chassez de partout. Vous détruisez nos œuvres, nos moyens d'action. Vous avez fait cette loi sur

le droit d'accroissement qui est un crime impardonnable. Si vous le pouviez, vous nous extermineriez, comme nous l'a promis, l'année dernière, avec tant d'aménité, votre ami Pichon.

« Encore une fois, est-ce nous qui gouvernons ? Est-ce nous qui sommes chargés de l'Assistance publique ? Avant 1789, nous avions des biens spécialement affectés au soulagement des pauvres. Vous nous les avez volés, sans profit pour personne si ce n'est pour les infâmes trafiquants qui se précipitèrent sur ces dépouilles. Vous avez tout sécularisé, selon votre expression, vous avez ôté à l'Eglise tous les services, et voilà un siècle que vous, laïques, vous régnez. Vous avez, avec la dernière brutalité, donné congé à l'Eglise ; vous vous êtes installés en son lieu et place, vous avez voulu refaire la société. Eh bien, elle est refaite ! Et parce qu'on y étouffe, parce qu'on s'y déteste, parce qu'on y meurt de faim et de froid, au lieu de vous frapper la poitrine, vous vous retournez encore insolemment, cyniquement vers la vaincue d'hier et d'aujourd'hui, vers l'Eglise dépouillée, mutilée, et vous lui criez : C'est ta faute !

. . . .

« Avez-vous entendu parler de saint Vincent de Paul, qui ramassait les enfants exposés à mourir de faim ou de froid ? Savez-vous qu'il a laissé une congrégation pour continuer son œuvre, et qu'en vertu de votre droit d'accroissement plusieurs des maisons où elle recueillait ses orphelins ont été fermées, après que les meubles en avaient été vendus ?

« Avez-vous rencontré sur votre chemin de ces Petites Sœurs des Pauvres que la charité chrétienne multiplie et qui vont de porte en porte mendier le pain des vieillards qu'elles veulent sauver ?

« Ce qu'il y a encore de chrétien dans cette société détruite par vous fait cela. Vous, qu'est-ce que vous faites ? Vous dépensez autant d'argent dans vos écoles que nous en dépensons dans nos églises ; mais vos actes sauveurs, je les cherche. En 1884, quarante-quatre députés, à votre demande, se constituèrent en commission pour chercher un remède à la misère sociale. Ce n'étaient pas des cléricaux, c'étaient bien les représentants de la société laïque : qu'ont-ils trouvé ? Qu'ont-ils fait ? Répondez.

« Vous dites : « Il faudrait essayer, tous, de bonne foi, de bonne volonté ! » Dites-vous cela à vous-même et aux laïcisateurs comme vous. Nous, catholiques, il y a longtemps que nous avons essayé et que nous avons réussi. Je ne dis pas que nous ne puissions pas faire davantage ; mais en tout cas, au contraire de vous, nous avons au moins commencé.

« Ce que nous vous demandons, puisque vous êtes en veine de pitié pour les malheureux, c'est que vous fassiez taire un peu votre passion antireligieuse, et que vous ne vous obstiniez pas à nous accuser, à nous traquer bêtement, brutalement selon votre expression, parce que vous êtes le plus fort ! »

Il y avait là évidemment quelque verve, et peut-être aurais-je pu, dans d'autres circons-

tances, être contre les adversaires de l'Église une plume utile. Mais on n'en avait pas fini avec « l'obstacle » royaliste avoué ou déguisé, et ma plume dut plutôt batailler, à mon grand regret, contre des frères que laissèrent insensibles et ne réussirent pas à désarmer les appels réitérés du Père commun des fidèles. Au lieu de faire bloc pour entamer les sectaires et reconquérir sur eux à la faveur du ralliement à la République et de l'évangélisation du peuple, les positions qu'ils nous avaient prises, il fallut piétiner sur place, discuter sur des pointes d'aiguille, ergoter sur le degré d'obéissance que méritait le Pape quand il parlait démocratie et République ; il fallut se garer de mille pièges, se défendre de mille accusations absurdes, s'entre-déchirer et dépenser le meilleur de nos forces à maintenir de nos propres mains la situation de l'ennemi. Quelle tristesse quand on se reporte vers ce passé, vers ces heures où, d'un côté, nous frémissions d'enthousiasme aux nouvelles de la rénovation chrétienne qui se produisait sur tous les points du pays, et où, de l'autre, notre cœur se serrait de douleur à la vue de tous les obstacles que des catholiques suscitaient à cette rénovation ! Le *Peuple Français* était la tribune d'où s'exhalait cette douleur et d'où partaient, le plus souvent de ma main, les traits acérés contre ceux qui la causaient. Mais n'anticipons pas sur ce chapitre qu'il faudra malheureusement écrire puisqu'il explique la grande débâcle qui depuis a fondu sur les catholiques. Nous avons auparavant encore quelques belles pages à retracer

à l'honneur de ceux qui comprenaient toute la valeur et toute la puissance du ralliement.

J'amenai un jour à l'abbé Garnier mon frère Henri, plus jeune que moi de trois ans, qui faisait sa première année de droit. Les doctrines socialistes faisaient des ravages au Quartier Latin. Une association de la jeunesse socialiste venait d'être constituée sous l'impulsion de Jules Guesde et sous la présidence de Zévaès. L'abbé Garnier aurait désiré pour arrêter ce mouvement et opposer propagande à propagande, constituer une Jeunesse de l'*Union nationale*, mais il lui fallait une tête, et il ne l'avait pas. Je lui amenai mon frère. Un peu plus âgé que le commun des étudiants, ayant déjà fini son service militaire comme maréchal-des-logis chef dans les cuirassiers, il avait l'esprit subtil, s'était passionné de bonne heure pour la question sociale et avait le tempérament très combatif. Le projet fut vite conclu. Une jeunesse de l'*Union nationale* était fondée, dont on allait s'empresser de recruter les membres. Les premiers qui se présentèrent furent M. Janne, aujourd'hui et depuis longtemps rédacteur à la *Croix*, MM. Laborbe, du Peloux, Brun, Quartier, Kessler, Joseph Ollé-Laprune, Viguerie, Doreau, etc. Bientôt on fut un joli groupe. Il fut alors décidé que pour frapper un grand coup et s'affirmer solennellement dans le Quartier Latin, on donnerait une réunion publique présidée par mon frère, où l'abbé Garnier, comme chef de l'*Union nationale*, exposerait ses idées et son programme.

Je me rappelle cette réunion qui dura jusqu'après minuit et où mon pauvre Henri sua sang et eau. C'était le 16 mars 1894. Le grande salle des Sociétés savantes était bondée de monde. Les loustics fumaient, piaillaient, s'esclaffaient. Mon frère parla un peu plus d'une demi-heure, exposant le but particulier de la Jeunesse de l'*Union nationale*. Tandis que les socialistes l'interrompirent, il était vigoureusement soutenu par les jeunes catholiques, qui n'avaient pas manqué au rendez-vous. Il remplit avec beaucoup de présence d'esprit et d'énergie son rôle de Président pendant le discours de l'abbé Garnier et la discussion contradictoire qui suivit. Je pus avec bonheur écrire le lendemain dans le *Peuple Français* que nous allions pouvoir désormais ajouter « à la fraternité du sang la forte et joyeuse fraternité du combat ».

Il avait vite discipliné autour de lui son jeune monde. Les réunions d'études se tenaient régulièrement chaque semaine aux bureaux du *Peuple Français*. Il va sans dire qu'on était surtout, dans cette jeunesse, friand de manifestations. L'abbé Garnier les avait servis à souhait quand était arrivé le moment des fêtes de Jeanne d'Arc, dont le culte à cette époque-là était en honneur plus que jamais. Sur la place des Pyramides, où se dresse la statue de la Pucelle, il y avait eu le 4 février une acclamation dont le retentissement avait été immense, un discours en plein air de l'abbé Garnier, qui avait constitué une sorte de prise de possession de la rue par les catholiques. On pouvait bien évaluer notre nombre à cinq ou six mille.

Les francs-maçons dépités et depuis quelque temps singulièrement agacés de toute cette agitation, avaient juré de prendre leur revanche. Ils avaient annoncé dans le courant de mai qu'ils viendraient, le 30, manifester devant Jeanne d'Arc. C'était leur droit : plus il y aura d'hommages à Jeanne d'Arc, plus il y aura lieu de se réjouir. Mais pour vexer les catholiques, ils crurent spirituel d'imaginer une couronne portant cette inscription : *A Jeanne d'Arc brûlée par l'Église.*

La veille de la manifestation mon frère vint me trouver et me dit : « Tu sais ce que veulent faire demain les francs-maçons. Eh bien, il faut les empêcher. Je n'ai mis dans mon secret que Janne et Laborde. J'ai idée de fondre sur eux à l'improviste, et avant qu'ils aient pu se reconnaître, de leur arracher leur inscription. Il ne faut pas qu'on lise çà sur la statue de Jeanne d'Arc. Qu'en penses-tu ? » Je lui dis : il faut le faire.

Le lendemain, vers deux heures, mon frère entouré de la jeunesse de l'*Union nationale*, était posté à l'angle du jardin des Tuileries. Tout d'un coup arrive comme une masse noire la bande des francs-maçons. Dès qu'ils sont en face, mon frère, comme une bombe, tombe au milieu où était la couronne, déchire l'inscription et la fourre dans sa poche, pendant qu'il roule par terre sous une grêle de coups de poing. Quelques amis, Laborbe en tête, volent à son secours. Les agents se précipitent. L'un d'entre eux le soutire au milieu de la bagarre et le conduit au

poste. Il y resta jusqu'au soir. Nous allâmes le réclamer et nous le portâmes en triomphe au *Peuple Français*, où l'inscription fut étalée comme un trophée. Le lendemain il y avait une petite réunion de Comité. Elle se changea en ovation. Joseph Ménard, dans l'escalier, criait : « Moi je viens pour embrasser Dabry ! »

IV

Retournons en province où, sans se manifester partout avec un formulaire démocratique, l'activité catholique débordait des cadres étroits où l'avait trop longtemps renfermée la politique des partis, et s'inspirait du principe du salut du peuple par lui-même.

Un des plus intenses foyers d'action était à Lyon où deux groupements s'étaient formés sous l'empire de circonstances différentes. L'un et l'autre était composé de très jeunes gens dont la maturité d'esprit était égale à la ferveur religieuse et au désir de se dépenser.

A la tête du premier était Victor Berne, bientôt accompagné de Gonin et de Raffin, qui fondèrent en novembre 1891 la *Croix de Lyon*. C'était, comme d'autres le faisaient un peu partout alors, un supplément hebdomadaire à la *Croix* de Paris, qu'ils essayèrent, au bout de quelques mois de rendre quotidien, sans y réussir. Mais ils réussirent admirablement à répandre le supplément hebdomadaire, par une méthode qu'il faut laisser raconter à M. Gonin :

« Un beau jour, deux jeunes gens partirent pour une localité voisine, chacun portant sous le bras un ballot de journaux... Ils arrivèrent à destination par le chemin de fer et débarquèrent chez un petit mercier où ils savaient être reçus ; là ils plièrent leurs *Croix* et attendirent anxieusement la fin de la grand'messe...

Enfin, bientôt à travers les portes demi-ouvertes, le chant de l'*Ite missa est* se fit entendre, et tous deux, se regardant avec un sourire causé par le métier qu'ils entreprenaient, allèrent se poster aux deux portes de l'église. Les assistants commençaient à sortir en foule lorsque les vendeurs improvisés se mirent à crier : « Demandez la *Croix de Paris*, la *Croix de Lyon* avec son *Supplément* illustré !!! les trois journaux pour un sou !!! » Leur voix, hésitante d'abord, s'était peu à peu affermie, et ils criaient maintenant d'un ton clair et assuré. Les hommes avaient fait le cercle, mais n'achetaient pas; enfin, une bonne dame tira un sou de sa poche et le tendit. Ce fut la main qui mit le feu aux poudres. Les hommes qui jusque-là s'étaient contentés de regarder, assaillirent, de sous, les crieurs et, la messe finie, les numéros avaient considérablement diminué.

Le visage des porteurs rayonnait ; entraînés par ce succès, ils suivirent la foule dans les rues en criant à tue-tête : Demandez... etc.

La musique des pompiers réunie sur la place attirait les curieux, nos bonshommes en profitèrent, et ils parcouraient les rangs des braves sapeurs ébahis en annonçant la *Croix*. Bientôt ce fut le tour des cafés...

La tournée dans les rues finie, il ne restait plus de journaux ! Tout ce qu'ils avaient emporté était vendu !... La paroisse se chargea de trouver un vendeur pour la suite (1)... »

(1) *Croix des Comités*, 5 juin 1892.

La réussite de cette tentative hardie, conclut M. Gonin, décida le comité de Lyon à faire continuer ces petits voyages. Un an après, presque jour pour jour, il était arrivé à faire pousser un si grand nombre de Secrétariats et de Comités qu'un organe spécial pour les zélateurs devint nécessaire et que naquit, sous la discrète et énergique impulsion de Victor Berne, cette admirable *Chronique des Comités du Sud-Est* qui a, par étapes et simultanément, reflété la pensée et enregistré les œuvres de la Bonne Presse, de l'Union nationale, et de la Démocratie chrétienne. Tout ce qu'on faisait pour le peuple contribuait à son ascension, à l'amélioration de sa situation matérielle et morale, et était bien accueilli de ces généreux jeunes gens. Mais ils sentaient bien que les œuvres qui n'allaient pas au fond du mal, qui ne tendaient pas à changer la condition économique et politique de l'ouvrier et ne relevaient pas, par conséquent, de la démocratie chrétienne, n'étaient que des palliatifs et ne pouvaient avoir d'autre utilité que de servir d'instruments pour ouvrir les voies. C'est pourquoi leur pensée, démocratique d'instinct, le devint peu à peu par réflexion et, sans rien sacrifier du domaine des œuvres chrétiennes, s'ouvrit toute large sur la nécessité des œuvres démocratiques, qui doivent toutes les couronner ou les remplacer.

Leur première œuvre fut la constitution d'une Conférence d'études, qui précéda même de quelques mois la fondation du supplément de la *Croix*, et qui était assez prospère en 1892 pour faire l'objet d'un rapport très intéressant de

M. Raffin au Congrès de la Jeunesse tenu à Grenoble. Un an plus tard, vers la fin de 1893, c'est l'Union nationale qui, au point de vue des œuvres proprement dites, fut leur premier champ d'action. L'abbé Garnier vint leur exposer par le menu comment on fondait un Secrétariat du Peuple, un Economat domestique, une Caisse de famille, etc., et les séduisit par l'originalité de ses vues à la fois réalistes et mystiques. Devant les regards de ces jeunes gens, ce fut un voile qui se déchira. Immédiatement, avec l'impétuosité de leur âge, ils se répandirent dans les quartiers populeux, Vaise, Saint-Jean, Perrache, Brotteaux, Guillotière, Croix-Rousse, et les ébranlèrent par le nombre vraiment inouï de conférences qu'ils y donnèrent. Dans ces conférences, ils faisaient appel aux ouvriers de bonne volonté, les exhortaient à se grouper, à créer une œuvre pour se faire mutuellement du bien. En même temps par les tracts, les affiches, les journaux, ils faisaient la guerre à la propagande sectaire et répandaient les idées chrétiennes. Deux ans ne s'étaient pas écoulés qu'il y avait peu de quartiers de Lyon qui n'eussent leur comité.

Parallèlement à cette organisation il s'en formait une autre qui avait un caractère de politique militante et qui avait pour pivot le journal la *France Libre*. Ce journal était né, dans les premiers mois de 1893, de l'idée anti-sémitique brusquement jetée dans la circulation par le prodigieux succès de la *France Juive*, d'Edouard Drumont. Il fut pendant deux ans hebdomadaire.

C'est en février 1895 qu'il devint quotidien et, se lançant dans les pleines eaux de la démocratie chrétienne, commença cette existence tourmentée, qui devait être si remplie, en étant si courte, et qui peut être comparée à celle d'un vaisseau sur les eaux de l'Océan.

Mouthon était là en tête. Philéas, un des vaillants qui combattaient sous sa bannière, nous l'a fait connaître au lendemain de la défaite :

« Un bon géant intrépide et doux » ; tel l'avait défini Drumont, jadis, alors que tout jeune encore, à peine sorti des Facultés catholiques de Lyon, il essayait, sur le terrain antisémitique, ses qualités de militant.

N'a guère changé depuis ce temps, malgré les épreuves : à peine sa solide carrure de montagnard s'est-elle voûtée ; à peine lit-on quelque amertume sur son visage de rêveur, qu'éclaire toujours le regard souriant, caressant et tranquille de ses yeux bleus.

Un convaincu, prenant à la lettre les enseignements de ses maîtres catholiques, qui lui vantaient Lacordaire et Montalembert, qui lui rappelaient l'apostrophe fameuse : « les fils des Croisés ne reculeront pas devant les fils de Voltaire », il a voulu consacrer — sans réserve — ses loisirs, sa fortune, son talent, à opposer à l'effort des fils de Voltaire la résistance opiniâtre et sans capitulation des fils des Croisés. Il a fondé la *France Libre* et lutté contre les Juifs et les francs-maçons, puis, par degrés, conduit son public fidèle, de ces négations verbeuses, qui n'apportent aucun remède à nos maux, aux vivantes réalités de la réorganisation catholique de notre société selon le programme de la démocratie chrétienne...

Loyal dans ses amitiés, n'a jamais cru qu'on pourrait le trahir ; dévoué jusqu'à l'abnégation à la cause qu'il a embrassée, croyait à la solidarité de tous ses tenants, comptait sur l'appui de ceux qu'il défendait.

C'est cette confiance qui l'a perdu (1)... »

Hélas ! elle l'a perdu plus encore que n'entendait le dire l'auteur de cet article. Mais en attendant cette heure déplorable, que de belles passes d'armes ! Que d'ivresses dans le labeur pour la cause ! Que de triomphes ! Nous aurons bientôt à les saluer sur notre passage. D'autres connaissances nous attendent, pour l'instant, à Montpellier et à Marseille.

A Montpellier, c'est d'abord l'abbé Fourié.

Qui a pu l'oublier de ceux qui l'ont connu ? Cette vivante figure encadrée d'une barbe noire, ce regard affable, cette tenue digne, ce geste conquérant ne peuvent sortir de la mémoire.

Il avait en propre, dit l'abbé Pastoret, le don de faire naître la sympathie. Il fit de la politique, et s'il a été combattu violemment, il ne fut jamais mésestimé de personne. Hommage fut toujours rendu de tous les côtés à sa droiture, à ses intentions généreuses, à son désintéressement. Inutile d'ajouter que la meilleure justice ne lui est pas toujours venue de ses adversaires conservateurs et que les socialistes, dont il fut un moment si redouté à Montpellier, ne se montrèrent pas toujours les plus avares d'admiration et d'éloges à l'endroit de son beau caractère.

Du reste, continue l'abbé Pastoret, dans les rangs catholiques où les divisions sont encore si nombreuses et furent si âpres, il y a quelques années, de tous les abbés démocrates maudits cent fois le jour ailleurs que chez les douairières et dans les châteaux où l'on attend le roy, il fut le moins suspecté et le moins mal jugé (2). »

(1) *La Vie catholique*, 3 février 1899.
(2) *La Vie catholique*, 17 février 1899.

Il débuta en 1890 par la fondation d'un supplément à la *Croix*, qu'il appela la *Croix méridionale*. Malgré des efforts inouïs, le succès ne venait pas, et l'œuvre se traîna jusqu'au moment où les circonstances lui suggérèrent cette originale création de l'Affiche à laquelle son nom restera attaché. C'était en 1892. Le Conseil municipal, en grande partie socialiste, avait eu l'idée de voter un subside pour que les enfants des écoles laïques pussent prendre à midi, dans des cantines aménagées pour cela, un repas gratuit. Comment ! se dit l'abbé Fourié, un repas gratuit avec l'argent de tous ! Mais, à ce compte, puisque socialisme il y a, il n'y a pas que les enfants des écoles laïques dans la ville ; il y a les enfants des écoles catholiques. Si on nourrit les uns, il faut qu'on nourrisse les autres. C'était logique, péremptoire et simple : tout ce qu'il fallait pour parler au bon sens et frapper l'imagination du peuple. Ah! ce fut une jolie musique !

« Justice-Egalité » fut sa formule.

Il convoqua les pères des élèves des écoles catholiques, presque tous ouvriers, leur lut le texte d'une pétition qu'il fallait porter au Conseil municipal. Pour grossir le mouvement et y intéresser l'opinion, la pétition fut affichée dans toute la ville. Naturellement, le Conseil municipal opposa un refus. Alors grande indignation. Nouvelles affiches, meetings, multiplication de conférences, constitution d'un Comité, le tout pour porter la chose devant l'opinion publique et le suffrage populaire aux prochaines élections

municipales. Elles eurent lieu en 1896. « L'abbé Fourié obtint l'élection d'une liste comprenant, sur 36 conseillers municipaux, 9 catholiques plus 22 républicains ayant promis de voter les secours scolaires à tous les enfants de toutes les écoles indistinctement. Les pouvoirs publics, effrayés, réussirent à faire annuler l'élection. Mais, pendant un an, Montpellier fut administré par un Conseil municipal ayant 9 catholiques dans son sein. Pas un seul catholique n'y était entré depuis 1870, pas un seul n'y est entré depuis (1). »

Mais les effets de cette campagne débordaient Montpellier. Tous les journaux en parlaient, et de tous côtés les catholiques s'emparaient des mêmes revendications et essayaient de les faire triompher par les mêmes moyens. Le succès était dans beaucoup d'endroits plus grand qu'à Montpellier même. « Dès la première année, dit la *Sociologie catholique*, plus de quarante conseils municipaux républicains accordaient leurs secours aux enfants de toutes les écoles, chrétiennes ou laïques. » L'abbé Fourié lui-même, questionné au Congrès ecclésiastique de Reims sur les résultats de sa campagne, disait : « Avant, il y avait cinq cents communes qui s'inspiraient du principe Justice-Egalité ; depuis, il y en a huit cent soixante-quinze, et le nombre ne cesse d'augmenter. »

Parmi les moyens employés partout, il y avait l'Affiche, dont il avait soudain révélé la puis-

(1) La *Sociologie catholique*, juillet-août 1903.

sance. Au Congrès ecclésiastique de Reims, il en étala quelques modèles. C'était vraiment curieux et saisissant.

« Le journal, disait-il, ne s'adresse qu'à l'abonné ou à l'acheteur; l'affiche, tous les passants peuvent la lire. Pour qu'elle produise son effet, il faut :

1° Qu'elle soit bien conçue et rédigée en un style spécial. Elle doit être courte, non pas un traité, mais un *trait*. Le style doit être clair, populaire, concis. Elle doit être un coup de clairon, affirmer toujours et ne jamais discuter.

2° Il faut que son exécution typographique attire l'œil. La couleur doit en être choisie avec soin; l'affiche qui réussit le mieux est l'affiche tricolore.

3° Il faut qu'elle soit bien placée sur les murs et aux endroits favorables, surtout aux endroits de passage, et à la hauteur voulue (1). »

Il terminait par un détail pratique important: c'est que tout le monde a le droit de faire poser des affiches, et que si quelqu'un s'avise de les lacérer, il est passible de poursuites. Il ne s'en était pas fait faute pour son compte. En quelques mois il avait intenté soixante-dix procès à des gardes-champêtres et autres officiers municipaux : il les avait tous gagnés.

Pour ces actions judiciaires, comme pour toute son œuvre religieuse, politique et sociale, il était admirablement secondé par un jeune avocat, dont le nom est inséparable du sien, Jean Coulazou. Tous les deux ils ont disparu jeunes, mais ils ont tracé en quelques années

(1) *Compte rendu* du Congrès ecclésiastique de Reims, pages 180-183.

un sillon si profond que tout ce qui poussera désormais sur le sol chrétien où s'est exercé leur zèle parlera d'eux aux générations les plus éloignées.

A Coulazou échut la tâche discrète et difficile de former les esprits, d'orienter les efforts et de les grouper, dans une ville où afflue la jeunesse « étudiante » et où se donnent rendez-vous toutes les influences qui se la disputent. Coulazou si chétif d'apparence, mais d'un abord si engageant, d'un commerce si agréable, avait dans sa personne toutes les qualités nécessaires pour attirer, et dans son esprit toutes les ressources pour retenir. S'il mettait une sorte de passion à s'effacer et à se tenir au dernier rang, il avait le don de dominer, pour ainsi dire malgré lui, par la hauteur et la sûreté de sa science, qui rendait tout de suite attentif à ses paroles. Comme il était littéralement dévoré par le feu de l'apostolat et qu'il n'y a même aucune exagération à dire qu'il en a été consumé avant l'heure, on comprend que sous son action aient été attirés les uns vers les autres. comme par une main puissante et à peine visible, les jeunes gens studieux et chrétiens, qu'il groupait, qu'il associait sous tous les prétextes, sous tous les noms et sous toutes les formes.

A propos de la *Conférence Pie IX*, où on se livrait surtout à l'étude de la question sociale, M. Coste, un de ses amis, nous l'a fait connaître dans quelques détails.

« Il pourvoyait sans cesse au recrutement de l'œuvre, s'efforçant, au début de chaque année scolaire, de se ren-

seigner sur les étudiants disposés à y entrer pour prendre la place de ceux qui, leurs études terminées, allaient appliquer ailleurs les vrais principes chrétiens dont ils avaient ici appris la notion. Jamais, par excès de modestie, Coulazou ne voulut présider les séances ; mai presque toujours il les anima. Que de fois sa voix, éloquente de conviction, ne résonna-t-elle pas dans les réunions si instructives et en même temps si familières de la rue Trésorier de la Bourse ! Que de fois les membres ne cherchèrent-ils pas à provoquer de longues répliques de sa part ! D'un large et rapide coup d'œil, il savait envisager la question posée, et l'exposer sous son aspect le plus compréhensif : aucun détail ne lui échappait et il en éclairait toutes les obscurités dans de piquantes causeries d'un charme inoubliable (1). »

Il est certain qu'il possédait à fond, dans ses principes et ses applications, la science sociale. M. Coste, en appendice à l'article que je viens de citer, a pu prendre l'encyclique *Rerum novarum* et, la suivant dans chacune de ses parties, a pu citer, en regard, des articles ou brochures de Coulazou où elles sont expliquées et développées. Il n'y a même pas d'exception pour les questions les plus arides, comme le placement des capitaux à l'étranger et le change international par exemple. Les articles où il traitait ces questions, il les semait un peu partout, dans toutes les revues et journaux sociaux catholiques, de même qu'il était un des plus assidus sectateurs de réunions et de congrès, en sorte que son action intellectuelle a eu une portée générale, et que la semence de rénovation sociale dont

(1) La *Sociologie catholique*, juillet-août, 1903.

son cœur débordait et qu'il était toujours impatient de répandre est tombée beaucoup plus loin que la sphère ordinaire de son activité. Mais la plupart ont paru dans la *Sociologie catholique,* qu'un jeune docteur en théologie, à son retour de Rome, avait fondée l'année de l'encyclique sur la condition des ouvriers, M. l'abbé Sahut, et dont Coulazou, en 1896, était devenu le directeur.

Depuis la *Croix* jusqu'au *Sillon*, en passant par l'*Union nationale*, la *Démocratie chrétienne*, le *Tiers-Ordre,* les *Congrès de Jeunesse*, il embrassait tout de sa sollicitude et recommandait tout autour de lui. Il n'y avait que le système « conservateur » qu'il ne pouvait souffrir. « La Révolution, disait-il, qui en ces matières n'a pas commencé en 1789 et n'a pas cessé en 1802, la Révolution a détruit tout l'ordre chrétien que le christianisme avait lentement édifié pendant de longs siècles. L'Eglise ne propose donc pas à ses enfants une œuvre de conservation, mais une œuvre de reconstitution, de restauration » (1).

Nobles rêves, dont il ne verra que du haut du ciel la réalisation, à laquelle peu auront contribué autant que lui et son initiateur et compagnon de lutte, l'abbé Fourié !

Si de Montpellier nous passons à Marseille, nous trouvons qu'ici presque tout le foyer de l'action était l'*Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers*. Quelques jeunes gens qui faisaient partie de l'*Association catholique de la Jeunesse fran-*

(1) Cité par M. Coste, *loc. cit.*

çaise, issue de cette œuvre, prirent, en juin 1890, l'initiative de la fondation d'une revue destinée à vulgariser les idées dont M. de Mun était l'éloquent porte-parole et l'*Association catholique* l'organe doctrinal autorisé. Ce fut le *XXe Siècle*, dont le titre indique la tendance et la hardiesse et qui, dans le mouvement des idées à la fin du XIXe siècle, a si vigoureusement marqué sa place. C'est dans ces feuillets, qui se présentaient chaque mois au public sous leur jolie robe verte, que s'épanchaient les fortes idées de cette jeunesse studieuse, que se donnait libre carrière l'imagination créatrice et le merveilleux esprit d'observation des Saint-Ferréol, des Montléon, des Borelli, des Bergasse. A Montpellier, dans la *Sociologie catholique*, et ailleurs, on s'occupait surtout des applications de la doctrine et des vérités contingentes; ici on faisait la doctrine et on en cherchait les rapports avec les vérités éternelles. On cherchait à asseoir la science sociale et les faits qui en relèvent sur les principes les plus élevés de la philosophie. Car si tout d'abord la revue n'avait voulu être qu'un organe de vulgarisation, « cet objectif modeste », à cause de la valeur de ses rédacteurs, « n'avait pas tardé à être dépassé ».

« L'initiative prise répondait si bien à l'attente du moment, l'allure des premiers fascicules parut si concordante aux préoccupations d'un grand nombre, que l'œuvre acquit dès l'origine une extension imprévue: les concours arrivèrent; les approbations suivirent ; au bout d'un exercice enfin, le *XXe Siècle* avait sa place à l'avant-

garde des recueils catholiques de littérature sociale (1).

Il serait injuste de ne pas constater que cette fortune était surtout due au fait et au mérite du jeune homme de vingt-trois ans qui avait été le principal fondateur de la revue, qui en était le directeur, Joseph de Saint-Ferréol. On pourra juger de l'homme et de l'œuvre par l'extrait suivant de la notice que la revue lui consacra quand une mort prématurée vint l'arracher à la sympathie de ses amis et à l'universelle admiration.

« Joseph de Saint-Ferréol était, dans toute la force du terme, une grande intelligence. Porté par un goût irrésistible vers l'étude de la philosophie sociale, il s'était familiarisé de bonne heure avec les maîtres de cette science. Joseph de Maistre, de Bonald, Blanc de Saint-Bonnet, le cardinal Pie étaient ses auteurs de prédilection : c'est dire à quelle source pure et féconde il puisa sa formation philosophique et expliquer, par là même, la solidité de doctrine dont il se montra toujours si jaloux. Mais à cette qualité fondamentale de son esprit s'en joignait une autre, non moins précieuse dans les périodes de transition comme celle où nous vivons : il avait un sens profond de l'évolution des choses, un désir inquiet d'en pénétrer les replis et d'en dissiper les incertitudes. Aussi le voyait-on s'enquérir de toutes les manifestations de la pensée contemporaine, s'efforçant de la surprendre partout où elle pouvait se révéler, non moins dans les écrits, un peu délaissés aujourd'hui, des initiateurs de la Révolution, que dans ceux, plus en vogue, du libéralisme économique et politique moderne, ou encore dans le contact immédiat avec les personna-

(1) *XX[e] Siècle*, 1[er] janvier 1895.

lités les plus en vue ou les plus originales du mouvement social.

Cette recherche scrupuleuse des phases de l'évolution, jointe à un attachement inébranlable aux doctrines traditionnelles, faisait de lui un esprit essentiellement synthétique, et par conséquent des plus aptes à pénétrer, à la fois dans leur unité et dans leur complexité, les problèmes du temps présent. Et, en effet, montrer dans une vaste synthèse la sublime harmonie du plan divin, montrer la concordance nécessaire des réalités contingentes avec l'immuabilité des principes, tel fut le rêve de toute sa vie, le but vers lequel tendaient toutes ses pensées, l'objet en vue duquel il ne cessait de rassembler de nombreux documents. Mais il se gardait de toute solution hâtive et aventurée : il était de ceux qui savent observer et attendre, de ceux qui ne consentent à livrer leur pensée que lorsqu'elle a été mûrie dans le silence et le recueillement, de ceux enfin qui pensent que c'est desservir une idée que la défendre avec des armes insuffisamment préparées (1) ».

D'après ces dispositions et dans ces vues, tout sujet « intéressant de près ou de loin la vie sociale » pourvu qu'il fût envisagé dans son sens général et au point de vue philosophique, était admis à la Revue. Mais on ne la connaîtrait qu'imparfaitement si on ne savait que parmi tous les sujets, ses rédacteurs qui s'étaient placés sous le triple patronage de saint Benoît, patriarche de la paix, de saint Thomas d'Aquin, prince de la science, et de saint François d'Assise, modèle d'amour, se portèrent de préférence vers ceux qu'évoquaient ces grands noms, surtout

(1) Le *XXe Siècle*, mai 1898.

celui de saint François si fréquemment rappelé à l'admiration et proposé à l'imitation des contemporains par Léon XIII. Saint François, l'amant affolé de la Pauvreté, rappelle surtout le mépris de l'argent, le contraire de cette soif de l'or qui était la plaie de son temps, et qui est la plaie du nôtre. Les rédacteurs du *XXe Siècle*, avec une indépendance de vues et un courage qui leur fait le plus grand honneur, sondèrent cette plaie et en montrèrent toute la laideur, à la lumière des principes, dans l'illégitimité qu'il y a à produire de l'argent avec de l'argent et à s'enrichir, par toutes sortes de spéculations, sans travailler. Si on veut des documents sur le capitalisme et les abus du capitalisme, c'est dans la précieuse collection de cette revue, dans le *XXe Siècle*, qu'il faut aller les chercher. En 1900, quand il fut passé des mains de ses fondateurs dans les mains d'une élite de Tertiaires de saint François, cette particularité fut signalée avec beaucoup d'éloquence dans un article dont voici une citation :

« Le *XXe Siècle* a combattu pour Dieu et pour le peuple, pour déjouer les pièges et arrêter les déprédations de l'usure vorace. La doctrine qui niait la fécondité de l'argent était ensevelie sous les pratiques usuraires de la Renaissance, de la Révolution. Elle était oubliée à moitié et négligée par ses disciples dont la persécution, du reste, avait diminué le nombre. Elle commençait à revivre et à expliquer les ruines faites par les systèmes qui l'avaient remplacée, elle recueillait quelques rares adhérents en quête de la vérité et dessinait peu à peu une action aussi hésitante que nouvelle. Le *XXe Siècle* fut la résultante de cette action et devint, au lendemain

de sa naissance, un organe franciscain, parce qu'en réalité l'action qui lui avait donné le jour procédait de l'esprit et du cœur de saint François d'Assise ».

C'est bien cela, et le cœur de ces jeunes gens distingués ne les portait pas moins à payer de leur personne qu'à répandre le trésor précieusement amassé de leurs idées. Il n'y avait ni manifestation, ni entreprise qui pût se faire sans eux. Déjà, il y avait deux ou trois ans, ils avaient été l'âme et les principaux organisateurs de ces fameuses Assemblées provinciales qui n'eurent pas la publicité qu'elles méritaient et furent trop peu connues.

Mais j'ai hâte de leur adjoindre, dans cette courte mention, le prêtre qui, à quelque distance de Marseille, venait très souvent au milieu d'eux, prenait sa part de leurs préoccupations, de leurs joies et de leurs travaux, qui apporta une collaboration si précieuse à leur revue, et dont l'influence, dépassant de beaucoup les limites territoriales où s'exerçait son action, lui fait une place si considérable dans le mouvement catholique social.

C'était l'abbé Pastoret, aumônier du cercle catholique d'ouvriers à Toulon, orateur et écrivain de première valeur, personnalité si complète qu'on peut dire qu'elle présente à un certain degré tous les traits épars, les qualités d'intelligence, de jugement, d'action et de sens pratique, que nous avons pu jusqu'ici constater chez l'un ou l'autre de nos militants. L'Œuvre des Cercles fut son école et son principal champ

d'action. Mais chaque année, là où les catholiques étaient réunis, il paraissait. Partout où l'on délibérait, où se tenait un congrès, où s'élaboraient des résolutions, où s'encourageait le zèle, où s'entretenait la confiance, où se prononçaient des paroles qui pouvaient être des actes, sa présence était assurée. Et ce n'était pas une présence quelconque. Son rôle était de faire la lumière.

L'abbé Pastoret est un des rares qui se sont donné une forte préparation, qui n'ont pas cessé, depuis le premier jour où ils ont voulu se rendre utiles, de mettre leurs moyens intellectuels en harmonie avec leur bonne volonté. Quant aux facultés par lesquelles il fait valoir et transmet au public ses connaissances, elles ont un jour tenté la plume de l'abbé Tartelin, le délicat et vigoureux portraitiste, qui s'exprime ainsi :

« Il a le don de débrouiller, de clarifier les problèmes les plus troubles. Sa parole est comme un filtre au travers duquel les questions prennent rapidement une attrayante limpidité. Cette élocution lumineuse n'est d'ailleurs que le resplendissement au dehors d'une pensée toujours nette, d'un esprit de plein air et de grand jour, qui fuit les brumeux sophismes, et s'en va droit aux horizons purs.

La voix, dominatrice, s'impose ; le geste, autoritaire, arrête l'interruption. Dans toutes les assemblées où il se trouve, sans le rechercher ni le vouloir, l'abbé Pastoret prend une place prépondérante...

Toujours maître de lui-même, prompt à surprendre le secret d'un auditeur et le faible d'un adversaire, il met au service d'une sincérité persuasive les plus subtils artifices de la discussion, il ébranle les plus décidés, fixe

les plus incertains, déconcerte les plus hostiles, et, suivant avec une fidélité stoïque et une chaleur contenue le fil d'acier d'une logique infrangible, il maîtrise la raison par la vérité, et montre à la conscience émue le modèle vivant de l'honnête homme habile à bien dire (1). »

Quand parut l'Encyclique *Rerum novarum*, il était de ceux qui étaient le mieux préparés à la comprendre, puis à la commenter. Il le fit non seulement dans ses conversations de tous les jours, dans ses discours courants et dans ses écrits, mais dans quelques circonstances solennelles, notamment le 29 avril 1894, pour la clôture du Congrès régional de l'Œuvre des Cercles. C'était dans la cathédrale de Marseille, en présence de l'Evêque. Il y avait quatre mille auditeurs. L'abbé Pastoret parla sur l'Action sociale de l'Eglise. Avec un éclat d'éloquence incomparable, il agita devant ce public catholique un peu étonné les grandes vérités du document pontifical, autour duquel les journaux « bien pensants » avaient organisé une sorte de conspiration du silence. Il entra de plain pied dans la question, et le mot de justice retentit dans cette bouche sacerdotale avec un accent et des applications qui indiquaient bien qu'un ordre nouveau était commencé.

V

Pour achever de tracer l'ébauche de l'œuvre à laquelle s'adonnèrent avec tant d'entrain tant de

(1) *La Voix du siècle*, 11 juillet 1901.

bons ouvriers, il nous faut signaler enfin les organisations de Jeunesse, d'où commençait à sortir l'action sous ses formes nouvelles, et où étaient cultivés des germes précieux comme la réserve de l'avenir.

La plus ancienne de ces organisations était celle de la *Jeunesse des œuvres*, jeunesse du bon peuple et de la moyenne bourgeoisie, qui fréquentait les patronages et œuvres similaires. Sous l'énergique impulsion de la *Commission des patronages*, instituée en 1889, selon l'agréable récit que nous en a fait M. Turmann (1), elle avait pris, dans ces dernières années, un grand développement. Bientôt, c'est-à-dire chaque année après 1895, elle allait tenir sous la présidence et par les efforts de M. Jules Bonjean, les Congrès de Bordeaux, Paris, Marseille, Lille, qui devaient ouvrir les portes de l'œuvre aux influences du dehors et la jeter dans le courant d'idées provoqué par Léon XIII.

La seconde organisation était celle de la jeunesse aristocratique, recrutée principalement parmi les anciens élèves des collèges des Jésuites. Elle s'appelait l'*Association catholique de la Jeunesse française*. Issue de l'Œuvre des Cercles et restée étroitement unie avec elle, elle marchait avec M. de Mun. Dans le branle-bas qui suivit la publication des deux encycliques, elle se sentit mordue au cœur par le désir de n'être en reste avec aucune autre association pour prendre quelque initiative. Elle fonda, en mars 1892,

(1) *Au sortir de l'Ecole*, les Patronages, chez Lecoffre.

la Ligue de propagande catholique et sociale, qu'elle pria M. de Mun de patronner et de présider. A la tête de la Ligue, après M. de Mun, étaient MM. Robert de Roquefeuil, Maurice Delamarre, Galtier, Griffaton, Reverdy, François Veuillot, Maurice Papillon. Ils instituèrent le centime électoral, tinrent un Congrès au mois de juin, agirent beaucoup en province par correspondance, et contribuèrent dans une très large mesure à préparer un terrain favorable pour les élections.

Une troisième organisation qui devait plus tard englober la jeunesse intellectuelle et la jeunesse démocratique, et porter au cœur même du peuple l'agitation de l'Evangile, prenait naissance au collège Stanislas, parmi les élèves, dans les derniers mois de 1893.

Cela s'appelait la *Crypte*, du nom de l'endroit où l'on se réunissait.

« Une piété me saisit, dit l'un d'eux, au souvenir de cette Crypte, humble catacombe où grandit obscurément notre foi...

Dans la salle étroite et longue, aux bancs amoncelés en gradins, sous la clarté jaune des ampoules électriques, la vie, la vraie vie des âmes agitait nos cœurs de vingt ans, les mains battaient, l'interruption qui jaillit, puis l'acclamation brusque, triomphante. A l'écart, la face énergique du prêtre qui voulut ce libre mode de s'enseigner les uns les autres, à qui Dieu épargna d'assister à l'étranglement de la liberté en France. Les couloirs bondés comme la salle, les têtes pressées, se haussant pour voir, les bras en gestes au-dessus des têtes.

Toute la semaine préparait la réunion prochaine. On faisait campagne dans les cours de toutes les divisions.

Aux heures de sortie, vite vers les faubourgs. Les amitiés populaires s'ébauchaient qui durent toujours. Nous recrutions des conférenciers démocrates : tel l'ouvrier lillois, amené triomphalement à la *Crypte*, au sortir de notre premier banquet, donné en son honneur. Et toujours montait le désir de la liberté, l'impatience de passer de la veillée d'armes au combat. »

En attendant, on passe du collège Stanislas à l'Ecole Polytechnique, où le prosélytisme continue.

On se trouve dans la chambre d'un élève :

« Pas mal de curieux, de sceptiques, de railleurs. Mais nous ne sommes pas seuls convaincus : tantôt un Juif, tantôt un ami des Francs-Maçons rivalisent de zèle avec nous. Un *coffin*, cette commode où l'élève de l'Ecole serre ses affaires, tient lieu de tribune ; l'auditoire est étendu, sur les lits, assis aux tabourets ou sur le sol, debout le long des murs, devant les fenêtres ; on parle de la vertu et des limites de la science, de l'histoire de l'Ecole, de la philosophie de Guyau, du rôle de « nos antiques » en Quarante-huit, etc.

Tout à coup le clairon pousse ses notes rauques, déformées par l'acoustique des corridors.... On dévale les escaliers, bondit sur les cahiers et les cartons, court à l'amphithéâtre et l'on arrive un peu moins las d'intensive mathématique, joyeux d'espoirs formés pour le jour de la liberté et satisfaits, ma foi! de la républicaine discipline qui nous régit sous le directeur général André et permet à des catholiques, un jour, de méditer ensemble, un autre, de convoquer les camarades au gai rendez-vous des droites opinions (1)!

Ce furent les débuts du *Sillon*.

(1) Almanach du *Sillon*, 1904, au *Sillon*, 34, Boulevard Raspail.

Nous aurons, par la suite, à mentionner bien d'autres œuvres, mais déjà on peut voir par ce rapide tableau combien étaient variés les éléments que Dieu suscita en cette fin du dix-neuvième siècle pour la rénovation religieuse de notre pays. Un siècle de révolution, trois siècles de paganisme avaient dissocié de tout la religion, et l'avaient reléguée dans des sphères où elle n'était plus en contact avec rien de réel : voici que des esprits d'élite, des talents de premier ordre, des hommes d'action, des jeunes gens désintéressés, des prêtres de zèle se lèvent qui lui rendent des lettres de naturalisation dans tous les domaines, qui l'accréditent, la parent de splendeur et lui refont une cour de dévots, non plus dans le sanctuaire seulement, mais dans le monde de la politique, dans le monde de la philosophie, dans le monde de la science, dans le monde des affaires, dans le monde du travail, dans la rue, aux champs, dans les assemblées publiques, dans les écoles, chez les grands, chez les humbles ; il y a comme un frémissement religieux ; ce que tant de gens croyaient avoir muselé et tenir à peu près immobile, depuis les sectes jusqu'aux partis politiques, apparaissait plus vivant, plus agissant que jamais, plus désireux de tout animer de son souffle, et de tout sauver en se sauvant !

Qu'ils fussent sincères ou non, les littérateurs eux-mêmes sentirent passer sous leur plume ce souffle de renaissance religieuse et se mirent à le grossir de leur propre voix. Un jeune prêtre qui devait jouer un rôle important dans les

événements ultérieurs, l'abbé Félix Klein, relevait le fait dans un livre sur les *Nouvelles Tendances* en religion et en littérature.

A ce même moment, les circonstances amenèrent en France le grand évêque américain, Mgr Ireland, qui, se rendant à Rome, en juin 1892, s'arrêta à Paris et produisit par sa parole énergique la plus forte impression.

Invité par un comité où figuraient M. de Mun, M. de Voguë, M. Henri Lorin, il resta huit jours au milieu d'un public avide de savoir comment la religion peut se rendre populaire dans un pays de liberté. Il répondait à ces désirs par ces paroles :

« L'Eglise, en Amérique, est l'Eglise du peuple. Nos prêtres, nos évêques, sont tous dévoués au peuple ; ils vivent parmi le peuple, qui les reconnaît comme ses protecteurs et ses amis. Nous donnons, sans doute, beaucoup de temps au sanctuaire et à la sacristie, mais nous en consacrons beaucoup à la vie publique.

Vous serez peut-être étonnés de m'entendre dire que je prononce à Saint-Paul presque autant de discours sur l'industrie, l'agriculture, les chemins de fer, et les questions sociales, que j'en fais en chaire.

Je me rappelle avoir fait, l'année dernière, un grand discours aux ouvriers des chemins de fer, et le lendemain je parlais à une réunion de présidents des chemins de fer des Etats-Unis. En parlant aux ouvriers, je me suis montré l'ami et le défenseur de tous leurs droits. Un journal disait le lendemain que j'avais une rude tâche à plaire ensuite aux présidents des chemins de fer, aux millionnaires du pays. Je me suis très bien tiré d'affaire. Je leur ai dit : Messieurs, quand j'accordais hier soir

aux ouvriers leurs droits, et que je leur disais qu'ils devaient défendre ces droits, je défendais les vôtres, car vous aurez vos droits quand vous accorderez leurs droits aux travailleurs.

Je dois le dire à l'éloge du peuple américain, catholiques et protestants aiment à voir le clergé s'occuper de tous les intérêts du pays. Ils veulent avoir pour ces intérêts toutes les forces intellectuelles et morales dont le pays peut disposer. Ils sentent que le clergé est nécessairement une force sociale, et ceux qui par leurs croyances religieuses ne sont guère sympathiques aux idées catholiques, savent qu'aujourd'hui les Etats-Unis ne peuvent se passer des dix millions de catholiques et des quatre-vingt-dix évêques...

D'ailleurs, ils ne nous craignent pas. Pourquoi nous craindraient-ils ? Nous prouvons par nos paroles et par nos actions que nous sommes les patriotes parmi les patriotes.

Notre cœur bat toujours pour la République des Etats-Unis. Notre langue est toujours éloquente quand il s'agit de chanter ses louanges. Nos mains sont toujours levées pour la bénir et bénir ses soldats...

Dans le passé, on disait que l'Eglise catholique ne pouvait pas se concilier avec la République, que l'air libre de l'Amérique lui serait fatal. On s'imaginait que les catholiques voulaient implanter aux Etats-Unis les idées monarchiques ou impérialistes des autres pays.

L'Eglise catholique a respiré l'air de la République, et elle s'en trouve très bien. On ne doute plus aujourd'hui de notre patriotisme (1) ».

Ces paroles furent vigoureusement applaudies. Les jeunes gens du cercle du Luxembourg voulurent avoir pour une soirée l'apôtre au verbe

(1) Première conférence à la Société de Géographie, 18 juin 1892.

puissant. Ils lui firent une ovation. Avant de partir, il leur dit : « Je suis forcé de reprendre la mer. Pendant que je combattrai là-bas, travaillez, marchez, agissez, Messieurs, et je demanderai avec confiance aux vagues mugissantes de l'Atlantique ce qu'est devenue la chère France ».

Il s'en alla, laissant comme une vision, à travers ses généreuses paroles, l'image de la religion et de la liberté, du clergé et du peuple, du Catholicisme et de la République fraternisant dans des sentiments de loyale entente, collaborant, dans une émulation de bonne volonté et de bons offices, pour leurs avantages réciproques et pour la prospérité et la grandeur d'un pays.



CHAPITRE VII

L'Esprit Nouveau

I

Le moment approchait où l'on allait voir les premiers effets de la nouvelle politique et si tant d'efforts pour reconquérir la sympathie du peuple n'étaient pas stériles. Les députés élus en 1889 approchaient de la fin de leur mandat, de nouvelles élections devaient avoir lieu en 1893.

C'est là qu'on attendait le ralliement. Des hommes qui depuis un siècle ajournaient d'une période à l'autre la réalisation de leurs espérances, qui, depuis vingt ans, échouaient invariablement dans toutes les élections et promettaient toujours de sauver la France la fois prochaine, ces hommes-là réglaient d'avance que si le ralliement échouait dans cette première épreuve, l'expérience serait faite et qu'il faudrait y renoncer. Ils ne négligeaient d'ailleurs rien pour cela, et, n'ayant su que compromettre la religion, ils trouvaient mauvais qu'elle essayât de se sauver elle-même. Le

Pape souffrait de cette opposition, et nous verrons qu'il ne put s'empêcher d'en exprimer dans un document public, en termes très vifs, sa grande douleur. Il était visible qu'il faudrait compter, au jour du scrutin, avec ces nouveaux adversaires, qui n'allaient pas hésiter à frapper leurs amis dans le dos.

L'élan n'en était pas moins magnifique parmi les catholiques dociles aux directions pontificales, et s'ils avaient eu autant de sens politique que de zèle religieux, il n'y a pas de doute qu'au lieu d'un succès moral qui depuis pesa sérieusement dans la politique, ils n'eussent remporté en 1893 une véritable victoire.

Ils furent conduits à la bataille par trois hommes de tempéraments divers, de talent immense, qui représentaient comme la gauche, le centre et la droite du nouveau parti, je veux dire M. Etienne Lamy, M. Piou, et M. de Mun.

M. Lamy n'était pas un rallié. Il avait fait partie de la majorité républicaine de 1876, brutalement congédiée par le maréchal de Mac-Mahon. Il était revenu eu octobre 1877 avec les 363. Il s'était fait tout de suite remarquer par un brillant rapport sur le budget de la marine, et il s'était signalé à l'admiration des parlementaires autant qu'à la reconnaissance des catholiques par sa vigoureuse intervention, en juin 1879, dans la discussion de l'article 7. Il offrait autant de garanties au point de vue républicain qu'au point de vue religieux. C'était l'homme idéal pour la situation. Comme chef de

parti il avait tout ce qu'il faut pour séduire, sinon pour entraîner. « Ce n'est pas le tribun à grands gestes, à éclats tonitruants, à périodes aussi vides que sonores, c'est le véritable orateur parlementaire, distingué, courtois, maître de lui-même, le tory français, sachant ce qu'il veut dire, le disant sobrement, fortement, avec une énergie de pensée qui n'a d'égale que la correction impeccable de la forme et le respect inaltérable de la personne, des intentions et des opinions d'autrui (1). » Pour mettre les républicains la main dans la main avec les catholiques, pour faire tomber de part et d'autre les préjugés, pour parler tour à tour avec douceur et énergie, pour jeter sur les nécessités de la situation la lumière de l'évidence et la faire briller d'un éclat irrésistible aux yeux de tous, c'était l'intermédiaire le plus exquis qu'on pût rêver.

Il plaça, pour ainsi dire, comme une grande préface à la période électorale par un article paru dans la *Revue des Deux-Mondes*, le 1er juin 1892, sur le *Devoir des Conservateurs*. Il prenait les choses de très haut, et montrait comment la République, par suite de l'opposition inconstitutionnelle des conservateurs, n'était pas soumise à ce flux et ce reflux bienfaisant de l'esprit conservateur et de l'esprit progressiste tour à tour prépondérants, qui sont la garantie du bon ordre et du progrès normal des sociétés, et était ainsi exposée à être entraînée à tous les

(1) Article de Fr. Descottes, dans l'*Univers*, 25 mars 1893.

excès par l'une de ces deux forces, et à entraîner la France avec elle. C'est ce malheur que devaient empêcher les conservateurs en entrant dans la République et en y jouant leur rôle naturel d'opposants constitutionnels. Ils avaient, par conséquent, à accomplir une œuvre de résolution et une œuvre de sagesse. Il les conviait à envisager sans faiblesse leurs nouveaux devoirs.

« Si l'équivoque de déclarations vagues prête au soupçon ; si, tandis que votre bouche les donnera, flotte encore dans votre regard le rêve qui charmait votre sommeil ; si même, tout éveillés et sincères, vous trahissez une répugnance instinctive et un dédain inconscient pour les institutions acceptées, la barrière de défiance qui vous isole du peuple ne tombera pas. Trop d'intérêts travaillent à perpétuer entre vous et lui les discordes, pour que vous puissiez le gagner à demi.

La République n'est pas une rade foraine d'où vous étendrez, au premier souffle, vos voiles vers un rivage innommé. La République est le port où abordent vos longues incertitudes, où vous prenez terre pour jamais. Voilà ce qu'il faut dire ; et, pour le dire, ce qu'il faut croire. La sincérité seule a le don divin de la persuasion, parce qu'elle gagne à la fois les intelligences et les cœurs. Allez donc à ce peuple, loyaux pour qu'il vous aime, livrez-vous pour qu'il se donne. Ne soyez pas avares de la bonne nouvelle, ne vous offensez pas s'il vous demande, plus qu'il ne serait discret, de répéter vos engagements envers la République. Vous les avez fait si longtemps attendre, et il y aura tant de joie sur la terre pour cette conversion des justes ! Plus on vous verra résolus, moins on exigera de gages, et vous passerez pour républicains dans l'exacte mesure où vous sentirez l'être vous-mêmes. Et la France ne vous contestera pas le titre si elle voit en vous le courage

des sacrifices généreux, la paix des résolutions irrévocables, la fierté de la grandeur nouvelle que la démocratie libre doit ajouter aux grandeurs historiques de la monarchie, la foi enfin qu'il n'y a pas déchéance à servir, après la gloire des rois, le bonheur des peuples. »

Il n'y a, je crois, aucune témérité à affirmer que l'auteur de ces énergiques paroles, s'il ne faisait pas de personnalités, avait particulièrement en vue ces ralliés de la première heure qui semblaient toujours vouloir se reprendre, ou du moins qui semblaient démentir par la fidélité à leurs anciennes habitudes de membres de la droite, le titre de républicains qu'ils s'étaient donné.

« Connus par l'éclat de leur attachement à la monarchie, ils ont un jour rédigé un procès-verbal de leur adhésion à la République. Il n'y a pas à marchander les louanges aux bons citoyens qui sacrifiaient ainsi leurs préférences pour se lier à la vérité, mais ils s'exagèrent la valeur d'une signature, s'ils croient qu'elle suffise à faire vivre un parti. Dans un gouvernement d'assemblées, la force est la parole, et ils ont des orateurs de premier mérite. Or, d'ordinaire ils se taisent ; quand par exception ils parlent, c'est en hommes de droite ; jamais ils n'ont ajouté aux paroles que tout conservateur aurait pu dire semblables, un mot pour se distinguer des monarchistes et des neutres ; toute tribune en France est encore vierge de leur programme. Le parti n'a d'existence que dans les couloirs, ne parle qu'à l'oreille et ne glisse son loyalisme que dans les notes anonymes de quelques journaux. Entre la droite et la gauche, comme entre Mathurine et Jacqueline don Juan, il semble promettre à chacune le mariage, et se moquer de toutes deux ».

Ces critiques ne pouvaient cependant s'adresser et ne s'adressaient certainement point au chef même des constitutionnels, dont M. Lamy trace cet intéressant portrait :

« Courageux, mais d'un courage semblable aux poudres lentes, plus confiant en la continuité des efforts qu'en la violence des coups, lié par ses amitiés, ses origines, toutes les servitudes mondaines, aux monarchistes autant qu'attiré à la République par sa raison, conscient qu'il fallait même à lui des délais pour s'accoutumer à son sacrifice, et affermi dans ses instincts temporisateurs par l'échec de la tentative précédente (1), M. Piou, quand il conçut le dessein d'agir sur les conservateurs, se promit avant tout de ne jamais leur devenir suspect... Tantôt s'avançant, tantôt reculant, il semblait mêler ses voies sans prendre de parti ; en réalité, il allait et venait de ses idées à ses troupes, résigné aux équivoques, à l'apparence d'un double jeu, et résolu à retarder par sa conduite sur ses désirs, jusqu'au jour où il aurait converti à ses désirs ses amis ».

Pendant les six mois qui précédèrent les élections, les trois leaders du parti catholique ne s'épargnèrent guère, M. Lamy parlant surtout au nom de la Ligue Républicaine de Bordeaux, fondée par M. Gaston David, M. Piou, au nom de la Droite Républicaine qui avait constitué un comité central électoral, M. de Mun, au nom de la Ligue de propagande catholique et sociale.

La principale manifestation de M. Lamy fut à Lyon vers la fin de mars, à la Croix-Rousse. La

(1) Celle de Raoul Duval.

réunion eut lieu dans la vaste salle des Folies-Bergère. Il y avait environ quatre mille personnes de toutes les opinions politiques et de tous les rangs de la société. Le but était de fonder un parti républicain libéral, composé de tous les hommes de bonne volonté. Le succès fut prodigieux. Ce jour-là fut le jour de la conversion d'un grand nombre de conservateurs à la République. Le parti fut fondé, un comité de direction fut choisi. Il fonctionne encore, il a de longs états de service et de nombreux succès à son acquis.

M. Piou fit connaître le programme de son parti dans un banquet tenu à l'Hôtel Continental, à Paris, sous la présidence du prince d'Arenberg, où l'on remarquait parmi environ deux cents convives, tous les plus connus des amis politiques de M. Piou, le général de Frescheville, MM. de Caraman, de Montagnac, Etcheverry, de Pelleport, Savoye, de Grammont, Hély d'Oissel, de Monsaulnier, Thellier de Poncheville, Ernest Daudet, Deville, Caplain, etc. C'était le 20 juin, la date du Serment du Jeu de Paume !

« L'empressement que vous avez mis à répondre à notre invitation, dit M. Piou, est un témoignage éclatant de votre sympathie pour l'œuvre politique que nous avons entreprise.

Cette œuvre ébauchée au lendemain des élections de 1889, n'a eu d'abord d'autre force que celle d'une idée juste. Mais elle répondait si bien aux nécessités de notre temps que les concours et les encouragements sont venus d'eux-mêmes...

La nommer, c'est la définir : un parti qui prend le

nom de Droite Républicaine, atteste clairement sa résolution d'accepter la République et de défendre en son nom l'ordre, l'autorité, la liberté religieuse, la justice sociale.

De là, des colères qui grandissent à mesure que grandit le mouvement constitutionnel. De là, l'incessante évocation des vieux spectres qui ont si longtemps effrayé les timides : la réaction, le cléricalisme, le complot contre la République !

Malgré ces appels désespérés à des troupes longtemps dociles, le bon sens commence à prévaloir. La communauté du péril avait associé les hommes les plus divers ; la disparition du péril les rend à la liberté. Beaucoup étaient las d'une alliance qui ressemblait beaucoup à une complicité et d'une discipline qui était toujours une servitude ».

M. Piou entre ensuite dans le détail de son programme, pacification religieuse, etc., et arrive aux questions ouvrières.

« Ce sont les plus poignantes et les plus actuelles. Aveugles ceux qui, par indifférence ou par timidité, se refuseraient à les aborder de front.

C'est en concédant tout ce qui est juste qu'on barrera la route au socialisme dont toutes les écoles n'ont qu'un but : l'abolition de la propriété individuelle.

Il est difficile de fixer le point précis où doit s'arrêter l'intervention de la loi, car celle-ci usurpe quand elle attente à l'initiative individuelle ou à la liberté du travail. Il est tout au moins hors de doute qu'une législation démocratique doit favoriser l'association sous toutes ses formes, rapprocher le travail du capital, développer l'arbitrage, l'assurance, la participation aux bénéfices, les retraites ouvrières ».

Quant au comte de Mun, son thème était plus que jamais la question sociale. Il la portait dans

tous les milieux où l'on accourait pour être séduit par la splendeur de sa parole. Il semblait y insister à dessein à l'approche de la consultation électorale, au risque d'exciter les susceptibilités des ombrageux du libéralisme. Son discours au Congrès catholique de Toulouse, à la fin d'avril, est particulièrement à signaler sous ce rapport.

« La grande préoccupation du moment, dit-il, c'est le socialisme. Il y a deux manières d'entendre la lutte à cet égard : la concentration avec les capitalistes et la concentration avec le peuple. Vouloir la faire avec la juiverie et la haute banque, c'est préparer l'avènement d'un socialisme dont on ne peut pas prévoir les excès. Au risque de paraître un isolé et un excessif, je dirai : ce qu'il faut protéger, ce n'est pas le capital, c'est le travail ! Il ne faut pas laisser croire que l'Eglise est un gendarme en soutane qui se jette contre le peuple au-devant et dans l'intérêt unique du capital ; il faut, au contraire, qu'on sache qu'elle agit dans l'intérêt et pour la défense des faibles. Quand le peuple saura cela, quand il sera bien convaincu que l'Eglise n'est pas faite pour la richesse, alors nos efforts seront près d'aboutir et la pensée du Saint-Père sera réalisée. « Répétez cela, m'a-t-il dit, parlez souvent de l'action sociale de l'Eglise ».

Un tel langage ne pouvait qu'exciter les plaintes des conservateurs, qui ne s'en abstinrent point ; mais il ne pouvait aussi qu'aider le peuple à mieux connaître l'Eglise tant défigurée à ses yeux, et à chercher le salut de son côté.

Ce mouvement des catholiques, cette organisation en trois corps d'armée qui avaient

chacun sa raison d'être et répondaient aux diverses moyennes de dispositions et d'opinions, ne laissait pas indifférent l'ancien parti républicain. Ses diverses fractions se préparaient aussi aux élections. Depuis le mois d'avril, particulièrement aux approches de la date, qui avait été fixée au 20 août, les manifestations oratoires, les exposés de programme se multipliaient. Or, la crainte étant le commencement de la sagesse, il y a un article qui s'était éclipsé cemme par enchantement de tous les discours : c'est la guerre au cléricalisme ! Tout au contraire, ils étaient tout à la pacification, au respect de la liberté de conscience, qu'on n'avait, disait-on, jamais voulu attaquer. Au point de vue politique, il y a un autre article qui disparaissait : c'était la nécessité de l'union de tout le parti contre l'ennemi commun, autrement dit de la concentration. Tous, même les radicaux par l'organe de M. Goblet, ne pouvaient que reconnaître et le faisaient avec plus ou moins de bonne grâce, le droit de tout Français d'être républicain, par conséquent, la légitimité de l'accession des anciens conservateurs à la République ; mais il était alors tout indiqué que ces conservateurs, unis aux conservateurs républicains, formassent un parti homogène et que, de leur côté, les radicaux, cherchant les groupes qui ont avec eux le plus d'affinité, formassent un parti avec les opportunistes les plus avancés et avec les socialistes. Ainsi, dès les préliminaires de l'élection, avant même que le suffrage universel se fût prononcé, ces deux partis qu'avaient rêvés les

ralliés en faisant leur évolution se formaient d'eux-mêmes par la force des choses. Ainsi s'établissaient enfin dans la politique des divisions rationnelles, fécondes pour le bien du pays, ainsi chaque parti était à même de rendre des services selon les circonstances et selon ses ressources.

Quel malheur que l'opération ait été si défectueuse, toujours par la faute des tenants des régimes passés, que des Français, des catholiques, n'aient pas trouvé de meilleur passe-temps que de chercher par toutes les manœuvres possibles à transformer en désastre les futures élections !

Léon XIII en exprima toute son amertume dans une lettre adressée le 3 août au cardinal Lecot, archevêque de Bordeaux :

« Nous ne pouvons nous soustraire au sentiment qui nous fait supporter avec peine et désapprouver grandement l'audace de quelques hommes qui, se recommandant du nom de catholiques et de leur attachement à la religion des ancêtres, se laissent emporter par l'esprit de parti, au point qu'ils n'hésitent pas à attaquer violemment, par des écrits injurieux livrés à la publicité, les plus hauts dignitaires de l'Eglise et n'épargnent même pas au Pontife suprême leurs critiques acerbes.

Il semble même que ces écrivains, qui sentent bien l'impossibilité de rien obtenir par cette pratique au profit de la cause politique qu'ils défendent, se trouvent suffisamment récompensés de leur travail s'ils peuvent retarder ou gêner par leur action les résultats de nos efforts et paralyser ainsi les dispositions salutaires des esprits qui, fatigués par la lutte, inclinent vers la paix.

Aussi, comme s'ils craignaient que ce qui peut faire le salut de la France ne se réalise, ils préfèrent voir les

enfants de la même famille en désaccord, se séparer les uns des autres, et prolonger des luttes fratricides au grand détriment de la patrie et de la religion...

Il est à la fois malheureux et absurde qu'il puisse se rencontrer quelqu'un qui, se vantant d'avoir plus de souci de l'Eglise que nous-même, s'arroge le droit de parler en son nom contre les enseignements et les prescriptions de celui qui est en même temps le protecteur et le chef de l'Eglise.

Nous croyons, à la vérité, que ces hommes dont la conduite est à la fois si téméraire et si indigne ne peuvent trouver en France, parmi les vrais enfants de l'Eglise, personne qui soit de leur avis ou imite leurs exemples, car nous estimons justement vrais enfants de l'Eglise ceux qui font sans peine au bien très supérieur de la religion et de la patrie le sacrifice de leurs sentiments et de leurs intérêts privés ».

Il y avait malheureusement encore beaucoup de gens qui les écoutaient dans les mille journaux qu'ils avaient à leur disposition. Il n'y avait pas de calomnie sotte, d'injure immonde dont ils n'y gratifiassent tous les jours les « ralliés ». Ceux-ci de leur côté, par manque d'énergie ou d'éducation politique, commirent bien des fautes. La première et la capitale fut de ne pas assez mettre en avant d'hommes nouveaux et de laisser se produire des candidatures de ralliés ou même de non ralliés qui depuis des années fatiguaient la patience des électeurs. Une autre faute concernait le programme. Les indications fournies par les chefs n'étaient pas suivies partout. Les revendications de certains candidats étaient si provoquantes qu'elles en étaient capables d'indisposer les amis eux-mêmes. Il y en avait qui

avaient l'air d'entrer dans la République comme dans un pays conquis: toutleur était dû, et si on ne voulait pas le leur donner, ils se disposaient à le prendre !

Qu'il me soit permis de citer à l'encontre de ces exagérations et de ces maladresses, le judicieux programme de conduite politique et le profond exposé de vues que traçait le *Moniteur de Rome*, à l'entrée de la période électorale, le 13 janvier. Que de faux pas évités si depuis ce premier engagement les catholiques s'en étaient toujours inspirés !

« Un programme *minimum* est le programme *idéal*, non quant au but ultérieur, mais quant aux conditions de la stratégie électorale. En s'y bornant, les républicains ralliés suivent les instructions de Rome, les conseils de la prudence et l'exemple des partis catholiques qui dans les autres pays ont combattu les saints combats pour Dieu et la patrie...

Le renouvellement du parti conservateur, le rajeunissement des méthodes de combat et de défense, la position morale du clergé et de l'Eglise, l'assainissement du système politique et l'éducation des nouveaux venus, l'orientation ordonnée et pacifique de la démocratie française, le dénouement graduel des crises sociales, et par dessus tout la force et la grandeur de la France, cette noble cause qui est intimement liée à la sauvegarde des intérêts spirituels dont Rome a la charge et dont elle a pris directement la défense, toutes ces grandes choses dépendent de la réalisation heureuse des conseils et des ordres du Saint-Siège...

La politique du Saint-Père est une politique à longue échéance parce qu'il s'agit de créer une nouvelle atmosphère et d'élever toute une génération. C'est, dans l'or-

dre du succès, plus une question morale qu'une affaire politique et purement ecclésiastique. C'est pourquoi il importe, pour une œuvre de conversion, d'employer l'art suprême de l'apostolat : il faut créer un état d'esprit. Or, ces transformations ont besoin non seulement de beaucoup de sagesse, mais surtout de beaucoup de cœur, d'enthousiasme, d'âme et de dévouement. Quand les applications des instructions de Rome auront réalisé ce progrès, la délivrance sera accomplie. L'aube d'une nouvelle résurrection blanchira les horizons de la France ».

Les élections eurent donc lieu le 20 août et le 3 septembre. Elles furent une défaite pour les radicaux et, naturellement, pour les monarchistes, qui revinrent à peine au nombre de cinquante. La masse des élus appartenait aux opportunistes, parmi lesquels dominaient les modérés ; les ralliés à qui monarchistes et radicaux avaient fait une guerre au couteau couchaient sur leurs positions, plutôt diminués de trois ou quatre unités. Mais l'esprit du ralliement triomphait, car tous les programmes en avaient été empreints et tous les événements parlementaires allaient désormais se ressentir de son influence.

Les trois chefs du parti catholique échouèrent tous les trois, comme d'ailleurs presque tous les chefs des autres partis : les hommes qui sont le plus en avant sont aussi les plus exposés aux attaques ; mais il n'y a pas de doute qu'au moins l'échec de M. Mun fut l'effet d'une manœuvre des royalistes.

L'échec le plus grave au point de vue politique était certainement celui de M. Lamy, dans le Jura.

Il n'y a même pas à hésiter à affirmer que ce fut un grand malheur. M. Piou avait été nécessaire dans la Chambre précédente pour faire à droite le recrutement des nouveaux républicains ; dans cette Chambre, pour les conduire à leur place, pour les amener auprès de leurs nouveaux collègues, pour les agréger à la famille républicaine, pour leur donner droit de cité et corroborer par cet appoint, par cette force nouvelle, la fraction modérée du parti républicain, M. Lamy était nécessaire. Sans lui, les nouveaux venus étaient exposés, sans renier leurs nouvelles opinions, à rester à droite, à faire un simple appoint dans les votes, tout comme s'ils étaient restés monarchistes, et peu à peu à s'immobiliser et à arrêter les progrès d'une idée destinée à transformer la politique tout entière. Ce rêve qu'il avait fait lui-même, ces perspectives de l'avenir qu'il avait si bien décrites dans son article de la *Revue des Deux-mondes*, s'évanouissaient; avec l'immobilisation du groupe parlementaire des ralliés, c'était la République qui restait stationnaire, ou plutôt elle restait dans la fausse position où elle était depuis vingt ans, une institution à la merci des violents sans force opposée pour leur faire contre-poids. Et par violents, il faut entendre les contempteurs de la justice et de la morale, comme de la sagesse ; à cela non plus il n'y avait pas de contre-poids.

Oui, cet échec fut un grand malheur. Sans lui se serait introduit dans le parti républicain l'élément chrétien, c'est-à-dire l'élément conservateur et progressiste par excellence, conservateur

sans routine, progressiste sans utopie et sans fanatisme ; avec l'élément chrétien se serait introduit aussi l'élément moral qui non seulement n'est pas déplacé dans la politique, mais y serait mieux placé que partout ailleurs. Comme dit le *Moniteur de Rome*, c'est dans longtemps que ceci serait arrivé, mais au moins ç'aurait été commencé ; aujourd'hui ce serait avancé, nous aurions le spectacle d'une République parfaitement en équilibre ; tandis qu'en l'absence de M. Lamy on n'a jamais osé approcher, ou si peu! de cette gauche redoutable, on n'a jamais osé entrer dans la République, ni oser, d'autre part, retourner à la monarchie ; au lieu d'accentuer l'idée d'adhésion à la République, on l'a de plus en plus atténuée, en sorte qu'après treize ans, après quinze ans, nous sommes là stupidement devant une République absolument désemparée, sans savoir encore à quoi nous décider.

Dieu nous envoya une compensation par l'élection de l'abbé Lemire.

Il était jusque là complètement inconnu. Même après le premier tour de scrutin, quand on apprit parmi les néo-républicains qu'il mettait en ballottage le général de Frescheville, président du groupe des ralliés à la Chambre, il y eut plutôt de la mauvaise humeur contre lui. Nous ne savions pas que le général de Frescheville, un peu âgé et mal en état de mener une campagne électorale, avait vu se dresser en face de lui un opportuniste redoutable, qui pouvait bien lui faire mordre la poussière : à

ce nouveau candidat, il fallait un nouvel adversaire. Nous ne savions pas non plus que ce nouvel adversaire avait des qualités capables de nous faire oublier sans peine celles du regretté général.

Lorsque deux délégués, Eugène Tavernier et Georges Goyau, allèrent dans la circonscription se rendre compte si on ne pouvait pas, entre les deux tours de scrutin, y faire une place à M. de Mun, ils constatèrent que jamais élection ne fut plus spontanée, plus populaire, et le mouvement d'où elle sortait plus irrésistible. C'est l'abbé Lemire qu'on voulait, et quand la foule a adopté un refrain de ce genre, il est difficile de la faire changer. Le soir du deuxième tour, au fur et à mesure qu'arrivaient les résultats et qu'à chaque fois la victoire s'accusait plus certaine, c'était du délire. Les fleurs pleuvaient. Finalement le nouveau député est porté en triomphe dans les rues d'Hazebrouck, au milieu des acclamations et d'une joie qui gagne même les adversaires.

Ce prêtre avait quarante ans. Il avait jusque là professé la philosophie et la rhétorique, et partagé ses loisirs entre la production de quelques écrits et le zèle dépensé autour des œuvres charitables. Je lis dans un dictionnaire biographique des hommes du Nord : « Les œuvres de zèle qui rendirent l'abbé Lemire populaire à Hazebrouck, furent la conférence Saint-Vincent de Paul, le secrétariat du peuple, la caisse d'épargne du sou, les allocutions dans les patronages et les cercles, par dessus tout la construction du collège Saint-Jacques dont il dirigea les

travaux, et pour lequel il trouva les ressources nécessaires.

« Au dehors il était connu par ses articles de journaux et de revues, par sa collaboration à la *Revue de Lille*, aux *Annales* du Comité flamand de France, à la *Réforme sociale*, au *Correspondant*, par ses brochures et ses livres ».

Parmi ces derniers, le plus récent en date était son livre sur le cardinal Manning, qu'il était allé voir en compagnie de son frère, quand celui-ci était sur le point de s'embarquer comme missionnaire pour l'Australie.

Sa profession de foi aux électeurs avait un accent particulier :

Ce que je veux, c'est que l'agriculture soit exemptée de l'impôt foncier qui pèse lourdement sur vos terres et protégée contre la concurrence de l'étranger qui ne paie rien de vos charges.

« Ce que je veux, c'est que les employés des postes et des chemins de fer jouissent autant que possible du repos du dimanche et qu'ils aient une participation aux bénéfices que donnent les travaux exceptionnels et hors d'heure.

Ce que je veux, c'est que les instituteurs et institutrices, quels qu'ils soient, puissent recevoir des subventions des communes proportionnées au nombre des élèves et à leurs succès.

« Ce que je veux, c'est que POUR TOUT OUVRIER, LA MAISON DE FAMILLE ET LE JARDINET QU'IL A ACQUIS PAR SON TRAVAIL, SOIENT INSAISISSABLES, EXEMPTS D'IMPÔTS ET DE FRAIS DE SUCCESSION.

« Je veux, en un mot, que sous un régime franchement démocratique et républicain, on laisse les associa-

tions, les syndicats et les communes travailler librement au bien de la patrie.

« Ouvriers, fermiers, derrière ma soutane de prêtre, il y a le fils et le frère de travailleurs comme vous; il y a le camarade et le compatriote qui gagne son pain depuis vingt ans en instruisant vos enfants et en prêchant la fraternité chrétienne de l'Evangile, seule vraie loi du monde.

« Si vous m'envoyez à la Chambre, je monterai à la tribune pour défendre par ma parole vos intérêts et vos droits. »

Ces sentiments, qu'il exprimait dans un langage si clair et si ferme, il allait les porter à la Chambre des députés avec la même franchise, le même accent communicatif.

Au point de rencontre de l'histoire où un mariage était nécessaire entre la religion et la démocratie, entre la République et le clergé, une soutane allait entrer au sein de la représentation nationale pour symboliser cet accord et être une preuve vivante et agissante que le conflit trop longtemps entretenu par des intérêts rivaux, n'était pas irréductible. Pour cette mission, l'abbé Lemire était l'homme créé à merveille. Au lieu du visage renfrogné et irrité que des Français n'avaient que su jusqu'ici montrer à d'autres Français sous prétexte qu'ils étaient catholiques et que les autres ne l'étaient pas, il apportait une bonne figure souriante, pleine de sympathie et d'apaisement ; au lieu des éternelles récriminations, des paroles de bonne volonté ; au lieu de la défiance, l'abandon ; au lieu du découragement, l'enthousiasme, l'amour du travail et l'espé-

rance. Son horoscope fut vite tiré. Au bout de peu de jours on recherha la société de ce prêtre qu'on avait tout d'abord regardé de travers. Parmi ces républicains, il se montra aussi attaché que quiconque au régime dont le sort est désormais si étroitement lié à celui de la France; parmi ces démocrates, il se montra en possession de secrets pour relever le sort de l'ouvrier, qui étaient inconnus à plusieurs; parmi ces indifférents ou ces hostiles en matière religieuse, il rendit la religion sympathique et fit aimer, sinon le prêtre, au moins un spécimen de prêtre.

Quatre mois après les élections, une vacance s'étant produite dans la deuxième circonscription de Morlaix, les catholiques en profitèrent pour réparer vis-à-vis de M. de Mun la cruelle injustice du mois d'août. Il fut d'abord choisi comme candidat dans une réunion des délégués de la circonscription. Bien entendu, les inconscients des partis déchus essayèrent encore de se mettre en travers. Il y eut pendant quelques semaines de violentes discussions autour de cette candidature. Ayant le *Peuple Français* à ma disposition, j'eus la satisfaction d'y prendre part et de mener une véritable campagne en faveur du grand orateur catholique. Je disais en parlant de la Bretagne :

« Egarée par des conseils perfides, déconcertée par des mots d'ordre qu'elle n'a pas l'habitude de discuter, elle avait eu la faiblesse d'abandonner un représentant que tous les catholiques de France étaient honorés de considérer comme le leur. Elle va reprendre son bien en

nous rendant le nôtre. On ne devait pas moins attendre de sa générosité, de son traditionnel dévouement à la cause de l'Eglise et de la France ».

Le jour venu, 4 janvier 1894, M. de Mun fut élu. Je célébrai ce succès en ces termes :

« M. de Mun a été élu hier à Morlaix par plus de huit mille voix. Toutes les voix du regretté M. de Kermenguy se sont reportées sur lui. Il n'y a pas eu de défection. La discipline acceptée dès le premier jour s'est maintenue jusqu'au bout. C'est un grand exemple, une grande leçon et une grande consolation que viennent de donner à la France catholique les électeurs de Morlaix.

Que nos éloges, que nos félicitations leur arrivent avec toute l'effusion d'une reconnaissance qui déborde !

Ils ont senti tout le poids de la responsabilité qui pesait sur eux. Leur conscience n'a pas failli.

Ils se sont élevés à la hauteur de l'honneur qui leur était fait. Les électeurs ont été dignes du candidat.

Notre député nous est donc rendu. Il va rentrer à la Chambre plus libre, plus maître de son action, plus fort. Il y va rentrer comme le député des ouvriers et des catholiques, avec le seul mandat de défendre, sous l'égide des institutions républicaines, ces deux grandes causes : la cause de l'Eglise et celle du Peuple...

Il y a juste un an, au mois de janvier de l'année dernière, notre Souverain Pontife Léon XIII adressait à cet orateur, au comte Albert de Mun, une lettre publique où, après lui avoir donné l'assurance que ses discours reflétaient la pure doctrine, et l'avoir encouragé à persévérer dans la voie où il était entré, il formulait ce souhait :

« Puisse-t-il surgir des hommes qui, avec un dévouement pareil au vôtre et une grande largeur de vue se consacrent tout entiers au relèvement de la France !»

Nous oserons exprimer un souhait aussi après le scrutin d'hier :

« Puissent beaucoup de scrutins ressembler à celui-là ! Puissent beaucoup de circonscriptions imiter celle de Morlaix ! Et l'union catholique étant faite, nous ne tarderons pas à célébrer, dans l'ivresse de la réconciliation ou de la tolérance générale, l'union de tous les Français! »

II

Ce même vœu semblait planer sur la Chambre qui venait d'être nommée.

Un simple coup d'œil jeté sur sa composition indiquait suffisamment qu'il y avait quelque chose de changé, qu'on était en présence d'une majorité modérée. Il fallait cependant la voir aux actes, et son premier acte devait être naturellement la nomination de son Président. Le 14 octobre, le jour de la rentrée, elle nomma M. Casimir Périer par 295 voix, contre 195 à M. Brisson. C'étaient cent voix de différence.

« L'élection du président était cette fois autre chose qu'une simple question de personnes, elle était une véritable indication politique, la première manifestation de la majorité. Deux candidats étaient seuls en présence : M. Casimir Périer, candidat des républicains de gouvernement, et M. Brisson, candidat des radicaux, qui venait de formuler à nouveau son programme dans un discours politique, peu de jours auparavant. L'élection de M. Casimir Périer put donc être interprétée comme prouvant l'existence d'une majorité modérée (1). »

(1) Daniel, l'*Année politique*, 1893.

Un autre indice de cet état de la Chambre fut l'attitude équivoque gênée, de deux ou trois membres radicaux du cabinet Dupuy, qui entraînèrent la chute du ministère. Immédiatement il fut remplacé par un ministère homogène, complètement modéré, le ministère Casimir-Périer-Spuller. Cela ne s'était pas encore vu depuis que les républicains étaient les maîtres. Obligés jusqu'ici de se défendre, ils ne pouvaient pas ne pas se tenir les uns contre les autres, ne pas faire la concentration, comme ils disaient, et dans ce groupement en faisceau de toutes les forces républicaines, c'étaient naturellement les plus audacieux et les plus violents qui étaient les plus précieux, qui ne laissaient jamais la vigilance s'endormir, et qui étaient le plus obéis. Maintenant que le péril était passé, la concentration n'était plus nécessaire, et les plus violents étaient inutiles.

Leur règne était passé.

Le ministère Casimir-Périer-Spuller ne se fit pas faute, et en bonne et due forme, de le leur signifier.

Ce fut dans cette fameuse et ineffaçable séance du 3 mars 1904, trois mois, jour pour jour, après sa constitution. Jusqu'ici l'occasion ne lui avait pas été fournie de s'expliquer sur sa politique religieuse. Le 3 mars, cette occasion qu'il attendait vraisemblablement et pour laquelle il était mûrement préparé, arriva.

Cet événement qui coupe en deux l'histoire de la République est si connu qu'il est à peine besoin de rappeler les faits. Le maire ré-

volutionnaire de Saint-Denis, M. Walter, avait à une date déjà ancienne, pris un arrêté en vertu duquel les prêtres ne pouvaient plus processionnellement accompagner les morts jusqu'au cimetière, et d'autre part l'exhibition de tout emblême religieux était interdite sur la voie publique. Le Curé de Saint-Denis s'était pourvu contre cet arrêté devant le Conseil d'Etat, et le bruit courait que le commissaire du gouvernement, le directeur des cultes, avait soutenu devant le conseil d'Etat le droit du maire et la légalité de son arrêté. C'est à ce sujet que M. Denys Cochin crut devoir poser au Ministre des Cultes une question pour savoir ce qui en était.

Le Ministre répondit ce qui était à répondre sur le côté juridique de la question et sur ce qui concernait spécialement la conduite jusqu'au cimetière. Mais le maire de Saint-Denis avait aussi prohibé l'exhibition d'emblêmes religieux sur la voie publique, et cela, disait un considérant, parce que « toutes les cérémonies sur la voie publique ayant un caractère religieux portent atteinte à la liberté de tous les citoyens... »

Ici le principe de la tolérance était en jeu, le Ministre s'écria : « J'estime que ce considérant est inadmissible en droit et en fait ; je le trouve illibéral, excessif. Je le réprouve. Il n'est pas vrai, ni en raison ni en jurisprudence, que le seul fait d'exhiber sur la voie publique des emblêmes religieux soit une atteinte portée à la liberté de tous les citoyens...

« Le Conseil d'Etat a jugé que cette expression « l'exhibition d'emblêmes servant à ces dif-

férents cultes » à raison de sa généralité pouvait dégénérer très facilement en abus ; il lui a paru qu'elle est vexatoire, oppressive de la liberté de conscience, et c'est pour ces motifs qu'il n'a pas voulu sur ce point ratifier l'arrêté du maire.

« Le Gouvernement partage l'avis du Conseil d'Etat.

« Ce qu'il importait au gouvernement, c'était de maintenir les droits de l'Etat et de ses représentants en ce qui touche l'exercice extérieur du culte catholique comme des autres cultes...

« Mais ce qui ne nous importait pas moins, c'était, à l'occasion de cette décision du Conseil d'Etat, de faire apparaître qu'il est temps — comme le dit M. Cochin, à qui je ne crains pas de m'associer en cette occasion, — de s'inspirer dans les questions religieuses du principe supérieur de la tolérance... »

A ces mots l'extrême-gauche bondit, l'extrême-droite devient goguenarde. Mais le ministre continue. C'était la réponse du parti républicain au ralliement :

« Non pas de la tolérance au sens étroit du mot. — Car ce n'est pas une opposition entre la tolérance et la liberté que je cherche à instituer, — je dis qu'il est temps de faire prévaloir, en matière religieuse, un véritable esprit de tolérance éclairée, humaine, supérieure, la tolérance qui a son principe non seulement dans la liberté de l'esprit mais aussi dans la charité du cœur. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*) Je dis qu'il est absurde, dans une société bien réglée, qu'on se dispute pour des affaires

religieuses, qu'on se querelle à propos d'emblêmes religieux. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

« Je dis qu'il est temps de lutter contre tous les fanatismes, quels qu'ils soient, contre tous les sectaires, à quelque secte qu'ils appartiennent. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*) Je dis que sur ce point vous pouvez compter à la fois et sur la vigilance du gouvernement pour maintenir les droits de l'Etat, et sur l'esprit nouveau qui l'anime. (*Applaudissements répétés au centre et à droite*), et qui tend à réconcilier tous les citoyens, à faire dans la société française... »

Les interruptions à l'extrême-gauche sont si violentes que le ministre est obligé de s'arrêter, mais il reprend :

« Vous pouvez compter sur la résolution et sur la fermeté avec lesquelles le Gouvernement continuera cette politique... (*Interruptions à l'extrême-gauche. Cris : assez !*).

« ... Cette politique qui est conforme aux traditions de ce pays, conforme à l'indépendance du pouvoir civil dans son domaine vis-à-vis de l'Eglise, et qui constitue ce que j'appelais tout à l'heure un esprit nouveau... (*Applaudissements à gauche et au centre. — Interruptions.*)

— Pourquoi nouveau ?

— Cet esprit nouveau, c'est l'esprit qui tend dans une société aussi profondément troublée que celle-ci, à ramener tous les français autour des idées de bon sens, de justice et de charité qui sont nécessaires à toute société qui veut

vivre. » (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs*).

M. Brisson était suffoqué. Après une courte réplique de M. Denys Cochin, il vole à la tribune pour changer la question en interpellation. Il y avait dans ses paroles une indignation contenue, et sous les formules de respect pour la personne du ministre, on sentait les bouillonnements de la colère. Ce qu'il voulait, pour que la Chambre pût émettre un vote en pleine connaissance de cause, c'est que le ministre exposât nettement ce que c'était que cette politique nouvelle et ce qu'il entendait par son esprit nouveau.

M. Spuller, car c'était lui, gravit de nouveau les marches de la tribune. Spuller, non seulement le confident mais l'inspirateur de Gambetta, le philosophe du parti, le politique du parti, celui qui pensait et, la plupart du temps, écrivait pour tous. Spuller le véritable fondateur de la troisième République, patriote et homme d'Etat dans la plus haute, la plus large et la plus magnifique acception du terme. Spuller qui, se tenant toujours à cent lieues des mesquines idées de parti, avait toujours rêvé de faire de la République l'héritage de tous les Français, le patrimoine de tous, et qui avait toujours poussé Gambetta à le proclamer. C'était lui qui, au moment où des catholiques se rendaient enfin aux conseils du bon sens et du patriotisme et témoignaient leur désir d'être dans la nation des collaborateurs utiles, c'était lui qui leur tendait la main, et bravait les ressentiments d'amitiés aussi précieuses qu'anciennes pour

ne pas rendre illusoire cette tentative de réconciliation.

Son discours en réponse à M. Brisson, médité et prêt sans doute depuis longtemps, est un chef-d'œuvre de philosophie politique, de grandes, nobles, et généreuses idées.

« Quand la République avait à lutter contre la coalition des anciens partis, quand l'Eglise servait de lien à tous ces anciens partis, j'ai suivi, à cette époque, la politique exigée par les circonstances et que l'intérêt suprême de la République commandait. Je ne regrette rien de ce que j'ai fait alors...

Mais cela veut-il dire que je doive fermer les yeux sur ce qui se passe aujourd'hui ? Cela veut-il dire que ces luttes religieuses que je déplorais tout à l'heure, que je déplore encore, que je signale comme un danger qu'il faut éviter, comme un péril que nous avons tous intérêt à conjurer, je ne les ai pas déplorées même au temps où j'y prenais une part si ardente ? Non messieurs...

Je crois d'une conviction profonde qu'après vingt-cinq ans de durée, après les preuves de résistance et de vitalité propre que la République a données, cette lutte doit sinon cesser, au moins prendre un autre caractère. Je soutiens que l'Eglise change elle-même, qu'elle évolue, malgré sa prétention à l'immuabilité. Je dis que maintenant, au lieu de servir de lien aux partis de monarchie, vous la voyez se jeter à la tête de la démocratie. Je dis que dans ce mouvement l'Eglise vous entraînera peut-être, vous, républicains, plus loin que vous ne voudriez aller, car, si vous n'y prenez garde, elle reprendra sur les foules l'action que vous avez perdue.

C'est pourquoi, messieurs, j'estime qu'il ne faut rien abandonner de nos anciennes traditions dans nos luttes incessantes au profit de la société séculière et civile; mais j'estime aussi qu'il est nécessaire qu'un esprit

nouveau anime cette démocratie et ceux qui la représentent.

— Lequel ?

— Je vais m'expliquer, messieurs. Cet esprit nouveau, le voici : c'est qu'au lieu de la guerre mesquine, tracassière, vexatoire... (*Protestations à l'extrême gauche. — Applaudissements au centre.*)

... Je serai certainement entendu au dehors, et lorsque je dis qu'à une situation nouvelle il faut une politique nouvelle, je suis sûr d'être compris par tous ceux que n'aveuglent par leurs passions.

Cet esprit nouveau dont je parle, je ne prétends pas que, sous aucun prétexte, il doive être un esprit de faiblesse, de condescendance, d'abandon, d'abdication, je dis au contraire, que ce doit être un esprit haut et large de tolérance, de rénovation intellectuelle et morale... tout différent de celui qui a prévalu jusqu'à présent...

Je dis à M. Goblet, qui m'a fait l'honneur de m'interrompre et de me crier, comme on me l'a crié dans les réunions publiques : Avouez que vous êtes avec le Pape ; je lui dis qu'il ne serait pas plus indigne de moi que de lui-même de reconnaître dans le Pape actuel un homme qui mérite les plus grands respects parce qu'il est investi de la plus haute autorité morale...

Pour revenir au sujet qui nous occupe, je prétends que ce n'est pas du tout continuer la même politique que de déclarer que toutes les fois qu'il est pris une mesure simplement d'apparence vexatoire, tracassière, oppressive de la liberté de conscience de tel ou tel citoyen, il est de l'intérêt de la République de ne pas y souscrire. Et, que vous le vouliez ou non, cela n'est pas l'ancienne politique, car trop souvent au contraire, on a prêté le flanc à des accusations de cette nature...

Remarquez-le, messieurs, je ne demande pas seulement qu'on tolère les différents cultes à l'état de fait,

qu'on les respecte dans le libre exercice qui doit leur être ménagé dans une société bien ordonnée. Je demande qu'on s'inspire dans tous les événements qui se reportent à la vie morale de la société, d'un principe supérieur qui appartient exclusivement à la philosophie, qui est son honneur et son bienfait, qui est, je le répète, la grande conquête dont elle a doté l'esprit humain, je demande qu'on s'inspire de l'esprit de tolérance...

On me demande ce que cela veut dire... Il consiste à apporter dans l'étude des questions qui touchent à la religion et dans la solution des difficultés qu'elles peuvent faire naître, une largeur de vues, une inspiration d'humanité, de justice, et, si vous me permettez d'employer encore le beau mot dont je me suis servi, de charité sociale...

Tel est mon programme, messieurs, telles sont mes vues de gouvernement. Ce programme n'est pas indigne de vous, qui que vous soyez. Je doute que vous en ayez un supérieur à lui opposer ; je n'en connais aucun pour ma part.

Si j'ai quitté le terrain de la politique pour aborder le terrain des idées morales, c'est que sur ce point comme sur l'autre, je ne crains pas de défier toutes les contradictions. D'ailleurs, je suis prêt à porter toutes les responsabilités de mes paroles. Non, messieurs, il n'y a pas de programme supérieur à celui que je viens de tracer, La tolérance aujourd'hui, la tolérance demain... la tolérance toujours : c'est l'avenir des sociétés libres.

Nous n'en pouvons avoir d'autre si nous voulons véritablement que la République inaugure dans ce pays la réconciliation de tous les Français, le ralliement de tous les citoyens autour du drapeau de la patrie, si nous voulons que cette République que nous avons fondée vive et repose sur le parfait et mutuel accord de tous les esprits, de tous les cœurs. »

Rien n'égale l'émotion qu'inspira ce discours. Tous les groupes de la Chambre étaient agités, parce qu'on sentait bien qu'il se passait quelque chose de grave et que c'était toute une révolution qui s'opérait. M. Brisson vit tout de suite de quoi il retournait. Il porta à la tribune un ordre du jour dûment motivé :

« Puisque, dit-il, nous rencontrons enfin dans la parole d'un membre du gouvernement le résultat des efforts faits par la politique papale pour s'emparer de la direction de la République (*applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*) je propose à la Chambre de répondre à cet acte de contrition du ministère et à cet acte d'accusation qu'il nous demande de dresser contre les Assemblées qui nous ont précédés, par l'adoption de l'ordre du jour suivant : La Chambre persistant dans les principes anticléricaux dont s'est toujours inspirée la politique républicaine.., et qui seuls peuvent préserver les droits de l'Etat laïque, passe à l'ordre du jour. »

Vain appel ! vaines reminiscences d'un temps qui n'était plus!

Le Président du Conseil est amené à la tribune.

« L'autorité, dit M. Casimir-Périer, n'est pas une chose intermittente,passagère, se faisantsentir sur les uns et négligeant les autres. Nous sommes un gouvernement, nous avons la prétention de gouverner. Le jour où le clergé sortirait de ses attributions ou de ses droits, il serait comme tout autre, rappelé à l'observation stricte de ses devoirs.

Mais, en même temps que nous avons le sentiment que l'autorité peut être fortifiée, nous savons qu'il y a dans ce pays bien des causes de division, même de dis-

corde, et nous considérons que notre premier devoir est de chercher à les apaiser. »

M. Goblet tente un dernier effort contre l'envahissement de la Répubique par l'esprit nouveau. On vote. Par 315 voix contre 191 la priorité pour l'ordre de jour Brisson est repoussée. On adopte par 302 voix contre 119 un ordre du jour qui exprimait la confiance dans le gouvernement, en même temps que le désir de maintenir les lois républicaines et de défendre l'Etat laïque. Ceci était pour la galerie, pour sauver la face. En réalité on avait voté sur l'esprit nouveau, et il avait triomphé. Grâce à lui, pendant cinq ans, sauf une légère interruption de six mois, on aura des ministères modérés. Jusqu'en 1898 et un peu au-delà, aucun cri de haine ne retentira, à la tribune, aucune menace ne sera faite à la religion, aucune mesure nouvelle ne sera prise contre elle, aucune entrave ne sera mise à sa liberté.

« C'est à la faveur du souffle libéral, dit l'auteur d'un livre récent dont on a attribué la paternité à un religieux de la compagnie de Jésus, que les catholiques purent travailler avec succès de 1894 à 1900, à étendre et à faire progesser leurs œuvres ; que leurs écoles et leurs collèges se remplirent ; que les ordres religieux, victimes des expulsions de 1880, achevèrent de reconstituer leurs maisons, de rouvrir leurs chapelles, et reprirent ouvertement la direction des établissements scolaires ; que l'activité religieuse enfin prit ce développement que nous fûmes trop empressés peut-être à faire ressortir.(1)

(1) *La Grande Faute des catholiques*, chez Perrin, p. 51.

Oui le ralliement l'emportait, et, contrairement à ce qui avait été annoncé sur tous les tons, il rencontrait parmi les anciens républicains, par l'organe du plus autorisé d'entre eux, un accueil auquel personne n'aurait osé s'attendre.

Cet accueil a été tel et a été traduit dans de tels termes qu'il est resté pour beaucoup une énigme et a posé un problème. Quelle était la pensée de Spuller, et comment a-t-il pu avec une telle passion favoriser l'entrée des catholiques dans la République, l'envahissement de la société laïque par l'Eglise ? Il n'avait, cela va sans dire, renoncé à aucun des deux titres qu'il a toujours revendiqués avec hauteur et dont il s'est toujours montré si fier, celui de républicain et celui de philosophe. Il n'avait pas renoncé à la lutte de l'esprit libre contre le dogme, de l'indépendance civile et politique contre les empiètements toujours possibles du clergé. Pourquoi donc, selon l'expression qu'on employait couramment contre lui, n'a-t-il pas craint que « République ouverte » ne fût synonyme de « République livrée », que par la tolérance, qu'il exaltait avec tant de chaleur, ne fût abandonné à l'Eglise un terrain qu'on devait lui disputer pied à pied ?

Il s'est défendu dans son livre, l'*Evolution politique et sociale de l'Eglise*, d'avoir pris parti dans la question, d'avoir approuvé ou blâmé l'attitude de l'Eglise. Il n'aurait été dans les articles dont ce livre est le recueil, qu'un historien, un observateur qui a noté des faits et

qui les a recommandés à l'attention de ses amis, tout au plus en en tirant les conséquences. Mais il suffit d'en feuilleter quelques pages pour voir que son tempérament, ses habitudes, sa haute conception de la politique, l'ont entraîné bien plus loin, que non seulement il a pris parti, mais il l'a pris avec entrain, avec passion.

C'est que, s'il voyait dans le ralliement de l'Eglise à la République un inconvénient, il y voyait aussi de grands avantages, et que cet inconvénient même, ses principes ne lui permettaient pas d'en triompher par la violence, par l'ostracisme, mais par un effort plus grand de persuasion et de charité.

Evidemment, l'Eglise était un pouvoir redoutable qu'on introduisait dans la place; mais les obstacles qu'on pourrait lui opposer et l'opposition qu'on pourrait lui faire ne la retiendraient pas indéfiniment dehors si elle veut entrer, car la République et la démocratie sont des maisons ouvertes dont personne ne peut se prévaloir de garder la porte. C'est un fait contre lequel les plus fanatiques ne pourront rien; et quand Spuller disait cela, il était fort. Il vaut donc mieux, dans ces conditions, se prémunir et se mettre en garde que de s'aveugler. D'autre part, la philosophie, l'esprit de solidarité, les œuvres philanthropiques, les créations de la science n'ont rien à redouter de la concurrence de l'Eglise auprès des masses, et c'est déjà l'avoir vaincue en partie que de montrer que son triomphe final n'est pas à craindre. Spuller avait cette persuasion intime, et c'est pour-

quoi l'action nouvelle de l'Eglise ne l'effrayait point.

Mais ce qui le guidait par dessus tout dans sa conduite, et ce qui animait son zèle, c'est qu'à côté de cette crainte qu'il savait mépriser, il y avait l'espoir de la pacification du pays, l'affermissement de la République, dont on peut dire littéralement qu'il s'énivrait. Tous les Français unis dans l'acceptation de la forme du gouvernement, c'était une force énorme pour la patrie devant l'étranger, c'était un accroissement de valeur qui venait de la dérivation dans l'œuvre de prospérité commune, d'énergies qui se perdaient dans des querelles stériles. Avant tout et par-dessus tout, c'est donc comme patriote qu'il se réjouissait du ralliement : il y voyait la grande famille française enfin pacifiée et réunie. Il s'en réjouissait ensuite comme républicain. Cette forme de gouvernement qu'il aimait comme son sang, à laquelle il tenait du fond de ses entrailles, recevait l'hommage de ses derniers opposants et devenait ainsi, après un siècle de tâtonnements, de contestations, d'efforts, de luttes et de douleurs, la forme définitive du gouvernement de notre pays. Enfin, comme philosophe, il n'admettait pas qu'on pût inquiéter quelqu'un pour ses opinions ou pour sa foi, il trouvait honteux le système de la persécution, et il était heureux que le ralliement des catholiques à la République permît d'y mettre un terme. Le ralliement était l'aurore de la vraie République, qu'il saluait, le commencement de cette ère de féconde émulation entre tous les

Français, qu'il avait si ardemment désirée dans ses longs entretiens avec Gambetta, qui avait été l'objet de toutes les aspirations, de tous les rêves de sa plus lointaine jeunesse, de toutes les méditations de son esprit mûri par l'âge et attristé de voir son rêve traversé par une irréductible opposition de partis.

Les prétendants disparus, il restait l'Eglise. L'Eglise désarmera-t-elle ? On ne pouvait, si on observait les choses superficiellement, que répondre par la négative. Mais Spuller n'était pas un esprit superficiel, et sa parfaite connaissance des choses de l'Eglise dans le passé et dans le présent lui permettait des jugements qui étaient interdits à d'autres. Il entrevoyait donc le jour où l'Eglise serait amenée, et ne ferait aucune résistance, à rendre hommage au principe électif et à faire la paix avec la République. Puis quand il vit à la tête de l'Eglise un Pape tel que Léon XIII qui avait fait de ce qui était son plus vif désir à lui, la pensée maîtresse de son règne, il fut heureux au-delà de ce qu'on dira et n'eut qu'une ambition, celle de joindre ses efforts aux siens, de collaborer à l'œuvre d'un Pontife pour lequel il professait la plus grande admiration.

Il n'avait pas fait de pacte avec lui comme l'insinuaient, ou même le disaient tout haut quelques esprits incapables de s'élever au-dessus de la vulgaire politique d'intérêts ; mais quand Ranc écrivait : « On dirait que le Pape lui appartient », il disait plus vrai qu'il ne pensait lui-même. Spuller regardait le génie, la vertu, les fortes traditions comme le patrimoine

commun dont tout homme a le droit, quand il les rencontre, de faire son profit, et ce n'est pas parce que ces grandes choses se trouvaient dans un Pape et dans l'Eglise qu'il aurait dédaigné de les apprécier. Il y avait dans le Pape et dans l'Eglise assez de trésors pour que ce grand esprit, sans croire à leur institution divine, essayât d'en faire profiter ce qu'il avait de plus cher : la France et la République.

Ce sont ces vues, cette largeur d'idées, cette élévation de sentiments qui lui firent envisager avec satisfaction, à l'encontre de tant de ses amis, l'évolution des catholiques, l'engagèrent à leur parler un langage si nouveau, à leur tendre la main de l'homme qui, dans la préoccupation du bien public, dans la perspective des avantages qui devaient en revenir à la patrie, et pour l'honneur de l'humanité, consentait à comprimer les ressentiments du passé et savait oublier.

III

Cette attitude était si nouvelle qu'elle surprit bien des catholiques même ralliés, et les trouva insuffisamment préparés à y correspondre. Les ralliés comprenaient très bien qu'on ne rendît pas le régime responsable des fautes de ceux qui le représentaient, ils distinguaient entre la République et les républicains. Mais s'ils consentaient à faire la paix avec la première, ils comprenaient difficilement qu'on pût être autrement qu'à l'état de guerre avec les seconds. Pour faire

la paix avec eux, il y avait des réparations nécessaires, il fallait que des lois fussent abrogées, que des droits fussent rendus. On ne faisait pas attention qu'un discours comme celui que venait de prononcer M. Spuller, était une chose énorme, la plus éclatante des réparations. Malgré tout ce qu'il avait pu invoquer pour justifier l'attitude de la République à l'égard du clergé, malgré ces souvenirs auxquels il n'avait pu s'empêcher de faire discrètement un appel, il avait formulé une sorte de repentir, avait parlé de vexations mesquines, de tracasseries indignes, et indiqué comme règle de l'avenir une conduite plus noble et un traitement plus juste. Je dis que c'était une chose énorme, que le ministre non plus que le parti républicain, quelle que pût être leur bonne volonté, ne pouvaient pour le moment faire davantage. La réparation dont on parlait, l'abrogation ou la modification des lois dont on se plaignait, devaient être l'œuvre du temps, le fruit de la sagesse des catholiques, qui, eux-mêmes, après de si longues hostilités, n'avaient donné jusqu'ici, comme gage, à la République que de belles paroles, et qu'on attendait à leurs actes.

Parmi les ralliés, quelques uns le comprenaient, d'autres ne le comprenaient pas et n'ont jamais voulu le comprendre. De là une double tendance dans laquelle on allait se débattre pendant quelques années, la première représentée par M. Lamy, la seconde par la *Croix*, celle-ci devant finalement l'emporter et contribuer à amener à la fin de cette

première phase de dix ans de ralliement une catastrophe.

Ce n'est pas là toutefois qu'en 1894, au moment où l'ancien parti républicain ou au moins une importante fraction de ce parti venait de faire montre de bonnes dispositions par la bouche de M. Spuller, ce n'est pas dans la divergence de vues entre ralliés qu'était le danger. Il venait toujours du dehors, de ceux que l'opposition à la République trouvait irréductibles.

Les élections venaient de montrer la force du ralliement, mais aussi les déplorables effets de l'inintelligible opposition qui lui était faite. Au lieu d'un beau mouvement d'ensemble, il y avait eu une marche lente, hésitante, entravée dans son allure par mille obstacles. Les catholiques avaient pris plaisir à s'affaiblir. Les heureux effets désirés et attendus par le Saint-Père d'une évolution qui portait en elle le salut pouvaient être retardés indéfiniment ou même avorter en grande partie par la paresse à en poser les causes. Ils attendaient, ils exigeaient un renfort de bonnes volontés, une plénitude de concours qui, à ce moment où la politique pontificale avait fait ses preuves, se présentait comme un but à poursuivre, un résultat à réaliser, aux hommes de dévouement et de zèle.

Or, c'est ici que vient se placer l'histoire de ce qui a été entrepris de plus déloyal, de plus impardonnable, contre l'œuvre de salut, contre le devoir religieux et patriotique.

Le Pape avait parlé. Bien des monarchistes

qui étaient restés rebelles aux exhortations du cardinal Lavigerie, s'étaient inclinés devant son auguste parole. Les uns, s'étaient alors retirés de la vie politique; c'était le parti le plus salutaire, qui eût dû être suivi à peu près par tous; les autres s'étaient appliqués à prendre une nouvelle attitude, qu'ils ne réussissaient pas toujours à faire croire sincère. Mais un grand nombre, surtout parmi les chefs, étaient restés aussi intransigeants devant le Pape que devant le Cardinal. Ceux qui étaient des politiques purs, après avoir voilé pendant quelques jours leur intransigeance sous les formes de la déférence envers la personne vénérée du Pontife, avaient ouvertement déclaré que « catholiques à Rome, Français en France » ils n'étaient pas tenus à obéir.

Ils n'étaient pas les plus nombreux. Il y avait à côté d'eux la catégorie des monarchistes plus spécialement voués aux œuvres et à la défense catholique. On pouvait les ramener à trois groupes: les économistes, les hommes d'œuvres, les journalistes. Nous avons déjà fait connaissance avec les deux premiers. Les économistes composaient la petite chapelle libérale d'Angers; les hommes d'œuvres étaient les membres ordinaires des Assemblées annuelles des catholiques. Nous avons vu qu'à leur dernière assemblée, ayant reçu du cardinal Rampolla un télégramme les invitant à se conformer aux instructions du Saint-Père, ils avaient gardé le silence et avaient le soir, pris la résolution de suspendre leurs réunions et de dissoudre l'*Union de la France*

chrétienne, qui un jour en était sortie. Les journalistes étaient disséminés un peu partout, mais ils avaient leur expression la plus parfaite dans une partie de la rédaction de l'*Univers* depuis quelque temps en complète divergence de vues avec le rédacteur en chef, M. Eugène Veuillot.

Tout ce monde avait fait très délibérément de l'opposition au cardinal Lavigerie mais avait été jeté dans le plus profond embarras par l'intervention du Pape. Que faire ? Il semble que des catholiques de ce caractère, des hommes aussi notoirement, aussi professionnellement, si l'on peut dire, voués au service de l'Eglise, n'auraient même pas dû délibérer. S'ils ne se sentaient pas le courage de servir le Pape comme il voulait être servi, ils devaient avoir la conscience de se retirer. De quoi étaient-ils responsables ? Si les choses tournaient mal, on ne pourrait s'en prendre à eux. On est toujours justifié quand on obéit.

Ils s'arrêtèrent à la pire détermination à laquelle puissent céder des catholiques. Ce ne fut pas de combattre ouvertement le Pape, ce fut de le combattre sans l'avouer, ce fut de le combattre en prétendant le seconder. Ce fut de faire l'investissement de la politique pontificale et de l'enserrer dans les mailles hypocrites d'une obéissance apparente qui multiplierait autour d'elle les obstacles et les dangers. Ce fut de semer au loin la défiance, de décourager les bonnes volontés, de discréditer le dévouement, de paralyser le zèle, de déconcerter l'esprit public, de l'étourdir et de l'aveugler par toutes

sortes d'insinuations et d'artifices ou par les inventions les plus audacieuses ; ce fut de noircir la situation, de la montrer empirant toujours au moment où elle commençait à s'améliorer, de couvrir de sarcasmes, de provocations, et de reproches les catholiques fidèles au Pape ou les adversaires, comme M. Spuller, qui étaient les auteurs de cette amélioration.

Ce qu'il y eut de plus perfide dans l'entreprise, c'est qu'elle vint au moment où le ralliement avait fait ses preuves, où après plus de deux ans de discussions, les catholiques commençaient non point seulement à voir clair, mais à s'orienter, où le clergé, dont l'attitude avait ici une importance capitale, était à peu près unanime à marcher dans la voie indiquée et à y entraîner toujours plus de monde, soit de droite, soit de gauche. C'est cette situation qu'on vint troubler par la tentative la plus criminelle, c'est ce clergé qu'on vint arrêter, à qui on vint donner des doutes, qu'on vint diviser, fournissant des excuses à ceux qui voulaient retomber dans la paresse, et des armes contre ceux qui voulèrent agir.

Les promoteurs de l'entreprise ou plutôt les mandataires de la coalition furent les dissidents de l'*Univers*, MM. Auguste Roussel et Arthur Loth. Ayant quitté ce journal dans le courant d'avril 1903, ils lancèrent, dès le 1[er] juillet de la même année, une feuille à laquelle ils donnèrent, comme par un défi, ce singulier titre : *La Vérité*. Ç'a toujours été le propre de l'esprit de secte d'affecter d'être, contre l'avis

de tout le monde et malgré l'évidence même, ce que précisément on lui reproche de n'être point.

Créée pour combattre les directions pontificales, elle eut, dès le début, la prétention de les mieux comprendre et de s'y conformer mieux que personne. Ce que le Pape demandait d'une manière incontestable, disait-elle, c'était de défendre les droits des catholiques : nous les défendons contre ceux qui les attaquent, on ne peut pas nous demander de désarmer devant l'ennemi ; le Pape demande encore de respecter la République, nous la respectons, nous ne faisons pas de complot, nous dénonçons seulement le mal qui se fait en son nom. Bien entendu, selon l'opinion soigneusement entretenue dans le milieu auquel on s'adressait, au nom de la République il ne se faisait et, ce qu'on ne manquait pas d'ajouter, il ne pouvait se faire que du mal. Comment alors songer à se rallier à un pareil régime ? Ce serait une duperie. Si elle se convertissait au moins, si elle faisait amende honorable et devenait un régime propre, ce serait différent. Encore faudrait-il examiner la qualité de cette conversion ! Car des paroles comme celles prononcées par M. Spuller, par exemple, ne doivent pas être prises comme de l'argent comptant, et il est prudent d'attendre pour voir ce qu'elles pourront produire d'effectif...

C'est ainsi que cette feuille prétendait servir la religion et seconder les vues du Pontife qui s'appliquait à réparer tant de désastres causés par les fautes passées.

Entre elle et l'*Univers* la polémique ne tarda pas à surgir, aigre, violente. Les autres journaux soumis aux directions pontificales ne manquèrent pas non plus de dénoncer, avec l'indignation de la conscience catholique froissée et de la vérité trahie, cette entreprise de mort.

Soit qu'elle s'aveuglât au point de ne plus même se rendre compte de la besogne qu'elle faisait, soit que ses rédacteurs, très au courant des choses de l'Eglise, comptassent sur la longanimité de Rome et sa répugnance à désavouer publiquement des militants catholiques, elle résolut de soumettre sa ligne de conduite à l'appréciation du Saint Siège lui-même.

Déjà, dans une lettre adressée par le Cardinal Secrétaire d'Etat à l'*Univers*, une allusion défavorable avait été faite à l'attitude de la *Vérité*. Cela aurait dû ouvrir les yeux à M. Auguste Roussel, qui préféra, au contraire, chercher querelle à ses anciens confrères et prit même prétexte de l'interprétation qu'ils faisaient de cette lettre pour demander à Rome de se prononcer.

Voici quelle fut la réponse. Il faut la citer en entier parce qu'elle est l'expression la plus juste, la formule la plus parfaite de la conduite que devaient tenir alors et que devront tenir encore longtemps, longtemps, longtemps, les catholiques :

A Monsieur Auguste Roussel, rédacteur en chef de la *Vérité*.

Rome 30 janvier 1895,

Illustre Monsieur,

« Je n'ai pas manqué de présenter au Saint-Père la requête que m'a faite votre Seigneurie dans son appréciée lettre du 9 courant, requête tendant à vous éclairer sur la vraie portée de ma lettre récemment adressée au directeur de l'*Univers*.

« Avant tout je dois vous dire que la note de blâme qui s'y trouvait à l'endroit des journaux qui, malgré leurs protestations de dévouement au Saint-Siège, n'en suivent pas les directions comme il conviendrait, étant exprimée dans une forme générique et indéterminée, ne semble pas avoir pu prêter à aucun juste sujet d'amertume. C'était un simple avertissement donné avec délicatesse afin que ceux qui avec des pensées droites aiment à promouvoir efficacement, dans votre nation, les intérêts religieux lesquels ne sont pas séparés de ceux de la Patrie, ayant devant les yeux l'approbation que recevait un des journaux catholiques les mieux méritants de ce pays et le blâme infligé aux autres, examinassent l'attitude prise par eux et vissent s'il y avait lieu de la modifier.

« Et puisque, non content des encouragements et des assurances que vous dites avoir reçus de personnages considérables, qui tiennent que les rédacteurs de la *Vérité* sont restés fidèles au programme tracé par le Saint-Père, vous désirez savoir si parfois, sans le vouloir, ils s'en seraient éloignés, et en quel point en particulier ils se sont pu tromper, je ne puis vous cacher, quoi qu'il m'en coûte de le dire, que le programme suivi jusqu'ici par les rédacteurs de la *Vérité* ne correspond en fait ni aux règles données, ni aux désirs exprimés par sa Sainteté. Et le fait qu'ils n'ont point reçu une parole d'ap-

probation ou d'encouragement du Saint-Siège, aurait suffi pour les avertir de l'erreur où ils se trouvent.

« Le Saint-Père, ainsi que de nombreux documents ont permis de le faire comprendre, en demandant aux catholiques français de se placer sur le terrain constitutionnel et d'accepter loyalement le gouvernement constitué, a entendu que, par ce moyen, les catholiques travaillassent, d'accord, à l'amélioration de ce gouvernement et, à mesure que croîtrait leur influence dans la direction de la chose publique, qu'ils réussissent à empêcher de nouvelles offenses à la religion, à corriger progressivement les lois existantes, injustes et hostiles.

« Ce programme, vu la difficulté de la situation, réclamait une action assidue, patiente, confiante, analogue à cette sollicitude et à cet ensemble de ménagements discrets qu'on a coutume d'observer pour procurer la guérison d'un malade.

« Or, en me bornant à la question politique, par la lecture de la *Vérité* et par l'esprit qui l'inspire, on a pu constater que, nonobstant la persuasion où elle est de seconder les vues du Saint-Siège, elle se trouve avec lui en désaccord. En effet, ses articles sont faits plutôt pour exciter les esprits contre la République, bien qu'elle accepte le fait constitutionnel ; dans l'esprit des lecteurs ils nourrissent la conviction que vainement on attendrait la paix religieuse d'une telle forme de gouvernement, et souvent ils présentent les choses de façon qu'ils donnent à penser que la situation s'aggrave au lieu de s'améliorer. La *Vérité*, par là, crée, d'une part, une atmosphère de défiance et de découragement et, d'autre part, elle contrecarre et traverse ce mouvement concordant des volontés désiré par le Saint-Siège, surtout en vue des nouvelles élections ; mouvement qui est propre à pousser en avant les bonnes dispositions de ceux qui, par des considérations humaines, sont encore faibles et timides pour rendre justice aux légitimes exigences des catholi-

ques. Bref, du langage que tient la *Vérité* et de l'esprit qui la domine, ses lecteurs pourraient facilement inférer que la ligne tracée par le Saint-Père aux catholiques français, loin de rendre la situation meilleure, n'apporte qu'un accroissement de maux.

« Le Saint-Père, qui n'a pas douté un seul instant de la sincérité de vos sentiments d'attachement filial, a confiance que ces observations provoquées par vous pour vous servir de lumière, contribueront à vous faire connaître plus clairement la direction véritable et uniforme qu'il convient à la presse catholique française de suivre pour maintenir l'union si nécessaire, dans toute entreprise difficile, et correspondre fidèlement aux intentions de Sa Sainteté.

« Aussi en vous signifiant de bon gré que le Saint-Père vous encourage par sa Bénédiction apostolique, à suivre cette voie, j'ai plaisir à m'affirmer dans les sentiments d'une très parfaite estime,

De votre Seigneurie Illustrissime,

Le très affectionné serviteur.

M. Cardinal RAMPOLLA. »

Telle fut cette consultation, signée du cardinal Rampolla, dont le nom ne doit pas être séparé de celui de Léon XIII. Il a été le Consalvi de ce pacificateur, mais un Consalvi encore plus souple, encore plus pénétrant, plus maître de lui et plus sûr de sa tactique que l'autre. Le cardinal Rampolla a dominé la politique du ralliement, il l'a dominée du coup d'œil de l'homme supérieur, de l'homme d'Etat qui, en mesurant la portée la plus juste, en entrevoyant l'efficacité dans les répercussions les plus lointaines, pouvait au jour le jour en indiquer les règles

et en tracer le programme. En parfaite harmonie d'idées avec Léon XIII, il a mis au service de sa grande œuvre de concentration de toutes les forces autour de l'idée catholique et de la Papauté qui en est l'interprète, toutes les ressources de son cœur d'apôtre et de son génie pratique. Ces deux notes ressortent bien de la lettre aux rédacteurs de la *Vérité*, lettre écrite avec un sens si profond de la situation et sur un ton si affectueusement chrétien, si condescendant dans sa fermeté, qu'il étonne presque à l'adresse de si grands coupables.

Hélas! tant de bonté et des avertissements si sages devaient être en pure perte. La *Vérité* était déjà dans l'endurcissement de l'orgueilleux qui a dit : *Non serviam*! Après la lettre du cardinal Rampolla il y eut dans le cœur de ses rédacteurs comme une sorte de rage concentrée qui allait leur faire perdre toute mesure et les pousser, en fait de vilenies et de basses manœuvres, à toutes les extravagances. Nous en retracerons le triste tableau; il nous faut auparavant admirer dans leur épanouissement les merveilles d'apostolat que nous avons saluées en germe, et raconter les belles années de la démocratie chrétienne.

CHAPITRE VIII

La Démocratie Chrétienne

I

De toutes les hardiesses qui sollicitèrent le zèle des apôtres du ralliement et de la démocratie, la moins banale est assurément celle qui poussa l'abbé Fesch à reprendre du service dans le journalisme avec la *Cocarde !*

Ceux qui sont en province ne savent pas ce que c'est que la *Cocarde.* C'est le journal de l'après-midi, qui porte toujours un énorme sous-titre en manchette, et qui se crie à tue-tête sur les boulevards. C'est le journal du curieux, du passant, et, les jours de grands événements, de la foule. C'est à la fois le plus lu et le moins lu, en tout cas celui qui fait le plus de bruit, dont ceux-là mêmes qui ne l'achètent pas ont toujours des échos.

Désarmé à Beauvais par la disparition de la *Croix de l'Oise*, gêné dans ses mouvements par la nouvelle administration, l'abbé avait pris le train, et, en deux fois une heure, était arrivé à Paris.

Que faire à Paris, à moins que l'on n'écrive ? Il avait cherché un journal. La *Cocarde* était à prendre.

« Quand j'annonçai à nos amis, — c'est lui qui parle, — mon entrée à la *Cocarde* en qualité de directeur, j'entendis de leur part des réflexions de différents genres. Je laisse de côté les approbations, les blâmes se basaient sur l' « indignité » du journal qui, mêlé à des affaires de toutes sortes, ne laissait pas que d'avoir un mauvais renom.

Il y avait là un sophisme patent. Au point de vue de la moralité d'un journal, le titre ne fait rien. J'aurais pris tout aussi bien la *Lanterne*, s'il m'eût été donné la liberté entière d'y écrire et d'y laisser écrire ce que je voulais, ainsi que je le faisais à la *Cocarde*. Un journal change de destination, se purifie, si l'on veut, tout aussi bien qu'un bâtiment ; et je ne sache pas que l'on ait blâmé les premiers chrétiens d'avoir converti en églises les anciens temples d'idoles...

Je m'étais dit : « Voici un journal qui s'adresse à un public spécial de promeneurs, de gens d'affaires, de boursiers, ils le lisent en courant et le rejettent. Pourquoi ne tenterais-je pas d'insérer au milieu des nouvelles du jour quelques idées plus sérieuses, sociales ou religieuses ? La dose sera peut-être infinitésimale, car il ne faut pas surcharger leur cerveau trop faible ; mais ce qui s'y infiltrera y sera toujours. » C'était, en somme, un genre d'apostolat intellectuel aussi bon qu'un autre. » (1)

Et l'apostolat commença. C'était au début de 1894. Immédiatement, sans lui ôter le moins du

(1) *Souvenirs d'un Abbé journaliste*, pages 269, 270. Chez Flammarion.

monde de son intérêt, la physionomie du journal en reçut quelque modification. D'abord, plus de nouvelles scandaleuses, ou du moins plus de place d'honneur pour ces tares que le seul souci de ne pas passer pour mal informé doit faire mentionner en quelques lignes dans le coin le plus retiré du journal. Plus de décri systématique non plus ; plus de nom jeté quotidiennement en pâture à la malignité publique.

« Jusqu'alors, la *Cocarde* avait fait de l'opposition à outrance, de l'opposition quand même. C'est un procédé qui peut avoir quelque vogue à certaines époques et dans certains milieux, mais je le crois détestable, eu égard au bien général de la société. Je n'avais pas à faire d'opposition systématique à la forme républicaine, puisque depuis longtemps j'étais ce qu'on appelle improprement aujourd'hui un rallié, acceptant le fait accompli. Pourquoi, par ailleurs, me serais-je insurgé contre le ministère ? Lui tombé, un autre lui devait succéder, de même genre ou approchant, et il m'eût toujours fallu être occupé à fourbir des armes pour attaquer l'un après l'autre ! Et quel profit en eût retiré la cause que je voulais défendre ?...

Si le gouvernement — puisque le gouvernement est toujours en cause — agissait, à mon sens, contrairement à mes idées, s'il attaquait la religion ou la liberté, certes je ne me faisais pas faute de le lui dire ; mais si ses actes étaient conformes à mes propres doctrines politiques ou sociales, s'il favorisait ou simplement respectait la religion et la liberté, pourquoi lui aurais-je refusé mes félicitations et mes encouragements ? »

Ce genre de journal était bien ce qu'il fallait à l'abbé Fesch assez friand de l'anecdote, assez amateur du reportage et doué, d'autre part, de

tout ce qu'il faut pour rendre, dans les milieux les plus réfractaires, la religion aimable. Que de spirituelles chroniques sortirent alors de sa plume! Que d'élégants portraits, ou de ripostes à l'emporte-pièce! Et quel intéressant recueil on ferait de ces improvisations inspirées par la polémique du jour mais que le fond de doctrine et le souci d'art jamais absent de ce que fait l'abbé Fesch a marquées du cachet de ce qui est durable!

Mais le sort le poursuivait toujours. En dehors des oppositions violentes qui le harcelaient sans relâche, il eut le tort, commun aux jeunes, de trop compter sur autrui. Il avait oublié que quand on fait des journaux, il ne faut jamais s'embarquer sur de simples promesses.

« Je ne demeurai, dit-il, que peu de temps à la *Cocarde*. Je ne pus y réaliser le plan que je m'étais proposé, l'aide que l'on m'avait fait espérer ne m'étant parvenue que sous la forme d'encouragements platoniques. J'en sortis après de nombreux déboires dont le contre-coup ne fut pas sans amertume. Néanmoins, je ne suis pas fâché de cette tentative. J'y ai appris une foule de choses que le journalisme de province ne peut enseigner ; mon expérience m'a permis déjà de donner d'utiles conseils à de plus jeunes que moi. C'est ainsi que doit être la vie pour ne pas rester inutile. » (1)

Lui qui est un fin lettré, il a pu se souvenir, pour se donner du courage, que Molière, après des essais infructueux et des désastres financiers, mit quinze ans à se remettre à flot, quinze

(1) *Souvenirs*, page 292.

ans de pérégrinations en province, de lutte héroïque où il fallait à la fois être auteur, acteur, directeur, être responsable, souffrir, être gai par-dessus le marché, et qu'il revint à Paris où la fortune et la gloire lui tressèrent des couronnes et où il put encore mettre au jour une vingtaine de chefs-d'œuvre avant de mourir à cinquante-un ans.

Grâce à sa souplesse, à son opiniâtreté au travail, et aussi à un événement dont nous allons maintenant nous occuper, l'abbé Fesch avait d'ailleurs, déjà remis le pied à l'étrier.

L'abbé Naudet avait pris le 1er octobre 1894, la direction du journal le *Monde* ; il lui avait écrit : « Mon ami, vous êtes un vaincu, mais il y a encore des gens qui ne jugent pas toujours les causes d'après le succès. Soyez de la maison, je vous offre place à notre foyer et dans notre cœur ». La place qu'il lui offrait ainsi était la première après celle du directeur, la place de secrétaire de la rédaction. Il n'y en avait point où l'abbé Fesch pût mieux utiliser son expérience de journaliste et où il pût rendre à une œuvre qui exigeait, à cette heure de transformation, tous les dévouements, de plus grands services.

C'était, en effet, une tâche énorme qu'assumait l'abbé Naudet. La jeune démocratie avait à peine fait ses preuves que les honneurs venaient la chercher, et que les plus hautes missions de confiance lui étaient libéralement octroyées. Demander à l'abbé Naudet de se mettre à la tête du journal le *Monde*, c'était lui demander de

diriger conjointement avec l'*Univers*, l'opinion catholique. C'était lui demander d'orienter le clergé et la masse, dans les nouvelles voies ouvertes par Léon XIII. Il avait donné de telles preuves de savoir et de talent, qu'on ne crut pas la tâche au-dessus de ses forces. Il avait montré aussi un tempérament assez combattif pour qu'on le crût capable d'opérer avec autant d'audace que de bonheur, la réaction salutaire imposée aux catholiques par les circonstances.

Les préliminaires furent engagés par un des amis de l'abbé Naudet qui écrivait au *Monde* et qui devait tant faire honneur à la démocratie chrétienne, par son entrain à l'action et la précieuse valeur de ses ouvrages, M. Max Turmann. Le 10 août, son Eminence le cardinal Rampolla faisait parvenir à l'abbé Naudet la lettre suivante :

Illustrissime Seigneur,

« Aussitôt après avoir reçu la lettre écrite par votre Seigneurie, je me suis empressé d'annoncer au Saint-Père qu'elle acceptait de se charger de la direction du journal le *Monde*.

« Sa Sainteté a appris cette nouvelle avec satisfaction parce qu'elle connaît les sentiments dont votre Seigneurie est animée. Elle a vu dans la dernière lettre que vous m'avez adressée, une nouvelle assurance du dessein où vous êtes de suivre en tout la ligne de conduite qu'elle a tracée et de faire vos efforts pour travailler efficacement à persuader toujours davantage aux catholiques français qu'ils sont dans l'obligation de se conformer aux doctrines et aux conseils qui émanent du Siège apostolique.

Le Saint-Père est convaincu que votre Seigneurie, en travaillant sur ce terrain, ne tardera pas à en recueillir de bons fruits parce qu'elle obtiendra certainement la faveur et l'appui de tous ceux qui s'intéressant à la prospérité de la France désirent qu'un journal qui a déjà bien mérité de la cause catholique, continue à servir les vrais intérêts de cette illustre nation.

« Voulant néanmoins mettre l'œuvre de votre Seigneurie sous de favorables auspices, l'Auguste Pontife se plaît à lui envoyer, pour elle et pour ceux qui la seconderont dans sa nouvelle entreprise, une spéciale bénédiction apostolique, que je suis heureux de lui annoncer, en me déclarant avec distinction,

De votre Seigneurie, le très affectionné serviteur.

Signé : M. card. RAMPOLLA ».

Une indiscrétion ayant lancé la nouvelle dans le public avant que le *Monde* en eût dit un mot, M. Levé la confirma et la publia officiellement en ces termes à la date du 31 août :

« Dès les premiers jours d'octobre, le *Monde* sera placé sous la direction de M. l'abbé Naudet, l'éloquent apôtre des classes ouvrières et l'un des promoteurs de l'action sociale par le Clergé...

M. l'abbé Naudet a l'âme d'un apôtre. C'est un cœur vaillant et généreux, un esprit à la fois vif, ouvert et réfléchi : si son apostolat social a révélé en lui un véritable orateur, son journal la *Justice sociale* et les articles qu'il a donnés dans le *Monde* ont montré qu'il était aussi, à un degré remarquable, écrivain et journaliste...

Notre second motif de joie en quittant la direction du journal est tout personnel ; si nous remettons à des forces plus jeunes et plus robustes une tâche devenue pour nous tous trop ardue, nous gardons une place dans le rang, et tant que Dieu daignera nous laisser un reste de

force et de santé, simple soldat nous continuerons de combattre le bon combat, simple ouvrier nous continuerons d'apporter notre contingent de travail à l'œuvre commune...

Enfin le 1er octobre, dans le numéro marqué du 2, le journal parut complètement transformé. Articles plus courts, sujets plus variés, allure plus moderne, note plus accentuée soit au point de vue républicain, soit au point de vue démocratique.

L'article programme de l'abbé Naudet était simple, énergique, et ému.

« En prenant la plume pour écrire ce premier article, je ne puis me défendre d'une certaine angoisse et j'éprouve le sentiment profond des responsabilités qui dès ce jour pèsent sur moi...

Il est bon de dire, dès le premier jour, très nettement, que notre action politique et sociale, comme elle l'a toujours été dans ce journal, reste conforme aux enseignements venus de Rome.

Nous acceptons loyalement, sincèrement, sans arrière-pensée, la forme du gouvernement que la France s'est donné...

Toutefois si nous acceptons la forme du gouvernement, nos amis savent que nous ne sommes pas de ceux qui voient là un moyen facile et honorable de déposer les armes et d'interrompre la lutte commencée. Notre intention bien arrêtée est de ne jamais faire de l'opposition quant même, et de respecter partout les droits de la justice et de la vérité ; mais notre intention aussi est de combattre le mal partout où il se trouvera

Au point de vue social, nous continuerons aussi de suivre absolument l'Encyclique de *Conditione opificum,*

et tous les documents du Saint-Siège qui en expliquent et en précisent le sens.

Sur les questions non définies nous n'hésiterons pas à donner notre pensée quand la chose nous paraîtra nécessaire, mais nous la donnerons toujours comme une pensée humaine, jamais comme une pensée infaillible, quelle que soit la vivacité avec laquelle nous défendrons notre sentiment...

Quant à la polémique entre catholiques, nous n'en voulons pas. Assez dure est la mêlée que nous avons à soutenir contre les ennemis pour n'avoir pas de force à dépenser dans des querelles intestines, et s'il est parfois nécessaire de dissiper certaines équivoques et de séparer nettement notre doctrine des idées soutenues par des catholiques avec lesquels nous nous rencontrons sur tous les autres points, nous le ferons toutes les fois que nous le croirons nécessaire, avec cette conviction que la charité doit toujours conserver ses droits et que l'on peut dire à son frère : « Ma pensée diffère de la tienne » sans irriter son esprit et sans blesser son cœur. »

Il rendait hommage à la noble carrière fournie par M. Levé et répondait en termes dignes de l'un et de l'autre à l'espoir exprimé par le vieux lutteur de pouvoir continuer à servir dans le rang après avoir été si longtemps à la tête des troupes :

« Plus que personne il comprend l'œuvre ; pour la soutenir il a fait des sacrifices, que Dieu seul connaît ; ce que j'en sais est peu de chose et cependant me suffit pour dire qu'il l'a façonnée et comme pétrie avec le sang de son cœur.

Aussi ce n'est pas une place dans le rang qu'il doit prendre ; nous voulons qu'il reste notre guide très respecté et très aimé. Et si nous lui épargnons certaines fatigues, pour ménager des forces qui se sont usées dans

le dur labeur quotidien, nous entendons profiter toujours des ressources de son intelligence si forte, consulter toujours son expérience si sage et nous éclairer aux rayons que donne son esprit toujours si lumineux...

Nous avons la confiance que la Providence nous bénira. Et nous élevant plus haut, nous croyons à la victoire finale de la grande cause pour laquelle nous combattons, bien décidés à rester, quoi qu'il arrive, des hommes d'espérance parce que nous sommes des chrétiens, les serviteurs de Celui qui peut toutes choses et à qui le dernier mot appartiendra toujours dans le temps et dans l'éternité. »

« Quoi qu'il arrive ! » Avait-il le pressentiment que de formidables obstacles pourraient surgir sur sa route et le faire trébucher ? Entrevoyait-il qu'il pourrait-être débordé par cette opinion catholique qu'il entreprenait de ramener, comme un cheval indompté, au droit chemin et à la règle ? que de l'action féconde, elle voudrait, par un caprice soudain, retomber dans l'action tapageuse et stérile, et de l'avenir qui s'entr'ouvrait dans la lumière, retourner au chaos du passé ? Peu lui importait ! Il était décidé à aller de l'avant, à creuser un peu de la route où devait passer « l'esprit nouveau » et, quoi qu'il dût lui en coûter, à faire son devoir, tout son devoir !

Elles évoquent de bien doux souvenirs ces deux années où nous allions chaque soir acheter le *Monde*, où nous tenions dans les mains un grand journal, un vrai journal qui était à nous, où notre âme vivait, où notre cœur battait, où nos idées transparaissaient ou éclataient à toutes

les lignes! C'était bien le journal catholique, à qui rien n'était étranger, qui ouvrait toutes grandes les fenêtres sur son temps, qui nous rendait fiers de nous sentir enfin, par la variété et la richesse des questions traitées, du nombre des vivants, de n'être plus parqués hors de la société, à l'index de tout et de tous!

Les collaborateurs affluèrent, les uns rétribués, les autres bénévoles, tous soldats dévoués de la cause et écrivains de valeur. Lisez cette énumération : Premiers-Paris : abbé Naudet, Aigueperse, Calippe, Colas, Goyau, Flornoy, Louis Rivière, Pierre Moureau. Politique : Levé. Courrier parlementaire : Fernand Payen, Dudemain. Questions sociales : Max Turmann, abbé Pastoret, abbé Fontan, Aluel, Lancry, Coste, Bayard. Chroniques du jour : Henri Dac, d'Azambuja. Portraitiste : Démocrite. Histoires du temps présent : Jean des Tourelles. Politique étrangère : Iribarnegaray, Heffel, Delaporte. Questions philosophiques : Yves le Querdec, autrement dit George Fonsegrive. Chronique littéraire : abbé Félix Klein, Hyacinthe Le Franc, abbé Ferrand, Cl. Bader, Gabriel Aubray, Léon Danet, Jean Brunhes. Questions ecclésiastiques : abbé Wagner. Etudes historiques : Marius Sepet, Welschinger. Arts, sciences, théâtre : Coquard, Henri Dac, Jacques Franck. Chronique agricole : Hervé. Correspondances étrangères de Rome, Terre-Sainte, Alsace-Lorraine, Allemagne, Angleterre, Belgique, Autriche-Hongrie, Espagne, Suisse, Etats-Unis, etc. etc.

Et qu'on ne s'imagine pas que ces noms et ces

questions figurassent seulement sur le prospectus. Je les relève dans la collection même, que j'ai sous les yeux. A chaque numéro le journal était plein, ces noms et ces questions revenaient régulièrement, et les noms qu'on relève le plus souvent, après ceux de l'abbé Naudet et de M. Levé, sont ceux qui se sont justement acquis par leur talent et l'intérêt de leurs œuvres la plus grande estime du public. C'étaient Yves le Querdec, Turmann, Félix Klein, Jean des Tourelles, d'Azambuja. Nous les retrouverons tous dans le plein jour de leur action spéciale et dans les circonstances où s'est plus particulièrement accusée leur personnalité. Mais ici, où ils apportaient, avec le plus pur de leur bonne volonté chrétienne, les richesses jaillissantes d'un trésor intellectuel qu'ils dépensaient sans compter, où la philosophie, les faits sociaux, la littérature, la morale en action, l'événement du jour prenaient sous leur plume la couleur de ce qui vit et allaient produire l'émotion dans l'esprit du lecteur, il est permis de les saluer dans un hommage commun et dans l'expression de reconnaissance qui est due à ceux qui ont sacrifié quelque chose d'eux-mêmes au bien public.

L'abbé Naudet, dans un moment où tout était à renouveler dans les méthodes des catholiques français, traita toutes les questions.

Dans une société démocratique il faut se comporter autrement que dans une société aristocratique et monarchique. Cela est tellement clair qu'on s'étonnerait que tant de gens refusent obstinément de le voir si on ne savait quelle est

la puissance de la routine et quelle est la répugnance de la nature humaine à consentir à un changement, c'est-à-dire à un sacrifice. Dans une démocratie il faut conquérir tous les jours le bien qu'on possédait la veille, il faut être individuellement et socialement l'auteur de ce dont on jouit, il faut, par conséquent, avoir des ressources particulières, des énergies de réserve, savoir résister, savoir persuader, s'organiser et s'étendre. Les moyens préventifs sont donc plus à leur place que les moyens répressifs, et les impulsions de la conscience plus à apprécier que le concours de la loi. La vertu et l'énergie de la foi y sont aussi bien plus le fruit de la victoire remportée sur soi-même que de la vigilance des gardiens préposés à leur sauvegarde.

C'est le thème qui s'offrit tout naturellement au jeune et ardent directeur du *Monde*, thème qui embrassait toute la rénovation de la vie catholique contemporaine et qu'il traita, dans son principe et dans ses applications, avec une impitoyable verve. C'est là, à mon avis, dans cette série d'articles de deux ans que se sont déployées avec le plus d'ampleur, avec le plus d'éclat ses grandes et fortes qualités. Là il est observateur subtil, écrivain délicat, abondant et enflammé, polémiste adroit, plein de précaution et plein de fougue, orateur ému dont la parole ne cherche pas l'effet et le produit terrible, apôtre toujours, l'âme tournée vers l'avenir, peut-être un peu trop systématiquement ou généreusement aveugle sur les difficultés du présent. Il a réuni ces articles dans un livre qu'il publia en mars 1896

et auquel il donna précisément pour titre, indiquant lui-même ce qu'il avait eu en vue et quelle avait été sa pensée directrice : *Vers l'Avenir!* Ce livre m'inspira dans le *Peuple Français* quelques considérations qui permettront de le mieux connaître :

« Le grand mérite et la grande valeur de l'ouvrage dont nous nous occupons, sa hardiesse impardonnable auprès de bien des gens, c'est de faire la lumière, une lumière impitoyable, une lumière pleine, mais après tout rassurante. Depuis quelques années, de ci de là, quelques échappées de soleil étaient venues éclairer un côté de la situation : on s'était empressé de refermer la fenêtre et on avait continué à sommeiller. On avait mis quelques emplâtres sur l'horrible plaie qui fait du catholicisme en France et de toute notre société un candidat à la tombe. Le vaillant écrivain, d'une main, quelquefois brutale, toujours loyale et courageuse, déchire tous les voiles, fait sauter toutes les bandelettes, découvre le mal dans toute sa hideur et appuie le doigt dessus en disant : voilà où çà vous fait crier, n'est-ce pas ? eh bien, criez une bonne fois pour toutes, puis appliquez énergiquement, non des palliatifs, mais le vrai remède, et vous serez sauvés...

Il semble que les trois quarts du livre sont consacrés à la critique, soit de l'état actuel de la société, soit de la méthode des catholiques, mais de toutes les pages se dégage la leçon libératrice, l'enseignement sauveur, à tous les tournants se rencontre l'indication précise, l'exposé lumineux de ce qui devra désormais être notre devoir. Nous nous sommes séparés du peuple, il s'est séparé de nous : animons-nous d'un beau zèle pour les intérêts du peuple, il daignera s'échauffer pour les nôtres. Tout est là, il n'y a pas pour les catholiques d'autre politique à suivre.

Nous aimons les objurgations de l'abbé Naudet contre la politique de déclamation qui grise, illusionne et n'aboutit à rien...

Non, tant que nous n'aurons pas reconquis le peuple, il ne faut pas parler de nous battre ; tant que nous n'aurons pas refait une armée, il ne faut pas parler de terrasser l'ennemi.

Comment le peuple sera reconquis, comment l'armée sera reconstituée, l'auteur l'indique particulièrement dans les derniers chapitres où il dit très explicitement comment s'organisera la démocratie. Le peuple, émancipé intellectuellement, moralement, économiquement, c'est-à-dire mis en possession de la lumière à laquelle il a droit, de la vertu qui lui est nécessaire, du bien-être dont il ne peut se passer, trouvera une direction éclairée dans une élite sortie de son sein, des garanties dans le droit d'association, et des ressources contre lui-même aussi bien que contre ses ennemis dans les principes dont l'Eglise est la gardienne et le séculaire défenseur. »

Toujours attentif aux exigences du moment, je terminai par une conclusion pratique :

« Voilà un livre classique pour la génération contemporaine. Bien des clercs, dans les murs étroits du séminaire se creusent la tête pour arriver à comprendre quelque chose à ce qui se passe : ils n'ont qu'à envoyer un mot à M. Lecoffre, qui leur renverra la réponse en trois cents pages, et ils seront tout de suite fixés. Il est vrai que leur lettre ne passera peut-être pas la frontière, je veux dire la grille où veille, comme un impitoyable cerbère, le règlement. Mais bah ! les lettres de Léon XIII ont les premières forcé la consigne et ouvert la brèche par où ont pu entrer bien des idées nouvelles, et sortir bien des demandes et des questions. Par Lui, dans l'un et dans l'autre sens, la route a été tracée *Vers l'Avenir*. »

L'avenir semblait, en effet, plein de sourires, ou du moins il était tel quand on était parti ; mais déjà le navire, je veux dire le journal, avait essuyé plus d'une bourrasque, et pendant les six derniers mois de 1895 une effroyable tempête l'avait jeté sur la côte d'où il ne devait jamais regagner le large.

A propos de la loi d'abonnement votée aux mois de mars et d'avril 1895 par la Chambre française, les catholiques même ralliés eurent un de ces accès qui fut comme le retour soudain et momentané d'une maladie qui aurait laissé des germes, ou d'un vice dont on se serait mal guéri. Il est vrai qu'avec le tempérament français, ces accidents sont plus faciles, surtout quand il y a à point et au moment voulu des agents de désordre pour les provoquer.

Qu'était-ce que la loi d'abonnement ? Une simplification et un adoucissement des lois de décembre 1880 et de décembre 1884 qui faisaient peser sur les congrégations religieuses des taxes exorbitantes dites de « droit d'accroissement ». En dehors des impôts que tout le monde paie et qu'elles payaient comme tout le monde, on avait voulu exiger des congrégations un impôt spécial pour le soi-disant accroissement des biens qui leur venait de leur commerce. Tandis que depuis 1884 la plupart des congrégations s'étaient soumises à cette loi, cinq d'entre elles et les plus importantes, à savoir : les Frères des Ecoles chrétiennes, les Pères du Saint-Esprit, les Lazaristes, les Sulpiciens, et les Missions étrangères, avaient fait des difficultés et avaient tellement

montré par leur résistance au fisc, les inconvénients d'application de cette loi que le ministère Ribot, dans le projet de budget de 1895, résolut de la simplifier et de l'améliorer. La simplification, ce fut « qu'une déclaration unique » était substituée à la « déclaration multiple » qui amenait des exagérations monstrueuses ; l'amélioration, ce fut qu'étaient soustraits à la taxe « les biens acquis avec l'autorisation du gouvernement, en tant qu'ils ont été affectés et qu'ils continuent d'être réellement employés, soit à des œuvres d'assistance gratuite en faveur des infirmes, des malades, des indigents, des orphelins, ou des enfants abandonnés, soit aux œuvres des missions françaises à l'étranger. » Cette détaxe en faveur des œuvres bienfaisantes ou patriotiques avaient été vainement demandée en 1884 par Mgr Freppel et par M. Flourens. Elle fut votée par la Chambre de 1895.

Voilà cette loi qui alluma un incendie si terrible parmi les catholiques. Ceux qui jusque-là s'étaient soumis ne parlèrent plus que de résistance. Ceux au contraire, qui avaient résisté, mais sans fracas, et après dix ans de luttes, avaient amené le pouvoir à s'amender, et c'étaient, nous venons de le dire, les cinq grandes congrégations, voulaient continuer le même système : faire les concessions inévitables et résister sur les points où ils étaient forts, pour arriver progressivement à d'autres améliorations.

Ce n'était pas l'affaire des premiers qui ne parlaient que de tout pourfendre, ou plutôt de tout souffrir jusqu'au martyre, et sur qui, l'es-

prit réfractaire avait suffisamment soufflé pour qu'ils caressassent l'espoir de balayer enfin « l'esprit nouveau. »

Il n'y avait, en effet, dans cette intempérance subite d'héroïsme que deux choses : d'abord l'éternelle conspiration monarchiste qui, en 1884, ayant d'autres arguments contre le parti républicain, avait laissé les congrégations tranquilles, c'est-à-dire les avaient abandonnées à elles-mêmes ; il y avait ensuite la griserie enfantine des Pères de la *Croix*, à qui leur succès avait littéralement tourné la tête et qui avaient fait une chute dans les filets dorés de l'aristocratie.

C'est eux qui menèrent toute la campagne, et si on veut savoir ce que la passion tout à fait sortie hors de ses rives peut dicter de propos violents et ôter de scrupules même à des religieux, il n'y a qu'à relire les articles par lesquels ils essayèrent de faire le siège de l'opinion et harcelèrent ensuite les congréganistes qui n'étaient pas de leur avis.

« On trompait le public sur les dispositions des congrégations religieuses, faisant connaître des décisions qui n'étaient pas encore prises et affirmant une unanimité qui n'existait pas ; on répandait à profusion des journaux, des brochures, des circulaires confidentielles ; on allait de couvent en couvent, menacer de tarir la source des aumônes, on terrifiait surtout les pauvres religieuses ; en un mot, on faisait de cette affaire, non pas l'œuvre haute et surnaturelle réclamée par la gravité des circonstances, mais une sorte de point d'honneur, une course, un

grand prix que, par tous les moyens, il fallait enlever.

« Et cependant, les choses n'allaient pas aussi bien qu'on eût voulu et il y avait parfois des hésitations. Alors on faisait intervenir le Pape. On dénaturait ses paroles et ses actes, on lui prêtait une action à double face, on distinguait sa pensée privée et sa pensée publique, on créait une opposition entre Léon XIII et le cardinal Rampolla, entre le Vatican et la Nonciature. Le Saint-Père avait beau intervenir d'une manière très significative, on maintenait qu'il y avait une question de principe intangible et inviolable... Avec une audace sans égale, on écrivait : triomphe, quand il eût fallu écrire : condamnation » (1).

Les Supérieurs des cinq congrégations ne se laissèrent ni intimider, ni troubler par ces manœuvres. Ils prirent en toute liberté et en pleine connaissance de cause leur décision.

« Non pas la décision de se soumettre, mais la décision de lutter, de résister jusqu'au bout, préférant à cette « résistance illégale » dans laquelle on voulait les engager et qui, étant données les conditions où ils se trouvaient, ne pouvait les conduire qu'aux pires catastrophes, une « résistance légale », celle qui leur avait été si avantageuse jusqu'à ce jour ».

Alors toute l'écluse des gros mots s'ouvrit sur eux, toutes les richesses du vocabulaire de l'outrage leurs furent prodiguées pour faire pen-

1 *Vers l'Avenir*, page 258, 259.

dant, sans doute, à celles qu'on leur reprochait de vouloir sauver par un sacrifice.

« On affirmait que leur hésitation avait pour cause « un misérable et méprisable million » ; on conseillait aux catholiques de ne plus les soutenir de leurs aumônes ; on osait leur reprocher de tenir « le couperet levé sur la tête de toutes les congrégations ». Enfin, on leur jetait à la face une dernière et plus cruelle injure : on les accusait de poursuivre un but honteux, de faire marché de leur attitude, et d'être payées pour semer la division entre catholiques : « De grandes facilités pour le total de la dette et pour les échéances ont été d'ailleurs accordées en échange de la scission ».

« Tout cela a été si dur et si douloureux que nous avons vu des religieux à cheveux blancs, des prêtres, des frères, des missionnaires, qui avaient regardé en face la mort et les bourreaux, avoir les yeux pleins de larmes, courber la tête comme des coupables et nous avouer que jamais ils n'avaient connu semblable souffrance, qu'ils n'avaient jamais subi pareille passion, porté croix plus lourde et, buvant le calice jusqu'à la lie, goûté plus complètement la saveur des amertumes du devoir.

« Ils ont marché quand même, parce que leur conscience le voulait ainsi » (1).

Oui, mais quelqu'un se leva pour les défendre : ce fut l'abbé Naudet.

Frappé de ce qui restait d'inique dans la loi

(1) *Vers l'Avenir*, page 289, 290.

malgré l'amendement qui y avait été apporté, il avait d'abord incliné à conseiller l'insoumission et la résistance déclarée. Même alors il avait toujours reconnu à chaque congrégation, selon la liberté qui leur avait été laissée par le Souverain Pontife, le droit de prendre le parti qui lui paraîtrait le meilleur. Mais quand il vit, d'une part, que la résistance était transformée en agitation politique et en instrument de guerre contre les directions pontificales ; d'autre part, qu'on contestait hautement, bruyamment à chaque congrégation le droit de se comporter comme elle l'entendait, et enfin que les cinq plus importantes par le nombre, par les services rendus, les cinq plus vénérables et les plus méritantes étaient traînées sur la claie pour la décision qu'elles avaient prise, il cria : Halte-là ! et il commença cette série d'articles : *Pour la justice* ! où l'on ne sait ce qu'il faut admirer le plus, ou la générosité qui les a dictés ou l'impeccable logique de raisonnement et le bon sens lumineux avec lequel ils ont été conduits.

Il ne fut pas seul dans cette œuvre de défense. L'*Univers* combattit le même combat.

« On était soutenu dans l'œuvre de diffamation par tous les ennemis du Saint-Père, par tous ceux à qui tous les moyens sont bons pour faire échouer les directions pontificales, qui donnent à l'Eglise un meilleur terrain de combat, par la *Libre Parole* où on insulte le pape, par l'*Autorité* où on dénigre ses défenseurs, par la *Gazette de France*, où on préfère être turc que papiste, par la *Vérité* à qui le Vatican naguère donna si verte

leçon, par nombre d'autres qui, en province, de la même opinion et de la même tribu, livraient la même bataille pour le plus grand profit de la réaction ; tandis que l'*Univers* et le *Monde*, les seuls journaux qui aient reçu du Saint-Siège les particulières bénédictions réservées à l'inébranlable et active fidélité, protestaient contre ces exagérations et demandaient qu'on laissât à chacun sa liberté. »

Mais qu'est-ce que la raison, le bon sens, le droit, la justice, peuvent venir faire dans le tumulte excité par la passion, dans l'arène où la lutte a déjà soulevé tant de poussière qu'on ne peut plus distinguer si on se trouve devant un adversaire ou un ami ?

L'abbé Naudet fut tué par ses amis. La campagne de désabonnement fut menée contre lui comme la campagne de diffamation contre ses illustres clients. Il y eut un ami cependant, de qui je tiens la confidence et dont il n'y a, je crois, aucune indiscrétion à écrire le nom, M. Sentupéry, maire de Meinières, en Normandie, ancien élève de l'école de Saint-Cyr, qui, par une admirable générosité, voulut sauver l'œuvre de l'abbé Naudet et de M. Levé. Il arriva au bureau et il versa dans la caisse du journal cent mille francs. Vain sacrifice. L'existence du journal fut prolongée de quelques mois. Il y avait autour de lui de tels ouvriers de ruine qu'il ne pouvait réchapper.

L'*Univers* avait fait aussi des pertes énormes. Il y eut fusion des deux journaux. Si le dommage

matériel était de leur côté, ce n'est pas du côté des autres qu'était l'honneur.

Dans le dernier numéro du *Monde*, paru le 27 juillet 1896, l'abbé Naudet disait :

« Les soldats d'avant-garde qui, avec le temps espéraient faire du *Monde* l'organe d'un parti nouveau, le porte-parole des pionniers qui, à leurs risques et périls, ont accepté la difficile tâche de frayer à l'armée ses chemins, sentent toujours en eux monter la sève et ils ne veulent pas mourir. Ils ne sont pas des découragés, ils ne sont pas des vaincus. Car s'il y a des choses qui tombent et se brisent, il y en a d'autres qui ne tombent pas. Ce qui ne tombe pas, c'est l'idée féconde, c'est l'énergie toujours indomptable, c'est la force vivante de ceux qui ont foi dans les destinées d'une cause ; c'est la volonté libre et fière qui proteste contre l'écrasement stupide ; ou si elles tombent, ces choses, on peut les ramasser encore, car elles ne se brisent pas. »

Comme c'était vrai, et comme la « force vivante » de l'abbé Naudet, pour ne parler que de lui, était loin d'être anéantie ! Deux ans seulement après, voici ce que je pouvais écrire dans la *Vie catholique* :

« C'est le propre des fortes personnalités d'être puissamment aimées ou détestées. La grande lutte de l'abbé Naudet pour le respect de la liberté et pour la justice lui avait suscité, à un moment donné, de nombreux et violents ennemis. A l'heure actuelle, il peut dire, comme Mirabeau, que ces coups de bas en haut ne l'ont pas arrêté dans sa carrière.

« Avec un grand respect de l'opinion d'autrui, une conscience imperturbable de son droit et

du bien fondé de ses opinions, un enjouement tout primesautier, une présence d'esprit et une variété de connaissances qui n'étaient prises au dépourvu par aucune question, il a paru dans nos congrès et, goutte à goutte, dans les cœurs les plus rebelles il a infiltré la sympathie. Par envolées, dans les grandes manifestations du soir, où les sentiments de tous devaient être traduits par une parole éloquente, il a conquis l'admiration et même ce sentiment plus tendre qui naît de l'attrait de ce qui est beau.

« Voilà ce qu'ont vu ceux qui ne l'avaient connu auparavant qu'à travers la fumée de la bataille. D'autres l'ont vu de plus près. Ils ont touché le roc de ce tempérament qui n'a fléchi devant aucune trahison, aucune ingratitude, aucune colère. Ils ont découvert le secret de cette force dans l'union de deux amours qui peuvent tout braver : l'amour de Dieu, dont l'image vivante, incarnée dans Jésus crucifié, plane toujours comme le vrai soleil de vie au-dessus du regard de ce véritable prêtre, et l'amour des petits qui fait battre le cœur de celui qui est plus spécialement parmi nous le doctrinaire de la démocratie.

« Ce qui le caractérise, c'est, dirions-nous, non le désir du bien, mais le désir du mieux. Toujours plus pour les autres, toujours mieux pour l'humanité, la grande chérie de Dieu, toujours plus haut sur l'échelle qui la rapproche des biens qui sont en Lui : tel est le rêve que fait pour ses frères et que chante d'une voix doucement tenace cet orateur, cet écrivain, cet

enfant du peuple et ce démocrate qu'est l'abbé Naudet » (1).

II

Un mois après que l'abbé Naudet avait pris la direction du *Monde*, paraissait le 1er novembre 1894, le premier numéro d'une Revue qui devait jouer dans l'œuvre de l'adaptation de la mentalité catholique aux besoins modernes un rôle considérable. C'était la *Quinzaine*. Fondée par un littérateur distingué, M. Paul Harel, elle fut surtout pendant les vingt premiers mois, une revue littéraire à tendances libérales. On remarquait parmi ses premiers collaborateurs l'abbé Klein, l'abbé de Broglie, le Père Lavy, et surtout M. George Fonsegrive qui devait, à partir du 1er avril 1896, prendre la direction de la Revue et, en lui donnant les proportions d'une publication de premier ordre, lui donner en même temps un caractère militant très prononcé.

Il avait publié sous le pseudonyme d'Yves-le-Querdec, d'abord dans le *Monde*, puis en volume, les *Lettres d'un curé de campagne*. Toute sa méthode d'apostolat, toute sa politique, et même dans un sens toute sa philosophie se trouvaient dans ce petit ouvrage qui devint promptement très populaire et fut couronné par l'Académie française. Il y mettait en scène un brave prêtre qui, arrivé dans un village semblable à tous les villages, se mit en mesure d'y accom-

(1) La *Vie Catholique*, 13 janvier 1899.

plir de son mieux, sans fracas comme sans fausse retenue, l'œuvre pour laquelle il avait été envoyé, c'est-à-dire l'œuvre de Dieu. Le curé de Saint-Julien, uniquement préoccupé de son ministère sacerdotal, sans préjugé comme sans passion, homme de tout le monde, digne avec les grands, condescendant, charitable, animé de l'esprit de justice avec les petits, fit des merveilles. Bientôt, dans les presbytères, il y eut une petite rumeur, et les réflexions sommaires que suggérait le bruit de ce qui se passait à Saint-Julien se ramenaient souvent à ce vulgaire jugement où s'aiguisait l'ironie de plusieurs, que le curé de Saint-Julien avait trouvé un secret inconnu jusqu'à lui pour ramener les âmes. Mais tout son secret était dans sa manière de faire. Sa panacée était dans son tact, sa sagesse, sa clairvoyance et son courage. Avec quel art M. Fonsegrive nous le présente, nous montre cet homme de Dieu en action, le fait agir, parler, le fait avancer, hésiter, reculer ! Dans sa préoccupation de se faire tout à tous, de ne rien entreprendre que selon l'intérêt supérieur du bien, de se montrer hardi sans imprudence et circonspect sans lâcheté, le curé de Saint-Julien n'évite pas toujours les fautes. Il n'a pas alors ce sot amour-propre qui empêche de les reconnaître, qui maintient dans la voie où on ne pourra que les aggraver au lieu de les réparer. Il se ravise, se juge lui-même, et se recommande de mieux s'y prendre une autre fois.

Quelques-uns ont voulu voir une indiscrétion et une usurpation dans ce tableau des devoirs

du sacerdoce tracé par un laïque, surtout quand les *Lettres d'un curé de campagne* eurent été suivies des *Lettres d'un curé de canton* et du *Journal d'un Evêque* (1). Mais, outre que la délicatesse était suffisamment sauvegardée par le voile du pseudonyme dont étaient signés ces ouvrages et qui en faisait comme l'expression d'un sentiment général, plutôt que de l'opinion particulière d'un écrivain déterminé, les seuls devoirs dont il était question étaient, pour ainsi dire, des devoirs extérieurs, se rapportant à la conduite, à la méthode d'action, dont tout le monde est témoin et juge. Et si M. Fonsegrive fut porté de très bonne heure à donner son sentiment sur l'action extérieure du prêtre, c'est qu'à ses yeux, comme à ceux de tout observateur sérieux, dans cette action, dans cette manière d'être du prêtre vis-à-vis de ses contemporains, est le point fondamental de la question actuelle, l'explication dernière de la crise religieuse et même dans une grande mesure, de la crise sociale. Puisque c'est Dieu qui manque à la société, il y a nécessité urgente à le lui communiquer, et donc à chercher un moyen efficace de communication; et cette nécessité s'impose d'abord au prêtre, qui est apôtre par vocation spéciale, qui est officiellement le messager de Dieu.

Tout le but de M. Fonsegrive, en prenant possession de la *Quinzaine*, fut d'apporter à cette opération urgente sa contribution, de participer pour son compte et pour autant que son zèle le

(1) Ces ouvrages ont été édités chez Lecoffre.

lui suggérerait, à dissiper les malentendus qui tiennent à distance l'un de l'autre la société contemporaine et le fait religieux. Ce fait se présente sous un triple aspect: l'idée, c'est-à-dire le dogme, l'institution, c'est-à-dire l'Eglise, l'attitude, c'est-à-dire l'action des catholiques. Le dogme irrite les philosophes, l'Eglise offusque les sectes dissidentes et les politiques, l'action des catholiques est à rebours de ce que désirerait la foule. Expliquer le dogme aux philosophes, leur en montrer la raison d'être, le bien fondé, les harmonies avec les données de la plus saine philosophie et de la raison même, montrer aux politiques la nécessité de l'Eglise et distinguer dans la notion qu'on en a ce qui est essentiel de ce qui est historique et accessoire, associer enfin les catholiques à l'action conquérante par un langage persuasif, par un déploiement de charité et de bons offices, qui est exigé par le temps où ils vivent: tel a été l'objectif constant, le triple fil conducteur de la pensée qui a présidé à la rédaction de la *Quinzaine*. C'est sur le premier et le troisième point qu'a surtout porté l'effort, car les penseurs et la foule sont les maîtres des politiques, qui n'ont qu'une puissance apparente, qui sont plutôt un effet qu'une cause, et qui obéissent et servent plus qu'ils ne commandent.

En discutant avec les philosophes sur la légitimité du dogme, en suivant dans toutes ses évolutions la pensée contemporaine, en la ramenant toujours du sophisme où elle s'enlise à la vérité, où il lui répugne de s'asseoir parce qu'elle est

représentée par la doctrine catholique, M. Fonsegrive était sur son terrain propre. Professeur de philosophie dans un grand lycée de Paris, c'est comme philosophe qu'il s'est affirmé, c'est par des œuvres philosophiques qu'il s'est recommandé d'abord à l'attention du public. Au moment donc où l'esprit des contemporains se mit à rouler l'éternelle pierre de Sisyphe, la guerre à la vérité doctrinale, à formuler de nouvelles difficultés non plus sur l'art de croire mais sur les conséquences de la foi, à imaginer d'ingénieux systèmes, de séduisantes conceptions de nature à satisfaire, en évitant de l'asservir, l'esprit humain, M. Fonsegrive se trouva là pour en faire l'implacable critique, pour en montrer la faiblesse et l'artifice à la jeunesse qu'on essayait d'éblouir. C'est toujours le reproche d'asservissement qu'on fait au dogme, c'est toujours en vue de libérer l'esprit qu'on cherche à le supprimer, comme si ce n'était par la loi de la vie même de l'esprit et la loi de tout progrès qu'il y ait dans tous les domaines quelque chose de fixe, quelque chose d'acquis, des axiomes qu'on ne peut plus, sous peine d'absurdité, mettre en discussion et qui sont comme le patrimoine de l'intelligence humaine; comme si, d'autre part, l'esprit, participant à l'infirmité qui est le propre de la nature humaine, ne trouvait pas dans le dogme le garde-fou nécessaire pour ne pas tomber dans toutes les divagations, de même que notre cœur dans toutes les défaillances, et notre chair dans toutes les turpitudes.

Quand on applique son esprit à la raison d'être

du dogme catholique, quand on réfléchit sur ses effets, surtout si on le fait avec un guide aussi éloquent que M. Fonsegrive, aussi clair dans sa démonstration, aussi lumineux dans les détails qu'il sait grouper et ordonner avec une grande rigueur de raisonnement, on est frappé de cette vérité qui vous saisit comme l'évidence, que la foi est le terrain du bon sens. Paradoxe, diront quelques uns, vérité tout de même. En effet, la foi réelle, l'adhésion sans réserve de l'esprit à une autorité dont il a auparavant vérifié les titres préserve des excès de la volonté et défend contre l'orgueil du raisonnement, comme il défend contre les suggestions de l'égoïsme et de l'intérêt personnel. Dieu accepté, Dieu installé chez nous comme un hôte écouté et aimé fait contre-poids à l'homme, et cela sur toute la ligne. Il n'est pas seulement le régulateur des mouvements du cœur, il n'est pas seulement la main mystérieuse qui aiguille nos affections du côté du prochain, il est le guide prudent qui empêche notre imagination de tomber dans la folie et qui maintient notre esprit dans les limites de la droite raison. Pas d'excès, ce qui est vrai, ce qui *est* dans toute la force du terme : voilà ce qu'éveille l'idée de Dieu et à quoi s'en tiennent nécessairement et comme d'instinct ceux qui vivent habituellement sous l'influence de cette idée. Le catholicisme, qui est plein de l'esprit de Dieu sans alliage, qui est l'expression visible de Dieu même sur la terre, est composé pour ainsi dire de modération comme il est composé de vérité, et a toujours opposé aux excès qui vou-

laient devenir la règle, une résistance qui n'a jamais cédé ni transigé. Ni rationalisme, ni fidéisme, ni traditionalisme, ni la méconnaissance de l'âme ni la méconnaissance du corps, mais l'intelligence de tous nos besoins et le respect de tous les éléments qui nous constituent. C'est pourquoi les catholiques, formés à cette école, bien que l'enseignement qui leur est donné soit souvent si défectueux, se lancent moins à l'aventure dans les opinions excentriques, et pourquoi aussi, dans un cas donné, ils peuvent éviter le ridicule de théories dont toute la science paraphée et estampillée et tous les titres universitaires ne préservent pas toujours les plus illustres adeptes de la raison pure.

M. Fonsegrive n'a pas manqué une occasion de le démontrer, et il l'a fait avec toute l'autorité de quelqu'un qui s'adresse à ses pairs, avec tout l'avantage que lui donne son rang parmi les hommes de science et sa situation dans l'Université. Mais tout le rôle du dogme dans l'économie de notre vie intellectuelle n'est pas épuisé, quand on l'a montré comme un adjuvant nécessaire pour permettre à nos facultés de se maintenir en équilibre et de remplir normalement leurs fonctions. Il imprime aussi à nos facultés un essor, il augmente leur puissance, et c'est ici, dans cette démonstration, que s'est surtout dépensé et que s'est déployé dans toute son originalité et sa richesse le talent de M. Fonsegrive. « Le Catholicisme et la Vie de l'esprit » est la formule dont il a étiqueté le recueil de ses principaux articles sur la matière, et le thème sur

lequel il aime sans cesse à revenir. Loin de comprimer l'élan de l'âme, le catholicisme, qui élève l'homme à la dignité d'enfant de Dieu, l'exalte, le pousse dans toutes les directions où ont marché, à travers les siècles, avec une ardeur qui n'a jamais diminué, les héros et les saints. Et comme cette ardeur a trouvé chez tous les peuples, dans tous les temps, dans toutes les branches de l'activité humaine, un terrain également favorable, il doit y avoir dans le dogme catholique et dans les rites qui en sont l'organe et l'expression, une faculté d'assimilation, une souplesse, une aptitude à se conformer aux choses, qui n'interdit pas plus à l'Eglise catholique qu'à tout ce qui vit et se meut en ce monde, l'évolution et le progrès. Ce sont ces idoles du siėle, dont M. Fonsegrive a montré la réalisation d'une manière équivalente dans l'Eglise catholique, à tout homme de bonne foi. Je dis : d'une manière équivalente ; il faut ajouter : plus fondée en raison, plus légitime que l'évolution et le progrès imaginés par quelques-uns.

Contre ces quelques-uns, M. Auguste Sabatier, par exemple, qui voulait que l'évolution du dogme se fît de telle sorte que « chaque conscience à chaque moment pût avoir une croyance différente de celle qu'elle avait auparavant, de celle qu'elle pourra professer plus tard » ; contre ces apologistes du subjectivisme, derniers héritiers et traducteurs maladroits de la doctrine abandonnée de Kant, il a défendu les droits de la vieille métaphysique.

C'est cependant lui que l'école des malcon-

tents, que ces détracteurs de tous ceux qui pendant cette difficile période se sont mis loyalement au service de l'Eglise, ont voulu accuser de néo-kantisme, montrant ou qu'ils n'avaient pas lu ses livres ou qu'ils ne comprenaient pas bien la signification des termes qu'ils employaient. Il a, à ce sujet, raconté dans un des derniers numéros de la *Quinzaine*, la genèse de sa formation philosophique (1). Ce sont des confidences très intéressantes, dont n'avaient pas besoin ceux qui ont l'esprit droit, qui sont tant soit peu au courant des questions et qui ont une probité scientifique élémentaire.

En dehors de ce domaine un peu spécial de la philosophie, où la lutte et les difficultés, pour être moins visibles aux yeux du public, n'en sont pas moins ardentes et de première importance, M. Fonsegrive est un de ceux dont les conseils aux catholiques sur l'attitude à adopter dans les circonstances présentes, ont eu le plus de suite, le plus d'ordre, le plus de méthode. Nul doute que s'il avait été, s'il était homme d'action comme il est homme de pensée et de style, il eût pu imprimer la direction nécessaire au mouvement.

Il y a un an, dans le préface de la *Quinzaine* pour la dixième année, il rappelait en déplorant qu'on ne les ait pas mieux suivies, les règles qu'il avait toujours formulées : au lieu de la confusion des intérêts à défendre, la distinction ; au lieu de cet esprit d'accaparement qui pousse les

(1) Le Kantisme et la Pensée contemporaine. — *La Quinzaine*, 1er Mars 1904.

catholiques à vouloir tout absorber dans l'Eglise, le respect de tous les domaines, et, parmi les citoyens, la division du travail; au lieu surtout de ce prurit d'agitation qui flatte l'amour propre, qui fait illusion, qui jette hors du droit chemin, qui passe à côté du véritable ennemi et du véritable bien à faire, la méthode de concentration : « A toute fonction, à tout organe, à tout individu, à tout corps social, s'impose la même loi : se développer en profondeur, augmenter ses puissances intérieures et ne s'agrandir au dehors qu'en vertu des poussées profondes de la vie intérieure ».

C'est en vertu du respect de tous les domaines qu'il voulait qu'on rendît à César ce qui est à César et à la Constitution ce qui est à la Constitution. C'est en vertu de la loi de concentration qu'il était démocrate, qu'il voulait que les catholiques renonçassent à des démonstrations de surface et recherchassent ce qu'il y a de plus substantiel dans leurs traditions et dans leur doctrine, ce qu'il y a de plus précieux dans la vertu de leur principe pour en faire la pâture à donner à l'âme du peuple et reconstituer ainsi parmi nous une vraie force chrétienne.

Les directions pontificales l'ont trouvé parmi leurs défenseurs les plus intrépides et les plus résolus. Il ne suffisait pas de semer le bon grain, cet esprit chrétien qu'il affectionne de comparer à une semence ; il fallait encore le défendre contre ceux qui le combattaient, contre ceux qui venaient à côté semer le mauvais grain et la zizanie. Ces jours-là il lui est arrivé de se

laisser aller à de saintes indignations, de traduire en mots énergiques les sentiments que lui inspirait la conduite de catholiques qui oubliaient leur devoir au point de favoriser les pires entreprises du mal et qu'on aurait crus animés, par moments, d'une sorte de haine folle contre tout ce qui ne cadrait pas avec leurs préjugés et avec leurs passions.

On pourra achever de le connaître par ce court portrait que traçait de lui un jour Philéas dans la *Vie catholique* et où apparaît avec beaucoup de fidélité sa physionomie originale.

« Au physique, un petit homme noir, vif, pétulant, avec l'extérieur — œil brillant, geste brusque et barbiche en bataille — d'un officier légèrement égaré dans le civil.

Au moral, le plus doux, le plus conciliant des hommes ; une âme généreuse et qui s'enflamme pour toutes les nobles causes ; un esprit très avisé et très ouvert, ne croyant indigne de son intelligente curiosité aucune des manifestations de la pensée contemporaine et cherchant en elle tout ce qui peut l'aider à mieux servir la cause de sa foi.

Fin lettré par goût; par métier, abstracteur de quintessences philosophiques, il n'a jamais, pour cela, songé à s'enfermer dans une tour d'ivoire ; mais au contraire il a su garder toute une part de son activité pour l'étude — si nécessaire — des questions religieuses, politiques et sociales de ce temps...

N'est point un orateur au sens banal de ce mot ; il ne soulève point l'enthousiasme des foules par de retentissantes périodes, dont il reste bien peu de chose une heure après. Mais il retient, séduit et convainc son auditoire par la netteté, la précision, l'entraînement logique

de sa pensée ; il sait forcer l'attention et oblige à se souvenir de ce qu'il dit.

Est une preuve vivante de l'inanité de cette opinion qui croit l'Université et le catholicisme incompatibles...

Est un de nos maîtres, dont nous sommes fiers, à juste titre ».

S'il fallait d'un mot caractériser son œuvre et son rôle, je l'appellerais le moraliste de la démocratie.

Le nom de M. Fonsegrive en appelle deux autres qui lui sont presque toujours associés par l'admiration et la reconnaissance des catholiques : celui de M. Ollé-Laprune et de M. Georges Goyau.

Dans cette trinité, c'est Ollé-Laprune qui est l'ancêtre, qui a ouvert la voie, et qui, pour avoir eu dans la question du ralliement et de la démocratie chrétienne, une action plus discrète, bientôt, d'ailleurs, arrêtée par la mort, que Fonsegrive et Georges Goyau, n'en a pas moins vigoureusement interpellé la conscience et le bon vouloir des catholiques.

Maître de conférences à l'Ecole normale supérieure, tardivement appelé à l'Académie des Sciences morales et politiques en remplacement de M. Vacherot, il était le chef de la jeune école de philosophie chrétienne.

Le public qui ne lit que les journaux, le connaissait à peine. Celui qui lit les livres et les revues, qui suit le mouvement des idées non dans la foule, màis parmi les intelligences d'élite, appréciait les hautes qualités de son esprit,

la fermeté de ses convictions, la décision de son caractère, son courage et son ardeur à défendre et à propager la vérité.

Sous ses cheveux déjà un peu blancs, il portait un front d'aspect aussi jeune que son enthousiasme. Ses yeux pétillaient de vie, sa voix caressante et énergique servait de merveilleux instrument à une éloquence qui s'adressait parallèlement au sentiment et à la raison. Quel désir de persuader, de faire luire la vérité, de provoquer le bien, l'union entre catholiques, le triomphe de l'Eglise, et surtout quel pressant appel à l'action !

Quand on lui parlait de quelqu'un, il ne demandait pas ce qu'il pensait, ce qu'il disait, il demandait toujours : « Fait-il quelque chose ? » Belle et véridique parole ! car tout dans les innombrables détails qui remplissent notre pensée ou notre vie, doit, en dernière analyse, se réduire à agir.

Si on voulait porter un jugement sommaire sur sa philosophie, réduire à une vérité les idées éparses dans ses nombreux ouvrages, on dirait que tout ce qu'il a écrit tend invinciblement à cette conclusion qu'il faut augmenter notre intensité de vie, à faire tout converger à vivre davantage. Ce n'était pas cette philosophie toute métaphysique, toute abstraite, toute subtile et fausse, mal faite pour les cerveaux français ; c'était cette philosophie de sens juste, de saine raison, d'observation vraie des choses et de déduction logique, qui est la fleur même de notre génie et dont M. Ollié-Laprune a contribué plus

que personne à maintenir jusque dans notre siècle la pure tradition.

Un esprit aussi juste, une conscience aussi droite, une volonté aussi vivace, ne pouvait pas ne pas applaudir à l'initiative de Léon XIII voulant transplanter dans la puissante terre des grandes œuvres, la fleur étiolée du catholicisme français. A l'appel du grand Pape il sentit tressaillir son âme toujours jeune, et avant que la mort l'eût enlevé presque subitement dans la première quinzaine de février 1898, à cinquante neuf ans, il eut le temps de faire pour les idées rénovatrices un ardent prosélytisme, de vive voix, car il ne cessait de prêcher, et par ses vigoureuses brochures : *Attention et courage* et *Ce qu'on va chercher à Rome.*

Le lendemain de sa mort, j'écrivais dans le *Peuple Français* : « C'est fini. Plus de livres ne sortiront de cette plume arrêtée, de cette main refroidie. Plus d'exhortations au travail, d'encouragements, de consolations, de douces et fortes paroles ne sortiront de cette bouche fermée. »

Mais comme Elie, il avait laissé au plus affectionné de ses élèves, au plus précieux ouvrage de ses mains, à Georges Goyau, le manteau de la science, du talent, de la passion du bien, le secret de recouvrir une vie de modestie et de splendeur.

Il y a quatre ans, j'ai tracé de M. Goyau un portrait auquel je ne saurais mieux faire que d'avoir recours aujourd'hui.

« Si chétif, une haleine, une âme ! » dirait

François Coppée. Le minimum de matière mis au service d'un esprit, dit M. Lamy. Et de quel esprit ! De plus sûr, de plus net, de plus lucide et de plus vaste il n'y en a point. Interrogez Georges Goyau sur ce que vous voudrez, il a une réponse à vous faire, et c'est la réponse nécessaire. Parcourez ses ouvrages : vous êtes effrayé des références qui sont au bas des pages et des citations qui sont dans le corps du volume. Vous vous demandez s'il n'a pas renvoyé aux auteurs, de confiance ; non, il les a lus ; s'il s'agit d'auteurs contemporains, il les a vus.

« Il a parcouru l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, après ces autres étapes qui s'appellent l'Ecole Normale, l'Ecole Française de Rome, la *Revue des Deux-Mondes*. Le cardinal Ferrata l'a toujours eu dans son intimité, le Pape lui dicte des notes sur les choses de France ; il vient de le nommer commandeur de Saint-Grégoire le Grand ; car normalien, il est catholique, catholique, il est démocrate.

« C'est lui qui, à vingt-cinq ans, a fait ce chef-d'œuvre : *Le Vatican, les Papes, et la Civilisation*, qui a raconté peu après la genèse et expliqué le sens de l'Encyclique sur la « Condition des ouvriers » dans le *Pape, les Catholiques et la Question sociale*. C'est lui dont, à chaque nouveau volume, comme ces jours-ci encore, la *Franc-Maçonnerie*, *l'Ecole d'aujourd'hui*, nos militants de province voient citer le nom avec les plus grands honneurs dans les journaux de Paris, sans que ce nom leur soit pourtant bien connu.

« J'ai oublié de dire qu'il est porté par quel-

qu'un qui n'a probablement pas encore trente ans, qui parle peu s'il écrit beaucoup, qui se met toujours à la dernière place, qui prête l'oreille comme pour s'instruire auprès de gens qui en savent moins que lui, et dont le talent si délicat ne semble pas destiné à la masse.

Son style énergique et simple, ciselé sans affectation, s'adapte toujours parfaitement à la pensée, comme son cœur, bon sans parti-pris et sans aveuglement, s'adapte toujours parfaitement aux circonstances.

« Il faut que la terre démocratique soit vraiment bénie du Ciel pour avoir produit une pareille fleur (1). »

Depuis que ces lignes ont été écrites, la personnalité de M. Goyau n'a fait que grandir. Tout récemment, appréciant son talent, le *Figaro*, à propos de deux de ses derniers ouvrages disait qu'ils avaient révélé « un esprit fouilleur, personnel, plein d'idées curieuses, un écrivain à la fois très réfléchi et très primesautier, un critique savant, un philosophe original, un caractère. » Plus loin il parlait de la « valeur propre du penseur, traditionnaliste, certes, mais « tout neuf » par l'inattendu des observations, qui a mis de façon si intéressante, dans ses *Nations Apôtres*, l'universalisme de l'Eglise romaine en opposition à la localisation de la Réforme (2). »

Si on veut savoir comment M. Goyau sait être traditionnaliste, en étant « tout neuf », comment

(1) La *Vie Catholique* 1er août 1899.
(2) Le *Figaro*, 27 août 1904.

des trésors anciens il sait tirer, selon la parole de l'Evangile, des choses nouvelles, il suffira de lire la page suivante qui termine sa belle étude sur le *Rôle social du monastère au Moyen Age* et qui fait bien connaître sa manière :

« S'il est vrai, comme nous le croyons fortement, que tout ce qu'il y a de sain, de juste et de bon dans le progrès « moderne » a lentement germé sur des alluvions chrétiennes, et que ces alluvions, même recouvertes et rendues invisibles, gardent leur vertu latente, et que ce christianisme, même méconnu, conserve une sorte de fécondité subconsciente, il s'ensuit que le commerce du vieux passé chrétien, en outre de l'attrait qu'il offre à la piété et même à la curiosité toute seule, nous apprendra, aussi, à nous mieux connaître nous-mêmes. Au lendemain de ce XIXe siècle qui a proclamé, non sans exagération d'ailleurs, la force des « hérédités » et des « ambiances », nous n'avons plus le droit, de quelque modernité que nous nous targuions, d'envisager le moyen âge comme une façon d'exotisme. L'histoire du moyen âge catholique, tout au contraire, est en quelque mesure notre préhistoire à chacun de nous ; et la genèse de nos âmes s'y déchiffre ou s'y devine. Ainsi se revise lentement ce procès en désaveu de paternité, que certains champions de notre civilisation contemporaine ont intenté contre l'esprit chrétien et que, de temps à autre, ils se flattent d'avoir gagné. Avec un changement d'étiquette — solidarité, par exemple, au lieu de fraternité — c'est au christianisme que nous revenons, sans toujours le savoir, et c'est le christianisme que nous retrouvons, sans toujours le chercher. Pourquoi cela ? Parce que nos pères avaient cherché le Christ, et parce qu'ils l'avaient trouvé, et parce qu'il est des découvertes dont jamais l'héritage ne peut être complètement répudié. A côté de ceux qui aiment à s'appeler les fidèles, et qui sont parfois

moins chrétiens qu'ils ne le pensent, une masse existe, souvent plus chrétienne qu'elle ne le dit, demeurée chrétienne sans le savoir, sans le vouloir, ou quelquefois en dépit d'elle-même. Révéler à nos contemporains ce que fut le moyen âge, et montrer comment la vie chrétienne, même ascétique, s'y imprégnait de préoccupations sociales, c'est inviter et aider beaucoup d'entre eux à percevoir, en leur for intime, ces arrière-plans de christianisme qui sont comme la suprême ligne d'horizon de l'âme française. » (1)

La ligne d'horizon n'est donc pas au dix-huitième, ni même au dix-septième siècle, elle est plus loin, et c'est le grand mérite de Georges Goyau, d'avoir particulièrement mis en lumière dans ses écrits que le catholicisme social, que la démocratie chrétienne, loin d'être, comme affectent de le prétendre quelques observateurs superficiels et quelques théoriciens absurdes, une nouveauté, sont, au contraire, le bien natif du christianisme, et ont leurs racines au cœur de la tradition comme au cœur même du dogme. Déjà, dans son ouvrage classique *le Pape, les Catholiques et la Question sociale*, il avait indiqué comment les premiers catholiques sociaux, dont le centre d'études était à Fribourg, avaient pris pour guide la *Somme* de saint Thomas. « On ouvrit ce testament d'un autre âge, et l'on y trouva certaines idées sur la propriété, la richesse, les droits des petits et les devoirs des grands. Il énonçait les principes d'un droit social que l'époque contemporaine avait cessé de connaître et d'appliquer. La *Somme* ainsi révélée, devint

(1) La *Quinzaine*, 1er mai 1901.

le volumineux bréviaire des catholiques de bonne volonté, qui, pour guérir la misère humaine, coalisaient leurs excusables inexpériences et leurs admirables intentions ». Dans *Autour du Catholicisme social* (1), recueil d'articles publiés en deux séries dont la première a paru en 1898, il a particulièrement insisté sur cette idée. Etablissant la différence entre ce qu'on a appelé le néo-catholicisme et le catholicisme social qui sont l'opposé l'un de l'autre et que plusieurs ont affecté de confondre, il s'exprime ainsi :

« Le néo-catholicisme est une opinion de circonstance, de transmission ; c'est un système de tâtonnements... c'est un opportunisme religieux qui, différant en cela de la plupart des opportunismes, a pour point de départ, pour fondement et pour soutien, de fortes préoccupations morales ; ce n'est point une doctrine...

Une doctrine, au contraire, voilà ce qu'est le catholicisme social. Il comporte de nombreux détails d'application qui longtemps encore seront livrés aux disputes ; mais l'Ecriture, le nouveau Testament surtout lui fournissent ses maximes fondamentales, incontestables pour tout chrétien. Très simple en est le catéchisme ; il comprend deux grands chapitres, dont l'un concerne les rapports des hommes avec les biens de la terre, et l'autre les rapports des hommes entre eux. En tête du premier chapitre vous trouverez ces textes essentiels : « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front » (Genèse) ; « que celui qui ne veut point travailler ne mange point » (saint Paul) ; « les biens sont communs à tous quant à l'usage » (saint Thomas)... Voilà le credo des catholiques sociaux... A la différence de certains néo-catholiques, plutôt préoccupés d'exami-

(1) Chez Perrin.

ner et d'atténuer les exigences du dogme, les apôtres du catholicisme social énoncent les principes et développent les conséquences du christianisme intégral; ils ne veulent pas faire à Dieu sa part, ce qui implique une idée de limitation, mais au contraire lui restituer son règne ».

Comme le dit M. Lapeyre, ces lignes peuvent passer à la fois pour la profession de foi de M. Goyau et pour le programme du catholicisme social. « Elles font honneur à l'un et à l'autre ». Ce qui ne fait pas moins honneur à M. Goyau, comme le dit encore M. Lapeyre, c'est qu'il sait « contrecarrer les préjugés régnants, sans heurter les partis ni blesser les personnes ». « Nous disons tous à peu près la même chose, et cet accord venant consacrer des études personnelles faites à de grandes distances et dans des milieux forts différents, est la meilleure démonstration de la vérité de nos doctrines. Mais tandis que nous nous faisons généralement dans le public bourgeois une réputation d'énergumènes et de socialistes, lui passe pour un sage, un modéré un sympathique, un savant. Assurément il est tout cela; mais son secret et son mérite est d'en persuader nos adversaires » (1).

On n'aura pas été sans remarquer que M. Ollé-Laprune, M. Fonsegrive, M. Georges Goyau, dont le peu que j'ai dit suffit à montrer combien grand a été leur rôle au point de vue de la propagande catholique et de l'apologétique chrétienne, ne sont pas sortis des milices catholi-

(1) *Pour le Christ et pour le Peuple*, pages 225, 226. Lethielleux.

ques, mais des rangs de l'Université réputée pendant si longtemps l'adversaire. Ils n'étaient pas les seuls dans le même cas. Sans parler de M. Blondel déjà connu, et de M. Brunetière dont la foi et le zèle devaient sous peu s'affirmer avec tant d'éclat, le Congrès des Œuvres de Jeunesse tenu en mars 1897 à Marseille, avait vu se produire quelques personnalités, comme M. Imbart de la Tour et M. Jean Guiraud, qui étaient immédiatement devenus extrêmement sympathiques et populaires. Le *XXe Siècle*, par la plume de M. Alexandre Bergasse soulignait le fait avec autant de satisfaction que d'à propos, disant que « l'esprit humain s'est trouvé ramené vers la Foi par les chemins mêmes qui semblaient devoir l'en éloigner. »

M. Lapeyre, essayant de se rendre compte du phénomène, croit en trouver l'explication dans ce que le catholicisme, à la fin du dix-neuvième siècle, commençant à dépouiller la physionomie que lui avaient donnée le gallicanisme et le jansénisme, a pris un autre aspect en devenant social.

« Dans les troubles intellectuels et moraux qui avaient préparé ou suivi la renaissance du paganisme et l'éclosion du protestantisme, on avait, par une lâche et progressive désertion, renoncé à chercher dans l'Evangile les lois de l'organisation chrétienne et de la justice sociale (1), mais voilà que les jours de la captivité paraissent comptés. La lumière nous est rendue, et la bénédiction arrive, apportée par le Vicaire de Jésus-Christ.

(1) Voir l'exposé de ce processus moral dans le chapitre XIII du tome II du *Catholicisme social*. Lethielleux.

Tout refleurit et annonce l'abondance prochaine de la moisson. Faut-il s'étonner maintenant que l'Eglise voie accourir vers elle de tous côtés

Ces enfants qu'en son sein elle n'a point portés ?

Si les mystères de la religion paraissaient naguère incompréhensibles, ses bienfaits aujourd'hui sont devenus palpables, et la science peut les analyser, comme elle fait pour tout ce qui produit la vie. Voilà pourquoi le divorce entre la science et la religion, qui n'a jamais été légitime, n'est plus maintenant possible. La religion bien analysée aboutit à la science, et la science approfondie dans ses racines et dans ses conséquences aboutit à la religion. Les siècles du Moyen Age savaient cela, mais nous avions cessé d'y croire depuis qu'une méthode doublement vicieuse, au point de vue scientifique et au point de vue religieux, régnait sur les esprits. La science n'a pas à s'occuper de l'autre monde, la religion n'a pas à s'occuper de celui-ci : double erreur trop longtemps funeste, aujourd'hui dissipée, du moins dans certains milieux intellectuels qui s'agrandissent tous les jours.

Cette reconstitution du christianisme intégral, base et couronnement de l'étude scientifique de l'homme intégral, ne peut manquer de saisir des intelligences vouées par état au culte de la science...

Des hommes comme MM. Ollé-Laprune, Blondel, Brunetière, George Fonsegrive et George Goyau font plus que s'honorer eux-mêmes et consoler l'Eglise : ils sont pour le catholicisme social une récompense et une victoire. Ils témoignent du pouvoir attractif de celui-ci, de sa force probante et de son caractère scientifique. Ils sont la réconciliation vivante de la raison et de la foi, de la science et de la religion ; non point une réconciliation ressemblant à un armistice conclu par lassitude entre parties qui ne s'estiment point, mais une réconciliation

basée sur la reconnaissance des droits et la révélation des mérites réciproques » (1).

La même opinion fut magnifiquement exposée par un agrégé de l'Université qui pouvait porter témoignage pour lui-même et pour quelques-uns de ses collègues, M. Charles-Brun, un soir anniversaire de la publication de l'encyclique *Rerum novarum*. Ce militant, que nous pourrons bientôt mieux connaître, raconta dans un discours ému, plein des expressions de la plus vive reconnaissance, qu'au moment où quelques-uns de ses amis et lui arrivèrent à l'âge d'homme, ils se trouvèrent comme Hercule placés entre deux chemins, bien embarrassés pour savoir lequel prendre. Ils voulaient faire de leur vie quelque chose. Le socialisme était là, avec tous ses attraits et toutes ses promesses ; de l'autre côté il y avait le christianisme, dans lequel ils avaient été baptisés, mais qu'on leur avait représenté jusque-là sous de telles couleurs que le cœur leur manquait à la pensée de marcher avec lui. Mais voilà que le cardinal Lavigerie d'abord sonne le glas des vieilles servitudes et appelle les catholiques à être de leur temps, puis Léon XIII pousse la pointe la plus hardie au cœur même de la société moderne et lance bravement les catholiques à la conquête du peuple : ces jeunes gens n'hésitent plus ; l'Eglise catholique n'est plus une momie d'Egypte entourée de bandelettes, c'est un être vivant qui parle à leur intel-

(1) *Pour le Christ et pour le Peuple*, pages 220 et sq.

ligence et qui ouvre un champ immense à leur activité.

A peu près à la même époque où Charles-Brun et ses jeunes amis entraient dans la carrière et où, de leur voix autorisée, les Goyau, les Ollé-Laprune, les Fonsegrive faisaient écho à la voix auguste de Léon XIII, M. Paul Lapeyre, que j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de citer, publiait le premier volume de sa grande œuvre, le *Catholicisme social*.

Cette œuvre ne ressemble à rien de ce que nous avons vu jusqu'ici, et celui qui en est l'auteur a suivi des voies de formation bien différentes de tout ce que nous connaissons.

Commençons par l'auteur, dont Louis Veuillot disait : « Lapeyre est terrible, il soulève des questions ». Il n'a pas fait autre chose, en effet, que soulever des questions et... les résoudre. Comme ce rôle et cet emploi de ses facultés ne pouvaient être et n'ont été que le résultat d'un travail intérieur, d'un travail d'observation et de réflexion dont il n'y a pas de témoin plus fidèle que lui-même, personne non plus ne pourra mieux nous renseigner à ce sujet. Voici la courte auto-biographie qui figure dans la préface du premier volume du *Catholicisme social*, datée du 18 octobre 1893 :

« Ce livre est le fruit de trente ans de travaux continus. Je sortais à peine de l'adolescence que j'y travaillais déjà sans le savoir. Mes études, dirigées au hasard de mes goûts et des circonstances, me portaient peu à peu au point

qu'il fallait pour apercevoir nombre de vérités inconnues ou peu connues jusqu'à ce jour, et dont on trouvera ici un exposé méthodiquement ordonné et fortement relié aux vérités déjà acquises.

« La base de ces études a été cinq ans de leçons de philosophie que j'ai reçues d'un maître éminent entre tous, l'abbé Noirot, le Socrate chrétien, comme l'a appelé le P. Lacordaire. Ce philosophe avait une méthode d'étude et une méthode d'exposition qui n'appartenaient qu'à lui, quoiqu'elles soient en réalité la règle même de l'esprit humain. Il fallait, pour le suivre, des loisirs, de la bonne volonté et un esprit porté vers les questions philosophiques. Voilà pourquoi, sans parler du don très rare, je puis dire le génie, que Dieu lui avait imparti, il n'a pas eu de prédécesseur, ni de continuateur, et a laissé peu de disciples. Il m'a donné des principes et une méthode qui sont des instruments de précision, lesquels, appliqués aux problèmes qui intéressent la destinée humaine, récompensent toujours le travail soutenu et bien dirigé, par des solutions à l'épreuve de toute objection.

« Nous abordâmes peu l'étude des questions sociales. Mais deux ou trois vérités primordiales, mises alors en lumière, m'ont servi puissamment depuis à les résoudre, et chaque problème résolu a facilité singulièrement la solution de tous les autres...

« Ces études philosophiques faites dans des conditions exceptionnellement favorables, ont

donné à mon esprit une acuité et un discernement qu'il n'aurait jamais eu sans elles. Je n'y ai eu d'autre mérite que celui d'y apporter un peu de bonne volonté. Si ce livre peut jamais être utile, il faudra en rapporter le bienfait à la mémoire bénie d'un maître aussi modeste que savant, qui n'a laissé après lui qu'un nom et un souvenir, et que je ne crains pas d'appeler, sans être démenti par ceux qui l'ont connu, le plus grand des philosophes chrétiens...

« Après quatre années d'études de droit, pendant lesquelles je cultivai aussi d'autres branches du savoir, un peu les sciences physiques, et beaucoup l'économie politique, je pris part à la guerre de 1870, où j'appris beaucoup ; puis j'entrai à l'*Univers*, où je restai neuf ans. Je vécus là dans l'intimité de Louis Veuillot, l'écrivain le plus parfait de ce siècle, l'âme la plus haute, le cœur le plus noble, le chrétien le plus ferme à beaucoup d'égards qui se soit vu depuis le moyen âge. Là je m'affermis dans l'amour de l'Eglise et de la vérité ; là j'appris à combattre avec courage, et à braver tous les périls en ne comptant que sur Dieu... *periculis latronum, periculis ex gentibus, periculis in falsis fratibus*... (ad Corinth., XI, 26).

« Des raisons de santé m'ont obligé en 1880 à reprendre le chemin du pays natal. Là, au milieu des paysans et ouvriers de la campagne, un nouveau champ d'études s'ouvrit à mes investigations philosophiques. Etonné des mouvements bizarres et de l'incohérence apparente du suffrage universel, je voulus me rendre

compte de son fonctionnement par l'étude du paysan. Il me fallut plus de dix ans d'observation et de réflexion pour deviner l'énigme de ce sphinx si ombrageux et si bienfaisant. Que ceux qui sont allés plus vite en besogne déclarent que je suis un cancre : j'y consens. Je me consolerai en pensant qu'il y a des journalistes qui ont dirigé l'opinion pendant quarante ans, et qui ne savent pas le premier mot de ce que pensent les prolétaires et de la manière dont ils vivent...

« En même temps que mes observations personnelles m'ouvraient peu à peu un monde nouveau, la question sociale, posée violemment par les événements et les publicistes, venait placer devant mon esprit ému et intéressé de nombreux points d'interrogation. Etait-il vrai que l'organisation au milieu de laquelle nous vivons ne fût pas à l'abri de justes critiques, qu'elle consacrât d'énormes iniquités ?...

« Tout cela alimentait mes méditations, et l'on verra dans le premier chapitre la tournure qu'elles prenaient... Enfin le mot de l'énigme m'apparut. Ce fut l'Evangile qui me l'apporta. Tout s'illumina, et le plan de la société m'apparut tel que l'a conçu la sagesse de Dieu et l'amour de notre sauveur, son divin Fils.

« J'écrivais souvent dans les journaux, et j'essayais de faire pénétrer dans le public quelques rayons des clartés nouvelles que j'avais aperçues. Je ne tardai pas à remarquer qu'il est à peu près impossible, au moyen du journal, de faire adopter des idées vraiment neuves au public... Ni les journalistes, ni les prédicateurs,

ni les orateurs parlementaires ou autres, n'arr
veront à trouver ni à faire adopter les solution
complètes et précises de la question sociale.
y faut les longues études du philosophe ou le
Sommes complètes du théologien ; car, ne l'ou
blions pas, tout l'ordre des connaissances es
à remettre en place dans l'esprit humain.

« J'ai écrit récemment la vie du grand apolo
giste de ce siècle, Auguste Nicolas. Au point d
vue du christianisme dans ses rapports avec le
individus et avec les gouvernements politiques
cet illustre écrivain a laissé peu de choses à dir
après lui. Mais ni lui ni aucun autre n'ont sérieu
sement abordé la question sociale. Prendre l'a
pologétique au point où l'a laissée Auguste Nico
las, et montrer que l'action du Christ, auss
salutaire à la société qu'à l'individu, renferme l
secret du bonheur social dans ce monde comm
celui des félicités éternelles pour chacun d
nous, telle serait mon ambition s'il m'était per
mis d'en avoir une.

« Mais non, ce n'est pas une ambition, mêm
légitime, qui me fait écrire. Je dis simplemen
ce que je vois.

« J'ai voulu servir l'Eglise et servir les mal
heureux, en rapprochant ceux-ci de celle-là e
en montrant que le sort de la première et celu
des seconds sont absolument liés l'un à l'au
tre.

« Je dédie mon livre à tous ceux qui souf
frent ».

Nous ne sommes donc pas ici en présence d'a
perçus jetés au hasard des circonstances, d'ar

ticles détachés ou de discours, œuvre de sociologues qui donnent à la question sociale le superflu de leur temps, qui, à côté de leurs devoirs professionnels, font une place au devoir de l'apostolat et apportent quelque contribution de détail à la solution du grand problème qui préoccupe tout le monde : nous sommes en présence d'une œuvre d'ensemble, d'un monument élevé par un esprit profondément réfléchi, qui par son application, a su découvrir, puis relier les unes aux autres, enchaîner et réunir dans un ordre complet les vérités qu'il a si bien appelées le *Catholicisme social.* Il avait d'abord intitulé son ouvrage le *Socialisme catholique*, terme qui lui paraissait plus juste par rapport au terme d'individualisme, qui représente l'idée opposée. Mais déjà le mot socialisme avait pris un sens spécial qui ne pouvait qu'amener des confusions et occasionner inutilement des froissements ; M. Lapeyre n'hésita pas, bien qu'à regret, à l'abandonner.

Je ne me hasarderai pas, parce que je serais et trop incomplet et trop imparfait, à faire une analyse de cette œuvre qui, parmi tout ce qu'ont écrit les sociologues catholiques et les démocrates chrétiens, n'a pas son équivalente. Je ne me flatte même pas d'en avoir saisi tout le sens et toute la profondeur. Je m'efforcerai seulement d'en donner un aperçu. Pour cela, si je cherche l'idée qui en est comme la clé de voûte, je trouve celle-ci, c'est que, selon l'enseignement de Jésus même dans l'Evangile, le critérium et la condition de l'amour de Dieu, c'est l'amour du prochain, et

inversement le critérium et la condition de l'amour sérieux et permanent du prochain, c'est l'amour et la présence de Dieu. A cet amour du prochain s'oppose un instinct que l'homme porte en lui-même, l'égoïsme, qu'il ne peut pas absolument comprimer sous peine de manquer à la loi de conservation. Ainsi il faut que l'homme à la fois se donne et se retienne. Mais le problème est de savoir comment il se donnera, c'est-à-dire comment il s'oubliera pour penser aux autres, car pour ce qui est de se retenir, c'est-à-dire de penser à lui-même et d'agir en conséquence, il y est suffisamment poussé par sa propre nature et par tout ce que des siècles d'amour de soi-même, d'égoïsme mal entendu et de concupiscence ont laissé d'atavisme et de mauvaises habitudes dans ses veines.

Il s'agit donc d'abord de rechercher quelles sont les lois de la co-existence ou socialité humaine, et de décrire le cercle des obligations dans lequel chacun doit enserrer et sa volonté et son activité sous peine de ne vivre que pour lui-même aux dépens des autres.

La première loi qui se présente est la loi du travail sans laquelle la vie ne se peut même concevoir et qui est donc pour cela une loi générale à laquelle personne ne peut se soustraire; cette loi du travail est peut-être celle à laquelle l'homme répugne le plus et dont la notion a été le plus obscurcie par la complicité même de ceux qui ont pour mission de l'expliquer et de la maintenir, grâce à l'interprétation défectueuse

d'un texte de l'Ecriture qui trop longtemps l'a fait regarder comme un châtiment et lui a enlevé de l'estime qu'il mérite. « Démontrer ce que l'esprit mauvais a fait sortir de là pour abuser l'humanité, la tromper, la diviser, l'ensanglanter de luttes et l'opprimer de servitudes, est incalculable. » Le péché originel a rendu le travail, comme tous les devoirs, moralement plus difficile à accepter, mais il n'en a changé ni la nature, ni les conditions. La nature du travail, c'est d'être le moyen donné par Dieu à l'homme pour s'assujettir la terre ; ses conditions, c'est non seulement de s'imposer à chacun puisque chacun profite des fruits de la terre, mais de s'imposer à chacun au delà même de ses besoins. Car la société étant une sorte d'entreprise collective doit pourvoir à s'assurer, comme toute entreprise, un capital de réserve ; elle a ses troupes de provision, c'est-à-dire les enfants, et les invalides, pour lesquels les ressources sont nécessaires. Ces ressources, c'est aux valides sans exception à les procurer.

Le devoir du travail a une mesure, le droit au repos, et un attrait, l'extinction de la souffrance. Le droit au repos, c'est le droit de goûter les fruits du travail, le loisir qui permet la vie intellectuelle, la vie morale, la vie sociale, la vie religieuse. L'extinction de la souffrance, c'est le mobile qui nous pousse tous à rechercher ce pour quoi nous sommes faits, le bonheur, mais dont il ne faut pas poursuivre la réalisation complète ici-bas, surtout par des moyens mécaniques, comme le voudraient la plupart des fai-

seurs de systèmes sociaux, dont il ne faut pas non plus abandonner la poursuite, comme le voudraient certains chrétiens mal éclairés, en faisant de la souffrance un but, tandis qu'elle n'est qu'un moyen. Si elle était un but elle serait un bien en elle-même, et il faudrait alors l'entretenir et la développer, loin de chercher à l'atténuer. On voit ce qu'une pareille aberration peut entraîner de conséquences déplorables et engendrer de maux pour la société.

Ce travail donc, aiguillonné par le désir de diminuer la souffrance qui est toujours un manque de quelque chose, réglé par la nécessité de donner satisfaction à toutes nos aspirations et à tous nos besoins, est la source bienfaisante d'où jaillissent incessamment les biens nécessaires à la communauté humaine et la première obligation qui s'impose à tous les membres du corps social.

A cette obligation en succède immédiatement une seconde, c'est de n'user de ces biens que dans la mesure où on en a besoin, car s'il y a une loi de la production des richesses, il y en a une de leur consommation. Dès que de l'usage on tombe dans l'abus, il y a injustice, parce qu'en se faisant la part trop grande, on restreint celle des autres. De là la nécessité de la modération, de la sobriété, la proscription du luxe désordonné, etc.

Enfin, au travail qui crée les ressources, à la sobriété qui les ménage, doit s'ajouter la charité « qui répartit ses ressources entre tous les hommes de façon que les plus malheureux ne man-

quent jamais du nécessaire, et que le superflu lui-même, un superflu utile, vienne uniformément et peu à peu élargir et féconder les vies humaines ».

Telles sont les lois de l'ordre, par le respect desquelles les peines et les avantages sont à peu près également distribués et le bonheur peut dans une certaine mesure régner sur la terre.

Or, la tendance de l'homme est plutôt de violer ces lois que de les observer, et cette tendance s'accentuant avec les générations, il peut arriver à les renverser complètement et à établir la société sur des lois ou plutôt sur des bases tout à fait opposées, c'est-à-dire sur la paresse, la prodigalité, le mépris des besoins et du droit des faibles. Alors au lieu de l'abondance, c'est la disette, au lieu du bonheur, c'est l'universelle torture. Le travail existe, mais le travail forcé de l'esclave, le repos existe, mais pour ceux qui ne se fatiguent que dans les plaisirs, la souffrance diminue, mais pas pour ceux qui souffrent le plus. Il n'y aurait, par conséquent, rien de plus épouvantable que le sort de l'humanité si elle ne trouvait quelque part quelque ressource contre elle-même. Cette ressource, c'est Dieu qui la lui apporte. Il la lui avait conférée dès le début en mettant dans ses facultés le contrepoids des influences divines. Il la lui restitua par l'avènement de Jésus-Christ, qui parut au moment où le surnaturel n'avait presque plus aucune action dans le monde et où l'égoïsme, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme, allait définitivement l'emporter. Par son intervention,

Jésus-Christ s'est mis du côté des faibles, a rendu ses titres de noblesse au travail, a combattu la prodigalité et le luxe, a appris l'art de souffrir pour diminuer la souffrance des autres, et érigé sur un piédestal, en face de l'égoïsme humain, comme la puissance destinée à le vaincre, l'esprit de charité. Il a ainsi arraché l'homme à ses propres inclinations en le tirant, par une douce violence, du côté opposé, c'est-à-dire du côté de ses semblables, et il a créé par là le lien social. Le caractère du lien social est donc surnaturel, et l'amour du prochain, qui constitue ce lien, ne s'alimente pas à d'autres sources que celles qui envoient jusqu'à notre cœur l'amour même de Dieu.

A partir de ce moment, l'amour de Dieu et l'amour du prochain vont se contrôler l'un l'autre, parce qu'ils sont solidaires l'un de l'autre et qu'ils s'évanouissent à la fois dès que, par un artifice quelconque, on prétend altérer leur substance ou les dissocier. Pour maintenir leur union et leur assurer mutuellement leurs bons services, si on peut ainsi s'exprimer, Jésus-Christ a laissé le surnaturel, dont la propagation et la communication se fait par les principaux moyens suivants : la rédemption ou expiation sociale, le précepte, l'exemple, la promesse de la vie future, la prière, les sacrements, le culte, l'Eglise, l'organisation corporative et chrétienne : d'où l'on aperçoit que « la religion de Jésus-Christ est, dans son fond et dans toutes ses parties, essentiellement sociale » et que « vouloir faire du christianisme une doctrine purement

individualiste est aussi contraire à la logique qu'au bon sens et surtout au succès de la foi ».

L'histoire montre, en effet, que le succès de la foi a toujours été en raison directe du caractère social donné à la religion par l'Eglise, dépositaire et rectrice de l'économie surnaturelle procurée au monde par Jésus-Christ, et que ses défaites ont toujours coïncidé avec la méconnaissance de ce caractère. Quand l'Eglise a été avec le peuple, le peuple a été avec elle ; quand elle a prêché aux grands leurs devoirs, quand ses ministres ont creusé dans les cœurs les canaux par où le surnaturel vient y infiltrer l'amour de la justice, le respect du droit des faibles, le dévouement, le peuple a reconnu en eux ses amis et ne leur a marchandé ni sa sympathie ni sa confiance.

Mais l'Eglise, comme autrefois la Synagogue, n'échappe pas au terrible obstacle du pharisaïsme, l'éternel ennemi de l'Evangile « qui prend mille formes d'autant plus dangereuses qu'elles sont plus hypocrites, mais qui, au fond, n'a qu'un mobile : l'égoïsme, et qu'un résultat : l'esclavage d'une grande partie du genre humain ». Son expression historique la plus récente et la plus féconde en désastreuses conséquences dont nous souffrons encore est le gallicanisme, qui a visé à corrompre Dieu lui-même, en faisant du culte pour le culte, du surnaturel sans raison et sans effet, en brisant l'unité de l'être humain, en séparant les intérêts de la terre de ceux du ciel, en isolant l'Eglise dans le sanctuaire, en lais-

sant le champ libre aux forbans de la duperie et de la force, en faisant des prêtres des hommes absolument inutiles et universellement méprisés.

Cette abdication du rôle de l'Eglise dans sa partie essentielle a permis l'envahissement de notre société par l'égoïsme ; car de même que l'aveuglement sur les droits du prochain a corrompu la valeur du culte rendu à Dieu, la méconnaissance du surnaturel et de tout ce qui le produit et le personnifie rend aujourd'hui illusoires toutes les tentatives pour une organisation sociale où les droits du prochain ne seraient pas oubliés.

La contre-épreuve peut être faite. Il n'y a qu'à prendre la série des sujets de l'ordre moral qui préoccupent le plus les esprits à l'heure qu'il est : la dépopulation, les intérêts de l'enfance, le mariage, la question ouvrière, la question juive, la franc-maçonnerie, la crise agricole, l'agiotage, le libre-échange, la propriété, l'avenir des professions libérales, le luxe, la démocratie, la forme du gouvernement, le socialisme et l'anarchisme, la question coloniale, la paix et la guerre. Dans toutes ces questions d'une portée immense, toujours apparaîtront les mêmes lois et s'affirmeront les mêmes principes : partout le mal produit par l'égoïsme, le bien par l'esprit de charité, l'esprit de charité par l'influence de l'Evangile.

C'est donc à l'Evangile qu'il faut revenir. Pour cela, que ceux qui ont mission de le prêcher y reviennent eux-mêmes en paroles et effective-

ment. Puis qu'un puissant mouvement de réaction commence en vue de réformer les idées, les mœurs, les lois : les idées, dans le sens d'une conception sociale et non plus individualiste de toutes choses : il faut que sur les bancs de toutes les écoles, spécialement des écoles catholiques « les jeunes gens apprennent non pas comment on peut exploiter ses semblables, mais comment on peut les servir » ; les mœurs, dans le sens d'un rendement toujours plus grand de vie, et, pour cela, d'une recrudescence d'estime pour le travail, le plus grand producteur de la vie ; les lois, dans le sens d'une protection plus large du faible, non pour que l'Etat se charge de toutes les tutelles, mais facilite l'établissement des tutelles indispensables. Enfin, dans les mœurs, dans les lois, les institutions, qu'on se rapproche le plus possible de ce principe social, « que toute supériorité en possessions, influence et facultés de toute nature engendre des devoirs corrélatifs, et ne peut être tolérée qu'en raison des services sociaux qu'elle rend ». Le jour où ce programme serait appliqué, on peut à peine concevoir, selon les expressions mêmes de Léon XIII, « le souffle puissant qui saisirait soudain toutes les nations et les emporterait vers les sommets de toute grandeur et de toute prospérité ».

Voilà en cinq à six pages la substance d'une œuvre qui dans les trois volumes en comprend quinze cents. C'est dire que le sujet est à peine indiqué et que même des questions qui sont au premier plan après les divisions capitales, comme

celle du prêt à intérêt, ont été passées sous silence. Ce qui surtout est complètement absent de ce dessin qui ne comporte que les très grandes lignes, ce sont ces aperçus lumineux, ces horizons qui ouvrent sur la vie chrétienne des perspectives tout à fait inattendues et que découvre, à la suite d'une magistrale exploration dans les mœurs contemporaines, la pointe de l'analyse. Il court dans tout l'ouvrage une sorte d'émotion qui passe de l'auteur au lecteur, qui unit les deux esprits et les deux âmes, qui les fait communier dans la même satisfaction de la vérité découverte, dans le même amour de la beauté morale exprimée. Si on veut savoir ce que c'est que le christianisme non seulement dans ses principes, mais dans son application, ce sont ces trois volumes qu'il faut lire. Il y a là des choses qu'on ne trouve nulle part ailleurs. Après dix-neuf siècles qu'on a tant et tant écrit sur les enseignements de l'Evangile, ce n'est vraiment pas banal d'avoir trouvé quelque chose de nouveau à dire.

Les trois volumes parurent successivement avec ces sous-titres : *Les Vérités mâles, les Remèdes amers, le Retour au Paradis terrestre.* L'attention du public, favorisée par l'action parallèle du réveil catholique et de la Démocratie chrétienne, était de plus en plus grande. Dans la préface du troisième volume, l'auteur pouvait faire ces constatations qui nous ramèneront du monde où l'on pense à celui où l'on agit :

« Voilà huit ans que j'ai écrit les premières lignes de cet ouvrage. Si je l'ai commencé avec une foi robuste,

je puis dire que je l'achève en pleine espérance. Ce qui n'était qu'un ruisseau presque invisible, est devenu un fleuve puissant, capable déjà de porter des navires.

« Il y a huit ans, quelques hommes à peine soupçonnaient l'Eglise de posséder dans ses trésors cachés la solution de la question sociale. Ce désir ému, silencieusement enseveli au fond de quelques consciences, est devenu aujourd'hui une rumeur immense qui pénètre dans toutes les régions et dans tous les camps. A dire vrai, le camp catholique n'est pas celui qui paraît le plus facilement pénétrable aux idées du christianisme social. Toutefois, grâce à Léon XIII, quel immense chemin parcouru ! Que d'œuvres entreprises, quel ardeur au travail, quelles merveilleuses conversions parmi les laïques et dans le clergé ! Quel admirable épanouissement de cette jeunesse, dont une partie sans doute est endormie, mais dont l'autre est déjà plus intelligente, plus instruite et plus vivante que ses maîtres ! Pendant quelque temps on a pu se demander si Léon XIII serait jamais compris. Aujourd'hui l'affirmative n'est plus douteuse. »

Nous allons de plus en plus en voir les preuves.

III

L'ouvrier de la démocratie chrétienne qui était alors le plus en vue et qui grandissait tous les jours dans l'admiration et la sympathie du public, était l'abbé Lemire.

Peu après la rentrée des Chambres, la bombe de l'anarchiste Vaillant, dont les éclats l'avaient, parmi tous les députés, le plus grièvement atteint, lui avait fait une auréole de victime et avait encore augmenté l'attrait qui se dégageait de toute sa personne. Rétabli au bout de quel-

ques semaines, il n'avait pas tardé à aborder la tribune et, avant un an, les points fondamentaux de son programme et les principaux articles de la démocratie chrétienne avaient trouvé leur place dans les discussions du parlement. Chambres de travail, représentation professionnelle, droit de propriété des syndicats, liberté d'association, insaisissabilité des biens de famille, furent abordés, au fur et à mesure des occasions, dans des discours où la connaissance pratique des questions et la manière simple de les traiter s'alliaient toujours au charme littéraire et savaient parfois faire place aux envolées de la plus grande éloquence. Au lieu du prédicateur qu'on se serait attendu à trouver dans ce jeune prêtre qui n'avait guère abordé jusque-là que sa chaire de philosophie et de rhétorique et la chaire chrétienne, on se trouvait en présence d'un homme qui cause, qui se laisse aller au développement naturel des idées et ne se montre ému que dans la mesure où il se sent soulevé par elles. On aurait dit qu'il avait été toute sa vie du Parlement.

Bientôt il fut là comme chez lui. Il ne lui fut pas difficile, en dehors des grandes discussions auxquelles il participait pour affirmer au moins des principes, et qui touchaient à l'intérêt général, de remplir avec quelque succès la tâche qu'il s'était assignée de prendre en mains la défense des intérêts des petits et des humbles. Les employés des chemins de fer, comme ceux des postes et télégraphes, comme les douaniers, les agriculteurs, les pères chargés de famille lui durent une amélioration sensible de leur situa-

tion. Les ménages irréguliers par suite de la complication de certaines formalités pour le mariage purent être moins fréquents grâce aux modifications qu'il fit adopter, et on put voir plus rarement de ces regrettables et nécessaires anomalies par lesquelles la compagne et les enfants d'un ouvrier victime d'un accident ou décédé après de longues années de vie commune, ne pouvaient recevoir aucune indemnité parce qu'ils n'étaient pas mariés.

Ayant par cette attitude humanitaire et ces réclamations équitables, obtenu l'oreille de la Chambre, il se sentit quelque force pour plaider la cause de la religion et du clergé. Dans la séance du 20 janvier 1895, il obtint, malgré l'opposition d'ailleurs très courtoise du gouvernement, le rétablissement de quelques traitements ecclésiastiques supprimés, notamment celui de l'archevêque d'Aix, Monseigneur Gouthe-Soulard. A propos de la discussion sur l'ambassade auprès du Vatican, il fit un admirable éloge du Pape et de la grandeur de la force morale catholique. Quelque temps après, répondant à Jaurès, dans la séance du 11 février 1895, il exaltait en termes superbes l'idée chrétienne et disait en s'adressant au leader socialiste : « J'ai la conviction d'être du nombre des vieux croyants, de ceux qui ont été bercés à la douce mélodie de cette chanson dont vous parliez un jour, Monsieur Jaurès, en termes où il y avait presque de mystiques regrets, et j'espère que je m'endormirai dans la tombe en écoutant cette même chanson... Vous avez déclaré que vous discute-

riez l'apparition divine si elle se produisait, et que vous lui demanderiez des preuves. L'humanité a vu cette apparition ; la preuve, nous aussi nous la demandons, et quand nous nous mettons à genoux devant la Divinité, nous le faisons très librement... Quant à l'Eglise, elle s'impose au respect. Et à ce propos, je puis dire à mes collègues socialistes : quand vous aurez derrière votre doctrine dix-huit siècles d'histoire comparable à celle de l'Eglise catholique, je pense que vous ferez belle figure dans le monde. L'Eglise a fait ses preuves par des bienfaits ».

Aussi, quand il se rendit à Rome au mois de mai de cette année 1895, en compagnie de M. Harmel, fut-il reçu à bras ouverts par Léon XIII et fut-il l'objet de l'universelle sympathie de la part du monde ecclésiastique avide de le voir et de l'entendre. Il parla dans plusieurs réunions où se pressaient clercs, laïques, prélats, évêques et cardinaux. Dans le *Peuple français*, je comparais ce voyage à une sorte de voyage *ad limina* et je disais que l'abbé Lemire, « si la modestie n'a pas mis une barrière à sa parole quand il a été aux pieds du Saint-Père, a pu se rendre cette justice qu'il a bien servi les intérêts humanitaires et catholiques à la Chambre française » et constater que la politique de Léon XIII « a plus fait en un an que toute la politique anti-constitutionnelle pendant quinze ans d'opposition ».

Son action, on le pense bien, ne se bornait pas au Parlement. Dès que par l'élection de 1893 et ses premières interventions à la tribune, il eut

été mis en plein relief et marqué du signe des hommes de valeur, il devint un des personnages représentatifs de la démocratie chrétienne, dont il était par ailleurs, par sa prestance, des qualités personnelles fort séduisantes, un des plus décoratifs. Il ne se faisait plus de manifestation sans lui. De plus, à ce moment où la concentration des efforts de la démocratie chrétienne devenait nécessaire et où l'on commençait à parler de l'organisation générale du parti, sa maison, ce fameux 28, rue Lhomond, devint naturellement comme le rendez-vous où s'élaborait cette organisation et le point d'attache de ce qui s'entreprenait sur toute la surface du territoire.

Il faut néanmoins bien distinguer dans le mouvement démocratique chrétien, ce mouvement proprement dit, qui embrassait les efforts de toute catégorie et de toute provenance, qui comprenait l'ensemble des idées, des œuvres et des hommes qui tendaient à organiser la démocratie sur des bases chrétiennes, et d'autre part, le mouvement ouvrier démocratique qui n'était qu'un aspect et une fraction du premier. Si le mouvement d'ensemble, quand il commença à prendre de la consistance, trouva un point d'attache tout désigné, un centre de coordination chez l'abbé Lemire, qui était à Paris et qui était député, le mouvement ouvrier, parti de Reims et du Nord, resta concentré et alla toujours se développant autour de ses deux points d'origine.

C'est ce développement, dont le spectacle pendant les années 1894, 1895, 1896, grâce à

quelques puissantes individualités et toujours sur les apostoliques instances de Léon Harmel, fut admirable, qui doit un moment nous arrêter.

Le premier Congrès ouvrier, en 1893, avait été une conquête. Un second eut lieu, encore à Reims, les 12, 13 et 14 mai 1894, qui, à la fois marqua le chemin parcouru et imprima à la marche en avant une impulsion singulière. Tandis que le premier n'avait pu se recommander que du seul nom de M. Harmel, le second comprenait un certain nombre de sommités dans son comité de patronage. On y relevait les noms du cardinal Langénieux, de Mgr Couillé, archevêque de Lyon, du Très honoré Frère Joseph, supérieur général de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes, de M. de Lapparent, de M. de Margerie, de l'abbé Garnier, du colonel Arnould, directeur de l'École des hautes études industrielles de Lille, etc. Le jour de l'ouverture du Congrès, M. Harmant, ingénieur belge, Mgr Petit, délégué de Mgr Couillé, l'abbé Lemire et quelques autres personnalités vinrent encourager les ouvriers de leur présence. Les membres du Congrès étaient au nombre de six cents, représentant plus de cent soixante associations ou groupements ouvriers. Le programme toujours simple et pratique offrit à ces honnêtes travailleurs l'occasion d'exercer et de montrer leurs facultés d'intelligence et de jugement autour des intérêts qui les concernent et, étant investis d'une certaine responsabilité, de prouver qu'ils n'étaient pas inaccessibles aux

conseils de la sagesse. L'impression produite par le Congrès fut énorme, je veux dire extrêmement favorable tant sur le monde de la bourgeoisie catholique que sur les ouvriers. Ceux des ouvriers qui n'étaient pas de la région de Reims se sentirent piqués d'émulation et n'eurent pas de peine à répondre à un des principaux vœux du Congrès qui poussait à la multiplication des groupements ouvriers et surtout à leur Fédération en unions régionales sur le modèle de l'Union démocratique du Nord.

Celle qui fut le plus vite constituée et qui répondit le plus promptement à ce vœu fut celle des Ardennes, qui était immédiatement dans le rayon d'influence de Reims et dont le promoteur, M. Dombray-Schmidt, suivait de très près depuis quelques années l'action de M. Harmel.

C'était un employé de Charleville aussi doux de manières et dévoué, qu'il était intelligent et actif. Dès le début du réveil catholique, il était allé dans les réunions tenir tête aux socialistes. Non seulement il s'y faisait écouter, mais il avait une telle puissance de persuasion qu'il réussit une fois à y faire adopter un ordre du jour en faveur des idées démocratiques catholiques. Quand ces idées commencèrent à prendre cours et à se traduire dans les faits, Dombray-Schmidt groupa autour de lui à Charleville quelques employés et quelques ouvriers et contribua à la fondation d'un certain nombre de cercles d'études. Mais, très pratique et sentant que le mouvement n'aurait de puissance d'attraction

que s'il procurait un secours effectif, il se mit en mesure de fonder des sociétés coopératives de consommation à bon marché et institua avec un grand succès l'œuvre de la location d'immeubles qu'on sous-louait aux ouvriers à des prix très avantageux pour eux, où ils pouvaient trouver à peu près 35 °/₀ d'économie. Il compléta l'œuvre par l'achat de maisons qui, moyennant une redevance mensuelle, devaient finir par échoir en toute propriété aux ouvriers. Immédiatement après le Congrès de Reims, qui avait été comme un coup de fouet pour les bonnes volontés, il avait convoqué ses groupes en congrès à Charleville même. La réunion eut lieu le 12 août, trois mois seulement après celle de Reims, avec le concours des principaux démocrates des autres régions. Il en sortit trois décisions ou plutôt trois actes : la constitution de l'Union démocratique des Ardennes, la résolution de réunir les groupes intégralement ou partiellement tous les trois mois, la fondation d'un petit journal pour leur servir d'organe. Le petit journal devait grandir et faire place à toute une œuvre de presse, lorsque Dombray-Schmidt, plus fort de l'appoint apporté par le comte Malval, transporta le siège de son action à Nancy. Quant à la résolution de tenir des petits congrès trimestriels, ce fut une vraie trouvaille ; après avoir été prise elle fut fidèlement tenue et produisit, au point de vue de l'entretien du zèle et de la propagande, des fruits si merveilleux qu'elle se présenta comme un exemple à suivre à toutes les autres Unions.

Celle qui suivit de près l'Union des Ardennes fut la Fédération des Travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest. Elle comprit tous les groupements et associations qui s'étaient formés depuis trois ou quatre ans sur la ligne qui va de Brest à Orléans en passant par Morlaix, Rennes, Nantes, Angers, Tours et Blois.

En suivant le même itinéraire, nous trouverons à Brest et à Morlaix les deux initiateurs du mouvement dans la personne de Mgr Dulong de Rosnay, le célèbre et entraînant prédicateur retiré en Bretagne, et d'un jeune avocat de Brest, M. Emmanuel Desgrées du Loû, qui, après avoir secondé les premiers efforts du vaillant prélat, devait se poser, par le bon aloi de son talent et l'éclat de ses services, comme le chef du parti républicain démocrate dans tout l'Ouest.On se doute bien que,dans ces contrées, avant d'engager la lutte sur le terrain social, il y eut bien des coups à échanger sur le terrain politique. Cette lutte, c'est Desgrées du Loû en grande partie qui l'a soutenue et qui, avec toute la force que donne un long passé où dominent les victoires, la soutient encore. C'est certainement une des plus attachantes figures du parti démocratique chrétien. Loyal avec lui-même comme dans ses déclarations, il comprit de bonne heure que plus un nom est illustre plus il oblige celui qui le porte, et que le premier devoir d'un homme de cœur, c'est de payer son tribut de services à la société qui le fait vivre et de seconder, dans la mesure où le patriotisme le commande, les légitimes ambitions de son

pays et de son temps. Il ne pouvait pas porter une épée comme ses ancêtres, mais ses simples exercices de collège lui avaient révélé qu'il pourrait facilement se servir de la plume, et la plume étant l'arme la plus terrible de notre époque, il se félicitait de pouvoir l'utiliser. Deux ans après avoir quitté l'Ecole de Droit et en avoir passé encore deux comme officier dans le commissariat de marine, il se fit inscrire au barreau de Brest. Mais la poudre des discussions qui étaient alors très ardentes parmi les catholiques l'attirait plus que les causes d'intérêt privé, si respectables qu'elles fussent. C'était en 1892, il avait vingt-cinq ans : jusqu'au moment où il descendra à Rennes pour fonder le grand quotidien l'*Ouest-Eclair*, c'est-à-dire jusqu'en 1898, il bataillera dans toute la Basse-Bretagne, où il multipliera journaux hebdomadaires, conférences, cercles d'études, sociétés économiques, syndicats pour le développement des idées pontificales, c'est-à-dire démocratiques et républicaines. Il fut puissamment aidé, surtout pour la fondation des œuvres, par M. Eugène Flornoy, conseiller municipal de Nantes, M. l'abbé Duparc, curé de Lorient, et surtout l'abbé Trochu, qui multiplia en si grand nombre les caisses rurales et les syndicats agricoles et qui, sous le pseudonyme de Félix Moustier, a publié un petit volume si précieux sur la matière (1).

L'initiative pour l'organisation démocratique partit de Brest, où il avait son centre d'action. A

(1) *Questions rurales*, chez Rondelet, rue de l'Abbaye, Paris.

la date du 25 mars 1894, le comité catholique ouvrier qu'il avait fondé, publiait un appel sans ambages : « Quel est notre programme ? Celui de la démocratie chrétienne. Au point de vue politique, nous sommes républicains ardents et sincères, parce que, pour nous, la forme républicaine est celle qui va le mieux à la démocratie... Au point de vue social, nous n'obtiendrons rien d'une révolution, nous n'obtiendrons quelque chose qu'à la suite de revendications clairement formulées par les ouvriers et dont les patrons sauront reconnaître la justice ». Le même comité, à la date du 9 mars 1895 et pour se conformer aux résolutions du Congrès de Reims, décida de travailler à la fédération des groupes de Bretagne, d'Anjou et du Maine, qui devait être un fait accompli quelques mois plus tard.

Mais aux groupes de l'Ouest devaient se joindre, grâce à la communauté des moyens de propagande et pour faire un faisceau plus compact, les groupes du Centre. Nous nous trouvons ici à Blois, et nous avons quelques nouveaux noms d'apôtres à enregistrer. C'est d'abord l'abbé Rabier qui, en compagnie de l'abbé Develle, s'en va, avec la cuirasse d'une argumentation irréfutable, donner la réplique aux socialistes dans les réunions publiques. Il est aumônier du Cercle catholique d'ouvriers. Mieux préparé que d'autres soit à l'intelligence des questions sociales, soit surtout à leur maniement pratique par les œuvres, l'abbé Rabier en couvre le Loir-et-Cher, non seulement par sa grande

activité, mais parce qu'il a déployé une sorte de génie dans l'art du groupement. Il tient, d'ailleurs, que le prêtre doit s'effacer et faire agir plus qu'il n'agit par lui-même. Il s'applique donc, dans quelque branche et pour quelque objet qu'il veuille créer une Association, à former quelques individualités, ce qu'il appelle le noyau, puis ce noyau, il le jette en terre, c'est-à-dire dans la masse, où il ne tarde pas à germer et à se développer en fruits abondants et savoureux.

Une action qui se combinait avec la sienne, de même qu'un attrait mutuel les unissait dans la même amitié, était celle de M. Emmanuel Rivière, ingénieur des arts et manufactures, directeur d'imprimerie, membre du Comité de l'Œuvre des Cercles. Après quelques années de séjour dans le Nord, dans une usine métallurgique, il était venu à Blois se mettre à la tête d'une imprimerie qui se trouvait à tous les points de vue dans un état lamentable. C'est là que chrétien convaincu, homme d'œuvres, esprit délié, il fit de la question sociale en action. Il prit pour exemple l'organisation de l'usine Harmel au Val des Bois, dont la pierre angulaire est le conseil d'usine. Dans la mesure, pensa-t-il, où je serai en contact avec mes ouvriers, où s'établiront entre eux et moi l'estime et la confiance réciproques, dans la même mesure mes affaires prospéreront ; les leurs pareillement, et je ferai œuvre sociale. Il ne se trompait pas ; au bout de cinq ans de cette expérience, il écrivait une brochure où il en racontait les phases et où il pouvait dire : « Mélange de tâtonnements, de revers

et de succès, elle a abouti à créer une nouvelle famille industrielle, imparfaite sans doute comme tout ce qui est humain, mais telle que les malentendus, s'ils s'élèvent, ne peuvent durer longtemps et creuser un abîme profond entre le patron et ses ouvriers, comme nous le voyons si souvent autour de nous. » (1)

Poursuivant l'établissement de la paix et du bon esprit dans son usine, il ne se désintéressait pas de ces mêmes biens pour la société. Il avait toujours été un admirateur de M. de Mun, et après avoir longtemps fréquenté le Cercle de Blois comme membre, il était devenu membre du Comité. C'est là qu'il connut l'abbé Rabier, dont la société lui fut si agréable, et d'autres hommes dont les gestes le lui furent un peu moins. Il y eut, en effet, bataille dans le Loir-et-Cher, bataille terrible pour le ralliement. Mais les ennemis les plus redoutables, comme partout d'ailleurs, n'étaient pas les ennemis déclarés, c'étaient les ennemis cachés et les opposants obliques, les renards couverts de la peau de brebis, qui, après avoir vainement essayé de faire œuvre de dépravation par la presse, devaient porter la duplicité de leurs dispositions et la perfidie de leurs manœuvres dans l'Œuvre des Cercles. L'abbé Rabier et M. Rivière résistèrent à cet assaut, particulièrement M. Rivière qui, par la création de l'*Echo du Centre*, avait mis au service des idées républicaines démocratiques un puissant instrument de propagande et de dé-

(1) *Cinq ans de vie sociale*, chez Rondelet, rue de l'Abbaye.

fense. Il n'était pas un républicain de la veille. C'était un des fidèles du Comte de Chambord qui n'avaient pas voulu se rallier à la famille d'Orléans. Parmi ceux-là, quelques-uns s'étaient retirés de toute action publique ; d'autres plus jeunes, « plus à même de constater l'existence d'un mouvement démocratique parfaitement légitime, mais en même temps la formidable poussée socialiste qui menaçait la France, s'étaient jetés à nouveau dans la lutte » ; M. Rivière, dit-il, était de ces derniers. Aussi n'était-ce que par concomitance qu'il s'occupait de la question politique et comme condition *sine qua non* d'une action démocratique efficace : ce qui l'attirait surtout, l'intéressait et lui paraissait important, c'était la question sociale.

Ses efforts unis à ceux de l'abbé Rabier et de quelques dévoués auxiliaires parmi lesquels les événements allaient particulièrement mettre en lumière M. Chartrain, ne tardèrent pas à créer un véritable mouvement démocratique indépendant de l'Œuvre des Cercles. Par leurs soins les diverses industries se syndiquèrent, toutes sortes de sociétés économiques se fondèrent, et il leur fut possible, en tendant la main, par-dessus Tours et Angers où existaient aussi quelques œuvres de même nature, à Desgrées du Loû et à l'abbé Trochu, de former le projet d'un vaste réseau d'associations pour lequel on créerait un organe commun : *Le Travailleur chrétien*, organe de la Fédération des Travailleurs du Centre et de l'Ouest. Ce projet, nous le verrons, ne fut pas une chimère.

Paris n'avait-il pas aussi son mouvement ouvrier chrétien ? Assurément, bien que les ouvriers y soient plus difficiles à réunir qu'ailleurs. Paris se prête mieux aux œuvres d'indication générale, aux manifestations passagères qu'aux œuvres qui exigent de la suite et une présence permanente, impossible sans sacrifices sérieux d'occupations et de temps. Aussi n'y a-t-il à réussir que plus de mérite. Sur plusieurs points, dans le treizième arrondissement, dans le septième, à Plaisance, à Courbevoie, à Saint-Denis, des groupes existaient, qui étaient florissants à l'époque du deuxième Congrès de Reims.

Puisque j'ai nommé en premier lieu le treizième arrondissement où, d'ailleurs, il est probable que le mouvement a été le plus ancien, j'y saluerai le fondateur du groupe, un des doctrinaires du parti, qui en a épinglé un à un et commenté les documents, un des plus laborieux, des plus intrépides et des plus pleinement dévoués soldats de la cause, M. Max Turmann. Docteur en droit, épris d'une véritable passion pour les questions sociales, il convoqua chez lui un certain nombre d'ouvriers et d'employés et les constitua en cercle d'études, se bornant à leur fournir un programme et à les guider dans leurs discussions. Chacun d'entre eux présidait la séance à tour de rôle. La méthode était bonne et il se fit là de la bonne besogne, puisqu'un des membres de ce groupe, M. Thomine, fut envoyé comme délégué de la démocratie chrétienne au Congrès international de Zurich. Un autre membre du groupe, M. Pamard, est

devenu une des personnalités du *Sillon* et président de l'Institut populaire du Dixième. Au bout d'un certain temps, le groupe se mit dans ses meubles, si cette expression bourgeoise est permise, et émigra tout à fait dans le Treizième dont la maison de M. Turmann ne faisait pas partie, étant située sur la frontière qu'englobait le Quatorzième. Ayant un local, ils voulurent avoir un journal, et ils fondèrent cette petite feuille, le *Journal du XIII*e, qui indiquait une facture de maître, qui créa l'agitation du bien dans le quartier, contribua à culbuter aux élections législatives Gérault-Richard, lequel avait sans doute le ressouvenir de cette aventure quand il écrivait dans la *Petite République* que le parti de la démocratie chrétienne était un parti à redouter.

Quant à M. Turmann, rédacteur au *Monde*, il avait contribué à y amener l'abbé Naudet ; passé ensuite à l'*Univers*, il n'avait pas cessé d'être un excitateur du zèle démocratique, de marquer au jour le jour les étapes du mouvement, non moins que les transformations nécessitées par les besoins du temps dans les œuvres d'éducation des classes populaires. Ses ouvrages sur les Patronages et les œuvres Post-scolaires sont classiques. Celui qu'il a écrit plus récemment sur le *Développement du catholicisme social* (1) peut également servir de manuel pour les cercles d'études. Nous aurons plus loin à nous en occuper.

Il était, on vient de le voir, personnellement

(1) Chez Alcan. Les autres ouvrages de M. Turmann sont édités chez Lecoffre.

qualifié pour présenter ce développement d'idées au public, selon que l'a écrit M. Lapeyre, dans un article dont quelques traits permettront de mieux faire connaître M. Turmann : « A l'âge où les bruits de l'opinion éveillent dans l'âme un écho qui ne s'éteint plus, il a entendu dans le camp catholique les premiers murmures de la question sociale. Son cœur, comme celui de toutes les nobles natures, s'y est vivement intéressé ; son intelligence en a saisi les profondeurs et les difficultés, mais elle a compris aussi les solutions si simples et si pratiques apportées par le christianisme... Le livre de M. Turmann ne se recommande pas seulement par l'érudition, la méthode et la clarté de son auteur. Celui-ci est de ceux qui savent faire aimer le catholicisme social. Point de polémiques aigres ni de controverses ardentes. Il présente ses idées avec tant de charme, d'amabilité et de bonne grâce, qu'elles entrent comme d'elles-mêmes dans l'esprit et le cœur du lecteur. En racontant les efforts des catholiques sociaux, il a trouvé le secret de ne malmener personne et de ne faire de la peine à qui que ce soit. C'est là un secret merveilleux que quelques-uns d'entre nous pourraient lui envier (1)... »

Si du treizième arrondissement nous passons dans le quatorzième, nous nous trouvons dans le quartier de Plaisance, chez M. l'abbé Soulange-Bodin et chez M. l'abbé Boyreau. Le pre-

(1) *Pour le Christ et pour le Peuple*, p. 327. Chez Lethielleux.

mier est curé de la paroisse, le second est à la tête d'une petite communauté de prêtres qui est comme une annexe du personnel paroissial dans ce quartier si vaste et si déshérité. M. Soulange-Bodin a fini par faire construire l'église dont il demandait les pierres aux quatre vents du ciel. Je fis part un jour de ses préoccupations aux lecteurs du *Peuple français*.

« Est-ce que cet homme et ses collaborateurs, m'écriai-je non sans raison, est-ce que ces prêtres de Jésus-Christ devraient perdre à supplier pour avoir un peu d'argent le temps qu'ils voudraient employer à convertir les âmes ?

« Entourés d'ouvriers dont il n'ont pas cent dans leur église de bois, placés au milieu de travailleurs qui ne blasphèment pas Dieu puisque personne ne le leur a jamais fait connaître, et qui seraient tous heureux de le bénir si quelqu'un leur prononçait son nom et s'ils pouvaient venir quelque part s'agenouiller en sa présence, le curé et les vicaires de Plaisance ont choisi le vocable de *Notre-Dame du Travail* et se sont dit: « Nous allons faire descendre de la robe immaculée de la Vierge, sur ces corps fatigués, l'effluve du rafraîchissement, du repos et de la consolation ; nous allons élever des voûtes où il y aura plus d'air que dans les usines et dans les estaminets, où le cœur se dilatera, où l'âme s'échappera un moment de la prison des sens où elle étouffe, et s'élèvera sur les ailes de l'adoration jusqu'à Dieu ; nous allons faire une basilique qui ne vaudra pas une cathédrale du moyen âge, mais qui sera, comme elle, une oasis au

milieu de l'arène poudreuse, où l'on viendra au moins une fois par semaine se reposer et prendre des forces pour la semaine qui suit.

« Réussiront-ils ? Je leur demande pardon d'avoir fait mes réflexions tout haut... Saint Paul qui ne voulait pas qu'on ménageât les instances dans l'intérêt de la foi et qu'on ne regardât pas d'être fâcheux et importun, aurait toléré sans doute qu'on fût parfois un peu indiscret. »

Les ressources petit à petit sont venues, et l'église, sans être achevée, répond à ce qu'attendait le curé de la paroisse, qui ne néglige rien pour la remplir après avoir tout employé pour la construire. Mais pour la remplir, l'apostolat du dehors est nécessaire, l'apostolat par la parole et par les œuvres. Sous ce rapport, tout le monde sait que M. Soulange-Bodin est ce qu'on appelle un curé moderne, qui n'est esclave d'aucune routine et qui ne recule devant aucun moyen d'évangélisation et de propagande catholique, si nouveau soit-il, pourvu qu'il soit bon. Si on appelle cela de la démocratie, peu lui importe, il fera de la démocratie ! Il ne s'épouvante pas plus des mots que des entreprises qui lui paraissent utiles. Ainsi n'a-t-il pas réprouvé et a-t-il fortement encouragé, au contraire, l'envahissement par les œuvres démocratiques, de l'annexe de M. l'abbé Boyreau.

Si on veut savoir ce qu'est cette annexe dont M. l'abbé Boyreau est le directeur, c'est M. Soulange-Bodin lui-même qui nous l'apprendra dans une *Lettre à un séminariste*, petit opuscule qui fit quelque bruit et où, sous couleur de

dire ce qui devrait se faire, il expose pour le principal ce qu'il a fait :

« Quand les missionnaires veulent convertir un pays, ils s'installent par petits groupes de deux ou trois, d'espace en espace. Là, ils s'entourent de catéchistes soigneusement formés qui rabattent les néophytes, les instruisent, les préparent et leur permettent d'avoir sur chacun une action d'autant plus sérieuse qu'ils sont déchargés de mille détails matériels. Ce qui se passe en pays païen ne pourrait-il pas aussi avoir lieu dans nos faubourgs ? Sous un prétexte quelconque, et sous le couvert d'une école, d'un patronage, d'une œuvre charitable si minime soit-elle, il serait facile à quelques vicaires détachés de la paroisse de créer, ne serait-ce que dans des chambres, des chapelles de secours. Les jeunes gens solidement formés par nos grands collèges religieux viendraient volontiers, à certains jours, les aider comme catéchistes volontaires ; ils feraient le catéchisme aux enfants, des visites aux malades. Les personnes pieuses de l'endroit pourraient se joindre à eux ».

C'est le tableau de ce qu'il a réalisé par M. l'abbé Boyreau, et les résultats sont bien faits pour encourager ceux qui se sentiraient poussés à suivre cette initiative. A un demi-kilomètre de l'église paroissiale, dans une sorte de Chine, M. l'abbé Boyreau, aidé de deux ou trois confrères et de quelques laïques, a établi, sous le vocable de *Notre-Dame du Rosaire*, une véritable ruche d'œuvres. Œuvres religieuses, charitables et économiques tout d'abord, pour subvenir aux besoins les plus sacrés ou les plus urgents ; puis œuvres sociales.

Selon ce que nous avons constaté partout, le

point de départ a été le Cercle d'Etudes : ce sont les idées qui mènent le monde ; ce sont aussi les idées qui éclairent les individus dans leur marche. Les ouvriers de Plaisance, avant de se mettre à l'œuvre, avant d'entreprendre de faire leurs affaires eux-mêmes et de s'engager dans les voies où, en même temps qu'il y a plus d'honneur, il y a plus de responsabilité, avaient besoin de s'instruire.

Ils eurent bientôt la hardiesse d'entreprendre une coopérative non pas de consommation, ce qui est courant et vulgaire, mais de production, c'est-à-dire un atelier sans patron, dirigé par un ouvrier désigné par ses camarades et leur rapportant intégralement le fruit de leur travail. Ainsi fut fondée, sous le nom d'*Ouvrière en construction*, une « Association d'ouvriers serruriers administrée par eux-mêmes et destinée à répartir entre eux, outre le salaire, le bénéfice ordinaire de l'entrepreneur... Entreprise audacieuse et qui ne réussit pas du premier jour. Pour débuter, les trois premiers coopérateurs apportaient de très maigres économies, leur capacité professionnelle, et leur bonne volonté. C'était tout. Une petite somme, avancée par les soins des abbés Soulange et Boyreau, leur permit de se procurer les outils indispensables. Un recoin du patronage — alors installé sur l'emplacement où la coopérative est aujourd'hui à l'étroit — leur fut prêté. On commença de travailler aussitôt. L'œuvre existait (1) ». A travers des

(1) *Une Coopérative de production*, par François Veuillot. *La Quinzaine*, 1er janvier 1901.

difficultés inouïes, qui furent surmontées grâce au courage de tous et de la direction avisée de l'ouvrier Henriet, on arriva au succès par les commandes régulières et la création d'un roulement de fonds. A la fin de l'année 1897, la coopérative avait fait pour 150.000 francs d'affaires et, malgré les frais d'installation, malgré l'outillage à établir et demeurant encore incomplet, malgré les à-coups du début, malgré les gros salaires, les indemnités exceptionnelles et les réserves placées conformément aux statuts, les coopérateurs avaient 5.000 francs de bénéfices nets à se partager. En 1901, l'atelier si étroit du début s'était transformé en une vraie petite usine, couvrant une étendue de 2.000 mètres. Les coopérateurs avaient des auxiliaires qui, avec les bénéfices augmentant, avaient chance de devenir coopérateurs à leur tour; en attendant, payés au même prix que les autres, ils touchaient donc un salaire supérieur à celui qu'on reçoit généralement dans la même industrie.

Tel fut le succès de cette œuvre sur laquelle s'en sont greffées d'autres, en particulier et en premier lieu, une école d'apprentissage aujourd'hui très florissante, où marchent de pair, avec l'instruction professionnelle, l'instruction civique et l'instruction religieuse, où l'on forme de vrais ouvriers, des hommes et des chrétiens.

Cette partie de Plaisance est un des plus beaux rameaux de la démocratie chrétienne. A Paris, ce serait notre Mont-Aventin si précisément ce n'était pas en plaine. Parfaitement accueilli par le maître du lieu, par M. l'abbé Boyreau, toujours

très correct et maître de lui-même comme un magistrat, souriant aimablement sans avoir l'air de songer aux responsabilités écrasantes qui pèsent sur lui, on y est attiré comme par un Cercle où se donnent rendez-vous les nouvelles de la démocratie universelle. On a même la chance d'y rencontrer assez souvent quelques étrangers de marque : M. Decurtins, M. Toniolo, l'abbé Vercesi, Mgr Ireland. Dans les débuts, on y vit son Eminence le cardinal Richard, qui vint donner sa bénédiction à un des premiers congrès de la démocratie chrétienne.

Il nous reste à signaler le groupe du Gros-Caillou, sur les confins du septième arrondissement, car celui de Saint-Denis existait à peine et celui de Courbevoie, tendant à devenir sous l'influence de son fondateur, M. Drusson, un simple comité de diffusion de la *Croix*, n'eut pas une longue durée.

Au Gros-Caillou, c'est l'action de trois hommes parfaitement unis qui fonda un des groupes les plus importants, un des remparts les plus solides de la démocratie : MM. de Piessac, Delavenne et Rimet. Le premier était un littérateur, les deux autres, des employés. M. de Piessac, frappé de l'ignorance des jeunes gens en matière religieuse, avait fondé au prix de grands sacrifices une publication de propagande catholique intitulée la *Revue*, qui fusionna plus tard avec le *Sillon*. Il unit ses efforts à ceux de MM. Rimet et Delavenne pour créer dans son quartier un groupement d'employés et d'ou-

vriers, en vue de les former selon les besoins du moment. Le recrutement se fit surtout par les soins de M. Delavenne qui fut l'âme du mouvement, qui fit preuve, dans cette organisation, des rares qualités de méthode, d'esprit de suite, d'application au travail, de fermeté de caractère qu'il put déployer sur un plus vaste théâtre quand il fut nommé secrétaire de l'*Union démocratique* de Paris.

A l'instar de leurs camarades du Nord, de Reims, des Ardennes, du Centre et de l'Ouest, les démocrates de Paris devaient, en effet, se fédérer. Ce fut M. Harmel qui, après le Congrès de Reims où la résolution en avait été prise, vint les y déterminer, dans une réunion qui eut lieu rue des Petits-Carreaux. Un congrès tenu peu après dans la *Maison du peuple*, mise gracieusement à leur disposition par l'abbé Garnier, décida la Fédération, qui prit le nom d'*Union démocratique* et accepta provisoirement comme organe la *Corporation*.

Il y avait donc cinq grandes Unions démocratiques ouvrières qui, ajoutées aux groupements non fédérés disséminés soit dans la région de Lyon, soit dans le Midi, représentaient une quantité déjà fort considérable d'associations et plus de vingt mille membres. Un Congrès national, destiné à resserrer ce vaste ensemble et à l'organiser pour une action commune, était tout indiqué. Le même Congrès de Reims qui avait demandé les fédérations régionales de groupes, avait aussi décidé ce Congrès général pour 1896. C'est le couronnement dont

nous allons être témoins, dont nous apprécierons la portée et le caractère.

Avant d'y arriver, il faut signaler deux évènements qui furent comme deux nouvelles étapes dans le mouvement ascensionnel de la démocratie chrétienne.

Le premier est le triomphe de l'idée syndicale ouvrière par opposition à l'idée de syndicat dit mixte, composé mi-partie d'ouvriers et de patrons. Les adversaires catholiques du mouvement ouvrier, se voyant débordés par le progrès irrésistible de l'idée démocratique, avaient concentré tous leurs efforts sur ce concept de syndicat mixte soi-disant indispensable pour éviter la guerre de classes. Les ouvriers chrétiens, ayant des intentions droites et ne poursuivant d'autre but que la paix sociale, ne laissaient pas que d'être un peu troublés par cette campagne. Mais les organes de la démocratie chrétienne et le président de l'Union démocratique du Nord, M. Leclerq, dans les Congrès qui se tinrent à intervalles très rapprochés, surent montrer tout ce qu'il y avait d'illusoire à ne permettre aux ouvriers de discuter leurs intérêts que devant les patrons et tout ce que la gravité de la situation exigeait, de part et d'autre, pour la découverte du vrai remède, de liberté et d'indépendance : ce qui d'ailleurs, ne fermait nullement la porte, au contraire, à la création d'organes mixtes destinés à mettre l'accord entre les résolutions. Au plus fort de la bataille, le syndicat des *Vrais Travailleurs* de Roubaix,

qui prenait une extension de plus en plus considérable, sous l'impulsion de son président, M. Wagnon, invita l'abbé Lemire, puis l'abbé Naudet, à venir apporter dans le débat le poids de leur autorité et de leur parole. Après ces deux grandes manifestations la cause fut gagnée.

Le second évènement à signaler est la nomination de M. Harmel comme président général de l'Œuvre des Cercles d'ouvriers, dans le dernier mois de l'année 1895. Là aussi, parmi tous les tiraillements qui avaient précédé et les hostilités sourdes qui avaient suivi l'encyclique *Rerum novarum*, l'idée démocratique triomphait. L'homme qui la personnifiait avec le plus d'éclat et de vérité, M. Léon Harmel, était appelé à diriger désormais les destinées de cette œuvre qui avait été la racine de toutes les autres, qui la première avait sonné le réveil des consciences et jeté dans la discussion publique ces questions vitales que personne ne soupçonnait. Elle-même, sous son propre élan, avait marché avec les autres. Quelques-uns même, en voyant à sa tête le chef des démocrates chrétiens, croyaient ne plus la reconnaître. Mais ce chef, devenu le nouveau Président, sut très bien indiquer dans son discours inaugural qu'en adaptant ses méthodes aux nécessités du moment et en gardant son esprit primitif, elle restait identique à elle-même.

« J'en prends à témoins notre vaillant Secrétaire général, Albert de Mun, et notre regretté président, de La Tour-du-Pin, inspirateur de nos doctrines sociales... Ils ne me contrediront pas quand j'affirmerai que leur ambi-

tion ne s'est jamais bornée à recueillir quelques ouvriers chrétiens pour leur conserver la foi; ils n'ont jamais prétendu fonder une petite église où se renfermerait une poignée d'hommes façonnés à certaines règles de convention. Ils n'ont pas songé davantage à créer un piédestal aux hommes des classes dirigeantes qui voulaient bien répondre à leur appel. Ils ont voulu aller aux masses égarées pour les ramener à Jésus-Christ par les bienfaits moraux et matériels, en leur indiquant leur dignité, en leur révélant le prix de leurs âmes. Sans doute, la forme du cercle Montparnasse ayant été la première enseignée, c'était un mode comme un autre qui attendait les développements du temps ; ce n'était qu'un moyen, jamais un but.

Or, en ce moment, il y a un danger véritable pour la vie de l'Œuvre, c'est de borner ses horizons à une forme trop étroite. L'avenir, c'est de se mettre franchement et généreusement au service des institutions qui sont émanées d'elle: syndicats de toute nature, sécrétariats du peuple, cercles chrétiens d'études sociales, congrès ouvriers, et tout cet immense mouvement populaire qui a été suscité par ses membres ».

L'œuvre s'était, en effet, développée et, loin de se croire anéantie sous le flot démocratique, elle pouvait s'applaudir d'avoir réussi à élever les classes inférieures si elle se trouvait, en l'an de grâce 1896, en présence d'une sorte de Parlement ouvrier.

Sans nous arrêter au Congrès régional de Lille en juin 1895, qui eut une très grande importance et qui forme comme un anneau entre les nombreux congrès locaux et le Congrès National, fixons notre attention et concentrons les détails dignes de remarque sur celui-ci.

Le Congrès avait été fixé aux 24, 25, et 26 mai 1896, et il devait se tenir à Reims. Cet honneur revenait bien à la ville qui avait été le berceau de la démocratie chrétienne ; en outre, en cette année 1896, on célébrait dans la ville où avait été baptisé Clovis le quatorzième centenaire de cet évènement d'où était sortie la France chrétienne; elle avait été désignée comme un lieu de pèlerinage, comme le point d'appel de manifestations pieuses et de témoignages de reconnaissance. Aucun endroit n'était plus propice pour permettre à la démocratie chrétienne d'affirmer de quel esprit elle était et à quelle source elle comptait prendre ses inspirations pour assurer à la France la continuation, dans l'avenir, de son passé de gloire.

Ces dispositions des démocrates qui allaient se réunir à Reims avaient été indiquées et précisées dans la *Démocratie chrétienne*, par M. l'abbé Raux, professeur au grand séminaire d'Arras, qui s'était donné la tâche de traduire la pensée des Congrès Ouvriers devant le public. S'il est vrai que l'important à connaître dans un mouvement c'est l'orientation, et l'essentiel à savoir pour avancer est de savoir où l'on marche, personne n'était mieux à même que M. Raux de faire la lumière sur ces points, pour le plus grand profit de ceux qui étaient en route comme de ceux qui pouvaient les observer. La démocratie chrétienne après quatre ou cinq ans de progrès ininterrompus, était d'ores et déjà un fait. Toute colorée et même pénétrée de religion qu'elle fût, n'était-elle pas toujours la démocratie, et la

démocratie n'était-ce pas la souveraineté de l'homme, la négation des droits de Dieu, c'est-à-dire la Révolution ? C'est la question que posaient quelques-uns avec perfidie, un grand nombre avec bonne foi. De la même hauteur où l'on se plaçait pour la poser, l'abbé Raux y répondait, et démontrait que la démocratie est précisément la force opposée à la Révolution, parce qu'elle est la force mise à la disposition de l'homme pour lui faire atteindre le but du christianisme qui est l'union de l'homme à Dieu.

« Et comment unir l'homme à Dieu? Par le perfectionnement de tout ce qui est en lui, — esprit, cœur, sens. C'est en se développant, en s'agrandissant que l'homme s'élève à la hauteur de l'union divine. Par conséquent, tout ce qui développe un intérêt quelconque de la vie humaine en vue de Dieu est un travail chrétien ».

Ainsi la démocratie chrétienne oppose à la Révolution principe à principe. Mais où sont les signes de son christianisme?

« Beaucoup de chrétiens se font du christianisme une conception fort étroite, vraiment étrange. Habitués, — suivant l'erreur du temps, — à regarder la religion comme une spécialité, un domaine séparé, un coin à part dans l'existence humaine, ils en arrivent à renfermer toute l'idée chrétienne dans un formalisme spécial, fait de pratiques, manifestations, confréries et œuvres religieuses de détail. Que l'idée chrétienne puisse exister réellement quelque part sans être encadrée dans tels ou tels appareils extérieurs de religion, c'est ce qu'ils ne con-

çoivent guère. Franchement, n'y a-t-il pas là une erreur profonde et un sérieux danger?

« Pour la démocratie chrétienne, le christianisme est le *principe vital interne* qui s'incarne dans tous et chacun de ses éléments. Ces éléments sont, si nous les considérons par rapport au but, l'ascension du peuple sous tous ses aspects; par rapport à la conduite, les lois divines et humaines à observer pour atteindre ce but; par rapport aux moyens, toute l'organisation ouvrière avec toutes les institutions économiques, professionnelles, politiques, destinées à le réaliser.

« Or, à tous ces éléments réunis en un seul tout, l'idée chrétienne doit donner la vie. Elle doit diriger, coordonner, animer tout le corps, de même que l'âme anime le corps de l'homme... Voilà le mouvement ouvrier chrétien dans sa structure substantielle. Sous l'inspiration vitale de l'idée chrétienne, chacun des éléments constitutifs de ce grand corps se développe suivant la place et la fonction qui lui revient. Et alors, chacune des opérations vitales du mouvement devient un acte essentiellement chrétien : études sociales, propagande parlée, écrite, construction et développement des syndicats professionnels, actes publics de légitime revendication, en un mot, tout ce qui est un acte quelconque du mouvement est, par le fait même, un travail chrétien. Il est chrétien, dis-je, essentiellement, alors même que la proclamation extérieure n'en serait pas *affichée à chaque pas*. Quand l'âme est dans le corps, tous et chacun des actes vitaux du corps viennent d'elle, et, par eux-mêmes, mani-

festent sa présence. Alors même qu'on ne songe pas à elle, qu'on ne l'affiche pas, l'on voit bien, l'on sait bien que l'âme est dans le corps et qu'elle n'est étrangère à aucune de ses opérations. Ainsi en doit-il être de l'idée chrétienne animant le corps du mouvement ouvrier. Avec elle tout y est chrétien, absolument tout; sans elle, rien ne l'est, absolument rien, pas même les œuvres religieuses qui viendraient s'y mêler.»

Voilà de la clarté ! C'est à cette lumière que la démocratie chrétienne veut être examinée et appréciée. Les ouvriers du Congrès national de Reims montrèrent par leurs discours et par leurs actes que ces vues étaient les leurs et que cet esprit est bien celui qui les animait.

Les patrons du Congrès étaient très nombreux. Outre un certain nombre de dignitaires ecclésiastiques, une trentaine d'industriels envoyèrent leurs félicitations et leurs encouragements. Aux marques de sympathie venant de cette source, les ouvriers furent très sensibles. A deux reprises, le Souverain Pontife envoya sa bénédiction en formulant la confiance qu'on se conformerait à ses enseignements ; il l'envoya d'abord à la Commission préparatoire qui, depuis cinq mois, se livrait au travail le plus intense pour assurer moins le succès extérieur que les fruits et les résultats pratiques du Congrès; puis au Congrès même, au début de ses travaux.

Six cents délégués d'associations existantes composèrent l'assemblée ; du moins eux seuls eurent le droit de vote, les autres individua-

lités n'étant admises qu'à titre de membres consultants.

Ce fut vraiment un beau spectacle, et ceux qui ne veulent reconnaître au peuple, pour le gouvernement de sa propre vie comme pour le gouvernement de la société, qu'un rôle passif, auraient eu, s'ils avaient pu en être témoins, une révélation ! A la seule lecture des rapports si nombreux, si documentés, si judicieux, qui avaient été envoyés de tous les centres à la Commission, la *Démocratie chrétienne* s'écrie : « L'on ne peut s'empêcher d'un sentiment de respect quand on se rend compte de la somme de travail et d'études que ces documents représentent ».

La Commission avait divisé le programme et le questionnaire qui y était joint en deux grandes parties : intérêts généraux, intérêts particuliers. La première partie comprenait trois sections : le principe chrétien, le programme ouvrier, l'organisation ouvrière ; la seconde partie en comprenait quatre : l'agriculture, les petits métiers, la grande industrie, les employés, avec l'indication, à côté de chaque énoncé, de l'idée réformatrice dominante, c'est-à-dire les associations agricoles, la réorganisation professionnelle pour les petits métiers, les abus à réformer dans la grande industrie, et, pour les employés, des revendications spéciales.

C'est en séances générales que se discutèrent les questions de la première partie, où la fixation du programme même de la *Démocratie chrétienne* fut un peu sacrifiée à la question urgente et capitale de son organisation.

L'examen et la discussion des questions de la dernière partie eurent lieu en séances de commissions. Le tout était couronné par des séances du soir où l'on entendait les leaders de la démocratie.

Disons d'abord quelques mots des séances de commissions, où l'on s'occupait des intérêts particuliers compris dans la deuxième partie du programme.

Dans ces séances d'études, comme par la force des choses, l'esprit se portait toujours, en suivant d'ailleurs la marche des rapports présentés, à deux ordres d'observations : la partie critique et la partie positive, autrement dit, les abus à réformer et les remèdes à proposer. C'est triste à constater, mais sur toute la ligne, dans tous les domaines de l'activité française, comme dans un pays purement païen, il y a un abus général qui existe, qui est codifié ; c'est, d'une part, que le pauvre est toujours sacrifié au riche, le producteur sacrifié à l'oisif, et, d'autre part, que la terre est toujours sacrifiée à l'argent. Ecoutez cet extrait d'un rapport :

« En 1871, l'Assemblée nationale était dans la nécessité d'établir de nouveaux impôts. Pensez-vous qu'elle ait songé à frapper les énormes capitaux dont disposent les Compagnies d'assurances, qui donnent de si beaux dividendes à leurs actionnaires ? l'Assemblée nationale s'en garde bien, elle frappe les primes d'assurance de 10 0/0; et comme la masure du pauvre couverte en chaume paie des primes 6 et 8 fois plus élevées que le palais en pierre de taille du riche, l'impôt frappe 5 et 8 fois plus le pauvre que le riche. J'ai laissé dire qu'il y avait une Académie des sciences morales et politiques. De quoi s'occupe-t-on aux séances ?

Ecoutez encore ceci où il est question des hypothèques :

« Comment pénétrer dans cette forêt de Bondy, au milieu de laquelle la propriété est livrée sans défense à tous les hommes d'affaires, à tous les hommes de loi ? Alors que le revenu du sol est tombé au-dessous de 2 0/0, la terre emprunte à 6, 7 et 8 0/0. Et cela n'est pas près de changer. Personne ne trouve rien à faire. Nous avons des magistrats éminents, une administration de l'enregistrement et des hypothèques de haute valeur, des avoués, des notaires, des huissiers, des greffiers instruits et honnêtes, qui connaissent le fort et le faible de la loi. Tous ces messieurs sont de la graine de conseillers généraux, de députés, de sénateurs, de ministres : Voit-on la moindre réforme ?... L'Etat trouve à emprunter à 2 1/2, la terre, ce fondement de l'Etat, doit payer 6. Quand il s'agit du sol qui est l'origine de la propriété mobilière, aucune des règles qui s'appliquent à celle-ci n'a plus sa raison d'être ! Et cependant le remède a été indiqué il y a longtemps. Sous Louis-Philippe, un avocat, Pougeard, député de Bordeaux, proposait à l'Etat de recevoir l'argent des caisses d'épargne à 3 0/0 et de les vendre à 3,50 à l'agriculture sur billets hypothécaires qui auraient circulé comme les billets de la banque de France. Mais ce système était trop beau et trop simple !... Que seraient devenues les honorables corporations des notaires, des avoués, des huissiers, des juges, qui vivent de l'hypothèque ? Qui donc a jamais entendu parler du système de Pougeard ? »

Et enfin ceci à propos de l'octroi :

« Sur quels objets tombe l'octroi ? Sur le vin, la viande, les fourrages, les grains, les bois, tous produits agricoles. A quoi sert l'octroi ? A subventionner les bureaux de bienfaisance, les écoles, les hospices, les hôpitaux;

les théâtres, les cirques, les sociétés de gymnastique, de musique. Joies, douleurs, tristesses, plaisirs, l'octroi suffit à tout. Et vous voulez que le paysan n'abandonne pas sa chaumière pour la ville, où il trouve soulagement pour ses misères, depuis l'enfance jusqu'à la mort à l'hôpital, et satisfaction de ses désirs quand il est bien portant ? Il faut bien qu'il émigre à la ville, car même ce lit d'hôpital fondé par des gens qui ont donné leurs propriétés aux hospices, ce lit d'hôpital lui est refusé par l'hospice dont les revenus reposent en grande partie sur la terre qu'il arrose de ses sueurs, s'il continue à habiter la campagne. »

Les remèdes à proposer découlent de la critique même de l'état de choses existant. En conséquence, après discussion et délibération, le Congrès demanda, en ce qui concerne l'État, la suppression des octrois, une plus équitable répartition des charges publiques, la création de chambres d'agriculture, enfin et par-dessus tout, un ouvrier ne pouvant être privé de ses instruments de travail, et l'instrument de travail de l'ouvrier de la campagne étant son champ, la reconnaissance par la loi du bien de famille incessible et insaisissable ; en ce qui concerne l'initiative privée, le Congrès prôna sous toutes les formes l'idée d'association et recommanda l'établissement de sociétés de secours mutuels et de crédit, caisses de famille, caisses d'assurances, caisses rurales. Il insista sur l'observation du dimanche, que les agriculteurs doivent consacrer à l'accomplissement de leurs devoirs religieux, au repos et à l'étude de leurs intérêts.

Passant aux petits métiers, il constata qu'ils ne sont pas, eux, victimes de l'Etat, mais du développement économique et que leurs ennemis sont les grands magasins. Le remède est dans une surveillance plus sérieuse de l'Etat, de ce qui se passe dans ces magasins, dans une taxation plus élevée, surtout pour les liquidations fictives et les déballages, dans des mesures efficaces contre les épouvantables abus à l'égard de la main d'œuvre quand on fait confectionner, par exemple, pour *cinq sous*, à de pauvres femmes, des chemises, des bourgerons, et autres vêtements. Il y a, comme remède positif, l'association des petits commerçants pour acheter en commun et à meilleur marché leurs matières premières. Il y a surtout comme remède radical auquel on doit tendre, l'organisation professionnelle du travail qui reconnaîtrait ses droits et ferait sa part à chacun des membres d'une même industrie.

Le troisième article du programme discuté en séances de commission concernait la grande industrie et intéressait par conséquent la plus grande partie des membres du Congrès. C'est là qu'il y a eu le plus intéressant échange d'idées, que s'exerça le mieux la sagacité, la pénétration d'esprit, le bon sens, la verve, l'éloquence fruste et la franchise de ces braves gens qui parlaient de ce qui était leur pain quotidien, pain souvent noir, tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel. Le moyen qui paraissait à tous le plus désidérable à tous les points de vue, le plus digne, le plus efficace pour parer aux abus

criants qui se passent dans les ateliers, est le Conseil d'usine. D'excellentes indications furent données sur le meilleur mode de paiement, sur la manière de limiter l'autorité souvent tyrannique des contre-maîtres, de faire respecter la liberté de conscience.

« Une bonne éducation et une solide instruction religieuses sont fort désirables pour le peuple, afin qu'il trouve en elles les moyens et la force de faire respecter ses croyances et pratiques. Cette éducation et cette instruction, il les recevra dans les patronages chrétiens qu'on ne saurait trop soutenir et recommander. »

Pour les employés, qui étaient au Congrès au nombre d'environ soixante délégués, on s'occupa de leur placement, de la question de leur minimum d'appointements, du respect de leur liberté de conscience ; on conseilla l'institution de conseils de prud'hommes, d'associations syndicales en vue d'établir caisses de retraite, de chômage, sociétés de secours mutuels, etc.

Mais ce n'est pas, il faut se hâter de le dire, dans ces séances de commissions qu'était le principal intérêt de ce premier congrès national. Dans cette première rencontre des délégués de toutes les Unions et de tous les principaux groupes isolés, ce qui importait, ce qui était l'objet des vœux et de l'attente anxieuse de tous, c'était la création du lien commun qui ferait de toutes ces énergies disséminées une immense force, c'était l'organisation générale et la Fédération des ouvriers démocrates français en un grand Parti démocratique chrétien.

C'est à quoi on s'employa dans les séances générales qui eurent lieu pendant la première journée, celle du dimanche.

Après avoir soumis et fait accepter à l'assemblée les grandes lignes du programme qui serait celui du parti, on demanda aux délégués des groupes qui n'étaient pas encore constitués en Union de procéder, une fois retournés chez eux, à cette opération sans retard. Les délégués des groupes des Vosges, des Basses-Pyrénées, de Dijon, de Lunéville, de Toulon, de Marseille, de Bordeaux, en prirent l'engagement, et la scène, au milieu de l'émotion générale, « ne manqua pas de grandeur ».

Une question qui souleva des doutes et donna lieu immédiatement à une discussion, fut celle de l'attitude politique du parti. « Un parti est une personne morale, il ne peut se tenir dans une neutralité passive touchant la forme du gouvernement. »

Quelques délégués, qui cependant se déclaraient républicains par conviction personnelle, objectèrent que si le parti se déclarait officiellement républicain, on s'aliénerait certains groupements dont on peut espérer le concours sur le terrain social. Mais, d'autre part, les représentants d'autres unions affirmèrent qu'il leur était nécessaire de déclarer au grand jour leur opinion républicaine. Le peuple n'admet pas les demi-mesures et les réticences. Là où il en rencontre il suppose, non sans fondement, un défaut de franchise et de sincérité.

« Cet argument de bon sens, corroboré par

l'expérience des délégués qui avaient pris contact avec le peuple, dans les réunions publiques, fut fortifié par l'évocation de la grande figure de Léon XIII, et le souvenir de ses instructions.

« Le Pape, s'écria un ouvrier, le Pape que d'aucuns présentent comme mal informé, a lu à distance, semblerait-il, la pensée intime du peuple français. Car voici que vos délégués, qui, dans des périodes électorales ardentes, ont communiqué avec l'âme populaire jusque dans les rangs les plus humbles de la société, déclarent, comme Léon XIII, qu'à moins d'être républicain et de professer hautement cette opinion politique, il n'y a point de contact possible avec le peuple. »

Il n'y avait pas à tergiverser, on n'hésita point.

« Toutefois, afin de bien maintenir la distinction entre l'action sociale et l'action politique proprement dite, et concilier la discipline la plus rigoureuse avec une certaine flexibilité d'application, on s'arrêta à la formule suivante :

« Le parti démocratique chrétien, estimant que les questions sociales priment toutes les autres, laisse à chacun de ses groupements la liberté de se placer ou non sur le terrain politique ; mais si ces groupements se placent sur le terrain politique, ils doivent se déclarer nettement *républicains démocrates.* »

« Le titre adopté, le programme initial formulé, l'attitude politique déterminée, on pouvait passer à l'organisation même du parti (1). »

(1) *Démocratie chrétienne*, juin 1896.

La pièce maîtresse de cette organisation fut la constitution d'un Conseil national composé de deux délégués des Unions existantes et d'un délégué de chacun des grands centres où elles étaient à créer. Sa mission était de gouverner le parti, en respectant la liberté de mouvement des Unions et des groupes fédérés, mais en ne négligeant rien pour développer le parti et y maintenir l'unité de vues et d'action. Chacun des membres devait présider les réunions du Conseil à tour de rôle ; il n'y avait en permanence qu'un secrétaire général résidant à Paris. Ce secrétaire fut M. Delavenne.

Aux séances du soir, des discours furent prononcés par M. l'abbé Lemire, M. Thellier de Poncheville, de Mun, Dombray-Schmidt, Leclerq, Villain, Malfille, Buiron.

Le Pape témoigna à M. Harmel sa grande satisfaction. Il lui parla en particulier du discours prononcé à l'ouverture du Congrès par M. Payan : « Nous avons lu le discours du président ouvrier du Congrès de Reims, nous l'avons trouvé excellent de tous points, sage, et mesuré ». Un autre témoignage partit du camp opposé où le citoyen Gérault-Richard, dans la *Petite République*, laissa échapper cet aveu : « Avant qu'il soit longtemps les soi-disant démocrates chrétiens auront pris contre nous la première place dans la bataille sociale ; ce sont eux que nous devons redouter par dessus tout ; c'est sur eux que nous devons veiller sans répit ; ce sont eux que nous devons combattre sans merci. »

IV

L'effet de ce Congrès fut considérable. L'impression fut cependant plus grande sur le monde des publicistes, des politiques, de tous ceux qui voient d'un peu près les choses, que sur le public. Le mot de Gérault-Richard venait de la révélation soudaine faite à ceux qui observent, d'une puissance nouvelle, d'un avatar redoutable du parti catholique. La masse fut moins frappée de la manifestation de Reims, parce que précisément tout s'y passa en toute modération et réserve, et qu'on ne chercha pas à faire une manifestation.

Il n'en devait pas être ainsi des deux Congrès organisés, l'un en cette même année 1896, l'autre, l'année suivante, par les démocrates chrétiens de Lyon. Ici, ce que l'on voulait, c'était frapper l'opinion, c'était non pas discipliner des forces lentement amassées par un travail méthodique, mais crier à la grande foule exploitée et trompée par tant de charlatans la vérité démocratique chrétienne et, comme autrefois saint Pierre, lancer sur la haute mer le grand filet des conversions. Depuis deux ans les divers groupes de la *Chronique du Sud-Est*, de l'Union nationale, de la Démocratie chrétienne proprement dite, de la *France Libre*, dont nous avons vu les commencements, avaient pris un développement superbe. Il y avait parmi ces jeunes gens une intensité de vie à peine croyable. Peut-être n'avaient-ils pas tous un sentiment bien juste des

exigences de la situation, peut-être la partie négative du programme de la démocratie chrétienne, qui consistait à éliminer les éléments d'une organisation sociale pour faire place à une autre, avait-elle leur préférence parce qu'elle permettait de donner des coups ; mais de plus braves, de plus sincères, de plus complètement livrés à l'espoir d'un renouveau, il n'y en avait point.

Le principal organisateur de ces congrès qui se firent au nom de la *France Libre* fut M. Victor Berne, le directeur de la *Chronique du Sud-Est*, la force invisible de tout le mouvement, l'esprit caché qui donnait l'impulsion, qui distribuait discrètement dans tout l'ordre et la vie.

Sous le nom de Congrès national de la démocratie chrétienne, le premier Congrès en comprenait en réalité quatre : Congrès anti-maçonnique, anti-sémite, de la démocratie chrétienne, de l'Union nationale. Il dura toute la dernière semaine de novembre 1896.

Ce fut une semaine d'agitation dans tout Lyon. Il y eut même un incident qui exalta au plus haut point les esprits et faillit marquer ces démonstrations patriotiques d'un signe tragique. Ce fut l'incident du drapeau.

Ce drapeau était celui de la *France libre*, que quelqu'un reçut commission d'aller chercher au bureau du journal pour le transporter dans le lieu des réunions. Comme tout le mouvement du Congrès n'avait pas laissé que de nécessiter les attentions de la police, cette démarche banale fut remarquée, et un excès de zèle poussa un

agent à s'emparer du drapeau et de celui qui le portait, sous prétexte, sans doute, que sur les trois couleurs était brodée une croix avec une inscription. On s'imagine l'effet produit quand la nouvelle en arriva au Congrès. Ce fut une effervescence extraordinaire. Cependant, au bout d'un moment, quelques explications ayant suffi pour faire remettre en liberté le porteur du drapeau avec sa précieuse charge, il parut au milieu de l'assemblée où il fut accueilli par de frénétiques acclamations. L'incident pouvait être clos, mais c'était le soir, on était très échauffé, la reddition du drapeau ne parut pas suffisante, il y avait eu un outrage, il fallait une éclatante réparation. On résolut donc de se masser autour du drapeau, et de le reporter en triomphe, tout déployé, à la *France libre*. M. Thierry assuma le terrible honneur de le porter et de le défendre.

Le cortège organisé par le vicomte d'Hugues, député des Basses-Alpes, et composé sans exagération de douze à quinze cents jeunes gens, traversa quelques rues sans être inquiété le moins du monde. C'était tranquille et majestueux. Mais au moment où il allait déboucher sur la place Bellecour, la masse noire des agents l'avertit qu'il allait falloir serrer les rangs. Thierry, lui, serrait son drapeau, qui allait être l'enjeu de la bagarre.

Véritablement on ne voit pas pourquoi on n'aurait pas laissé le cortège poursuivre sa marche, et pourquoi la police éprouva le besoin de troubler l'ordre, d'occasionner une rixe et de menacer la vie des citoyens. Elle se précipita

sur les rangs des catholiques comme une masse. Alors la mêlée fut effroyable, les coups de poing, les coups de pied, les lambeaux de vêtements pleuvaient de tous côtés. Mais c'est autour de Thierry que la bataille était rude. Non seulement les agents l'assaillaient de coups, mais pour lui faire lâcher son drapeau, ils lui massacraient les mains, ils lui faisaient des crocs-en-jambe. Finalement, comme rien n'avait raison de sa résistance, il y en eut un qui le prit par la ceinture et, d'un coup sec, il essaya de lui casser les reins. Le pauvre garçon tomba en poussant un cri. Les amis le relevèrent et le transportèrent à la pharmacie voisine.

D'autres avaient repris, non le drapeau qui était tout en loques dispersées, mais la hampe. Mais ce petit groupe fut habilement poussé jusque dans un poste peu éloigné où il n'avait plus qu'à se rendre. Comme il s'y refusait, c'est le vicomte d'Hugues qui le fit céder en obtenant du commissaire la promesse formelle que la hampe du drapeau leur serait rendue le lendemain. Au lieu du drapeau ils eurent quatorze procès-verbaux, et le vicomte d'Hugues lui-même fut maintenu au poste.

Cet exploit valait mieux que les plus beaux discours, et Thierry reparaissant dans une des séances suivantes, était une leçon de courage plus éloquente que les plus belles exhortations.

Si jamais cependant l'éloquence fut inspirée et capable de secouer les volontés les plus somnolentes et les dévouements les plus attiédis, c'est là, dans ces séances du soir au cirque Rancy, où

un bon vieillard, rajeuni par tant de verve, disait un soir qu'il n'avait jamais entendu si bien parler et qu'il avait vu là des mouvements d'éloquence qui devaient égaler les plus beaux de l'antiquité. *Multitudo facit oratorem*, avait dit Cicéron. C'est bien vrai. La seule vue de la foule qui se pressait sur les vastes gradins du cirque devait saisir un orateur tout entier et lui arracher des mouvements inconnus de lui-même. Le geste, le style, la passion devaient être proportionnés à l'auditoire qu'il fallait embrasser, et cet auditoire frémissant, tout avide d'une parole qui traduisît le tumulte d'impressions qui s'agitait dans son âme, n'était pas inférieur à sept ou huit mille personnes.

C'est dans une de ces séances que se révéla au public l'abbé Gayraud.

Il avait dès le début défendu la politique du ralliement et l'idée de la démocratie dans des articles et des brochures qu'il a réunis dans un volume intitulé : *Questions du jour* (1). Il avait pris la parole dans quelques réunions contradictoires, et il avait assez de notoriété pour que les organisateurs du Congrès de Lyon lui demandassent non seulement un rapport, mais un morceau d'éloquence pour une des réunions du soir. Ce morceau d'éloquence ne ressembla à rien de ce que l'on avait entendu. Tandis que les autres avaient pris l'auditoire par l'imagination ou par le cœur, il fit ce tour de force de le prendre, de le vaincre et de le subjuguer par la

(1) Chez Bloud et Barral.

faculté la plus froide de l'homme, par la raison? Il fit une démonstration, il prouva que le socialisme, considéré non pas au point de vue politique, mais au point de vue proprement social, est le contraire et l'ennemi de la démocratie, et sa démonstration, pleine d'une vérité et d'une lumière entraînantes, en comportait par le fait une autre, c'est que la logique est une passion. La foule qui a le sens droit, se sentait intéressée, soulevée et échauffée par cette logique. On lui avait jusqu'ici apporté des affirmations ou des faits : on lui apportait maintenant un raisonnement et des preuves. La démocratie chrétienne prenait sous cette parole abstraite, claire, pressée, où, comme on l'a dit de celle de Lacordaire, la métaphysique était réconciliée avec l'éloquence, un attrait qu'on ne lui connaissait pas. Ce fut un triomphe ; on était en présence de quelqu'un qui s'annonçait comme un maître ; trois mois ne devaient pas se passer avant que les évènements en fissent un chef.

Le Congrès de l'année suivante, qui se tint dans la deuxième semaine de décembre 1897, eut un caractère plus strictement démocratique et ne fut ouvert qu'aux personnalités de la démocratie chrétienne. Il fut plus qu'une manifestation, il fut un acte, et on peut le considérer comme le prolongement et le complément du Congrès ouvrier démocratique de Reims. Les ouvriers qui avaient figuré avec le plus d'honneur dans celui-ci, M. Leclerq, M. Chartrain et quelques autres, étaient présents. Mais au lieu d'être seuls, comme à Reims, ils étaient là en

concomitance avec les représentants des autres éléments de la démocratie chrétienne, à savoir l'élément intellectuel et l'élément sacerdotal. Le Congrès ne comprenait pas seulement la section ouvrière, il comprenait vraiment la démocratie chrétienne tout entière. Aussi les groupes soit purement ouvriers ou professionnels, soit mixtes, soit intellectuels ou sacerdotaux, s'étant encore étendus et multipliés depuis un an, la circonstance parut-elle tout indiquée pour constituer tout le parti et lui donner un Comité général de direction.

Les membres de la section ouvrière ne firent, séance tenante, aucune opposition ; ils acceptèrent même, nous le verrons, de faire parti du Comité. Mais l'appellation de Parti démocratique chrétien qu'on avait employée à Reims devait, après le Congrès de Lyon et lorsque, sans doute, ils eurent repris contact avec leurs groupes, les jeter dans la perplexité sur la valeur et la légitimité de ce qui s'était fait à Lyon. La situation eût été fort claire si, à Reims, alors qu'on constituait en fédération la section ouvrière du parti, on lui avait donné son véritable nom. Cette section constituée à part comme étant la plus directement intéressée dans le mouvement et la plus importante, restait autonome, maîtresse de son organisation intérieure et de ses mouvements, sauf à se conformer, pour le programme et l'action d'ensemble, aux indications du Comité général. C'était bien la pensée de ceux qui étaient à la tête de cette section, car, dans la démocratie

chrétienne, où un des articles fondamentaux concerne le droit de propriété, il ne pouvait être question de Parti Ouvrier séparé et de guerre de classes. Ce qui les porta à prendre plus tard quelque ombrage, ce ne fut donc pas une question de principe, ce fut une certaine crainte, dans cette période où la pleine liberté de l'initiative ouvrière était nécessaire, de perdre quelque chose de leur autonomie, et peut-être aussi la superstition de la théorie qui voulait qu'un Conseil ne fût régulièrement élu que par des délégués de groupements normalement organisés. Mais les délégués qui avaient nommé le Conseil de Reims lui-même, venaient-ils de groupes normalement organisés ? Tous ces groupes étaient-ils des groupes professionnels ? N'y avait-il pas là les délégués d'un grand nombre de groupes mixtes, ou de cercles d'études ou de confréries ? Une délégation dans les conditions qu'on prétendait n'était alors pas possible et ne le sera pas encore de longtemps. Le Congrès tenu à Reims était donc un congrès ouvrier parce que les ouvriers y dominaient, mais ils n'étaient pas seuls et ils n'étaient pas organisés professionnellement. Mais d'autre part, le comité qui en était issu, entièrement composé d'ouvriers ou d'employés, bien qu'il eût été nommé par des éléments divers et qu'il eût pris le nom de Comité national du parti démocratique chrétien, ne pouvait pas prétendre représenter tout le parti.

A Lyon, la représentation des éléments de la démocratie chrétienne était plus complète, et les

personnalités qui y furent le plus en vue et qui contribuèrent le plus à la constitution du Comité, si elles n'étaient pas régulièrement mandatées, représentaient une force suffisante et avaient derrière elles des troupes assez nombreuses et un public sympathique assez étroitement groupé, pour qu'elles pussent avec quelque autorité s'occuper de l'organisation du Parti.

Une des principales d'entre elles fut M. Desgrées du Loû, le grand propagateur du ralliement et des idées démocratiques en Bretagne.

Dans la séance de l'après-midi du 10 décembre, il fit un petit discours très net :

« Nous sommes une force puisque nous avons une foi profonde dans le résultat de nos efforts, et nous avons une doctrine politique et sociale.

Ne croyez-vous pas qu'il est nécessaire de remettre aux mains d'un certain nombre d'hommes le soin de coordonner les efforts de tous les groupes et individualités qui se sont réunis sous notre drapeau ?

Je viens donc vous demander la création d'un *Conseil national de la Démocratie chrétienne.* Ce ne sera certes pas une institution définitive et il y aura lieu pour le Conseil de se mettre au travail, de compléter le nombre de ses membres. Mais il faut que nous sortions de cette salle en nous disant : « Nous avons un parti organisé ! »

Ce langage prouve que l'organisation du Parti, au point où il en était arrivé, était un besoin ressenti par tous et l'objet de la réclamation universelle.

Voici les noms qui furent proposés et acclamés :

Groupe ecclésiastique : les abbés Dehon, Le-

mire, Naudet, Garnier ; groupe ouvrier : MM. Leclerq, Payan, Dombray-Schmidt, Chartrain ; groupe intellectuel : MM. Harmel, Berne, Mouthon, Lorin; immédiatement on leur adjoignit MM. Desgrées du Loû et Coulazou. M. Harmel fut nommé président du comité, l'abbé Lemire, secrétaire général, et sa maison de la rue Lhomond, à Paris, fut désignée comme lieu ordinaire des séances.

Parmi ces noms, il y en a deux que je n'ai pas encore eu l'occasion de faire connaître, ce sont ceux de MM. Dehon et Lorin ; mais nous n'allons pas tarder à les rencontrer. Il y a une personnalité que je ne veux pas laisser passer l'occasion de présenter, et dont le portrait terminera bien ce chapitre sur la démocratie chrétienne. C'est celle du jeune président de cette réunion où fut constitué le Parti, M. Ernest Billiet.

Sa spécialité, ce sont les conférences. En 1897 il n'avait pas encore vingt-cinq ans, il avait déjà fait plusieurs séries de tournées et porté dans toutes les principales villes la bonne nouvelle démocratique.

A l'époque révolutionnaire, Billiet aurait dominé les clubs, que rappelle par tant de côtés son genre d'éloquence. Sauf la déclamation, il a tout des tribuns de cette époque, l'audace, le sang-froid, la spontanéité oratoire, l'intransigeance républicaine.

Devant une assemblée de socialistes ou d'anarchistes, il se montre d'abord passif, aimable, indifférent et tenace. Les injures, les paroles violentes glissent sur sa physionomie sceptique,

en apparence distraite. Par intervalles, une réplique cinglante fait l'effet d'une riposte qui arrache sinon à l'adversaire, du moins à une partie de l'auditoire, le cri classique : touché ! La meute s'adoucit et se tourne peu à peu de son côté. La finesse de son esprit, son bon sens, la pleine possession de lui-même ébauchent la victoire ; les éclats de sa voix tonitruante et dominatrice l'achèvent.

On ne pouvait rendre un plus bel hommage à sa valeur que de lui demander de présider la séance où devait être constitué le Conseil national de la Démocratie Chrétienne française.



CHAPITRE IX

L'Action Sacerdotale

I

Dans une audience particulière, en décembre 1893, le Souverain Pontife Léon XIII faisait entendre à Mgr Germain, évêque de Coutances, les graves paroles suivantes : « Conseillez à vos « prêtres de ne pas s'enfermer entre les murs de « leur église ou de leur presbytère, mais d'al- « ler au peuple et de s'occuper de tout cœur de « l'ouvrier, du pauvre, des hommes des classes « inférieures. En notre temps surtout il faut « combattre les préjugés et combler l'abîme « entre le prêtre et le peuple. Il faut faire sen- « tir à tous l'influence salutaire de la religion. « Que le prêtre, sans jamais se lasser, donne « ses soins à l'ouvrier, qu'il aille le voir, qu'il « le fréquente, et qu'il lui rende personnellement « des services matériels quand cela est néces- « saire, et toujours des services spirituels. En « un mot, que le prêtre se souvienne que l'Evan- « gile doit être annoncé aux pauvres. »

Il y avait toute une révolution dans ce pro-

gramme, tant était profond le renversement des choses opéré par l'envahissement progressif des idées païennes. En s'inféodant au Roi, le clergé s'était inféodé aux riches. C est ainsi que le peuple a perdu la foi. Il s'agissait maintenant, non en s'inféodant à la République et à la démocratie, mais du moins en saluant d'un geste sympathique et avec la fierté du patriotisme l'avènement de ces puissances, de se remettre en grâce auprès du peuple et de tâcher de lui rendre la foi qu'il avait perdue.

Le rôle du clergé était donc immense, on doit dire capital, dans l'œuvre de réaction chrétienne et de réédification sociale entreprise par Léon XIII. Nous avons vu ce qu'il avait fait sur le terrain politique et social pour détacher sa cause de celle des régimes passés et du bourgeoisisme conservateur, et pour se rapprocher du peuple ; nous allons voir ce qu'il a essayé sur le terrain religieux pour répondre au besoin des âmes et raviver la foi.

Je demande pardon ici de me mettre en scène, mais à partir de ce moment, la Providence a voulu que je fusse mêlé d'un peu plus près à l'activité générale, et le peu que j'ai fait est une goutte qui a eu sa place dans un courant.

En dehors des articles que je donnais au *Peuple Français,* je bornais, un peu par force, ma sphère d'action à l'Ecole Fénelon. Je n'y étais pas très occupé, mais j'étais prisonnier. J'eus vite fait d'y agrandir le cadre de mes occupations. J'instituai, entr'autres, des conférences du dimanche que je fis, alternativement avec

M. Girodon, pendant deux ans. Mais, au commencement de l'année scolaire 1895, je résolus de mettre à exécution un projet qui me tenait au cœur depuis longtemps. L'Ecole Fénelon était un terrain d'apostolat bien étroit. Les vérités que je prêchais là, que je faisais entendre aux élèves ou aux personnes qui venaient du dehors, j'avais toujours l'intime sentiment qu'elles manquaient à la masse, au peuple, que l'ignorance religieuse était, bien plus encore que l'immoralité, la plaie de ce siècle, que s'il y avait tant de préjugés sur la religion, c'est qu'on ne l'avait jamais connue, qu'elle n'avait pas été enseignée, et qu'il y avait enfin dans notre dogme, dans notre morale, dans notre histoire de l'Eglise, des trésors et des merveilles qu'on admirerait et qu'on aimerait avec passion le jour où ils seraient révélés. Ce qui parle tant à nos âmes, à nous prêtres, à nous catholiques instruits, pourquoi ne dirait-il rien aux autres, à cette multitude dont la misère est si profonde et dont les plus mystérieuses aspirations sont toutes religieuses ? Bref, il fallait prêcher. Mais pour mille et mille raisons le peuple ne venant plus dans les églises, c'est dehors qu'il fallait lui porter le pain de la prédication.

Une fois l'idée mûrie, j'essayai d'arrêter un projet. Je fus vite fixé. Comme il fallait se circonscrire sans prétendre aborder tous les auditoires, il me parut que parmi les ignorants en matière religieuse, ceux dont il importait le plus d'éclairer l'esprit ou de rectifier les opinions, c'étaient les étudiants. Ils ont des cours sur tout,

sauf un cours d'instruction religieuse. C'est celui-là qu'il faudrait leur faire. Cela ne me parut pas très compliqué. Il n'y avait qu'à annoncer une conférence sur un sujet religieux par voie d'affiche, louer une salle, et leur parler.

Ainsi essayai-je de faire. Je choisis la salle de l'Hôtel des Sociétés savantes, et je tâchai de me procurer les éléments d'une réunion. J'aurais voulu avoir comme président M. Ollé-Laprune. Personne ne me paraissait mieux indiqué pour couvrir de son autorité et protéger de sa présence une initiative qui ne laissait pas que d'être périlleuse. Je fus le trouver pour lui demander d'abord son avis sur le projet. Ce fut une approbation très chaude. Quant à présider, je le ferais sans hésiter, me dit-il, mais il me semble que puisqu'il s'agit de donner un enseignement religieux, il vaut mieux que vous ayez avec vous un prêtre et que tout, dans votre séance, ait un caractère de prédication. L'observation me parut juste. Je m'adressai à deux ou trois prêtres, qui refusèrent. Je dis alors à un de mes jeunes confrères de l'Ecole Fénelon, qui n'avait encore prêché ni hors des églises, ni dedans : « Eh bien, mon président, ce sera vous ! » Il ne voulut d'abord pas y croire, puis il accepta. Je lui dis : « Ecrivez une petite allocution que vous apprendrez par cœur et que vous réciterez sans vous laisser arrêter, puis vous me donnerez la parole et vous me laisserez faire ».

Je fis faire des affiches portant en tête cette mention : « Groupe ecclésiastique des démocrates chrétiens ». J'annonçai la première conférence

pour le 17 décembre, à huit heures et demie du soir, avec ce sujet : *Le Dogme catholique et la Démocratie*. Je fis imprimer la même annonce sur de petits bulletins que je fis distribuer pendant plusieurs jours dans tout le Quartier latin.

Le moment de la conférence arriva. Dans une salle à moitié pleine, quatre soutanes parurent sur l'estrade. Mon jeune confrère s'était fait accompagner d'un de ses amis ; de mon côté, ne me sentant pas présidé, j'avais prié l'abbé Bordron de venir me donner, à toute éventualité, un coup de main. Bien que jeune encore, c'était déjà un vieux loup de mer qui, dans les réunions publiques, avait bravé bien des tempêtes.

Dans les premiers rangs j'aperçus M. Ollé-Laprune et M. Georges Goyau, venus pour encourager un ami et intéressés par cette nouveauté. Sur les plus hauts gradins de l'amphithéâtre, un fort groupe de socialistes était massé avec l'intention très évidente de troubler la conférence.

Le président se leva. Il récita sa courte allocution sans se laisser démonter par deux ou trois plaisanteries lancées en manière d'interruption.

Je commençai ensuite mon discours. J'employai plus d'un quart d'heure à faire accepter soit ma personne, soit le sujet. Je fus aussi démocrate et aussi républicain qu'on peut l'être, prêtant largement le flanc aux interruptions de quelques imberbes royalistes. J'en avais été d'abord agacé, je vis ensuite que leur hostilité me faisait du bien auprès de ceux dont je voulais gagner l'attention. Ils attiraient sur eux tout l'odieux d'opinions réactionnaires, et par con-

traste, me faisaient paraître libéral. C'est tout ce que je voulais, faire tomber ce préjugé qu'on ne peut pas causer avec un prêtre parce qu'il est suspect.

« Mon intention, leur dis-je, n'est pas de venir ici réfuter le socialisme. Je suis de ceux qui respectent toute opinion sincère, mais j'ai la confiance de trouver aussi devant moi des hommes qui respectent la mienne. Je suis de ceux qui pensent que dans la redoutable crise que traverse la société, au lieu de passer notre temps à nous anathématiser les uns les autres, il vaut mieux travailler à nous éclairer mutuellement et dire chacun sincèrement ce que nous croyons être la vérité. Ce que j'apporte, moi, dans cette grande étude, comme contingent de lumière, c'est l'idée catholique. Je n'ai que la prétention de vous l'exposer, de vous la faire connaître, afin que vous puissiez la juger en connaissance de cause et peut-être vous y rallier ».

La bienveillance étant ainsi gagnée et les esprits bien disposés, j'entamai mon sujet, dont j'avais fait le cadre très large pour pouvoir y faire entrer beaucoup de détails. Deux grandes idées se le partageaient : la démocratie tend à deux choses, à plus de bien-être et à plus de lumière ; le dogme catholique lui donne satisfaction sous ces deux rapports : sous le premier, car le dogme catholique est la doctrine de la vie et du bonheur malgré la loi de la souffrance, sous le second, car le dogme catholique est la vérité. Dans la première partie, je trouvai l'occasion de parler de l'économie providentielle, de Jésus-Christ, de l'expiation, de la puissance du sacrifice, du pardon des injures, de la communion. Cette

technique du dogme, cette révélation de la structure intime de la religion qu'on est très porté à confondre avec des pratiques extérieures quelquefois puériles, fut écoutée avec un grand intérêt. Dans la deuxième partie, quand j'exposai que l'adhésion à la vérité catholique, que la foi était l'affranchissement non seulement de l'esprit, mais de la société tout entière, j'eus des applaudissements unanimes.

« On dit que le dogme ayant été fixé une fois pour toutes, est devant la pensée comme une borne qui l'empêche d'avancer et de réaliser aucun progrès. Il y a là un malentendu. Le dogme ne se trouve pas sur le chemin de la pensée ou plutôt sur les mille chemins qui sont le domaine de la pensée. Il ne décrète rien sur les arts, sur la littérature, sur les sciences, sur l'histoire. Il abandonne aux savants ces grandes et belles choses. Sait-on où il se trouve? Ce n'est pas en travers du chemin de la pensée, qu'il voudrait, au contraire, prolonger et élargir dans la mesure même de l'infini: c'est au bout qu'il se trouve avec l'idée de Dieu, avec l'affirmation de Dieu, qui est la clef de voûte et comme le nœud synthétique de toutes choses. Ici effectivement l'esprit humain rencontre toujours le dogme, qui ne lui permettra jamais ni de supprimer Dieu, ni de le défigurer; seulement, dans ce cas, ce n'est pas le progrès qu'il empêche, c'est le recul.

Dieu supprimé en tant que dogme, il ne reste plus, en effet, que l'homme en présence de tout, souverain maître de tout. Mais quel homme? Tout homme? Il s'en faut. Mais un certain homme que nous connaissons bien pour l'avoir vu agir dans l'antiquité et pour le voir reparaître de temps en temps au milieu de nous, toutes les fois que l'arbre du dogme catholique est un peu secoué. Cet homme, c'est l'aristocrate de l'esprit, qui connaît

mieux Dieu, dit-il, que les prêtres, qui n'en a pas comme eux une idée grossière, qui le dégage, l'épure, le dissout, dans une définition où l'équivoque des mots ne laisse entendre bien clairement qu'une chose, c'est que Dieu pour lui n'est que son propre esprit qui s'adore. Malheureusement, comme l'adoration ne se partage pas et qu'il n'y a pas de degré dans la divinité, l'aristocrate de l'esprit n'a que du dédain pour l'épaisse intelligence du vulgaire, le peuple n'est pour lui qu'un vil bétail destiné à le nourrir, Ernest Renan disait : « De l'engrais » pour faire pousser de belles intelligences comme la sienne ! Le dogme détrôné, c'est le peuple découronné, le peuple ramené à l'esclavage, à l'ilotisme, au joug de la loi souveraine de la force.

L'intervention du dogme est donc un progrès, et la science qui tend à le supprimer, ne va pas en avant, mais en arrière. C'est pourquoi elle fera toujours banqueroute tandis que le dogme projettera sur nous des rayons de plus en plus vifs, des sommets où l'a placé le Christ et d'où il ne descendra jamais ! »

Je parlais en me promenant de long en large et en me livrant complètement. Le succès fut réel. Je reçus beaucoup de félicitations, soit de vive voix immédiatement après la séance, soit par lettres.

Le surlendemain je traduisis mes impressions dans le *Peuple Français*, et, envisageant les conditions nouvelles de l'apostolat et de la politique religieuse en face des exigences modernes, j'écrivis ce fameux passage que, depuis, les journaux réfractaires ont transcrit si souvent et m'ont tant reproché :

« Il y a dans l'action incessante du bien, deux éléments dont l'un est essentiellement périssa-

ble, l'autre immortel. L'élément périssable, ce sont les institutions qu'amène le temps et que créent les hommes ; l'élément immortel, c'est la vertu que Dieu met dans la bouche qui parle de Lui, dans la main qui fait Ses œuvres.

« Quelques catholiques ont compris cette loi. Fermement appuyés sur ce qui est immortel, ils ont dit un adieu bien résolu et définitif à ce qui est mort. Nos neveux le ressusciteront s'il leur plaît ; nous entrons avec décision et enthousiasme dans ce qui est vivant.

« Je vois peu de choses dans l'esprit général, « dans les habitudes, dans la méthode des catho- « liques, et même dans toute l'organisation ecclé- « siastique française, qui ne soient marquées du « signe de la ruine. L'autel construit dans le « style du dix-septième siècle est destiné à « aller rejoindre le trône. L'édifice tout entier « est à rajeunir et à mettre en harmonie avec les « goûts et les besoins des générations qui vien- « nent.

« Il y a quelqu'un dont les paroles ne passeront point qui a dit : « On ne doit pas mettre le vin nouveau dans des outres vieilles ». Le vin nouveau, c'est la démocratie avec ses aspirations si ardentes, si profondes ; c'est cet ensemble de choses qui se sont éveillées à la lumière de la science et au souffle du suffrage universel ; c'est une nouvelle société qui va naître demain et d'où nous serons exclus si nous continuons à la regarder comme l'incarnation de l'Antéchrist. C'est là le vin nouveau qui fermente dans les entrailles du vingtième siècle et qui ne se laissera enfermer

que dans des outres solides. La vieille futaille n'est plus bonne que pour le sirop de groseille que sont les pieux catholiques attardés. »

Loin de trouver quelque chose à reprendre à ces paroles, je les trouve encore plus vraies que lorsque je les ai écrites, il y a huit ans.

Un mois après, j'organisai une nouvelle conférence avec l'intention d'en donner une ainsi chaque mois. Afin de leur garder leur caractère et de leur donner une bonne direction, je crus bien faire de me décharger de la conférence sur un orateur que j'inviterais, et de m'en réserver la présidence. C'est ainsi que pour la conférence de janvier, je m'adressai à M. l'abbé Lemire, et pareillement à un jeune qui voulait s'aguerrir, M. l'abbé Derroite, en leur demandant à tous les deux de traiter de la Famille, l'un au point de vue de la morale, l'autre au point de vue du dogme.

A cette séance, l'auditoire vint deux fois plus nombreux. Je l'ouvris par un manifeste que je crois devoir reproduire en entier non seulement parce qu'il indiquait bien quelles étaient les vues des conférenciers qui inauguraient cette Œuvre, mais parce qu'il donne la raison de ce que j'appelle l'action sacerdotale à ce moment, de ce que tant d'autres prêtres faisaient alors comme moi.

« L'œuvre que nous inaugurions ici il y a un mois, commence à être connue du public. Le moment est venu de dire comment nous avons été amené à la concevoir et quelles sont nos intentions.

« Notre point de départ a été cette idée que les

partis ont, depuis quelques années, changé de caractère. Au lieu d'incarner la cause d'un homme, d'une dynastie, ou même une forme de gouvernement, ils incarnent un système philosophique ou social, ou religieux. A bas la politique, c'est-à-dire une coalition permanente d'intérêts, qui divise ; vivent les idées, c'est-à-dire l'effort généreux qui rapproche : telle est la devise que semble aspirer à réaliser notre génération ouverte aux choses de l'esprit et profondément attristée du spectacle que jusqu'ici la politique nous a donné.

« Le premier résultat de cette modification, c'est de nous avoir rendu la liberté de jugement, de nous avoir affranchis du parti-pris. Lorsqu'on est inféodé à un homme et qu'on cherche à le faire triompher, on ne voit dans cet homme que des qualités, et dans ses adversaires que des défauts. Lorsqu'on lutte pour une idée, on lutte pour quelque chose de moins complexe, de simple, qui existe dans l'esprit et non dans le tumulte des affaires humaines où se nouent les intrigues, où éclatent les passions, où poussent, comme dans un terrain naturel, l'iniquité, la lâcheté. Ainsi combien d'injustices n'avons-nous pas vu les tenants des divers partis commettre vis-à-vis les uns des autres, incriminant les meilleures intentions, méconnaissant les plus grands services rendus !

« Le deuxième avantage de la lutte pour une idée, c'est d'ouvrir toute grande la porte au perfectionnement par le contact avec les idées voisines. Les idées sont plus ténues que les

hommes et les groupements d'hommes qu'on appelle des partis. Lorsque deux idées se rencontrent, elles peuvent se trouver en présence comme deux adversaires, mais ce sont des adversaires essentiellement froids, étant enfants de la raison, et prêts à déposer les armes au premier argument péremptoire qui prouvera à l'une ou à l'autre qu'elle n'est pas la vérité.

« Nous ne sommes donc pas venus dans cette salle comme sur un champ de bataille, mais comme sur un champ pacifique où, parmi tant d'autres semeurs, nous voulons, nous aussi, jeter les espérances d'une moisson. Nous avons écouté ce que disent nos contemporains, et leurs discours, tout remplis de compassion et de fraternité, nous ont frappés comme l'écho d'une grande parole qui a retenti dans le monde il y a dix-neuf siècles. Nous avons retrouvé partout les rudiments de la parole de Jésus, ou plutôt les restes d'une langue apprise autrefois, conservés vivants dans les plus profondes couches de l'âme. Nous avons alors conçu l'ambition de souffler sur ces restes, de rapprendre aux enfants de ce siècle la doctrine du Christ, de refaire parmi nous une popularité à l'Evangile, de rappeler les cœurs en haut, et de faire ainsi descendre peut-être un peu de calme sur cet horrible malaise auquel est en proie notre pauvre société.

« Voilà notre programme : je pourrais dire aussi notre méthode, et m'en tenir là.

« Mais comme nous avons été accusés d'être des novateurs, il faut que je repousse une imputation qui a ému quelques-uns de nos amis, et qui

fait simplement sourire ceux qui ne poussent pas jusqu'au culte l'ignorance des choses dont ils parlent.

« Depuis quelque temps, les questions religieuses sont fréquemment à l'ordre du jour. Tout le monde se croit autorisé à les traiter. Il y en a même qui s'arrogent le droit d'imposer leur opinion dans ces matières sans avoir pour cela ni qualité, ni mandat, ni compétence.

« La plupart parlent de l'Eglise catholique comme si elle datait du Concordat. Nous qui la faisons remonter un peu plus haut, nous apportons d'autres éléments que les événements contemporains dans la discussion, ou plutôt nous nous inspirons d'une expérience un peu plus vieille dans notre conduite. Nous savons que l'histoire est un perpétuel recommencement, que les événements qui la remplissent oscillent toujours entre une période de ruine et une période de réparation, si bien qu'elle se résume, en définitive, dans ces deux mots auxquels on peut la ramener tout entière : grandeur et décadence. Or, l'Eglise catholique est trop subordonnée, pour l'efficacité de sa mission, aux conditions changeantes du monde pour ne pas les observer d'un œil très attentif, et elle n'est pas si sotte que de se comporter vis-à-vis de la société dans les périodes de transition et de trouble, comme dans les périodes de prospérité et de paix.

« Tandis qu'ici il suffit de garder les positions conquises, là il faut, de toute nécessité, regagner le terrain perdu. Et, par le fait, la méthode doit changer aussi. Au lieu d'observer la défensive,

c'est l'offensive qu'il faut prendre avec résolution et énergie, non pour fondre sur un ennemi dont on peut encore mépriser les coups, mais pour aller droit à l'âme du peuple qu'il s'agit de reconquérir.

« C'est cette loi de l'histoire qui nous dicte notre conduite actuelle. En lui obéissant, nous obéissons à toutes nos traditions en même temps qu'à la raison. Nous suivons l'exemple de saint Paul, qui discutait tous les jours, à Athènes, sur la place publique, avec ceux qui se présentaient. Nous suivons l'exemple du Pape saint Léon et de tous les évêques de ce cinquième siècle si agité, si mêlé, d'où sortirent par l'action de ces ardents propagateurs de l'Evangile, tant de nations chrétiennes. Nous suivons enfin l'exemple de Jésus-Christ lui-même dont la vie est assez connue, même des plumitifs qui se font théologiens d'occasion. En cela, je reconnais que nous innovons un peu au regard de ce que font beaucoup de catholiques, qui depuis longtemps ont abandonné ce Maître pour se placer sous le joug de tant d'autres.

« Ainsi, nous blâme qui voudra, nous nous mettons au-dessus des disputes de partis, et notre conscience nous rend le témoignage que nous faisons le bien dans le sens indiqué par Celui qui fait la loi à tous les catholiques, par le Souverain Pontife, qui hier encore écrivait au cardinal Langénieux que nous devons nous affirmer de plus en plus comme des enfants de lumière et nous mettre à la tête de tous les vrais progrès sociaux.

« Il ne me reste plus qu'à céder la parole aux orateurs inscrits. Mais auparavant il faut que j'acquitte une dette de reconnaissance, en adressant de publics remerciements à M. l'abbé Lemire, au jeune député démocrate qui, un des premiers, nous a donné l'exemple du retour aux vieilles traditions chrétiennes, et, par son attitude tout apostolique, a su se gagner l'universelle sympathie à la Chambre. Il n'a ni dédaigné notre compagnie ni méprisé notre initiative qu'il vient, au contraire, encourager et soutenir de son éloquente parole. Avec toute sincérité, en votre nom et au mien, je lui dis : Merci !

« Avant M. l'abbé Lemire, vous allez entendre un jeune orateur dont l'inexpérience n'a pas arrêté le zèle, et dont l'ardeur prouvera à ceux qui seraient étonnés de ce regain de propagande catholique, que la foi apportée dans les cœurs par Jésus-Christ se nourrit d'elle-même et revient malgré tout à la surface, — de même que la croix rédemptrice destinée à éclairer le monde est un soleil qui subit parfois des éclipses, mais qui ne peut s'éteindre. »

De vigoureux applaudissements m'accueillirent soit au cours de cette harangue, soit à la fin. Nous étions devant une bonne salle. L'abbé Derroite se sentit transporté ; il parla avec une assurance, une présence d'esprit qui contrastaient bien avec le malaise intime et les craintes qu'il avait manifestées pendant que nous nous rendions à la réunion. On ne l'interrompit pas trop, on ne lui ménagea pas les marques de sympathie. L'abbé Lemire se leva ensuite. Je crois

que rarement il a été aussi heureusement inspiré que ce soir-là. Il me dit après que cela venait des dispositions mêmes de l'auditoire avide de l'entendre et pleinement acquis à sa personne. Il leur dit lui-même à la fin : « Vous m'avez écouté avec des yeux si bons ! » On put voir dans cette improvisation ce que c'est qu'un homme qui parle. C'est Nodier qui a dit, je crois, dans ses *Mémoires* : « Qui n'a pas entendu Oudet, le colonel Oudet, dans ses conversations, ne sait pas jusqu'où peut aller l'éloquence humaine ». Je dirai de même : « Qui n'a pas entendu l'abbé Lemire dans un de ces discours d'abandon, où il se sent écouté et aimé, ne connaît pas tout le charme de la parole ». Il avait toutes les notes. Il exposait, il discutait, il plaisantait, il s'attendrissait, il s'indignait, passant par toute la gamme des idées comme des sentiments, puisant ses témoignages dans la vie courante comme dans l'histoire, interpellant tour à tour le bon sens, l'imagination, la sensibilité, l'âme tout entière. Les contradicteurs interrompaient courtoisement pour demander une explication ou poser une objection. Il s'établissait alors entre l'orateur et eux une sorte de dialogue. C'était l'idéal de la discussion publique, et l'image en raccourci de ce que doit être un peuple qui traite ses propres affaires, qui cherche la vérité et la solution des problèmes dans les loyales rencontres de la confiance mutuelle et de la liberté.

Cette séance consacra l'existence de l'œuvre et lui conquit ses lettres patentes dans l'esprit

du public. A toutes les séances qui suivirent, la salle fut bondée et débordante d'animation. Il y avait dans le clergé de la paroisse Saint-Augustin un prêtre qui venait de publier sa thèse de doctorat en droit canonique sur le *Travail au moyen âge*. C'était M. l'abbé Sabatier. Je le priai de venir nous parler du Travail au point de vue historique, tandis que je demandai à l'abbé Garnier de traiter la même question au point de vue doctrinal. Ce fut la troisième conférence, à la suite de laquelle, dans le même article où je rendais hommage au talent et au beau succès des conférenciers, j'écrivais :

« Nous n'étions pas mardi soir devant cent cinquante auditeurs comme le premier jour. C'était presque plein. Les gradins bien garnis présentaient l'aspect d'une belle montagne humaine. Il n'était pas jusqu'à l'attitude un peu dédaigneuse, railleuse, de quelques mécréants, debout, le chapeau sur la tête, affectant d'allumer des cigarettes, qui n'ajoutât au caractère pittoresque et saisissant du spectacle. Au reste, pas un mot malsonnant n'a été entendu : le nom de Jésus-Christ prononcé avec amour et conviction par les orateurs a été respecté par les incroyants, acclamé avec enthousiasme par ceux qui avaient la foi.

C'était la foule qui accourait, comme autrefois, avec des sentiments divers, sur les pas du divin Maître. Pendant que les orateurs parlaient, mille pensées s'agitaient en moi, dont la plus vive, la plus persistante, était celle-ci : Que n'avons-nous avec plus d'abondance de quoi donner à ces gens qui sont avides ! Ils ont soif de vérité, d'idéal, d'affection fraternelle ; tout cela leur avait été promis par mille bouches prétentieuses : leurrés et désabusés, ils viennent à nous, ils viennent frapper à notre

porte, voir si nous avons quelque chose de plus que les autres à leur donner.

Malheur à nous si nos mains ne peuvent pas s'ouvrir, si nos lèvres ne savent rien dire ! »

La séance suivante fut une vraie séance de réunion publique. J'avais demandé à l'abbé Naudet de venir exposer comment la Démocratie avait sa source dans l'Evangile, et à l'abbé Fesch comment on en peut faire pénétrer les principes dans le peuple : toujours suivant le même procédé, la théorie et la pratique. Au dernier moment, l'abbé Fesch, pris d'une forte grippe, m'écrit qu'il ne peut pas venir. Pour allonger un peu la séance et remplir le programme, j'improvisai au début un petit discours qui fut littéralement haché par les interruptions des royalistes. Je me disais en moi-même : « Ça nous promet quelque chose pour quand l'abbé Naudet va parler ! » Il faut dire qu'il était à ce moment-là directeur du *Monde,* le plus en vue et le plus discuté des démocrates chrétiens, le point de mire de toutes les manœuvres et de toutes les attaques. On avait visiblement monté un coup, mais il n'est heureusement pas de ceux qui se laissent facilement démonter. C'est là que je vis sa dextérité, sa souplesse, et combien un mot d'esprit et la belle humeur font plus pour apaiser l'orage d'une réunion que les éclats de la colère. Je me rappelle qu'il leur dit : « Laissez-moi faire ma conférence, puis après je vous promets de vous parler de Mademoiselle Couesdon ! » Au bout de vingt minutes, la tranquillité était par-

faite, et la salle prouvait bientôt par ses applaudissements qu'elle était enchantée de l'avoir laissé parler.

La réunion de mai fut la dernière. Elle fut remplie par un grand discours de M. l'abbé Quiévreux et une admirable causerie de M. l'abbé Girodon. Je m'étais adressé d'abord à M. l'abbé Klein. Il me dit : « Mais vous ne me connaissez pas, vous ne m'avez jamais entendu parler. Savez-vous bien que j'ai grand'peine à me faire entendre à l'Institut catholique d'un petit auditoire d'élèves ? Dans votre salle des Sociétés savantes, je m'effondrerais à la deuxième phrase. Mais je peux vous offrir amplement de quoi me remplacer. J'ai à Amiens un de mes amis, docteur en théologie et en droit canon, littérateur, prédicateur, doué d'une voix capable de se faire entendre sur la place de la Concorde. C'est M. l'abbé Quiévreux. Je vais lui écrire, vous aurez sa réponse après-demain. »

Ainsi fut fait, et aucune des promesses de l'abbé Klein ne fut une déception. L'abbé Quiévreux était poussé par la même idée que moi : répandre par des moyens nouveaux l'instruction religieuse. Dès 1893, il avait écrit sur *l'Action nouvelle du Clergé* une brochure « apodictique » comme il dit. Voici son point de vue général. Après avoir constaté que le mal actuel, le mal profond est l'ignorance religieuse, et indiqué le remède naturel dans la prédication, il se demande quelle prédication :

« Notre siècle à nous que veut-il? Comment faut-il lui parler ?

Et quant à la forme et quant au fond, il n'y a qu'une façon de lui parler : c'est de s'adapter à lui, suivant l'exemple même de l'Apôtre qui se faisait tout à tous.

Qu'on lui parle sa langue !

Mais comment s'adapter à lui ? Il est léger, il est sceptique, il est blasé. Cependant il se vante de sa science, il s'enorgueillit de ses découvertes, il se croit presque un demi-dieu. Il court avidement à tous les orateurs qui le flattent, qui l'encensent, qui lui disent ce que Paul appelait déjà des fables. Somme toute, c'est un état fort complexe que celui de l'esprit de notre siècle, plus encore de notre époque, où l'on trouve encore de la foi à tous les degrés; mais, plus généralement à tous les degrés aussi, le doute sinon la négation.

Dès lors, il faut que la parole, pour qu'elle suive cet esprit instable, versatile, — parce qu'il est sans principe — dans tous ses replis, dans toutes ses fugues, soit elle-même complexe et dans sa forme et dans sa substance ; qu'elle soit attrayante, souple, facile, libérale, mais aussi nette, précise, incisive, scientifique et dogmatique, surtout dogmatique. La note dominante étant l'ignorance religieuse flanquée d'une estacade de prétendues sciences adverses, nécessairement, c'est la doctrine qu'il faut prêcher, à commencer par les prolégomènes de la foi, en donnant à cette doctrine toutes les fascinations possibles.

Que la parole prenne les mélopées de la sirène ou les roulements du tonnerre, qu'elle soit romantique ou classique, qu'elle soit un vol d'aigle royal ou un battement d'ailes d'alouette gauloise : liberté. Mais qu'elle attire ! qu'elle captive, qu'elle soit doctrinale !

Qu'elle entretienne le savant de sa science, l'industriel de son usine, l'ouvrier de son travail ; qu'elle commence par le côté matériel de la vie pour s'élever insensiblement au côté immatériel ; qu'elle s'intéresse aux questions vitales qui remuent les entrailles de la société

pour arriver à celles qui tiennent toujours en suspens l'humanité : liberté. Mais qu'elle instruise ! qu'elle convainque ! qu'elle soit apodictique !

Or, cette souplesse, cette liberté d'allures, ce langage qui monte et qui descend avec une gamme s'harmonisant à tout, cette doctrine qui, d'abord purement profane, se christianise peu à peu, ces arguments à la saint Paul haranguant l'Aréopage au sujet de ce « Dieu inconnu », auquel les Athéniens avaient érigé un autel au milieu des statues de leurs divinités qui représentaient la science humaine de ce temps-là : nos sermons bien compassés, tirés au cordeau, modulés sur un ton composé de quelques mesures invariables de je ne sais quelle séquence grégorienne, nos graves sermons, avec leur air solennel... en vérité, ils ne peuvent avoir ces caractères indispensables d'actualité (1).

Cette belle page me dispense de m'étendre sur sa conférence. Ce fut l'application de cette théorie dans un sujet particulièrement difficile, la *Mission surnaturelle du Prêtre*. Ce fut très élevé, très clair, très poétique, splendide. A côté de cette jeunesse et de cette verve débordante, M. l'abbé Girodon, s'avançant sur le bord de l'estrade avec le calme sourire d'un ancêtre, se livra à une causerie étincelante d'aperçus ingénieux et de bonne humour sur la *Mission de l'Eglise dans le monde*. Je prononçai ensuite un petit discours de clôture, et on se donna rendez-vous pour l'année suivante.

Mais ce devait être un espoir trompé. L'organisation de ces conférences avait occasionné

(1) L'*Action nouvelle du Clergé*, page 30 et sq., chez Paillart, à Abbeville.

des frais énormes. J'étais absolument seul à les supporter. Quand je fus trouver une personne, un ecclésiastique, pour lui demander de m'aider afin de pouvoir continuer, il me répondit assez froidement qu'il donnait déjà bien assez pour les œuvres. Je fus un peu froissé et ne fis pas d'autre démarche. L'année suivante, d'ailleurs, mes loisirs devaient être entièrement absorbés par la rédaction du Compte-rendu du Congrès ecclésiastique de Reims, dont il faut maintenant nous occuper.

II

Le Congrès ecclésiastique de Reims n'a pas été une génération spontanée, une idée ou un caprice de quelqu'un, comme certains se l'imagineraient volontiers. Il a été non seulement le fruit et la résultante de plusieurs années d'apostolat nouveau, d'orientation nouvelle dans la prédication et dans les œuvres, mais il a eu des antécédents. Sans parler des Congrès de la *Croix* où l'on a vu quelquefois près de deux cents et trois cents prêtres réunis et qui ont acclimaté dans le clergé l'idée de se rencontrer, de vivre ensemble quelques jours, de respirer le même air, et de causer, il a été immédiatement précédé des réunions intimes du Val-des-Bois et du Congrès ecclésiastique de Saint-Quentin.

C'est dans la première année même du ralliement que M. Harmel conçut le projet de faire des allées enchanteresses du Val-des-Bois le

lieu de rencontre des bonnes volontés sacerdotales et une sorte de noviciat pour l'action nouvelle du clergé. Il chercha quelques hommes de valeur capables de distribuer la science à ceux qui viendraient la chercher, de diriger les conversations et de présider les réunions. M. l'abbé Perriot, professeur au grand séminaire de Langres, futur directeur de l'*Ami du Clergé*, M. le chanoine Dehon, supérieur des prêtres du Sacré-Cœur à Saint-Quentin, futur consulteur de la Congrégation de l'*Index*, M. l'abbé Pottier, professeur au grand séminaire de Liège, le R. P. Ferdinand, franciscain, M. l'abbé Raux, professeur au grand séminaire d'Arras et quelques autres répondirent à son appel. Après les professeurs, quelques jeunes prêtres du Nord, M. l'abbé Leleu, M. l'abbé Vanneufville, M. l'abbé Thellier de Poncheville, se chargèrent de recruter des élèves et de leur soumettre à l'avance un petit programme d'études. Les réunions avaient lieu pendant les vacances. Elles duraient huit jours, quinze jours. Autant de jours de fête, dont tous ceux qui y ont participé, fût-ce une seule fois, ont gardé une impression ineffaçable. J'emprunterai pour en raconter quelque chose la plume de l'abbé Naudet, qui évoquait ces douces images, dans un article du *Monde*, au cours du Congrès de Saint-Quentin.

« Il me souvient, et d'un souvenir exquis, des jours de bénédiction qu'à deux reprises différentes j'ai passés là-bas. Avec une autorité et une courtoisie sans égales, deux prêtres aussi bons que savants, MM. Perriot, de Langres, et Dehon,

de Saint-Quentin, dirigeaient l'étude des diverses questions de théologie sociale inscrites au programme. On discutait ferme ; il y avait là d'importants curés qui avaient le devoir d'oublier leur importance, de petits vicaires et même d'humbles séminaristes qui avaient le droit d'oublier leur jeunesse, au moins dans une certaine mesure, car chacun était invité à apporter sa part à l'œuvre commune et à dire son sentiment. De temps en temps, Léon Harmel se levait, car il était à sa place au milieu de nous, appartenant d'une manière éminente au *regale sacerdotium*, et il nous lançait quelques-uns de ces aphorismes étranges où, sous la brutalité voulue du paradoxe ou de l'humour de la forme, se cachait le sens profond de l'homme qui a beaucoup vu, ou bien il nous secouait en rappelant devant nous la violation des droits du peuple ou des droits de Notre Seigneur Jésus-Christ : et tout cela était bien bon.

« Et le soir, sous les grands arbres du parc, tandis que, au murmure de la brise qui passait, se balançaient les hautes branches, tandis qu'au ciel surgissaient les étoiles comme des fruits de feu brusquement piqués dans la nue, c'étaient de longues et combien charmantes causeries, en se promenant avec les uns, avec les autres, d'où l'on sortait meilleur et plus fort pour aimer le bon Dieu et pour servir le peuple, de toutes ses forces, de tout son cœur. Ou bien, on se rendait au cercle, on conversait avec les ouvriers ; j'étais ordinairement condamné à faire un discours qui ordinairement ne valait rien, mais qu'on applau-

dissait quand même et d'autant plus ; et on serrait les mains, et on buvait des chopes ; oui, c'est un exquis souvenir que ce souvenir-là.

« Aujourd'hui, le cadre change, nous ne sommes plus dans l'hospitalière maison du Val ; c'est un évêque, Mgr de Soissons, qui a voulu nous recevoir dans son diocèse, et c'est l'un de nos présidents des autres années, M. le chanoine Dehon, supérieur des prêtres du Sacré-Cœur, qui nous a ouvert sa maison. Nous ne sommes plus vingt-cinq ou trente, nous sommes deux cents. Mais l'esprit est toujours le même ; c'est le même entrain, la même chaleur, la même fraternité, ce sont les mêmes présidents, et à sa même place, au milieu de nous, se trouve encore Léon Harmel avec son même cœur.

« L'œuvre a pris ainsi une extension magnifique ; ce n'est plus le petit groupe des premiers jours, l'arbrisseau est devenu un grand arbre et les ouvriers de la première heure, en considérant Dieu, ont le droit de se réjouir ».

Quoique on fût arrivé, au Val, à dépasser trente membres, et même la cinquantaine, et même la centaine, on n'atteignit jamais le chiffre des prêtres qui se réunirent à Saint-Quentin.

Le Congrès, véritable épanouissement des petits Congrès du Val-des-Bois, eut lieu, comme vient de le dire l'abbé Naudet, chez M. Dehon, du 9 au 14 septembre 1895. M. Dehon avait déjà publié l'année précédente son *Manuel social chrétien* (1) qui reste le livre classique de ceux

(1) Publié à la Maison de la Bonne Presse, 5, rue Bayard.

qui veulent s'initier à l'étude des difficiles et complexes problèmes désignés sous le nom de question sociale. Esprit synthétique autant que nature expansive et généreuse, il devait aussi codifier en quelque sorte, dans un livre non moins précieux que le premier, les directions politiques et sociales du Saint-Siège.

Le Congrès fut présidé par M. Perriot, dont il suffit de dire que son extrême respect pour les opinions traditionnelles n'a d'égal que sa sainte hardiesse pour le bien. Renseigné comme pas un, d'une science aussi profonde qu'étendue, il n'a pas des œillères qui l'empêchent de voir, dans le jeu de bascule des institutions humaines, ce qui surgit et ce qui tombe. Aussi est-ce chez lui, dans les décisions si sages qu'il donne dans l'*Ami du Clergé*, que se trouve au plus haut degré cet esprit de pondération qui sait si bien concilier les divers intérêts et si bien faire la part des choses. Nul ne pouvait être, pour les éphèbes qui venaient chercher la nourriture intellectuelle des temps nouveaux, un guide plus sûr et un moniteur plus autorisé.

Il ouvrit le Congrès par une courte allocution qui débutait ainsi :

« Notre but est de mettre nos idées en commun. Il n'y aura point ici de discours : de bonnes raisons valent mieux que des paroles éloquentes. Ce Congrès fait suite aux réunions ecclésiastiques du Val-des-Bois. La famille du Bon Père nous y aurait accueillis cette année avec sa cordialité accoutumée, mais une idée inspirée par la Providence a fait transporter ici le Val-des-Bois sans ses machines, il est vrai, mais du moins avec son principal

moteur, le Bon Père, dont l'ardente charité sait si bien susciter les grands dévouements et les belles initiatives. Comment cette charité nous ferait-elle défaut près de lui et sous le toit des prêtres du Sacré-Cœur ?

Notre résolution est de nous conformer à toutes les directions du Pape. Rien en deçà. Nous entendrons d'ailleurs ici plusieurs des hommes qu'il a approuvés et autorisés. Il ne nous manque rien pour espérer le succès ; nous avons la bénédiction de nos supérieurs ecclésiastiques... »

Mgr Duval, évêque de Soissons, avait, en effet, non seulement envoyé sa bénédiction, mais exprimé le regret que le pèlerinage de Lourdes l'empêchât de présider lui-même le Congrès.

Le Congrès dura quatre jours pleins, pendant lesquels on résuma un monde d'idées autour d'un programme qui se ramenait à ces quatre questions : 1° l'éducation sociale du clergé ; 2° l'éducation sociale du peuple par le clergé ; 3° les causes du mal social, notamment l'usure moderne ; 4° les remèdes au mal social, à savoir le relèvement de la famille, la liberté d'association, les syndicats professionnels. De nombreux rapports écrits ou des communications verbales servirent de thème aux discussions. On entendit MM. Dehon sur l'usure, Perriot sur la famille, Guillaume et Borden sur les classiques chrétiens, Raux sur la formation sociale du clergé, Naudet et Adéodat sur la presse, Cochery sur les devoirs civiques des chrétiens, Bataille sur les syndicats, Maschez sur l'éducation sociale au séminaire, Lemire sur les réunions d'études. Enfin, le soir du dernier jour, on résolut de donner une grande

réunion publique où l'on dirait aux ouvriers que des prêtres étaient venus s'occuper d'eux et s'initier aux moyens de prendre en mains leurs intérêts. Le discours fut confié à l'abbé Garnier qui obtint un grand succès et fut longuement acclamé surtout quand il donna lecture d'un manifeste signé de tous les congressistes et où il exposait ce qu'on avait fait et ce qu'on voulait.

« Nous sommes deux cents prêtres venus de tous les points de la terre de France, afin de répondre aux désirs du Pape et d'étudier les grandes questions sociales.

Et avant de nous séparer, nous avons voulu nous adresser au peuple et lui dire ce que nous sommes et ce que nous voulons.

Ce que nous sommes? Nous sommes des enfants du peuple ; ce que sent le peuple, nous le sentons, ce que souffre le peuple, nous le souffrons ; nous sommes aussi des prêtres de Jésus-Christ qui est mort pour le salut du peuple.

Ce que nous voulons? Nous voulons travailler à la paix sociale et ramener au milieu de ce monde le règne de la justice et de la charité depuis trop longtemps oubliées...

Pendant ces jours nous avons surtout étudié les désastres causés par la violation de l'idée de justice ; nous avons considéré quels sont nos devoirs et les conditions de notre apostolat ; nous avons constaté aussi les maux du collectivisme et du capitalisme juif et judaïsant, tous deux condamnés par l'Eglise, et nous avons étudié les moyens de remédier à ces maux, et, protestant contre les charges écrasantes qui pèsent sur le peuple en général et l'agriculture en particulier, nous avons appelé de tous nos vœux une plus équitable répartition.

Voilà ce que nous avons fait. Et comme nous avons travaillé pour le peuple, nous avons voulu le lui dire publi-

quement, afin que l'on sache qu'il n'y a aucune scission entre le prêtre et l'ouvrier; nous avons la conviction que le peuple nous comprendra et qu'il agréera ce salut de notre esprit et de notre cœur. »

On avouera que c'était crâne, et que si tout le clergé s'était ébranlé à cet exemple, nous serions aujourd'hui en meilleure posture devant la nation.

L'ébranlement se faisait cependant dans certaines régions, et les bienfaisantes secousses s'en faisaient ressentir un peu partout. Ce n'est pas en vain que le Pape avait parlé, que tant d'appels étaient venus depuis six ans après le sien, que tant de bonnes semences avaient été jetées par tant d'apôtres de la première heure sous les mille formes de la propagande par la parole ou par les œuvres. Quand l'attention eut été enfin attirée, quand l'esprit se fut fixé sur cette idée : « Mais après tout, la République est un gouvernement comme un autre, pourquoi n'essayerions-nous pas de faire nos affaires au lieu de rester les bras croisés en attendant un roi qui ne viendra probablement jamais ? », et sur cette autre : « Le prêtre n'est pas fait pour les riches, mais pour les pauvres ; c'est vrai tout de même, et c'est écrit en toutes lettres dans l'Evangile ! », on se frotta les yeux, comme si l'on sortait d'un long sommeil et d'un long rêve, on se trouva au grand jour, devant un monde nouveau, on respira à pleins poumons l'air pur de la liberté évangélique et on alla aux âmes, au

lieu de rester calfeutrés dans un presbytère, et, en étant apôtre, on se sentit prêtre.

Ce qu'il surgit alors de saintes industries pour le bien, ce que conçurent d'hameçons ingénieux les imaginations sacerdotales revenues aux belles ardeurs du séminaire pour capter la sympathie et la confiance et faire accepter leurs services, Dieu seul le sait. Il en fut fait approximativement une statistique au Congrès ecclésiastique de Reims, qui fut comme une revue de l'armée des braves, et dont le but était de mettre en lumière les industries du zèle afin de les encourager et de les multiplier.

Ce fut pour le Clergé français l'événement capital de l'année 1896, pour ne pas le caractériser par rapport à sa place dans le siècle même. Depuis le Concordat, aucune assemblée de ce genre n'avait eu lieu ; aucune Monarchie ne l'aurait tolérée : c'est sous la République que devaient se tenir les libres assises du prosélytisme sacerdotal.

L'idée première en doit être cherchée dans les termes mêmes de l'appel adressé en 1896 par le cardinal Langénieux, archevêque de Reims, à l'occasion du quatorzième centenaire du baptême de Clovis et de la naissance de notre nation à la vie chrétienne.

« Nous rêverions, disait-il, en s'expliquant devant un représentant de la Presse, que les délégations des diverses parties du corps social, les représentations de toutes les forces vives du pays vinssent ici rendre hommage aux bienfaits historiques et à la vertu vivifiante du

christianisme. On verrait ainsi que les catholiques se tiennent au premier rang sur tous les terrains de la vie nationale, y veulent jouer le rôle d'agents de justice, de pacification et de progrès. »

Cette idée d'aller à Reims, non par groupes recrutés au hasard, mais par corps constitués et par groupements professionnels, fut précisée par M. le marquis de la Tour-du-Pin qui a été le doctrinaire de l'Œuvre des Cercles, comme M. de Mun en a été l'incomparable orateur. Il la formula dans une étude de l'*Association catholique* qui devait servir de thème à développer dans la presse. En voici un extrait :

« Il n'est pas de meilleure propagande que celle par le fait ; ainsi celle de l'anarchie par la violence, celle de la liberté par ses actes, particulièrement par le plus caractéristique de tous, l'association. Si nous croyons que l'association doit être à la base de toutes les institutions démocratiques, pratiquons-la dès maintenant pour en proposer l'idée et en faire naître les embryons...

Les occasions ne feront pas défaut, car les esprits sont en travail ou tout au moins en éveil, et que le moindre incident fait naître alors le moment favorable. Pour ne parler que d'une échéance qu'il est facile d'escompter d'avance, celle des fêtes commémoratives du baptême de la nation franque, que l'on s'apprête à célébrer à Reims, semble appeler des manifestations qui prendraient facilement le tour d'une sorte de tenue des Etats Généraux de la France chrétienne.

Il suffirait, pour cela, de groupes professionnels s'organisant pour ce pieux pèlerinage et ne se dissolvant pas sans avoir revendiqué publiquement le droit d'association et le droit de représentation, ou même encore ne

se dissolvant plus et poursuivant ensemble ces deux revendications en faisant bien ressortir ainsi par le fait combien elles sont connexes.

Le nom d'Etats Généraux de la France chrétienne ne serait pas trop ambitieux pour une manifestation qui rétablirait ainsi en une forme appropriée aux circonstances le concept historique de la participation du peuple entier aux grands mouvements de l'Etat ; et ce serait assurément un de ces mouvements que celui qui rendrait leur base corporative aux libertés publiques.

La liberté de la religion, la liberté de l'enseignement, la liberté de la charité, en un mot la liberté de toutes les professions vouées au bien public, trouveraient ainsi sur le terrain du droit commun leurs plus fermes assises.

Les classes vouées aux professions libérales, jadis dites classes dirigeantes, aujourd'hui pépinière de politiciens asservis sous la loi du nombre, retrouveraient une existence propre et ses garanties.

Les populations industrielles pourraient, en préparant en cette forme leur organisation corporative, échapper à la guerre sociale.

Enfin, les populations agricoles auraient, en place d'une part dérisoire dans la soi-disant représentation issue du suffrage universel inorganisé, une juste place dans les conseils de nation » (1).

La presse catholique fit très bon accueil à cette idée. Je l'exposai moi-même en une série d'articles, dans le *Peuple Français*. L'abbé Lemire, qui avait l'occasion de voir assez souvent M. le marquis de la Tour-du-Pin et ses plus proches amis, crut que si le clergé n'avait pas à s'organiser et à chercher une discipline, puisqu'il cons-

(1) Les Institutions démocratiques, *Association catholique* du 15 octobre 1895.

itue un corps divinement institué et qu'il obéit des règles dont l'observation ne peut être subor-lonnée à aucun examen, il existait du moins entre es membres des devoirs et des intérêts com-nuns qu'on pourrait étudier ensemble et sur les-quels on pourrait mutuellement s'éclairer. Le prêtre a à remplir une mission. Cette mission est complexe, elle met le prêtre aux prises avec les obligations et des difficultés de tout genre ; aujourd'hui surtout elle doit s'accomplir sur un terrain si délicat, à travers de tels tâtonnements dans une société où le ministère du prêtre est plutôt suspect et où tout se transforme, que lui permettre de s'éclairer à la lumière du voisin, de contrôler sa tactique, de se consoler de ses échecs et de reprendre confiance au contact de la confiance des autres, n'est non seulement pas superflu, mais est indispensable. Si dans ce siècle le clergé avait été moins isolé, s'il avait pu renou-veler ses méthodes et retremper ses énergies par le secours normal de ses institutions tradi-tionnelles, les synodes et les conciles, il n'au-rait pas été réduit à un tel degré d'impuissance et il n'aurait pas assisté, dans un pays aussi accessible au sentiment religieux que le nôtre, à un si lamentable dépérissement de la foi. Pro-fiter donc d'une liberté dont on n'a qu'à user, la liberté de réunion, pour suppléer d'une ma-nière quelconque, et pour une portion appré-ciable, à ce qui devrait être la règle et dont la complète absence produit des résultats si fu-nestes, serait excellent et rendrait service.

Un peu avant notre conférence du mois de jan-

vier, à la rue Serpente, l'abbé Lemire me fit part de l'idée d'englober le clergé dans le projet du marquis de La Tour-du-Pin et de le conduire corporativement à Reims. Je lui dis: « Vous ne pouvez pas en avoir de meilleure, et mon concours vous est tout acquis. Tout ce que nous faisons n'est rien tant qu'une quantité de prêtres ne le fait pas comme nous. Cinquante prêtres que nous gagnerions à l'apostolat feraient plus que tous nos efforts isolés sur le peuple ».

Peu à peu l'idée s'affermit dans la tête de l'abbé Lemire, qui avait pris dans le Nord le goût et l'habitude des congrès. Il y avait peu de temps, environ à la même époque que le Congrès de Saint-Quentin, il avait tenu à Hazebrouck une assemblée générale des cercles d'études de la circonscription, presque tous fondés par lui, et où il n'y avait à peu près que des ecclésiastiques. Il savait qu'il trouverait dans l'abbé Six, l'abbé Looten, l'abbé Raux, le chanoine Dehon, l'abbé Tiberghien, l'abbé Leleu, l'abbé Vanneufville et quelques autres des auxiliaires précieux, et dans tous ses amis du Nord les premiers éléments du congrès qu'il pourrait organiser. Il n'hésita plus et, ayant pressenti les dispositions soit du cardinal Langénieux, soit du cardinal Richard, qui se montrèrent favorables, il résolut de se mettre à l'œuvre.

Il convoqua chez lui, rue Lhomond, quelques ecclésiastiques de Paris pour constituer une commission dite d'initiative, dont le but était surtout d'élaborer un programme.

La chose n'était pas facile, car la matière qui

se rapporte au ministère sacerdotal ou à la vie du prêtre est immense. On traça d'abord un vaste cadre dans lequel chacun fit entrer les questions qui lui paraissaient les plus utiles à traiter. On se réunissait une fois par semaine, chacun arrivait avec son stock de notes, et c'était sous forme de discussions quelquefois très chaudes, un vrai petit congrès qui se tenait. Au bout d'environ deux mois, le programme était fixé. Il comprenait trois grandes divisions, qu'on subdivisa en vingt articles bien distincts et bien numérotés. La première division, sous le nom d'*Action*, comprenait tout ce qui se rapporte au ministère du prêtre, administration des sacrements, œuvres de charité, œuvres de propagande, œuvres sociales, etc. ; la seconde, sous le nom de *Science*, comprenait tout ce qui se rapportait à la formation intellectuelle du prêtre, soit au grand séminaire, soit après ; la troisième, sous le nom d'*Organisation*, comprenait tout ce qui se rapportait à la vie du prêtre, devoirs d'état, vie religieuse, matérielle. Au programme était annexé un questionnaire où, sous forme de demander ce qu'on savait sur ceci ou sur cela, on fit entrer un luxe inouï de détails, et qui constitue le répertoire de questions le plus riche sur le côté pratique du ministère.

Les ecclésiastiques qui étaient les plus assidus aux séances et dont ce programme est l'œuvre, furent l'abbé Pierre, aumônier à Saint-Mandé, aujourd'hui deuxième vicaire à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, l'abbé Ackermann, agrégé de philosophie, professeur au collège

Stanislas, l'abbé Gayraud, qui n'était pas encore député du Finistère, M. Maffre, chanoine de Notre-Dame, l'abbé Ract, vicaire à Saint-Lambert de Vaugirard, aujourd'hui deuxième vicaire à Saint-Jacques-Saint-Christophe de la Villette, l'abbé Salomon, directeur du Petit-Séminaire Saint-Nicolas, l'abbé Trésal, professeur au même Petit-Séminaire, l'abbé Lacroix, aumônier du lycée Michelet, directeur de la *Revue du Clergé*, aujourd'hui évêque de Tarentaise, l'abbé Cadic, directeur de la *Paroisse Bretonne*, l'abbé Boyreau, l'abbé Klein, l'abbé Fonssagrives, l'abbé Pinet, vicaire à Saint-Merri, aujourd'hui curé de Saint-Georges, l'abbé Bousquet, maître de conférences à l'Institut catholique, l'abbé Délétain, second vicaire à Sainte-Anne de la Maison-Blanche.

Un peu après Pâques, le programme et le questionnaire précédés d'un petit mot d'invitation furent imprimés à dix mille exemplaires et envoyés un peu dans tous les diocèses. Comme j'avais accepté les fonctions de Secrétaire de la Commission dont l'abbé Lemire était le Président, je fus chargé de cette besogne. L'abbé Garnier avait des registres de noms qu'il mit à ma disposition.

Nous demandions aux prêtres des adhésions au Congrès, puis des rapports très courts, très substantiels, faits d'observations, sur les questions du programme. Nous ne voulions pas de dissertations, mais une sorte de statistique des œuvres, des méthodes, des moyens efficacement employés pour faire aimer la religion et pour ramener la foi.

M. l'abbé Lacroix prit sur lui de faire une enquête spéciale sur l'état intellectuel du clergé en faisant une statistique des prêtres qui étaient pourvus de grades universitaires. Il ne fut pas très heureux dans ses recherches et on ne mit pas un grand empressement à le renseigner.

« J'ai essayé, raconta-t-il au Congrès, de constituer ce qu'on pourrait appeler le *bilan des forces intellectuelles des diocèses français*. A cet effet, un questionnaire a été rédigé et envoyé à de nombreux correspondants. On leur demandait : « Dans votre diocèse... Combien de prêtres sont professeurs ? Combien pourvus de grades théologiques ou universitaires ? Combien de licenciés, d'agrégés ou de docteurs dans chaque Faculté ? Quels sont les livres publiés par vos confrères depuis cinq ans ? Quels sont les journaux, revues ou autres recueils périodiques rédigés par des prêtres ? Quelles sont les sociétés savantes du pays et combien chacune d'elles compte-t-elle de prêtres parmi ses membres ? Enfin, quelles sont les récompenses données aux prêtres qui se livrent aux travaux scientifiques ? etc... ». Vous devinez l'importance de toutes ces questions et quel parti nous eussions pu tirer des réponses que j'avais sollicitées. Ce tableau de nos ressources individuelles que j'avais rêvé de tracer, nous eût fourni un argument d'une force irrésistible...

Malheureusement, cette statistique si utile, et même si indispensable, que j'espérais pouvoir vous apporter ici n'est pas encore terminée. Il faut croire que la statistique n'est pas en faveur parmi nous, car beaucoup de nos correspondants ont fait la sourde oreille, et les éléments d'informations me manquent pour la moitié de nos diocèses... (1). »

(1) *Compte-rendu*, page 366.

On fut moins timide et moins circonspect pour les questions qui engageaient moins directement la responsabilité des Evêques. Au bout d'un mois, les lettres, les notes, les rapports affluèrent à la Commission. Comme toute la besogne matérielle était partagée entre l'abbé Lemire et moi, nous en eûmes plus que notre charge. Il prit pour lui les rapports et me laissa la correspondance, les communications aux journaux et tout ce qui concernait l'organisation matérielle du Congrès. Je reçus dix-huit cents lettres, à la plupart desquelles je répondis.

Tout allait très bien, l'opinion publique était unanimement favorable, le clergé ressentait comme un tressaillement de résurrection, une petite commotion bienfaisante, lorsque tout à coup vers le milieu de juillet, une velléité d'orage se déchaîna.

Il y avait à Lille un chanoine rancuneux qui versait sa bile dans une publication ayant pour titre la *Semaine religieuse de Cambrai.* Depuis que l'abbé Lemire était en situation dans le Nord et savait s'acquérir une popularité grandissante, il nourrissait contre lui les sentiments de la jalousie la plus mesquine. De plus, royaliste impénitent, tout pénétré d'esprit gallican et janséniste, il portait à Léon XIII, et à tous ceux qui lui obéissaient, une haine invétérée qui se traduisait par la littérature la plus lourde, mais la plus fielleuse et la plus perfide. Imbu du principe que la fin justifie les moyens et que tout est bon contre un adversaire, il passait son temps à collectionner des petits pa-

piers qu'il raturait, taillait, recousait, et présentait de façon à leur faire dire le contraire de ce qu'ils signifiaient. Incapable de pénétrer l'esprit d'un texte dont il était toujours prêt à mutiler la lettre, il était un peu inférieur à ces légistes à face parcheminée dont il est un spécimen des plus remarquables. Il peut y avoir dans le diocèse de Cambrai des personnes à qui son faux air d'austérité inspire quelque sentiment d'estime : je ne crois pas qu'il ait un ami (1).

Le dit chanoine, dont le nom de Delassus est célèbre, publia un article où le Congrès projeté était représenté comme l'abomination de la désolation, contraire à toutes les règles, convoqué par quelqu'un qui n'a pas pour cela autorité, plein d'imprévus et de dangers, plein de menaces pour l'autorité des évêques, etc.

Aussitôt, comme par un mot d'ordre et comme

(1) Si on veut avoir une idée de son savoir-faire, il n'y a qu'à se rappeler avec quelle désinvolture il changea le sens du discours adressé au Saint-Père par M. Marc Sangnier au dernier pèlerinage du *Sillon*, pour faire croire que le pape avait refusé d'approuver les méthodes de la démocratie chrétienne. Il avait dans le texte effacé toutes les négations « ne pas » et il n'y avait plus à la place que les affirmations. La *Vérité*, selon son habitude, donna la publicité de ses colonnes à l'imposture de Cambrai. La chose parut si violente que l'organe du Saint-Siège, l'*Osservatore romano*, en fut suffoqué et publia dans son numéro du 20 septembre 1904 la note suivante :

« Nous avons lu avec étonnement, dans la *Semaine religieuse* de Cambrai et dans la *Vérité française*, que M. Marc Sangnier aurait dans son adresse au pape sollicité la préférence exclusive pour les méthodes propres au *Sillon*. Au contraire, le texte porte la déclaration suivante explicitement opposée : « Nous n'avons nullement la prétention injustifiée de solliciter la préférence exclusive pour les méthodes propres au *Sillon*, ou une confirmation formelle de notre confiance en l'avenir de la démocratie en France. »

Seulement toutes les notes, démentis et rectifications qu'on peut lui opposer n'empêchent la calomnie de faire son chemin.

quand vient de sonner l'hallali, les feuilles réfractaires et les feuilles radicales, *Vérité* et *Autorité*, d'un côté, *Lanterne* et *Intransigeant*, de l'autre, partirent en guerre. Une bonne fortune leur arriva. Un évêque, Mgr Isoard, évêque d'Annecy, ayant pris l'idée du Congrès de travers, formula quelques difficultés dans une lettre rendue publique. L'abbé Naudet, dans le *Monde*, l'abbé Lemire, dans une lettre-réponse, puis dans une réplique, rassurèrent l'opinion, et la préparation du Congrès suivit son cours. Un peu avant le départ pour Reims, son Eminence, le cardinal Richard, ayant vu l'abbé Lemire à la distribution des prix du petit séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet, alla lui serrer la main en lui disant : « Je vous bénis M. Lemire, ayons confiance que tout ira bien ».

III

Le Congrès avait été fixé pour les 24, 25, 26 et 27 août 1896.

L'avant-veille du premier jour, le samedi, je me rendis à Reims avec mon frère Henri qui me fut dans ces derniers moments d'un secours si précieux, pour voir si toutes les indications pour l'organisation matérielle avaient été fidèlement observées. En arrivant, je me présentai à Mgr Péchenard, vicaire général, qui devait présider le congrès. A ma question si tout était prêt, il répondit : « Oh ! on sera toujours prêt ; combien allez-vous être, une cinquantaine ? » Je restai cloué sur place. « Vous n'y pensez pas,

lui dis-je ; j'ai plus de cinq cents adhésions fermes ; avec l'imprévu, vous allez avoir sept à huit cents prêtres à loger et, en outre, à fournir d'autels pour dire la messe. « Alors, c'est bien », fit-il, et il m'adressa à un prêtre dont je ne me rappelle plus le nom, qui, avec l'exquise complaisance des Supérieurs du grand et du petit séminaire, se mit en mesure de faire ce qu'il fallait.

Dès le soir du lundi, jour de l'ouverture, on était plus de six cents ; le lendemain on dépassait sept cents.

« Au centre du palais archiépiscopal où tour à tour brillèrent les lumières les plus vives de l'Eglise de France, il y a une salle, vaste comme une salle de concile, elevée comme une cathédrale. Des fenêtres largement ouvertes y jettent des flots de clarté. Sous les voûtes superbes, la parole retentit sonore. Le cortège royal, au sortir du sacre, y défilait jadis. Sur les splendides tapisseries des Gobelins, on voit encore debout, le long de la muraille, l'image des monarques. » On l'appelle la salle des Rois. C'est là que l'Assemblée se réunit.

Les dernières controverses qui avaient débordé jusque dans la grande presse de Paris, *Temps*, *Figaro*, *Matin*, *Débats*, la réputation d'assemblée insurrectionnelle que la malignité de ses adversaires avait voulu lui donner, avaient imprimé à l'acte qu'on allait accomplir une saveur particulière, et il n'est pas étonnant, selon l'expression de Jean des Tourelles, dans son article de la *Revue du Clergé Français*, qu'un petit frémissement ait agité, le lundi soir, l'âme des con-

gressistes, quand ils pénétrèrent dans la salle des Rois.

Mgr Péchenard était à la présidence presque comme à une corvée. Il n'avait pas fini son discours d'ouverture qu'il était visiblement plus à l'aise et bien disposé. L'assemblée lui faisait bonne impression. Il s'attendait à voir quelques douzaines d'abbés démocrates sous l'extérieur que les feuilles les plus mal intentionnées s'appliquent à leur prêter : il se trouvait en présence d'une réunion compacte où dominaient les prêtres d'âge moyen, à cheveux gris, ou les têtes blanches, où dans les yeux de tous se lisaient la cordialité, la franchise, cette bonne honnêteté du prêtre qui a fait le sacrifice de sa vie à la cause du bien et qui suit toujours encore une illusion pour trouver le chemin où il croira pouvoir le faire. Il y avait là des hommes qui avaient plus d'une fois poussé dans leur cœur ce cri par où débute l'auteur de la brochure, le *Clergé en* 1890 : « C'est à toi, Eglise de France, que je dédie ces pages attristées. Ma tristesse s'accroît de toute mon impuissance, car mes discours ne te serviront guère. Car il y a dans ton sein des âmes de prêtres grandes et vertueuses, qui gémissent en silence sur l'obscurcissement de ta renommée et l'infériorité de ton rang. Ne se montreront-elles pas à la fin pour dire les regrets, les plaintes et les alarmes que leur inspire ton sort ? » Ils étaient venus croyant rencontrer ces âmes, et ils témoignèrent par leur satisfaction, dès le premier soir, qu'ils en sentaient au moins quelques-unes dans leur voisinage.

M. l'abbé Gibier, curé de Saint-Paterne d'Orléans, qu'on a qualifié le premier curé de France, se fit comme leur interprète en réfutant cette parole des déserteurs du devoir en face des difficultés présentes sous prétexte qu'ils n'ont pas le gouvernement qu'ils veulent : il n'y a rien à faire !

« Dites donc plutôt qu'il y a trop à faire, dites que le mal est tellement enraciné et tellement étendu que la tâche qui s'offre aux ouvriers de l'Evangile est immense. Dites cela, et vous aurez raison, et, sans doute, c'est bien là votre pensée ; seulement, ce qui n'est en soi que très difficile, vous l'appelez impossible...

Quel est celui qui a épuisé les remèdes ? Nous, prêtres, qui avons de si belles traditions d'apostolat et de charité, les avons-nous toutes consultées de près ? Nous en sommes-nous inspirés ? Tous les moyens anciens de faire du bien aux hommes et de convertir les âmes, les avons-nous employés ? Et les moyens nouveaux, puisque nous sommes dans une situation nouvelle, les avons-nous cherchés ? les avons-nous appliqués ?

Il suffit de poser ces questions pour répondre : Non, non, sur toute la ligne. Je ne dis pas qu'on n'ait rien fait, mais je dis qu'on n'a pas fait tout ce qu'on pouvait. Je dis surtout que tous n'ont pas fait ce qu'ils pouvaient. Il y a partout quelques hommes vaillants, toujours les mêmes, qu'on voit à la tête de toutes les entreprises et de toutes les œuvres. Il y a aussi des travailleurs obscurs qui font silencieusement une réelle besogne. Mais la masse, il faut avoir le courage de l'avouer, n'a rien fait, ne fait rien, et c'est elle qui va racontant qu'il n'y a rien à faire... »

Il terminait par ces fortes et enthousiastes paroles :

« Donc, messieurs, ne regrettons pas ce que nous

faisons ; félicitons-nous d'être venus ici pour étudier les moyens de faire plus, et convaincus qu'il n'y a que ceux qui bêchent consciencieusement leur petit coin de terre évangélique et ne désespèrent pas d'y voir pousser des fruits, qui sont véritablement dans leur vocation, répétons-nous le mot qu'on nous citait tout à l'heure : *laboremus*, ou mieux encore : Vive labeur ! selon la devise inscrite sur la maison de la vaillante libératrice d'Orléans. Vive le travail des apôtres, qui réconforte, qui soutient et qui féconde ! Vive le zèle qui ouvre les chemins de Dieu et qui n'est jamais, jamais complètement stérile ! Vivent tous ceux qui ont au cœur la flamme, la confiance, et qui, exclusivement préoccupés d'accomplir leur devoir sans se laisser arrêter par la crainte de ne pas obtenir de résultats, s'écrient avec Jeanne d'Arc : « Les hommes d'armes batailleront et Dieu donnera la victoire ! »

Le lendemain, dès huit heures du matin, on se mit au travail. On devait travailler pendant trois jours pleins, de huit heures du matin à dix heures du soir, avec deux courtes interruptions pour les repas.

Tout devait se passer en séance générale, pour que le congrès eût plus d'intérêt et pour que chacun pût exprimer sur chaque question la petite idée qu'il pouvait avoir apportée. On ne devait pas lire de rapports et, sauf le soir, ne pas faire de discours. Les rapports envoyés à la Commission au nombre d'environ cent cinquante, accompagnés d'une quantité de notes, avaient tous été lus par l'abbé Lemire, sommairement analysés, annotés, et devaient faire l'objet, séance tenante, d'un rapport verbal très court, sur lequel, au fur et à mesure des questions,

on pourrait présenter des observations. Chacun, dans ses observations, devait s'imposer la règle de ne dire que ce qui était essentiel et de ne pas dépasser cinq minutes.

Au fond de la salle une vaste estrade avait été dressée sur laquelle prirent place de nombreuses notabilités ecclésiastiques dont la présence donna pendant ces trois jours un aspect majestueux aux réunions : Mgr Tilloy, Mgr Amédée Curé, M. Dehon ; M. Touzery, ancien vicaire général de Rodez ; Mgr Petit, M. Gibier ; le R. P. Etienne, gardien du couvent des Capucins de Reims ; le R. P. Michel, supérieur des Pères Blancs ; l'abbé Pastoret, l'abbé Garnier ; M. le chanoine Combes, de Carcassonne ; M. Raux, l'abbé Lacroix ; M. le doyen Vandepitte ; M. André, curé-doyen de Nancy ; M. Girard, aumônier militaire de Nancy ; M. Rousseau, chanoine de Meaux ; M. Delozanne, directeur de l'*Avenir de Reims* ; M. Abeau, curé-doyen de Châteaurenard ; M. Colson, curé de Crancey ; M. Duballet, rédacteur de la *Revue de Droit Canonique* ; M. Boyer, de Nancy ; l'abbé Fourié ; M. Drouin, chanoine, curé de Beaumont-les-Autels ; M. Couffy, curé-archiprêtre de Tulle ; M. Gillet, curé-doyen de Réchicourt (Alsace) ; M. Hackspill, curé-archiprêtre de Thionville ; M. Piau, supérieur du Grand-Séminaire de Chartres, etc.

En avant de l'estrade on avait disposé de longues tables formant un angle droit dont le côté se prolongeait dans la salle : c'était la place des secrétaires du Congrès, MM. Pa-

tuel, Thalmet, Chirouter, Brellaz, Delbecque, Audier.

Devant la partie de face siégeaient les directeurs et les organisateurs du Congrès, Mgr Péchenard, président, ayant à sa gauche Mgr Dulong de Rosnay, M. Soulange-Bodin, curé de Plaisance, etc. ; à sa droite, M. Lemire, président de la Commission d'initiative, MM. Dabry et Cadic, secrétaires de la Commission, MM. Pierre, Boyreau, Paul de Revel, curé de Vesoul.

Quelles journées, quelle collaboration féconde de six à sept cents prêtres mettant en commun le fruit de leur expérience, exprimant respectueusement leurs *desiderata*, les intentions les plus droites et les plus purs désirs de leurs cœurs !

On entame d'abord l'essentiel, ce qui regarde le culte et l'administration des sacrements. On exprime la nécessité de *paroissiens* bien faits, qui permettraient aux fidèles de n'être pas purement spectateurs passifs dans les cérémonies, qui contiendraient sur les psaumes les plus connus, les hymnes les plus belles, les cantiques bibliques, sur les saints ou le mystère du jour, sur les cérémonies ou rites les plus visibles, quelques notes historiques, mystiques, morales, destinées à en faire connaître la raison, la beauté ou l'antiquité. On voudrait qu'à l'église tout le monde eût sa place et on traite de la gratuité des chaises. On signale l'initiative des Dames chrétiennes de Gray qui prirent l'adjudication des chaises : elles réglèrent si bien les choses que non

seulement elles purent accorder la gratuité à une messe le dimanche et, à plusieurs offices, la semaine, mais elles retirent encore chaque année un bénéfice qu'elles consacrent aux bonnes œuvres. A cette occasion est touchée la question du Casuel du clergé, si inégalement réparti, source de tant d'abus.

« Il faut, dit-on, travailler de toutes ses forces à faire comprendre que nous ne sommes pas prêtres pour l'argent, qu'il n'y a chez nous, représentants de la vraie Eglise de Jésus-Christ, ni jouisseurs, ni enrichis.

Dans plusieurs paroisses, notamment à l'Immaculée-Conception de Vanves, à Puteaux et dans tout le diocèse de Marseille, une réforme a eu lieu. Un casuel *fixe* a été substitué au casuel instable et à tout ce qu'il comporte d'humiliant, de capricieux et d'abusif.

La réforme pourrait se réaliser sans qu'il y eût pour cela une révolution. La colonne *Casuel*, de la Fabrique, resterait intacte ; celle du curé, des vicaires, et des employés également; seulement le personnel ne toucherait plus ce casuel, il aurait un *fixe* en rapport avec les conditions locales : *dum victum habemus, his contenti sumus*. »

De justes considérations sont apportées sur la nécessité d'abréger les offices, de les placer à des heures plus commodes, surtout pour les vêpres, de les rendre plus intéressants, d'y faire chanter les fidèles.

« Dans la paroisse de Clichy-la-Garenne, près Paris, dit l'abbé Pierre, régnait la plus complète indifférence, pour ne pas dire l'hostilité en matière religieuse. Les offices n'étaient pas fréquentés ; à peine quinze hommes

assistaient aux vêpres. Depuis un an on a essayé de relever la paroisse par le chant. On a mis à profit la bonne volonté et le concours des jeunes gens de l'école des Frères et des patronages. Les offices ont été plus vivants et plus intéressants. Tous les hommes de la paroisse ont été convoqués à assister aux vêpres un dimanche par mois. Voici, au bout d'un an, les résultats, pas merveilleux encore, mais cependant déjà très appréciables : au lieu de quinze, les hommes viennent assister aux vêpres au nombre de cent cinquante environ. Cela prouve bien que le chant est un véritable moyen d'apostolat et qu'il y a, en ce moment, à porter de ce côté une sérieuse attention. »

On passe aux sacrements :

« Il me semble, dit quelqu'un, qu'il y aurait bien des choses à dire sur l'exercice de notre ministère dans le sacrement de Pénitence. On nous apprend au Séminaire une quantité de cas de conscience qui ne se présentent jamais, et on nous éclaire assez peu sur ce qui est le fond même de notre rôle vis-à-vis du pénitent. On nous apprend à être juges, et encore! On ne nous apprend pas à être médecins. »

Le vénérable M. Drouin, curé de Beaumont, dans le diocèse de Chartres, s'avance avec sa couronne de cheveux blancs et raconte comment il est arrivé à réhabiliter la Communion dans un pays encore tout imprégné de l'esprit janséniste, comment il a établi la Communion mensuelle, et par quel ingénieux procédé qu'il appelle la Communion interparoissiale, il a réussi à embrigader dans sa sainte ligue pour la Communion des paroisses voisines de la sienne.

On signale le désordre dans les églises les jours

de grand mariage. Rien d'évangélique dans les cérémonies, dit l'abbé Duparc, les mariés ne peuvent sortir que mal impressionnés. Quant aux mariages pauvres, ils sont faits avec une précipitation déplorable. Pourquoi ne pas profiter de la circonstance pour prononcer quelques paroles d'édification ? Cela ferait plaisir et toucherait. « C'est une règle à laquelle je me suis astreint pour mon compte et à laquelle je manque rarement. J'ai toujours constaté la bonne impression produite et sur les futurs époux et sur les familles. » Mgr Péchenard critique la rédaction des lettres de convocation. Le mot de bénédiction nuptiale ne convient pas du tout. Les lettres pourraient être ainsi libellées : « Nous avons l'honneur de vous faire part du mariage de... qui aura lieu en l'église de... à telle heure. On se réunira la veille... à telle heure... pour la cérémonie du contrat civil. »

Le repos du dimanche, la prière en famille, la prière du matin à laquelle on peut entraîner en la faisant réciter à haute voix à l'église, la prédication qu'il faut mettre sous tous les rapports en harmonie avec les besoins du temps, l'explication de l'évangile suivi, la lecture des mandements qu'on pourrait faire d'une façon un peu moins fastidieuse, le catéchisme qui est la base fondamentale du ministère du prêtre de paroisse, attirent tour à tour les observations des congressistes. La question du catéchisme particulièrement a été soignée par les rapports et, peut-on dire, a été traitée à fond.

Sortant de l'église, on prend le prêtre dans

son ministère de propagande au dehors. Ici se présentent les livres, et on attire l'attention sur les livres de distributions de prix souvent si insignifiants et si mal faits; les bibliothèques paroissiales où il n'y a souvent pas un ouvrage intéressant ; les journaux, les affiches qui amènent à la tribune l'intrépide et délicieux abbé Fourié ; les bulletins paroissiaux, qui ont à peine fait leur apparition et qui prendront bientôt un si merveilleux développement sous l'énergique impulsion de l'abbé Brellaz. Mais sur les journaux Mgr Péchenard veut prendre la parole :

« La Presse, messieurs, est une puissance formidable, un moyen d'action dont nous n'avons pas encore su ni même voulu sérieusement nous servir. Je saisis cette occasion de le proclamer bien haut ici.

D'abord nos dispositions à l'égard des journalistes ne sont pas ce qu'elles devraient être. Nous nous fâchons pour un rien, nous cessons notre abonnement, nous mettons sans cesse et pour les moindres détails notre manière de voir en opposition avec celle du journal, comme si le journal était fait pour refléter les opinions particulières de chacun de nous et non pour créer un grand courant en faveur des principes qui nous sont chers.

D'autre part, pense-t-on que les journalistes soient infaillibles et qu'eux seuls n'aient pas le droit de se tromper ? Obligés tous les jours d'écrire sur toutes les matières qui se présentent, de traiter les sujets les plus variés, quelquefois les plus disparates, astreints à une besogne qu'on peut sans exagération comparer à une espèce d'esclavage, ils sont sujets à faillir, à faiblir, et ce n'est pas vis-à-vis d'eux qu'on est autorisé à se montrer d'une intolérable exigence.

Il me semble, au contraire, que si l'indulgence, si la bonté sont des droits, c'est surtout ici, car ce travail

forcé, cette série d'ennuis et de difficultés auxquels se soumettent volontairement les journalistes, surtout ceux qui sont prêtres, pourquoi les prennent-ils ? Pour le bien de qui s'en chargent-ils ? Pour nous, messieurs, pour notre bien. Ils se constituent les défenseurs de nos intérêts et de notre honneur. Dès que nous sommes attaqués, ils accourent, si nous avons une réclamation à faire, un projet à lancer, leurs feuilles complaisantes s'ouvrent pour nous, leurs plumes exercées parlent à notre place, en sorte qu'un journal catholique est comme un patrimoine commun et que nous devrions le défendre comme tel, j'allais dire, comme la chatte défend et protège ses petits.

Je répète : On n'a pas su comprendre cela. Ajoutons que la presse est une de ces mille choses modernes auxquelles on a boudé sans raison, et qu'au moment où il nous faut reconquérir le peuple, il nous faut aussi perdre ce préjugé, accepter cette chose moderne et nous mettre en mesure de nous en servir, car qui a la presse a l'opinion publique. »

Arrive la question des écoles, et l'abbé Delahaye, curé de la Chapelle-Saint-Mesmin, notre Jean des Tourelles, déchire les voiles de son rapport si courageux, si sensé, si profondément patriotique et chrétien, sur notre attitude vis-à-vis des élèves et des instituteurs des écoles laïques. On prône l'introduction de jeunes gens dans les écoles normales primaires. « Il est temps, grand temps, dit l'abbé Garet après l'abbé Pierre, que nous reprenions à notre compte le mot de Tertullien : Nous remplissons vos écoles, vos universités, vos tribunaux, vos armées ; nous sommes les meilleurs et les plus actifs de vos citoyens, les plus zélés de vos précepteurs · nous

vous mettons au défi de nous traiter comme un parti d'émigrés à l'intérieur!

Avant le dîner, après lequel recommencera une séance de travail terminée par un discours, on va à la cathédrale où le salut du saint-sacrement est précédé d'une allocution encore appropriée.

« Nous devons aimer notre pays tel qu'il est, dit le premier jour Mgr Petit, aumônier du Cercle catholique de Lyon, nous ne devons pas prétendre que tout y est bien, mais encore moins peut-être dire que tout y est mal. Nous ne devons pas non plus, après un examen superficiel, selon le mot si vigoureusement réfuté hier soir, nous contenter de déclarer qu'il n'y a rien à faire, et nous asseoir sur le parvis de nos églises abandonnées, comme jadis les Hébreux aux bords du fleuve de Babylone, versant des larmes sur les ruines du temps présent, dans l'attente de meilleurs jours....

Le temps et l'espace n'ont plus la même valeur pour nous que pour les hommes d'une autre époque. Les transports, les communications rapides, les chemins de fer, les lignes de paquebots, les services internationaux qui permettent de porter au loin les produits de chaque contrée, de les répandre, de les échanger d'un bout du monde à l'autre, ont modifié profondément les conditions matérielles de la vie humaine. Leur influence se fait sentir jusqu'au fond des villages perdus dans nos montagnes. Elles modifient la valeur des produits du travail, même pour le pauvre ouvrier qui les ignore, pour le manœuvre qui ne les utilisera jamais directement. Elles ont introduit dans le régime de la vie matérielle des modifications et une variété qui en ont profondément altéré la simplicité première, qui ont détraqué les tempéraments et mis le poison moderne, l'alcool, à la portée de toutes les bourses et de tous les appétits.

D'un autre côté, l'appropriation des forces physiques, telles que la vapeur et l'électricité, leur concentration entre les mains de quelques hommes, non les plus intelligents, mais les seuls assez riches pour se procurer les machines capables d'utiliser ces forces, la création des usines qui en est la suite, ont également produit dans les conditions du travail une perturbation non moins profonde que celle de la propriété territoriale, et cette perturbation est loin actuellement d'avoir dit son dernier mot.

Quelle est la part qui revient à chacun dans la répartition de la richesse et des produits du travail ? Peut-elle se calculer sur les mêmes bases qu'autrefois, et ne prendre que la liberté pour règle ? Comment faire régner dans ces nouvelles conditions économiques la justice, la morale, le respect de la famille et de la dignité humaine ? Autant de problèmes redoutables dont la solution tourmente les sociétés modernes, et dont la recherche s'impose à notre étude, nous les docteurs de la morale et les représentants de Dieu, le Père de l'humanité... »

On entend le soir un discours de Mgr Dulong de Rosnay, qui est comme un hymne à la jeunesse et à la vie. Le lendemain, c'est le défilé des œuvres : œuvres de préservation et d'édification, et de judicieuses observations sont faites sur la nécessité d'étendre et de perfectionner les patronages ; œuvres de charité, secrétariats du peuple, conférences de St-Vincent de Paul, bureaux de placement ; œuvres sociales, à l'introduction desquelles M. l'abbé Raux fait entendre une magistrale exposition de principes.

Puis, après le ministère du prêtre, c'est sa propre formation qui est abordée : Que sont les études dans les petits et les grands séminaires ?

Comment les complète-t-on et les perfectionne-t-on après? Vaste matière où une certaine réserve était imposée, mais où l'on a eu assez de liberté pour indiquer quelques lacunes à combler, quelques progrès à faire.

« Le séminaire n'est pas un but, mais un moyen; il n'est pas créé pour le séminariste, mais pour le prêtre, et le prêtre n'est point fait pour lui-même, mais pour la société. Une société où il est nécessaire de rétablir la religion demande des prêtres autrement formés qu'une société où la religion n'a besoin que d'être conservée. Une société fondée sur ce principe : « tout pour le peuple, tout par le nombre, par la foule et par l'association » demande des prêtres autrement formés qu'une société où tout se fait par la volonté d'un seul et par voie hiérarchique.

La préparation dans les séminaires, même les meilleurs, est toujours plus ou moins factice. Le séminariste doit être saisi par le milieu sacerdotal ; c'est donc ce milieu qu'il faut former bon, apostolique, généreux. »

Le soir, dans la basilique de Saint-Rémy, où vient de se dérouler en imposante procession autour de la châsse du saint Evêque du V[e] siècle, la longue théorie des congressistes, l'abbé Pastoret parle de la science des sciences, celle du Salut.

« Le prêtre, obligé de se sauver lui-même, est proprement le sauveur des autres...

Dans la déviation générale des sociétés... si la part est grande qu'il faut faire à la faiblesse du cœur et à la malice des hommes d'enfer, grande aussi est la part qui en revient, pour ne rien dire de trop, au défaut de coup d'œil, de stratégie et de tactique dont, tantôt ici, tantôt

là, le corps des sauveteurs officiels a pu donner la preuve....

Ici, Messieurs et chers confrères, bien peu avisé serait celui qui croirait pouvoir parler de lui-même et présenter sa panacée. Non, nul de nous ne se flatte d'être parmi les révélateurs ni ne se pique d'avoir trouvé le vrai système. Nous ne prétendons pas apprendre à qui que ce soit ; nous nous honorons plutôt du rôle d'enseignés.

C'est encore le Pape qui parle, qui indique les bonnes méthodes et conseille les remèdes efficaces : c'est lui qui doit être écouté et une bonne fois compris.

Et c'est avec lui que nous disons : Ne passez pas auprès du malade sans en apercevoir les vraies blessures. C'est l'organisme social lui-même qui est atteint, et non pas telle ou telle partie. Le malade est malade au fond, ne pensez pas le guérir par des remèdes approximatifs. N'ayez pas l'air, tout en voulant sincèrement corriger quelques-uns des effets du mal par des soins plus ou moins opportuns, de gens qui prennent leur parti d'une situation radicalement fausse et foncièrement injuste.

Le Pape le dit, cela, et dans ses encycliques il le redit sans se lasser.

Il fait mieux que le dire, il le pratique ; car, avec un courage indomptable, sans peur de déplaire et au détriment de ses intérêts immédiats, il proclame les grands principes et en rappelle à qui de droit toute la force.

Faisons de même, Messieurs et bien vénérés confrères. Fût-ce au détriment de nos intérêts et au déplaisir de ceux qui les voudraient violer sans dommage spirituel ni temporel, proclamons la vérité sans exagération, mais sans amoindrissement. »

Qu'on me permette une dernière citation. Je veux laisser M. Gibier expliquer comment il s'y

est pris pour obtenir les merveilleux résultats qu'on peut constater dans sa paroisse de Saint-Paterne, à Orléans :

« Il y a quatorze mille hommes dans la paroisse. Elle est organisée et elle fonctionne d'après les quatre lois suivantes :

1° *La loi du travail,* celle qui enfante les œuvres fécondes, celle qui se trouve à la base de toute entreprise consciencieuse, opposée à la loi du moindre effort, la loi du travail à outrance, incessant, fructueux, tel que l'entendent les commerçants, les industriels, les laborieux de toute catégorie, de ce travail qui fait triompher de tous les obstacles et arriver à la victoire.

2° *La loi de l'union dans le travail.* Nous pratiquons la vie commune, dont nous parlait si bien tout à l'heure M. le curé de Plaisance. Mes six vicaires et moi nous ne faisons qu'un sous le régime de la bonne fraternité sacerdotale. Dans cette vie où tout est partagé, nous trouvons d'abord la lumière pour les décisions à prendre, car tout est soumis à la discussion et décidé sur l'avis commun ; ensuite, le charme nécessaire à toute vie, car le prêtre est un homme et a besoin de s'épanouir ; en troisième lieu, nous y trouvons la force dans l'action : chacun de nous, en effet, s'appuie sur les autres, chaque partie agit avec la force du tout ; quand une résolution est prise et exécutée, elle n'est le fait ni de M. le curé, ni du premier vicaire, ni du sixième, mais du clergé de la paroisse tout entier ; enfin, cette vie d'union dans le conseil et dans l'action nous procure la stabilité dans la tempête, et cet avantage est très appréciable, alors que des difficultés surviennent toujours à des gens qui travaillent. Les difficultés nous sont venues à nous des deux côtés opposés, si tant est qu'ils soient si opposés que cela : du côté des francs-maçons et du côté des conservateurs. Notre union nous a rendus forts contre cette dou-

ble tempête que nous avons surmontée avec un égal succès.

3° La troisième loi de notre paroisse est la *loi de la division du travail,* suivant la méthode des apôtres mêmes. C'est en lisant la vie d'un curé illustre, M. Olier, que j'ai conçu l'idée de la division d'une paroisse en quartiers. J'ai divisé ma paroisse en autant de quartiers que j'ai de vicaires, six par conséquent. Chacun connaît ses paroissiens et est connu d'eux ; chacun possède exactement son *status animarum.* Cette manière est la seule, à mon avis, pour un curé, de connaître sa paroisse.

Je vois bien les objections qu'on va faire tout de suite. Le vicaire est exposé à prendre trop d'influence : je réponds, non, puisqu'il est entendu que tout se décide en commun et qu'on fait prendre aux fidèles l'habitude de tout rapporter à tout le clergé. Le vicaire peut se tromper, dira-t-on encore : Eh, mon Dieu ! oui ; les curés ne se trompent-ils donc jamais ? L'homme est un être responsable, un vicaire n'est pas un instrument, il faut l'habituer aux responsabilités ; un vicaire qui s'est trompé une fois ne se trompe pas la fois suivante, et peu à peu il se formera...

4° Notre quatrième loi est la loi de *l'adaptation du travail* aux besoins des paroissiens pris collectivement, aux diverses catégories de paroissiens, et à chaque paroissien en particulier.

Pour l'ensemble des paroissiens, nous pratiquons sur une large échelle la visite à domicile sous tous les prétextes, par tous les moyens et sous toutes les formes... Nous communiquons aussi avec nos paroissiens au moyen d'un *Bulletin paroissial,* de billets d'invitation à des conférences, etc...

Pour chaque catégorie de paroissiens, nous avons un certain nombre d'exercices spéciaux. Les hommes ont une messe le dimanche à huit heures, et une instruction de vingt-cinq minutes...

Voilà comment nous entendons la paroisse, voilà dans quelle voie nous nous efforçons de marcher. Nous allons au peuple, nous essayons de communiquer Dieu au peuple, car nous sommes persuadés, et l'expérience, hélas ! le prouve trop, que le peuple n'ira pas chercher Dieu si nous ne prenons nous-mêmes la peine de le lui porter. »

Cette communication appartient à la troisième journée, pendant laquelle on s'occupa du cadre du ministère du prêtre, la paroisse, le diocèse, des groupements pour s'instruire, pour se sanctifier, pour s'entr'aider.

Vers la fin de cette journée, quand son Éminence, le cardinal Langénieux, accompagné de Mgr Mignot, alors évêque de Fréjus, vint honorer le congrès de sa visite et en consacrer les travaux par sa présence, pendant que le bourdon de la cathédrale sonnait à toute volée en signe de pieuse allégresse, Mgr Péchenard, qui avait été seulement intéressé d'abord, puis, comme tout le monde, captivé, soulevé, enthousiasmé, qui, se sentant porté par le flot du bon vouloir et du bon entrain de tous, s'était allégrement mis au diapason, avait déployé toutes les ressources de bonhomie, de finesse, de tact, de fermeté douce et d'à-propos, et nous avait donné l'image du parfait président, ne put que se laisser aller à exprimer sans réticence ses impressions, qui étaient celles de tous :

« Eminence, je ne suis pas préparé à vous adresser ce discours, mais un père l'accueillera avec faveur.

« Sous vos auspices, nous avons tenu un Congrès qui d'avance a attiré l'attention. En ce moment où il vient de se terminer, je suis tellement ému de ce que j'ai vu et entendu que j'en suis réduit à dire comme le prophète : *A*, *a*, *a*, *Domine*, *nescio loqui*. Il ne faudrait pas une langue humaine pour traduire cette cordialité qui a régné ici, cette absolue sincérité avec laquelle on a parlé des choses de Dieu, et cette préoccupation de mieux faire, vivante chez tous et exprimée avec une ardeur si touchante.

« De tous les points de la France, nous sommes venus ici, animés par le seul désir de nous instruire, de nous édifier et de bien faire. Sans être les représentants officiels du clergé français, nous sommes de fait les représentants du clergé de demain.

« Je me porte garant, au nom de l'Assemblée, que rien n'a été dit qu'en parfaite conformité aux directions et aux instructions pontificales, que pas un mot n'a été prononcé qui ne fût empreint d'une absolue déférence et du plus profond respect pour l'autorité de NN. SS. les Evêques, et que les prêtres qui sont ici n'ont rien dit et rien fait dont leurs supérieurs ne puissent être fiers.....

« Je dépose à vos pieds, Eminence, avec les vœux de tous mes confrères, les fruits de nos travaux. En partant d'ici, nous irons porter au loin la bonne nouvelle avec la conscience d'avoir fait au plus haut point acte de prêtres, et avec le souvenir d'un effort immense accompli ici ».

Le Cardinal exprima hautement sa satisfaction.

« A un moment donné, quand la tempête a grondé sur vos têtes, je n'ai pas hésité à vous servir de refuge et à vous prendre sous ma protection. Et, ces jours-ci, quand j'ai compris que je ne pouvais être moi-même au milieu de vous, j'ai délégué pour vous présider celui qui est à mes côtés, qui me rendait compte tout à l'heure de vos travaux en termes si élogieux, et à qui revient, je ne crains pas d'être démenti, une bonne part du succès de ce congrès.

« Venus à Reims pour y retremper vos âmes au souvenir de toutes les grâces qui sont parties d'ici sur la France, vous vous êtes souvenus que le prêtre est inséparable de son ministère, qu'il ne voyage jamais seul et qu'il porte toujours après lui le sort des âmes. C'est pourquoi vous n'êtes pas venus ici seulement pour votre compte personnel, mais aussi en vue des populations dont vous avez la charge. Vous vous êtes occupés des moyens de les gagner à Jésus-Christ. Dans l'étude de ces moyens, vous avez su vous circonscrire au domaine que vous pouviez aborder sans empiéter sur l'autorité de personne. Je vous remercie, car j'étais responsable ».

Il ajoutait que comme récompense de nos travaux, il nous apportait la bénédiction du Souverain Pontife.

Ayant rendu, le lendemain, fidèlement compte à Rome de ce qui s'était passé, il recevait, à la date du 3 septembre, une lettre du cardinal Rampolla, dont le paragraphe suivant concernait le Congrès :

« Les nouvelles que votre Eminence m'a don-

nées, par sa lettre du 28 août dernier, sur l'esprit qui a animé la récente réunion des prêtres auprès du tombeau de saint Remi, ont apporté une grande consolation au Saint-Père, à qui je me suis empressé, selon votre désir, de rapporter tout ce que votre Eminence m'a communiqué. Sa Sainteté se plaît à voir que le clergé travaille à se rapprocher du peuple, et il en augure les meilleures espérances pour l'avenir ».

Le Secrétaire d'Etat ajoutait :

« De même les nombreux pèlerinages auxquels le quatorzième centenaire du baptême de Clovis a donné lieu sont un indice significatif du réveil du sentiment religieux parmi vos populations, et l'on ne saurait dire combien le Saint-Père souhaite que les fruits de ce réveil mûrissent bientôt ».

Il n'y eut qu'une note dans la presse non rédigée par des énergumènes pour applaudir le Congrès. Même des journaux royalistes, comme le *Gaulois*, le *Soleil*, firent des comptes-rendus très favorables ; à gauche, le succès, la bonne tenue, le bon esprit des congressistes convertirent aussi quelques feuilles qui s'étaient auparavant montrées hostiles. A la Chambre, M. Mirman voulut y aller de son interpellation. Il fournit simplement à l'abbé Lemire l'occasion de prononcer un beau discours et à M. Méline, président du Conseil, de faire quelques déclarations libérales.

Les comptes-rendus de journaux, revues, *Semaines religieuses*, furent innombrables. Un

grand nombre venaient des congressistes eux-mêmes, qui étaient heureux de revivre un moment et de faire vivre aux autres ces journées si intéressantes, ces séances où, en dehors des noms déjà mentionnés, on avait entendu dans la note grave ou aiguë, dans la critique ou l'éloge, dans l'enthousiasme ou la réprobation, MM. Gontier, Godet, Rul, Lombard, Lemaire, Colson, Poey, Renvoisé, Delbecque, Riché, Combes, Mimil, Laisnez, Barjonet, Jacquot, Vanneufville, Quillet, Gillot, Hamont, Patuel, Duquesnoy, Gamble, Boyer, Rousseau, Dehon, Naudet, Fesch, Garnier, sans oublier le toujours jeune et vénéré Mgr Tilloy, etc. Ils n'omettaient pas la seule douceur que se soient accordée les Congressistes après de telles journées de travaux, le fameux banquet dans la grande salle du Centenaire, où Mgr Péchenard porta un toast à Léon XIII, qui a « lancé avec confiance le clergé dans les pleines eaux de la démocratie »; où Mgr Dulong de Rosnay embrassa l'abbé Lemire pour symboliser la fusion des classes, où le « vivat » flamand retentit en notes impressionnantes, en l'honneur des principales personnalités du Congrès.

Quant à l'enseignement à dégager de cette manifestation, à la signification exacte qu'il fallait lui donner, il y a quelqu'un à qui il appartenait surtout de la formuler, et il n'y manqua point : c'était M. l'abbé Pierre. Esprit pondéré, intelligence avisée autant qu'apôtre ardent, plein de la moelle de l'Ecriture Sainte et des Pères, toujours maître de sa phrase à laquelle sa parfaite

connaissance des auteurs de l'antiquité lui permet de donner une tournure très littéraire, il avait par des interventions importunes et toujours applaudies, discrètement partagé avec Mgr Péchenard le rôle de moniteur du Congrès. Dans la presse, il était aussi vigoureusement intervenu, et de même qu'il avait justifié l'entreprise avant, il l'expliqua et la magnifia après. Dans un magistral article de la *Revue du Clergé français*, il acheva de mettre en déroute les objections de Mgr Isoard pieusement recueillies et amplifiées par tous les réfractaires. Dans l'*Univers*, il donna la note qui, à mon avis, doit rester et que je voudrais précisément relever. Cette note c'est que le clergé, domestiqué jusque-là par les partis monarchiques, ayant perdu cette admirable faculté de se mouvoir dans le siècle et au milieu de la complexité des choses du monde, cette faculté éminemment précieuse qui s'appelle l'esprit politique, qu'on s'est toujours accordé à lui reconnaître dans l'histoire, semblait en avoir recouvré quelque chose au Congrès de Reims.

« De saint Remi à saint Eloi, de Suger à Richelieu, cet esprit fut, pendant des siècles, comme le bien héréditaire du clergé français. C'est parce qu'ils le possédèrent à un degré éminent que les évêques gallo-romains furent honorés par la reconnaissance et la confiance des peuples du titre de *défenseurs de la cité*, et que les évêques francs méritèrent de s'asseoir parmi les douze pairs, dans les conseils de Charlemagne. C'était un esprit de sagesse et de justice, fort ennemi du bloc et qui, suivant le conseil de saint Paul, ne rejetait rien de parti pris, dans la société nouvelle, mais éprouvait toute chose

pour n'exclure que ce qui était mauvais et conserver tout ce qui était bon...

C'était aussi un esprit de modération et de patience qui n'oubliait jamais que si la formation de l'homme et du chrétien est l'œuvre d'une vie entière, à plus forte raison, la formation d'une société chrétienne ne peut être que le fruit d'une longue persévérance. Animés de cet esprit, les successeurs de saint Remi, souvent combattus et même persécutés par les farouches descendants du baptisé de Reims, travaillaient sans découragement à préparer les règnes admirables de Dagobert, de Charlemagne et de saint Louis. Le Dieu qui leur commandait de semer dans les larmes ce que d'autres devaient recueillir dans la joie, les consolait, en leur donnant de contempler dans les jardins de l'Eglise ces fleurs délicates et suaves, qui se nommèrent Geneviève et Clotilde, Bathilde et Radegonde.

Il les récompensait ainsi d'avoir, pour employer une belle expression de Louis Veuillot, « su faire bon visage aux choses de la vie ».

Et nous aussi, à Reims, nous avons voulu faire aux choses de notre temps ce bon visage dont Dieu nous a fait, à nous prêtres, un devoir d'état.

Disant définitivement adieu aux déclarations belliqueuses que nul effort sérieux n'accompagne, et bonnes seulement à exciter l'ennemi, nous avons envisagé virilement les périls de l'heure présente, et demandé à Jésus-Christ, par Notre-Dame de Reims, d'élever nos cœurs à la hauteur de notre tâche.

Nous avons songé moins à gémir qu'à nous armer, moins à invectiver nos adversaires qu'à faire nous-mêmes l'examen de notre propre conscience, moins à formuler des réclamations vaines qu'à user en hommes et en citoyens des libertés qui nous restent, pour mériter d'obtenir un jour celles qui nous manquent encore (1). »

(1) L'*Univers*, 3 septembre 1896.

Voilà exactement ce qu'a été le Congrès ecclésiastique de Reims, la condensation de ce souffle qui depuis cinq ou six ans s'était levé aux quatre coins de notre pays, et, arrachant le clergé à de meurtrières habitudes, l'avait relancé dans la réalité et dans l'action.

Le fait avait été trop considérable pour qu'on n'essayât pas de lui donner toute sa portée et d'en prolonger les effets salutaires par un Compte-rendu fidèle et soigné. La chose était d'autant mieux indiquée que, contrairement à ce qui se passe dans ces sortes d'assemblées, aucun rapport n'y avait été lu. Tous avaient été mentionnés séance tenante par l'abbé Lemire, un certain nombre avaient été résumés, la plupart avaient dû être seulement très sommairement analysés. Or, il y avait dans ces rapports de véritables richesses. Il fallait, après le Congrès, qui avait produit son effet de manifestation, écrire un volume qui portât aussi son témoignage et qui fût un document utile entre les mains des prêtres qui voudraient s'instruire.

Quelque lourde que fût la tâche, je la pris sur moi. J'emportai l'énorme dossier et je me mis en mesure de résumer une à une, fidèlement et littérairement, la quantité de pièces dont il se composait. Cela m'occupa une grande partie de l'année scolaire 1897.

M. l'abbé Saubin, esprit très net, prompt au dévouement et à l'action, me prêta un concours précieux. L'abbé Cadic et l'abbé Ract, deux vaillants qui ne rechignent pas à la besogne,

donnèrent aussi un sérieux coup de main. Quant à la partie verbale du congrès, elle ne fut pas très difficile à reconstituer ; elle avait été prise presque littéralement par les six secrétaires improvisés qui se relevaient de deux minutes en deux minutes, et elle avait été complétée par les notes personnelles des orateurs qu'un homme éminemment pratique, M. l'abbé Brellaz, armé de petits papiers et de bouts de crayon, avait eu la précaution d'aller leur demander au fur et à mesure qu'ils venaient de parler.

IV

Le mouvement de la démocratie chrétienne, l'ébranlement du clergé et le rajeunissement de ses méthodes n'épuisaient pas toute la force d'impulsion donnée aux âmes catholiques par Léon XIII. Pour avoir une architecture sociale chrétienne, il faut un esprit, c'est-à-dire un ciment chrétien, et pour avoir cet esprit, il faut des sources d'où il coule dans toutes les branches, dans toutes les parties intégrantes de la société. Ces sources ne peuvent être que des Fraternités chrétiennes. Dénoncer l'individualisme et le capitalisme qui rongent la société moderne, signaler « la misère imméritée » et l'usure vorace, et demander des institutions qui soient un bouclier pour la faiblesse et un glaive pour la justice, c'est très bien ; mais ces institutions, ces associations, ces groupements de secours mutuel et de défense, comment les recruter, si ceux-là mêmes qu'il s'agit de défendre ne

connaissent ni le mal qui les fait souffrir, ni le remède ? Comment leur donner l'orientation nécessaire si l'esprit de pacification, de conciliation et de bonne entente qui est indispensable leur fait défaut, en un mot, si la multitude ne se compose ou bien que de résignés apathiques qui attendent la fin du monde, ou de révolutionnaires qui ne reculeraient devant aucune violence pour la faire arriver ?

C'est donc une action incessante et organisée sur les cœurs qu'il faut employer, c'est une diffusion d'esprit évangélique dans le corps social qu'il faut provoquer et entretenir. Léon XIII se rappela qu'il y a huit siècles, le monde et particulièrement les pays de l'Europe méridionale se trouvaient exactement dans la même situation qu'actuellement, à la veille d'un cataclysme amené par le débordement des mauvaises mœurs, par les abus de la classe possédante, en présence, d'autre part, de révolutionnaires qui voulaient tout bouleverser, et que tout fut sauvé par le génie et les vertus d'un des hommes les plus extraordinaires dont fasse mention l'histoire, saint François d'Assise. Pourquoi les mêmes moyens ne réussiraient-ils pas aujourd'hui puisque les passions humaines sont toujours les mêmes ? Pourquoi le même courant de renoncement, d'esprit d'égalité et de justice n'amènerait-il pas les mêmes aplanissements, ne ferait-il pas fondre, peu à peu, de part et d'autre, les difficultés et les obstacles ?

Léon XIII se fixa d'autant plus facilement sur cette idée qu'elle lui était rendue familière

par la dévotion qu'il avait toujours eue et entretenue envers le pauvre d'Assise. Il tenait cette dévotion de son père. En 1878, il disait dans une allocution que quand il était archevêque de Pérouse, il allait chaque année passer quelques jours près du tombeau de saint François et de sainte Claire. Un peu plus tard, en décembre 1884, il fut amené dans une allocution à raconter ce trait qui révèle dans ce qu'ils ont de plus intime les trésors de cette âme si profondément sensible et tendre :

« Nous Nous souvenons toujours avec bonheur de Notre dernier pèlerinage au mont Alverne. Le jour de Notre départ, Nous nous sommes senti pressé d'épancher, en présence des religieux de ce vénérable couvent, les sentiments intimes de Notre cœur envers saint François. Dieu Nous inspira des paroles si émues que les frères attendris pleuraient et que Nous-même, ne pouvant retenir Nos larmes, dûmes cesser brusquement. Nous prîmes Notre bâton, et descendîmes à Bibbiena, louant intérieurement le héros séraphique. »

Il se dit que saint François, en dehors de l'Ordre qu'il avait institué pour relever dans l'estime publique les grandes vertus qui étaient alors les plus méprisées, créa une milice pour remettre en honneur les vertus évangéliques fondamentales au milieu même du monde. Ce fut cette milice désignée sous le nom de Tiers-Ordre, recrutée dans toutes les classes de la Société, dans tous les âges de l'un et l'autre sexe, qui arrêta la révolution en marche, dériva le courant dans un programme de réformes, en éclai-

rant le peuple, en le moralisant, et en l'organisant. Immédiatement son regard de Pontife, portant à quelques années au delà du temps où nous vivons, entrevoit la société transformée par la même organisation et la même influence, la révolution conjurée, les esprits pacifiés, la justice restaurée, la religion réhabilitée, l'harmonie ressuscitée entre les cœurs comme entre les intérêts. Cette perspective, il n'a cessé de la montrer pendant tout le temps de son pontificat, et toujours au bout de la même voie : l'embrigadement dans la vertu et l'action par le Tiers-Ordre.

Son premier acte, et le principal, ce fut l'encyclique commençant par les mots : *Auspicato concessum est*, en date du 17 septembre 1882, qui est une splendide page d'histoire. Il y parle ainsi de l'établissement du Tiers-Ordre par saint François :

« Il l'organisa sagement, moins avec des règles particulières que d'après les lois évangéliques, qui ne sauraient paraître trop dures à aucun chrétien. Ses règles, en effet, sont d'obéir aux commandements de Dieu et de l'Eglise ; de s'abstenir des factions et des rixes ; de ne détourner quoi que ce soit du bien d'autrui ; de ne prendre les armes que pour la religion et la patrie ; de garder la tempérance dans la nourriture et le genre de vie ; d'éviter le luxe ; de s'abstenir des séductions dangereuses de la danse et du théâtre ».

Quand ce genre d'association, dans laquelle les engagements étaient solennels et très explicites quoique non sous peine de péché grave,

se fut répandue un peu partout, les conséquences furent immédiates.

« C'était une grande force pour le bien public que cette corporation d'hommes qui, prenant pour guide les vertus et les règles de son fondateur, s'appliquaient autant qu'ils le pouvaient à faire revivre dans l'État l'honnêteté des mœurs chrétiennes. Souvent, en effet, leur entremise et leurs exemples ont servi à apaiser et à extirper les rivalités de partis, à arracher les armes des mains des furieux, à faire disparaître les causes de procès et de disputes, à procurer des consolations à la misère et au délaissement, à réprimer la luxure, gouffre des fortunes et instrument de corruption.

Il est vrai de dire que la paix domestique et la tranquillité publique, l'intégrité des mœurs et la bienveillance, le bon usage et la conservation du patrimoine, qui sont les meilleurs fondements de la civilisation et la stabilité des Etats sortent, comme d'une racine, du Tiers-Ordre franciscain, et l'Europe doit en grande partie à François la conservation de ces biens. »

Le but de l'Encyclique était d'en demander le rajeunissement ou, pour mieux dire, la résurrection. Le Tiers-Ordre, comme presque toute la religion elle-même dans sa partie pratique, était complètement déchu de son institution primitive. Ce n'était plus une école de fortes vertus évangéliques, une association pour la défense du droit, un appui pour les familles, et une force sociale ; il était tombé à l'état de confrérie pieuse, où le salut ne s'opère plus par l'effort violent dont parlait Jésus-Christ, mais par la pratique facile de multiples petites dévotions. Il fallait porter sur cette branche, comme sur

tout l'arbre, la cognée des transformations et des réformes.

Ce fut la tâche qu'embrassèrent avec le concours de quelques ecclésiastiques et laïques, quelques vaillants franciscains, le Père Ferdinand, le Père Jules, le Père Edouard, Ferdinand fut le théoricien, Jules, l'homme d'action, Edouard, le vulgarisateur.

Il va sans dire que tant que les catholiques étaient embrigadés dans les vieux partis, il n'y eut rien à faire. Le Pape eut beau faire suivre son encyclique d'une modification du vieux règlement qui ne répondait plus au cadre de la vie actuelle, il eut beau revenir sur son idée dans maintes et maintes allocutions, c'est absolument comme s'il ne disait rien. La raison en est très simple : on ne pouvait pas bouger sans la permission des comités royalistes, qui n'auraient jamais toléré qu'on parlât dans le sens du Pape parce que c'était dans le sens démocratique, encore moins qu'on organisât la diffusion de son idée et qu'on tînt des congrès.

Mais quand fut tombée l'odieuse Bastille où la liberté évangélique était emprisonnée, la réforme du Tiers-Ordre ouvrit ses ailes et s'engagea dans la voie où cette institution pouvait vraiment devenir une pépinière de recrutement et de formation de bons chrétiens pour toutes les autres œuvres.

Aux vacances scolaires de 1893, une première réunion eut lieu au Val-des-Bois, à laquelle prirent part, avec M. Harmel, le P. Ferdinand, le P. Jules, M. Dehon, M. Raux, et quelques au-

tres. En même temps le *XXe Siècle* qui, à chaque étape de cette marche en avant, interviendra pour marquer les coups, ouvrait largement ses pages pour lancer dans le public les nouvelles idées autour desquelles devait graviter désormais l'action du Tiers-Ordre. Son article de juin 1893 fit presque scandale, tant les chrétiens de nos jours, absolument enfouis dans les pratiques inertes d'une dévotion sans portée, se sont éloignés de l'esprit de l'Evangile ! Il disait par exemple :

« Le ridicule et puéril effroi que beaucoup de catholiques éprouvent dès que l'on touche à l'ordre social dans lequel ils sont traités en ilotes, ne doit pas atteindre les fidèles de saint François. Qu'ils portent la main sans peur sur l'arche du libéralisme capitaliste ; si à ce contact, elle vient à se disloquer et à tomber en ruines, ce ne sera au détriment ni de la religion, ni de la famille, ni de la propriété elle-même, et la justice, l'honneur et la liberté chrétienne y trouveront leur parti.

En un mot, qu'ils s'associent, fût-ce même à leur détriment temporel immédiat, à toutes les revendications qui ont pour objet d'améliorer le sort des déshérités et de mettre fin, dans la mesure possible, à la souffrance, à la misère et à l'oppression. Alors, interprètes de toutes les plaintes légitimes et agents de toutes les œuvres sociales chrétiennes, ils rempliront enfin la mission que l'Eglise et saint François leur ont tracée. »

On comprend que les bonnes âmes a qui on avait dit jusque-là que le Tiers-Ordre consistait à réciter chaque jour douze *Pater* et douze *Ave*, fussent un peu désorientées. Il y en a même, on s'en doute bien, qui ne voulurent jamais entendre ce nouveau son et cette nouvelle clo-

che, et nous rencontrerons hélas ! sur ce terrain les mêmes résistances opiniâtres que nous avons pu constater ailleurs.

Mais l'élan donné fut magnifique, et ce sont vraiment des étapes glorieuses que les Congrès de Paray-le-Monial, Limoges, Reims, Nîmes !

Celui de Paray eut lieu les 11, 12 et 13 septembre 1894. Le P. Ferdinand, après avoir employé deux ans à préparer l'opinion, à convaincre les mieux disposés de ses confrères, à intéresser la presse, à élaborer dans l'usine intellectuelle du Val-des-Bois un programme, voulut frapper un grand coup. Le P. Jules, absolument acquis à ses idées, était Commissaire général du Tiers-Ordre. Ils résolurent de placer sous l'égide du Sacré-Cœur, dans le sanctuaire même où il a fait ses révélations à la bienheureuse Marguerite-Marie, le retour du Tiers-Ordre à l'esprit de ses origines. Il leur sembla que non seulement le voisinage immédiat du Sacré-Cœur et son influence effective sur ceux qui lui sont dévots disposeraient bien les esprits, mais aussi que dans ce lieu même, confident des secrets de Jésus et de l'aveu de ses abaissements pour le rachat du monde, on comprendrait mieux que la religion chrétienne est la religion des souffrants et des humbles, et que le service de Jésus n'est pas une parade, mais un service d'abnégation, de dévouement, et d'amour.

Ils ne s'étaient pas trompés. Il y eut bien quelques étonnements, quelques récriminations même, et jusqu'à des naïvetés qui ouvrent un jour curieux sur l'abîme d'ignorance où le mensonge

religieux dans lequel ont été élevées les générations modernes nous a jetés. « Mais enfin, s'écria un bon Père, pourquoi toutes ces choses sociales? Est-ce que l'Evangile ne suffit pas ? » Ah ! certes oui, il suffit ; seulement, brave Père, vous ne vous apercevez pas que vous êtes à cent lieues de l'Evangile ! Le P. Ferdinand et bien d'autres n'eurent pas de peine à le lui faire entendre. On avait tout de même un vague sentiment qu'on pouvait mieux faire qu'on ne faisait ; du premier au troisième jour, il se fit de rang en rang un travail de conquête qui transforma bien des esprits, et ce fut par des acclamations enthousiastes que fut accueillie à la fin la lecture du cahier des vœux du Congrès. Les vœux caractéristiques étaient les suivants :

« Considérant que si le socialisme est devenu le danger imminent de notre société, le capitalisme, c'est-à-dire la prédominance injuste du capital, et les abus qui en sont résultés sont les vraies causes du désordre social actuel, le Congrès demande que les Tertiaires travaillent par l'enseignement oral et écrit et par l'exemple à réformer les idées fausses et les idées pratiques vicieuses, trop généralement acceptées sur ces matières.

Le Congrès émet le vœu que les directeurs des Fraternités étudient dans le détail pour chaque profession la pratique de la justice et de l'équité, et s'appliquent à enseigner dans les réunions du Tiers-Ordre les règles de probité spéciales à chaque état.

Le Congrès émet le vœu que les Tertiaires prennent l'initiative et se fassent les auxiliaires actifs de réunions d'études, organisées pour rechercher les institutions qui peuvent assurer l'observation des règles de la justice dans le commerce et dans l'industrie.

Le Congrès engage les Tertiaires à s'inspirer de l'esprit de saint François, qui s'est mis au service des plus petits, s'occupant de tous leurs besoins et travaillant à les affranchir de toutes les oppressions. Dans ce but, les Tertiaires doivent fonder ou aider, dans la mesure possible, les institutions propres à organiser équitablement et chrétiennement le travail, à prévenir ou secourir les misères qui résultent de la maladie, du chômage, de la vieillesse ou de la mort.

Le Congrès insiste sur l'esprit d'association à développer parmi les Tertiaires, afin que les liens de solidarité qui doivent les unir soient resserrés sur le terrain social et économique aussi bien que sur le terrain surnaturel et religieux. »

Pour être sûrs qu'ils ne s'engageaient pas dans une fausse voie et qu'ils n'interprétaient pas abusivement les instructions et recommandations du Saint-Siège, les organisateurs du Congrès envoyèrent ces vœux à Rome avec une respectueuse adresse au Pape, où ils disaient notamment : « Nous avons résolu de fonder et de soutenir des institutions propres à combattre l'usure et l'abus du capitalisme, à rétablir les citadelles de la liberté populaire par les unions professionnelles, à procurer l'aide mutuelle et le secours pour la maladie, la vieillesse et le chômage ». Léon XIII répondit immédiatement par sa lettre en date du 22 septembre au R. P. Jules, du Sacré-Cœur, commissaire général du Tiers-Ordre, qui est un véritable document. En voici le passage capital :

« Vos actes présents montrent avec évidence le grand cas que vous avez fait de Nos Encycliques et de Nos re-

la justice et de l'équité évangéli
ouvrière aux pratiques de la ver
même temps qu'à la relever de
pourvoir, par des secours conver
à resserrer entre vous les liens
vous unir par l'action extérieur
tout cela comme un vaste champ
mentez la profession de votre In
qui est le propre de votre patri
chose sainte. Les fruits auxquels
feront certainement point défaut,
fixé sur les exemples du bie
pleins de confiance en son seco
pleins d'ardeur, comme vous
Nous, Nous vous soutiendrons t
prises. »

On s'imagine si une parei
courage aux pionniers de la
caine, en même temps qu'el
beau dédommagement pour
dont ils étaient l'objet

cent-de-Paul et fit à ce propos une distinction qu'il ne sera pas mauvais de souligner.

« La misère ! en prononçant ce mot sur le sol de votre pays et devant des chrétiens qui portent au cœur la charité de Jésus-Christ, on évoque sans le vouloir la grande figure de saint Vincent de Paul, incarnation de la France charitable. Il y a entre saint Vincent et saint François d'intimes ressemblances et des différences profondes. L'un et l'autre ont eu l'intelligence du malheureux et l'ont aimé. Mais saint Vincent s'est attaché au *pauvre*, tandis que saint François s'est attaché au *peuple*. Les institutions de saint Vincent ont pour objet le soulagement de la maladie et de l'indigence, celles de saint François s'adressent à la misère sociale et aux besoins populaires. Ne les confondez pas. »

M. Harmel, M. Fonsegrive, M. Alexandre Bergasse, firent quelques déclarations très significatives. Tous les orateurs s'attachèrent à démontrer, et ils n'eurent pas de peine à le faire, que « dès son origine, l'action franciscaine avait exercé dans les âges de la féodalité, une influence considérable sur la transformation sociale et sur le maintien de l'ordre chrétien dans la société d'alors ». C'est cette mission, ajoutaient-ils, qu'à l'appel et sous les bénédictions de Léon XIII, le Tiers-Ordre reprend à cette heure.

Cette nécessité de prouver que la voie dans laquelle Léon XIII voulait ramener le Tiers-Ordre était sa voie naturelle et originelle indiquait bien que, depuis le Congrès de Paray-le-Monial, des divergences avaient éclaté dans

l'Ordre. Des deux grandes divisions auxquelles Léon XIII avait réduit les diverses branches de la famille de saint François, les Franciscains proprement dits, et les Capucins, les premiers seuls marchaient carrément dans le sens indiqué, les autres, qui avaient des tendances à fréquenter l'aristocratie et qui coquetaient avec la politique réfractaire, se tenaient en arrière, épiloguaient, finalement insinuèrent qu'on changeait le Tiers-Ordre, qu'il n'avait jamais été ce que l'on disait, que saint François ne s'occupait pas du peuple, qu'il laissait aux amis du siècle le soin de travailler à la production des richesses, que pour son compte il y avait complètement renoncé et que les intérêts des ouvriers et le bien-être social n'avaient rien de commun, tout respectables qu'ils fussent, avec les associations pieuses qu'il avait instituées comme un moyen de renoncement et de sanctification. Le P. Ferdinand avait répondu à ces extravagances, dans le *XX*e *Siècle*, dans un article du mois d'avril 1895, sur « l'Apostolat franciscain aux origines et de nos jours ». Au Congrès de Limoges, il y fut également répondu en bonne et due forme, mais l'erreur étant moins dans l'esprit que dans des dispositions morales et dans des préjugés qui influaient sur la vie tout entière, elle ne pouvait être dissipée. Comme les laïques, comme le clergé, les religieux allaient avoir affaire à une opposition déclarée dans leur propre sein.

Aussi les Congrès du Tiers-Ordre devant être organisés alternativement, selon une convention

adoptée par chacune des deux branches, et les Capucins ayant eu ainsi à organiser en 1896 le Congrès de Reims qui suivit celui de Limoges, le mouvement d'accentuation du caractère social du Tiers-Ordre subit-il à ce Congrès un léger fléchissement. Les organisateurs, après avoir fait un vaste programme où les questions de piété embroussaillaient, de façon à les étouffer presque, quelques rares points se rapportant à la question sociale, essayèrent de dériver l'intérêt et l'enthousiasme dans de grandes manifestations religieuses à la cathédrale et dans les principales églises de Reims. Il n'y eut tout de même pas de déviation. Grâce à un grand discours du P. Ferdinand, à une allocution du P. Edouard, à un rapport du chanoine Dehon sur l'usure, et à un autre du P. Joseph sur les banques, l'idée maîtresse des congrès franciscains fut tenue en relief ; grâce à la hardiesse des affirmations que personne n'osa ouvertement contester, cette idée avança même, selon l'appréciation de M. de Monléon dans le *XXe Siècle*, et, selon lui encore, le Congrès de Reims fut « l'étape féconde où se concentre le passé en une poussée sur l'avenir. » (1)

Toujours est-il que les organisateurs du Congrès avaient tout fait pour la stagnation, sinon pour le recul, et que, devant le mince bénéfice obtenu cette année-là par les idées pontificales, il fallait faire l'année suivante une étape double.

(1) Octobre 1896.

Cette étape double fut le légendaire Congrès de Nîmes, au mois d'août 1897.

Il eut ses prodromes, ses assises mouvementées, et son épilogue.

Par un fait inouï peut-être dans les annales des congrès, à peine le programme fut-il publié qu'une attaque en règle fut dirigée contre le programme même par un capucin, le P. Prosper de Martigné, qui semblait être un porte-parole et par qui ses confrères semblaient faire l'aveu public de leur opinion. Le procédé était blessant, d'autant plus que si les organisateurs du Congrès comptaient faire faire un pas sérieux, dans cette année 1897, aux idées de Léon XIII, ce n'était pas par un sentiment de représailles ni de vexation contre personne, mais pour satisfaire leur désir du bien dans le sens indiqué par celui qui est le chef de tous les fidèles et en une manière qui ne pouvait pas rencontrer de sérieux contradicteurs.

Aussi, pour éviter que des questions aussi élevées et aussi graves ne fussent dérivées en questions d'intérêts particuliers ou de personnes, le P. Ferdinand eut-il soin de s'effacer pour laisser donner la réplique par une tierce personne. Il s'adressa à M. Paul Lapeyre, tertiaire fervent, sociologue hors pair, qui était depuis longtemps très familier avec les questions difficiles touchées maladroitement par le P. Prosper. En même temps il avait sous la main un écrivain de race, son disciple autant que son confident, l'ami et l'auxiliaire de toutes les heures, à qui il demanda d'exposer dans le *XXe Siècle*, dans quels senti-

ments de confraternité pour le bien et de concorde on préparait le prochain congrès.

Cet ami était l'abbé Tartelin, fondateur de multiples publications catholiques en Saône-et-Loire, pourvoyeur infatigable de tous journaux en quête de bonne « copie », que je devais mettre moi-même si largement à contribution sans épuiser ni la fécondité de son talent, ni les complaisances de son amitié. Dans son article, il insista sur ce fait que l'orientation donnée au Tiers-Ordre était voulue, commandée par Léon XIII, et qu'après sa lettre au P. Jules, à la suite du Congrès de Paray-le-Monial, il ne pouvait y avoir là-dessus de doute sérieux pour personne. Sa dernière page était pathétique.

« Saint François d'Assise portait gravés sur son corps
« les stigmates de la Passion. Léon XIII semble la pas-
« sion vivante de la Papauté : son corps diaphane paraît
« exténué par les sollicitudes, on dirait que son regard,
« malgré l'éclat qui l'anime, est las de contempler tant
« de douloureux spectacles ; et la douceur du sourire
« cache mal une triste et déchirante ironie. Nous trom-
« pons-nous sur la cause de cette tristesse ? Être prison-
« nier, bafoué, exposé aux périls n'est peut-être pas le
« motif de cette mélancolie. La prison, l'exil, la mort n'ont
« rien d'effrayant pour un vieillard qui, tous les jours, s'a-
« genouille devant un crucifix. Le corps fléchit, mais la
« parole est ferme ; elle ignore l'emphase redondante, les
« déclamations obscures des rhéteurs officiels ; dédai-
« gneuse des vains ornements et des stériles lamenta-
« tions, elle va droit à l'idée, tirant son charme de la no-
« blesse des sentiments qu'elle reflète, et sa lumière de
« la lucidité des pensées qu'elle exprime.

« La souffrance de Léon XIII paraît d'un autre ordre,

« La cause en est plus haute que le sentiment trop vif « d'une situation douloureuse. Il a les deux qualités des « hommes nés pour l'action : la clarté dans les vues, la « décision dans le caractère ; il voit et il veut. Mais la « situation qui pèse sur lui depuis son avènement à la « papauté est si écrasante, toutes les conduites offrent de « telles difficultés, soulèvent de telles objections, que « lui, l'esprit résolu, se sent condamné aux immobilités « indécises. Il semble relégué dans une autre sphère. On « le voit malgré soi, dans cette tour d'ivoire qu'a chan- « tée le poète de la désespérance, isolé dans son génie, « heurté dans sa volonté, brisé dans son cœur. De là, « sans doute, le tourment dont sa physionomie expressive « ne peut complètement cacher le secret, et dont nous « devons, par un prompt empressement à répondre à son « appel, chercher à adoucir l'âpreté : *Oremus pro pon- « tifice nostro Leone* » (1).

Le jour de l'ouverture du Congrès, 23 août, arriva. Que ce fût l'effet des controverses qui avaient précédé, ou de la faveur que le mouvement franciscain prenait de plus en plus dans l'opinion, l'affluence des congressistes fut énorme. Me trouvant en vacances à Avignon, à deux pas de Nîmes, j'eus la curiosité de m'y rendre. Je tombai au milieu de toute la démocratie : Paul Lapeyre, l'abbé Pastoret, l'abbé Naudet, Georges Goyau, Coulazou, l'abbé Fourié, M. Chabry, le spécialiste des questions monétaires, M. Nogues, le critique impitoyable de l'*Association catholique*, l'abbé Tartelin, le chanoine Dehon, puis les Franciscains, le P. Pascal, de Roubaix, le P. Ferdinand,

(1) La Rénovation sociale et le Tiers-Ordre franciscain. Le *XX*e *Siècle*, août 1897.

le P. Léon, le P. Jules, que je découvrais un à un au milieu de la foule des tertiaires de l'un et de l'autre sexe, des religieux, des prêtres.

Le P. Jules me prit par le bras et, tournant ses yeux vifs vers un coin qu'il me désignait du doigt, il me dit : « Voyez-vous là-bas cette tête d'inquisiteur ? Eh ! bien, c'est Prosper ! » Il n'y mettait pas la moindre malice ; c'était histoire de rire un peu. Mais voilà le P. David Fleming, président du Congrès, qui fait un signe ; cela va devenir sérieux.

D'après le programme, le Congrès avait pour tâche « de préciser et de mettre en œuvre les vœux admis par les congrès précédents en vue de la réforme de la famille suivant les lois fondamentales de la vie chrétienne ». Cette tâche devait être envisagée sous trois aspects fournis par un texte de saint Paul : la Vérité, la Charité, la Liberté. L'abbé Pastoret avait accepté de présenter une vue d'ensemble avant chaque partie et de poser la question.

Quand il eut indiqué les principaux articles qui se rattachaient à la première partie, revendiqué les droits de la vérité considérés au point de vue religieux, social, économique, et exposé la nécessité d'en ramener et d'en traduire dans la vie pratique la notion, M. Lapeyre prit la parole.

Le P. Prosper ayant attaqué le programme même du Congrès et M. Lapeyre ayant justifié ce programme, c'est cette justification qu'il venait lire sous forme de rapport, pour qu'en toute loyauté et franchise on pût, de part et d'autre, entrer dans des explications. Le P. Prosper avait,

que ses fruits, sous ce rapp
visibles, c'est-à-dire nuls ».
rait cette thèse et la faisa
points, comme tout à fait
nisme, comme désespérant
comme contraire à toutes
Sainte Écriture. Il fut amen
de l'attitude du chrétien à l
dans ce passage qui est cap

« Il faut dédaigner la richesse
faut la rechercher socialement.

Le chrétien doit partir de c
l'excellence humaine, les actes h
vertu, de même que la coopér
divine, consistent dans la diffusi
les richesses matérielles sont u
res de la vie, créer la richesse, l
en procurer à ceux qui n'en on
faire une œuvre non seulement
est en cela le collaborateur de l

gues chrétiens, se vouent à cette tâche, font au plus haut degré une œuvre de religion et de vertu surnaturelle, une œuvre qui multiplie la vie, fait aimer la religion, bénir le christianisme et louer Dieu.

Créer les richesses par un travail honnête et s'intéresser à leur augmentation, c'est donc un acte de haute vertu, pourvu que ce soit en vue des usages de la charité. La richesse, il ne faut pas s'y intéresser et la rechercher pour soi, mais il faut la rechercher et s'y intéresser pour les autres, afin de la répandre en aisance moyenne sur la masse des indigents. L'égoïsme empoisonne la richesse et en fait un objet maudit, mais la charité la sanctifie et en fait un objet béni et digne de tout intérêt. »

C'était le moment pour le P. Prosper ou un des confrères qui étaient venus avec lui, de formuler leurs objections. Pas un ne bougea. C'est cependant eux qui avaient provoqué la discussion. Comment étaient-ils devenus tout à coup muets? L'assemblée attendait l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres. Tout d'un coup, sans songer à mal et uniquement parce qu'il faut dans les congrès qu'il y ait quelqu'un qui amorce la discussion, je pose à brûle pourpoint à M. Lapeyre cette question : « M. Lapeyre veut-il me permettre de lui demander s'il serait partisan du développement indéfini de la richesse ? »

A cette question on se redresse, les amis cherchent des réponses, les capucins croient qu'en outrant la thèse nous allons leur donner raison. Cependant M. Lapeyre, après une minute de réflexion, était déjà monté à la tribune et, répondant par l'affirmative, exposait qu'il était « en principe partisan du progrès des res-

sources économiques de la société, pourvu que ces ressources profitent non pas seulement à un petit nombre d'oisifs, mais indistinctement à tous les membres de la société et spécialement aux plus déshérités d'entre eux. « Il m'apparaît, disait-il, que le plan divin et le vœu du Christ sont que le bien-être général s'accroisse de plus en plus parce que le bien-être général est une des conditions indispensables de l'ascension humaine, même au point de vue moral et spirituel... Il est manifeste que l'augmentation progressive et le nivellement relatif de la richesse dans la société chrétienne auront pour effet de donner à chacun de ses membres la possibilité de s'instruire chaque jour plus à fond des vérités chrétiennes, dont le charme croît en intensité à mesure que les rayons mieux découverts croissent en nombre. »

Le P. Prosper n'y tint plus. Il a lui-même raconté l'incident dans une brochure. « Quand on vint, dit-il, à vouloir faire de nous des instigateurs et des promoteurs de la « richesse indéfinie » dans la société, mon sens franciscain se révolta ». Seulement son sens franciscain ne lui inspira pas grand'chose. Il se contenta de se lever et de dire sèchement, avec une émotion non contenue, qu'il y avait dans l'Evangile assez de textes qui maudissent la richesse pour qu'on ne vînt pas dans un congrès franciscain en faire l'apologie. Alors brouhaha. Du haut de l'estrade présidentielle le chanoine Dehon lance une apostrophe. Puis défilé à la tribune de l'abbé Pastoret, de l'abbé Naudet, de l'abbé Dabry, qui n'a-

vait pas posé la question sans avoir dans la tête au moins un embryon de réponse. Mais ici je laisse la parole à l'abbé Tartelin :

« La discussion était vive, comme il convient quand on est dans le Midi. On agitait cette question formidable : Le développement indéfini des richesses est-il un bien ? Et les arguments se croisaient, et aussi les têtes se montaient. Les tenants de l'économie libérale défendaient, pied à pied, le terrain classique des immortels principes : les chevaliers de l'ordre chrétien fonçaient avec vigueur ; ce fut un beau tournois. Paul Lapeyre, l'abbé Naudet, le chanoine Pastoret, furent saisissants d'éloquence logique et persuasive. Un jeune prêtre, figure au teint mat, à la parole oppressée, leur succède à la tribune, et soudain conquiert l'auditoire. Dédaignant les subtilités scolastiques, et les souples statistiques, d'un bond il monte aux idées fondamentales. Les grandes vérités théologiques de la création et de la rédemption sont le fondement de tout. La création a sacré l'homme roi de la terre ; la rédemption, loin d'annuler cette loi, l'a reconstituée en corrigeant l'effet du péché originel : belle thèse traduite en beau langage ; les congressistes de Nîmes emportaient de l'orateur, M. l'abbé Dabry, une sympathie qui allait jusqu'à l'admiration. » (1)

En réalité, je n'avais fait que paraphraser ce qu'avait dit M. Lapeyre ; seulement au lieu de le faire en théoricien, je l'avais fait en polémiste,

(1) *L'Action catholique*, décembre 1898.

ce que permettait la tournure qu'avait prise à ce moment la discussion. Mais il est certain que les mêmes arguments, après les explications déjà données et présentées d'une manière incisive, gagnèrent les congressistes. Le P. David Fleming résuma en quelques mots la discussion et c'en fut assez pour cette première séance qui suffit à mettre pour trois jours de l'animation dans le Congrès.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que quand vint la question du capitalisme et du prêt à intérêt, qui est-ce qui monta à la tribune pour les défendre ? Un capucin. Ainsi la richesse, quand il s'agit d'en assurer une portion au pauvre, d'en garantir un minimum au travailleur, est un bien funeste, mais quand il s'agit de la laisser accumuler dans la caisse des oisifs et d'en faire la clef d'or qui ouvre la porte de toutes les voluptés, c'est une chose sacrée. Logique et sens franciscain !

Le P. Pascal, de Roubaix, exposa la merveilleuse organisation de ses Fraternités qui sont, à Roubaix, une véritable puissance et qui ont en très grande partie contribué à discréditer le socialisme et à évincer M. Jules Guesde.

L'abbé Fourié fut délicieux dans ses diverses communications. M. Nogues fut splendide dans sa réplique indignée au P. Venance sur le prêt à intérêt, quand il flétrit le faux dogme de la productivité intrinsèque du capital-argent, ce renversement des choses qui fait du travail l'instrument avili et exploité du capital, alors que c'est le capital qui est, qui doit être l'outil du travail.

Au retour, dans la belle église de saint Césaire, d'Arles, on fit une halte ; l'abbé Naudet, devant la foule accourue pour faire escorte aux pèlerins, chanta comme une hymne d'actions de grâces. Le P. Prosper, dans une nouvelle brochure, crut devoir lancer au Congrès la flèche du Parthe. Cela fournit à M. Lapeyre principalement pris à partie, l'occasion de faire un travail complet, qui est un vrai chef-d'œuvre, sur une question de doctrine des plus difficiles et des plus complexes et qu'on serait vraiment fâché de ne pas posséder (1). A quelque chose malheur est bon. *Felix culpam!*

Le P. Ferdinand, le principal ouvrier de cette grande Œuvre du renouvellement de l'esprit franciscain dans le Tiers-Ordre, pouvait être content.

Léon XIII devait l'être aussi. Poussant toujours en avant et sentant que les âmes se ressaisissaient, que l'esprit d'apostolat et de zèle refleurissait et que l'avenir commençait à se dresser à l'horizon du vingtième siècle comme une belle statue de l'Espérance, il fit un nouveau geste plus large encore que les précédents, dans cette incomparable lettre du 25 novembre 1898, au Général des Frères mineurs, où il trace tout un programme de formation de l'apôtre moderne et où, de même qu'il avait dit aux prêtres : « Sortez de vos presbytères, allez à la poursuite de la brebis égarée », il disait aux religieux : « Sortez de vos cloîtres ! »

(1) Ces divers travaux de M. Lapeyre sont compris dans son volume l'*Action du clergé*, chez Lethielleux.

« Nous désirerions beaucoup, ce que nous « avons dit ailleurs, que votre vertu franchît les « limites de vos cloîtres et s'étendît au loin pour « le bien public. Il est rapporté que le bien- « heureux François et ses disciples les plus « remarquables se consacrèrent tout entiers au « peuple, et qu'ils avaient coutume de travailler « au salut public avec un zèle ardent. Considé- « rez les hommes et les choses de ce temps, et « vous reconnaîtrez pleinement que le moment « est venu pour vous de suivre cette même règle « de conduite et d'imiter avec courage les « exemples et la manière de faire de vos ancê- « tres. Si jamais le salut des Etats a reposé en « grande partie sur le peuple, c'est bien à notre « époque ; voilà pourquoi il faut étudier de près « la multitude non seulement en proie, si sou- « vent, à la misère et aux souffrances, mais « encore environnée de pièges et de dangers ; « il faut l'aider avec amour en l'instruisant, « l'avertissant et la consolant; c'est le devoir de « l'un et de l'autre Ordre du Clergé, et Nous- « même si Nous avons adressé aux Evêques des « Lettres Encycliques sur la Maçonnerie, sur la « Condition des ouvriers, sur les principaux « devoirs des citoyens chrétiens et d'autres du « même genre, c'est surtout à cause du peuple « que nous les avons publiées, afin qu'il apprît « à mesurer ses droits et ses devoirs, à s'occu- « per comme il convient de ses intérêts et de « son salut.

« A ce point de vue, le Tiers-Ordre francis- « cain peut rendre d'excellents services. Et lui

« qui, autrefois, a résumé le courage chrétien, « a développé l'amour de la vertu et les mer« veilles de la piété ; lui qui, dans les temps « troublés, a rétabli si souvent le calme dans « les esprits, la concorde et la paix, pourquoi ne « pourrait-il plus faire renaître, dans l'ancienne « mesure, des biens pareils ?...

« Certes, votre concours n'a jamais été et « n'est pas inactif ; souvenez-vous cependant que « l'on attend de vous un zèle constant et une vigi« lance grandissante ; car il convient, surtout à « ceux au sein desquels cette institution salu« taire a pris naissance, de la conserver et de la « propager. »

Ce fut l'apogée de la politique pontificale. L'esprit du mal voyant qu'elle était devenue un danger réellement menaçant, conjura sa perte. Les factions, les faux frères tournèrent vers elles leurs poignards, et nous verrons malheureusement que, dans ces conjonctures difficiles, les amis ne surent à peu près commettre que des fautes.



CHAPITRE X

La Sottise politique

I

Si les progrès du mouvement ordonné par le Pape ne pouvaient qu'irriter ceux qui avaient résolu de mourir dans l'impénitence monarchique, au moins auraient-ils dû faire réfléchir et revenir un peu sur eux-mêmes les réfractaires qui appartenaient au journalisme catholique proprement dit, qui faisaient plus particulièrement profession de se vouer à la défense des intérêts religieux. Ce sont ceux-là, hélas! nous l'avons vu, qui étaient les plus dangereux, qui distillaient avec le plus de subtilité le venin de la calomnie, qui poursuivaient de plus d'animosité et dans les milieux où cela pouvait le plus leur nuire ceux qui se dépensaient sans compter pour la propagande des idées pontificales. Leur politique était une politique d'investissement. Ils n'étaient jamais à la question, et ils ne heurtaient jamais de front le précepte qui venait de Rome : toujours dans les alentours, à élever quelque barricade ou à creuser quelque chausse-trape. Comme il est certain

que le Pape n'étant ni républicain ni monarchiste, ni aristocrate ni démocrate, mais se pliant simplement toujours aux circonstances au mieux des intérêts de l'Eglise, ne pouvait pas venir les prendre par la main pour leur faire crier : Vive la République ! ni même leur en faire un précepte formel, ils avaient beau jeu à se dérober, à échapper aux exigences impérieuses du moment par mille distinctions, mille diversions d'apparence habile, toutes plus misérables les unes que les autres. Je le répéterai : « Que ne se retiraient-ils ! », et quel mobile pouvait vraiment les pousser à entraver un mouvement qui, s'il ne portait l'infaillible signe du salut, était au moins une expérience à tenter et était recommandé avec des instances suprêmes par Celui qui était responsable !

Après le Congrès ecclésiastique de Reims qui sembla avoir ravivé leur frénésie, j'eus avec eux une polémique en règle qui compte parmi les incidents de cette période.

Elle commença le 8 septembre de cette année 1896 par une lettre ouverte, dans le *Peuple Français*, à l'adresse de M. Auguste Roussel, rédacteur en chef de la *Vérité*. La reproduction d'une partie de ce document et de quelques autres fera connaître la position de cette école vis-à-vis du Saint-Siège et des catholiques qui lui obéissaient.

« ... Je ne me suis jamais fait illusion, lui disais-je, sur la moralité de l'œuvre que vous faites.

« Je n'ai pas encore refoulé l'indignation qui me

saisit lorsque le Saint-Père, ayant fait appel à l'union de tous les catholiques sur le terrain traditionnel de l'Eglise, qui est celui de l'acceptation des gouvernements établis, vous vîntes brutalement vous jeter en travers.

« Vous avez beaucoup parlé du respect de la hiérarchie à propos du Congrès de Reims. Vous vous êtes voilé la face à la pensée qu'on pouvait porter atteinte à l'autorité des Evêques. C'était un spectacle très réjouissant. Le Pape ne compte pas dans votre maison ; mais comme on y respecte la hiérarchie, on est plein d'égards pour les Evêques. Pour avoir une Eglise selon votre cœur, il ne manque qu'un monarque bien stylé, qui préside à nos destinées religieuses, comme nous en avons eu, et qui convoque des conciles, comme nous en avons eu aussi, même en ce siècle; c'était je crois, en 1811. Là, il y avait des Evêques au moins, incapables de se détacher de l'Unité de l'Eglise et de faire un schisme! Mais ces affreux prêtres démocrates, insurgés contre toute autorité, sauf contre celle du Pape qui ne compte pas ! Mais cette affreuse République qui les a laissés faire ! Parlez-moi de Louis XIV et de Napoléon !

« Toute votre action, Monsieur, tend à cela. Elle a ravivé ce feu mal éteint du Gallicanisme, combattu avec acharnement par tous les grands catholiques de ce siècle, particulièrement poursuivi de haine par Louis Veuillot, dont vous avez l'ironie de vous réclamer.

« Vous avez diminué le respect dû à la plus haute Autorité qu'il y ait sur la terre ; vous avez

affaibli l'esprit d'obéissance à la parole directrice ; vous avez pour un grand nombre de catholiques ôté cette auréole d'auguste vénération que les siècles ont mise au front du Souverain Pontife, et qui le rehausse encore plus que sa triple couronne.

« Dans l'ordre des faits, le premier résultat de votre campagne — car c'en est une, tout ceci a été prémédité et est encore voulu — c'est que le mouvement ordonné par le Saint-Père a été paralysé et l'organisation des forces catholiques retardée ; le premier résultat est qu'au moment où il n'y avait plus une faute à commettre, vous avez fait commettre la faute suprême : celle qui prend un autre nom dans de pareilles conjonctures et qui rappelle de très près celle d'un maréchal de France piétinant sur place et restant enfermé dans Metz, alors qu'il fallait aller de l'avant.

« Quand tant de braves catholiques, un peu déconcertés par les nouveaux mots d'ordre qu'ils recevaient, un peu hésitants et même troublés, attendaient que les catholiques en vue se décidassent, vous avez donné le signal de la défection, répondant secrètement à leurs désirs, et vous avez arboré un drapeau mal déployé, autour duquel vous avez convoqué tous les mécontents.

« Vous avez ainsi créé la petite chapelle dont vous êtes le Pontife mieux obéi que l'autre, et vous vous êtes donné l'enfantine satisfaction, que vous ne pouviez pas espérer à l'*Univers*, d'être rédacteur en chef d'un grand journal.

« Vous travaillez donc à rebours ; vous faites

œuvre stérile et nuisible, tout à fait selon le goût des hommes, mais peu selon l'esprit de Dieu.

« Vous avez une clientèle dont vous entretenez soigneusement les défauts, sans essayer de remplir auprès d'elle un ministère, de lui dire une parole large, vraie, de la convoquer à une action féconde. Vous vous garderiez bien de lui refuser la pâture qui entretient ses illusions et qui nourrit son amour-propre.

« Les moindres enfantillages royalistes ont la place d'honneur dans vos colonnes. Car toute la question est toujours là ; c'est toujours le vieux et stupide préjugé que la monarchie est à bénir et à désirer, et que la République est à maudire.

« Dieu juste et Dieu bon ! pour qui faut-il que vous nous preniez ? On disait sous la Révolution que l'histoire des rois est le martyrologe des peuples. Il y avait là quelque exagération. Mais si l'on disait que l'histoire des rois est le martyrologe de l'Eglise, on dirait une partie de la vérité.

« Vous qui m'avez traité de révolté, parce que j'ai dit que tout menaçait ruine dans l'Eglise de France et qu'il faudrait songer à tout remettre à neuf, ne pensez-vous pas qu'il serait temps de mettre au rancart tout cet arsenal d'Ordonnances royales dont la République se sert pour frapper nos Evêques comme d'abus, et de nous acheminer peut-être à une modification de ce Concordat qui met leur nomination entre les mains des francs-maçons ?

« La République fait peser sur nous un joug pour certaines choses. Mais ce joug a été forgé par la Royauté. Et je n'hésite pas à dire, connaissant les enseignements du passé, que si la Royauté revenait, dès que son intérêt le demanderait, elle serrerait ce joug un peu plus que ne le fait la République. Quand la République s'en sert contre nous elle va contre son principe. Il me semble donc qu'il vaut mieux essayer de la mettre d'accord avec elle-même, en conquérant notre place dans cette forme de gouvernement ouverte à tout le monde, que de perdre notre temps en lamentations.....

« L'Eglise se conforme aux exigences de toutes les formes de gouvernement, de toutes les formes de société. Quand la société est catholique, l'Eglise n'a pas plus de droits, mais les membres de cette société ont plus de devoirs. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui : on a mauvaise grâce à vouloir imposer ces devoirs à une société de francs-maçons. Nous sommes l'infime minorité : voilà le fait auquel vous et tant d'autres vous ne voulez pas vous rendre.

« En tout cas, ce qui est incontestable, le langage, les mœurs, et même les principes de notre société ne sont pas chrétiens. Les hommes ne viennent plus dans les églises. Les femmes y sont plus rares. Il faut courir après tout ce monde et le ramener. C'est ce que nous faisons, et voilà pourquoi vous nous maudissez.

« Nous trahissons, selon vous et bien d'autres, parce que nous ne demandons pas à M. Félix Faure d'aller communier, à Pâques, à Notre-Dame.

« Il y a ainsi beaucoup de braves parmi nous qui, depuis vingt ans, après avoir promis le soleil, demandent la lune. Toujours la chimère et la fausse bravoure. C'est à eux naturellement que vont toutes les admirations et tous les éloges. Je suis fâché d'avoir toujours trouvé un homme aussi intelligent que vous parmi leurs thuriféraires; mais je suis content que vous m'ayez fourni une occasion de vous le dire ».

Sous le coup de cette lettre, M. Auguste Roussel fut un peu étourdi et écrivit un petit article où il parlait des services qu'il avait rendus à l'Eglise et par lesquels il avait mérité d'être traité d'une autre façon, ajoutant qu'il n'avait d'ailleurs rien à se reprocher et qu'il avait conscience d'avoir toujours donné pour base à son programme les instructions renfermées dans les Encycliques du Saint-Père. En même temps il me jetait dans les jambes la *Gazette de France* et l'*Autorité*, qui essayèrent, en prétendant que j'avais été autrefois royaliste, de faire une diversion. Bien entendu je ne me laissai pas détourner. Ayant brièvement répondu ce qu'il faut aux deux commères, je fis un article intitulé : l'Œuvre de la *Vérité* :

« Je suis prêt à exercer vis-à-vis de M. Roussel le dévouement sous n'importe quelle forme. Mais rien ne pourra faire fléchir ma haine pour la politique qu'il soutient et que je trouve blâmable et coupable au premier chef.

« Il a parlé de trente ans de services rendus à l'Eglise. Et Lamennais donc ! Cela autorise-t-il à se mettre au-dessus de l'Eglise ? Auriez-vous

toutes les qualités, dit saint Paul, si vous ne placez l'amour de Dieu au-dessus de votre amour-propre et, par conséquent, les vues de l'Eglise au-dessus de vos vues personnelles, vous n'êtes rien.

« Il faut obéir, et tant que vous n'obéirez pas, vous ne serez pas du côté de Dieu, mais de votre côté ; vous ne travaillerez pas pour Dieu, mais pour vous, et vous ne pourrez pas invoquer des services rendus à la cause de Dieu.

« Nous obéissons, dites-vous : « Dès les premiers temps de notre journal, nous n'avons cessé de nous en tenir aux encycliques pontificales comme base de notre programme ». Erreur, erreur.

« Vous en avez appelé à Rome, Rome vous a répondu ceci :

« Je ne puis vous cacher, quoi qu'il m'en « coûte de le dire, que le programme suivi jus- « qu'ici par les rédacteurs de la *Vérité* ne cor- « respond en fait ni aux règles données ni aux « désirs exprimés par Sa Sainteté. »

Et plus loin :

« La *Vérité*, crée, d'une part, une atmosphère « de défiance et de découragement, et, d'autre « part, elle contrecarre et traverse ce mouve- « ment concordant ses volontés désiré par le « Saint-Siège. »

« Cela vous était écrit par le cardinal Rampolla le 30 janvier 1895. Sous le coup de cette mercuriale, vous promîtes de vous amender. Le mois de janvier suivant est arrivé : avez-vous présenté vos hommages au Saint-Père, et cette fois vous a-t-il félicité ? Nullement.

« Ne venez donc pas dire que vous obéissez, puisque celui-là même à qui vous prétendez obéir ne vous reconnaît pas et vous condamne. Acculé à cette extrémité, ne vous ingérez pas à interpréter sa pensée mieux que lui-même en disant que, tout en demandant de se placer sur le terrain constitutionnel, le Saint-Père a permis à chacun de garder ses préférences. Vous savez très bien que c'est dans la région de la théorie pure et au point de vue académique et spéculatif, tandis que votre journal agit sur le terrain de la vie pratique et va directement à l'encontre de ce que nous demande le Saint-Père.

« Au fond vous le savez très bien, et devant votre conscience vous n'en doutez pas, mais votre conscience, pour vous rassurer, vous souffle ou que le Saint-Père se mêle de ce qui ne le regarde pas ou qu'il se trompe...

« A quoi tend ce déguisement d'une politique trop visible ? Que veut la *Vérité* ? Qu'est-ce qu'espèrent ses rédacteurs ?

« D'une manière nette, je crois qu'il leur serait impossible de le dire. Mais le résultat obtenu ne fait de doute ni pour eux ni pour personne. Ils ont coupé en deux le clergé, ils maintiennent la clientèle des prêtres qui la lisent dans l'aveuglement. Ces prêtres vivent au milieu de la société sans la comprendre ; et cependant ils se croient et se disent la lumière du monde. Pour justifier leur apathie, ils jettent la faute de tout sur la République et attendent avec confiance le grave événement qui réparera tout.

« Voilà où en est une bonne partie du clergé

français et où la *Vérité* travaille à la maintenir...

« Mais où la patience échappe, c'est quand on voit cette *Vérité*, dont les rédacteurs invoquent leurs longs services rendus à l'Eglise, décocher ses meilleurs traits à d'autres serviteurs de cette même Eglise ; quand on la voit non seulement ne rien édifier, mais dresser des embûches et semer des traquenards sous les pas de ceux qui se sont mis à l'œuvre et qui supportent le poids du jour et de la chaleur.

« Voilà l'œuvre mauvaise, l'action criminelle dont j'accuse ce journal.

« Il en est toujours au « bon curé » chanté sur la lyre d'Arthur Loth, sans songer que le bon curé n'aurait jamais baptisé Clovis, sans comprendre qu'à côté de l'action du bon curé, il y a celle de l'apologiste, de l'apôtre, du polémiste, selon les circonstances et les situations...

« Je l'accuse de ne pas épargner un seul prêtre qui porte les deux notes demandées par le pape : républicain et démocrate.

« Je lui reproche avec le cardinal Rampolla de *contrecarrer avec persistance le mouvement concordant des bonnes volontés*, d'empêcher dans la mesure où il le peut, l'avènement de toute force ne cadrant pas avec sa conception de l'action des catholiques et du clergé...

« Autrefois, pendant que les peuples barbares, subissant docilement l'action des papes, des évêques, des prêtres et des moines, devenaient cette admirable chose qui fut la Chrétienté, à Byzance et dans tout l'Orient, d'autres peuples

catholiques, au lieu d'accepter généreusement la foi qu'ils avaient adoptée, préféraient s'amuser avec leur propre esprit, subtiliser, couper en quatre les mots d'une définition et accabler de chagrin les Souverains Pontifes.

« On voit se dessiner à peu près aujourd'hui les deux mêmes tendances contraires au sein de notre pauvre société catholique française... »

Ces reproches touchèrent M. Arthur Loth, qui s'appliqua à démontrer que ni lui ni ses amis n'avaient jamais voulu empêcher le clergé d'évangéliser le peuple, mais que malheureusement la République ne lui en laissait pas la liberté. C'était toujours le même refrain, et le contraire crevait les yeux. Mais où le bât blessait les rédacteurs de la *Vérité* et où une réponse était difficile, c'était à la question de l'obéissance au Saint-Siège. M. Auguste Roussel, sans prétendre me répondre directement, promit de donner des explications.

Elles furent l'exemplaire achevé, l'image parfaite de l'esprit et de la manière du journal. D'abord depuis quatre ans qu'on discute ce qui était en question, les discussions devraient être finies : à quoi je répondis que, le Pape ayant parlé, de discussion il n'aurait jamais dû y en avoir. Ensuite nous n'avions pas mandat de parler au nom du Pape et nous ne pourrions pas montrer un acte authentique par lequel il s'appropriait notre programme : ce qui était vrai, attendu que nous nous appliquions surtout à nous approprier le sien. Pour ce qui était de rendre des comptes, il y a dans l'Église des

juges dont l'appréciation seule importe et n'inspire pas à M. Roussel des inquiétudes : tant mieux, seulement il y a une petite difficulté, c'est que ces juges se sont déjà prononcés. M. Roussel a couru au devant de l'objection : cette lettre du cardinal Rampolla, dont on fait une arme contre lui avec tant de persistance, ne signifie pas ce qu'on veut bien dire, on en étend gratuitement et démesurément le sens ; elle l'a repris sur un seul point qui était de montrer la situation comme empirant au lieu de s'améliorer ; il y a loin de cela à mériter d'être désigné comme des « contempteurs des Encycliques ».

C'étaient des explications qui avaient la valeur d'un mauvais plaidoyer de circonstance. L'argumentation ne tirait quelque force que de l'éternel sophisme que le Pape n'avait pas commandé d'être républicain, attendu que, d'un côté, il laissait à chacun la liberté de ses préférences personnelles, que de l'autre, le respect pratique qu'il demandait pour les gouvernements établis, n'allait pas jusqu'à cette adhésion formelle que quelques-uns de ceux qui se réclament de Lui voudraient imposer aux catholiques. Or, en s'en tenant à cette interprétation, on n'avait rien à reprocher à la *Vérité*. Ce qui signifiait que théoriquement on pouvait rester royaliste et que pratiquement il ne fallait être ni royaliste, ni républicain, se livrer tout le temps à des exercices d'équilibriste pour éviter de pencher ni d'un côté, ni de l'autre ! C'est cela qui aurait arrangé les affaires des catholiques et leur eût fait une force devant le corps électoral !

Mais toute cette casuistique était absurde. Non, véritablement non, le Pape n'avait pas commandé d'être républicain, ni théoriquement, ni pratiquement. Il avait hautement déclaré et affirmé qu'on pouvait l'être ! C'était énorme, car jusque-là on avait prétendu que république et catholicisme ne s'accordaient pas ensemble, et la désobéissance de la *Vérité* et de ceux qui lui ressemblaient consistait à continuer à prétendre qu'ils ne s'accordaient pas encore et ne s'accorderaient jamais ; leur désobéissance consistait à maintenir l'idée d'une répugnance nécessaire, irréductible entre l'Eglise et une forme de gouvernement, et cela au profit d'une autre forme de gouvernement ; leur désobéissance consistait à montrer le sort de l'Eglise essentiellement lié au sort de la monarchie, dont la résurrection était à escompter bien plus que la rencontre impossible de l'Eglise et de la République sur la route de l'avenir. C'est cela que la doctrine catholique ne permet pas de soutenir ni explicitement, ni équivalemment, ni par sous-entendus ; c'est cela que le Pape n'a plus voulu qu'on soutînt. Comme conséquence de la proposition contraire à cette théorie, qui est la possibilité d'un accord de la République avec le catholicisme, le Pape a demandé, puisque la République est en France le gouvernement existant, que les catholiques travaillassent à les rapprocher. Voilà les directions pontificales, le minimum qui était imposé à tous ; ce qui ne signifie pas que ce fût le maximum permis par le Pape ou commandé par les circonstances. Les circons-

tances demandaient bien davantage ; c'était aux vaillants, aux intuitifs à ne pas marchander. Comme je le disais dans un dernier article, tout le monde avait le devoir de se plier à la République, les circonstances demandaient, pour arriver à des résultats, que quelques-uns au moins fussent nettement et fièrement républicains.

On pense bien qu'une pareille polémique fit quelque bruit. Je reçus beaucoup de félicitations. L'abbé Garnier, M. Eugène Veuillot, en tirèrent tour à tour la leçon. L'abbé Garnier fut amené à raconter ceci :

« Je me rappellerai toujours la profonde douleur dont le Souverain Pontife était accablé quand je le vis la dernière fois il y a quelques mois. Il me parla des journaux catholiques réfractaires à ses directions. Il les citait par leurs noms ou celui de leurs directeurs et il ajoutait : « Qu'ils sont coupables ! »

M. E. Veuillot, dans son article du 1er octobre, reproduisant le passage, ajoutait :

« L'an dernier, le Saint-Père daigna me tenir sur le même sujet un langage identique...

Oui, le chef de l'Église, sans ratifier tous les écrits, toutes les paroles des prêtres, des conférenciers et des journalistes religieux qui, appuyés sur les encycliques, déclarent qu'il faut aller au « peuple », les approuve et les loue. Si leur marche n'est pas toujours bien réglée, ils suivent cependant le bon chemin. Au contraire, Léon XIII a blâmé et nul parmi les catholiques mêlés au combat ne peut ignorer qu'il blâme encore ceux des nôtres qui, ouvertement ou obliquement, font obstacle à ses direc-

tions, à sa politique. Il peut regretter chez les premiers quelques mots, quelques appels trop accentués, mais des seconds il dit : Ils sont coupables !

Cette différence frappe certainement nos anciens amis de la *Vérité*. Puisse-t-elle aussi les éclairer ! »

II

Les « anciens amis » étaient loin de vouloir réaliser ce souhait. Avant trois mois ils allaient s'employer à justifier la parole du Pape de façon à ôter à tous ceux qui nourrissaient à leur sujet quelque espoir de récipiscence toutes leurs illusions.

Dans la soirée du 6 novembre de cette année 1896, le bruit se répandait que Mgr d'Hulst, député du Finistère était mort. La nouvelle n'était que trop vraie. L'illustre prélat avait succombé, après quelques semaines de douloureuse maladie, au fardeau écrasant d'occupations et de responsabilités qu'il avait laissé s'appesantir sur ses épaules. D'une prodigieuse facilité de travail, intelligence de premier ordre, rien ne lui paraissait offrir de difficulté et rien ne se présentait à sa généreuse nature comme susceptible d'être refusé.

A la Chambre, il ne fit que passer ; la mort vint l'arrêter précisément au moment où il commençait à avoir le pied un peu solide sur un terrain que depuis quatre ans il étudiait. Quelques mois auparavant, le 5 mars, il avait eu le temps de prononcer sur la constitution des Universités un discours qui est certainement son chef-d'œuvre

oratoire parlementaire. Toute la Chambre avait été plus d'une heure sous le charme de cette parole essentiellement française, dépouillée d'art, toute faite de clarté, de précision, d'élégance, et aussi de vrai libéralisme et de bon sens. Mgr d'Hulst, moins agressif que de coutume, moins dédaigneux, plus condescendant pour l'incompétence d'un grand nombre de ses collègues, avait discuté en toute loyauté le projet du ministre, y trouvant de bonnes choses, d'autres douteuses, d'autres mauvaises; bref, il força l'admiration d'adversaires systématiques et, sentant combien une telle parole avait porté, il se rendait involontairement témoignage à lui-même en disant à un de ses amis : « Ah ! je vois maintenant comment il faut leur parler » ! Hélas ! il ne devait plus leur parler qu'une fois.

Les compétitions s'ébranlèrent pour sa succession. Quand Mgr Freppel était mort, la personnalité de Mgr d'Hulst était tellement en lumière qu'elle était toute désignée pour la représentation d'une circonscription qui veut maintenir, dans la personne d'un homme de valeur, la présence d'un ecclésiastique à la Chambre. A la mort de Mgr d'Hulst, bien que les grands talents ne manquassent pas dans l'épiscopat français, nul n'avait pris dans l'opinion ce relief qui sacre une renommée, qui rend un nom populaire. Personne ne s'imposait. Il devait s'ensuivre que la haute valeur d'un canditat n'écartant point d'avance ni les compétitions, ni les contestations, on se disputerait.

Naturellement, c'est la question du ralliement

à la République qui devait être la pierre d'achoppement de l'élection. Dans une circonscription entièrement catholique, le vote, dans un sens ou dans l'autre, devait avoir une haute signification. Il va de soi qu'on n'aurait pas même dû se prendre à hésiter, que, précisément parce que la circonscription est entièrement catholique, il aurait dû y avoir unanimité à se ranger derrière un candidat représentant la politique pontificale. C'étaient bien d'ailleurs les dispositions de la grande majorité des électeurs et, pour l'honneur des catholiques, il eût été bien à souhaiter que pas une voix discordante ne se fît entendre.

Mais il y avait là comme partout, plus que partout, la coterie royaliste. Depuis quatre ans « qu'elle faisait obstacle », elle se dit que cette élection était une aubaine inespérée, que si elle réussissait à faire faire à une population entièrement catholique une démonstration anti-pontificale, cela arrêterait dans toute la France bien des ralliements prêts à se mettre en marche. Or, le clergé et la majorité catholique ne voulaient précisément pas qu'il fût fait ni cet affront au Pape, ni ce préjudice à la France, et ils étaient bien résolus, coûte que coûte, à l'empêcher.

Après quelques chassés-croisés de candidatures, quelques ballons d'essai portant divers noms qui se balancèrent quelques jours dans l'atmosphère chargée et capricieuse des intrigues politiques, le choix des délégués de la circonscription réunis à Lannilis pour la désignation d'un candidat se porta sur M. l'abbé Gayraud.

C'est au Congrès de Lyon tenu il y avait à

peine un mois qu'il s'était révélé, nous l'avons vu, à la démocratie chrétienne et, par conséquent, à quelques militants bretons qui se trouvaient là. C'est eux qui songèrent à lui et firent triompher sa candidature. Ancien professeur de philosophie et de théologie à l'Institut catholique de Toulouse, ancien rédacteur en chef d'une revue scientifique catholique, auteur de travaux très solides sur les principales questions politiques et sociales contemporaines, il était du même rang intellectuel que Mgr Freppel et Mgr d'Hulst, et il venait de prouver qu'au point de vue oratoire il ne leur était pas inférieur. Il n'y avait pas de doute qu'il saurait continuer à la Chambre, dans les grandes discussions sur les questions religieuses, la tâche des illustres prélats et maintenir honorablement leur tradition. Une fois le choix des démocrates bretons arrêté, ils le soumirent à l'avis de quelques personnalités catholiques, et l'avis étant favorable, ils le signifièrent enfin à l'intéressé.

Dans une lettre que l'abbé Gayraud écrivit à la date du 25 décembre à divers journaux, il disait notamment ceci :

« L'unique objet de mes pensées et de mes désirs est et reste encore le ministère apostolique de la prédication et l'étude des grandes questions, toujours actuelles, de la philosophie et de la théologie. Si je me suis occupé des questions politiques et sociales, c'est en philosophe, en théologien, et en apologiste, nullement en politicien. Enfant du peuple, j'ai cru qu'il était de mon devoir de défendre sur ce terrain-là, comme sur celui des doctrines matérialistes, la foi et les intérêts du peuple. Je l'ai fait

dans la seule intention de remplir un devoir sacerdotal. Donc, si je suis candidat, c'est sans l'avoir cherché ni même désiré. »

Mais s'il n'avait pas recherché la candidature, s'il n'était pas l'ambitieux qui veut se mettre en évidence et se soucie plus de sa personnalité à produire que du bien à faire, il n'était pas homme à se dérober à un devoir et aux suites d'une responsabilité assumée. Dès qu'il eut été désigné, qu'une cause lui eut été confiée, qu'un drapeau lui eut été mis dans les mains, il se montra résolu et prêt à déployer une intrépidité de fer pour les défendre.

Quand on songe à la lutte à laquelle ses adversaires allaient soumettre le candidat de la cause catholique et de la politique pontificale, on ne peut s'empêcher de louer et de bénir la Providence d'avoir tourné les yeux des démocrates bretons vers cet homme, ce prêtre qui, presque inconnu la veille, se trouvait unir à une science éprouvée, à un talent supérieur, à toutes les qualités nécessaires pour la mission dont on voulait l'investir, un tempérament et une force de combativité capables de résister à toutes les tempêtes. Que serait devenue la cause sacrée entre toutes à ce moment-là des directions pontificales, la cause du bon sens, du patriotisme, si aux prises avec ce que l'esprit de parti, la passion de classe peuvent enfanter de plus violent, de plus haineux et de plus bas, il y avait eu une nature moins bien trempée, un caractère faible, une conscience capable de se troubler sous

les coups répétés de la calomnie et de la contradiction ?

Les royalistes, en effet, avaient déjà choisi leur homme, le comte de Blois. Ancien officier, ancien magistrat, il réunissait un certain nombre de qualités, sauf les qualités oratoires, car il n'a jamais accepté d'avoir une explication contradictoire avec son compétiteur. Il avait le droit d'être candidat. Il pouvait même, étant donné son nom, sa fortune, sa qualité de candidat local et les déclarations religieuses dont il enveloppait ses professions de foi royalistes, se faire l'illusion d'être élu. Mais ce dont il n'avait pas le droit, c'est d'engager la campagne de façon à troubler jusque dans les profondeurs intimes des consciences ce beau pays catholique de la Bretagne, de façon à la diviser, à y creuser un abîme tel que l'accord serait impossible après; ce dont il n'avait pas le droit, c'est de se livrer personnellement ou par ses amis à des agissements tels qu'il a permis de croire à la réalité de certains détails transmis sur l'Ancien Régime, qu'on voulait supposer n'être que le fruit de l'imagination ou des intentions malveillantes de quelques historiens.

Ah ! ils se conduisirent bien les nobles ! Ils furent vaillants les fils des preux !

Ce n'était rien de prendre quelques discours de l'abbé Gayraud sur la démocratie chrétienne et de les transformer, grâce à l'art savant des ciseaux, en discours socialistes ; ce n'était rien de le représenter comme voulant pousser le peuple à l'assaut des châteaux ; ce n'était même

pas absolument énorme chez des gens pour qui, à ce moment, l'ennemi c'était le Pape, d'ameuter contre la soutane la presse radicale, les instituteurs et ce que le pays pouvait renfermer de francs-maçons ; enfin, puisque, ne trouvant rien d'avoué à reprocher à l'homme public, on voulait regarder derrière le mur de la vie privée, il n'était pas interdit peut-être à ces nouveaux détracteurs du sacerdoce de ne pas se contenter de la caution de l'Evêque de Montauban et du Cardinal Archevêque de Paris, et de rechercher les témoignages des anciens supérieurs de l'abbé Gayraud, qui avait été dominicain : mais ce ne fut pas tout. Ecoutons l'*Etoile de la mer* :

« Rien ne fut respecté.

Il y a auprès de M. l'abbé Gayraud trois femmes sans joie et sans fortune : l'aïeule, la petite-fille, et la mère.

La chevalerie a tiré dessus ! ...

Après l'élection, l'heure viendra de rendre les comptes et nous savons, en toute connaissance de cause, que ce sera pour beaucoup l'heure de la honte. Ici nous nous refusons absolument à entrer dans des questions qui sont le domaine sacré des familles, dans ce domaine où nous avons tous quelque chose de secret, dans ce domaine où ce qu'il y a de plus honorable et de plus délicat peut être changé en grossièreté par la main brutale des intrus... »

A cet assaut, l'abbé Gayraud tint tête, non sans souffrir certainement, mais bravement, fièrement, victorieusement.

Dans cette tourmente, dans ce conflit où une guerre à coups de couteau était faite, au nom de la monarchie, à un prêtre, à la politique du Saint-Siège, de quel côté était le journal qui avait

toujours, disait-il, pris pour « base de son programme les encycliques pontificales » ? De quel côté étaient MM. Auguste Roussel et Arthur Loth? Non seulement ils eurent l'impudeur, eux, journalistes catholiques, de combattre en face une politique à laquelle ils voulaient prétendre obéir, mais ils furent les propagandistes les plus ardents de la candidature du comte de Blois, les plus virulents agresseurs du programme et de la réputation de son adversaire. Le moniteur officiel de cette campagne de révolte et de diffamation fut la *Vérité*, toujours fidèle à son système de commettre le mal sans en avoir le courage, publiant des correspondances anonymes avec les réticences et le geste faux qui sont habituels dans la maison, empruntant aux feuilles radicales leurs diffamations peut-être commandées et payées, les reproduisant avec ou sans réserves, sans responsabilité toujours, inondant et essayant de suffoquer le public de consultations venimeuses de canonistes hors ligne ou de théologiens très graves, faisant songer aux pires traits de Tartufe, et se mettant dans le cas, pour une besogne aussi vile et aussi scandaleuse, et pour une œuvre aussi criminelle, de n'être jamais pardonnée par les catholiques. Comme on comprend le geste de mépris du chanoine Dehon, apercevant ce journal sur une table au Congrès catholique de Lille, quelques mois après cette édifiante équipée, et demandant, aux applaudissements presque unanimes, que sa présence ne fût pas plus longtemps tolérée dans le Congrès !

Peine perdue, d'ailleurs, réputation et di-

gnité inutilement sacrifiées ! Le clergé et la population catholique du Finistère furent inébranlables et surent ne pas perdre de vue, au milieu de ce déluge de mensonges, où étaient les véritables intérêts de l'Eglise. Le soir du 24 janvier 1897, l'abbé Gayraud fut élu par 7.233 voix contre 5.980 données au comte de Blois. Grande fut la joie des militants catholiques par toute la France, qui accueillirent ce résultat par une longue acclamation. Le vicaire de Lannilis envoya une dépêche à la *Vérité* avec ce simple mot: Condoléances ! La démonstration était faite contre les réfractaires déclarés ou obliques ; le bon sens populaire et l'honnêteté catholique triomphaient des subtilités du plus mauvais esprit d'école et des plus abominables violences d'une faction.

« Comme ils sont rappelés à l'ordre, disait M. Eugène Veuillot, les réfractaires qui par cette élection rêvaient de faire condamner les prescriptions pontificales ! Ils voulaient une condamnation : elle est portée, et c'est eux qu'elle frappe...

« Pour bien éclairer la situation, disait-il encore, pour montrer à tous avec quelle loyauté, quelle fermeté, les catholiques se sont établis sur le terrain constitutionnel, il fallait qu'un jour ou l'autre il y eût lutte électorale bien caractérisée entre eux et les réfractaires. C'est fait. »

Le coup fut si dur et si humiliant qu'ils ne prirent pas leur parti de leur défaite. Après l'élection la campagne continua. La même coalition d'orléanistes et de francs-maçons qui avait réussi à obtenir devant le suffrage universel un résultat appréciable, ne pourrait-elle pas obtenir,

à la Chambre, une invalidation, et alors on recommencerait sur nouveaux frais, et la deuxième fois peut-être on l'emporterait ! On ne l'emporta ni la deuxième, ni la troisième. Les voix du député catholique démocrate allèrent toujours en augmentant jusqu'au chiffre de près de 12.000. Mais cet acharnement à perdre un prêtre, à combattre une politique, et à bouleverser un pays, montre à quelle profondeur de haine la passion était entrée dans ces cœurs, et, en expliquant les terribles obstacles qu'elle a dû semer, en dessus ou en dessous, dans tout le pays, contre la politique du ralliement, permet de ne plus s'étonner des lenteurs de celle-ci à se répandre, non plus que de ses défaites passagères.

Le journal qui pendant cette émouvante rencontre, comme pendant toute la période du ralliement, mena avec le plus d'autorité la bataille pour la politique pontificale, fut l'*Univers*. Ni monarchiste, ni républicain, son programme, on le sait, est d'être avec Rome. Les mots d'ordre qui viennent de là, il ne les discute pas, il s'applique à les bien comprendre dans leur expression et dans leur teneur afin d'en être l'interprète fidèle auprès du public. L'esprit fixé sur l'intérêt religieux comme sur la norme de ses jugements et de sa conduite, il ne rompt jamais à fond avec une situation où l'Église pourra un jour trouver quelque avantage, et il ne tourne jamais complètement le dos à un adversaire catholique, qui demain pourra revenir, quelle que soit son erreur présente ou quelque coupable qu'il soit person-

nellement à son égard. Dieu récompensera de tout, semble-t-il se dire ; pour le moment il s'agit de n'être ni faible, ni fourbe, ni sot, ni lâche pour le servir. Son habituelle préoccupation est d'affirmer sans diminution la vérité. Il y a eu pour lui des moments difficiles, particulièrement quand les malheurs de l'Eglise ont demandé que la vérité catholique et les intérêts religieux fussent dégagés d'une trop longue compromission avec la monarchie. Il y avait un sacrifice à faire, non de programme, puisque le programme a toujours été le même et que le sacrifice était nécessaire précisément pour rester fidèle au programme, mais d'amitiés, de relations, de convenance, d'habitudes et fatalement, ce qui est l'épreuve suprême pour un journal, de clientèle. Le sacrifice fut fait, malgré les terribles influences contraires, malgré cette rébellion de vieux amis et compagnons d'armes qui préférèrent déchirer leur passé et désobéir au Chef de l'Eglise, pour aller retrouver, au moyen d'un journal qui flattait les goûts de l'aristocratie élégante, les avantages qu'un sacrifice chrétien leur aurait fait perdre. Nous avons vu, dans la triste campagne de la *Vérité* contre l'abbé Gayraud, jusqu'à quelles complaisances il leur fallut aller. Tant il est vrai que pour être vraiment libre et pour rester digne, il n'est rien de tel que de se soumettre loyalement, généreusement et sans discuter, à l'autorité de l'Eglise !

Le combat pour l'obéissance au Souverain Pontife et pour la bonne direction des forces catholiques était mené à l'*Univers* et l'est encore

par M. Eugène Veuillot d'abord, par ses fils Pierre et François, par M. Eugène Tavernier.

M. Eugène Veuillot doit avoir actuellement quatre-vingt-six ans. Il étonne par la vigueur d'un tempérament, la force d'un talent qui ne connaissent pas d'éclipse. Pendant les cinq ou six premières années de la politique du ralliement, quand il fallait faire front à toutes sortes d'ennemis à la fois, il a tout le temps été sur la brèche. Les articles succédaient aux articles, cependant que, rentré chez lui, il n'arrêtait pas d'écrire les chapitres de la Vie de son frère, dont trois volumes ont paru en quelques années. Ce serait banal de dire que son style est caractérisé par une impeccable ordonnance des idées et une redoutable propriété d'expression : ce qu'il y a à signaler chez cet écrivain de race, c'est qu'il est outillé pour les discussions comme personne, et que sur le terrain de la polémique il est sans égal. Pas même son frère Louis Veuillot, trop emporté et qui se découvrait souvent, n'a manié cette arme avec la même maîtrise que lui. — Quelque chose de cette allure ferme, avisée, précise, se retrouve dans la manière de son fils aîné, M. Pierre Veuillot. Plus spécialement consacré aux questions politiques, esprit large autant que nature aimable, voyant de haut et de loin, depuis plus de vingt ans associé à l'œuvre de son père, et mêlé aux combats pour la politique française autant que pour la politique de l'Eglise, il apporte dans l'appréciation des choses une exacte mesure et édifie au jour le jour une œuvre où paraît scellé comme par un lien infran-

[redacted]

gible, le triple souci de l'Eglise, de la patrie et du peuple. — M. François Veuillot, bien plus jeune, se consacre plus spécialement aux questions d'œuvres et concurremment, aux questions sociales pratiques qui en sont comme une expression différente ou comme le prolongement. Il crayonna il y a quelques années la figure des principaux leaders socialistes en une série de médaillons dont il est vraiment dommage qu'il n'ait pas pris soin de faire un album. Il faut aller les chercher dans la collection de l'*Univers* : ce que tout le monde ne peut pas faire et ce qui est regrettable pour le public. — M. Tavernier, qui doit être de la génération de M. Pierre Veuillot, a aussi sa spécialité, mais il pourrait dire comme le poète antique : « Rien ne m'est étranger ». Il est en ce moment à la tête d'une revue pour « l'Union des Eglises ». Il a publié un volume sur « l'Histoire du journalisme » (1) ; un autre sur la « Morale et l'Esprit laïque » (2), où il suit pas à pas la marche trébuchante de ce pauvre « esprit » à la recherche d'une Morale, comme les glorieux ancêtres de 1793 étaient à la recherche d'une Religion. Ce sont, d'ailleurs, les questions de morale et de philosophie qui sont son domaine propre et qu'il traite avec cette science sûre, cet esprit de bon aloi et cet art littéraire qui ne sont jamais absents de ce qu'il fait. L'évolution des méthodes des catholiques soit politiques, soit sociales, et leur adaptation aux nécessités présentes n'ont pas trouvé de plus déterminé partisan

(1) Chez Oudin.
(2) Chez Lecoffre.

que cette intelligence plus éprise de vie que de discipline, plus attentive à l'esprit des systèmes qu'à leurs formules. Il écrivit dès les débuts du ralliement une magnifique série d'articles sur les « Raisons d'espérer », où l'on trouve des phrases comme celle-ci : « Le peuple apparaît debout. Il est farouche comme la masse barbare du quatrième et du cinquième siècle ; mais comme elle, il est riche de santé, riche d'énergies latentes, prêtes à s'épanouir, et de vertus naturelles appelées à se développer sous l'influence religieuse, qui lui montrera ce qu'il cherche et ce qu'il réclame d'instinct. » Plus récemment il aida à déboulonner une idole dont la domination est humiliante pour les catholiques, en racontant avec un rare bonheur d'observation et la verve la plus mordante « comment il avait perdu ses illusions sur M. de Cassagnac ».

III

Malheureusement il ne réussit pas à les faire perdre entièrement aux catholiques. L'étoile de cet homme funeste, un moment éclipsée, parvenait encore de temps en temps à jeter quelque faux éclat qui en trompait et en égarait encore un grand nombre. C'est au moment où la politique pontificale était arrivée non à son apogée, mais à une certaine plénitude de force, où un ministère modéré, présidé par M. Méline, développant les conséquences de la politique de l'Esprit nouveau et existant déjà depuis deux ans,

s'était carrément posé en antagoniste des sectaires et maintenait, malgré toutes les pressions, aux catholiques soumis à la loi commune, leurs droits, leur liberté, la faculté de s'organiser et de développer leurs œuvres, c'est à ce moment que les journaux réfractaires redoublèrent d'ardeur, que les Cassagnac, les Roussel, les *Nouvelliste* de Lyon, les *Nouvelliste* de Bordeaux, les *Eclair* de Montpellier, les *Semaine* de Cambrai et un tas d'autres journaux de notoriété moindre, voyant venir l'échéance de nouvelles élections, se mirent avec plus de frénésie que jamais à faire le siège de l'opinion. Le moment était passé où l'on pouvait encore discuter sur la « lettre » des directions pontificales, où l'on pouvait contester avec quelque apparence de sérieux que le meilleur était d'essayer d'améliorer la République. Aussi laissa-t-on cette question de principe de côté, et tout l'effort consista à en rendre les moyens de réalisation impossibles, à discréditer toutes les méthodes qui tendaient à procurer cette amélioration, à décrier surtout la démocratie et les démocrates, à faire le silence absolu sur leurs succès, sur leurs entreprises, à faire une réclame monstre autour de la moindre parole d'un évêque qui les aurait mal compris et aurait eu l'air de les blâmer, à représenter comme le renversement de tout leurs essais de rénovation des méthodes apostoliques, à arrêter ainsi le mouvement convergent d'opinions, et peu à peu, en enlevant à ce mouvement toute sa force, le faire échouer, et revenir à en faire de nouveau discuter le principe.

A la perspective des élections de 1898, le terrain habilement choisi pour cette savante manœuvre fut le terrain de « l'union ». Ce mot, qui semble défier toute contestation, qui renferme en lui-même tout un programme en apparence indiscutable, et qui cependant, comme les langues d'Esope, tout en étant ce qu'il y a de mieux, peut être en même temps ce qu'il y a de pire, devait faire son œuvre et infiltrer son venin jusque dans des rangs qui auraient dû être à l'abri de ses atteintes. L'union, pour ceux qui prononçaient ce mot, signifiait l'abandon des conquêtes faites depuis huit ans, pour retourner, sous prétexte de discipline devant l'ennemi, à l'agglomérat des forces ou plutôt des faiblesses conservatrices. Ceux des catholiques qui étaient hallucinés par l'idée de résister à des sectaires, à des persécuteurs dont on n'aurait plus retrouvé un seul exemplaire parmi les membres du gouvernement d'alors, et qui auraient inventé des persécutions afin de pouvoir crier qu'il faut se défendre, ne démêlaient pas ou ne voulaient pas démêler la perfidie de ce mot, qui venait caresser en eux et réveiller des affections monarchiques mal éteintes. C'est par ces catholiques, dont le principal groupe gravitait autour de la *Croix*, que la désagrégation devait s'introduire dans le bloc des ralliés, et que la politique d'union devait aboutir à un émiettement plus grand que jamais.

Les événements qu'il nous reste à raconter nous permettront de voir se développer les suites de cette hantise funeste, pendant qu'on essayera de divers côtés de sauver la situation, et que per-

sonnellement j'oserai, une fois ou l'autre, donner un avertissement ou ouvrir un avis, les circonstances m'ayant de plus en plus poussé au premier rang des combattants.

Après les conférences de la rue Serpente, ma campagne contre la *Vérité*, le Congrès ecclésiastique de Reims et la publication du *Compte-Rendu*, ma vie était plus hors de l'école Fénelon qu'à l'école même. J'étais entré tout à fait dans l'intimité de l'abbé Lemire dont la maison, à l'occasion du Congrès, m'était devenue très familière. La même pensée nous vint à tous deux d'unir plus étroitement nos efforts par la vie même commune, pour continuer ce qui d'abord n'avait dû être qu'une démonstration de circonstance et qui nous paraissait pouvoir devenir une œuvre. Mon départ de l'Ecole fut décidé. C'était à la fin de l'année scolaire 1897. Une aumônerie qui devait être vacante au mois d'octobre devait m'assurer quelques ressources. Une revue catholique dont la cession devait être faite à l'abbé Lemire et à moi et dont il aurait été directeur et moi rédacteur en chef devait me fournir une matière de travail et un instrument de propagande pour les idées et les méthodes exposées à Reims. Nous voulions maintenir groupés en faisceau les prêtres qui s'étaient vus dans cette mémorable rencontre, les encourager, les soutenir par l'entretien de l'atmosphère de zèle créée là-bas, les multiplier, répandre dans le clergé une salutaire émulation, le convoquer par étapes à d'autres rencontres semblables et peu à peu le transformer de façon à le mettre

tout à fait à la hauteur des temps. Chimère ! Illusion !... Et que fait-on sans ces moqueuses divines qui viennent agiter devant l'imagination des buts qu'on ne peut pas atteindre, mais dont l'attrait vous permet de vous mettre en marche et de commencer une route où on n'avance pas sans faire quelque bien ?

Sur cette route, comme cela arrive souvent, je commençai par rencontrer deux grosses déceptions. Arrivé chez l'abbé Lemire, au mois d'octobre, j'appris que des difficultés survenues pendant les vacances ne permettaient la cession ni de l'aumônerie, ni de la revue. Que faire ? L'abbé Garnier vint à mon secours en m'offrant d'être rédacteur en chef du *Peuple Français*.

J'étais un peu effrayé de la grandeur de la tâche et d'autre part, après le Congrès ecclésiastique de Reims, l'action sacerdotale avait mes préférences. Néanmoins, je n'avais pas le choix, et les nouveaux dangers que courait la politique pontificale semblaient rendre nécessaires tous les concours. J'acceptai l'offre de l'abbé Garnier.

M. Bouvattier, ancien député, ami très attaché de M. Piou, qui pendant quatre ans, s'était acquis, par ses fines analyses politiques, une si grande sympathie auprès du public, écrivit son dernier article le 1er novembre. Le lendemain j'entrai en fonctions par un article programme où je faisais ces déclarations adressées « aux amis » :

« Vous n'étiez rien il y a cinq ans. On ne daignait vous citer dans le classement des partis que pour souligner votre insignifiance. La rail-

lerie s'exerçait facilement à vous reprocher de vous être trouvés petits en naissant. Comme Mirabeau, il y a apparence que vous étiez nés avec une dent molaire, car vous êtes devenus un garçon robuste qui se fait respecter et a l'heur d'exciter parfois, au lieu du dédain, les récriminations de la colère. On vous montre le poing, donc on vous craint...

« A l'approche de la grande consultation nationale qui va avoir lieu dans quelques mois, quelques-uns ont feint de remettre en délibération si on ne rebrousserait pas chemin et si on ne reviendrait pas s'asseoir sur le bord du fleuve que pendant vingt ans nous avons arrosé de nos larmes et fait retentir de nos gémissements. Il n'y a qu'à renvoyer pour leur compte ces conseillers perspicaces à ces nobles et utiles fonctions.

« Nous, nous sommes de ceux qui, ayant mis la main à la charrue, ne regardent pas en arrière; nous sommes de ceux qui sentent croître leurs forces en marchant et qui, prémunis contre les agressions violentes, doivent aussi se défendre contre la ruse.

« Ce coup d'œil en arrière et ces déclarations m'ont paru nécessaires avant de vous demander votre concours pour la tâche que M. l'abbé Garnier vient de me faire l'honneur de me confier.

« Associé à l'œuvre du *Peuple Français* dès sa fondation, collaborateur assidu de la première heure, depuis collaborateur intermittent et toujours lié d'amitié autant que de conviction, non seulement avec son directeur, mais avec tous

ses rédacteurs et tous ceux qui ont avec le journal quelque attache, j'ai paru à l'abbé Garnier être tellement de la famille que le jour où ses occupations, de plus en plus étendues, l'ont forcé à se soulager un peu du fardeau du journal, il a songé à moi pour le suppléer. »

Le péril des manœuvres « unionistes », la nécessité non seulement de garder les positions conquises, mais de gagner encore du terrain du côté de la République par nos déclarations, pour en gagner ensuite effectivement par nos conquêtes, fut à peu près la seule note que je donnai pendant les six mois que je fus à la tête du journal. J'ai le souvenir bien présent, sans vouloir tirer vanité du fait, que je réussis à fixer net, par un article définitif, les dispositions un peu hésitantes de quelques-uns d'entre nous. Paul de Cassagnac, à ce moment où se dessinaient les plans de la campagne électorale, faisait rage pour ramener l'opinion à l'union conservatrice. Quelques ralliés n'auraient pas été exempts d'une tendance à faire un pacte pour les élections, quitte à se séparer après. Mais c'était le vrai moyen d'enlever toute confiance en notre républicanisme et de nous affaiblir, même numériquement, d'une manière irrémédiable. J'essayai de le faire entendre dans un article intitulé : « Non, non, non ! »

« ... Ah ! j'entends la grande objection. On nous dit : mais enfin, tout de même, n'est-il pas juste de faire contre la concentration des francs-maçons la concentration des catholiques? Si, dans une circonscription donnée, l'appoint de

cinq cents royalistes, par exemple, est nécessaire pour faire triompher le bon candidat, ne faut-il pas s'entendre avec eux ?

« D'une manière générale je réponds : Non, non, non. Vous ne voyez donc pas qu'en faisant ce pacte avec les royalistes, vous devez renoncer à un autre pacte que vous pourriez faire avec des républicains ? Vous ne voyez pas que pour gagner cinq cents voix d'un côté, vous allez peut-être en perdre huit cents de l'autre ? que si de l'autre côté, je veux dire du côté républicain, au lieu de huit cents voix, vous ne devez, d'après vos calculs ou les probabilités, n'en gagner que quatre cents ou trois cents, c'est encore de ce côté qu'il faut vous tourner. Pourquoi ? Parce que le gain, de ce côté, est destiné à aller croissant, et qu'en persévérant dans cette politique, vous arriverez fatalement à triompher.

« Supposons, au contraire, que dans cette situation vous vous tourniez du côté des royalistes pour avoir l'appoint de leurs cinq cents voix. Dans quelques rares circonscriptions cet appoint vous vaudra la victoire, mais presque partout le groupe des électeurs républicains dits modérés et une fraction des opportunistes que vous auriez pu attirer, se sépareront de vous, et neuf fois sur dix vous serez battus.

« C'est ce qui est arrivé il y a une quinzaine d'années à M. Edouard Hervé, directeur d'un journal qui depuis quelque temps crie plus fort que tous les autres qu'il faut absolument recommencer une si heureuse expérience pour le plus grand intérêt du pays.

« M. Hervé, avec le prestige de son talent, de ses connaissances et de son caractère, se présentait à Marseille, contre qui? contre Félix Pyat! Le choix pouvait-il être douteux ? Marseille pouvait-elle se déshonorer au point de préférer au directeur universellement estimé du *Soleil*, l'écrivain du boulevard, le condamné de la Commune? Elle le fit cependant. Comment? Pourquoi? Parce que M. Edouard Hervé, malgré les démarches des républicains modérés dont le *Temps* était l'interprète, préféra renoncer à l'appoint qui lui était offert de ce côté, pour se réserver l'appoint royaliste, — en restant royaliste lui-même.

« Résultat : un communard entra à la Chambre. Et c'est ainsi que depuis vingt ans des communards, des francs-maçons, des panamistes, des chéquards y sont entrés, nommés directement ou de complicité par une majorité d'honnêtes gens.

« Et on ne comprend pas que nous en ayons assez?

« Nous ne comprenons pas, nous, qu'on nous ennuie encore avec cette farce. »

On se le tint pour dit. Il ne fut plus question de compromission avec les réfractaires. Plût au Ciel qu'il n'y en eût pas eu de tacites, d'inconscientes peut-être, et que l'union des catholiques soumis aux directions pontificales, qui allait se conclure sous le nom de Fédération électorale, n'eût pas renfermé dans son sein d'éléments de dissolution!

Ces questions de politique intérieure, ou plu-

tôt de politique de famille, n'étaient pas, on le pense bien, les seules qui m'occupassent. Outre les articles de tête que je faisais assez souvent et où je traitais ces questions, je rédigeais tous les jours « l'éditorial » que rédigeait avant moi M. Bouvattier. En plus, il y avait assez souvent un article de polémique, et toujours sous le le nom de « çà et là », la relation des menus faits et incidents qui sont en marge de la politique. Ajoutez enfin, chaque semaine, une « revue » qui m'incombait aussi. Il y avait de quoi crier : ouf! J'arrivais tous les soirs au bureau à cinq heures ; après dîner, je reparaissais pour ne sortir qu'à une heure, très souvent deux heures du matin. Pendant tout ce temps, il fallait écrire à peu près sans désemparer.

Mon principal compagnon de chaîne était le secrétaire de rédaction, M. Sarrazanas, de son nom Henri de Maynard. C'est lui qui confectionnait le journal, et il le faisait avec une dextérité, un soin, une attention à épargner de la peine au lecteur, qui avaient établi sa renommée dans toutes les rédactions. Depuis qu'il était là, la physionomie du journal était complètement changée. Précédemment rédacteur aux *Tablettes des Deux-Charentes*, il était arrivé au *Peuple Français* très jeune et il avait tout de suite saisi le mécanisme du métier, de même qu'il était entré avec une rare aptitude d'assimilation dans les arcanes de la politique. Il n'y avait personne comme lui pour débrouiller une situation, pour en voir les dessous, pour en pronostiquer les suites. Ses jugements sur les hommes étaient

très justes. Il ne dédaignait pas les anecdotes, dont les détails venaient en abondance dans sa conversation.

Entre dix et onze heures, en attendant la dernière feuille de l'Agence Havas, nous posions la plume.

Nous goûtions la douceur d'un moment de loisir,

comme dit Coppée. Ma paresse à parler lui laissait le champ libre pour commenter le potin du jour et remplir les pièces de la rédaction de sa voix sonore.

Passé depuis comme chroniqueur parlementaire au *Journal de Roubaix*, il peut y déployer, dans une matière qu'il affectionne particulièrement, ses qualités d'écrivain précis, d'observateur habile. Mais il est mieux que tout cela ; son cœur n'est pas inférieur à son esprit ; c'est un ami.

Dans ces conversations nocturnes où tout tombait un peu pêle-mêle, au petit bonheur de l'actualité, M. Coutant apportait les nouvelles de la Société des Gens de lettres, M. de Massuë. qui devait plus tard si bien organiser les cercles de l'Union nationale, éclairait les questions d'aperçus philosophiques, M. Delaporte, passé du *Monde* au *Peuple Français*, refaisait la carte d'Europe, et le pauvre abbé Rouiet, qui arrivait très souvent en coup de vent, en allant reprendre son train à la gare du Nord, refaisait au profit du Catholicisme la carte du Monde.

Il était vivant, et ardent, et superbe dans sa grande barbe de missionnaire. Il savait à fond la

question des colonies qu'il traitait dans des articles passionnés, signés Yves le Celte. Cela lui était venu il ne savait comment. Un beau jour il avait donné sa démission de vicaire d'une grande paroisse de Versailles pour suivre l'expédition de Madagascar. Il était arrivé de là avec un thème qu'il développait d'une manière infatigable par la parole et par la plume : c'est qu'il faut agrandir le domaine de la métropole, utiliser les énergies inemployées, multiplier les moyens de prosélytisme pour les catholiques, arracher l'empire du monde au protestantisme en poussant les activités françaises vers la colonisation. Un dimanche d'Epiphanie, prêchant sur son sujet préféré, et faisant allusion à l'étoile des Mages, il disait qu'une étoile aussi se levait dans chaque âme et qu'en la suivant on trouvait Dieu. On ne doutait pas de cette affirmation en voyant la clarté de son regard, la franchise de ses gestes, la plénitude de ses convictions, l'élan et ce bon aloi de son éloquence qui indiquait bien qu'il était guidé comme par une lumière intérieure, et qu'il suivait des yeux et du cœur un astre qui se serait levé dans sa vie.

Hélas ! Il voulut, il y a quelques années, retourner à Madagascar. Il a dû être la proie de la mer, car on n'a jamais pu savoir exactement ce qu'il était devenu.

Bientôt nous arrivèrent deux nouveaux collègues qui nous déchargèrent d'une partie de la besogne : l'abbé Léon Cros, d'un sens artistique si affiné, dont le frère devait reprendre le rêve de l'abbé Rouiet, et M. Louis Cadot, ancien

député du Pas-de-Calais, à la franchise de langage aussi séduisante qu'une flatterie, l'écrivain impersonnel, serviteur de l'idée, qui n'emploie jamais le pronom « je » ou « moi », qui, pour lors, n'écrira jamais des Mémoires.

Un grec nommé Kimon nous apportait des articles bourrés de science et de verve mordante contre les juifs. L'abbé Méquinion faisait la contre-partie par les protestations de son indulgente nature.

Tout d'un coup paraissait l'un ou l'autre abbé Garnier. Le directeur du journal, l'abbé Théodore, arrivait de voyage : « Je viens de parcourir vingt départements, passez-moi, s'il vous plaît, une plume ». On lui passait une plume, du papier, il racontait fiévreusement sa tournée, qu'on envoyait tout de suite à la « composition », au grand désespoir de Sarrazanas, qui avait déjà toute la matière de son journal. Si c'était l'abbé Léon, il venait nous inviter à aller déjeuner le lendemain à Montmagny.

Montmagny, à cinq ou six kilomètres de Paris, est la maison de campagne, dédiée au Sacré-Cœur, où l'abbé Garnier donne une retraite ecclésiastique mensuelle et reçoit ses collaborateurs et ses amis. Sous ces allées, que de charmantes promenades on a faites, que d'intéressants propos on a échangés, que de plans de réforme on a élaborés, que d'agréables délassements on a goûtés parmi les témoignages et le sentiment de l'amitié la plus franche, après les travaux quelquefois exténuants de l'apostolat !

Les vieux et les plus récents amis ont passé

sous ces arbres, autour de cette table si hospitalière, dont l'abbé Léon fait les honneurs avec tant d'avenante complaisance et simplicité, pendant que son frère se partage en mille propos, tenant tête un peu à chacun. Les noms viennent d'eux-mêmes sous la plume : Chapoy, Schimitz, de Tourris, Bouvattier, Reygasse, Bourgeois, Loutil, Poulin, d'Azambuja, Guay, Ract, de Massuë, de Granzial, etc.

Après cette éclaircie, on revenait au bureau respirer l'encre d'imprimerie et entendre le bruit irritant des machines.

IV

Les six mois que je passai ainsi au *Peuple Français* furent les six mois qui précédèrent immédiatement les élections du 8 mai 1898. Ce devaient être les élections fatales.

On avait prolongé de quelques mois le mandat des députés pour atteindre la date de mai, à laquelle on avait fixé désormais par une loi la date du renouvellement des mandats législatifs. Par une fortune que n'avaient jamais eue et que n'auront plus de longtemps les catholiques, il y avait au pouvoir un homme sur lequel on n'avait d'abord pas fait beaucoup de fond, mais dont la modération et les allures simples cachaient de rares qualités de combatif et d'homme d'Etat. Sans rien sacrifier de la doctrine de la neutralité du pouvoir en matière religieuse, il personnifiait depuis près de deux ans la politique de « l'es-

prit nouveau » pour laquelle les radicaux et les socialistes lui avaient voué une mortelle haine. C'est pour détruire les effets de cette politique qui par sa durée infiltrait les idées de tolérance et de concorde entre les citoyens, dans les veines du pays, c'est pour briser le faisceau de concours patriotique qui au moyen de ces idées inaugurait enfin, dans notre France déchirée de tant de manières, l'ère de la paix et de la liberté, qu'ils suscitèrent la misérable affaire Dreyfus, ou plutôt qu'ils lui donnèrent une tournure politique et en firent un brandon de discorde.

Il fallait à deux genoux remercier la Providence de nous permettre de combattre dans des conditions si favorables. Aux incessantes provocations, interpellations et menaces de l'extrême-gauche, M. Méline avait inflexiblement résisté, disant explicitement et sous toutes les formes: « Je ne veux pas faire la guerre à l'idée religieuse ».

Dans un grand discours-programme à Remiremont, en octobre 1897, il ajoutait : « Nous témoignons pour la religion d'un respect sincère, et c'est là ce qui offusque le plus certain parti qui la considère comme un reste de servitude qu'il faut extirper. Au lieu de la guerre, nous poursuivons l'apaisement dans le domaine religieux. L'histoire ne nous apprend-t-elle pas que les querelles religieuses sont toujours, à l'intérieur et à l'extérieur, une cause d'affaiblissement ? ».

Dans le même discours, répondant à l'éternel reproche qu'on lui faisait de gouverner avec la

droite, voici encore les significatives paroles qu'il prononçait à l'adresse des ralliés pour indiquer que le reproche n'était pas fondé :

« Nous avons avec nous dans la Chambre la majorité des républicains. Cette majorité nous l'avons bien davantage encore dans le pays.

« Je sais bien qu'on essaie dans le camp radical d'ôter au calcul sa valeur en traitant de monarchistes tous ceux qui ne sont pas des républicains de la veille, et en excommuniant ceux qu'on appelle avec mépris des ralliés. Comme si, après vingt-sept ans de République, il n'était pas permis d'ouvrir nos rangs à des hommes sincères et loyaux, comme notre collègue le comte d'Alsace dont tous les votes, sans en excepter aucun, depuis le commencement de la législature, ont été aussi républicains que les nôtres ! Je n'hésite pas à dire que de pareils concours sont un honneur pour le gouvernement, et qu'ils lui apportent plus de force que certains collectivistes révolutionnaires dont je n'ai pas besoin de vous rappeler les noms ».

C'était la concentration à droite au lieu de la concentration à gauche. Nous étions loin des excommunications et des rebuffades d'antan.

Avec le comte d'Alsace, dont parle dans ce discours M. Méline, une quarantaine d'anciens membres de la droite, élus en 1893 comme ralliés, s'étaient bravement fait inscrire au groupe progressiste. Malgré l'absence de M. Lamy qui aurait rendu l'opération plus facile, l'aurait étendue à un plus grand nombre et en aurait augmenté les effets, ils avaient bravement ac-

compli ce devoir. Leur œuvre, au sein du parti républicain, pour invisible qu'elle fût, était semblable à cette fente du vase qui laissait couler l'eau invisiblement, et chassait peu à peu, par un effort aussi discret que sûr, le mauvais esprit de l'urne parlementaire. Il n'y avait qu'une politique à suivre aux élections de 1898, c'était de travailler à renforcer ce groupe en laissant la direction de l'opération aux hommes politiques qui avaient fait les élections de 1893, M. Lamy, M. Piou, M. de Mun, sans y mêler des questions confessionnelles qui ne pouvaient que tout brouiller et tout fausser. Mais j'avoue que c'était demander à la masse, aux hommes, qu'il ne faut jamais considérer séparés de leurs passions, une sagesse absolument impossible. A tout le moins pouvait-on ne pas tomber dans l'aberration tout à fait opposée, sous prétexte de mieux à réaliser et d'idéal à poursuivre, en combattant cette politique même où était l'unique source du salut.

M. Piou, dans un article de la *Revue des Deux-Mondes*, en date du 15 juin 1897, intitulé : « les Conservateurs et la Démocratie », donna un sérieux avertissement qui pouvait être aussi bien à l'adresse de ceux qui, ayant adopté la politique constitutionnelle, n'en avaient pas l'esprit, que de ceux qui refusaient obstinément de s'y ranger.

« Les mœurs de la France ne dépendent plus d'une formule constitutionnelle. La crise qu'elle traverse a des origines trop anciennes et des causes trop profondes. Depuis 1789 elle poursuit une œuvre sans précédent dans l'histoire.

« D'une aristocratie qu'elle était, elle veut devenir une démocratie. Nulle nation, avant elle, n'a réalisé ni même conçu pareille entreprise. Une si prodigieuse transformation paraît l'ambition la plus extraordinaire ou plutôt la plus folle. Pour la satisfaire elle a joué cinq ou six fois ses destinées dans les révolutions ; et voilà qu'après un siècle de souffrances et de luttes, elle semble toucher à la victoire. Cette victoire n'est pas complète, mais elle est assez grande pour rendre toute retraite impossible. Le vieil organisme détruit, il faut à tout prix achever le nouveau ou périr...

« L'heure est venue, même pour les obstinés, « de pardonner à l'inévitable » et de songer à leurs enfants plus qu'à leurs aïeux. Que les conservateurs surmontent donc leurs défiances, qu'ils oublient les affronts reçus, les injustices subies, les calomnies, tous ces legs détestables d'un siècle de révolutions : on ne se venge pas sur la patrie. Il dépend d'eux que la démocratie soit la plus bienfaisante ou la plus perverse des puissances. Au milieu de beaucoup de tristesses, quelques présages heureux semblent annoncer des jours meilleurs...

« Assistons-nous aux premières lueurs d'une aurore nouvelle ? Les conservateurs vont-ils se décider enfin à suivre le pays dans son évolution et à le seconder dans ses efforts ? Si leur patriotisme leur donnait, avec la claire vision du danger, le courage des sacrifices, le siècle qui va commencer connaîtrait peut-être ces deux biens inestimables refusés au nôtre : la paix et l'union.

— Le matin de Trafalgar, Nelson adressa à ses équipages ces simples paroles : « L'Angleterre compte que chacun fera son devoir aujourd'hui ». — La France est plus menacée que l'Angleterre à Trafalgar. Peut-elle compter que chacun fera son devoir aujourd'hui? »

Il semble que l'accomplissement du devoir eût été facilité et l'action politique dans le sens nécessaire moins sujette à déviation, si le triple mouvement commencé en 1893 par MM. Piou, de Mun et Lamy, eût constitué en 1898 une force irrésistible parmi les catholiques, un courant qui eût entraîné les hésitants et tenu en respect les rebelles. Mais il y avait trop d'autres influences qui s'exerçaient sur leurs troupes, trop de chefs improvisés qui prenaient tous sur eux de constituer un bataillon, avec l'arrière-espoir d'entraîner l'armée tout entière.

De ces organisations particulières, la plus importante par le nombre, par les moyens d'action, était le Secrétariat Justice-Egalité, fondé à la fin de 1895 par la *Croix*, dont le succès la faisait sortir de plus en plus des proportions, du cadre, et du rôle qui appartient à une Congrégation. Le zèle pour le bien est une belle chose, et il n'y a pas à méconnaître celui des Pères Augustins de l'Assomption pendant ces quelques années. Mais il y avait dans ce succès bien des tentations, peut-être au-dessus des forces humaines, auxquelles ils ne surent pas résister sur toute la ligne. Il y

avait aussi, si l'Eglise en retirait des avantages incontestables, des dangers réels, dans une société comme la nôtre, encore si ombrageuse, où l'animosité est encore si ardente contre l'esprit clérical. Il aurait donc été bon d'abord de n'en pas triompher trop bruyamment, ensuite et surtout de détourner de l'action politique, au fur et à mesure qu'il grandissait, un mouvement qui s'annonçait pour tant de gens comme une menace. La force dont disposaient les Pères de la *Croix* eût été tout entière concentrée sur la propagande religieuse, sur l'apostolat auprès des masses, sur la fondation d'œuvres chrétiennes, sans mélange aucun avec la politique qui frappe tout de suspicion, elle eût transformé le pays.

Mais là comme partout, comme presque toujours, on voulut récolter avant d'avoir semé, on voulut avoir de bonnes élections avant d'avoir fait de bons électeurs ; on ne put que les chercher par l'artifice et la violence : on ne devait recueillir que la persécution.

Le même désir de faire de bonnes élections et de réaliser même, dans ce but, l'unité d'action catholique ballottée d'un projet à l'autre comme un nuage à la merci de tous les vents, sollicitait quelques anciens membres du Comité Chesnelong, dont les assemblées avaient été suspendues en 1892, après la fameuse dépêche du cardinal Rampolla. Ils voyaient avec peine qu'on n'eût plus chaque année cette réunion intéressante, réconfortante, des catholiques militants qui venaient parler de leurs œuvres et entendre

quelques bonnes paroles de leurs chefs. Ils ne voyaient pas pourquoi, puisque le Pape le désirait et qu'on n'avait guère, d'ailleurs, le moyen de faire autrement, on n'aurait pas fait abstraction de la question politique, pour continuer à faire le bien par les œuvres, et dans ces œuvres, on ne voyait pas pourquoi l'œuvre électorale n'aurait pas été comprise comme les autres. La différence de leur conception d'avec celle de l'*Union de la France chrétienne* qui n'avait pas agréé au Pape, c'est qu'ils laissaient sincèrement en dehors la question politique en se déclarant respectueux de la Constitution sous laquelle on vivait. Ne pas respecter la Constitution, se contenter de la subir, comme le concevaient les auteurs de la première organisation, ce n'était pas laisser de côté la question politique, c'était rester dans l'expectative d'une occasion de changement et dans la suspicion de la préparer. Respecter, au contraire, la Constitution, c'était écarter la question politique, car c'était la considérer comme provisoirement réglée, suspendue, et s'engager d'honneur à ne rien entreprendre, rien accepter en pensée même, qui pût y porter atteinte.

Ils ne doutèrent pas qu'ils n'eussent trouvé la solution du problème qu'agitaient entre eux les catholiques ; du moins ils se mirent résolument et généreusement en avant pour tenter une œuvre de rapprochement et d'unité.

Ils profitèrent des fêtes de Reims, en 1896, pour convoquer les catholiques à un premier Congrès, Les initiateurs étaient M. le comte de Nicolaÿ et

M. de Bellomayre, ancien conseiller d'Etat. M. Harmel n'avait pas refusé de faire partie du Comité, non plus que M. Thellier de Poncheville : c'étaient des garanties et une bonne enseigne au point de vue politique, pour le public. Ce premier congrès où il y eut affluence, où ne manquèrent pas les bons travaux, eut du succès. La note politique, malgré quelques intempérances de langage dont n'était pas responsable le Comité, fut correcte. Le Comité fut enhardi dans son œuvre. Il travailla toute l'année à l'opération de la coordination des groupes qu'il rêvait. Il convoqua les catholiques à un congrès national pour la dernière semaine de novembre 1897, et c'est là qu'il résolut de faire adopter son projet de Fédération.

On en parlait beaucoup. C'est cette Fédération qui devait faire les élections. En laissant de côté les réfractaires déterminés, on demandait de toutes parts des sacrifices à l'union. Mais ni les réfractaires, ni les unionistes louches ne pouvaient se considérer comme ne pouvant paraître à un Congrès national catholique, ni même comme ne pouvant apporter leur avis dans ses délibérations. Cela donna à craindre que cette tentative pour rapprocher les catholiques ne réussît à faire éclater davantage leurs divisions. A tout le moins ne fallait-il pas qu'elle tournât à la confusion ou à l'escamotage de la politique pontificale.

La section intitulée : « Défense des intérêts catholiques », où devait se traiter en séance générale cette question de la Fédération, avait pour

président M. Henri Boissard, ancien procureur général. Il s'était employé avec le plus grand zèle à la préparation de cette journée dont il attendait le plus grand bien. Historien de Foisset, le grand catholique, démissionnaire à l'époque des décrets, fondateur de la *Croix de Provence*, et intrépide promoteur des œuvres agricoles, il consacrait à l'Eglise et au bien le plus pur dévouement d'une nature toujours jeune et qui ne connaissait d'aucune façon l'affaiblissement de l'âge. Pour le bien aucun sacrifice ne lui coûtait. Aussi cette œuvre de l'Union des catholiques, dans le sens désiré par le Saint-Père, parla-t-elle tout de suite à son cœur et rien ne le détourna d'y consacrer toutes les ressources qui lui venaient de ses qualités naturelles autant que de ses services rendus et de son ancienne situation. Hélas! il y employait ce qui lui restait de forces. Il vint à Paris juste pour mourir. La veille du Congrès, étant chez l'abbé Lemire, il se plaignit d'avoir froid. La nouvelle se répandit bientôt qu'il ne pourrait pas assister au Congrès. Il ne devait lui survivre que de quelques jours.

En son absence, c'est M. Bouvattier, vice-président, qui, le troisième jour, 4 décembre, présida les séances du matin d'abord, puis celle du soir où devait être discuté le pacte de la Fédération. Le matin, quelques-unes des organisations qui étaient désignées pour conclure ce pacte firent connaître leur situation. On entendit le Comité Justice-Egalité, l'Union nationale, l'Association catholique de la Jeunesse française,

l'Union du Commerce et de l'Industrie, qui était en formation. Le soir, la grande salle du 78 de la rue des Saints-Pères était envahie dès une heure, les colloques s'y engageaient, il y avait dans l'air l'attente d'une bataille. Heureusement M. Bouvattier était homme de sang-froid, d'énergie et de précision ; ancien député, il avait l'habitude des séances où il y a parfois de la rumeur à apaiser et des difficultés d'ordre à résoudre.

Le discours insidieusement unioniste auquel on pouvait s'attendre ne manqua pas. Il fut le fait d'un M. Guérin, de Lille. Maniant la parole avec assez d'aisance, il commença par déplorer, avec des lamentations et des gémissements étouffés, qu'il y eût parmi nous tant de divisions. Il y a cependant deux choses sur lesquelles il n'est pas de contestation possible, qui pourraient nous unir, c'est notre foi et le péril qu'elle court devant l'ennemi. Eh bien, pourquoi ne pas rechercher tous ceux qui partagent cette foi et qui ont conscience de ce péril, et, laissant de côté toutes les autres questions, sur lesquelles on ne saurait s'entendre, pourquoi ne pas faire entre tous une force à laquelle l'ennemi ne résisterait pas ? Après tout, n'est-ce pas tout ce que veut le Saint-Père ? Ce petit discours, on le pense bien, ne marchait pas tout seul et sans interruptions, mais pas sans applaudissements non plus. Celui qui parlait ne manquait pas d'habileté. Comme dans toute assemblée, il y avait une partie de gens neutres, facilement impressionnables, mal défendus contre les pièges d'une rhétorique en apparence innocente et parsemée de sophismes.

Les applaudissements augmentaient. On parlait de s'unir, de ne faire tous qu'un cœur, qu'une âme, qu'une résistance, qu'un bloc : que pouvait-il y avoir à objecter contre ? Tout d'un coup, du côté gauche de la salle, du milieu d'un groupe, et avant même que cette harangue ne fût finie, part une voix formidable. C'était M. Jules Bonjean. Il avait autrefois crié : Casse-cou ! à l'*Union de la France chrétienne*, il venait se mettre en travers de cette nouvelle manœuvre.

« On parle de nous unir, s'écrie-t-il, il n'y a personne qui ne le désire ici ; mais qu'on l'entende bien, il n'y a d'union possible, acceptable, et digne, que sur le terrain indiqué par le Souverain Pontife. Ce terrain, c'est celui de l'acceptation de la Constitution établie, c'est le terrain républicain ! »

Cette apostrophe lancée comme un coup de canon, saluée d'applaudissements frénétiques et de bravos, démolit le château de cartes de M. Guérin. On pousse M. Bonjean à la tribune. Il reprend ce qu'il vient de dire : En dehors de la République il n'y a rien à faire. C'est en vain qu'on voudrait se leurrer, se tromper, l'expérience des unions faites en dehors de l'idée républicaine et nécessairement contre elle, est faite, elle est là cruelle : n'allons pas étourdiment la recommencer. Malgré ce qu'on dit et répète, nous ne sommes pas en France la majorité. Pour faire quelque chose, nous avons besoin d'alliances ; ces alliances, il faut aller les chercher dans la fraction modérée et libérale du parti républicain, et il n'y a, c'est l'évidence même, de possibilité de les obtenir

qu'en étant républicains. — Ce discours improvisé avec toute la chaleur, la véhémence de logique, le bonheur d'expressions que donne à une conviction forte la conscience de remplir un devoir et la correspondance à ce qui vibre à ce même moment dans plusieurs centaines d'âmes, résolut la question. La salle était faite, l'opinion fixée. M. de Bellomayre pouvait s'avancer pour faire sa proposition. Il y eut cependant deux discours avant le sien, un d'un royaliste déterminé, M. Nicoullaud, rédacteur à la *Gazette de France*, qui tint tête à la salle avec un certain courage, un autre de l'abbé Naudet qui lui répondit, disant que les royalistes avaient le droit d'avoir leur opinion, mais que, dans l'état actuel et après plus de vingt ans de vaines tentatives, la religion non moins que le patriotisme leur faisait un devoir de ne plus se mettre en avant.

M. de Bellomayre fit un discours très étudié où il exposa que puisque c'est la question constitutionnelle qui divise les catholiques, il n'y avait qu'à l'écarter non point par le silence, ce qui maintiendrait la défiance du pays, mais par la déclaration nette, loyale, faite une fois pour toutes, qu'on la respecte, et, sous l'égide de cette constitution, travailler à la restauration des libertés religieuses et au bien du pays. Sa parole grave, pénétrée de sincérité, faisait impression.

Comme conclusion, il donna lecture d'un pacte de Fédération électorale pour 1898, proposé aux principaux groupes d'action organisés. Voici, en dehors du préambule explicatif, quelles en étaient les bases :

1° Acceptation loyale du terrain constitutionnel ; 2° réforme en ce qu'elles ont de contraire au droit commun et à la liberté, des lois dirigées contre les catholiques ; 3° entente avec tous ceux qui veulent un régime de paix dans la liberté et dans la justice.

Ce pacte, acclamé à cette réunion, fut porté la semaine suivante à Lyon par l'abbé Lemire qui le fit accepter non sans peine, à cause de son caractère un peu amorphe, au Congrès démocratique chrétien. Les sept principaux groupes catholiques existants y adhérèrent : trois de droite, Justice-Egalité, Association de la Jeunesse, Comité catholique, autrement dit Comité Chesnelong dissident ; quatre de gauche, groupe Lamy, Union nationale, Union du Commerce et de l'Industrie, Démocratie chrétienne. Chacun des groupes désigna deux délégués pour composer un Comité dont on demanda à M. Lamy de prendre la direction et la présidence.

Voilà quel fut l'instrument des élections de 1898. Tout hybride que fût cette combinaison, tout imparfaite et incolore qu'en fût la formule, le nom de M. Lamy était suffisant pour la caractériser, et son autorité suffisante pour la garantir et la faire accepter. Mais cette autorité suffisante pour les gens du dehors ne le fut pas pour ceux du dedans. Les quatre groupes de gauche ne demandaient qu'à obéir, et on voudra bien se rendre compte qu'ils y avaient un certain mérite, car dans la combinaison, on avait sacrifié presque tout leur programme. Ce sont cepen-

dant ceux de droite qui soulevèrent d'incessantes difficultés, qui instituèrent au sein du Comité de perpétuelles discussions de mots, qui encombrèrent d'obstacles la route de M. Lamy et l'empêchèrent de remplir sa tâche. Il va sans dire que les plus récalcitrants étaient les représentants de Justice-Egalité, autrement dit de la *Croix*. Ils faisaient sonner très haut le nombre de leurs adhérents et leurs caisse, et ils laissaient bien entendre qu'ils ne feraient que ce qu'ils voudraient.

Et ce qu'ils voulaient hélas! on ne le savait que trop. Ils voulaient des candidats « catholiques », des candidats prenant l'engagement écrit de poursuivre l'abolition des lois contraires à la liberté religieuse, à la Chambre, ou de ne jamais émettre un mauvais vote. D'autres allaient plus loin. Dans une des séances du Congrès national, dans la section où l'on s'occupait de la franc-maçonnerie, on demanda d'exiger de tout candidat la déclaration écrite qu'il n'était pas franc-maçon. J'étais là par hasard. Je me dis : Ils sont fous. Je demandai la parole. En présentant quelques observations sur les inconvénients que pouvait offrir la proposition dictée par le sentiment le plus honorable, je soulevai la plus effroyable tempête à laquelle j'aie jamais assisté. J'avais autour de moi une vraie meute qui pour un peu aurait demandé si par hasard je n'appartenais pas moi-même à la Franc-Maçonnerie.

Les élections furent ce qu'elles devaient être dans ces conditions.

Il y eut de belles victoires libérales. La plus

retentissante fut celle de M. Motte, à Roubaix, délogeant le chef des socialistes Jules Guesde, de ce qu'il appelait sa Ville sainte. Les journaux catholiques ne manquèrent pas de souligner ce résultat qui était le produit d'une action lente et de l'union. Mais ce qu'ils ne dirent pas tous, c'est qu'il était surtout le produit d'une attitude hautement et courageusement républicaine, c'est que pour faire l'union dans la république et avec le concours de tous les honnêtes républicains, le Père Pascal avait donné le mot d'ordre républicain à ses Fraternités, M. Motte ne faisait pas une démonstration sans envoyer les hommages de la réunion au Président de la République, et le *Journal de Roubaix*, rédigé par le fier et ardent catholique qu'est M. Jules Reboux, véhiculait tous les matins dans les consciences, à quatre-vingt mille exemplaires, l'amour de la République qu'il a dans les moelles. Voilà comment on a évincé Jules Guesde, et non pas avec ces réticences, ces hésitations, ces distinctions et ces discussions dignes de la Pologne et de Bysance !

Ne négligeons pas de signaler aussi le généreux désistement de M. l'abbé Magne à Gourdon, dans le Lot. Candidat contre le radical Cocula et le progressiste Lachièze, il avait obtenu au premier tour 5700 voix contre 5600 à M. Lachièze, et près de 8000 à Cocula. S'il était resté sur les rangs, probablement beaucoup de voix républicaines progressistes auraient refusé de se compter sur son nom et le candidat radical était élu. Il préféra se retirer, demandant à ses

électeurs de se reporter tous sur Lachièze, qui cependant avait eu moins de voix que lui. Ce bel exemple de désintéressement n'étonna pas de la part de l'abbé Magne qui s'était lancé dans la politique, avait fondé des comités, des journaux, non en vue d'une ambition personnelle mais pour la cause du bien.

Le résultat général, on le connaît. M. Méline qui, à force d'adresse, avait réussi à vivre deux ans avec une majorité de cinquante voix, comptait affermir sa politique et faire vraiment une œuvre après les élections, avec une majorité double, qui ne l'aurait plus réduit à lutter et à défendre chaque jour sa situation. Au lieu de cela, grâce aux manœuvres des intransigeants catholiques et des réfractaires, à la prodigieuse incapacité politique de tant de ceux qui étaient le plus directement intéressés dans la bataille, les électeurs ne lui renvoyèrent qu'une majorité d'à peine seize voix. Il était impossible de gouverner dans ces conditions. Il se retira. On sait le reste. On eut Brisson, Dupuy, avec quatre ou cinq radicaux dans le Conseil, Waldeck-Rousseau, puis Combes.

Pour que la leçon de cette sottise, de cet aveuglement fanatique, je ne veux pas dire de ce crime, soit plus éclatante et ne soit peut-être pas inutile pour l'avenir, je veux apporter une statistique, et c'est au *Journal de Roubaix* même, le vaillant lutteur qui a tant fait et fait tant encore pour l'éducation politique des catholiques, que je l'emprunterai. Dans un des der-

niers jours du mois de janvier de 1900, alors que les auteurs de la débâcle, non guéris et encore plus arrogants que jamais, essayaient de rejeter la faute sur d'autres, il publia un article dont voici la partie principale :

« Bien des fautes ont été commises au mois de mai 1898, au moment des élections législatives qui ont donné naissance à la Chambre des députés actuelle. C'est à ces fautes qu'il faut remonter, si l'on veut avoir une explication sur la situation, en effet très lamentable, que nous subissons aujourd'hui. Ces fautes peuvent se ramener à cinq principales. Un mot sur chacune d'elles pour nous en montrer les conséquences.

PREMIÈRE FAUTE. — Bien des conservateurs, des nationalistes, et des antisémites ont dit qu'entre deux candidats qui ne sont ni l'un ni l'autre pour nous, il faut voter pour le plus mauvais, afin que, poussant tout au plus mal, çà finisse plus vite. Dans bien des circonscriptions, grâce à cette tactique, on pouvait élire un candidat anti-radical ou anti-socialiste, tandis que c'est le radical ou le socialiste qui a triomphé.

DEUXIÈME FAUTE. — Parmi les catholiques, les uns étaient conciliants, les autres intransigeants. Les intransigeants donnaient comme mot d'ordre, ou comme cas de conscience, de s'abstenir, au premier tour de scrutin, entre deux candidats dont l'un était sectaire et l'autre modéré, quand le modéré refusait de prendre l'engagement exigé, même par écrit, de combattre les lois maçonniques dites intangibles.

« Ainsi, à Dôle, M. Lécuyer, républicain mo-

déré, a été battu de 27 voix par M. Bourgeois, du Jura, un sectaire bien connu : plus de 1700 catholiques s'étaient abstenus de voter parce que M. Lécuyer avait refusé de prendre l'engagement dont nous parlons. Or, comme là, dans bien des circonscriptions, il n'y avait pas de second tour de scrutin, et ainsi le sectaire était élu, l'abstention des catholiques empêchant le modéré d'avoir assez de voix.

« A Grenoble, Zévaès a été élu parce que les catholiques n'ayant pas obtenu de son concurrent le susdit engagement, ont suscité et maintenu, même au second tour, la candidature catholique Biessy, dans le seul but de prendre au républicain modéré 2500 voix et de l'empêcher d'être élu.

« Si Bazille a été élu à Poitiers contre Servan, Chauvin à Meaux contre Drolz, Chambige à Clermont-Ferrand contre Mège, et ainsi une foule d'autres, c'est par suite de la même tactique.

« On en a compté SOIXANTE-DEUX, parmi lesquels les plus sectaires de la Chambre, qui ont été élus de cette manière. Le jour du vote, nous avons ainsi 62 sectaires de plus, 62 modérés de moins : total 124 voix de plus que nous n'aurions pour les sectaires, si l'on avait suivi la politique de bons sens que Léon XIII nous conseillait.

TROISIÈME FAUTE. — A Villefranche, dans la Haute-Garonne, les catholiques de la Fédération espéraient battre le candidat sectaire Cazes, et pour cela avaient adopté le candidat gouvernemental Bouscat, lorsque soudain les catholiques intransigeants qui faisaient, eux aussi, partie de

la Fédération, adoptèrent la candidature du royaliste antisémite Bontier et le soutinrent principalement contre Bouscat. Ils le firent avec tant de violence que pour le ballottage il fut impossible de refaire l'union des honnêtes gens sur le nom de Bouscat. La même opération a plusieurs fois été répétée, et toujours avec le même succès.

QUATRIÈME FAUTE. — A Provins les intransigeants parvinrent à faire accepter leurs engagements de M. Lebaillif, député sortant. Ses partisans, qui n'étaient pas suffisamment catholiques pour le suivre sur ce terrain, l'abandonnèrent et donnèrent leurs voix à son concurrent, le sectaire Montaut. Cette même faute a été commise plusieurs fois.

CINQUIÈME FAUTE. — Si M. Charles Dupuy a changé, comme on l'a dit, son fusil d'épaule, c'est parce que les catholiques intransigeants l'ont attaqué violemment lors des dernières élections, sans aucune raison puisqu'il n'avait pas de concurrent. Plusieurs autres députés, qui étaient certainement favorables aux catholiques, comme M. Charles Dupuy, ont été pour la même raison rejetés loin de nous. »

On pourrait compléter cette statistique en ajoutant une sixième faute par laquelle des catholiques intransigeants, bien qu'entrés dans le pacte de la Fédération, soutinrent les réfractaires les plus militants et les plus dangereux non seulement contre des républicains modérés mais contre de notoires catholiques ralliés. C'est ainsi que la *Croix du Gers* soutint et fit passer Paul de Cassagnac en faisant une guerre au

couteau, sans raison et sans excuse, à un catholique éminent, aussi distingué que digne, M. Fernand Laudet, nommé depuis secrétaire d'ambassade auprès du Vatican, qui dans cette élection, étant appuyé par le gouvernement, aurait certainement été élu.

Et on cherche pourquoi nous sommes tombés si bas aujourd'hui!

On raconte que Henri IV eut la curiosité de voir le squelette de Jean-Sans-Peur assassiné deux cents ans auparavant dans une agression aussi impolitique que lâche sur le pont de Montereau ; et le moine qui l'accompagnait, lui montrant la blessure que le chef des Bourguignons avait reçue au front, de la faction Armagnac, lui aurait dit : « Sire, c'est par là que les Anglais sont venus en France ! »

Regardons bien aussi la statistique que nous venons de tracer, et sachons nous dire et ne pas oublier que c'est par là que la persécution est revenue en France, que les Frères et les Sœurs ont été chassés, que vingt mille écoles ont été fermées, que l'enseignement religieux a été proscrit, que le représentant du Pape a été congédié, que les églises sont menacées, que l'épouvante est entrée dans les âmes et l'effroi dans les familles, que la haine a été déchaînée entre les citoyens de notre malheureuse patrie, plus violente et plus implacable que jamais.



CHAPITRE XI

La Faute suprême

I

Ainsi ce qu'obtenaient d'un côté le zèle apostolique, l'intelligence des besoins sociaux, la maladresse politique le perdait. Sur un coup de dé électoral on jouait le fruit de plusieurs années de travaux, d'application minutieuse à regagner le terrain perdu. A la politique de conquête lente qui allait droit au cœur du peuple par la pénétration de la douce influence évangélique, recommençaient à se substituer la politique de revendications bruyantes, arbitraires, de prétentions choquantes, qui allait faire sauter d'un geste brusque le voile d'oubli jeté sur les anciennes querelles, qui allait remettre en présence les violents de tous les partis, réveiller les passions anti-religieuses à moitié éteintes, et amener les sages eux-mêmes, par la nécessité de se défendre, à commettre la faute suprême.

Nous n'en sommes cependant pas encore là, et tout en marquant les coups de la lutte entre ces deux esprits et ces deux tendances qui vont

se retrouver aux prises parmi les catholiques, nous avons encore bien des actes glorieux à inscrire à l'actif des apôtres modernes, des jeunes gens, des jeunes prêtres, des républicains catholiques et des démocrates, qui s'appliquaient de tout leur dévouement à seconder les vues de Léon XIII, pendant que tant d'autres les combattaient.

Avant de quitter cette année 1898, l'année fatale, il faut précisément signaler deux manifestations des plus significatives de l'entraînement et de la passion qui s'étaient emparés de la jeunesse pour l'action réelle et féconde. Ce sont les congrès de Lille et de Besançon, l'un au mois de mars, antérieur aux élections, l'autre postérieur, au mois de novembre. Ce furent deux congrès de Jeunesse, le premier faisant suite aux congrès des Œuvres de Jeunesse tenus à Bordeaux, Paris, Marseille, le second organisé, sous les auspices de l'Association catholique de la Jeunesse française, par les soins du Père Dagnaud, eudiste, et le concours de la Jeunesse universitaire. Ah! il faut lire le compte-rendu détaillé de ces manifestations, de ces journées de travail intense, de paroles mâles, de résolutions intelligentes et courageuses, pour voir ce que le christianisme fait d'un homme, à quel point il le transforme, l'élève au-dessus de lui-même, multiplie, agrandit ses facultés, et aussi la différence qu'il y a entre le vrai langage chrétien, langage de bon sens, de lumière et de sacrifice, et la blaguologie, les déclamations échauffées de l'*Auto-*

rité, de la *Vérité*, et même de la *Croix !* Ces jeunes gens, les hommes qui parlaient là vivaient leur christianisme, ce qui n'est pas la même chose que d'en vivre, et se sentaient ainsi plutôt portés à rechercher ce que le christianisme pouvait offrir à la société que ce qu'il pouvait lui réclamer.

Le congrès de Lille fut surtout l'Œuvre de MM. Eugène Duthoit et Adéodat Boissard, aidés par MM. Doal, Fidao, Dard, Jardel et Gand. Ces noms sont très populaires parmi la jeunesse catholique du Nord. Celui de M. Fidao attaché à des œuvres, la dernière surtout, le *Droit des Humbles*, où se révèlent de rares dons d'observation et de synthèse, s'est déjà imposé à l'attention d'un public plus étendu. Quant à MM. Duthoit et Boissard qui sont un peu les aînés et les maîtres de cette jeunesse, tous deux professeurs à la Faculté de Droit de l'Institut catholique de Lille, ils ont pris rang depuis déjà longtemps parmi les sociologues catholiques les plus notoires et, ce qui vaut encore mieux, parmi les hommes d'œuvres et les protagonistes du zèle les plus appréciés et les plus estimés. Ils ne se contentent pas d'instruire les jeunes gens, ils les veulent moraliser, christianiser, ils veulent en faire des hommes en s'adressant à leur cœur, à leur âme, en embrassant dans leurs préoccupations et dans leurs entreprises la direction de leur activité et de leurs énergies. Leur zèle ne se contente pas du champ d'action qu'ils ont immédiatement sous la main et, peut-on dire, sous leur responsabilité ; il rayonne par ce qu'ils ont été les premiers à appeler l'extension universi-

taire. Par eux l'Université catholique de Lille est l'*alma mater* d'une population aux proportions indéfinies, la nourricière intellectuelle du peuple comme de l'élite, la source précieuse d'où dérive, à travers mille chemins inconnus, la nourriture spirituelle à tant d'âmes assoiffées de vérité et d'idéal. Depuis quatre ans que les Congrès des Œuvres de jeunesse cherchaient, sous la vigoureuse impulsion de M. Jules Bonjean, des ouvriers et des méthodes de rajeunissement, depuis que par les étapes de Bordeaux, Paris, Marseille, ils s'avançaient sur la route toujours plus large des transformations et du progrès, ils ne pouvaient trouver, pour faire un pas de plus sur cette route, des coopérateurs mieux disposés et mieux préparés que ces deux intrépides pionniers de l'action catholique dans le Nord.

Tout le programme porta sur la sorte de transposition qu'il fallait faire subir aux Œuvres de Jeunesse, comme à presque toutes les Œuvres catholiques : leur ôter leur caractère unique d'œuvres de préservation pour en faire des œuvres de formation et d'apostolat; porter l'attention du seul intérêt individuel des membres à l'intérêt général de la société et de l'Église, transmuer les vertus de simple obéissance et de discipline aveugle en convictions raisonnées, en dispositions ardentes et en esprit d'initiative. Les hommes, les jeunes gens, orateurs, rapporteurs, improvisateurs, ne manquèrent pas pour développer ce programme, et pendant trois jours une jeunesse enthousiaste, intellectuelle et ouvrière,

ne manqua pas non plus pour s'y instruire et y applaudir.

Le Congrès de Besançon eut un éclat plus retentissant encore et, par l'effet des circonstances, une portée plus grande. Ce congrès admirablement préparé et réussi fut vraiment comme la prise de possession du siècle par la pensée catholique. C'est là que M. Brunetière non encore tout à fait croyant et retenu encore par un pied dans le vestibule de la foi, fit ce discours si solide, si probant et si impressionnant sur le « Besoin de croire. C'est là qu'avec lui se donnèrent rendez-vous tant d'illustres représentants de l'Université, déjà en possession du bien que cherchait leur célèbre confrère et brûlant de l'unique désir de le communiquer et de le répandre. La grande séance du 19 novembre où leur voix mêlée à celle des jeunes gens ou des chefs sortis des écoles catholiques, formula la nécessité de l'union de tous les efforts, non moins que de la pénétration de l'idée catholique par tous les pores de l'écorce sociale pour qu'elle aille jusqu'aux couches les plus infimes, fut présidée par M. Fonsegrive.

« Vous avez bien voulu appeler à présider cette séance un universitaire catholique, par là même vous nous vengez de l'insinuation qui a été portée sur la loyauté de notre caractère catholique ; ce n'est pas seulement moi qui me trouve ici ce matin, c'est mon ami Guiraud que vous avez choisi pour secrétaire de section, c'est M. Goyau, c'est cette admirable famille des Brunhes ; nous nous rencontrons ici, universitaires, avec les professeurs de l'enseignement libre, et cette union mon-

tre bien que nous sommes des frères. Vos libertés sont nos libertés. Que les mots de discorde et de lutte n'existent donc plus entre nous ! nous sommes des catholiques. Oublions, dans l'expression et la pratique de notre catholicisme, d'où nous venons, et souvenons-nous seulement que nous sommes dévoués aux enseignements de l'Eglise. »

Un rapport de M. Goyau donna d'admirables indications aux jeunes gens pour se guider dans les études sociales ; mais M. Bernard Brunhes et M. Jean Brunhes, tous deux agrégés de l'Université, touchèrent les questions les plus brûlantes et parlèrent des conditions actuelles de l'apostolat avec une maîtrise qui enleva tous les suffrages. Le premier posa une question au Congrès, espérant bien la poser par là devant la France catholique entière : pourquoi n'engagerions-nous pas notre Jeunesse catholique avec plus d'ardeur que nous ne l'avons fait jusqu'à cette heure, à se diriger vers l'étude des sciences pures ? Il y a là un très grand devoir et qui est très négligé. Il nous faut des savants chrétiens dans un siècle où tout se résout par la science, comme nous avons su former des historiens chrétiens qui jettent tant d'éclat sur l'Eglise à l'heure actuelle. Mais écoutez M. Jean Brunhes sur « l'attitude intellectuelle et sociale des catholiques vis-à-vis des non-catholiques dans la société française contemporaine ».

« Celui qui a dit : *Ite et docete*, n'a pas ajouté, comme certains voudraient nous le donner à croire : « Par dessus tout, évitez les milieux neutres ». Si les apôtres et les disciples avaient voulu se garder de toute pénétration

dans les milieux neutres, s'ils avaient voulu constituer un groupe homogène et sans mélange, une sorte de prototype de parti *exclusivement catholique*, croyez-vous que des rives de la mer Morte et du lac de Tibériade la parole du Christ se serait propagée jusqu'aux extrémités de la terre habitée ? — Rappelons-nous avec quelle fierté saint Paul écrivait aux Romains : « Et je me suis fait honneur d'annoncer l'Evangile là où le Christ n'avait point été nommé. » (XV, 20)...

Inintelligents de l'histoire divine, défiants et injustes vis-à-vis de toutes les formes nouvelles de l'activité chrétienne, nous voudrions que cette sève puissante, inépuisable, sans cesse renouvelée, de notre catholicisme ne montât jamais dans des canaux nouveaux, n'alimentât jamais de plantes vigoureuses, d'autres latitudes que les nôtres, et demeurât le monopole exclusif des quelques vieux arbres accoutumés !...

Une société catholique doit avoir des activités variées même aujourd'hui, surtout aujourd'hui... Au sein du catholicisme nous devons admettre qu'il y en ait d'autres qui fassent autre chose que nous. Parmi ceux que l'Eglise propose à notre imitation, parmi les Saints, les différences, les oppositions, les contradictions ne manquent certes pas ! Il n'y a qu'un dogme catholique, il n'y a qu'une Église catholique, mais il n'y a pas et il ne doit pas y avoir qu'un type de catholique. »

Ces paroles et bien d'autres de la même envolée et de la même énergie furent très vigoureusement applaudies, un peu en manière de protestation contre l'obstination de la *Croix* à vouloir rétrograder aux vieilles méthodes de concentration catholique et embrigader tout le monde sous le même drapeau. Le tapage pour la revendication de droits dont la société con-

temporaine ne comprend ni le bien fondé ni même l'utilité, paraissait à tout le congrès un souci moins louable que de tâcher de se mettre en mesure de mieux remplir enfin nos devoirs. Servir la société, aimer la société, christianiser la société, sans laisser un de ses besoins, une de ses misères inexplorés : voilà ce qui faisait vibrer cette jeunesse, ce public catholique, ce qui lui fit pousser un cri de tendresse qui excita dans les milieux les plus indifférents un mouvement d'attention, et chez tous ceux qu'animent les sincères préoccupations de patriotisme, les plus vifs témoignages de sympathie. Le jeune Père Dagnaud, si bien secondé par M. l'abbé Outhenin-Chalandre, par MM. Guiraud, Reverdy, Saillard, Caron, Bazire, Montenoise, pour son coup d'essai, avait fait un coup de maître.

II

J'avais autant l'esprit tourné vers la formation de la jeunesse ecclésiatisque que le P. Daynaud, le P. Tournade, le P. Peillaube, M. Boissard, M. Duthoit et tant d'autres vers la formation de la jeunesse laïque. Depuis le Congrès ecclésiastique de Reims, je n'avais qu'une idée, entretenir le mouvement qui avait permis la tenue du Congrès, le développer, l'étendre, en propager les ondes bienfaisantes dans le milieu des jeunes surtout et, au bout de quelque temps, tenir un deuxième Congrès pour mesurer le chemin parcouru. C'est dans ce but, je l'ai dit, que j'avais

décidé de me rapprocher de M. l'abbé Lemire et de travailler avec lui non seulement dans la communauté des efforts mais dans la communauté de vie. Depuis un an que nous vivions ensemble nos projets étaient restés en suspens.

J'étais resté six mois au *Peuple Français*, après lesquels absolument exténué par un travail de rédaction qui commençait vers six heures du soir et finissait vers une heure du matin, force avait été de m'arrêter. Pendant quatre ou cinq mois je donnai quelques prédications, et toujours mon esprit revenait comme à une idée fixe au projet de rédiger une feuille qui servirait de lien entre les membres du Congrès de Reims, un organe qui en serait comme le prolongement, qui en représenterait l'esprit et les méthodes.

Après bien des hésitations qui venaient de l'expérience que je commençais à avoir des difficultés du journalisme, de l'absence de ressources et des terribles points noirs qui se montraient, surtout depuis les élections, dans le ciel de la politique catholique, je cédai aux pressantes instances de quelques amis, à la pensée que c'est dans les moments les plus difficiles que le devoir est le plus exigeant, et le 16 décembre 1898 je publiai le premier numéro de la *Vie catholique*.

Ceux qui ont suivi les mouvements de ce petit journal bi-hebdomadaire qui devint tout de suite par la grandeur des combats soutenus, par la personnalité, l'éclat du talent de ceux qui vinrent s'engager dans sa rédaction, une tribune des plus retentissantes, ceux qui ont assisté à ce

drame de deux ans marqué de tant de péripéties et couronné avant la défaite par la provisoire victoire de Bourges, comprendront que je n'écrive pas ce nom sans émotion.

La *Vie catholique* ! C'est en concentrant mon esprit sur ce que je voulais réaliser, une diffusion de vie dans le corps sacerdotal pour que par lui la vie débordât dans la société, que ce titre m'était venu. Je voulais produire la vie par l'exemple, selon la méthode de Reims. Je voulais mettre sous les yeux du clergé les exemples des agissants comme un encouragement perpétuel; les agissants, je voulais les soutenir par l'ambiance créée au moyen du journal. Je voulais surtout monter la garde devant l'activité intelligente contre les prôneurs de fausse bravoure, les illuminés politiques qui auraient pu dériver cette activité féconde en réclame bruyante et en agitation stérile.

J'avais fait précéder le premier numéro d'une circulaire qui me valut immédiatement un grand nombre de lettres dans le genre de celle-ci :

« Je ne puis vous dire combien l'annonce de votre journal m'a fait plaisir. Ce titre et ce programme répondent bien à l'idée que je me fais d'un journal catholique à notre époque... Vous pouvez compter sur mon concours. Vous savez que je suis des vôtres et que je n'ai pas hésité, il y a deux ans, à traverser la Franee pour me rendre à Reims. A mon retour je me suis fait l'apôtre de nos idées dans ce pays-ci. Je voudrais prendre une part plus active à ce grand mouvement qui doit régénérer notre patrie, mais je suis trop occupé comme professeur de rhétorique et préparateur au baccalauréat... Procurez

moi le plaisir de lire bientôt votre premier numéro et ne tardez pas trop à nous procurer cet autre plaisir de nous revoir tous ensemble dans un deuxième congrès... »

Dans le premier numéro daté du 16 décembre j'indiquai mon but :

« Depuis quelques années, surtout depuis la publication de l'encyclique sur la condition des ouvriers, l'action des catholiques et, nous pouvons dire, l'action du clergé s'est multipliée et s'est portée surtout là où le Saint-Père avait indiqué qu'était le mal, c'est-à-dire vers les œuvres sociales.

« Un journal qui dans le cadre des événements de chaque jour et de ce qu'il y a de plus général dans la vie de l'Eglise et dans la vie de notre pays, ferait comme un groupement de ces œuvres qui sont en ce moment la manifestation la plus originale de la vie catholique, un journal où l'on pourrait voir croître et se développer peu à peu ce qui est actuellement un grain de sénevé et qui pourra devenir le grand arbre social où s'abriteront les générations de demain, ce journal-là, croyons-nous, pourrait rendre quelque service.

« Il serait comme le rendez-vous de tous ceux qui ne croient ni à la fin de notre pays ni à l'efficacité des gémissements ou des anathèmes pour le relever, et qui essayent au moins de libérer leur conscience en faisant quelque chose. Ce quelque chose raconté par eux ou par des témoins, grandi par le voisinage de ce qui est l'œuvre des autres, prendrait corps, créérait une

sorte d'engagement, parlerait d'exemple et, tout en se solidifiant, rendrait plus puissante et plus efficace l'action de l'ensemble.

« Nous voudrions que ce journal fût celui que nous présentons aujourd'hui au public. »

Ce qui ne me paraissait pas moins utile que les œuvres françaises contemporaines à mettre sous les yeux des catholiques et en particulier du clergé, c'étaient les œuvres extérieures à notre pays et la vie de l'Eglise à l'Etranger. Selon que je l'exposais dès le deuxième numéro, les choses du dehors ont toujours profondément répugné aux Français, de même que l'étude des langues étrangères. L'histoire, non plus, n'a jamais été leur fort. Il semble que le moment où ils vivent et le point de l'espace où ils se meuvent soient l'extrême limite qui borne l'horizon de leur pensée comme de leur regard. De là, bien des inconvénients, dont les plus graves sont un faux esprit de conservation et de routine. Je pensai que par la vue de ce que l'Eglise a fait dans d'autres temps, et par la vue plus immédiate, plus éloquente, de ce qu'elle fait actuellement ailleurs que chez nous, on apprendrait à mieux discerner ce qui est immuable et identique, ce qui, selon la règle si judicieusement établie par saint Vincent de Lérins, se retrouve partout et toujours, de ce qui est différent et de ce qui peut changer ; qu'on se trouverait par là moins réfractaire aux modifications imposées par les circonstances, moins rebelle aux sacrifices exigés par la loi de transformation qui est la loi de vie pour

l'Eglise comme pour tous les individus et toutes les sociétés ; qu'on se trouverait aussi moins découragé en voyant de quelles situations pires que la nôtre les catholiques ont su se tirer dans d'autres temps et d'autres pays. Dans ces vues, j'imaginai de placer à chaque numéro, en tête même du journal, un « Bulletin » du mouvement catholique général, de la vie de l'Eglise même, pendant l'intervalle des trois jours qui séparait un numéro du suivant.

Je ne pouvais me charger de cette rubrique, n'ayant à cet effet ni le temps ni la compétence. Mais j'avais depuis quelque temps l'occasion de rencontrer, soit chez l'abbé Lemire soit chez d'autres amis, quelqu'un dont ces questions de politique religieuse étrangère étaient la spécialité, bien qu'il pût traiter avec une égale maîtrise toute question susceptible de faire le sujet d'un article de journal, qui était dans la presse depuis près de vingt ans, qui rédigeait pour les principaux journaux catholiques de France, de Suisse, de Belgique, d'Italie, d'Amérique, des correspondances dont les pseudonymes laissaient deviner une personnalité singulièrement au courant des choses contemporaines et des habitudes comme des secrets de la diplomatie. C'était Mgr Bœglin.

Il dispersait ainsi sa pensée aux quatre coins de la publicité catholique depuis le grand naufrage du *Moniteur de Rome*. Treize ans monté sur ce vaisseau bien armé, il avait combattu le bon combat, à Rome, aux côtés de Léon XIII. Le journal venait d'être fondé vers 1880, quand un beau jour, dans la petite paroisse d'Alsace, son

pays natal, où il était vicaire, un appel lui arrive. Le *Moniteur de Rome*, qui est destiné à populariser dans les pays catholiques, la pensée du nouveau Pape, a besoin d'un rédacteur pouvant lire les journaux étrangers, allemands, anglais, aussi bien que français et italiens. On lui demande s'il veut être ce rédacteur. Pour toute réponse il boucle sa valise, arrive à Rome, rédige un article qui fait pâmer d'aise le rédacteur en chef. « Mais il est merveilleux, ce petit vicaire ! » Ah ! oui, il était merveilleux, il savait tout, et surtout il avait des vues profondes qui dénotaient l'esprit tout à fait supérieur. Avant cinq ans il dominait complètement au journal, il était rédacteur en chef en attendant qu'il fût directeur et, hélas ! propriétaire. C'était le journaliste dans l'âme, passionné pour son métier, soldat en faction, toujours sous les armes, l'œil et l'oreille toujours au guet, dans la direction de l'ennemi, l'esprit toujours habité, éclairé et réjoui au milieu des pires dangers et des pires tristesses, par l'idée de la Cause ! L'ennemi pendant cette période, c'était Crispi, le gallophobe, le triplicien, l'agent de la franc-maçonnerie et de l'Allemagne, l'exécuteur des hautes œuvres, de tout ce qui avait conjuré la perte du catholicisme, le groupement des puissances européennes au détriment de la Papauté, de la France, et de l'Italie religieuse. C'est Crispi dans ses allées et venues, dans ses manœuvres souterraines, dans ses violences, dans la perfidie de ses caresses quelquefois, que le *Moniteur de Rome* ne perdit pas de vue un seul

instant, qu'il poursuivit sans ménagement, sous le feu roulant des articles de Mgr Bœglin aidé dans les dernières années par un jeune prêtre merveilleusement doué pour ce genre de littérature, l'abbé Monteuuis. A un moment donné, en 1893, Crispi, préparant quelque mauvais coup et faisant le bon apôtre, demanda une sorte de trêve à la Papauté comme à la France ; mais au même moment, il concentrait des troupes sur notre frontière. Cela ne passa pas ainsi. Au milieu de l'inattention générale, le *Moniteur de Rome*, au risque, comme le chevalier d'Assas, de tomber mort sous les coups, poussa le cri d'alarme. Ce qui était à craindre ne manque point. Le gouvernemeut italien poussé à bout, supprima immédiatement le journal, expulsa son directeur. Mais celui-ci, après quatre mois à peine, en janvier 1894, reparaît, ressuscite le journal sous le nom de *Nouveau Moniteur de Rome*, presque sans ressources après les procès qu'il avait subis, aux prises avec mille difficultés, recommence le combat. « Comment, écrivait-il peu après, comment serait-on impassible quand, comme moi, on assiste à l'étranglement d'une nation par un parti exploiteur, quand ce parti a ouvert à Rome une école de révolution et de commotions internationales, quand ce parti veut par la violence ou l'hypocrisie, étouffer le pontificat romain et atteindre à l'intérêt de la chrétienté tout entière ? M. Crispi veut le désarmement des autres, mais il ne désarme pas, lui ! » C'était jouer son va-tout. La bataille dura encore dix mois. « Cette dernière année, a-t-il encore

écrit, a été la plus heureuse, la plus belle de toute ma vie. Mes frères d'armes et moi, nous avons lutté avec allégresse. Le spirituel et intrépide abbé Monteuuis faisait le coup de fusil avec un amour et une verve qui portaient le désespoir dans l'oligarchie maçonnique. Comme des factionnaires, nous avons monté la garde autour du Vatican. Servir un pape tel que Léon XIII est un honneur, une incomparable jouissance de l'esprit (1). » Vers la fin de cette année 1894, la patience du gouvernement italien était à bout. Déjà l'abbé Monteuuis qui signait ses articles « Romanus », après un procès, avait été expulsé. Le tour de Mgr Bœglin allait arriver. Dans la nuit du 21 octobre, comme il rentrait chez lui, il fut appréhendé, conduit à la questure où il passa la nuit en costume ecclésiastique au milieu des détenus, puis le lendemain matin, il fut enfermé dans une cellule privée, soumis au secret le plus rigoureux jusqu'au moment où, dans l'après-midi, deux carabiniers vinrent le chercher pour le conduire dans un compartiment de troisième classe, jusqu'à la frontière. Le décret d'expulsion portait : « Par mesure de sécurité publique. »

C'est à lui que je demandai de rédiger mon « Bulletin. » Depuis son expulsion il continuait la lutte, nous l'avons vu, dans nombre de journaux, contre la triplice, la franc-maçonnerie internationale et l'esprit catholique rétrograde.

(1) *Le Monde* 29 octobre 1894. Lettre à l'abbé Naudet

Mais nulle part il n'écrivait assez régulièrement et n'avait ses coudées absolument franches. A la *Vie catholique* je lui offrais une tribune deux fois par semaine, et son libre esprit, on pourrait presque écrire son libre génie pouvait s'y espacer sans entrave. Aussi est-ce là qu'il a donné sa mesure, qu'il a déployé toutes les ressources de ses merveilleuses facultés, qu'il a jeté à flots devant l'esprit catholique ébloui, ces considérations prises dans tous les ordres d'idées qui ont ouvert des horizons absolument insoupçonnés à tant d'intelligences et à tant d'enthousiasmes. Il accepta d'emblée ma proposition. Il n'y eut pas de conditions à débattre. Une tribune s'ouvrait pour la Cause, et en cette fin d'année 1898, la Cause, c'était plus que jamais en France le ralliement, dans tous les pays catholiques la démocratie chrétienne, contre laquelle monarques, conservateurs catholiques et francs-maçons étaient conjurés en un étroit faisceau de violences et de haine : il était heureux du haut de cette tribune de pouvoir faire entendre sa voix.

J'en appelle au souvenir de tous ceux qui recevaient deux fois par semaine ces Bulletins : n'ont-ils pas encore l'impression qu'il y avait là une fraîcheur d'idées, une nouveauté d'aperçus, une abondance de réflexions originales, un trésor de renseignements internationaux, une hauteur de vues, une sûreté de coup d'œil, un ensemble de réalité et de poésie, un élan vers le bien, le beau, le grand, une jouissance anticipée de l'avenir réservé par la démocratie à l'Eglise, qu'on aurait vainement cherchés dans aucun

autre journal. J'avais voulu mettre mes lecteurs, les jeunes gens catholiques et les prêtres en présence de l'action étrangère et de l'histoire, j'avais réussi. En peu de numéros, ils étaient renseignés sur l'état des partis dans presque tous les pays. Ils savaient qu'en Belgique, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Italie, il y avait une démocratie chrétienne et de quels dangers elle était entourée ; que les immenses résultats, obtenus par elle en Belgique, en Allemagne, en Allemagne surtout, commençaient à être compromis par l'attitude de quelques intransigeants catholiques en réalité les pires condescendants à toutes les faiblesses et à toutes les erreurs du conservatisme libéral, comme en France par l'attitude de la *Croix*. En même temps, ils étaient initiés aux secrets de la politique internationale de Léon XIII dont le vaste plan opposé aux entreprises franc-maçonniques de la triplice, avait pour pièce maîtresse l'action de la France devenue forte chez elle par l'unité nationale et le retour aux traditions catholiques, forte au dehors par l'alliance russe. En face de ce plan, les agissements de Guillaume II, cherchant à capter les bonnes grâces de Léon XIII, à substituer l'Allemagne à la France, à retirer de l'Eglise quelques avantages pour l'abandonner après, entretenant chez nous les divisions, la politique réfractaire, armant toutes les Cours contre le cardinal Rampolla, posant les jalons pour le futur conclave, préparant tout pour que la mort de Léon XIII marquât en même temps l'effondrement de sa politique

démocratique et française et le triomphe de l'oligarchie protestante internationale : tout ceci se trouve prédit, montré au jour le jour, suivi dans les moindres signes, les moindres symptômes, par les Bulletins de la *Vie catholique*, dès 1899 et 1900.

En même temps qu'ils promenaient l'esprit intéressé et captivé sur la carte de l'Europe, ils le reportaient, pour l'intelligence des questions présentes, dans l'histoire. C'est là que Mgr Bœglin évoquait les grandes figures et les grandes époques, qu'il allait chercher des exemples pour les reconstructions contemporaines, qu'il puisait par l'exacte explication des faits, les vraies lois de l'action catholique, distinguant les moments où elle doit s'appliquer, après l'édification d'un ordre social, à formuler et à revendiquer des droits, et les moments où elle doit être tout entière à la diffusion de l'esprit évangélique et à la multiplication des unités chrétiennes. Il aimait à revenir sur le deuxième siècle, le siècle des apologistes, où la philosophie, la science, l'éloquence et le zèle étaient plus utiles que les formules d'ailleurs encore assez vagues du droit canon. C'est le dynanisme de la religion qu'il fallait alors comme aujourd'hui mettre en œuvre, c'est-à-dire sa puissance *d'information* de toute chose, son aptitude à tout pénétrer, à tout fortifier, à tout dilater, à tout accroître, son indifférence à tout accepter pour tout anoblir, son désintéressement, son aspiration incessante à rapprocher les hommes, à rendre heureux et à faire le bien.

Cette action de la religion à travers un siècle, du christianisme dans le domaine de la société et de l'âme, cette conquête de Dieu reprenant peu à peu sur les hommes, par le moyen de l'Eglise, son propre empire, mettaient des frémissements sous la plume de l'écrivain. Il vivait sa prose. Les mots, les phrases prenaient les couleurs de son imagination, la tournure de son esprit exalté, supérieurement clairvoyant. Il assistait à son article comme à un drame. Les acteurs étaient là devant lui, allant, venant, l'entraînant et cependant ramenés par lui à la discipline de sa pensée, de sa conception et de sa phrase. Deux, trois mots lui suffisaient pour donner le sens d'une époque, d'un geste, d'une vie, pour marquer les points d'arrêt, les directions, les aboutissants, parce que toujours, qu'il fût question d'histoire, de philosophie, de théologie, de littérature, de politique, il dominait le sujet et le possédait autant qu'il en était possédé. Son imagination, sa sensibilité étaient saisies, son intelligence, d'une perspicacité surprenante, savait restreindre ou élever ces éléments du spectacle à leurs proportions et les présenter aux lecteurs dans un ordre parfait.

Ces Bulletins étaient signés « Richeville ». Ils ont illustré ce pseudonyme. Ils m'ont fait connaître à moi, dans l'intimité, une nature à qui convient bien dans tous les sens et à tous les points de vue cette épithète de « riche ». Oh ! oui, riche nature aussi élevée et noble par les sentiments qu'elle est bien douée pour les dons de l'esprit. Jamais le Bulletin n'a manqué à l'appel,

jamais négligé, toujours égal à lui-même, malgré les obstacles créés par les absences fréquentes, les occupations, les exigences d'autres publications qui offraient une récompense plus séduisante que la satisfaction d'avoir contribué à une œuvre. Mais non, quand on est apôtre, cette satisfaction prime tout, et fait mépriser tout. Je dirai : quand on est artiste aussi. Il a dit lui-même que servir un pape comme Léon XIII était une jouissance intellectuelle. Les conceptions du Pontife, la beauté de son idéal l'exaltaient : être la main qui trace un coin du tableau rêvé par le grand Pape le remplissait d'enthousiasme. Ce coin de tableau, il le peignait sur la modeste toile de la *Vie catholique*, comme il en avait largement brossé un autre dans le *Moniteur de Rome*. Le geste lui plaisait, et d'autant plus que ce geste était édificateur de bien, constructeur de nobles demeures pour les âmes assoiffées de dévouement, de mansuétude chrétienne et de justice.

A ce collaborateur hors pair vinrent s'en joindre d'autres parmi lesquels deux noms se présentent d'eux-mêmes sous la plume : l'abbé Tartelin et M. Charles Brun. Ce sont leurs deux signatures qui ont figuré le plus souvent dans le journal, ce sont les deux rédacteurs qui, avec quelques autres moins assidus, ont soutenu les colonnes de la maison, fournissant la matière du numéro et me laissant ainsi quelque loisir pour les multiples obligations auxquelles un directeur de journal, qui est en même temps secrétaire de rédaction, doit faire face.

L'abbé Tartelin, dont j'ai dit un mot en parlant du Tiers-Ordre, est un de ces talents faciles, aptes à exprimer quelques bonnes idées d'une manière intéressante sur n'importe quel sujet. La page que j'ai citée de lui sur Léon XIII prouve que quand le sujet lui convient il sait être éloquent, pathétique, écrivain de marque comme personne. Observateur sagace, liseur infatigable, sa curiosité s'est promenée sur tous les visages et dans tous les domaines. Curé d'une petite localité du diocèse d'Autun, il fait songer à l'abbé Gorini, qui se trouvait suffisamment bien placé dans un modeste presbytère pourvu qu'il n'y vînt pas trop d'importuns et qu'il y eût des livres. Mais les livres de l'abbé Gorini étaient plutôt des in-folios empruntés à quelque bibliothèque de bénédictin, ses recherches, de véritables fouilles archéologiques dans les couches profondes du passé : l'abbé Tartelin est surtout curieux des choses contemporaines et des hommes de son temps. Il est au courant de la dernière publication, comme de la dernière découverte, comme de la dernière mode, comme de la physionomie du député le plus récemment entré à la Chambre. « Comment fait-il, me disait un jour l'abbé Lemire, pour avoir tant d'esprit et pour savoir tout çà ? » Il est comme Cuvier : avec un mot, un geste, il reconstitue une physionomie, un type. Il a le génie de l'induction. Et comme il sait animer un sujet, un portrait, de manière à faire croire qu'il a été témoin oculaire ou auriculaire ! Comme la lumière court à travers ces détails qu'on croirait pris sur

place et comme enregistrés dans une sorte de cinématographe ! Les « portraits » eurent à un moment donné ses préférences. Politique, arts, sciences, littérature, lui fournirent une galerie où défilèrent tout ce que l'actualité compte de figures caractéristiques et intéressantes. Mais s'il fallait passer du portrait et de la critique au fait, être soi-même auteur, acteur, exposer une doctrine, mettre la main à l'œuvre, payer de sa personne, il n'était pas plus embarrassé, il s'exécutait tout aussi bien, faisant preuve d'une souplesse de talent qui n'avait d'égale que son inépuisable bonne volonté. « Toujours présent ! » telle paraît être sa devise, sans le moindre souci de savoir si ce qu'on lui demande sera difficile, au-dessus de ses forces ou au-dessous, coûteux, dangereux : il est là pour être utile, l'amour de la Patrie et l'amour de l'Eglise font battre sa poitrine prête à s'élancer au moindre appel, il ne demande qu'à être commandé.

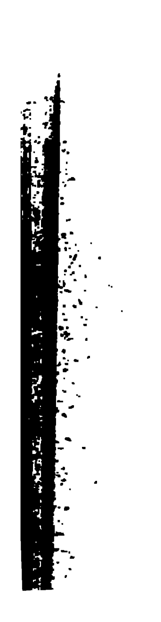
Et Charles-Brun ! Lui, il est tellement commandé et de tant de côtés à la fois qu'il rappelle involontairement l'anecdote de Hans racontée quelque part par Augustin Cochin : « Le pauvre serviteur Hans va mourir, et son maître lui promet le repos en Paradis. Ah ! dit-il, je suis bien sûr que je ne m'y reposerai guère. Le bon Dieu me réveillera pour me crier : Hans, va coucher les anges ! Hans, va éteindre la lune ! Hans, va lâcher la pluie ! Je tourne au pauvre Hans. » Charles-Brun pourrait dire aussi qu'on ne le laisse pas respirer. Brun, une conférence ! Brun,

un article ! Brun, une poésie ! Brun, un banquet à présider ! Et il préside, versifie, rédige, pérore, comme les frères Izola font de la prestidigitation, comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir ! Il n'a qu'à ouvrir la bouche, il n'a qu'à prendre la plume, les idées abondent, les expressions viennent, le tour, le mot propre, la poésie, le mot caustique, la phrase ronflante, l'ironie, l'emporte-pièce, le tout enveloppé dans une voix mélodieuse, un style velouté qui égratigne en caressant, qui fait réfléchir en faisant rire, qui larde l'épiderme en offrant un bouquet de fleurs.

Car ne vous fiez pas à cette insouciance. Quand on est agrégé de l'Université à vingt-deux ans, c'est qu'on a une idée de derrière la tête, c'est qu'on peut être un homme d'infiniment d'esprit et de savoir, mais qu'avant tout on est un homme ! Charles-Brun est un merveilleux instrument sonore ; en véritable homme du midi, comme la cigale, le soleil le fait chanter : mais le soleil, ce n'est pas seulement la beauté saisie au passage, l'art qui donne des frémissements à la nature sensible, c'est un but entrevu, une bonne action à faire, la patrie, la petite ou la grande, à exalter, à régénérer par des institutions appropriées, la religion à relever dans les esprits et dans les cœurs, le peuple à orner de tout ce que rêve pour lui une grande âme, de dignité et de noblesse. Nous sommes donc loin ici de ce qu'on appelle l'art pour l'art, la chanson pour la chanson ; l'art est un moyen, non un but : et c'est pourquoi l'artiste sait à ce point s'ou-

blier qu'il ne songe même pas à créer l'œuvre qui consacrerait aux yeux de tous son talent, qui ferait un piédestal à son nom. Il se disperse à qui veut le prendre, à qui a besoin d'un petit morceau d'accompagnement pour sa pièce.

Que dis-je cependant? Il a son Œuvre, il fait son Œuvre, plus belle qu'un poème, plus grande, plus noble, plus artistique même. Il cherche à ranimer, à faire sortir de leur tombeau, comme de belles statues antiques, nos Provinces françaises. Avec un amour jaloux, une fièvre qui le transporte du nord au midi, de l'est à l'ouest, il souffle sur la poussière qui les recouvre, il en montre une à une les beautés aux contemporains un peu trop fascinés par le clinquant moderne, trop étourdis par le bruit de Paris et surtout trop oublieux que pour être bien gouverné, il faut être peu gouverné. Rendre aux régions françaises leur charme et quelque liberté, faire apprécier les bienfaits d'être un peu maître chez soi, de garder ses trésors pour orner sa demeure, faire éclater cette ceinture de fer où étouffe la France, cette centralisation qui, de Louis XI à Napoléon, a peu à peu tout absorbé, tout immobilisé, et d'une institution bienfaisante est devenue une institution meurtrière : tel est le rêve de Charles-Brun. Cela s'appelle le « Régionalisme ». Il y a déjà eu deux congrès généraux de tous les adhérents, l'idée a pris corps, elle a trouvé son expression nette dans un programme adopté par une quantité de journaux, de revues, d'associations, elle a un organe spécial, elle a des apôtres ardents recrutés dans tous les milieux,



sivement d'articles de
mique ; il fallait une « ch
bruits du monde, de la vi
catholique est destinée à
manifestations ne sont p
naître à ceux qui sont le
catholique et les générate
des rubriques diverses, p
Vie catholique et dans les
virent, avec un brio, un
rables, Charles-Brun fit c
on songe au surmenage
dévorait ses moindres inst
pêcher de penser qu'il éta
démon intérieur, par l'amo
désir d'apporter, dans ces
méthodes catholiques étai
vellement, la société en pas
sa pierre à l'œuvre génér
sintéressé et magnifique à

de l'abbé Pierre, de l'abbé Fesch, de Georges Goyau, qui publia dans la *Vie catholique* ses exquises « figurines franciscaines », de l'abbé Quiévreux, l'abbé Ract, l'abbé Calippe, l'abbé Noël, l'abbé Gontier, l'abbé Guigne, l'abbé Roblot, Louis Marnay, Lenervien, Coulazou, Georges Grappe, et quelques autres, puis plus tard, pour l'administration, par le fraternel dévouement de l'abbé Brellaz, je m'avançai bravement dans cette nouvelle carrière.

III

Grâce à d'aussi précieuses collaborations, le journal put toujours remplir le but pour lequel il avait été créé, sans s'écarter de son programme. Le clergé lui fit très bon accueil, je veux dire le clergé militant. Quelques Evêques envoyèrent publiquemement leur adhésion dans des lettres qu'ils m'autorisèrent à publier ; d'autres s'inscrivirent pour un abonnement, envoyèrent des cartes de sympathie. J'étais certainement porté par un bon courant. C'est la politique qui vint tout gâter.

Depuis la recrudescence de l'esprit réfractaire et des manœuvres de la *Croix* à droite, de l'excitation de l'affaire Dreyfus à gauche, la politique du ralliement allait à la dérive. Depuis quatre ans que l'esprit sectaire se voyait sérieusement muselé, que des idées nouvelles envahissaient la République et qu'elle échappait de plus en plus à un parti, à une secte, pour devenir véri-

de 1897 cette affaire Dreyfus si
propre à diviser, à ressuscite
ramener les discussions relig
des représailles, à refaire des
en présence d'un côté et en o
la patrie, la religion, le clerg
religieux, et de l'autre, l'id
manœuvre avait pour but d
catholiques dans l'opposition,
monarchiste et, en face, la conc
les forces républicaines.

C'était un piège dans lequ
liques ne demandèrent pas mie
c'était une tentation trop dou
beaucoup de soin à l'éviter.
prendre parti dans la question
fureur, comme s'il n'y avait pa
on vit la tournure que prenait
cilier tous les droits, toutes le
toutes les bonnes fois, en d

les sectaires étaient servis à souhait par l'idée que nous avons vue naître et grandir au sein des Comités de la *Croix* de lever le drapeau de la cause catholique et de faire une armée sans alliage, des hommes bravement décidés à la servir. Cette idée avait fait ses premières armes aux élections dernières : elle avait livré la place aux sectaires. Comme elle n'était que le recommencement de ce qu'on avait fait pendant vingt ans, elle ne pouvait aboutir qu'aux mêmes désastres. Si au moins cette nouvelle leçon avait servi ! si cette première entrée en campagne d'une armée catholique que la *Croix*, sans s'occuper de ce qui se faisait à côté d'elle, travaillait à former depuis quatre ou cinq ans, lui avait ouvert les yeux ! Mais il s'en fallut ! La présence des sectaires au pouvoir l'aveugla bien davantage et ne fit qne fortifier chez elle cette conception politique enfantine que puisque la religion recommençait à être attaquée avec fureur, c'est autour de la religion qu'il fallait se grouper pour la défendre.

C'est avec cette idée fixe, qui commençait à faire dans nos rangs de terribles ravages, que je me trouvai, dès le début, aux prises dans la *Vie catholique*.

« Ils ne voient pas qu'au lieu de se défendre, ils prêtent des armes à ceux qui les attaquent. Ils donnent une apparence de vérité aux accusations de caste et de parti dominateur dont nos adversaires font un épouvantail au pays. Ils ne voient pas non plus, ces catholiques qui prêchent le ralliement de tous les croyants sous une étiquette et sous un drapeau qui ne sont pas populaires et

concentrer comme une poignée c
défilé où nos ennemis n'auraient pa
exterminer Cela nous permettrait d
rité une inscription qui pourrait fair
Spartiates, mais cela permettrait au
bandits, de spéculateurs et de francs
en paix les restes de ce qui fut la Fr

« Ne soyons donc pas victimes de
ments, et ne courons pas là où nos
pellent. Ne lâchons pas la proie pou
laissons pas griser par un mirag
enfin, et servons-nous de notre raiso

Mais il n'y avait rien à faire
les milieux dont nous nous c
avait voué une véritable haine. Q
des stupidités comme l'histoir
ghan, ils se précipitent dessus
se permet de ne pas y croire !
Delassus leur dise à l'oreille qu'
un juif a prédit qu'un jour c

ments de province, qu'elle avait fondé le Comité Justice-Egalité, qu'elle avait lié partie avec quelques anciennes personnalités monarchistes et constitué un fonds de caisse qui grossissait tous les jours, elle voulait faire le Parti catholique. L'affaire Dreyfus, les querelles religieuses, les factions renaissantes, le ministère de défense républicaine dont elle était, je veux le croire, aussi fâchée que d'autres, la servaient néanmoins à merveille. Dans cette situation troublée, où il n'était question que de guerre à la religion, elle trouvait pour son plan de groupement des forces catholiques un terrain très favorable. On avait beau crier : casse-cou ! elle était fanatisée. Les congrégations étaient menacées, il fallait qu'elles marchassent toutes ensemble, puis le clergé, puis les évêques, puis le Pape : on finira bien par faire le bloc, et Dieu aidant, on verra bien si nous ne sommes pas les plus forts ! C'est ce résultat dernier envisagé comme la résultante fatale de tout ce qu'on entreprendrait, de tout ce qu'on pourrait provoquer, qui explique l'allure, l'intransigeance, les fautes, les violences, les injustices et tout ce qui, dans cette triste période, constitue la politique de la *Croix*.

On doit le respect à toutes les intentions et l'admiration à toutes les vaillances, mais c'était de la pure folie.

Les détails importent peu. Après avoir trahi la Fédération, essayé ensuite de l'accaparer et de l'absorber, après l'avoir brisée, voulu la reconstituer en leur nom, lancé des appels aux catholiques, tout mis en œuvre pour créer un mouvement

devaient immédiatement se ret
Justice-Egalité et de la *Croix*. .
eut été évité si on avait été moi.
cette décision était arrivée un p

Pendant toute cette sarabanc
il n'y a pas moyen de lui donne
j'avais payé de ma personne. Dé
Congrès national catholique, en
après les élections, quand les Pè
par un escamotage habile et sou
Comité catholique, avaient vou
ner toute puissance dans la Féd
tais mis résolument en travers, et
le vote qu'ils désiraient. A chacu
tatives pour se hisser où ils vo
fait entendre avertissements et
Quand arriva leur catastrophe, il
d'écrire :

« Nous ne pouvons nous empê
ler que l'année dernière, à pareil
faisions entendre à la *Croix* de :
tissements dont elle n'a pas voul

Mais la *Croix* n'était pas la seule à ne pas vouloir entendre notre voix. Quelques-uns de mes amis mêmes la trouvèrent importune, et c'est à partir de ce moment que les affaires de la *Vie catholique,* comme autrefois celles du *Monde,* dans des circonstances pareilles, commencèrent à moins bien aller.

On pense bien que si la *Croix* agissait ainsi, les réfractaires ne restaient pas tranquilles. Après le résultat des élections qu'ils avaient réussi à rendre si mauvais, ils auraient volontiers chanté l'*Exultet* du Samedi-Saint. Ils avaient été mis en croix par la sagesse du Pape et des ralliés, ils allaient ressusciter, et gare aux catholiques qui, dans ce désastre essayaient encore de réagir et d'empêcher peut-être par quelque résolution ferme et habile les ruines irréparables qui étaient sur le point de se produire ! L'esprit païen, le pharisaïsme exploiteur qui se cache au sein du catholicisme et se pare des dehors de la religion pour s'assurer la domination et la jouissance tranquille de ses privilèges et de sa fortune, poussa comme un cri de fauve et s'apprêta à fondre sur l'esprit évangélique qui, dans un beau réveil, avait failli le vaincre.

Dans ces circonstances tous les prétextes sont bons ; le tout, c'est avec de l'adresse, de l'audace, et des aides, d'en savoir tirer parti. Les prétextes qui s'offrirent alors au monde réfractaire pour la campagne que dans les circonstances il croyait devoir être décisive, furent deux livres qui avaient généralement été bien accueillis par

la démocratie chrétienne. Le premier était la *Vie du Père Hecker*, le second, les *Religieuses enseignantes* de la Mère Marie du Sacré-Cœur. La manœuvre porte d'abord sur le premier.

Il s'agissait de le disséquer, d'en forcer les expressions, le sens, d'en faire un objet de scandale, d'en tirer toutes sortes de propositions malsonnantes, erronées, hérétiques, de les colporter dans toutes les petites ou grandes feuilles pieuses des deux mondes, de les attribuer tantôt à un compatriote du P. Hecker, indigène et apôtre de l'Amérique, tantôt à un chrétien démocrate d'Europe, de soulever l'opinion, d'effrayer les faibles, de cabaler à Rome, de créer un mot pour désigner la nouvelle peste (celui « d'américanisme » était tout désigné), de rendre enfin inévitable une sentence d'où, quelle que fût cette sentence, la démocratie chrétienne sortirait certainement diminuée. Tel était le programme, et tel il fut rempli.

Les démocrates chrétiens dédaignèrent ces basses attaques, trop à mon avis. Quelque forts qu'ils fussent de leur conscience, de la rectitude de leur conduite et de la droiture de leurs intentions, aussi bien que des assurances de haute sympathie, de chaude approbation itérativement données par le Pape, ils n'étaient ni infaillibles, ni impeccables, et il était toujours possible de trouver le petit côté faible, répréhensible, les écarts inévitables de leurs discours ou de leurs démarches; et ces défectuosités grossies par la malignité, colportées par la mauvaise foi, dénoncées par des bouches autorisées que la campagne

adverse déterminerait à parler, pouvaient faire impression sur le Souverain Pontife, qu'on s'habituait peut-être un peu trop à regarder comme l'homme d'un parti tandis qu'il est l'arbitre souverain et nécessaire de tous, et qu'il ne s'inspire jamais, dans ses résolutions et dans son attitude, que des intérêts supérieurs et universels dont il a la garde. Il aurait fallu faire auprès de lui la contre-partie pour empêcher des propositions qui pouvaient vaguement prêter à la critique, de prendre dans la bouche des accusateurs une forme précise, un sens arrêté et bien déterminé qui demandait une réprobation. Quoi qu'il en soit, ce que les réfractaires avaient voulu étant devenu nécessaire, à savoir l'intervention du Souverain Pontife pour mettre fin à la plus effroyable et à la plus pernicieuse agitation, Léon XIII écrivit sur ces matières sa *Lettre* du 22 janvier 1899 au cardinal Gibbons.

Elle se résumait tout entière dans ces deux paragraphes de la fin où le Pape distinguait deux acceptions du mot « américanisme », l'une acceptable, l'autre condamnable :

« Si par ce mot on veut entendre certaines qualités intellectuelles qui distinguent les peuples d'Amérique, ainsi que d'autres sont spéciales à d'autres nations ; de même, si ce terme s'applique à la Constitution de vos états, à vos lois et à vos mœurs, il n'y a pas de raison assurément pour que Nous jugions que ce nom doit être rejeté.

« Mais s'il doit être employé non seulement pour désigner mais encore pour rehausser les doctrines exposées ci-dessus, n'est-il pas hors

de doute que Nos vénérables frères les évêques d'Amérique, avant tous les autres, le répudieront et le condamneront comme très injurieux pour eux-mêmes et pour leur nation tout entière »?

Les doctrines dont il s'agissait et qui étaient formulées dans la Lettre tendaient à diminuer le rôle de l'autorité dans l'Eglise, le rôle de la direction dans la vie religieuse, le rôle du surnaturel dans l'action du catholicisme. Comme le Pape le suggérait lui-même dans sa Lettre, non seulement les évêques d'Amérique et, après eux, les démocrates chrétiens ne contestaient à aucun degré, aucun de ces points, mais ils s'en étaient toujours faits les apologistes contre ceux qui les accusaient de les méconnaître. C'est ce qui ressortit des lettres non pas de soumission mais d'assentiment plein et entier qu'il reçut immédiatement des Evêques d'Amérique.

Quant aux démocrates chrétiens, ne voyant d'abord pas en quoi le contenu de la Lettre pouvait s'adresser à eux et les regarder, ils ne dirent rien. Puis, comme la presse dûment stylée pour cela ne cessait de crier qu'ils étaient condamnés, ils déclarèrent qu'ils ne voyaient pas en quoi, que tout de même si le document pontifical contenait quelque avis à leur adresse, ils ne demandaient pas mieux que d'en profiter, enfin que si par hasard ce qu'on prétend était vrai, on ne les verrait pas comme d'autres donner l'exemple de l'insoumission. Engagé à fond dans la querelle à ce moment où les combattants s'étaient plutôt

faits rares, je m'exprimai ainsi dans la *Vie catholique* du 7 mars 1899 :

« Un livre — la *Vie du P. Hecker* — a été retiré du commerce en France, voilà tout. Quant à la démocratie, aux méthodes d'apostolat populaire, à l'américanisme pratique, en un mot, Léon XIII y rapporte la cause des progrès du catholicisme aux Etats-Unis et l'exalte plus que jamais. Mais s'il lui avait plu de le condamner, s'il avait jugé que les circonstances demandaient, dans l'intérêt de l'Eglise, l'abandon de ces méthodes chez nous comme au-delà des mers, — comme un seul homme les démocrates chrétiens auraient tenu la conduite que tient aujourd'hui l'abbé Klein. Ils n'affligeraient pas le Souverain Pontife par des protestations hypocrites d'obéissance et par les résistances cachées des opinions propres et de l'orgueil ; ils n'imiteraient pas certains catholiques qui, depuis dix ans, contristent son cœur de Père en contrecarrant tous ses projets. Sur le roc de l'obéissance aveugle, de l'orthodoxie sans tache, du plus pur amour de l'Evangile, les démocrates chrétiens défendent les intérêts de la foi et ceux du peuple ; le Pape sait que ce sont des fidèles sur qui il peut sûrement compter ».

L'*Univers* reproduisit ce petit morceau.

La bataille continua ; nous en verrons la suite tout à l'heure.

On vient de lire le nom de M. l'abbé Klein. C'est lui qui en juin 1897 avait publié la traduction de la *Vie du P. Hecker* fondateur des Paulistes américains, homme extraordinaire, né à New-Yorck en 1819, mort en 1888, qui s'était employé avec un admirable succès à la conversion des protestants et avait laissé une Congré-

gation pour continuer sa mission. L'abbé Klein, homme de progrès autant que de tradition, généreusement lancé dans les voies ouvertes par Léon XIII, particulièrement admirateur des choses d'Amérique et du tempérament anglo-saxon, avait pensé que l'exemple de cette Vie pouvait être salutaire en France au moment où l'on s'essayait à des procédés de conversion et de conquête que l'on ne connaissait pas très bien encore. L'esprit de parti s'était emparé de l'ouvrage, qui ne renfermait peut-être rien de répréhensible en lui-même, mais à l'occasion duquel, disait la Lettre du Souverain Pontife, s'étaient élevées de vives controverses. L'abbé Klein s'empressa de le retirer. De cette aventure pénible il sortit plutôt grandi soit par son attitude froidement dédaigneuse vis-à-vis de ses détracteurs, soit par les sentiments de filiale union d'esprit et de cœur exprimés par lui au Saint-Père.

Parmi les pionniers des nouvelles méthodes d'apostolat il est un de ceux qui ont fourni le labeur le plus considérable, qui ont poussé les pointes les plus hardies, qui, pour combattre les erreurs de conduite des catholiques et les émanciper de la routine, ont pris les initiatives les plus courageuses. Qu'on prenne ses livres : *Vie du cardinal Lavigerie*, *Nouvelles tendances en religion et en littérature*, *l'Église et le siècle*, *Autour du dilettantisme*, *Vie du P. Hecker*, *Vie de Mgr Dupont des Loges*, *Le Fait religieux* : chacun est un acte, chacun de ses sujets vise un but déterminé : ici une voie nouvelle à ouvrir, là une

voie ancienne à retrouver, ailleurs un exemple à étudier, partout la volonté d'agir sur les âmes, de les éclairer, de les exciter, de rapprocher aux yeux de tous, des incroyants et des croyants, la perspective du règne de l'Évangile. Oh ! les préjugés qui pèsent de part et d'autre sur les esprits, aussi bien que sur les consciences, comme l'abbé Klein les avise, les secoue et les ébranle d'une main en apparence délicate mais de laquelle il convient bien de dire qu'elle montre un gant de velours sur une main de fer !

Comme ceux qui sont véritablement forts, il n'a été ni intimidé, ni découragé par les accidents de la vie de combat. Pendant que les éclairs sillonnaient la nue et que des hauteurs des journaux réfractaires les anathèmes pleuvaient sur sa tête comme des traits enflammés, il écrivait avec calme la *Vie de Mgr Dupont des Loges*. Il retraçait avec émotion et avec piété les grandes lignes de cette noble existence où se fit dans une harmonie si parfaite la rencontre de ce double culte que nous devrions tous avoir, le culte de ce qui fut, uni à l'amour anticipé de ce qui sera. Demain il nous donnera une nouvelle relation sur l'Église d'Amérique, où il est allé naguère retrouver ses anciens et vénérables amis, les Gibbons, les Ireland, les Spalding, les Keane, dont il sut autrefois nous traduire les éloquentes paroles et nous transmettre les fortes leçons. On dirait qu'il veut terminer ainsi son apostolat par où il l'a commencé puisqu'un de ses premiers coups de clairon fut la publication des discours de

Mgr Ireland dans l'*Église et le Siècle*, si on ne savait que, malgré sa santé délicate, tant qu'il aura des forces il luttera, tant qu'il pourra ajouter une page aux précédentes, il ne considèrera pas sa tâche comme achevée.

Pendant que la querelle sur l'américanisme battait son plein et lorsque, malgré la parole du Pape, les réfractaires continuaient à l'envenimer, Mgr Ireland vint deux fois à Paris, en 1899 et en 1900. Voici comment Mgr Bœglin le présentait dans le *Journal de Roubaix* :

« La première fois que j'eus l'honneur de causer avec Mgr Ireland, ce fut dans les antichambres du cardinal Rampolla, en 1888... Je fus frappé de sa bonhomie souriante, de sa grâce et de sa parfaite et exquise urbanité. Il me semblait serrer la main à un de nos grands évêques de France du XVIe et du XVIIe siècles : bon, fort, épris d'action, homme de gouvernement, à la fois pasteur, citoyen et homme de savoir. Ce n'est que quand j'osais m'aventurer sur le terrain réservé des États-Unis, que je sentais grandir la passion qui anime cette âme haute et vibrante. Il éclatait en paroles d'une superbe envolée sur l'action de l'Église, sur l'alliance de la religion avec le peuple, sur les impérieux besoins d'une politique conforme aux conditions contemporaines. Ce jour-là, je le confesse naïvement, j'eus l'intuition de la démocratie en rapport avec l'évolution de la Papauté vers une orientation moderne. »

C'est bien, en effet, l'impression que fait

Mgr Ireland sur tous ceux qui l'approchent et qui l'entendent. Il personnifie la double force religieuse et populaire, dans sa carrure d'athlète, dans sa voix éclatante et caressante, dans ses propos où les préoccupations de la terre et celles du ciel sont mêlées dans un harmonieux ensemble.

En 1899, le 8 mai, nous l'entendîmes dans la cathédrale d'Orléans où Mgr Touchet l'avait invité à prononcer le panégyrique de Jeanne d'Arc. Et l'année suivante, le 4 juillet, ce fut sur un bien autre théâtre et dans un autre cadre ! Ce fut dans le Carroussel du Louvre où avait été dressé un immense amphithéâtre et où se pressaient plus de quatre mille auditeurs. Tout le monde officiel était présent, depuis le Président de la République, les ministres et les présidents et membres des deux Chambres, jusqu'à M. Brisson qui avait voulu sans doute voir de près un Archevêque parlant de la République et de la Démocratie. L'Amérique était représentée aussi par un grand nombre de ses enfants et par la lettre du président Mac-Kinley. C'était la cérémonie de la remise solennelle de la statue de Lafayette à la France par la colonie américaine. Un trait qui indique bien l'abîme qui sépare l'état d'esprit américain de l'état d'esprit continental, et combien les citoyens dans leurs rapports, se placent là-bas à un point de vue supérieur, c'est que la colonie américaine, dans une cérémonie qui n'avait rien de religieux, et le Président Mac-Kinley, encore que protestant, avaient choisi pour parler au nom de l'Amérique, dans

cette circonstance solennelle, un archevêque catholique, Mgr Ireland.

Ce fut un curieux spectacle et pour nous démocrates, nous, peuple catholique, une pathétique et bien douce image de ce que nous voudrions bien voir se passer chez nous. Nos ministres et nos hommes politiques, écrivait Richeville dans la *Vie catholique*, considéraient ce spectacle avec stupeur. « M. Brisson rongeait la pomme de sa canne, M. Deschanel admirait cette éloquence et paraissait s'y énivrer. M. Millerand applaudissait discrètement de ses mains gantées de jaune; des sénateurs et des députés regardaient le phénomène et faisaient peut-être des comparaisons. Les Américains, protestants et catholiques, se montraient fiers de leur compatriote « le plus populaire », comme me disait un quaker. Nous avons bien compris devant la statue de Lafayette la toute-puissance de cet homme si simple, si cordial, si bon, si indulgent et si franc, sous le fardeau de sa gloire et de ses responsabilités. »

Mais ce que nous comprîmes surtout et ce qu'il faut proclamer hautement, c'est que sa puissance n'était pas due seulement à ses qualités personnelles, mais à cette politique, cette attitude qu'il exposait en 1892, dans la salle de Géographie, quand il disait : « Notre cœur bat toujours pour la République des Etats-Unis ». C'est pourquoi la République, toute protestante qu'elle soit dans ses principaux représentants, fait aussi une place dans son cœur au clergé catholique. En France, quand le cœur du clergé, quand le cœur des catholiques battra aussi pour

la République, quand ce cœur ne nourrira plus pour le pays républicain des sentiments de méfiance si ce n'est de haine, la République aussi les traitera autrement.

Le deuxième livre qui servit d'occasion aux pires manifestations réactionnaires, aux plus ignobles agissements et à toutes les violences contre la démocratie chrétienne, fut le livre sur les *Religieuses enseignantes* publié vers la fin de 1897 par la Mère Marie du Sacré-Cœur. Ne s'avisait-elle pas de trouver que tout n'était pas pour le mieux dans les pensionnats de jeunes filles, que l'enseignement qu'on y donnait ne répondait pas tout à fait aux nécessités du moment ? Que les religieuses qui donnaient cet enseignement ne recevaient pas une formation suffisante ? Qu'il y avait lieu d'aviser, qu'en présence des désertions qui se produisaient après le pensionnat, de l'influence redoutable que prenait l'enseignement opposé par la création des Ecoles normales de Fontenay et de Sèvres et le développement des lycées de jeunes filles, il était urgent de mettre en avant un projet de fondation d'Ecoles Normales pour donner un enseignement approprié aux religieuses et arriver à relever ainsi le niveau intellectuel des pensionnats et des couvents ? Pauvre femme ! elle avait fait ce rêve dans sa cellule. Elle avait été effrayée du vide qu'elle avait constaté autour d'elle et des ravages qu'un mal ignoré de celles-là mêmes qui en souffraient faisait dans les familles et dans la société catho-

lique. Elle avait étudié de près ce mal, elle avait cherché le remède. Quelle entreprise ! Relever le niveau intellectuel des couvents, porter la hache dans des habitudes séculaires, dans des méthodes, des institutions, des doctrines et des influences qui étaient les racines mêmes du grand arbre social sous lequel tant de gens voulaient continuer, entendaient malgré tout continuer de s'abriter. Voilà à quoi elle s'était attelée !...

Elle vint à Paris. Née en 1858, dans le Puy-de-Dôme où son père était conseiller général et où elle était entrée au couvent de Notre-Dame d'Issoire, elle avait quarante ans. C'est un des démocrates de la première heure, Lenervien, l'auteur du *Cléricalisme franc-maçonnique*, délégué de la démocratie chrétienne à la Fédération, noble cœur, convaincu, et beau caractère, qui la présenta à nos amis, lui acquit la sympathie de quelques universitaires et lui ouvrit les premières voies pour faire connaître son projet. L'abbé Naudet, de concert avec l'abbé Frémont, après avoir gagné la faveur et les lettres approbatives de quelques évêques, prit sur lui de lancer le volume, qu'il fit précéder d'un avant-propos, tandis que l'abbé Frémont écrivit une préface.

La première lettre épiscopale était celle de Mgr Sueur, archevêque d'Avignon ; elle renfermait ces paroles :

« Si nous voulons que nos communautés enseignantes conservent la confiance des familles, qu'elles gardent le prestige dont elles ont joui

jusqu'à présent, qu'elles soient vraiment bien en état de remplir auprès de leur élèves la grande mission de l'Apostolat qui leur appartient, il faut que nos maîtresses soient savantes, il faut qu'elles se présentent aux familles avec des diplômes qui soient non seulement la consécration de leur science, mais encore de leurs aptitudes et de leur expérience dans l'art d'enseigner ; il faut qu'elles soient initiées aux nouvelles méthodes. Nous n'avons pas le droit de rester en arrière, nous devons, au contraire, tendre à prendre le premier rang ; agir autrement serait trahir la cause de Jésus-Christ et de son Eglise, car ce serait mettre les élèves de nos maisons religieuses dans une sorte de nécessité de nous abandonner pour aller chercher ailleurs une instruction qu'elles ne trouveraient plus chez nous suffisante... Il n'y a donc pas à hésiter, il faut nous mettre à l'œuvre, unir nos efforts et demander à Dieu de les bénir ».

Cette lettre n'était pas d'un timide. Mgr Sueur eut le courage à la hauteur de la clairvoyance. Quand les difficultés vinrent, quand de tous côtés surgirent les attaques et se produisirent les abandons, il soutint la Sœur jusqu'au bout.

Quelques mois après fut publié un deuxième volume qui était le complément du premier et qu'il eût peut-être mieux valu publier en même temps, car il renfermait la partie positive du système d'éducation de la Sœur et aurait peut-être réussi à faire un peu mieux excuser les cri-

tiques. Elle disait dans la préface de cette deuxième partie :

« Que peu d'âmes restent fidèles ! L'indifférence qui succède au doute est plus que jamais le « mol oreiller » sur lequel notre société s'endort... Ce malheur, vrai et unique péril social, peut être conjuré si la femme devient une chrétienne énergique, pour laquelle la religion soit, non seulement un sentiment pieux, mais encore une conviction ferme, raisonnée, reposant sur une volonté, un caractère, réfractaire d'habitude et de principe à toute influence étrangère.

« Cela implique des femmes fortes : de celles dont l'Esprit-Saint dit lui-même qu'elles peuvent se lever matin, se coucher tard, et fournir une dose énorme de travail et d'activité ; de celles dont l'esprit élevé n'est étranger à aucune des questions vitales de leur temps et qui peuvent, sur tous les sujets projeter la lumière de leur intelligence et inspirer les décisions des assemblées ».

Au même moment une autre femme qui devait être à la Sœur d'un grand secours nourrissait les mêmes idées et faisait des réflexions analogues sur l'insuffisance de l'éducation que reçoivent de la part d'institutrices particulières les jeunes filles du monde qui sont élevées dans leurs familles. C'était madame la vicomtesse d'Adhémar. Elle avait publié une très judicieuse et très forte étude intitulée : *Nouvelle éducation de la femme dans les classes cultivées* ; elle cherchait par quel projet on pourrait former des institutrices capables de donner cette éducation. Mais son effort, comme celui de la Sœur, ne pouvait aspirer qu'à émettre des idées. Sa voix, qui

à ce moment ne pouvait, dans les milieux qu'il s'agissait de modifier, que retentir dans le désert, résonnait pour d'autres générations qui, plus éclairées, plus expérimentées et plus sérieuses, viendront, il faut l'espérer, en recueillir les échos.

Raconter les déboires de la Sœur serait insipide. Tout ce qu'il y avait d'intelligent parmi les catholiques lui fit bon accueil : Mgr d'Hulst, M. Lamy, M. Goyau, l'abbé Pautonnier, la *Revue des Deux Mondes*, l'*Association catholique*, la *Quinzaine,* la *Revue du Clergé français*, les *Annales de Philosophie chrétienne*. Mais dans le monde aristocratique dont les jeunes filles sont élevées chez les religieuses du Sacré-Cœur, au couvent des Oiseaux, etc., il y eut un véritable déchaînement de fureur contre son projet et surtout, comme on avait su déjà si bien le faire dans l'élection de l'abbé Gayraud, contre sa personne. La presse d'avant 89, à Paris et en province, donna avec ensemble. Si au moins on avait respecté la religieuse ! si on avait respecté la femme ! Mais c'est tout le contraire. Du projet, des idées, il n'en était presque jamais question ; mais le domicile de la Sœur, ses allées et venues, ses correspondants occupaient une large place dans les colonnes des journaux où s'appuyent à la fois le trône et l'autel. La plume ne peut écrire ce que la Sœur racontait à demi-mot en pleurant. Ah ! faut-il que cela se passe parmi les catholiques ! Ici encore, ce que l'on voulait, c'est faire un tel scandale que Rome pour la paix recommandât le *statu quo*. Dans les premiers

jours d'avril 1899, la Congrégation des Evêques et Réguliers ne demanda pas le *statu quo* : tout en déclarant inopportun le projet d'Ecole normale et mal fondées les critiques du livre où il était exposé, elle engageait les Evêques à prendre des mesures particulières pour perfectionner dans chaque diocèse l'enseignement des couvents.

Ce qui prouve que dans la pensée de la Congrégation Cardinalice et du Souverain Pontife il y avait quelque chose à faire, c'est que la Sœur s'étant immédiatement rendue à Rome fut reçue paternellement par Léon XIII, qui non seulement la bénit et la loua pour ses intentions mais lui dit ces significatives paroles : « Vos principes sur l'éducation sont bons. Allez, retournez à Paris, continuez à enseigner, et que la bénédiction apostolique repose sur votre tête. » Cette audience avait lieu le 18 mai. Quelques semaines après, la Mère Marie du Sacré-Cœur ouvrait à Paris à la rue d'Assas, non une école normale, mais une école d'enseignement et de formation selon ses principes.

Elle disait dans une notice explicative : « Cours, études, conférences, tout convergera à ce but unique : donner à notre pays des femmes fortes, pénétrées de l'esprit évangélique, capables de suivre le mouvement intellectuel de notre société, d'imprimer à leur intérieur le sceau d'une chrétienne et intelligente influence ; enfin de présider le plus longtemps possible à l'éducation de leurs fils et de leurs filles. »

Je fus voir le local où devaient prendre corps

et se réaliser tant de beaux projets. J'en parlai ainsi dans la *Vie catholique* :

« Salles de cours, chambres spacieuses, bien aérées, le tout frais et blanc, sauf la cellule de la Mère qui contraste par son aspect sombre avec tout le reste. Ici c'est son sourire qui est le rayon du soleil. Telle nous la vîmes autrefois, telle nous la revoyons : ni abattue par le revers, ni exaltée par le succès, confiante toujours. Elle expose son plan d'Institution avec la même simplicité, la même sûreté, qu'elle exposait son plan d'Ecole normale...

« Mais voici d'autres visiteurs qui interrompent notre conversation ; elle avait commencé à nous dire que la contradiction a du bon, qu'elle est comme la douleur, un avertissement qu'il faut porter notre attention sur tel point malade ou faible, qu'il faut peut-être y aller d'une opération chirurgicale, mais que tant qu'il y a une goutte de sang dans les veines et un souffle dans la poitrine il ne faut ni renoncer à vivre ni désespérer de faire quelque bien. »

Hélas ! elle ne devait plus vivre longtemps. Le succès lui ayant fait transférer son Institution de la rue d'Assas à la rue Servandoni, au moment où les difficultés matérielles avaient disparu et où elle commençait à goûter le fruit de tant de labeurs, de tant de déboires et de tant d'horribles peines, car il n'y a pas d'autre mot pour exprimer ce qu'elle a souffert, elle tomba maladroitement sous les roues d'une voiture, et mourut cinq semaines après. C'était au commencement de juillet 1901. Heureusement

qu'il y a un ciel pour compenser de pareilles destinées !

Avant de pousser plus loin il faut rattacher aux projets de Madame d'Adhémar et de la Mère Marie du Sacré-Cœur les efforts d'autres femmes chrétiennes non moins frappées par la nécessité de relever le rôle de leur sexe dans la société contemporaine.

Je ne peux que signaler le groupe du *Féminisme chrétien* dirigé par Mademoiselle Maugeret et Madame Marie Duclos, car ce groupe n'étant ni républicain ni démocrate, il y aurait injustice à laisser croire qu'il nous appartient. Il est bien venu apporter ses revendications dans l'un ou l'autre de nos congrès, il est bien venu chercher chez l'abbé Lemire, d'une manière assez assidue, renseignements et conseils, mais il est autonome et se différencie du programme démocratique en des choses essentielles, dans la question capitale même, celle du travail de la femme.

Il est certain que la question féministe est surtout née de la question du pain quotidien, que, dans une société absolument désorganisée par la liberté économique, trop de femmes se trouvent déracinées, privées des ressources naturelles, et sont bien obligées de les demander à l'exercice normal de leurs facultés, à l'intelligence et aux forces qu'elles ont reçues de la nature. De là les femmes à l'atelier, l'envahissement de beaucoup de professions autrefois réservées aux hommes, des revendications de droits en conséquence, et la question fémi-

niste posée. Mais si cette nécessité, cette situation anormale a été l'occasion du féminisme, cela ne veut pas dire qu'elle doive être perpétuée et que les inéluctables accommodements auxquelles elle a obligé doivent être érigés en lois. C'est cependant ce qu'on paraît vouloir soutenir dans la revue et à l'école de Mesdames Maugeret et Duclos. L'école démocratique, au contraire, aspire à une réorganisation sociale basée sur la famille et sur l'association, qui, tout en émancipant la femme d'un certain nombre de servitudes que lui impose le Code, en lui ouvrant très larges un certain nombre de carrières, en la mettant à même d'exercer dans une société démocratique sa haute, bienfaisante et chrétienne influence, la soustraira autant que possible aux horreurs du travail forcé, du travail mal payé, et en la tenant le plus près possible de la famille et du foyer, la traitera selon les aptitudes et la dignité de son sexe.

En dehors de ce groupe très vivant, très agissant, une personnalité qui nous appartient bien et qui, au prix de grands sacrifices, a voulu fournir sa tâche, c'est madame Paule Vigneron. Elle me rappelait le Père Gratry dont on a dit qu'il avait l'intelligence d'un homme, le cœur d'une femme, le caractère d'un enfant. Dans son talent il y avait quelque chose de mâle, de fort, une énergie drapée dans une phrase élégante et rythmique qui en faisait un talent de premier ordre. Quand on fonda la *Fronde*, on lui demanda sa collaboration parce que, disait-on, on voulait en faire une tribune pour toutes les écoles sans préfé-

rence pour aucune. Mais la fameuse tribune éclectique et impartiale ne tarda pas à devenir un simple organe de la rue Cadet. Madame Vigneron n'essaya pas de lutter. Profondément chrétienne, elle se retira. Un jour qu'elle lut un article de moi dans le *Peuple Français* sur le féminisme, elle vint me trouver, nous fûmes d'accord presque sur tout; sa pondération de jugement, sa sûreté de doctrine, sa manière large et généreuse de tout envisager me frappèrent, je lui demandai des articles, nous fûmes à partir de ce moment liés d'amitié et compagnons d'armes.

Hélas ! nous devions aussi être compagnons d'infortune.

A peu près au même moment où je faisais paraître la *Vie catholique*, elle publia un journal grand format, bi-hebdomadaire, intitulé le *Pain*. Le premier numéro parut le 4 février 1899. Voici comment elle exposait son affaire :

« Notre titre est notre programme. Nous nous unissons sur une réalité et pour une affirmation. Le pain est la plus humaine des réalités en même temps que le plus chrétien des symboles, question vitale entre toutes. La nécessité du pain, pour le corps et pour l'âme, est la plus générale et la plus simple des affirmations.

On ne vit pas de négations, de mensonges, d'apparences : un temps où le pain manque, où les vérités qui font vivre ne sont pas distribuées à la foule, est un temps de destruction et de mort. Il faut sous peine de mort qu'un peuple se nourrisse de pain et de vérités substantielles, de foi et de fraternel amour.

Femmes chrétiennes, nous pensons que, dans la tâche de constituer la société moderne, les femmes qui créent

les mœurs ont un rôle à remplir. Nous fondons ce journal pour affirmer simplement et clairement, dans toute la sincérité et l'indépendance de nos âmes, les *choses qui font vivre*, les vérités élémentaires. »

Elle entrait ensuite dans quelques détails.

« Catholiques, nous opposons la loi de charité et de justice à la morale individualiste, l'idée de lien social à l'anarchie libérale et à la tyrannie socialiste, l'idée de patrie à la propagande internationale. Nous affirmons le droit du plus faible contre le droit du plus fort, le droit de la conscience contre le culte de l'argent. Nous croyons à la victoire finale de la foi et de la volonté contre les fatalités matérielles...

On nous demandera peut-être si nous sommes féministes. L'étiquette nous déplaît, comme tous les mots sans clarté, et l'idée féministe qui semble opposer l'une à l'autre les deux moitiés de l'humanité, nous paraît étroite et imprécise. L'avenir dira ce qu'elle renferme de vrai.

Si, comme nous le pensons, le rôle actuel de la femme est inférieur à son devoir social et à ses droits, il importe de préparer une à une, par l'observation et l'expérience, chaque réforme utile, plutôt que de rédiger à priori une sorte de catéchisme des « droits de la femme ».

Dès à présent, nous pouvons conclure que l'intérêt de la femme n'est pas séparé de celui de l'homme et de l'enfant, et que la question féministe, née du malaise individualiste, doit se résoudre dans la constitution large et solide de la famille...

Nous ne nous bornerons pas à exposer des idées. Aussi bien, c'est dans l'organisation pratique des œuvres sociales que le concours des femmes peut être le plus utile. Grouper les œuvres qui existent, unir les efforts isolés, organiser d'une façon vivante les corporations

ouvrières; soulager la misère des femmes qui travaillent pour un salaire dérisoire, et tenter par des moyens durables d'améliorer leur sort; unir dans l'idée de paix et de charité les femmes qui travaillent et les femmes qui font travailler. Tel est le progamme d'action auquel nous convions toutes celles et tous ceux qui ont foi dans l'avenir et qui veulent contribuer à le préparer. »

Quatorze mois après, — après une lutte héroïque contre les difficultés matérielles, contre l'indifférence, l'apathie, l'égoïsme des uns, la malveillance des autres, le programme de l'action était fermé. C'était une belle ardeur éteinte, une belle intelligence inutilisée. Elle m'écrivait au bout de quelques jours : « Maintenant que le *Pain* est tombé dans le passé, je suis tranquille comme un oiseau. Après avoir tenu au-delà de mes forces, je n'ai rien à me reprocher... » Mais que dire de la société, de la société catholique qui fait de ces tranquillités-là, quand toutes les activités, et des activités aussi précieuses, sont nécessaires ? Mme Vigneron est allée porter le concours de sa sympathie et de sa collaboration intermittente à l'œuvre de Mlle de la Girennerie, une autre intrépide qui, grande dame, a voulu être ouvrière pour faire du féminisme en action. Ne trouvera-t-elle pas quelque moyen de nous rendre son talent ?

IV

Pourquoi faut-il avancer dans ce chapitre des constatations douloureuses ? pourquoi ne peut-on pas effacer certaines pages de l'histoire ?

Mais nous avons dit que la lutte contre certaines assertions mal présentées de la *Vie du P. Hecker* et contre le projet de la sœur Marie du Sacré-Cœur n'était qu'un prétexte, une manœuvre contre la démocratie chrétienne et les directions pontificales. La coalition des réfractaires pensa que le moment était unique, qu'entre les désastres politiques et les témérités doctrinales, la démocratie chrétienne ne pouvait échapper, et que, la démocratie chrétienne démolie, les directions pontificales s'effondreraient en même temps. Après la Lettre du Pape au cardinal Gibbons et la décision de la Congrégation romaine sur le projet de l'Ecole normale pour les religieuses enseignantes, leur violence ne connut plus de bornes.

Leur instrument le plus docile à ce moment-là et le plus complaisant fut l'abbé Charles Maignen qui venait de s'illustrer dans la campagne contre les Evêques d'Amérique et surtout contre la mémoire du P. Hecker. Absolument dépourvu de scrupule, il s'était attaqué à la mémoire d'un mort universellement vénéré, comme d'autres, à ce même moment, s'attaquaient à l'honneur d'une religieuse et d'une femme. Son pamphlet, publié d'abord en articles dans la *Vérité*, était tellement odieux que l'*imprimatur* lui avait été refusé par l'archevêché de Paris. Il voulut triompher de la Lettre du Pape au cardinal Gibbons, comme si l'exposé de doctrine qui était fait dans cette Lettre avait quelque chose de commun avec la caricature de critique qui constituait son livre !

Au fond, tout ce qui se rapportait au P. Hecker lui était bien égal. Il fallait atteindre Hecker, parce que Hecker était le nom générique qu'il se plaisait à donner aux représentants de la démocratie chrétienne et à tous ceux qui, dans leurs discours et dans leur conduite, s'inspiraient des directions politiques et sociales du Saint-Père.

Dès le commencement il s'était posé en face du Pape comme un antagoniste déterminé, à peine déguisé par un anonymat transparent ou par quelques pseudonymes. Il créa à Rome, au sortir du Séminaire français un petit organe lithographié soi-disant pour servir de lien entre les anciens élèves de cet établissement, en réalité pour entretenir et propager l'opposition aux directions pontificales. Il inonda l'*Autorité* et la *Gazette de France* de lettres tantôt signées tantôt non signées. Sa frasque la plus grave fut une lettre injurieuse à l'adresse du comte de Mun, où il l'accusait de trahir son passé et l'Œuvre des Cercles, et de tomber à un degré où on n'aurait jamais pu le supposer, parce qu'il obéissait au Pape. Il fut immédiatement frappé par le Cardinal-Archevêque de Paris, qui le révoqua de ses fonctions d'Aumônier du Cercle Montparnasse. Quand fut fondée la *Vérité*, c'est lui qui dit la messe pour appeler les bénédictions du Ciel sur un journal qui se proposait de résister au Souverain Pontife, d'entretenir la persécution, et de désoler l'Église. Il en a été depuis un des piliers, une des gloires, certainement un de ceux qui sont le plus appréciés et le plus estimés du public

de ce journal, parce que le plus venimeux, le plus capable de tout et le plus absolu.

Sa bête noire, ça été la démocratie et, subsidiairement, ce qui en est l'expression politique naturelle, la République. Il n'est pas nécessaire de lire beaucoup de pages de lui pour en trouver la raison. Il est de ceux qui ont leur cerveau fermé à dix-huit ans, de même qu'il y a des vieillards, comme Léon XIII, Gladstone, Eugène Veuillot, qui gardent leur esprit ouvert et jeune jusqu'à la fin de leurs jours. L'abbé Maignen, dès que son esprit s'est éveillé à la raison et qu'il a pu concevoir un système, s'est empressé de refermer la fenêtre en disant : « Maintenant il n'entrera plus rien ! » Au moment où il fit cette opération, c'était l'époque du comte de Chambord, du prince chrétien, de la contre-Révolution et du Syllabus. Quelques esprits absolus, nous l'avons vu dans un chapitre de ce livre, ne faisaient qu'un bloc de ce qu'on appelait les théories ultramontaines, ne distinguant ni la politique, ni la théologie, ni l'histoire, ni le contingent, ni le nécessaire, ni ce qui était dogme ni ce qui était opinion. Dans ce bloc tout ce qui venait du peuple était satanique, tout ce qui venait du Roi était divin. La stricte orthodoxie, le bon ordre social demandaient qu'il ne se fît pas la moindre concession de celui-ci à celui-là. Voilà ce que l'abbé Maignen s'est mis de bonne heure dans la tête, ce qu'il y conserve, ce qu'il y entretient avec amour, à la mesure de quoi il juge tout, à quoi, par l'inquisition, les bûchers et les échafauds au besoin, il voudrait nous ramener. Lisez seule-

ment ces quelques lignes dans lesquelles il envisage ce que, puisque on y tient tant, devrait être la République pour être orthodoxe :

« Parmi les catholiques français il en est qui croient à l'avenir d'une république dans notre pays ; libre à eux de travailler à en réunir et à en préparer les éléments. Seulement il y a une condition qu'ils ne sauraient se dispenser de remplir : c'est une répudiation absolue de toutes les erreurs du droit moderne. Rappeler au peuple qu'il n'est pas le maître, confier anx magistrats, chargés de gouverner comme représentants de Dieu, le triple pouvoir législatif, judiciaire et exécutif, enlever à l'opinion publique tout moyen d'influencer sur la direction des affaires de l'Etat, proclamer la religion catholique seule religion du pays et de son gouvernement, effacer de la législation tout ce qu'il y a de contraire aux droits et aux libertés de l'Eglise : ces conditions sont les seules auxquelles le régime constitutionnel pourra être accepté. Nous les exigeons de la monarchie, nous ne saurions en dispenser la république. Ainsi amendé, le régime serait purgé des principaux vices, avec lesquels il ne soutient pas l'examen (1). »

Eh bien, n'en déplaise à M. Maignen, non seulement le régime soutient l'examen, mais nous soutenons, nous, que la doctrine catholique, qui est tout animée par la grande idée de coopération, d'adhésion libre de l'esprit, du cœur et de l'activité de l'homme à ce qui lui est proposé par Dieu, qui donne comme base de la morale, de la sociologie et de la politique chrétienne, cet axiome que Dieu ne fait rien sans l'homme, n'a

(1) *La Souveraineté du Peuple est une hérésie*, pages 48 et 61. Cité par M. l'abbé Houtin dans l'*Americanisme*, page 203.

absolument rien de commun, n'a jamais rien eu de commun avec cette odieuse et honteuse théorie de marchand d'esclaves.

Le dieu de M. Maignen n'est même pas le Jupiter antique qui était sévère mais qui prêtait l'oreille aux discours des mortels, c'est le dieu sans yeux, sans oreilles et sans entrailles de je ne sais quelles peuplades indiennes dont la dogmatique assigne comme idéal à l'homme d'arriver à s'identifier complètement à cette divinité, à ne plus bouger, ne plus vouloir, ne plus penser.

C'est cependant au nom de ces conceptions, de ces théories immorales qu'il a prétendu, qu'il prétendrait encore régenter l'Église, à tout le moins qu'il n'est pas de vexations, de lâche et mesquine guerre qu'il ne fasse à tous ceux qui ont le malheur de ne pas partager ses ridicules opinions.

Pour donner une idée de ce qui se débita alors, dans les premiers mois de l'année 1899, contre les défenseurs des directions pontificales, en particulier contre les démocrates chrétiens, je ne puis mieux faire que de retracer les plaintes exposées cinquante ans auparavant au pape Grégoire XVI par les rédacteurs de l'*Avenir*, ces héroïques chrétiens qui, eux aussi, avaient rêvé de rendre sa popularité à l'Eglise et qui furent en butte à de si odieux procédés qu'on peut bien y voir une des causes qui finirent par amener la défection de leur chef. Voici ce qu'ils racontaient eux-mêmes dans leur *Mémoire* :

« Les noms de révolutionnaires, d'hérétiques, de schismatiques, leur furent prodigués. Plus leur dévouement

se manifestait par leurs œuvres, plus l'opposition prenait à leur égard un caractère injurieux... Plusieurs journaux, et particulièrement l'un d'eux, intitulé l'*Ami de la Religion*, s'attachaient à dénaturer les pensées, les phrases et jusqu'aux intentions des rédacteurs de l'*Avenir* ; et plus d'une fois même ils ne craignirent pas d'altérer leurs paroles pour donner plus d'apparence aux accusations que chaque jour ils imaginaient contre eux. On alla jusqu'à noircir leur vie privée. Enfin, dans un livre imprimé à Avignon avec la permission du *Maître du Sacré Palais*, ils ont été traités comme des novateurs à la façon de Luther ; et l'auteur y déclare qu'il ne faut pas interpréter leurs pensées d'après leurs paroles, parce qu'elles manquent de sincérité (1) ».

Qu'on remplace l'*Ami de la Religion* par la *Vérité* ou la *Semaine religieuse* de Cambrai, qu'on se rappelle que le livre de l'abbé Maignen a été publié avec l'*imprimatur* du Maître du Sacré Palais, on aura le tableau frappant de ce qui s'est passé chez nous : tant il est vrai qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et qu'il ne faut pas trop s'émouvoir de ce qui est arrivé à d'autres ! Seulement, il y avait pour la *Vérité* et les feuilles de son école cette circonstance aggravante que, tandis que les rédacteurs de l'*Avenir* agissaient d'eux-mêmes et pouvaient se couvrir tout au plus du silence de Rome sur certaines de leurs thèses qu'on leur reprochait, les catholiques qui avaient le malheur de lui déplaire en l'an de grâce 1899, ne faisaient que défendre dans ses grandes lignes un programme tracé par Rome elle-même. Elle

(1) *Mémoire* présenté à Grégoire XVI, § VIII.

prétendait, je veux dire la *Vérité*, que la critique est utile. Certes, oui ! mais pas la diffamation, pas le mensonge !

Pendant que l'abbé Maignen s'en prenait de cette façon aux abbés démocrates en particulier, à tous les démocrates en général, au nom du dogme, de son dogme, son illustre émule, le chanoine Delassus, leur faisait la même guerre au nom de ses petits papiers et de l'Ecriture.

Ici nous sommes véritablement dans l'invraisemblable. Tout ce que le dit chanoine avait publié à ce sujet dans sa *Semaine religieuse* et ce qu'il pouvait garder en réserve fut publié par lui au mois de mars 1899 en un volume intitulé : L'*Américanisme et la conjuration anti-chrétienne*. C'était édité à la société de Saint-Augustin, rue Saint-Sulpice, à Paris. Je donne l'indication pour que ceux de mes lecteurs qui voudront se renseigner à fond sur l'état d'esprit de ce singulier adversaire se procurent le volume. Si celui qui le lira jusqu'au bout ne juge pas que c'est là l'œuvre d'un malade, c'est qu'il met à bon compte et à des conditions faciles la santé intellectuelle.

Le chanoine Delassus a gardé une note de 1860 ; elle est du juif Crémieux, lequel, par la fondation de l'*Alliance israélite universelle*, a formé le projet d'anéantir l'Eglise du Christ, et, par des conquêtes successives dans toutes les religions et dans toutes les associations, d'établir une sorte d'Eglise universelle qui serait le royaume du Messie Talmudique, c'est-à-dire de l'Antéchrist. Ce projet est la clé de tout ce qui

se passe sous nos yeux, de la révolution, de la franc-maçonnerie, du socialisme, de l'américanisme, des congrès ecclésiastiques et de la démocratie chrétienne. Car tandis que « jusqu'ici les Juifs avaient espéré le triomphe qu'ils attendent d'année en année par le fait d'un homme, par le Messie temporel qui a été constamment dans leurs vœux, aujourd'hui leurs pensées se sont modifiées. Le Messie, disent-ils, qui doit établir notre domination sur toute la terre, ce n'est point un homme, c'est une idée, et cette idée est celle qui a été proclamée en 1789 : « les droits de l'homme », les immortels principes : liberté, égalité, fraternité. » (Page 21). « Déjà nous pourrions, dit M. Delassus trois pages plus loin, montrer dans les principes de 89 un point de contact entre les Américanistes et les Juifs, mais nous devons auparavant nous procurer les moyens de pousser notre démonstration aussi loin que possible. »

« C'est qu'en effet, les Juifs, — tous aussi bien ceux qui attendent un messie personnel que ceux qui croient que ce messie est né, grandit, et n'est autre que l'idée de 89, — tous ont l'espoir de voir se réaliser, et bientôt, « les temps sont proches », les prophéties messianiques dans le sens où ils les ont toujours entendues, c'est-à-dire leur règne sur le monde entier, l'assujettissement de tout le genre humain à la race d'Abraham et de Juda. » « Faire tomber les barrières qui séparent ce qui doit être uni un jour, voilà, messieurs, la belle, la grande mission de notre Alliance israélite universelle ».

Ce sont les paroles de Crémieux. Or, voici un autre fait, et saisissez la filiation que M. Delassus signale aux malins qui ne veulent pas se laisser mystifier : « Dans un banquet qui a eu lieu le 13 juin 1897, à Paris, au Palais-Royal, M. l'abbé Gayraud a bu « à la démocratie DE TOUS LES PAYS ». Il a exprimé l'espoir que « le parti démocratique chrétien tiendra un jour ses CONGRÈS INTERNATIONAUX ! » (page 44). Hein! y êtes-vous ? Puisqu'il était en veine de révélations, je suis étonné que M. le chanoine Delassus, rédacteur de la *Semaine religieuse* de Cambrai, n'ait pas songé à établir un rapprochement entre les paroles de Crémieux et celles de Léon XIII à M. Descurtins, le félicitant d'avoir décidé au Congrès de Bienne, de préparer pour la suite un Congrès ouvrier international : « Nous n'approuvons pas moins cette autre résolution du Congrès de Bienne en vertu de laquelle doit être prochainement convoquée une nouvelle et plus nombreuse réunion d'ouvriers qui demandera d'un vote unanime à ceux qui président aux affaires publiques d'appliquer leurs soins à ce que PARTOUT des lois qui soient les mêmes protègent la faiblesse des enfants et des femmes qui travaillent, et fassent passer dans la pratique les conseils que nous avons donnés dans Notre Lettre... Il est évident pour tous combien serait imparfaite la protection donnée au travail des ouvriers si elle l'était par des lois différentes que chaque peuple élaborerait pour son compte, etc. ». Cette lettre est du 6 août 1893. M. Delassus, qui a des archives si bien tenues, ne de-

vait pas l'ignorer : c'est vraiment extraordinaire qu'il n'en ait pas fait usage.

Mais une chose le rassure dans la terreur que lui inspire le spectacle de ce qui se passe. C'est que le règne de l'Antéchrist préparé par la Révolution, par les Juifs, avec la complicité des américanistes, des démocrates, et des prêtres imbus des idées modernes, ne durera que trois ans et demi! C'est à la page 228, après avoir vu défiler tout ce qu'il y a de plus capable de donner l'épouvante, que nous lisons cette rassurante nouvelle : « Courte pour chacun, la suprême épreuve la sera aussi pour le monde. D'après une interprétation assez commune d'un passage des Saintes Ecritures, le règne de l'antéchrist ne durerera que trois ans et demi ». Vous pouvez donc respirer. En attendant, que faire? Dame! M. Delassus ne le sait pas trop. Il y a une chose cependant dont il ne doute point. C'est que si on ne veut hâter le règne de l'Antéchrist il faut se préserver de la démocratie chrétienne, et si on est de ses adeptes, en sortir : « Les démocrates chrétiens sont animés d'un zèle de prosélytisme auprès du jeune clergé surtout, qui les rend dangereux alors qu'ils pourraient servir l'Eglise et travailler au salut de la société. Plusieurs, sans doute, mettront fin à leur propagande et réformeront leurs propres idées lorsqu'ils en auront vu les tenants et les aboutissants ». Comment donc! mais nous vous remercions beaucoup de nous avoir appris tant de choses que nous n'aurions certainement jamais soupçonnées!

Et lui, le pauvre monomane, il ne soupçonne

pas l'aveu qu'il laisse échapper dans ces quelques lignes de sa page 174 où il parle des études cléricales : « Y donner, aux dépens de la connaissance profonde de l'ordre surnaturel, qui seule fait le prêtre capable de former de vrais chrétiens, une place aux « questions sociales », c'est-à-dire aux questions d'ordre temporel, c'est obéir à l'impulsion secrète donnée à toutes choses par l'Alliance-israëlite-universelle ». Si cette fameuse Alliance est la clé de la démocratie chrétienne, cette phrase est la clé de tout le système réfractaire. Tout le virus est là. Qu'ils le soupçonnent ou non, il y a là la formule d'une doctrine qui est aux antipodes mêmes du christianisme. C'est la doctrine de l'indifférence respective de l'ordre surnaturel et de l'ordre temporel ; c'est la doctrine qui, dans ses ramifications les plus éloignées, se rattache à l'hérésie manichéenne qui posait à l'origine deux principes, l'un pour le bien, l'autre pour le mal; c'est la doctrine qui sépare Dieu de ses œuvres, qui le place tellement au-dessus ou en dehors que celles-ci finissent par le perdre de vue et par se faire des lois où il est étranger ; de là le rationalisme, le naturalisme, le matérialisme ; l'expression de cette doctrine, je l'ai déjà dit, est quintessenciée dans le gallicanisme, dont tous les adversaires de la démocratie chrétienne sont imprégnés jusqu'à la moelle, et personne n'a mieux mis ce fait en évidence que M. Lapeyre.

« Voyez, tout est divisé : la raison avec la foi, la philosophie avec la théologie, la matière avec l'esprit, les intérêts temporels avec les intérêts éternels, la science

avec le dogme, l'Etat avec l'Eglise, l'individu avec la société, la société civile avec la société religieuse, etc. La lutte est partout et elle s'affirme non pas seulement par des hostilités extérieures, mais par des affirmations universelles de droits rivaux et par des anathèmes réciproques.

« Qui a créé ces antagonismes insolubles ? Je le proclame encore une fois : c'est le gallicanisme, parce que c'est lui qui a affirmé, maintenu, et professe encore le dualisme de l'être humain. Le gallicanisme nous présente une âme qui abandonne son corps, une foi qui dédaigne la raison, des dogmes qui repoussent la science, des individus qui se désintéressent de la société, des intérêts spirituels qui rompent ouvertement avec les intérêts temporels, une religion qui se déclare incompétente dans les questions politiques et sociales, etc. Comme le corps, la raison, la science, la société, les intérêts temporels et l'Etat sont des entités vivantes et nécessaires, qu'il leur faut une place au soleil, qu'aucun homme ne peut vivre un instant sans elles, et qu'elles peuvent légitimement revendiquer leurs fins, il n'est pas étonnant qu'elles affirment leurs droits malgré et au besoin contre les abandons, les dédains et les bannissements dont elles sont l'objet (1).

Voilà en quelques lignes toute la synthèse de l'erreur manichéenne, gallicane et réfractaire ; voilà comment à force de vouloir faire l'ange on fait la bête, comment à force de dédaigner de s'occuper des intérêts matériels on les abandonne à eux-mêmes, comment les prétentieux adeptes de ces pernicieuses doctrines ne font qu'un bloc de la Révolution, qui a été un immense

(1) *L'Action du Clergé* dans la réforme sociale, p. 309, chez Lethielleux.

effort pour la conquête de quelques avantages temporels, et ne savent pas discerner ce que, dans cet effort, il y avait d'antichrétien et ce qu'il pouvait y avoir, ce qu'il y avait en réalité de conforme à l'Évangile.

Une chose aurait dû gêner le bon chanoine dans sa démonstration. C'est que tous les complices de la conjuration antichrétienne, tous les hommes d'Eglise dangereux qu'il désignait un à un à la méfiance ou même à l'animadversion du public avaient reçu et recevaient encore tous les jours les bénédictions et les encouragements du Souverain Pontife ! Il prenait donc Léon XIII pour un homme bien aveugle ou bien sourd que pas le moindre bruit de cette terrible conjuration ne serait arrivé à son oreille ! La difficulté ne laissait pas que de l'embarrasser. Il passa outre, sauf à un endroit capital où la feinte et le silence n'étaient pas admissibles.

La pièce maîtresse de son édifice, le fait sur lequel s'appuyait toute sa démonstration était le Congrès ecclésiastique de Reims. L'Alliance israélite universelle, voulant corrompre le clergé pour amener à elle le catholicisme, s'était servie pour cette belle besogne de l'abbé Lemire et de l'abbé Dabry. Malheureusement le Pape avait béni le Congrès et il y avait un texte de cette bénédiction ; il y avait même dans ce texte, que le Pape voyait avec plaisir le clergé se rapprocher du peuple et qu'il concevait de ce fait les plus grandes espérances pour l'avenir. Pauvre Pape! à quel point il s'égarait ! M. Delassus y voyait bien plus clair. Mais il n'était pas séant de

le dire. Il trouva alors tout simple, selon son habitude, de supprimer les paroles du Pape. Il prit le texte, le découpa, le réajusta, le recoupa, en fit du charabia. Pour corser son affaire, il s'avisa de tirer argument du petit discours prononcé à la fin du Congrès par le cardinal Langénieux, et comme ce discours prouvait contre lui, il lui appliqua les mêmes procédés qu'aux paroles du Saint-Père.

Ah ! cela ne passa pas tout seul. Ceux qui voudraient voir ce que l'indignation peut inspirer à un honnête homme peuvent retrouver dans les numéros de la *Vie catholique* des mois d'avril et de mai de cette année 1899, les articles par lesquels je secouai le chanoine comme un prunier. Il lui arriva une infortune à laquelle il ne s'attendait pas. A force de barbotter dans les textes, il avait fait un impair : il avait donné la principale phrase du discours du cardinal Langénieux d'une manière dans son livre, et dans sa *Semaine*, il l'avait donnée d'une autre ! Il fut pris. Croit-on qu'il se rétracta le moins du monde? Il se contenta d'écrire quelques phrases embarrassées pour dire que si quelques détails prêtaient à la critique, cela n'enlevait rien à la valeur du livre.

Ce livre, que dans mon premier article j'appelai le « livre infâme » était la catapulte destinée à démolir la démocratie chrétienne. La violente polémique à laquelle il donna lieu en arrêta l'essor dans l'Épiscopat, dont M. Delassus avait escompté les approbations et dont il dut subir

le silence et le dédain. Mais si l'Épiscopat gardait sa dignité, dans la presse réfractaire dont le personnel de rédaction, surtout en province, avait été renforcé de tout ce que la bohême des lettres et les dépotoirs du journalisme pouvaient renfermer d'écrivains en disponibilité, on ne connaissait plus de retenue. Dans certains milieux ecclésiastiques on se croyait enfin délivré aussi de ce mauvais rêve, qui avait failli amener le bouleversement de tant de situations aisées et tranquilles, et les railleries à l'adresse de la République, de la démocratie, des utopies et des aberrations du zèle allaient leur train : c'est Léon XIII qui avait ainsi condamné les directions pontificales !

Devant ce scandale quelqu'un se leva. Ce fut l'Archevêque de Bourges. Il signala au Pape la manœuvre. Il reçut immédiatement de Léon XIII cette célèbre Lettre où les démocrates chrétiens étaient couverts plus que jamais et qui faisait justice de tant d'indignités commises par les ennemis de ses directions.

« Nous n'avons pas appris sans une grande « tristesse que de certains actes récemment « émanés du Siège Apostolique, quelques-uns « prenaient, tout à fait à tort, occasion pour dé- « clarer publiquement que nous avons modifié « nos vues relativement à la conduite des catho- « liques de France en matière politique et so- « ciale, conduite que dès le début nous avons « Nous même tracée et sur laquelle nous n'avons « cessé d'insister, chaque fois que l'occasion

« s'en est présentée. Nous avons déploré d'au-
« tant plus ces agissements qu'ils sont de nature
« à jeter l'incertitude dans les âmes et à dé-
« tourner du droit chemin les esprits boule-
« versés, qu'ils infligent même une flétrissure à
« ceux de vos concitoyens qui, de toutes parts,
« s'efforcent d'obéir scrupuleusement à nos
« exhortations, et, prenant pour règle de leur
« vie ces mêmes exhortations, se dévouent à la
« religion et à la patrie.

« La vérité est que ces documents que nous
« avons publiés, se rapportent uniquement soit
« au dogme, soit à la discipline chrétienne et ne
« regardent en aucune façon les prescriptions
« qui, nous l'avons vu, concernent les catho-
« liques de votre pays et sont clairement conte-
« nues dans la Lettre aux Français du mois de
« février 1892, et dans l'Encyclique *Rerum nova-*
« *rum*...

«... Ces instructions et ces avis que nous
« avons si souvent donnés en vue du bien gé-
« néral et qu'aujourd'hui nous désirons renou-
« veler avec les plus vives instances, une fois
« de plus et de toutes nos forces nous exhortons
« les catholiques de France à les suivre de point
« en point, et, dans un parfait accord de pen-
« sées et d'actions, à prendre à cœur en toutes
« circonstances de se laisser par eux diriger,
« mouvoir, grouper en corps compact... »

La Lettre était datée du 25 mai 1899. L'accent était ferme, et on comprenait que par la campagne menée contre les amis de ses directions, le Pape se sentait personnellement blessé. « Il y a,

disait Richeville, je ne sais quel accent d'amertume contenue, un geste d'indignation royale, dans cette affirmation de ses idées. »

L'archevêque de Bourges qui avait attiré cette Lettre était Monseigneur Servonnet, précédemment évêque de Digne. Il avait toujours été d'une correction politique parfaite. A cause de cela il avait eu le privilège d'être maltraité une fois ou l'autre par la presse réfractaire. Pour ces valeureux défenseurs du trône et de l'autel, un Évêque, non moins que le Pape, n'est digne de leur estime et ne mérite leurs acclamations que s'il met son autorité et ses moyens de gouvernement au service de leurs idées. Mais s'il s'avise d'être évêque, de réserver ses avantages et son indépendance pour les graves intérêts qui lui sont confiés, il n'est plus bon qu'à être excommunié et il est digne de toutes les injures. D'un beau geste de mépris Mgr Servonnet s'était placé au-dessus de ces vulgaires détractions. Il était le père de son clergé, il n'était pas le serviteur d'un parti. Ce qu'il a toujours montré et ce qu'il montrera jusqu'au bout, c'est qu'il est profondément sacerdotal. Tout ce qui peut augmenter les moyens d'influence du clergé, sa puissance de conquête sur les âmes, ses chances de devenir populaire et agent de régénération dans la société contemporaine, il en est partisan. C'est dire combien l'union du clergé avec la hiérarchie lui tenait au cœur et combien tout ce qui venait de Rome, tout ce qui était l'expression de la volonté et des intentions du Pape lui était recommandable et sacré. En cette année

même, trois mois avant les événements que nous racontons, il avait consacré son mandement de carême aux « devoirs envers le Pape. »

« Sous quelque forme que le Pape exerce sa direction dans l'Eglise, notre devoir est de l'accueillir avec une parfaite docilité. Un concile général a plus d'éclat, une définition dogmatique est plus solennelle ; mais pour un véritable enfant de l'Eglise, ces actes suprêmes n'ont pas plus d'autorité qu'une Constitution, une Encyclique, une Lettre, une décision, une réponse à une question, surtout une instruction importante, une Direction réitérée, dans une grave circonstance, pour une situation spéciale où les intérêts d'une époque, d'une nation se trouvent engagés ; tout cela venant du Pape doit être l'objet de notre obéissance respectueuse, empressée, entière. Ah ! serait-il donc si difficile de croire saint Pierre plus sage que soi, plus juste, plus éclairé et mieux inspiré que soi, sur n'importe quel sujet moral ou même social? Le P. Lacordaire écrivait: Entre le Pape et soi, peut-on jamais hésiter un instant? »

Il appartenait à l'Archevêque qui tenait ce langage de pousser le cri d'alarme au moment où les directions du Saint-Siège étaient attaquées avec la dernière fureur ; nous verrons que le Pape ayant de nouveau élevé la voix dans sa mémorable Lettre au Clergé français, Mgr Servonnet n'hésitera pas à faire un nouveau pas en prenant l'initiative d'un second congrès ecclésiastique sur le modèle et dans le même esprit que celuide Reims.

V

Que devenaient, au milieu de cette tourmente, l'action sociale, démocratique, l'action sacerdotale ? Nécessairement elles en souffraient. Tous les évêques n'étaient pas comme Mgr Servonnet. Beaucoup, indisposés d'ailleurs par les écarts de langage, l'allure provocante ou les témérités de conduite de quelques-uns des prêtres qui se mettaient en avant, préféraient la tranquillité et le *statu quo*. Des militants, fatigués d'être sans cesse dénoncés ou injuriés, se décourageaient et peu à peu laissaient tomber leurs œuvres. Enfin l'ère de persécution qui recommençait dans le monde politique, montrant plutôt un recul qu'un progrès dans le mouvement de conquête, coupait les ailes à l'enthousiasme et engendrait cette sorte de tristesse qui vient du sentiment quelquefois terrible de l'inutilité de tout ce que l'on entreprend.

C'est cependant durant cette période plutôt de désagrégation que nous pourrons constater encore quelques beaux élans et que nous verrons surgir et se précipiter avec une étonnante puissance de vie cet extraordinaire et incomparable mouvement du *Sillon*.

Si l'action proprement dite était un peu ralentie par tant d'entraves qu'on mettait sur sa route, quelque chose que rien n'arrêtait, c'était l'expansion des idées ; les foyers où elles s'a-

même, trois mois avant les événements que nous racontons, il avait consacré son mandement de carême aux « devoirs envers le Pape. »

« Sous quelque forme que le Pape exerce sa direction dans l'Eglise, notre devoir est de l'accueillir avec une parfaite docilité. Un concile général a plus d'éclat, une définition dogmatique est plus solennelle ; mais pour un véritable enfant de l'Eglise, ces actes suprêmes n'ont pas plus d'autorité qu'une Constitution, une Encyclique, une Lettre, une décision, une réponse à une question, surtout une instruction importante, une Direction réitérée, dans une grave circonstance, pour une situation spéciale où les intérêts d'une époque, d'une nation se trouvent engagés ; tout cela venant du Pape doit être l'objet de notre obéissance respectueuse, empressée, entière. Ah ! serait-il donc si difficile de croire saint Pierre plus sage que soi, plus juste, plus éclairé et mieux inspiré que soi, sur n'importe quel sujet moral ou même social? Le P. Lacordaire écrivait : Entre le Pape et soi, peut-on jamais hésiter un instant? »

Il appartenait à l'Archevêque qui tenait ce langage de pousser le cri d'alarme au moment où les directions du Saint-Siège étaient attaquées avec la dernière fureur ; nous verrons que le Pape ayant de nouveau élevé la voix dans sa mémorable Lettre au Clergé français, Mgr Servonnet n'hésitera pas à faire un nouveau pas en prenant l'initiative d'un second congrès ecclésiastique sur le modèle et dans le même esprit que celuide Reims.

V

Que devenaient, au milieu de cette tourmente, l'action sociale, démocratique, l'action sacerdotale ? Nécessairement elles en souffraient. Tous les évêques n'étaient pas comme Mgr Servonnet. Beaucoup, indisposés d'ailleurs par les écarts de langage, l'allure provocante ou les témérités de conduite de quelques-uns des prêtres qui se mettaient en avant, préféraient la tranquillité et le *statu quo*. Des militants, fatigués d'être sans cesse dénoncés ou injuriés, se décourageaient et peu à peu laissaient tomber leurs œuvres. Enfin l'ère de persécution qui recommençait dans le monde politique, montrant plutôt un recul qu'un progrès dans le mouvement de conquête, coupait les ailes à l'enthousiasme et engendrait cette sorte de tristesse qui vient du sentiment quelquefois terrible de l'inutilité de tout ce que l'on entreprend.

C'est cependant durant cette période plutôt de désagrégation que nous pourrons constater encore quelques beaux élans et que nous verrons surgir et se précipiter avec une étonnante puissance de vie cet extraordinaire et incomparable mouvement du *Sillon*.

Si l'action proprement dite était un peu ralentie par tant d'entraves qu'on mettait sur sa route, quelque chose que rien n'arrêtait, c'était l'expansion des idées ; les foyers où elles s'a-

auxiliaire ardent. Son directeur y prit une part personnelle très grande. Ayant été élevé à l'épiscopat après le congrès de Bourges, on l'appela l'Evêque du Congrès. Je pus à bon droit écrire dans la *Voix du siècle* qu'il venait grossir « le nombre des Evêques sur lesquels comptent le clergé et la France catholique pour refaire de la religion une force et lui rendre tout son prestige aux yeux de la société ». Je pouvais ajouter : « Il est aussi de ceux sur qui on compte pour maintenir les traditions d'aménité, de bon goût, de distinction et de délicatesse qui ont de tout temps caractérisé l'Episcopat français ».

Déjà un an auparavant il avait dû se décharger du fardeau de la revue. Il avait heureusement à côté de lui au lycée Michelet, comme deuxième aumônier, un homme entre les mains de qui cette publication dont le clergé ne pouvait plus maintenant se passer, ne devait pas péricliter. C'était l'abbé Bricout. Suivant les traces de son prédécesseur, entrant d'un pas aussi avisé qu'audacieux dans les voies ouvertes par lui, agrandissant encore le domaine des questions soulevées, sans connaître le moins du monde et sans vouloir subir le joug de l'esprit systématique ni pour aller de l'avant ni pour rester dans le *statu quo*, il a complété l'œuvre, augmenté la puissance de la revue et réussi à réaliser les vues de son fondateur en en faisant, par la variété des opinions et la fermeté de la direction, un guide aussi intéressant et attrayant que sûr.

Les *Annales de Philosophie chrétienne* sont la vieille revue de M. Bonnetty, un peu déchue sous l'avant-dernière direction, prestigieusement relevée par son directeur actuel, M. l'abbé Denis.

« Grâce à lui, a écrit un jeune devant qui l'avenir s'ouvre, M. Georges Grappe, la vieille revue de 1830, décrépite et fripée par les ans, s'atiffa à nouveau et reprit de sa beauté. D'heureux collaborateurs s'agrégèrent à l'œuvre de l'abbé Denis, et lui-même, bientôt, put être rangé, avec les Blondel et les Laberthonnière, au nombre des nouveaux apologistes de ce temps (1) ». Très combatif, il est, en effet, de ceux qui ont rompu le plus de lances contre les réfractaires, surtout les réfractaires intellectuels. Le vieil armement lui paraît un peu lourd pour les batailles actuelles, et il ne se fait pas faute de le dire. En sa qualité de philosophe, il va au fond des choses, à la racine et à l'origine première des situations, et c'est cette lumière impitoyable, devant laquelle s'évanouissent les vagues responsabilités et les phénomènes apparents, qui irritent les partisans de l'imprécision et les amis de l'ombre.

C'est, d'ailleurs, plutôt sous l'aspect d'un lutteur que d'un penseur que se présente tout d'abord l'abbé Denis. « Si vous le voyez chez lui, dit encore M. Grappe, dans son appartement assez isolé, dans un quartier de tranquillité et de labeur, vous le trouverez un peu différent de

(1) La *Voix du siècle*, 22 août 1901.

ses belles études, — beaucoup plus avec l'allure d'un polémiste que d'un philosophe, puissant d'apparence, avec un bon sourire où passe comme le souvenir ironique de bien des tristesses dans le combat et de nombreuses désillusions survenues au cours de son étape en la vie... Il est tout à la fois un savant détaché des passions qui courent la vie civique à cette heure, et un lutteur assez au-dessus de la logique de ses études pour ne pas oublier le devoir de l'heure présente ».

Même l'épreuve subite d'une maladie terrible ne l'a pas détourné de ce devoir que personne ne soutient avec plus de sérénité et de vaillance.

Parmi les foyers où s'alimentait l'activité intellectuelle catholique un des principaux à indiquer est incontestablement la « Réunion des revues catholiques d'économie sociale ».

Fondée en 1896 par la plus ancienne de ces revues, l'*Association catholique*, en vue de mettre de l'unité dans les indications sociales données par les périodiques qui forment l'opinion, elle avait peu à peu élargi son cadre d'action et était devenue une sorte de Conseil d'Etat chargé de rendre immédiatement pratiques les idées sociales chrétiennes et de les transmettre sous forme de projets de loi tout préparés aux députés catholiques du Parlement. Plus récemment, au commencement de 1904 la « Réunion des revues » s'est transformée en « Union d'études » titre qui convient mieux au caractère qu'elle a pris et à la situation de la plupart des membres qui la

composent. L'Union a publié une sorte de programme confidentiel où sont indiqués comme devant principalement faire la base de ses études les points suivants : 1° faire progresser la législation protectrice des travailleurs ; 2° faire proclamer le principe de l'obligation de l'assurance contre l'invalidité résultant des accidents, de la maladie ou de la vieillesse, ainsi que contre le chômage involontaire, faire établir les institutions susceptibles de réaliser ce principe ; 3° introduire dans le Code les modifications nécessaires pour la constitution des petits domaines ruraux en biens de famille insaisissables ; 4° combattre par des mesures fiscales et pénales appropriées les manœuvres de la spéculation et de l'accaparement ; 5° enfin et surtout accroître le rôle et l'action des associations professionnelles, ainsi que réaliser l'organisation légale des professions, seuls moyens de donner une base solide et une portée efficace à toutes les réformes sociales.

M. Henri Savatier, qui a succédé à M. de Ségur-Lamoignon dans la direction de l'*Association catholique*, MM. Duthoit, Boissard, Emmanuel Rivière, Pinon, Chabry, Etienne Isabelle, Fidao, de Clerq, l'abbé Lemire, l'abbé Boyreau, le Père Hamon, sont les pourvoyeurs ordinaires des discussions, qu'échauffe de sa lumineuse éloquence et que maintient toujours dans l'ordre et les limites de la question son président, M. Henri Lorin.

Ancien élève de l'école polytechnique, membre du Comité directeur de l'Œuvre des Cercles,

grand seigneur, il traite royalement chez lui la démocratie. On lui disait un jour : « Si on appliquait vos principes, cela ferait tout de suite une brèche dans votre fortune ». Eh bien, dit-il, tant pis pour la brèche ! Il n'est pas de ceux qui reculent devant les conséquences de leur opinion, ni qui fabriquent des fardeaux, comme autrefois les pharisiens, pour les mettre sur les épaules des autres. De bonne heure le désordre social l'a frappé. Comme Morès, comme autrefois les la Rochefoucault, les Noailles, il s'est mis résolument du côté de ceux qui en souffrent le plus et s'est appliqué à rechercher les moyens d'améliorer leur situation. Passionné pour l'étude, il a passé en revue tous les systèmes, tout fouillé, tout retourné et n'a trouvé d'harmonie sociale, de données sérieuses pour établir la base de la justice que dans le christianisme. Il a salué l'expression adéquate des *postulata* de sa pensée dans les encycliques de Léon XIII, dont il s'est fait un des interprètes les plus ardents et les plus convaincus. Inversement il s'est fait auprès de Lui, en concomitance et en intime liaison d'amitié avec M. Harmel, le répondant dévoué et autorisé de la démocratie chrétienne. Mieux que l' « Union d'études » même, sa maison est le laboratoire de la pensée démocratique. Perpétuellement on y échange des idées. Quand le thème social est épuisé, on en prend un autre : c'est la politique, la littérature, la théologie, l'exégèse. Par son activité intellectuelle, le maître de la maison rappelle Girardin, qui ne se levait pas plus matin

que lui en se levant tous les jours à cinq heures. Mais il a la figure aussi épanouie, aussi souriante, et le verbe aussi cordial que l'autre était froid, réservé et sec. Il rendrait la démocratie aimable si elle n'était si séduisante par elle-même.

Un autre laboratoire d'idées non spécial à la démocratie chrétienne mais où elle est brillamment représentée par l'abbé Naudet, Max Turmann et Charles-Brun, est le Collège libre des sciences sociales, à la fondation duquel a travaillé avec beaucoup d'activité en 1898 un vaillant démocrate, M. Bergeron. De là sont sortis quelques-uns des livres de l'abbé Naudet, entr'autres *la Démocratie et les démocrates chrétiens*, et celui de M. Turmann, le *Développement du catholicisme social*. Ces ouvrages sont de 1900. Quelques mois auparavant, l'abbé Gayraud avait publié son étude sur les *Démocrates chrétiens*, avec ce sous titre : doctrine et programme. A ce même moment, la revue la *Démocratie chrétienne*, dans quelques pages magistrales de l'abbé Six, essayait de ranger sous quelques idées générales l'ensemble des revendications des démocrates chrétiens.

Comme ces revendications ressortent de tout ce qui a été exposé jusqu'ici, il n'y a pas à entrer dans des détails. Il vaut mieux signaler au même moment la publication d'un nouvel ouvrage de cet indépendant qu'est le P. Maumus. Dès le début de l'évolution politique et sociale des catholiques, il avait, par quelques coups bien

frappés, mortellement atteint quelques-uns des sophismes par lesquels on essayait d'arrêter le mouvement. En 1893, il avait mis en lumière les principes théologiques qui régissent la matière du ralliement, c'est-à-dire, la participation des catholiques à un gouvernement d'opinion. En 1900, il traita de l'*Église* et de la *Democratie*. Reprenant une à une les plus glorieuses pages de notre histoire chrétienne, il montrait que, loin de répugner à la démocratie, l'Eglise, quand son action n'avait pas été faussée par les influences politiques, il lui avait toujours été favorable. Il le prouvait d'une manière péremptoire et dans ce style alerte, ferme, absolument maître de lui-même, qui est la caractéristique du P. Maumus.

Remontant encore plus haut et jusqu'au berceau même de l'Église, un des jeunes écrivains les plus distingués de la démocratie chrétienne, M. l'abbé Charles Calippe, publiait l'ouvrage le mieux pensé, le plus opportun et le plus original sur *Saint-Paul* et la *Cité chrétienne*. Il examinait à la lumière des enseignements du grand Apôtre, ce que devaient être le chrétien, la famille, la société professionnelle, l'Etat, le grand devoir de solidarité, l'autorité, le progrès, etc. C'était prendre sur le vif le christianisme même, et aider singulièrement à en remettre en honneur les principes, que de faire paraître dans toute la réalité de sa physionomie et de son apostolat celui que l'abbé Calippe appelle si bien « le type même du rénovateur, du conquérant, du bâtisseur de cités. »

Dans la presse, pendant que les idées démocratiques s'affirmaient vaillamment dans quelques organes de province qui avaient déjà des années de service, comme la *Chronique Picarde*, la *Croix du Pas-de-Calais*, la *Croix du Nord*, la *Croix* de Reims, de Rouen, de Lyon, de l'Isère, de l'Aveyron, de Provence, ou d'autres plus récents, comme le *Petit Saônois*, l'*Etoile du Midi*, etc., on pouvait se réjouir de nouvelles créations.

Une des plus merveilleuses, qui vint compenser la disparition de la *France Libre*, tuée au commencement de 1899 par la guerre implacable qui lui était faite et aussi un peu, dit-on, par la mauvaise administration, ce fut la création de l'*Ouest-Eclair*. Avec un zèle qui ne s'est laissé arrêter ni lasser par rien, nos amis de Bretagne, Desgrées du Loû, Trochu, Bodin, Cadic, et quelques autres parvinrent à établir ce quotidien qui, grossi bientôt de l'adjonction de l'*Etoile de la Mer* généreusement abandonnée par son éminent directeur M. de Trémaudan, est devenu un organe si puissant, qui porte les idées catholiques, démocratiques et républicaines dans une dizaine de départements. L'*Ouest-Eclair*, le *Journal de Roubaix* : voilà notre double joyau ! Si nous avions dix journaux comme ceux-là nous serions les maîtres dans le pays. Qu'on mesure, dans le camp opposé, la seule influence d'un journal, la *Dépêche* de Toulouse, qui domine trente départements, qui dans ces trente départements fait les élections, et l'on se demandera s'il n'y a pas quelque chose de prodigieusement sot de la part

des catholiques à ne pas vouloir porter de ce côté leur attention et leur sollicitude. Mais que voulez-vous ? même les sacrifices qu'ils font dans ce sens sont des sacrifices perdus. Quand ils fondent un journal la plupart du temps, ils ne savent pas dire ce qu'ils sont. Dans tel pays il y a une usine de dix-huit cents ouvriers, mais il y a aussi un colonel retraité et un peu plus loin une douairière : comment se permettre de froisser celle-ci et celui-là ? Il n'y a qu'à n'avoir d'opinion nette sur aucune question : ni républicain ni démocrate ! catholique tout court ! C'est assez large pour que tout le monde entre ! Qu'on fasse venir le colonel et la douairière ! C'est lumineux, à tel point qu'on a créé une feuille de ce genre, une espèce de *Nouvelliste*, succédané de celui de Lyon, pour combattre l'*Ouest-Eclair* dont les opinions avancées font des ravages ! Effectivement. Seulement on ne dit pas que c'est dans le camp des francs-maçons...

Qu'il me soit permis de saluer après ce journal de marque une petite feuille qui a hardiment poussé sa pointe parmi les jeunes, et de tracer ici un nom qui s'est toujours dérobé sous des pseudonymes, celui de l'abbé Roblot, son fondateur, dont les pures doctrines et le singulier talent avec lequel il les expose font tant honneur à la démocratie !

Il appela son petit journal l'*Espérance*, titre qui s'est tour à tour appliqué à un journal, une revue, un cercle d'études, un institut populaire et qui,

sous toutes ses acceptions, représente une idée bien déterminée : l'espérance de voir s'épanouir dans de jeunes cœurs les convictions chrétiennes et de voir se coordonner dans une action sociale efficace des forces qui ont conscience de leur dignité et de leur valeur. Quel âge avait l'abbé Roblot quand il lança en 1896 ses tout premiers numéros, qui devaient attendre jusqu'en 1899 une suite ? Vingt-trois, vingt-quatre ans ? Il voulait alors ce qu'il veut encore, ce à quoi il s'est attaché, à quoi il a pour ainsi dire identifié sa vie, qu'il a poursuivi avec une tenacité et une persévérance qu'aucune épreuve n'a pu briser. Venu de Normandie où il avait pu mûrir ses idées dans le commerce de ses amis Niobey, Le Coutour, il avait compris la vie chrétienne comme une action sur soi d'abord, sur les autres ensuite ; comme une assimilation lente de ce que cette vie renferme de vrai, de pur, de fort, à l'esprit, à la volonté ; comme une pénétration de tout l'homme, qui devait multiplier ses puissances et le jeter plein de dévouement au service de la société. Ce n'était donc pas une petite série d'exercices pieux, y compris la confession et la communion bi-mensuelles ou hebdomadaires faites mécaniquement ; ce n'était pas cette vie chrétienne dont on emporte le superficiel et faux modèle de la plupart des maisons d'éducation : c'était quelque chose de viril, transformant tous les actes, transfigurant, purifiant, embellissant toutes les parties de l'existence, relevant de la volonté, de l'amour et du caractère, et non point d'une consigne. C'est avec ces idées que,

se trouvant à Paris, il fut naturellement porté à les vouloir personnifier dans un groupe, dans quelques natures qui s'ouvriraient à ce christianisme vierge, non frelaté par les interprétations et les pratiques pharisaïques de la société polie et de la civilisation. Mais il faudrait sa plume pour parler de ces choses. Pour les rendre plus palpables et plus vivantes, pour les montrer pour ainsi dire en action et donner un tableau réel de ce que serait la vie chrétienne ainsi comprise, quelle direction et quelle portée cela donnerait à la vie tout court, il mit la plume aux mains d'un jeune homme fictif qui s'initierait peu à peu à cette conception et en traduirait les effets dans les déterminations de sa volonté et dans le programme de son existence. Ce sont les confidences et le journal de ce jeune homme imaginaire qu'il a publiés sous le titre de *Lettres d'un militant*, une des productions qui occupent une des places les plus honorables dans l'actif de la démocratie chrétienne. Il y a dans cette explosion de sincérité une poésie, une originalité d'élocution, une fraîcheur de sentiments qui rendent ce livre vivant comme le cœur et qui l'empêcheront de vieillir.

Il mit ce modèle entre les mains du groupe de l'*Espérance*, et il a eu la satisfaction, malgré toutes sortes de contrariétés et de déboires, de voir grossir peu à peu son noyau primitif, de voir une élite se former, de la voir déborder par son influence des limites où est renfermée sa vie, et créer un puissant instrument d'apostolat dans cet Institut populaire du IVe, sous l'intelligente

et énergique impulsion du président, un de ses premiers disciples, Georges Galmant.

Parmi les militants qui, dès la première heure, avaient fait écho au toast du cardinal Lavigerie, il y avait l'auteur de l'*Action catholique* en France qui, entrant dans la pensée même du Saint-Siège, s'appliquait avec tenacité à procurer à la France les moyens de se reprendre, de se relever, en vue de son action générale dans l'Eglise. C'était M. Cortis. Au milieu de l'écroulement universel, M. Cortis voit un point solide dans le monde, la Papauté. Il la voit comme une île providentielle où aborderont après avoir erré sur tous les rivages et partiellement échoué sur tous les écueils, les esprits lassés, les cœurs meurtris et les philanthropes désenchantés. Il la voit comme le refuge des nations, comme le salut des peuples quand tout ce qui fut le passé sera suffisamment usé, et que seront évanouies dans des désillusions amères les promesses de tous les faux sauveurs.

Ce qui lui paraît donc utile avant tout et souverainement opportun, c'est de mettre en présence ces deux agents de la société qui s'élabore, ces deux facteurs du bonheur futur de l'humanité ; c'est de les faire connaître l'un à l'autre, de faire tomber toutes les barrières qui les séparent, de dissiper les nuages qui nuisent à leur mutuelle et entière sympathie. De là est née la revue la *Papauté et les Peuples*, qu'il a commencé de publier en 1899, revue internationale écrite en français parce que le français est la langue la

plus claire et que, d'autre part, les Français sont parmi les peuples celui qui peut le mieux comprendre et le mieux aider la Papauté dans son rôle d'arbitre, de législatrice et de directrice des nations.

Si on pouvait entrer dans des détails intimes, on dirait que ce lutteur a du mérite à ne pas laisser tomber le courage dans son cœur. Mais ni les déceptions, ni les souffrances, ni les deuils, ni les abandons ne lassent les véritables soldats de Dieu ; et ce n'est pas pour lui mais pour ses amis, pour l'enseignement du public que j'ai voulu ici faire connaître dans son œuvre un de ceux à qui ce titre de soldat convient le mieux.

Plus modestes en leur allure mais non moins ambitieux de faire du bien, les *Bulletins paroissiaux* qui existaient à peine à l'époque du congrès ecclésiastique de Reims ont pris tout d'un coup un superbe développement.

« Voici une actualité.

« Le vent, en effet est aux Bulletins paroissiaux.

« De toutes part surgissent les *Echos*, les *Voix*, les *Lys*, les *Paroisses*, etc.

« Humbles feuilles qui au rebours des lois communes de la végétation, poussent surtout en automne et atteignent en hiver leur plein et vigoureux développement !

« La faveur populaire les a encouragées ; en beaucoup d'endroits l'autorité diocésaine les a hautement recommandées, en tous elle les a bénies.

« Et voici que suprême consécration de leur « succès, elles ont eu, il y a quelques jours, leur Congrès !

« Et à Paris s'il vous plaît !

« Il n'y a pas à dire, la *Revue du Clergé Français*, toujours à l'affût de ce qui peut aider le ministère pastoral, doit à ses lecteurs et se doit à elle-même de parler des bulletins paroissiaux, histoire intéressante et fidèle de ses paroisses. Vos enfants la liront après vous et sauront mieux ce que vous avez fait pour eux. »

Qui s'exprime ainsi ? C'est l'abbé Delahaye, sous son pseudonyme de Jean des Tourelles. Il nous dit ce qu'est le bulletin paroissial : une causerie écrite du curé avec ses paroissiens ; la parole ne va pas partout, l'imprimerie va plus loin. Dans le bulletin l'abbé Delahaye voudrait la matière suivante : causerie apologétique, revue du mois, actes paroissiaux, faits locaux, recettes utiles, histoire du passé et, mêlés à tout cela, des avis, des pensées, des questions ; tout très court et destiné à piquer la curiosité en reposant d'un article plus étendu.

Un prêtre éminemment zélé et adroit, l'abbé Brellaz, entreprit de faire des bulletins une véritable institution en les groupant, les organisant, de façon à leur faire rendre le maximum de services avec le minimum de dépenses. Il divisa la France en sections, à la tête de chacune il mit un zélateur, adopta une imprimerie commune, où certaines parties générales du Bulletin sont imprimées, quitte à chacun à faire imprimer à part ce qui lui est particulier. Le succès a couronné

son entreprise et est venu récompenser le labeur de cet apôtre à l'âme aussi délicate que forte, qui laisse toujours aux autres le côté brillant des œuvres, se réservant ce qui est modeste et humble et qui ne se fait que sous l'œil de Dieu.

Un bulletin paroissial d'une espèce particulière était la *Paix sociale* de l'abbé Bordron. Il avait été nommé curé d'une importante paroisse ouvrière du nom de Persan dans le diocèse de Versailles. L'Evêque s'était dit : « Je trouverai bien quelque abbé démocrate pour envoyer un curé dans ce mauvais pays ». Il avait envoyé l'abbé Bordron qui avait fait ses preuves et comme démocrate et comme curé. Dès son arrivée il prit le taureau par les cornes. Il alla trouver les ouvriers des usines et des manufactures, il se présenta à eux comme un ami, et comme preuve il leur déclara qu'il allait immédiatement s'occuper de leur procurer la nourriture et le logement à bon marché. Avant un an, coopératives et sociétés de logements ouvriers étaient fondés, et le curé était populaire. Toujours au milieu d'eux, il ne se contentait pas de leur inculquer ses idées par la conversation et de nombreuses conférences, il créa une petite feuille intitulée la *Paix sociale* où les doctrines sociales chrétiennes étaient exposées tambour-battant, c'est bien le mot, et les doctrines adverses combattues de même. Il y avait là une ardeur, une verve, une sorte d'entrain endiablé.
Jeune encore, l'abbé Bordron a déjà fourni une belle carrière. Tour à tour ou simultanément

professeur, journaliste, vicaire, curé, conférencier, homme d'œuvres, il a toujours été au-devant du travail, et la matière a plutôt manqué à son avidité. Il n'attend pas que les besognes cadrent avec ses goûts ou ses aptitudes ; c'est son zèle qui s'efforce de cadrer avec toutes les besognes. A Lens, il rédige un journal et se rend populaire parmi les mineurs ; à Paris, il enseigne les enfants de l'aristocratie parisienne, et il se rend sympathique aux enfants et aux parents. Plus loin, le voilà à la campagne, et les paysans ne jurent que par leur curé. Le voici président du Comité central des cercles d'études, président ou orateur de réunions publiques ; il s'exerce et se plie aux nécessités de toutes les situations, et partout fait bien ce qu'il fait. Partout à l'aise parce que partout il s'oublie pour penser aux autres et à l'œuvre de Dieu, il justifie cette parole de quelqu'un qui le connaissait bien : « L'abbé Bordron est de ces hommes qui font aimer le prêtre, et de ces prêtres qui font aimer l'Eglise ».

Il nous ramènera au monde de l'action. Une belle ardeur était déployée par quelques-uns de nos amis autour de quelques œuvres particulières, comme les *Jardins ouvriers*, auxquels la persévérance de l'abbé Lemire, du docteur Lancry, de M. Louis Rivière et de quelques autres, devait arriver à donner de si grandes proportions ; la lutte contre l'alcoolisme à laquelle le docteur Lancry prenait aussi une si belle part et qui permit à l'abbé Ract d'augmen-

ter d'un nouveau volume ses titres à la reconnaissance des militants catholiques. Avec la justesse d'observation, la clarté d'exposition et le tour de style original qui le caractérise, il codifia tout ce qui se rapporte à cette matière, hélas ! trop actuelle, et sous le titre *Alcoolisme et décadence* (1) fournit un enseignement permanent, en même temps qu'une documentation précieuse à tous ceux qui veulent aider à la solution de cette question. Toujours sur la brèche malgré les obligations d'un ministère paroissial absorbant, il devait aussi signaler un autre péril non moins grave, une cause non moins actuelle et criante de notre dégénérescence, dans son volume : *Natalité*. (2)

A Plaisance, chez M. Soulange-Bodin et chez M. Boyreau, où se tint, en septembre 1899, le congrès des bulletins paroissiaux, se tenaient depuis deux ou trois ans, aux vacances, des congrès d'œuvres où se faisait une besogne bien encourageante et bien utile. C'est là aussi qu'avaient lieu la plupart des manifestations de la démocratie chrétienne. Elles n'étaient pas hélas ! à ce moment là bien nombreuses, bien que Léon XIII, dans une allocution aux pèlerins que M. Harmel avait recommencé à conduire à Rome, eût consacré officiellement, le 9 octobre 1898, la démocratie chrétienne et quant au mot et quant à la chose :

Puisque vous venez de faire allusion à la démocratie, voici ce qu'à ce sujet nous devons vous inculquer.

(1) Chez Poussielgue. — (2) *Item*.

Si la démocratie s'inspire des enseignements de la raison éclairée par la foi; si, se tenant en garde contre de fallacieuses et subversives théories, elle accepte avec une religieuse résignation et comme un fait accessoire la diversité des classes et des conditions; si, dans la recherche des solutions possibles aux multiples problèmes sociaux qui surgissent journellement, elle ne perd un instant de vue les règles de cette charité surhumaine que Jésus-Christ a déclaré être la note caractéristique des siens; si, en un mot, la démocratie veut être chrétienne, elle donnera à votre patrie un avenir de paix, de prospérité et de bonheur ».

Quelques congrès régionaux se tinrent, comme ceux de Blois et de Tours, qui furent assez mouvementés. Mais il n'y avait plus l'élan des premiers jours. On avait vu encore un bel enthousiasme au congrès des Œuvres rurales organisé à Tarbes par l'abbé Fontan, Louis Milcent, Louis Durand. Le congrès national démocratique tenu à Plaisance en juin 1900 ne fut que l'ombre des précédents. A quoi cela tenait-il? Un peu à la malice des temps, un peu aussi et même beaucoup au défaut d'organisation. Le Sécrétariat créé au congrès de Lyon fonctionnait très irrégulièrement. Quand on n'entretient pas le zèle, quand on ne relance pas les initiatives, elles finissent par se dissiper. A l'heure actuelle, toutes les œuvres démocratiques éparses un peu partout attendent encore cet organe central qui est indispensable, qui devrait être double à mon avis, dirigeant la démocratie chrétienne, d'une part comme école et source d'œuvres, d'autre part comme parti. Il y a les œuvres à développer

indépendamment de la politique, les idées à faire pénétrer ; il y a, en outre, le parti républicain démocrate à organiser. C'est la conclusion même de ce livre. Mais n'anticipons pas, et levons les yeux sur un rejeton de l'arbre démocratique tellement vigoureux pendant que quelques autres s'étiolent, qu'il peut presque consoler de toutes les pertes et faire concevoir toutes les espérances.

Nous avons vu comment était né le *Sillon*. Quelques jeunes gens au collège Stanislas, puis à l'Ecole polytechnique font du prosélytisme autour d'eux, puis sortent, abordant des ouvriers autant pour s'instruire que pour instruire. Parmi eux MM. Etienne Isabelle, Paul Renaudin, Jean Lionnet, Albert Lamy, Augustin Léger, Louis Gillet, et surtout Marc Sangnier-Lachaud.

Sorti de l'Ecole polytechnique il passe un an au régiment comme sous-lieutenant. « Il rapporte de là, dit Carle Rœderer, une rondeur toute militaire, le mépris des formules banales, un esprit d'ordre et de discipline qui lui sera fort utile. Sa volonté très ferme s'est encore développée là ; elle est invincible maintenant. Il est avec les hommes comme avec les idées : C'est cela ou ce n'est pas cela ! »

Or, il a une idée bien arrêtée, c'est de continuer l'apostolat de la *Crypte*, d'être, dans ce siècle de démocratie, un éducateur de la démocratie.

Tout jeune, presque un enfant, il a compris que le peuple ne pourra jamais se gouverner s'il n'a reçu une éducation préalable, s'il n'a pas acquis dans son esprit les notions et la souplesse

suffisante, dans son cœur la noblesse de sentiments, l'amour d'un idéal, dans son caractère l'indépendance, la fermeté, la fidélité à une ligne de conduite et à des principes. La souveraineté du peuple sans ces conditions est le chemin de la tyrannie. Il faut donc aller à lui pour lui dire sa valeur, pour lui dire ses droits, mais pour lui révéler aussi l'obligation de richesses morales à acquérir, pour lui ouvrir les voies où il se transformera, où il grandira. Ces voies, par une métaphore bien appropriée, peuvent s'appeler le *Sillon*, dans lequel Marc Sangnier jettera à pleines mains le grain qui germera en pensées fortes, en résolutions éclairées autant qu'ardentes.

Il est facile de saisir dans ce simple aperçu l'originalité de la conception et les développements qu'elle est susceptible de prendre. L'éducation populaire se fait par ci par là, par petits groupes, et le contact se produit d'abord un peu au hasard des rencontres. On crée peu à peu des Salles de travail où, autour des mêmes journaux, des mêmes livres, des mêmes revues, s'établissent des discussions et s'élabore une pensée où chacun a mis quelque chose de soi. Lectures publiques, promenades artistiques sont aussi des occasions de travail commun, de perfectionnement intellectuel et moral. Bientôt l'action se précise et se resserre dans le Cercle d'études organisé, pour rayonner ensuite dans l'Institut populaire. L'apôtre, le peuple, formé au cercle d'études, trouve un champ ouvert dans l'Institut où la foule, peuple comme lui, vient écouter sa parole. Si l'Institut populaire, en même

temps qu'il est un centre d'éducation plus large, devient un centre d'activité sociale, s'il donne naissance à coopératives, syndicats de mutualistes, etc. ; si enfin ces groupements intellectuels et économiques s'unissent entre eux d'une ville à l'autre au moyen d'une Fédération qui pose ses pieds sur tout le pays, on ne se trouve plus en présence d'une force inconsciente, d'un peuple exposé instantanément à dominer ou à servir selon le jeu de bascule de ses instincts, mais d'un peuple éclairé, moral, fort, capable d'enchaîner ses idées et de mettre de la suite dans sa volonté.

Dites à Marc Sangnier qu'il se leurre. Il vous répondra qu'après lui un autre prendra la tâche où il l'aura quittée, que toute sa préoccupation est de ne pas laisser disperser ses efforts, de ne pas laisser égarer son œuvre, de préserver de toute altération les cellules vivantes qu'il crée avec un amour de père, et que de savoir si l'organisme où entreront ces cellules est avancé ou grandit lentement, ce n'est pas son affaire. Mais il est trop dans le vrai et il déploie à l'accomplissement de sa tâche de trop belles et trop grandes qualités pour que ceux qui l'observent du dehors ne constatent pas qu'il a marché à pas de géant et que l'action lente qu'il exerce sur quelques groupes agit à distance sur des masses indifférentes ou hostiles, qui se laissent gagner par sa générosité, son éloquence, sa franchise, et auxquelles il rend sa cause de plus en plus sympathique.

VI

Comme Marc Sangnier, j'avais aussi mon rêve. C'était de réunir un second congrès ecclésiastique. L'abbé Lemire y tenait autant que moi. Bien que, au moment où j'étais en vive polémique avec le chanoine Delassus, je l'eusse quitté pour lui éviter de recevoir des traits à ma place, renonçant ainsi à l'agrément et aux avantages de la vie commune, je le voyais encore très souvent. Je savais qu'il avait fait, en vue d'un second congrès, deux ou trois tentatives inutiles.

Un matin je fus frappé d'une idée. C'était au commencement d'octobre 1899.

A la suite de la Lettre de Léon XIII à Mgr Servonnet pour couvrir les abbés démocrates et se plaindre des iniques procédés de la presse réfractaire, l'Archevêque de Bourges avait été en butte, cela va sans dire, aux perfidies de cette presse. Dans la *Vie catholique*, j'avais vivement pris la défense de la dignité et des droits de l'Episcopat. Entre l'Archevêque de Bourges et moi un échange de lettres s'en était suivi. Peu après, à la date du 8 septembre de cette même année, à cause de toutes les disputes qu'il y avait eu sur le rôle du clergé, sur les vertus qu'il doit prêcher, sur la conduite qu'il doit tenir, le Souverain-Pontife avait adressé au Clergé de France une admirable Lettre où il délimitait la sphère d'action, où il traçait les devoirs de chacun et indiquait l'atti-

tude qu'il fallait garder. Je me dis, après avoir étudié dans tous les sens le document pontifical : « Voici quelque chose de providentiel ! Si on faisait un congrès de prêtres pour étudier en commun cette Lettre et en chercher les moyens d'application dans les œuvres ! » Mais où ce congrès ? Mon Dieu, un congrès qui aurait pour but d'étudier les enseignements du Pape pourrait se tenir chez Mgr Servonnet.

Sans rien dire à personne, je prends le train, j'arrive à Bourges. Je me trouve devant le vénérable Archevêque, dont la physionomie encadrée de cheveux blancs est si caractéristique. J'avais préparé dans le train mon petit discours. Les difficultés matérielles, je m'en chargeais ; les difficultés avec le gouvernement, ce serait l'affaire de l'abbé Lemire ; il fallait que l'Archevêque se chargeât, non des difficultés, mais des préliminaires avec Rome. Je lui parlai une demi-heure, rappelant les belles journées de Reims, observant que le petit séminaire Saint-Célestin, où j'étais allé le trouver, était une merveille d'établissement pour tenir un congrès, avec son admirable chapelle, ses grandes cours, ses jardins, ses vastes salles. Pendant que je galopais ainsi, sa pensée faisait du chemin. Quand j'eus fini, il releva le front et me dit : « Eh bien ! j'accepte en principe. Voyez M. Lemire, entendez-vous avec lui, il faudra que vous vous chargiez de toute la préparation, que vous fassiez comme à Reims, que vous employiez les même méthodes pour obtenir, avec le secours de Dieu, les mêmes résultats ».

J'arrive à Paris, j'informe de tout l'abbé Lemire, qui est enchanté, et nous voilà à relancer la Commission d'initiative pour préparer un deuxième congrès.

En suivant l'ordre de la Lettre pontificale, nous adoptâmes pour notre programme trois divisions : les Etudes, les Œuvres, la Méthode.

Dès le mois de décembre, le programme fut promulgué, et le congrès indiqué pour les 10, 11, 12 et 13 septembre 1900. Il y avait neuf mois pour travailler, pour rédiger des notes et des rapports. Il était entendu qu'on emploierait la même méthode qu'à Reims. Aucun rapport ne serait lu, ils seraient tous l'objet d'une analyse sommaire sur laquelle les observations se produiraient. J'aurais voulu réaliser un autre projet : publier à l'avance dans la *Vie catholique* les rapports afin que chacun en ayant pris intégralement connaissance, en ayant même le texte sous les yeux, il fût possible d'en apporter une critique bien étudiée. Mais les rapports n'arrivèrent pas assez tôt et la place, d'ailleurs, m'aurait manqué.

La provision fut aussi abondante que pour le premier congrès. L'abbé Lemire se remit à sa lecture, la plume à la main, vaillamment aidé par l'abbé Looten. M. l'abbé Maupin, économe de Saint-Célestin, s'était chargé de toute l'organisation sur place. Il me restait les journaux, la correspondance, les chemins de fer.

Par journaux j'entends les communications à rédiger et à envoyer. Quant aux polémiques, nous n'en voulions d'aucune façon. La question

n'était plus nouvelle maintenant, toutes les raisons avaient été suffisamment données et les objections suffisamment réfutées. Le débat était clos : tant pis à qui cela déplairait! Il y eut, bien entendu, quelques éclairs qui sillonnèrent la nue, quelques menaces d'orage, bientôt suivies d'une véritable tempête : on put éviter au début d'y faire attention.

Mgr Servonnet avait écrit à tous les Evêques, dont une soixantaine avaient exprimé leur approbation et leur adhésion. Quant au Pape, il avait témoigné le contentement le plus vif et envoyé à l'avance sa bénédiction.

Dans la grande salle du Petit-Séminaire Saint-Célestin, les congressistes arrivèrent le 10 au soir, aussi nombreux qu'à Reims, heureux de se retrouver, se congratulant, saluant les figures nouvelles, jouissant à l'avance de ces trois jours à passer en pleine communauté de sentiments et d'idées, à causer de choses qui plaisent et avec des amis.

Mgr Fulbert-Petit, archevêque de Besançon était venu encourager le congrès de sa présence et se placer aux côtés de Mgr Servonnet.

« Il a été, dit l'abbé Tartelin, avec l'Archevêque de Bourges, l'ange du congrès sacerdotal. Paul et Tite présidaient pour les encourager et les régler quand il le fallait, aux ardeurs de leurs disciples. Paul fut consolé et réjoui par l'arrivée de Tite et toute la ville le fut avec lui. Les congressistes de Bourges ont partagé la joie de Mgr Servonnet. Ils ne sont pas médiocre-

ment heureux et fiers de l'attention avec laquelle Mgr Fulbert-Petit a suivi leurs travaux, ils lui en garderont une inaltérable reconnaissance...

« Elle est belle et suggestive, continue l'abbé Tartelin, cette sainte figure d'évêque.

« L'aspect, un peu froid, dit la volonté. Mgr Petit a le sens et le goût des responsabilités. Partisan et gardien de la règle, de la discipline et de la tradition, il sait les concilier avec l'esprit d'initiative et de progrès ; sans égard pour les timidités, sans souci de sa propre tranquillité, sans s'inquiéter des honneurs subséquents, il va à ce qui est droit, à ce qui est bon, encourageant et suscitant tous les bons désirs, toutes les joyeuses énergies. De majestueuse attitude, il porte, dans le regard et sur les traits, je ne sais quoi de patriotiquement triste. Plus qu'un autre, parce que plus près de la frontière, il se souvient ! Mais s'il est de ceux qui savent souffrir, il n'est point de ceux qui se laissent abattre. En son Belfort, devant le lion vaincu mais indompté et toujours redoutable, il sent s'émouvoir son âme, et, regardant vers l'avenir, il garde, de même que sur le bronze, la même devise : Quandmême ! »

Autour de ces deux prélats, il y avait une belle couronne de têtes sacerdotales. L'abbé Lemire, M. Milon, secrétaire-général des Lazaristes, des fils de sainl Vincent-de-Paul, sous le patronage duquel avait été placé le congrès, M. Jouin, curé de Saint-Augustin, à Paris, M. Dehon, M. Gibier, M. Soulange-Bodin, de vieilles connaissances, M. Olivier, curé-archiprêtre de Sens, le vénérable et toujours intrépide Mgr Tilloy, le

P. Vaudon, l'écrivain si délicat, le prédicateur si apostolique, les vicaires-généraux Martel et Lelong, l'abbé Pastoret, M. Birot, vicaire-général d'Albi, l'abbé Gayraud, Mgr Tiberghien, le P. Fulcran, gardien des Franciscains de Bourges, M. Jacquemot, curé-doyen d'Argenteuil, l'abbé Sifflet, l'abbé Garnier, le chanoine Rousseau, M. Sagary, curé-doyen de Valenciennes, M. Renvoisé, curé-doyen de Marchenoir, l'abbé Courchinoux et le chanoine Lagarrigue, délégués par l'Evêque de Saint-Flour, etc.

Devant la table de gauche, les secrétaires du Congrès, MM. Audier, Boulanger, Delbecque, Gontier, Piétu, Tartelin, et surtout l'abbé Toiton, le futur fondateur de l'*Idéal du Foyer*, dont les notes et la collaboration me furent si précieuses pour la rédaction du *Compte-rendu*.

Mgr Servonnet au milieu de la sympathie et de l'émotion générale se lève :

« Nous ouvrons en ce moment le *Congrès des Œuvres sacerdotales* sous la protection spéciale et en l'honneur du Saint-Esprit, sous le patronage de saint Vincent-de-Paul, le modèle incomparable du clergé, et de sainte Solange, la douce et puissante protectrice du Berry.

« Et c'est par quelques paroles seulement que je viens, en cette première réunion, vous souhaiter la bienvenue, vous rappeler quel est l'objet du Congrès de Bourges, et vous dire dans quel esprit il doit être tenu. »

L'objet, on le connait, c'est l'étude de la Lettre

du Pape au Clergé ; l'esprit sera surnaturel, pontifical, patriotique.

« Notre patriotisme, Léon XIII désire qu'il grandisse encore, qu'il s'affermisse de plus en plus et qu'il s'épure, qu'il soit éclatant afin que personne ne puisse le méconnaître : que tous, au contraire, dans la région du pouvoir, que tous, autour de nous, amis et ennemis, voient clairement, déclarent ouvertement d'après notre action et notre langage traduisant les sentiments intimes de nos âmes, que nous sommes, nous, les membres du clergé, les fils les plus dévoués de la noble patrie historique, sans doute, mais surtout de la patrie actuelle, présente, vivante, sous nos yeux, à la fin de ce siècle, avec les institutions qu'elle s'est données et pour lesquelles l'Eglise, dans sa liturgie, adresse, chante ses prières au Dieu tout puissant : *Domine, salvam fac Rempublicam !* »

Ce sont les mêmes sentiments qu'exprimera dans le discours capital du Congrès, avec son incomparable beauté de langage, M. l'abbé Birot, vicaire général d'Albi. Les circonstances, en effet, demandaient plus que jamais ces affirmations. Le patriotisme républicain des catholiques, leur loyalisme politique semblait depuis quelque temps aller à la dérive. Les ennemis intérieurs du catholicisme, comme ses ennemis extérieurs, semblaient près d'être arrivés à leur fin : rejeter les catholiques hors du pays, refaire entre lui et eux cette séparation, cet abîme qui avait duré si longtemps, qui leur avait tant coûté et que depuis dix ans Léon XIII et ceux

qui secondaient ses vues travaillaient à combler. Le loyalisme des congressistes de Bourges, l'affirmation nouvelle d'obéissance aux directions politiques et sociales du Pape venait se jeter, et devait le faire, au travers de ces manœuvres. Aussi, dès que le congrès fut proche et qu'il commença à prendre toutes ses proportions aux yeux de l'opinion, avait-il été l'objet des plus violentes attaques, qui ne cessèrent ni pendant ni après, et dont la principale consistait à dire que les prêtres republicains de Bourges voulaient faire un clergé national avec M. Waldeck-Rousseau et se séparer des congrégations. Ces circonstances lui donnèrent un caractère qui fit un peu perdre de vue au grand public son objet propre et lui donna, par les passions qui tout d'un coup se soulevèrent, une célébrité que n'avait pas eu le congrès ecclésiastique de Reims.

Des travaux il n'y a donc rien à en dire, sinon qu'ils montrèrent le champ du ministère sacerdotal en plein défrichement dans les régions où la parole du Pape avait réellement pénétré, qu'ils montrèrent qu'autour des apôtres qui se mettaient à l'œuvre sans plus attendre un changement de gouvernement, la vie chrétienne refleurissait, la paroisse se reconstituait, le prêtre redevenait populaire.

Il vaut mieux, puisque la physionomie du Congrès a été un peu altérée par les détracteurs ordinaires de tout ce qui ne se fait pas selon leurs passions, dire ce que réellement il a été, et à quelles profondeurs de la conscience sacerdotale il faut aller en chercher l'explication et le sens.

La première note caractéristique du congrès, c'est qu'il a été provoqué, réuni, dirigé par les hommes qui combattaient chez nous depuis dix ans pour faire prévaloir la parole du Pape et, d'autre part, que tous ceux qui y ont assisté ont accueilli avec une chaleur particulière tout ce qui se rattachait au programme tracé par le Saint-Siège. Quand Mgr l'Évêque d'Angers, qui était venu rejoindre ses collègues de Bourges et de Besançon constatait dans la séance du mercredi soir, que tant de prêtres venus de tant de diocèses différents et inconnus les uns aux autres la veille semblaient unis par les liens de la plus admirable fraternité, il aurait pu aller au fond de ce sentiment qui rapprochait ces hommes les uns des autres: il aurait vu que ce n'était pas seulement le sentiment de solidarité sacerdotale, des responsabilités communes devant les grands périls et les grands besoins de l'heure présente, mais le sentiment de l'adhésion générale aux indications données par l'Autorité suprême, et une sorte de communion à l'idée pontificale. Le vrai lien dans les circonstances était-là : c'est lui, c'est ce lien mystérieux qui, sous forme de discours, de conversations, de discussions, d'articles de journal, avait fait le tour des diocèses, s'était insinué dans les groupes, avait enlacé les cœurs et y avait mis cette souplesse, cette ingénuité, ce dévouement, qui se sont traduits à Bourges en manifestations chaleureuses et cordiales, parfois peut-être un peu naïves. C'est le travail invisible opéré au sein du clergé par la parole venue de Rome qui a donné au Congrès de Bourges son

caractère, comme ses proportions inattendues. Les organisateurs du Congrèsabsorbés par des soins divers, n'avaient pas mis en œuvre tout ce qu'aurait exigé, pour avoir un plein succès, une pareille entreprise. La force de l'idée, cachée dans les encycliques émancipatrices, l'a fait jaillir au-delà de toute prévision et de toute attente : c'est pourquoi les congressistes, avant même de s'être rencontrés et d'avoir échangé deux paroles, étaient d'accord.

La seconde note caractéristique de ce Congrès, c'est que ses membres, détachés d'eux-mêmes et de l'esprit propre par les sentiments d'obéissance et de soumission, ont respiré tout le temps dans une atmosphère surnaturelle et n'ont visiblement parlé qu'avec la préoccupation de faire prévaloir les intérêts de Dieu. Or, comme les intérêts de Dieu se confondent avec ceux du prochain, il n'y a pas d'élan comparable à celui déployé par le Congrès de Bourges pour se porter au-devant de tous les besoins du peuple. Il est triste de constater que quelques-uns en ont pris occasion pour rééditer un reproche grossier qu'on ne devrait pas trouver sous des plumes, je ne dis pas catholiques, mais intelligentes. C'est le reproche de matérialisme, de rationalisme et de naturalisme, comme si, de tout temps, depuis le bon Samaritain jusqu'aux Petites-Sœurs des Pauvres, les hommes les plus détachés, les plus près de Dieu et les plus surnaturels n'avaient pas été aussi ceux que les souffrances et les besoins matériels du peuple ont le plus occupés et préoccupés ! Il n'y a pas deux

préceptes dans la loi, ou plutôt s'il y en a deux, le second ressemble au premier : aimer Dieu, c'est aimer le prochain, et réciproquement; et ce qu'on fait au plus petit des enfants des hommes, c'est à Dieu qu'on le fait. En dehors de ces deux amours, il y en a un troisième, qui est opposé à l'un et à l'autre, c'est l'amour de soi. C'est celui qui triomphe depuis longtemps dans notre société sous l'influence des idées païennes, c'est celui qui se cache subtilement sous les apparences quelquefois les plus dévotes et les plus surnaturelles, et fournit un appui plus ou moins conscient et voulu à la plus antichrétienne exploitation du faible et du pauvre. Dans toute organisation sociale où les droits du pauvre et du faible ne sont pas respectés, où le travail n'est pas honoré, où le pouvoir de l'argent domine, il y a ce désordre radical qui consiste en ce que l'homme a pris la place de Dieu et que le prêtre a abdiqué son rôle, son caractère, ses véritables fonctions et sa dignité.

Le Congrès de Bourges a été un cri de protestation contre cet état de choses, cri éloquent, parti d'âmes de jeunes, de cœurs hardis, qui sentent qu'ils ont quelque chose à communiquer au monde. D'un coup d'épaule dédaigneux ils ont secoué tous les mouvements, toutes les marques de servitude dont amis et ennemis prétendraient les charger. A ces oripeaux, à ces accessoires l'adversaire peut s'accrocher : c'est nu qu'il faut le combattre, si on veut le terrasser. Aussi le bruit des vieilles querelles entre les partis est-il à peine arrivé aux portes du Congrès. C'est la

parole d'or de la vérité, de la sincérité et de l'enthousiasme qui s'y est fait entendre. Car ce qui le caractérise encore, c'est la note positive, c'est un accent essentiellement affirmatif; c'est sa méthode d'exposition par laquelle il se rattache à la grande et inaliénable tradition catholique. Prétendre éteindre un à un tous les quinquets fumeux dont les adversaires du catholicisme s'appliquent à projeter la lumière douteuse sur le siècle, serait puéril. Ce n'est pas ainsi qu'ont procédé les grands apologistes; ce n'est pas ainsi non plus que les catholiques et particulièrement les prêtres conscients des besoins de l'heure présente veulent procéder. Ce système est usé, démodé; ce peut être un système politique, ce n'est pas le système catholique. Les prêtres de Bourges l'ont compris, et au lieu de rester sur la défensive, ils ont jugé qu'il fallait prendre l'offensive contre l'erreur, les préjugés, ou même les partis pris. Ils ont compris que le siècle ne leur demande pas de se défendre, mais de dire ce qu'ils ont à dire. Les hommes désenchantés de tant d'essais politiques avortés et de tant de vaines promesses philosophiques, ont soif d'affirmation et de vérité; ils ont soif d'une autorité et d'un gouvernement : c'est à cette soif que le catholicisme, et le catholicisme seul, peut répondre. Tandis que partout il y a l'incertitude et l'anarchie, dans le catholicisme il y a la foi et l'ordre. Les prêtres de Bourges se sont rendu compte de cette situation, et ils ont ouvert une voie par où viendra infailliblement le salut à la patrie.

C'est la sensation de ce fait énorme et capital qui tout de suite donna au Congrès de Bourges une signification et une portée particulières. Ce n'est pas par un mot d'ordre que la presse de toute nuance s'en est occupée ; c'est parce que la presse, toujours aux écoutes pour souligner le moindre événement de quelque importance, a saisi que le clergé faisait une volte-face : tandis que jusqu'ici il avait agi d'après des mots d'ordre, il a montré à Bourges, par ses paroles et par ses actes, qu'il s'était retrouvé lui-même.

Voilà ce qu'a été le Congrès de Bourges si diversement, si malignement et quelquefois si sottement interprêté.

Je ne veux pas le quitter sans mentionner les précieuses communications de MM. Jouin et Poëy sur le catéchisme, du Père de la Barre, de l'abbé Denis, du prêtre polonais Siemienski sur les études, de MM. Sifflet, Cadic, Bordron, Picard, Toiton, Bosseboeuf, Tamisier sur les œuvres, de MM. Delbecque, Gontier sur la presse, les examens particuliers si pratiques de M. Dehon, le discours de Mgr Fulbert-Petit sur le sacerdoce, de l'abbé Gayraud sur le devoir social du prêtre, de l'abbé Garnier sur le rôle de l'Evangile, de l'abbé Pastoret sur le prêtre et les hommes, du chanoine Decrouille sur la nécessité des études sociales, de l'abbé Naudet sur le clergé et la science moderne, l'hymne triomphal du P. Vaudon à la cathédrale, le toast si délicat de M. Martel et celui si indigné de Mgr Lacroix à l'épiscopat.

Quant au discours de M. l'abbé Birot dont j'ai

déjà signalé le sens et la portée et qui avait pour titre : « De l'amour de son pays et de son temps », il produisit un effet d'autant plus inattendu que l'homme n'était connu jusqu'ici que d'un petit cercle d'intellectuels et d'anciens confrères, et qu'il ne tirait sa puissance d'aucune des marques extérieures employées ordinairement pour impressionner un auditoire. Ce fut un tel événement que le discours et l'homme exigent un coup de crayon ; nous les demanderons à la main experte de l'abbé Tartelin :

On venait d'applaudir la mâle éloquence et l'impeccable logique de l'abbé Gayraud. Cette voix douce et moelleuse succédant à ces accents d'acier, le chant du rossignol remplaçant le cri de l'aigle ; ce style à cadence harmonieuse et paraissant entaché de préciosité ; cette psychologie si délicate qu'elle semblait d'un intellectuel, remplaçant la phrase précise, le raisonnement, faisaient un contraste complet. De plus, M. Birot lisait son discours : autre élément d'infériorité. Le premier mouvement fut de déception ; il fut court. Bientôt la salle entière un moment distraite et indifférente, s'attacha à cette lecture. D'enthousiastes bravos signalaient cette exquise dissection du tempérament moderne. Tout était parfait : la pensée, le style, la diction. Comme l'a déclaré un contradicteur d'ailleurs bienveillant, le jour de sa réception à l'Académie française, M. Birot n'écrira pas un discours d'une langue plus pure et d'un charme plus grand.

Ce discours de M.Birot eut tous les bonheurs. Loué et admiré par la presse catholique, il fut attaqué par M. Auguste Roussel. C'était encore une preuve qu'il était parfaitement orthodoxe et opportun . . .

Depuis lors M. Birot a publié sous ce titre : *Le Mou-*

vement religieux (1) un volume qui contient sous les formes les plus diverses les éléments du discours de Bourges : celui-ci était la synthèse, les autres études sont l'analyse. Le volume se distingue, du reste, par les mêmes qualités que le discours, c'est-à-dire une pensée sûre, maîtresse qu'elle est d'elle-même, une rare élégance de forme et une parfaite clarté.

A entendre, à lire M. Birot, on verrait volontiers en lui une dilettante et, même, en prenant le mot dans son sens naturel, et non dans le sens que lui ont donné nos commotions politiques, un intellectuel. M. Birot ne sépare pas la théologie de la pratique. Il unit la pensée à l'action. C'est un homme d'œuvre. Il s'occupe d'une aumônerie militaire paroissiale, de la ligue du repos du dimanche, de l'Association des Dames de charité, etc., il donne sans compter, à tous les efforts catholiques, son influence et sa parole.

Malgré ses occupations, et pour le plus grand régal des amateurs de belle littérature et de forte philosophie il trouve encore le temps d'écrire.... C'est un des prêtres qui, en ce moment, font le plus honneur à l'Eglise ».

Réflexion aussi juste que le sentiment exprimé par le supérieur du Petit séminaire dans son toast à Mgr Servonnet : « Monseigneur nous sommes fiers de vous ! »

VII

Hélas ! cette victoire du véritable esprit patriotique et sacerdotal allait se dissiper au souffle malsain de la politique. Les mots d'ordre des

(1) Chez Lecoffre.

coteries auxquels on avait cru se soustraire pour toujours allaient revenir, et du coté d'où on les aurait attendus le moins.

M. Piou, qui dans son article sur les « Conservateurs et la Démocratie » avait amèrement raillé le formidable effort de 1885, qui avait solennellement adjuré ce parti, au nom du devoir, de se convertir à la Démocratie et à la République, allait demander pour les élections de 1902, de refaire avec ce parti le même et aussi inutile effort !

Voici ses paroles sur les hommes de 1885 :

« Jamais opposition n'a été plus nombreuse ni mieux intentionnée : jamais aucune n'a été plus inutile. Elle a essayé de tout et a échoué à tout. La concentration s'est faite contre elle au cri de : « la Droite, c'est l'ennemi ! » et de la concentration sont sorties la loi sur la laïcité du personnel scolaire, la loi d'exil et la loi militaire. Quels trophées ! »

Et de l'*Action libérale*, M. Piou, qu'est-il sorti ? La suppression des congrégations, l'assassinat de l'enseignement chrétien, la dénonciation du Concordat, l'enfer sorti de terre pour nous gouverner. Quels trophées !

Ah ! ne venez pas dire que vous restez placé sur le terrain constitutionnel. Et la *Croix* donc en 1898 ! Et la *Vérité* ! Vous avez fait les élections avec les royalistes qui, pour la circonstance, sincèrement ou hypocritement, avaient teint de rouge leur enseigne et au loyalisme desquels personne ne pouvait croire. Vous avez écarté tous les ralliés authentiques. Pourquoi ?

parce que vous êtes tombé dans cette double erreur qu'il fallait faire nombre, ne voyant pas que vous ne faisiez qu'encombrer votre armée, et deuxièmement qu'une élection se fait surtout avec de l'argent. Non, elle se fait avec un programme. De programme, vous n'en aviez point, vous ne pouviez que vous effondrer.

Contre ce Sedan catholique où je voyais, le cœur brisé, se précipiter nos troupes et ce qui fut nos espérances de dix ans, contre cette faute suprême à laquelle je voyais M. Piou entouré de tous les revenants de la réaction nous conduire avec une si grande légèreté de cœur, je menai une campagne terrible. Mais que peut un petit soldat, si fort qu'il crie, contre l'aveuglement universel ? Malmené par les amis même, dont le sens politique se trouva si gravement en défaut dans cette circonstance, j'écrivis à un d'entre eux qui de Rome, et non uniquement de lui-même, m'exprimait son étonnement, la lettre suivante pour exposer ma manière de voir et les motifs de ma conduite. Elle est de cinq mois antérieure aux élections.

Paris, le 12 décembre 1901.

« Au moment où j'ai formulé quelques critiques sur l'organisation du comité Piou et sur ses premières déclarations, on me condamnait, sans même vouloir discuter mes raisons ; je n'avais donc qu'à laisser passer et à attendre.

« J'avais examiné de trop près la situation et j'avais trop réfléchi avant de parler pour n'être

pas certain qu'avant peu les événements justifieraient ma conduite. Hélas ! c'est aujourd'hui chose faite. Je ne crois pas que dans les milieux même où l'on m'a le plus blâmé on garde encore une grande confiance sur la portée de l'action du fameux Comité. Ce n'est pas de gaieté de cœur, je vous assure, que j'ai fait ce que j'ai fait et qu'aujourd'hui encore je vous apporte une note pessimiste ; mais dans des matières aussi graves ne vaut-il pas mieux voir courageusement la vérité et la dire ? Quel intérêt personnel puis-je avoir dans cette affaire ? Vous savez que je suis sans situation et sans argent : mon intérêt ne me commandait-il pas de profiter de la circonstance pour chercher dans le comité Piou le point d'appui qui m'a toujours manqué ? Mais il aurait fallu vraiment me faire trop violence, car je voyais d'une manière absolument évidente que le comité Piou nous précipitait dans un abime.

« Mes arguments au moment où j'entrais en campagne, étaient : 1° que le comité comprenait, comme membres, des éléments très suspects d'hostilité contre la République ; 2° qu'il avait adopté comme unique plate-forme électorale les revendications religieuses, et qu'ainsi il se présentait essentiellement au pays comme un parti de réaction. A ce moment là, il me paraissait devoir faire du mal en ce sens surtout qu'il nous faisait perdre, aux yeux de l'opinion, le terrain gagné depuis dix ans, et rendait tout succès électoral impossible.

« Mais aujourd'hui c'est bien une autre affaire,

après la manifestation de Lille, que je me permets de qualifier d'*insensée* ; le spectre clérical a reparu avec toutes ses terreurs et est venu bien à propos pour fournir pendant la période électorale un thème à toutes les représailles. J'étais là. J'ai vu six cents élèves des jésuites, conduits par leurs surveillants, débarquer dans l'hippodrome ; j'ai vu Mgr Monnier, Mgr Baunard, les vicaires généraux et tout le clergé de Lille sur l'estrade ; j'ai entendu M. Piou formuler des critiques pendant une heure et demie et réserver une petite phrase, une seule, celle que vous avez citée dans l'*Univers*, aux choses positives, aux choses sérieuses. Tous ces vieux conservateurs revivaient les beaux jours de l'opposition systématique et applaudissaient à outrance. Et moi assistant l'âme triste et angoissée à ce spectacle, pensant que dans Lille même il y a un fort parti socialiste qu'on ne pourrait combattre qu'en créant en face de lui une grande force populaire, je me disais : Nous sommes perdus !

« Il semble vraiment qu'on le fasse exprès, qu'on s'applique à fournir des armes à nos adversaires, à refroidir, à rebuter les hommes politiques qui seraient disposés à marcher avec nous.

« Il y a comme un vent de folie qui nous précipite dans tous les pièges que l'on nous tend. Aussi je le répète, et n'en doutez pas, nous sommes perdus ; et faites attention que non seulement les candidats vieux-jeu de l'*Action libérale* seront lamentablement battus : M. Piou, par

ses déclarations, par son attitude, par la situation qu'il se donne, par le cadre où il se place, n'engage pas que lui et son parti, il n'engage même pas que les catholiques ; il engage l'Eglise, et beaucoup plus que les circonstances ne le permettent. Ceci est de la dernière gravité.

« Quand j'ai protesté, j'ai voulu surtout affirmer que M. Piou n'agissait pas au nom de tous les catholiques : il serait bon maintenant, si on veut réparer les effets de tant de fautes commises, de parler de façon à rejeter sur M. Piou seul la responsabilité de ce qu'il fait.

« Vous avez déjà commencé à parler dans ce sens dans l'*Univers* ; je vous engagerai à accentuer encore. Vous avez également bien fait de relever et de mettre en relief le seul passage de son discours où il a parlé de la démocratie ; vous pouvez ainsi le pousser à gauche, l'engager du côté des vrais ralliés et l'empêcher de tomber en plein dans les bras des réfractaires.

« Mais ce qui vaudrait encore mieux, ce serait de chercher le moyen de détruire dès maintenant une organisation qui ne peut que nous nuire.

« Vous me dites, et c'est à peu près tout l'argument de votre lettre : mais par quoi la remplacerez-vous ? Je réponds hardiment, et non sans avoir longuement médité ce que je dis : Par rien ! Je répète, par rien ! Est-ce que nous avons renoncé à l'union conservatrice pour faire l'union catholique ? Est-ce que les mêmes reproches ne conviennent pas à l'une et à l'autre ? Est-ce que l'étiquette de constitutionnels trompe quelqu'un ? Ne nous payons pas de mots. Même si le

parti de M. Piou se disait républicain, je n'en voudrais pas. Pourquoi ? Parce que je ne veux pas que les catholiques prétendent se parquer ensemble, se mettent à part de tous les partis, mais au contraire se mêlent à tous. J'ai toujours cru que la politique pontificale avait pour but de nous faire sortir de notre isolement pour nous jeter dans la nation. Nous sommes le levain de la société, il faut que nous soyons aussi le levain des groupes politiques, et pour cela que nous entrions dans tous, sauf dans ceux qui, à des points de vue divers, sont opposés aux traditions ou à la doctrine de l'Eglise, comme les royalistes et les socialistes. Voilà pourquoi, à mon avis, le groupement exclusif des catholiques sous une dénomination quelconque est une erreur, et pourquoi aussi dans l'hypothèse de la disparition du groupe Piou, il n'y aurait aucun intérêt à le remplacer ; au contraire !

« Ce que je vous dis est révolutionnaire peut-être ; en réalité, c'est l'indication du bon sens. Je crois que Dieu a permis que ce fameux parti catholique tant de fois avorté pût enfin se constituer pour qu'il subît un tel désastre que nous en soyons délivrés pour jamais. Ce sera le bon côté des élections. Il y a chez nous des ressources inouies, notre jeunesse est merveilleuse. Quand nous aurons expectoré toutes nos vieilles erreurs de tactique nous ferons ce que nous voudrons.

« Moi aussi je vous demande pardon de ma franchise, mais dans des circonstances pareilles il ne s'agit pas de se faire des compliments, il

faut que chacun dise ce qu'il sait. J'aurais bien des choses à ajouter sur les gages donnés par M. Piou au parti réfractaire et sur la consternation de nos amis, sur le plan arrêté par M. Piou de faire le parti catholique et d'en maintenir l'organisation, même après les élections; il a déclaré cela à Lille dans une réunion privée à laquelle j'assistais : mais vous savez sans doute cela. Vous savez aussi que tout ce qu'il y a de ralliés hypocrites, s'est rangé sous sa bannière pour nous combattre. C'était logique, puisque dès le début, dès la formation du comité on leur a fait des avances, tandis qu'on a systématiquement laissé de côté tous ceux qui jusqu'ici ont été sincèrement ralliés et ont toujours défendu la politique pontificale. Au reste il est heureux que notre bataillon ne soit pas compromis dans cette affaire là, on peut aujourd'hui se servir de lui pour faire un mouvement tournant si on le juge à propos. Personnellement je ferai ce qu'on voudra et, je n'ai pas besoin de l'affirmer, je ne ferai que ce que l'on voudra ».

Au lieu du mouvement tournant, on marcha comme des moutons, à l'abattoir !

CHAPITRE XII

L'Œuvre de Léon XIII

I

Dans cette campagne j'avais brûlé mes dernières cartouches. La *Vie catholique*, que j'avais fondée sans argent et qui paraissait deux fois par semaine, m'avait coûté, pendant les deux ans qu'elle fut dans mes mains, quarante mille francs. J'en avais réalisé un peu plus des trois quarts. J'étais court, à la fin d'octobre 1900, d'environ huit mille francs. Pour me débarrasser des mortels soucis de la question financière et de l'administration, je la cédai pour ce prix là à un homme en qui je pouvais avoir confiance. Je lui vendis la *Vie catholique,* mais à condition qu'elle resterait la *Vie catholique* ; lui, de son côté, ne consentait au marché que si mon nom restait en tête du journal avec la qualité non seulement de rédacteur en chef, mais de directeur. Je gardais donc la responsabilité. Les choses n'avaient pas plutôt commencé que le propriétaire du journal, tout en me laissant la direction apparente et la responsabilité, voulut exercer la direction effective.

Et non une direction morale, s'il vous plaît ! mais la direction la plus minutieuse, la plus exigeante, la plus ombrageuse, la plus inquisitoriale, la plus tyrannique et la plus insupportable qui se puisse imaginer. C'était non seulement contradictoire, injuste, mais humiliant et absurde. C'était de plus la violation flagrante d'un contrat par lequel j'aurais été le dernier des hommes si j'avais donné ainsi en blanc à un autre homme ma signature, l'autorité de mon nom, la confiance dont m'honoraient mes amis, pour dire, sous le couvert de ces choses, tout ce qu'il lui plairait. Au bout d'un mois, je m'en allai. En tête du numéro du 8 décembre, je publiai cette déclaration :

« Deux ans, presque jour pour jour, après avoir lancé le premier numéro de la *Vie catholique*, je suis contraint par les circonstances, non d'en cesser la publication, mais de la remettre à d'autres mains.

Je me retire, ne me trouvant pas en parfaite conformité de vues avec les personnes qui, à un moment donné, ont apporté le secours pécuniaire dont très peu de journaux peuvent se passer. Si j'avais cru à la possibilité d'une entente, j'aurais fait pour arriver à ce résultat tous les sacrifices.

Après tout, la *Vie catholique* n'était qu'un instrument. Elle nous a aidés à faire le Congrès de Bourges, sans elle nous ferons d'autres congrès. Quand on a un cheval tué sous soi, on en enfourche un autre, puis on recommence la bataille. »

Le nouveau cheval que j'enfourchai au bout de deux mois et dont le premier numéro parut le 31 janvier 1901 fut la *Voix du Siècle*. Après le

Congrès franciscain de Nîmes en 1897, M. Lapeyre, l'abbé Tartelin, le P. Ferdinand avaient fait l'acquisition de la vaillante revue de Marseille, le *XX*e *Siècle*, qui avait toujours été très accueillante aux publications du Tiers-Ordre, pour en faire positivement un organe d'études et d'action franciscaines. C'était le résultat du Congrès de Nîmes. Mais, à ce Congrès, on se le rappelle, s'était manifestée une violente opposition réfractaire, représentée par la fraction capucine de la famille de saint François. Cette opposition, au lieu de désarmer, redoubla d'ardeur après le Congrès. Comme elle ne manquait pas, hélas ! de protection en haut lieu, elle rendit impossible la tâche des nouveaux rédacteurs du *XX*e *Siècle*. A Paris néanmoins, le P. Edouard se multipliait avec le plus beau zèle pour la diffusion du Tiers-Ordre. Il accumulait démarche sur démarche, et brochures sur brochures, au point d'éveiller les susceptibilités de M. Ranc et de faire dénoncer une fois de plus le péril de la nouvelle franc-maçonnerie cléricale. Quand il vit le *XX*e *Siècle* sur le point de sombrer, il me dit :

« Prenez-le à votre compte, transformez-le en journal, et vous retrouverez votre *Vie catholique.* »

Ainsi fut fait, sauf que, dès le troisième numéro, je transformai le titre en celui de *Voix du siècle* pour arranger certaines difficultés. Mais je ne retrouvai pas la *Vie catholique*. Les temps devenaient de plus en plus mauvais. Le ministère Waldeck-Rousseau détournait un peu les esprits de la confiance, de la sérénité nécessaire

pour faire une œuvre de ce genre. On ne voyait que des ennemis à combattre, on cherchait d'instinct l'organisation qui allait être *l'Action libérale*. C'est dans la *Voix du siècle* que je lui livrai assaut, m'étonnant que, dans ces circonstances, les chefs adoptassent pour guide la peur et l'inconsciente aspiration de la foule. D'ailleurs, je ne gênai en rien l'opération, car dès la fin de janvier 1901, trois mois avant les élections, la *Voix du siècle* ne pouvait plus paraître.

Avec ces élections fatales, et comme pour achever de m'accabler, coïncida l'effondrement de mes affections de famille les plus vives et la plus poignante douleur de mon existence, car le 17 mai je reçus comme un coup de poignard la dépêche m'annonçant la mort de ma mère. Tout ce que je pouvais avoir dans l'esprit, dans l'imagination et dans le cœur, mes habitudes de travail, mon endurance à la peine, l'esprit de sacrifice, la pureté de l'âme, la grandeur de l'intention, la force chrétienne, le goût du beau, de l'honnête, du noble et du bien, c'est d'elle que je les tenais. Il me sembla qu'avec l'arbre tombait le fruit et que je n'existais plus sur la terre. J'avais beau, dans ce monde où l'imagination et le souvenir poursuivent les chers disparus, essayer de la ressaisir, je me sentais bien seul, et ce n'est que dans les régions supérieures où la foi nous réunit tous par la persuasion et par le désir, que je pouvais me retrouver près de celle qui m'était tout.

Au bout de six mois, sortant de cet accablement et pensant que peut-être le désastre des élections aurait ouvert les yeux, je recommençai

la lutte avec l'*Observateur Français* dont le premier numéro parut le 11 octobre.

Cette période fut marquée par l'incident de la *République française*. Pour retirer les catholiques des parages de la droite, je les poussais toujours tant que je pouvais à gauche, et si j'avais pu les incorporer en nombre dans le parti progressiste, j'aurais rendu service aux uns et aux autres, rendant les progressistes sociaux et religieux, rendant les catholiques républicains. Un moyen qui me parut indiqué pour ce double but fut d'introduire et de tâcher de répandre de part et d'autre, un journal de l'autre camp. De là une combinaison d'abonnement commun à la *République française* et à l'*Observateur Français*. Comme on pouvait s'y attendre et comme je l'avais fait observer au propriétaire du journal progressiste, qui m'avait dit que je pouvais aller de l'avant et publiquement pour la propagande, dès que la chose fut connue, elle fit un gros scandale dans le camp radical. Elle amena, on le sait, la démission de M. Méline comme directeur du journal fondé par Gambetta.

Les encouragements, pendant les quelques années que je soutins le poids de tant de luttes, ne me manquèrent point. A la date du 17 février 1900, en réponse à une Adresse au Souverain Pontife, S. E. le cardinal Rampolla m'exprima, dans une lettre, la satisfaction et me transmit la Bénédiction de Léon XIII. Plusieurs évêques me soutinrent de leur sympathie, et tout particulièrement Mgr Servonnet, Mgr Petit, Mgr

Mignot, qui avec l'abbé Birot, l'abbé Ract, l'abbé Naudet, l'abbé Fesch, M. Picard, M. Olmer, M. Gréa, le P. Edouard, Mgr Charmetant, Mgr Tiberghien, M. Panhard, furent les amis des jours difficiles.

L'*Observateur Français* cessa de paraître au commencement de juin 1903. Une période était décidément fermée. Celui qui l'avait ouverte, lui-même allait s'éteindre. Avant le jour où l'on verrait bien par le recul le changement qui s'était opéré pendant cette période et à quel point historique se trouvaient les choses, il fallait un peu attendre, bien que l'esprit souvent ne se rende pas bien compte, au moment même, de ce que Dieu fait, et se raidisse intérieurement contre l'inévitable.

II

Le 5 juillet 1903 on apprit que Léon XIII était sérieusement malade et au bout de quinze jours, après avoir lutté avec la dernière énergie, après avoir mis en défaut la science des médecins et les pronostics les plus pessimistes, après avoir regardé la mort en face et dit : « Je veux mourir debout » il succombait, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, le 20 juillet. On espérait, on aurait aimé le voir devenir centenaire. Cette gloire vivante auréolée de tout ce que l'âge peut ajouter d'auguste à une personnalité aussi extraordinaire, nous tenait au cœur à tous : Léon XIII bravant les coups du temps, défiant par une énergie physique indomptable et par une lucidité d'esprit

indéfectible l'œuvre impuissante des années, donnait au monde un spectacle qui nous rendait fiers de l'avoir pour chef et pour père. Hélas ! il nous le fallut pleurer, et au moment où se produisit cet événement auquel nous ne voulions pas croire, au moment où venait de se clore cette vie dont notre imagination se plaisait à ajourner indéfiniment le terme, nous sentions mieux que jamais la grandeur de la perte que nous faisions.

Si quelque chose pouvait souligner à nos yeux la valeur de Léon XIII, la beauté de sa figure, la portée de son action, c'est l'effet produit dans le monde entier par l'annonce soudaine de sa maladie et, ensuite, par sa mort. Aussitôt toutes les voix se turent ; un grand silence se fit, toute attention ne fut plus fixée que sur un point, sur le drame qui se passait au Vatican et dont un des plus remarquables Souverains Pontifes qui aient illustré l'Eglise était le héros.

Oui, nous-mêmes qui vivions pour ainsi dire dans sa familiarité, qui le connaissions à fond pour avoir écouté d'une oreille, non seulement docile, mais avide sa parole et avoir obéi sans arrière-pensée à ses gestes, nous éprouvâmes quelque surprise de l'attitude si respectueuse, si admirative et si émue de l'univers. Ce que nous goûtions au fond de nos âmes de catholiques, d'autres qui ne partageaient pas notre foi et qui jusque là avaient pu paraître indifférents, le ressentaient aussi ! Au delà des frêles barrières où se tassent les catholiques fidèles la grande voix de ce Pape avait retenti, et au mo-

ment où elle s'éteignait pour jamais, elle faisait pousser un soupir de regret ou arrachait même un hymne de reconnaissance à tant de cœurs qu'elle avait ravis et touchés ! Nous n'attendions peut-être pas une pareille explosion d'admiration, de sympathie et de douleur. Aussi ne sentîmes-nous que plus profondément combien éminentes étaient ses qualités, combien grande fut son influence, et combien, en nous le donnant, Dieu avait aimé notre siècle et son Eglise.

Je ne voudrais pas terminer ce livre sans avoir replacé dans le cadre qui leur donnera toute leur signification et qui les placera dans leur plein jour les événements que je viens de raconter, c'est-à-dire sans les avoir enchâssés dans le vaste plan de rénovation chrétienne conçu par Léon XIII. Quelques uns n'y ont absolument rien compris. D'autres, très superficiels, ont voulu voir dans sa politique une combinaison, je ne sais quel opportunisme qui devait procurer provisoirement et accidentellement une amélioration dans la situation de l'Eglise de France ou de la Papauté même. Qu'on souffre un rapide coup d'œil en arrière, et on verra à quelle distance ceux qui avaient ces conceptions étroites se trouvaient du point de vue, de la largeur de coup d'œil, et des préoccupations de Léon XIII.

Si nous remontons par la pensée les vingt-cinq années de son règne, si nous faisons revivre ce moment déjà bien loin de nous où le

Conclave se réunissait pour donner un successeur à Pie IX, nous le trouvons bien menaçant et bien sombre. D'aucuns ont dit que la situation était pire qu'après la Révolution française, car de quelque côté que se tournât l'Eglise, elle ne trouvait de point d'appui nulle part. L'Italie la tenait prisonnière, l'Allemagne avait allumé contre elle le feu de la persécution violente, la France se préparait à suivre le même exemple. Dans le drame où s'était joué le sort des nations pendant le dix-neuvième siècle, le Roi Pontife avait été vaincu, et le dessein des plus puissants monarques était d'amener le moment où par la diminution progressive de son influence, les affaires du monde se traiteraient sans lui. Aussi pendant ce conclave, au fur et à mesure que les suffrages se concentraient sur son nom et qu'il sentait venir le poids redoutable, celui qui allait être Léon XIII était-il en proie à la plus profonde émotion. Encouragé par le cardinal Donnet son voisin immédiat, il objectait son grand âge et l'énormité de la tâche. Vains efforts, vaines objections ! Il était marqué de Dieu, qui reculera pour lui les limites ordinaires de la vie humaine, qui, d'autre part, lui avait permis de se mettre par une longue et savante préparation à la hauteur des circonstances.

Les uns avaient voulu un pape autoritaire, les autres un pape libéral. Continuera-t-il Pie IX ? Réagira-t-il contre sa politique ? Mais il s'agissait bien de cela ! Quand le collège des cardinaux se fut retiré et que le Vicaire de Jésus-Christ se vit en présence de la situation, en pré-

sence de tant de malheurs et de tant de ruines ; quand il vit d'un regard circulaire aiguisé par l'affection son royaume spirituel divisé, déchiré, dispersé, tant de défections à l'intérieur, et à l'extérieur tant d'ennemis prêts à fondre sur lui, il sentit son cœur se fondre, et une pensée, une seule l'envahit tout entier, ce fut de déployer tous ses efforts pour ramener la confiance des peuples à l'Eglise et refaire parmi les esprits autour de l'éternelle doctrine chrétienne, l'unité brisée. Tout ce qui le préoccupa, ce fut de dissiper tant de préjugés sur le catholicisme, de faire tomber tant d'hostilités irraisonnées, injustifiées, tant d'animosités aveugles, et de rendre à l'humanité, aux nations, aux peuples, cette source de lumière, ce trésor de vérité et de morale, cette inappréciable fontaine de bienfaits de toute sorte qu'est l'organisation chrétienne et dont ils se privent si gratuitement et si inconsidérément.

Courir après la brebis égarée en bon pasteur qu'il voulait être et qu'il était : tels furent la pensée bien arrêtée, le désir ardent, l'article unique du programme de Léon XIII. Sans hésiter, et bien que les rapports du Saint-Siège avec presque tous les gouvernements eussent été rompus, il les informe tous de son élection, et dès ce premier engagement avec le siècle ennemi, dès ce premier point de contact avec les puissances qu'il faut adoucir et gagner, sa méthode s'affirme avec une incomparable maîtrise. C'est la méthode du deuxième siècle de l'ère chrétienne, la méthode des grands apologistas,

celle qu'il faut toujours employer au milieu d'une société hostile qui vous demande vos titres et où, parmi tant d'esprits systématiquement buttés et fermés, il y en a tant d'autres qui ne demandent secrètement qu'à se laisser convaincre ! C'est la méthode qui consiste à montrer la solidarité profonde qu'il y a entre la prospérité des peuples et la conformité de leur conduite aux enseignements du christianisme, entre ce qu'ils valent moralement et ce qu'ils croient, entre leurs chances d'être grands, d'être puissants, et leur fidélité à demander des secours à la religion.

Lorsqu'on envisage de ce point de vue, de cette hauteur, le règne de Léon XIII, lorsqu'on ne se laisse pas prendre aux côtés les plus apparents mais qu'on veut aller jusqu'aux sources d'où sont sorties toutes ses inspirations, et qu'on se rend compte que cet effort de vingt-cinq ans n'a été qu'un long apostolat, on voit se dresser immédiatement les deux faces de son action, on voit que tout ce qu'il a entrepris peut se ramener à deux opérations aussi indispensables l'une que l'autre, l'une négative, l'autre positive, l'une écartant les obstacles que de longs malentendus, des conflits récents ou séculaires avaient semés sous les pas de l'apôtre, l'autre multipliant entre les mains de ce même apôtre les moyens de conquête, les éléments de sympathie et de popularité, en d'autres termes une opération politique et une opération sociale. Voilà, semble-t-il, les deux versants de sa pensée, le recto et le verso de ses écrits, le double champ où il retourne

travailler sans cesse, où il donne rendez-vous à toutes les bonnes volontés, et où il faut revenir nous promener un moment après lui si nous voulons mesurer dans ses grandes lignes la portée de son œuvre et peser dans nos faibles mains quelques-uns des résultats de son influence.

Les obstacles n'étaient pas partout les mêmes. Ici, je veux dire en Allemagne, c'était, pour des motifs divers et dans des buts multiples, la guerre ouverte, déclarée, violente, contre le catholicisme ; ailleurs, comme en Russie et en Angleterre, c'était l'état de schisme où se trouvait le pays ; en France, c'était l'asservissement de la religion à la politique, la subordination des intérêts religieux aux intérêts des partis, les vues humaines dominant et conditionnant chez la grande majorité des catholiques la défense de la religion et de la foi. D'une main admirablement experte et souple Léon XIII s'appliqua à les écarter, et s'il ne réussit pas à rendre absolument vierges tous ces terrains, il les purifia suffisamment pour que la bonne semence pût désormais y germer et y fructifier.

En Allemagne où, semblait-il, la tâche était la plus difficile et où cependant elle obtint plus parfaitement que partout ailleurs le couronnement du succès, il agit de deux façons, d'un côté sur le gouvernement pour lui faire adoucir le sort des catholiques, de l'autre sur les catholiques pour les déterminer à ne pas refuser leur concours au gouvernement. Il faut dire qu'ayant adopté cette politique et résolu de suivre cette

double voie, il fut admirablement secondé par les catholiques dont l'organisation et la docilité ne laissaient rien à désirer. On a l'habitude en France de citer les catholiques allemands comme un exemple de ce qu'on peut faire pour venir à bout des persécuteurs. L'exemple est bien choisi, mais la plupart de ceux qui le citent oublient de nous dire comment les allemands catholiques ont eu raison de Bismarck, et de nous faire connaître qu'ils remplissaient trois conditions auxquelles les catholiques français n'ont pas voulu et ne voudront jamais, hélas ! que difficilement souscrire: ils étaient loyalement, pleinement soumis à la forme de leur gouvernement, ils avaient préludé à leurs campagnes politiques par une admirable et longue propagande d'idées et d'œuvres sociales, enfin ils avaient un chef.

C'est secondé et servi par eux que Léon XIII put commencer cette série de démarches courtoises, prudentes, habiles, qui ont fait l'admiration du monde et qui constituent certainement le plus beau geste de sa diplomatie.

S'il avait obtenu auprès de la Russie schismatique le même succès, son cœur de Pontife eût tressailli d'allégresse ; mais ici, il ne s'agissait pas simplement d'un accident de la politique, d'une erreur déchaînée par l'habileté, que l'habileté peut vaincre : il s'agissait d'une transformation complète à opérer dans les idées religieuses et politiques, dans les habitudes, dans la tradition, il s'agissait d'un long héritage à secouer, d'un schisme de huit siècles à anéantir : c'est déjà bien, ce dût être assez consolant pour Léon XIII

d'avoir mis la Russie sur le chemin d'un pareil changement, de lui avoir rouvert les voies qui un jour la ramèneront vers l'Unité, vers tous les bienfaits dont Rome est la source et la généreuse dispensatrice.

Il y a un autre pays schismatique, un autre rameau détaché de l'Eglise que Léon XIII eût voulu restaurer dans son état primitif. Déjà le monde catholique s'apprêtait à battre joyeusement des mains à ce grand événement. Car un siècle d'efforts, de recherches religieuses, de conversions éclatantes avaient grandement avancé les choses en Angleterre. Qui ne se souvient de l'émotion qui s'empara de la chrétienté il y a quelque douze ans, des prières qui s'élevèrent de toutes parts, quand on apprit la nomination de la Commission Cardinalice dont la décision sur la nature des ordinations anglicanes devait déterminer ou retarder la grande résolution? Hélas! quel que fût le désir de tous de donner satisfaction à un légitime amour-propre, les droits de la vérité ne permirent aucune concession et ses exigences furent inexorables. Comme il arrive toujours, une réaction s'ensuivit, les ennemis implacables de Rome, tous ceux qui ont intérêt à maintenir le schisme exploitèrent contre le catholicisme la sentence des cardinaux; mais cette agitation de quelques mauvaises têtes n'a plus de racines dans le pays. L'Angleterre depuis les bruyantes discussions d'Oxford, a dessiné pour ne plus le rétracter, son mouvement de retour vers ses vieilles traditions; Newmann, dont elle est fière et que

Léon XIII s'empressa d'honorer de la pourpre, n'est pas seulement pour elle une gloire, il est un exemple et même un symbole : par où il a passé, ses compatriotes passeront, mus par le même travail intérieur qui va réveiller chez eux des fibres mal endormies et réchauffer leur antique estime et leur vieil amour pour Rome, canal authentique de la grâce et dépositaire infaillible de la vérité.

C'est en Belgique, dans les Pays-Bas, en Espagne, en Suisse qu'il faudrait aussi porter le regard pour nous rendre compte de l'action pacifiante et conquérante de Léon XIII. Qu'il suffise de constater que dix ans seulement après son élévation au souverain Pontificat, en 1889, quand arriva le cinquantième anniversaire de sa prêtrise, il crut être assez monté dans la sympathie des souverains et des peuples, il crut avoir assez rendu de prestige à l'idée chrétienne et refait un lustre suffisant à l'Eglise pour demander à l'univers de célébrer cette fête chère à son cœur. Les hommages furent unanimes, de tous côtés les témoignages affluèrent : le Père de famille parti à la recherche des enfants prodigues, le Pasteur en quête des brebis égarées, dut sentir avec une immense satisfaction qu'il n'avait pas perdu sa peine, que le catholicisme a encore des attraits mystérieux pour ces peuples modernes qui, dans des accès irréfléchis, voudraient se séparer de l'Eglise et qui, à la moindre secousse, à la moindre touche sympathique, se sentent ses enfants et seraient fâchés de ne plus la retrouver.

III

En même temps qu'il faisait tomber les barrières qui séparaient les peuples de l'Eglise, il ouvrait les trésors de cette Eglise pour les répandre sur eux et les retenir à jamais dans ses liens. C'est le second aspect de sa conduite, de son œuvre, on n'ose pas dire de sa politique.

Ici il faut saluer des expressions de la plus vive admiration le monument de ses Encycliques. C'est là qu'il a prouvé comme on ne l'avait jamais fait la justesse de cette assertion du Sauveur, que des trésors du christianisme on pouvait tirer des choses anciennes et des choses nouvelles.

Ce ne sont pas des traités de théologie que les encycliques de Léon XIII ; ce ne sont pas des exposés froids, abstraits et théoriques d'une vérité qu'il faut sans cesse rappeler aux hommes et que par la main des Souverains Pontifes on se passe comme un héritage toujours identique de génération en génération : ce sont des écrits vivants où la vérité pénètre de sa lumière et de sa chaleur les contingences de notre siècle, les problèmes posés à tous les carrefours de notre société contemporaine. Quand il a crié aux nations qu'il était de leur intérêt de se réconcilier avec l'Eglise il n'a pas été embarrassé d'apporter ses preuves, de montrer que, quelles que fussent leurs exigences, elles ne pouvaient trouver que dans les données chrétiennes, le secret de leur pacification, de leur perfectionne-

ment et de leur bonheur. Pendant vingt-cinq ans il a fait cette démonstration avec une maîtrise qui ne peut pas être surpassée. Ni pour la précision et la sûreté des formules, ni pour l'abondance des aperçus, ni pour la richesse de la langue, on ne pourrait citer un monument doctrinal comparable à celui qu'a élevé ce grand Pape.

C'est une à une qu'il faudrait analyser les pièces de ce monument, et la postérité saura certainement y revenir pour en peser toute la valeur, pour s'y instruire et s'y édifier. Tout ce qu'il y a pour nous à souligner, c'est que les encycliques, lettres et discours dont il se compose semblent n'être qu'un commentaire de l'axiome classique si justement applicable à la doctrine catholique et à ceux qui la représentent : *bonum sui diffusivum*, le bien tend à se répandre !

Presque tout était à dire sous ce rapport. Ce n'est pas que les apologistes de la religion catholique eussent manqué dans tout le cours du XIXe siècle, mais les échos de leur voix étaient déjà bien affaiblis dans les vingt dernières années, et il faut bien dire qu'ils n'avaient jamais pu être très puissants sur l'opinion publique à cause de l'espèce de contradiction que les faits leur opposaient. On avait beau affirmer que l'Eglise était la grande bienfaitrice de l'humanité, qu'elle était le sel de la terre et la lumière du monde, le monde avait quelque peine à le croire parce qu'en regardant autour de lui il cherchait vainement cette lumière. Dans le monde de la science, dans le monde de la littérature, dans le monde du travail, la pensée chrétienne était

absente. Au lieu de se répandre au dehors elle semblait s'être réfugiée dans le sanctuaire. Avant l'heure dela grande séparation elle semblait avoir fait le départ des bons et des méchants et n'avoir d'autre préoccupation que d'empêcher toute communication des uns avec les autres. C'était méconnaître l'intention même de Jésus-Christ, qui a voulu que l'Eglise fût au sein de la société comme le levain qui fait fermenter toute la pâte. C'était restreindre la notion de l'Eglise qui, étant catholique, n'est pas faite pour une époque ou pour un peuple, ou pour une portion du peuple. mais doit, par destination, être présente partout et répondre à l'universalité des besoins.

Aussi avec quelle ardeur et quelle instance Léon XIII ne dit-il pas aux prêtres : sortez du sanctuaire! Pendant qu'il criait sur les toits au monde d'abord un peu étonné, puis ravi, que la source de toute unité, de toute paix, de tout progrès et de tout bonheur était dans l'Eglise, il pressait les hommes d'action, les catholiques zélés et surtout le corps sacerdotal, de créer de toute façon des conduites à cette source. Ce n'est pas tant l'erreur qu'il faut combattre, c'est la vérité qu'il faut affirmer ; ce n'est pas tant le mal qu'il faut déplorer, c'est le bien qu'il faut faire, et le bien-être qu'il faut répandre. Ainsi faisait Jésus, ainsi doit faire quiconque se réclame de lui, quiconque ne tient pas l'Evangile pour lettre morte et veut s'inspirer de la justice : sous toutes les formes Léon XIII répète ce discours. Mais c'est comme un éclat de tonnerre que retentit un jour dans sa bouche le mot de justice quand

il écrivit son encyclique sur la Condition des ouvriers.

Pour faire le pont entre la société moderne et l'Eglise, ou mieux entre les peuples et le sanctuaire, pour refaire une union malheureusement brisée, il était bon d'affirmer que l'Eglise n'est l'ennemie d'aucune lumière, mais il fallait surtout proclamer bien haut qu'elle est l'amie et la protectrice de tous les droits ; et comme ce sont les droits des faibles qui sont toujours méconnus, il s'ensuit qu'elle est particulièrement l'amie et la protectrice des faibles. Si l'Eglise n'est pas cela elle n'a aucune raison d'être. Quand Jésus-Christ est venu, il est venu rétablir l'équilibre dans la société en mettant le poids de sa dignité et de sa grâce du côté des opprimés. C'est pour continuer cette œuvre qu'il a établi son Eglise, c'est pour que parallèlement à l'égoïsme qui tend toujours à se développer et à dominer, elle se fasse l'artisan du développement et de la souveraineté de l'amour. C'est dans la mesure où les chrétiens et surtout les prêtres aident l'Eglise dans l'accomplissement de cette tâche qu'ils répondent à leur vocation et qu'ils travaillent aussi à la réalisation du royaume de Dieu sur cette terre. S'ils se font, au contraire, les flatteurs et les complices de l'égoïsme, c'est-à-dire de ceux qui jouissent personnellement de leur bien-être et de leurs richesses, s'ils ferment les yeux sur le sort de ceux qui pour tout lot n'ont que la déconsidération et les fruits incomplets d'un travail auquel ils sont constamment assujettis, s'ils se mettent en un mot du côté des riches contre les pauvres,

ils agissent comme des païens et ne peuvent provoquer que la désertion dans le royaume du Seigneur.

Rappeler les chrétiens et ceux-là mêmes qui, revêtus de la dignité du sacerdoce, en sont les pasteurs, à ces vérités, était, de la part de Léon XIII, plus hardi encore que de rappeler les Français à la doctrine et à la tradition de l'Eglise sur les gouvernements établis; c'était remonter un courant qu'avaient grossi de leurs préjugés et de leurs passions les générations de plusieurs siècles ; c'était reprendre l'orientation des nations modernes à l'endroit où les légistes et les doctrinaires du pouvoir absolu l'avaient fait dévier; c'était reprendre l'œuvre démocratique du moyen-âge, remettre les peuples en marche dans la voie de leur développement, du progrès de leurs institutions, selon leur droit, selon l'ordre, et selon l'esprit de l'Evangile.

Or, c'est ici que vient se placer le rôle de la France. C'est pour cette opération que Léon XIII avait besoin de notre collaboration, de notre concours ; c'est pour cette œuvre, à laquelle il voulait plus étroitement nous associer qu'aucun autre peuple, qu'il avait besoin de faire chez nous la pacification des esprits, l'union des cœurs et des volontés.

Notre pays parlait à l'imagination poétique, à l'esprit clair et ferme de Léon XIII. Notre air toujours un peu chevaleresque le séduisait. Se servir de la France comme d'un levier pour faire sentir partout l'influence bienfaisante de la reli-

gion, pour redresser le jeu des ambitions pernicieuses ou de l'impiété, utiliser son aptitude à répandre les idées et son zèle à les défendre, son amour pour le droit, ses élans pour la justice et par là arriver à établir la concorde entre les peuples et à assurer le développement du progrès dans l'ordre chrétien : tel était le rêve sage dans sa hardiesse, brillant et positif, singulièrement flatteur pour notre amour-propre, de cet esprit souverainement compréhensif et clairvoyant, placé par la Providence à l'aurore du xxe siècle pour éclairer une des étapes de la route du monde.

Hélas ! trop de catholiques français ne surent ni s'élever à ce rêve ni le servir. Prisonniers des formules et des servitudes d'un catholicisme de parti, ces visées d'un catholicisme supérieur leur échappèrent. Ils ne surent même pas discerner les avantages que la religion en pouvait retirer dans notre pays. Au delà des programmes qui avaient pour but de substituer à un personnel gouvernemental un autre personnel gouvernemental, ils ne savaient rien voir. Ils comprenaient la lutte pour le pouvoir, non point la lutte pour les idées ; toute leur politique se résumait dans le désir de redevenir les maîtres et s'inspiraient du dépit de ne l'être plus.

Aussi, loin de servir le plan de Léon XIII, se ruèrent-ils sur lui comme des aliénés, sans faire attention qu'ils servaient admirablement un autre plan, celui de la politique internationale anti-démocratique, soit, mais anti-chrétienne et anti-française, le plan de la triplice et particuliè-

rement de l'Allemagne, le plan des Loges, du socialisme athée et de toutes les sectes de libres-penseurs. Pendant dix ans, l'ennemi férocement combattu par tous, par Guillaume II, François-Joseph, les socialistes, les radicaux, les francs-maçons et, hélas ! les réfractaires, a été le ralliement, et le pays sacrifié a été la France.

IV

Il est certain qu'unis chez nous, pacifiés par l'acceptation d'une forme de gouvernement unanimement consentie, nous aurions fait le tour du monde. Nous n'aurions pas porté dans les pays d'Europe nos armées conquérantes, nous aurions fait rayonner du centre de vie intense que nous serions devenus l'idée et l'exemple qui, pénétrant peu à peu dans l'édifice des vieilles constitutions politiques et sociales, y auraient substitué l'esprit de liberté toujours jeune, l'esprit évangélique, régénérateur et éternel. L'Eglise, auteur de cette conquête, aurait recouvré son indépendance sur les princes, aurait brisé les derniers liens des gallicanisme, des joséphisme, et, devenue l'arbitre et le tuteur bienfaisant des puissances nouvelles, aurait pu exercer sur un terrain aplani les prérogatives de son auguste mission.

Les monarchies, qui n'ont jamais accepté la religion que comme un décor ou un instrument de règne, ont reculé devant cet envahissement de l'Evangile et cette perspective d'une ère

nouvelle avec le concours des peuples et l'avènement de la démocratie : c'est jusqu'à cette limite qu'elles ont compris, admiré et aimé Léon XIII.

Mais elles n'y échapperont pas. La démocratie sera victorieuse et deviendra maîtresse de tout : si ce n'est pas la démocratie chrétienne, ce sera la démocratie révolutionnaire, la démocratie socialiste et athée. La société peut aiguiller dans le sens qu'elle voudra; mais il n'y a pas trois routes entre lesquelles elle peut choisir, il n'y en a que deux, au bout de chacune desquelles il y a un terme dont nous avons déjà vu une certaine réalisation dans l'histoire, et qui peuvent l'aider à s'éclairer. Au bout de la première, au bout de la route de la démocratie chrétienne, il y a la paix qui porte le même nom, cette paix de la belle époque du moyen-âge où le travail était organisé, où les libertés collectives étaient les garanties de la liberté individuelle, où la justice, ni en deçà des frontières ni au dehors, n'était à la merci de la force, où le bien-être était à peu près égalemeut distribué, et où les peuples étaient heureux. Au bout de la route de la démocratie socialiste et athée, de la démocratie rationaliste et païenne, il y a la *pax romana*, cette morne steppe où les peuples sont restés assis pendant des siècles, qui assurait en vérité la tranquillité au genre humain, mais où quelques milliers d'aristocrates vivaient du travail de plusieurs millions d'esclaves.

Eh bien, il ne faut pas que ce soit la démocratie athée qui l'emporte. Il ne faut pas que l'esclavage

antique ressuscite au profit de potentats égoïstes ou de charlatans qui flatteut le peuple et préparent son asservissement sous couleur de l'émanciper. Si l'humanité savait où peut la mener chacune des deux conductrices qui s'offrent à elle, elle n'hésiterait pas un instant. C'est à nous donc à l'éclairer, à ne pas connaître de repos pour lui présenter le vrai sens de la religion, le vrai rôle de l'Eglise tant défiguré à ses yeux, et lui prouver la sincérité de nos paroles par notre attitude et par nos bienfaits.

V

Notre attitude ! Ceci me ramène, pour nous Français, à la question du ralliement.

Mon frère Henri, qui mène vaillamment à Avignon le combat pour la démocratie républicaine, se trouvait l'année dernière à Rome et, s'entretenant des affaires de France avec Son Éminence le cardinal Rampolla, il entendait de la bouche de l'ancien Secrétaire d'Etat de Léon XIII ces paroles : « On sortira de la situation quand on voudra revenir au ralliement ».

C'est là, en effet, qu'est le salut, la seule chance de salut. Non seulement la raison le dit, mais l'épreuve est faite. Pendant que la majorité des catholiques a été sincèrement ralliée, la situation, malgré les trahisons et les manœuvres des réfractaires, s'est améliorée. Nous devons à cette attitude huit ans de paix religieuse. Les élections qui se sont faites pendant cette période ont été

relativement bonnes. Dès que par les folies que j'ai racontées on s'est montré las d'être tranquilles, dès qu'on a recommencé à flirter avec les anciens partis ou avec les anciens programmes, qu'on a fait la petite bouche à la République, la situation a recommencé à se gâter, et plus on s'est éloigné du ralliement, plus elle s'est envenimée. Pour ce qui est de la reconquête sociale et de l'action sacerdotale, tant qu'on a fait belle mine à la République, tant que le cœur des catholiques et du clergé a battu avec le cœur de la patrie et le cœur du peuple, il y a eu un élan magnifique soit pour la propagande des idées, soit pour l'établissement des œuvres. Depuis que l'on est revenu à la soi-disant intransigeance qui n'est qu'un pacte avec l'inaction et un contrat avec toutes les lâchetés, tout s'est arrêté net. L'opposition verbale, la stupide politique de protestations qui grise et fait courir après l'action factice pour laisser le devoir réel, a fait passer comme un souffle de mort sur l'enthousiasme et sur le zèle. Ah ! oui, l'épreuve est faite, et il était peut-être bon pour éviter des velléités de retour à ce qui fut le fléau du catholicisme dans notre pays, qu'elle fût faite jusqu'au bout.

Aujourd'hui il n'y a que des ruines par terre : qu'est-ce que cette politique pourrait bien invoquer pour subsister, puisqu'il n'y a plus rien à compromettre et plus rien à briser ?

C'est pourquoi il faut que ceux qui étaient partis d'un bel élan pour entrer dans les voies ouvertes par Léon XIII se reprennent. Comme l'a si

bien indiqué Mgr Bœglin dans sa magnifique brochure : *Comment faire?* « si Léon XIII a reçu de la Providence le mandat d'orienter une époque, il n'a point reçu la toute-puissance qui supprime le temps et abolit les espaces. » « Modifier les cerveaux et renouveler les habitudes ; répandre une atmosphère nouvelle et aiguiller une orientation. n'est pas le fait d'une année : il faut la génération, tout entière. » (1) Il n'y a qu'à reprendre la tâche où nous l'avons laissée. Il y a surtout pour les démocrates chrétiens à s'occuper sérieusement, immédiatement, de l'organisation politique qui est indispensable pour nous mouvoir, pour classer les efforts, qui, si elle avait été créée dans des moments où cela était possible, aurait évité bien des malheurs.

Ce qu'il faut, en effet, ce qu'attend la jeunesse, c'est un parti nouveau, distinct de l'action sociale comme de l'action religieuse, où elle puisse s'encadrer, où il lui soit possible de fournir son contingent de dévouement et d'action pour la politique comme pour le reste. Quand elle a bien travaillé pendant quatre ans à organiser des conférences, à évangéliser les ouvriers, à rendre par tous les moyens la religion populaire, voilà qu'au moment de recueillir quelque fruit de tout cela, au moment des élections, on lui envoie des candidats réactionnaires pour qui on lui fait une obligation de faire compagne et de voter, et par des élections maladroites on ouvre la porte à des sectaires qui détruisent en quelques jours

(1) *Comment faire?* page 92. Aux bureaux de la *Quinzaine*, 45 rue Vaneau

tout le bien que le zèle apostolique a fait pendant des années. La jeunesse alors se décourage, elle déserte et va grossir les rangs des partis qui peuvent se promettre un avenir.

Tout le danger est là, tout notre mal vient de ce qu'on s'est obstiné à faire un replâtrage avec les anciens partis, tandis qu'il faut de toute nécessité, pour la clarté de l'action et la liberté des mouvements, un parti nouveau, une sorte d'escadron volant qui ne traîne pas toute une arrière-garde d'invalides et qui soit apte aux conquêtes nouvelles.

Il faut faire pour la politique ce que fait le *Sillon*, avec tant d'intelligence, d'intransigeance inflexible, et tous les encouragements du successeur de Léon XIII, pour l'action sociale. Il forme un bataillon choisi, il crée un peu partout les cellules de l'organisme futur. Voilà ce qu'il faudrait faire pour un parti qui, nettement républicain et démocrate, parlerait à la jeunesse, au pays, qui peu à peu deviendrait une force et empêcherait notre France de tomber tout à fait sous la conquête jacobine et de devenir la proie des mauvaises factions. Si on reparle d'union, de parti conservateur ou de parti libéral imposé à tous, si on recommence la politique des vingt premières années de la Répnblique ou des ces cinq ou six dernières, alors c'est la fin, et vous qui ne voudriez pas vous résoudre à cette navrante éventualité, vous pouvez, dès à présent, faire votre partage de la fameuse parole : *Lasciate ogni speranza !*

Que les catholiques, pour parer aux difficultés

d'une situation très grave au point de vue des intérêts religieux, suivent les conseils que leur donne avec tant d'à propos dans *l'Univers*, l'abbé Gayraud quand il leur dit : Unissez-vous ! associez-vous ! rien de mieux, plus l'entente et la discipline sur ce terrain des intérêts religieux seront étroits, plus les dangers de la séparation de l'Eglise et de l'Etat pourront être conjurés et se changer même en bienfaits et en avantages.

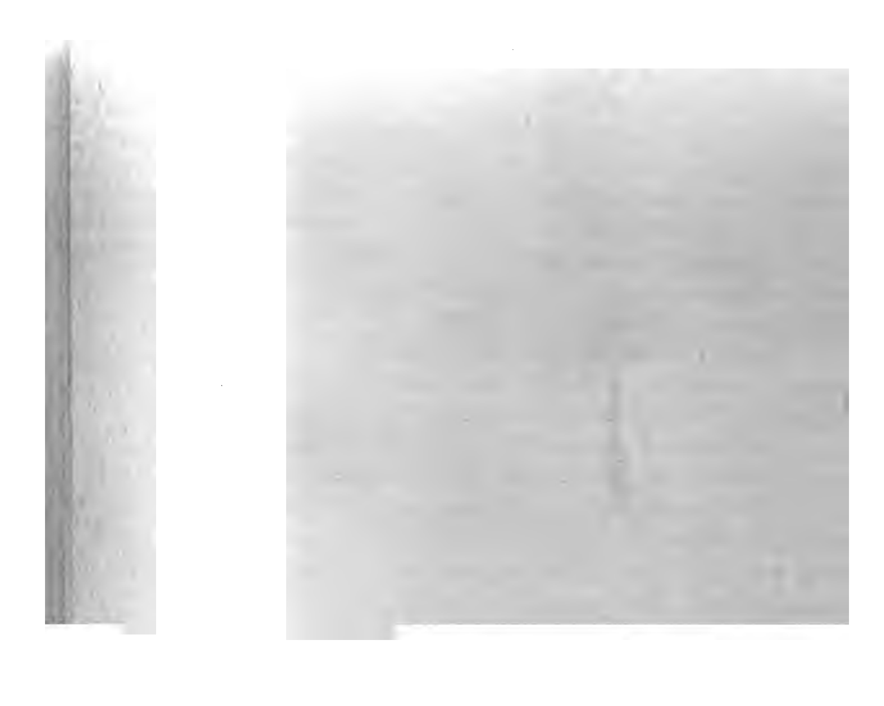
Mais, pour l'amour de la religion et de la patrie, que personne ne s'avise de demander sous quelque nom que ce soit, parti catholique, parti républicain catholique, action libérale, l'union des catholiques pour une action politique ! Qu'on fonde dans la République tous les partis que l'on voudra, mais que ce soit avec un programme politique et non point confessionnel, que ce soit au nom d'un parti politique et non point au nom de la religion et en engageant la religion.

Je veux espérer qu'après la faute suprême, on ne commettra pas la faute irréparable, et que la démocratie chrétienne qui a eu sa part de complicité et de responsabilité dans ce qui s'est passé en 1902, saura enfin ouvrir les yeux et comprendre tout son devoir. C'est pourquoi je me permettrai de rappeler et c'est par là que je terminerai ces trop longues pages, ce que j'écrivais à son adresse le 15 août 1901, au moment des controverses qui ont accompagné la constitution de *l'Action libérale* :

« Il faut des hommes nouveaux, des hommes jeunes ayant un programme politique et social

bien net et bien accentué. Ces hommes, le parti démocrate est suffisant pour les désigner. Les démocrates chrétiens sont autonomes. Rien ne les empêche, et, en ce moment-ci, tout leur demande de se concerter pour cette opération. Ils manqueraient à tous leurs devoirs si au moment où tous les partis vont se montrer au pays, ils se cachaient, s'ils ne profitaient pas d'une occasion aussi solennelle que les élections législatives pour affirmer bien haut que, sous les débris des vieilles divisions politiques, il y a un parti républicain qui se forme, qui n'est ni sectaire, ni retrograde, ni esclave de la Franc-maçonnerie ni esclave du conservatisme, mais franchement, largement démocratique et populaire, vers lequel convergeront tôt ou tard et où viendront se réunir toutes les âmes assoiffées d'idéal et tous les dévouements sincères.

« Arrière donc les pusillanimités et les scrupules enfantins. Ayons des catholiques républicains démocrates partout où nous pourrons au premier tour, pour affirmer l'idée et pour nous reconnaître. Au deuxième tour, désistons-nous en faveur du candidat nettement républicain qui se rapprochera le plus de notre programme intégral : nous aurons ainsi ouvert une ère nouvelle, nous aurons fait un pas immense pour assurer le progrès des idées religieuses et le salut de notre pays. »



INDEX ALPHABÉTIQUE

C

D

E

F

M

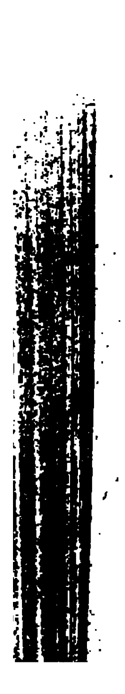
N

O

P

Q

R





W

TABLE ANALYTIQUE DES CHAPITRES

CHAPITRE PREMIER

A Avignon

CHAPITRE II

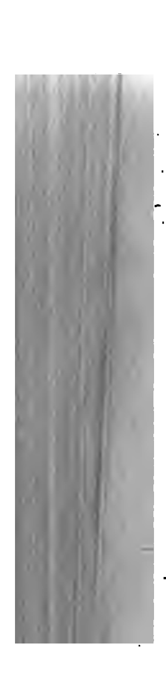
Vingt ans d'échecs

CHAPITRE V

Les deux Encycliques

CHAPITRE VI

Le Nouvel Apostolat



CHAPIT

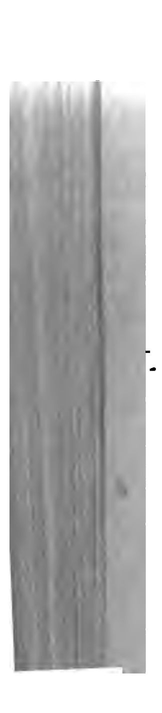
L'Esprit n

CHAPITRE VIII

La Démocratie chrétienne

CHAPI

L'Action s

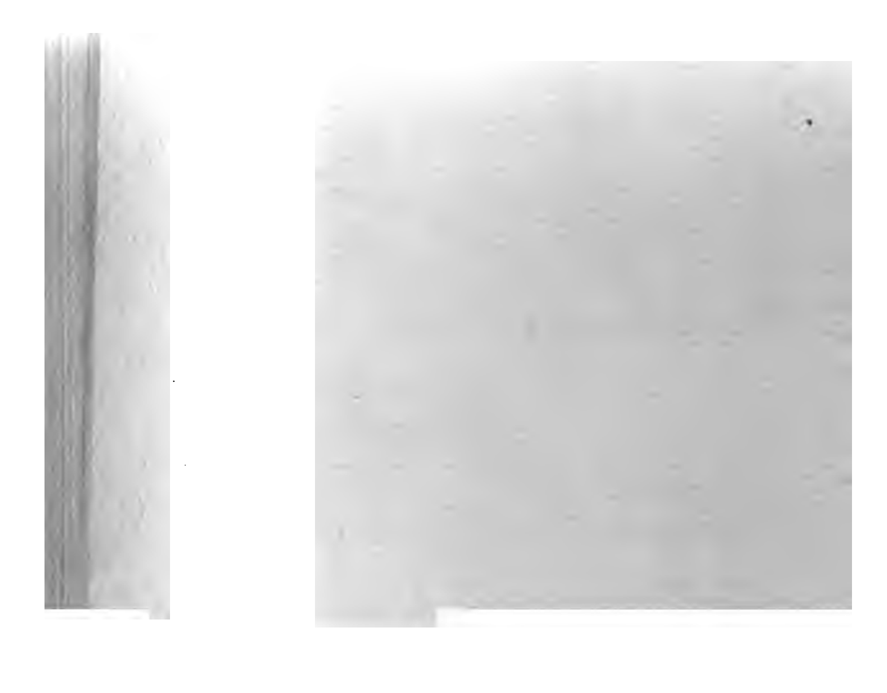


doublement de perfidie et d
réfractaires à l'approche des é
nœuvres habiles sur le terrai
dances de plus en plus prono
bir de funestes influences. — J
chef du *Peuple français*. — Lut
qui avaient pour but la rec
l'Union conservatrice. — **Mes**
***français*. — M. Henri Sarrazar**
Les réunions de Montmagny.
l'abbé Léon Garnier. — IV. L
Déclarations réitérées du prési
ne veux pas faire la guerre à l'i
ralliés officiellement admis dan
— Leur présence et leur influe
progressiste. — Excitation de
briser l'œuvre de pacification.
tholiques auraient dû apporter
rés. — Adjuration de M. Piou. -
Déviation croissante de l'œuvre
crétariat *Justice-Egalité*. — Di
membres dissidents du Comité
Nicolay et de Bellomayre. — R
générales des catholiques. —
catholique en vue des élections.
— M. Henri Boissard. — La sé
— M. Bouvattier, M. Guérin, M.
lomayre. — Pacte de la Fédéra
M. Lamy. — Mauvaises querell
pendante de la *Croix*. — *L'*éle
Roubaix, le désistement de l'abb
— Statistique montrant que l'él
sectaire est due aux manœuvres
l'iudiscipline de la *Croix*. — L

CHAPITRE XII

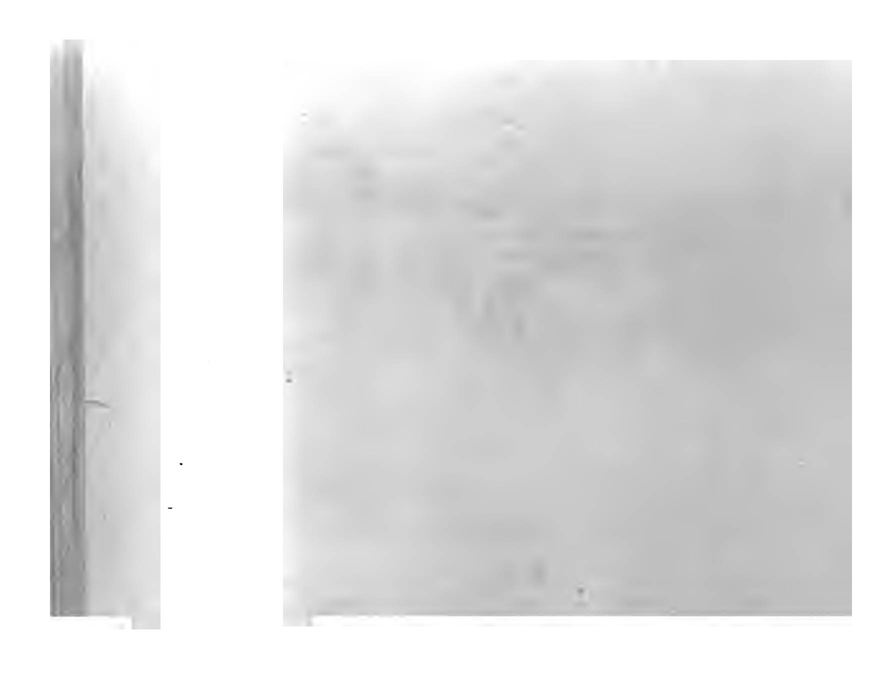
L'Œuvre de Léon XIII

TABLE DES MATIÈRES





Le Mans. — Impr. de l'Inst. de Bibliogr. de Paris. — N° 1673.



[redacted]



